

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION ET LA FORMULATION DE LA POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS : LES DÉCISIONS DE L'ADMINISTRATION CLINTON  
EN RÉACTION AUX CRISES SÉCURITAIRES DE LA GUERRE EN BOSNIE-  
HERZÉGOVINE, 1993-95

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

VINCENT BOUCHER

JUILLET 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Faculté de science politique et de droit

Département de science politique

La présente thèse intitulée

*Les préoccupations de réputation et la formulation de la politique étrangère des États-Unis : les décisions de l'administration Clinton en réaction aux crises sécuritaires de la guerre en Bosnie-Herzégovine, 1993-95*

Présentée par

**Vincent Boucher**

A été évaluée par le jury composé de

**Charles-Philippe David, professeur au département de science politique, UQAM**

Directeur de recherche

**Daniel Béland, professeur au département de science politique, Université McGill**

Évaluateur externe

**Jordan Tama, professeur, School of International Service, American University**

Évaluateur externe

**Justin Massie, professeur au département de science politique, UQAM**

Président du jury

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

On dit souvent qu'écrire une thèse de doctorat est un long parcours, parfois solitaire, qui teste notre résilience. Dans mon cas, le mot long est un euphémisme. J'ai commencé mes études doctorales à l'automne 2015, un parcours qui touche maintenant à sa fin à l'hiver 2023 avec le dépôt de cette thèse. La longueur de la liste de personnes envers lesquelles je suis redevable est donc proportionnelle à celle du temps consacré à ce projet d'étude.

Tout au long de ces années, j'ai eu la chance et le grand bonheur de rencontrer plusieurs professeurs, enseignants et collègues envers qui je suis immensément redevable. Pour commencer, je remercie le plus sincèrement possible mon mentor et directeur de thèse, le professeur Charles-Philippe David (UQAM). Sa passion contagieuse pour la politique étrangère des États-Unis a été l'élément déclencheur qui m'a poussé à me lancer dans l'aventure du doctorat en science politique. Grâce à lui, j'ai pu m'épanouir dans un environnement extrêmement stimulant, celui de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (UQAM), une institution réputée qu'il a fondée en 1996. Le professeur David m'a guidé durant ce long parcours. Ses commentaires réfléchis et généreux m'ont permis de grandement améliorer cette thèse de doctorat. Notre collaboration sur le projet de recherche qui a mené à la publication du livre *National Security Entrepreneurs and the Making of American Foreign Policy* (McGill-Queen's University Press) en 2020 demeure le moment marquant de mon parcours doctoral. De plus, à trois reprises, j'ai eu la chance d'enseigner à ses côtés le séminaire de maîtrise *Politique extérieure des États-Unis* (POL-8412), une expérience enrichissante m'ayant beaucoup appris sur l'enseignement universitaire. Enfin, je garde de merveilleux souvenirs de nos voyages de recherche à Austin au Texas en 2016 et à Little Rock en Arkansas en 2018. Nos nombreuses et longues discussions m'ont permis de découvrir, derrière le chercheur universitaire de renom, une personne remarquable et inspirante. Je suis très reconnaissant pour son temps, son aide et, surtout, sa patience au courant des sept dernières années.

Je souhaite également remercier des professeurs avec qui j'ai eu la chance de travailler durant mon parcours universitaire. Pour son écoute et sa grande confiance, je remercie avec enthousiasme Karine Prémont (Université de Sherbrooke). Que ce soit durant nos très longues discussions ou par le biais de brefs messages bienveillants, Karine a toujours su exprimer son soutien de manière à

me garder motivé. Nos projets de recherche communs, en commençant par le livre *National Security Entrepreneurs*, ont été parmi les expériences les plus formatrices et enrichissantes de mon parcours doctoral. Karine est non seulement une excellente professeure et chercheuse spécialiste de la politique américaine, elle est aussi une personne remarquable d'une grande gentillesse et générosité. Il serait trop long de mentionner toutes les raisons pour lesquelles je lui suis redevable, mais je tiens à la remercier plus spécifiquement pour m'avoir encouragé à postuler pour le poste de chargé de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, de même que pour le temps qu'elle a pris pour relire ma thèse. Bien entendu, j'assume l'entière responsabilité pour les fautes et les erreurs qui demeurent dans le texte.

Je dois aussi absolument exprimer ma grande reconnaissance envers Frédérick Gagnon, professeur de science politique et titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand (UQAM). Frédérick a supervisé la rédaction de mon mémoire de maîtrise sur le Congrès et la politique étrangère des États-Unis et m'a ouvert la porte de l'Observatoire sur les États-Unis. Je ne le remercierai jamais assez de m'avoir donné cette première chance. Plus qu'un mentor et un coauteur, Frédérick est devenu au fil du temps un ami précieux. Je le remercie pour son soutien et son amitié, qui m'ont permis de me rendre jusqu'ici.

J'en profite également pour remercier le professeur Justin Massie (UQAM) pour ses conseils et sa confiance. Grâce à lui, j'ai eu l'occasion de me familiariser avec la pratique des entretiens semi-dirigés effectués avec d'anciens officiels du gouvernement américain dans le cadre d'un de ses projets de recherche. Cette expérience m'a beaucoup aidé à préparer les entretiens pour ma thèse. Je suis aussi redevable envers le professeur Frédéric Mérand (Université de Montréal), qui m'a ouvert la porte de son séminaire passionnant sur les études internationales durant l'année académique 2015-2016. Enfin, je remercie sincèrement les professeurs Daniel Béland (Université McGill) et Jordan Tama (American University) pour les commentaires éclairants sur ma proposition de thèse et les précieux conseils en vue de la rédaction qu'ils m'ont prodigués en mars 2020. Les professeurs Massie, Béland et Tama ont, avec le professeur David, formé le jury d'évaluation de ma thèse. Je suis extrêmement reconnaissant pour le temps qu'ils ont investi dans la lecture et l'évaluation de ma recherche, de même que pour leur participation à la soutenance du 19 juin 2023.

Je tiens aussi à remercier le Fonds de recherche du Québec société et culture (FRQSC) pour l'appui financier consenti à la réalisation de ce projet de recherche. Je suis aussi très reconnaissant envers le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), dont le soutien financier m'a permis d'effectuer un séjour de recherche à l'Université de Virginie et plusieurs autres déplacements professionnels (conférences scientifiques et recherche en archives). J'en profite aussi pour exprimer mon immense gratitude envers le professeur James W. Ceaser (Université de Virginie – UVA). Le professeur Ceaser m'a accueilli chaleureusement à Charlottesville en Virginie en 2017. En collaboration avec le professeur David, il a rendu possible mon séjour à titre de chercheur invité au département de science politique de UVA, de janvier à juin 2017. Ce fut l'expérience la plus enrichissante de mon parcours doctoral. Je remercie aussi les professeurs Dale Copeland (UVA) et Gerald Warburg (Frank Batten School of Leadership and Public Policy) de m'avoir autorisé à suivre leur cours respectif sur les théories des relations internationales et la politique étrangère américaine durant ce séjour. Je remercie également les professeurs Ralph G. Carter (Texas Christian University) et William W. Newmann (Virginia Commonwealth University) qui furent des mentors inspirants et bienveillants durant mon parcours doctoral.

Je dois absolument remercier tous mes collègues de la Chaire Raoul-Dandurand pour leur appui inconditionnel. La Chaire est un environnement intellectuel unique et stimulant au sein duquel j'ai le privilège d'évoluer depuis maintenant presque dix ans. En plus des professeurs Frédérick Gagnon, Charles-Philippe David et Élisabeth Vallet (Collège militaire royal de St-Jean), je remercie aussi les collègues Christophe Cloutier-Roy, Andréanne Bissonnette, Ginette Chenard, Mathilde Bourgeon, Julie-Pier Nadeau, Julien Turreille, Victor Bardou-Bourgeois, Danny Gagné, Maxime Ricard et tous les autres que j'ai eu la chance de côtoyer. Je suis aussi très reconnaissant envers le généreux soutien que nous offre le personnel de la Chaire. Leur travail est essentiel à l'épanouissement des jeunes chercheurs œuvrant dans cette institution. Je remercie particulièrement Louis Collerette, le directeur exécutif de la Chaire, qui m'a épaulé tout au long de cette aventure doctorale. Louis a été une oreille attentive et a su me garder souriant et motivé lors des moments les plus difficiles.

Pendant que l'on rédige une thèse, la vie se poursuit. La présence et le soutien des ami.e.s sont donc essentiels pour arriver à se rendre jusqu'à la ligne d'arrivée. Je remercie tout spécialement Marc-Antoine LeBlanc, Maxime Brunet, Dominic Wagnac, Harold Beaulieu, Sophie Asselin,

Eduardo Morataya-Guevara, Marikym D'Amours-Bryson, Alice Allard-Bergeron, Thomas Perron-Bibeau et Hugo Ferland-Dionne. Mes remerciements vont aussi à tous mes coéquipiers de hockey avec qui j'ai eu le plaisir de pratiquer ce sport que j'adore durant les dernières années. Surtout, je souligne ma grande gratitude envers tous les joueurs et joueuses des *Golden Kales*, une équipe extraordinaire à laquelle j'ai le bonheur d'appartenir depuis une dizaine d'années.

À mes parents, Manon Nicol et Daniel Boucher, je dis un énorme merci pour leur soutien indéfectible et leur affection. Je n'aurais jamais pu me rendre jusqu'à cette étape s'ils n'avaient pas été là pour m'épauler et me guider. Je salue également mon frère, Charles Boucher, une vieille âme et un esprit vif. Il a souvent trouvé les bons mots pour m'aider à remettre les choses en perspective. Nos longues discussions m'ont toujours éclairé, en plus de me forcer à penser le monde selon une logique probabiliste et à remettre en question mes présupposés.

J'aimerais exprimer ma gratitude infinie envers ma tendre moitié, Andréanne, qui est une personne brillante, inspirante et empathique. Ayant aussi rédigé sa thèse de doctorat (beaucoup plus rapidement que moi) durant les dernières années, elle a su faire preuve d'un soutien et d'une compréhension qui ont été essentiels à ma réussite. Sans son aide durant les moments les plus difficiles, je n'y serais pas parvenu. Andréanne est une chercheuse extraordinaire qui accomplira de grandes choses, j'en suis certain. Elle ne cesse de m'impressionner par son éthique de travail, son intelligence et sa passion pour la justice et l'égalité. Surtout, Andréanne est une personne tout simplement exceptionnelle avec qui j'ai la chance de partager ma vie. Avec nos deux petits chats noirs, Freddie et Bowie, qui adoucissent notre quotidien depuis mars 2022, nous formons une équipe solide. J'ai déjà hâte à la prochaine étape de notre grande aventure.

Enfin, je souhaite dédier cette thèse à mon meilleur ami, Pierre-Luc Royal. Pendant plus de 25 ans, notre amitié m'a fait voyager au sens propre – du Wyoming jusqu'en Cappadoce – et au sens figuré – à travers nos passions partagées pour la musique, les livres et la vie. Pierre-Luc nous a quittés tragiquement en décembre 2021. Une source intarrissable de bonheur et d'émerveillement, notre amitié m'habitera toujours.

## **DÉDICACE**

À Pierre-Luc



## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	iii
DÉDICACE .....	vii
LISTE DES FIGURES .....	xii
LISTE DES TABLEAUX .....	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	xiv
RÉSUMÉ .....	xv
ABSTRACT .....	xvi
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1 LES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION DANS LA PRISE DE DÉCISION : LA SÉCURITÉ IDENTITAIRE DU POINT DE VUE DU GROUPE DÉCISIONNEL.....	21
1.1 Reconceptualiser la réputation en politique internationale : d’une perspective stratégique à une perspective constitutive .....	21
1.1.1 La raison du plus fort est toujours la meilleure : l’honneur et la politique internationale .....	22
1.1.2 Le prestige et la quête de reconnaissance de puissance et d’influence .....	25
1.2 La réputation en politique internationale .....	30
1.2.1 La perspective stratégique dominante.....	31
1.2.2 La réputation d’un point de vue pluridisciplinaire.....	34
1.2.3 La réputation comme un instrument social.....	35
1.2.4 La réputation comme le produit d’évaluations .....	36
1.2.5 La réputation comme image de soi .....	37
1.3 Étudier l’image de soi dans la formulation de la politique étrangère .....	39
1.3.1 Théories des images et les images de soi nationales.....	40
1.3.2 La théorie des rôles .....	42
1.3.3 Les identités .....	43
1.4 La quête de statut en politique internationale.....	44
1.5 La sécurité identitaire .....	47
1.6 L’étude des préoccupations de réputation : une approche alliant les perspectives stratégique et constitutive .....	51
1.6.1 Définir les préoccupations de réputation .....	51
1.6.2 Les préoccupations de réputation : les perspectives stratégique et constitutive .....	53
1.6.3 Variations des préoccupations de réputation .....	56
1.7 L’analyse décisionnelle des préoccupations de réputation .....	57
1.8 Présentation des hypothèses .....	65
1.9 Conclusion.....	67

CHAPITRE 2 LES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION À TRAVERS L'HISTOIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE .....	68
2.1 Racines des soucis de réputation dans l'histoire de la politique étrangère américaine .....	70
2.1.1 Les explications culturelles de l'importance de la réputation dans le contexte américain .....	71
2.1.2 L'institutionnalisation des préoccupations de crédibilité et de réputation.....	71
2.2 L'omniprésence des préoccupations de réputation dans l'histoire de la politique étrangère des États-Unis	76
2.2.1 De l'établissement de la République américaine à la Guerre civile .....	77
2.2.2 De l'empire à la Première Guerre mondiale .....	82
2.3 Les préoccupations de réputation dans l'histoire contemporaine de la politique étrangère des États-Unis	87
2.3.1 De l'aube de la Guerre froide à la guerre du Vietnam .....	89
2.3.2 De l'après-Vietnam à la fin de la rivalité bipolaire.....	105
2.3.3 Une pertinence maintenue dans l'après-Guerre froide .....	116
2.3.4 La période post-11 septembre .....	120
2.4 Conclusion.....	133
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE, INDICATEURS ET CADRE D'ANALYSE POUR L'ÉTUDE DES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION DANS LA PRISE DE DÉCISION .....	136
3.1 Identifier les préoccupations de réputation dans le processus décisionnel .....	137
3.2 Étude de cas et <i>process-tracing</i> .....	142
3.2.1 Critères de sélection du cas d'étude.....	145
3.2.2 <i>Process-tracing</i> et cadre d'analyse de la thèse .....	148
3.3 Méthodes de collecte de données .....	156
3.3.1 Recherche documentaire en archives.....	156
3.3.2 Entretiens semi-dirigés avec des décideurs et des hauts fonctionnaires .....	159
3.3.3 Sources secondaires .....	165
3.4 Triangulation des sources de données .....	165
3.5 Conclusion.....	168
CHAPITRE 4 « ÇA VA SANS DIRE » : LES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION DANS LA PRISE DE DÉCISION DE L'ADMINISTRATION CLINTON AU SUJET DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (1993-94) .....	169
4.1 Déclenchement des hostilités en ex-Yougoslavie et réactions de l'administration Bush .....	172
4.2 Des promesses à la déception : l'approche à tâtons ( <i>muddling through</i> ) de l'administration Clinton	177
4.3 L'échec de la proposition <i>lift-and-strike</i> (avril et mai 1993) et le repli sur une posture d'endiguement du conflit.....	184
4.4 Le sauvetage de Sarajevo (juillet et août 1993) et l'ambivalence vis-à-vis du processus diplomatique	190
4.5 Changements importants dans le groupe décisionnel et réponse musclée au massacre de Markale (février 1994).....	195

4.6	Incohérence et indécision à Gorazde (avril 1994).....	200
4.7	Les efforts diplomatiques, le Groupe de Contact et l'épineux dossier de la levée de l'embargo .....	206
4.8	Les États-Unis jettent l'éponge à Bihać (novembre 1994) et s'engagent militairement auprès de leurs alliés.....	214
4.9	Analyse des préoccupations de réputation exprimées lors des épisodes de crise survenus en 1993 et 1994 à la lumière des perspectives stratégique et constitutive .....	220
4.9.1	Les préoccupations de réputation selon la perspective stratégique.....	220
4.9.2	Les préoccupations de réputation selon la perspective constitutive .....	224
4.10	Conclusion.....	229
CHAPITRE 5 « LE POSTE DE LEADER DU MONDE LIBRE EST VACANT » : LA RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE EN BOSNIE DANS LA FOULÉE DES CRISES DES OTAGES À SARAJEVO ET DU MASSACRE DE SREBRENICA (1995).....		
231		
5.1	Une réévaluation progressive des objectifs américains en Bosnie (janvier 1995).....	231
5.2	Révision de la politique en Bosnie (février et mars 1995).....	235
5.3	Reprise des violences et inquiétudes croissantes pour le sort de la FORPRONU (avril 1995) .....	240
5.4	La FORPRONU au bord du gouffre et le leadership américain solidement ébranlé (mai et juin 1995) 244	
5.5	Commencer par la fin : redéfinir la politique américaine à l'égard de la Bosnie .....	254
5.6	Srebrenica : le tournant du conflit (juillet 1995).....	258
5.7	La stratégie de « fin de partie » (août 1995) .....	262
5.8	Délibérations et adoption de la stratégie de « fin de partie » .....	268
5.9	Analyse des préoccupations de réputation exprimées lors des épisodes de crise survenus en 1995 à la lumière des perspectives stratégique et constitutive.....	273
5.9.1	Les préoccupations de réputation selon la perspective stratégique.....	274
5.9.2	Les préoccupations de réputation selon la perspective constitutive .....	278
5.10	Conclusion.....	284
CHAPITRE 6 RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE CAS DES RÉACTIONS DE L'ADMINISTRATION CLINTON AUX ÉPISODES DE CRISES SÉCURITAIRES DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE .....		
285		
6.1	L'approche systémique et les intérêts matériels des États-Unis .....	285
6.2	L'approche individuelle : les prédispositions du président .....	292
6.3	L'approche de politique intérieure et les coûts d'auditoire.....	298
6.3.1	Le massacre de Srebrenica et l'opinion publique américaine.....	302
6.3.2	L'activisme des majorités républicaines au Congrès.....	304
6.4	L'approche décisionnelle : le leadership du président et le niveau de cohésion du groupe décisionnel 306	
6.4.1	L'implication du président dans la prise de décision .....	307
6.4.2	La cohésion du groupe décisionnel.....	312

6.5	Évaluation des hypothèses .....	321
6.6	Conclusion.....	325
	CONCLUSION .....	328
	ANNEXE A CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE .....	336
	ANNEXE B GRILLE D'ENTRETIENS SEMI-DIRIGÉS.....	339
	ANNEXE C L'ÉVOLUTION DE LA COHÉSION DU GROUPE DÉCISIONNEL DE L'ADMINISTRATION CLINTON SUR LA GUERRE EN BOSNIE (1993-95) .....	341
	BIBLIOGRAPHIE .....	343

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 – Les préoccupations de réputation et la formulation de la politique étrangère américaine : le processus décisionnel en situation de crise.....	5
Figure 1.1 – Les préoccupations de réputation : perspectives constitutive et stratégique.....	53
Figure 1.2 - Mesurer le niveau de cohésion du groupe décisionnel sur un enjeu.....	64
Figure 6.1 Niveaux de cohésion du groupe décisionnel de l'administration Clinton lors des crises sécuritaires de la guerre en Bosnie, 1993-95 .....	320

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 - Grille d'observation empirique des préoccupations de réputation.....	141
Tableau 3.2 - Épisodes de crise sécuritaires survenus durant la guerre en Bosnie-Herzégovine, janvier 1993 à août 1995.....	143
Tableau 3.3 - Cadre d'analyse pour l'étude des préoccupations de réputation dans la prise de décision en situation de crise .....	153
Tableau 3.4 Liste des entretiens semi-dirigés.....	164
Tableau 3.5 - La triangulation des données pour la présente recherche.....	167
Tableau 4.1 Préoccupations de réputation selon la perspective stratégique (1993-94).....	222
Tableau 4.2 Préoccupations de réputation selon la perspective constitutive (1993-94).....	225
Tableau 5.1 Préoccupations de réputation selon la perspective stratégique (1995) .....	275
Tableau 5.2 Préoccupations de réputation selon la perspective constitutive (1995).....	279
Tableau 6.1- Évolution de la cohésion du groupe décisionnel de l'administration Clinton sur la guerre en Bosnie, 1993-95 .....	341

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CIA : *Central Intelligence Agency* (Agence centrale de renseignement)

DCI : *Director of Central Intelligence* (directeur de l'Agence centrale de renseignement)

FORPRONU : Force de protection des Nations unies

IFOR : Force de mise en œuvre multinationale de l'OTAN pour garantir la mise en application des accords de paix de Dayton en Bosnie-Herzégovine

NSC : *National Security Council*

ONU : Organisation des Nations unies

OP PLAN 40104 : Plan opérationnel de l'OTAN pour le retrait de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique nord

RI : Relations internationales

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

## RÉSUMÉ

Les dirigeants et les décideurs responsables de la politique extérieure sont soucieux de la réputation de l'État qu'ils représentent. Ce constat fait l'objet d'un consensus parmi les partisans et les sceptiques qui débattent de l'importance du concept de réputation en politique internationale. Pourtant, ce phénomène demeure peu problématisé et surtout peu étudié. Ainsi, la recherche effectuée dans cette thèse a pour objectif de combler cette lacune en répondant à la question suivante : comment les préoccupations de réputation orientent-elles les décisions prises en situation de crise sécuritaire internationale? Nous proposons une nouvelle manière de conceptualiser la réputation : il ne s'agit pas simplement d'un outil essentiel pour maintenir la crédibilité d'un État et défendre ses intérêts en matière de sécurité et de coopération (perspective stratégique), mais aussi d'un élément crucial de l'image de soi des individus responsables de sa politique extérieure qui veulent éviter l'émergence d'un sentiment d'insécurité identitaire (perspective constitutive). Notre regard empirique se porte sur le rôle des préoccupations de réputation dans le contexte de la politique étrangère des États-Unis, un pays dont les présidents et leurs conseillers sont reconnus pour être particulièrement soucieux de l'image qu'ils projettent à travers leurs déclarations et leurs actions. En plus des perspectives stratégique et constitutive, nous proposons une approche décisionnelle centrée sur le groupe – une unité composée par le président et ses principaux conseillers en matière de sécurité nationale – pour mieux comprendre l'influence des préoccupations de réputation sur les décisions de politique étrangère. Nous affirmons que ces préoccupations sont plus susceptibles d'être prépondérantes dans les délibérations en situation de crise lorsque le président est activement impliqué dans la prise de décision et lorsque le niveau de cohésion du groupe décisionnel est élevé. Nous testons ces hypothèses à travers une étude de cas des décisions prises par l'administration de Bill Clinton lors de sept épisodes de crises sécuritaires survenus dans le cadre de la guerre en Bosnie-Herzégovine (1993-95). À l'aide la méthode du *process-tracing*, nous évaluons la validité de notre approche décisionnelle et celle des explications alternatives pour mieux comprendre le rôle que jouèrent les préoccupations de réputation dans les délibérations qui précédèrent ces décisions. Cette analyse s'appuie sur des données originales récoltées lors d'entretiens semi-dirigés effectués avec des décideurs et hauts fonctionnaires responsables du dossier de la guerre en Bosnie, ainsi que sur une analyse exhaustive des documents d'archives disponibles à la bibliothèque présidentielle William J. Clinton.

Mots clés : réputation, crédibilité, préoccupations de réputation, image de soi, sécurité identitaire, États-Unis, politique étrangère, prise de décision, crise sécuritaire, Bill Clinton, Bosnie-Herzégovine.



## ABSTRACT

Foreign policy leaders and decision-makers are concerned about the reputation of the state they represent. Proponents and skeptics who debate the importance of the concept of reputation in international politics largely agree on this fact. The impact of reputational concerns on foreign policy decision-making remains an under-problematized phenomena. This thesis aims to fill this gap in the literature by answering the following question: how do reputational concerns shape foreign policy decision-making in the context of security crises? We propose a new way of conceptualizing reputation in international politics: it is not only an essential tool for maintaining a state's credibility and promoting its interests in matters of security and cooperation (strategic perspective), but also a crucial element of the leaders and decision-makers' self-image who seek to avoid the emergence of a feeling of ontological insecurity (constitutive perspective). Our research focus is on the role of reputational concerns in the context of U.S. foreign policy, a country whose presidents and their advisors are known to be particularly concerned with the image they project through their statements and actions. In addition to the strategic and constitutive perspectives, we propose an approach centered on the decision-making group – a unit composed of the president and his top national security advisors – to better understand the influence of reputational concerns on policy formulation and decisions made in crisis situations. We argue that these concerns are more likely to be prominent in crisis deliberations when the president is actively involved in policymaking and when the decision-making group's level of cohesion is high. We test these hypotheses through a case study of the Clinton administration's foreign policy decisions pertaining to seven crisis episodes during the war in Bosnia-Herzegovina (1993-95). Through process-tracing, we assess the validity of our decision-making-focused approach and of the alternative explanations to better understand the role that reputational concerns played in the deliberations preceding those decisions. This analysis is based on original data collected through semi-structured interviews conducted with decision-makers and senior officials who oversaw the Bosnian, as well as a comprehensive analysis of archival materials available in the William J. Clinton Presidential Library.

Keywords : reputation, credibility, reputational concerns, self-image, ontological security, United States, foreign policy, decision-making, security crisis, Bill Clinton, Bosnia-Herzegovina.

## INTRODUCTION

[...] les nations sont [...] "jalouses en honneur, cherchant la *bulle de la réputation* même dans la bouche du canon". Mais, jusqu'à ce qu'un millénaire confirmé, fondé sur des principes plus sages, soit généralement établi, la *réputation* des nations n'est pas seulement une *bulle*. Elle constitue leur véritable sécurité. [Italiques dans l'original]

*Lettre de David Hartley à Benjamin Franklin (mai 1782)*<sup>1</sup>

L'importance de la réputation en politique internationale fait l'objet de vifs débats en science politique. L'axe principal de la recherche sur ce concept s'articule autour de la question suivante<sup>2</sup> : la réputation est-elle un facteur déterminant dans les relations interétatiques ? Inspirés des travaux de Thomas C. Schelling (2008), le célèbre économiste américain qui soulignait la nécessité de « sauver la face » dans les crises sécuritaires internationales au nom de l'importance des engagements internationaux d'un État, les partisans<sup>3</sup> de la réputation soutiennent que les acteurs étatiques observent attentivement les comportements et déclarations de leurs vis-à-vis. Ils tirent des conclusions sur la base des interprétations qu'ils font de leurs actions et déclarations passées pour anticiper leurs comportements futurs en contexte de crises sécuritaires similaires (Weisiger et Yarhi-Milo, 2015; Harvey et Mitton, 2016). Quant aux sceptiques, ils mettent en doute l'importance de la réputation dans de telles situations, soulignant que les États forgent leurs attentes par rapport aux comportements à venir des autres acteurs en observant d'abord et avant tout leurs intérêts et leur puissance (Press, 2005). De plus, les sceptiques contestent le présupposé voulant que les engagements internationaux des États dépendent les uns des autres (Hopf, 1994). Ils

---

<sup>1</sup> À moins d'indications contraires, les citations présentées dans cette thèse ont été traduites par l'auteur. Cité dans : Payne (1970 : 14). Le passage entre guillemets évoqué par David Hartley, un homme d'État britannique qui signa par la suite le traité de Paris de 1783 à titre de plénipotentiaire britannique, est tiré de la pièce de théâtre *Comme il vous plaira* du dramaturge britannique William Shakespeare.

<sup>2</sup> Pour des survols exhaustifs de la recherche sur la réputation en politique internationale, voir : Jervis, Yarhi-Milo, et Casler, 2021; Danilovic, Clare et Tucker, 2020; Crescenzi et Donahue, 2017; Erickson, 2015 : 19-28; Dafoe, Renshon et Huth, 2014.

<sup>3</sup> Nous reprenons la dénomination « sceptiques » et « partisans » de la réputation que proposent Weisiger et Yarhi-Milo dans leur l'article phare. La littérature peut aussi être divisée selon d'autres dénominations, notamment entre les pessimistes et les optimistes quant à l'influence de la réputation d'autrui sur la prise de décision en politique étrangère, tel que le suggère Van Jackson (2016 : 5-7). Voir aussi : Meyers (2015) et Henry (2020).

remettent même en cause le fait que des réputations puissent se former à l'échelle internationale (Mercer, 1996; Press, 2005; Tang, 2005). En réponse à ces sceptiques, les partisans ont raffiné leurs explications pour préciser comment les réputations se forment en politique internationale et dans quels contextes les comportements passés influencent les interactions entre États lors de crises sécuritaires (Clare et Danilovic, 2010; 2012; Weisiger et Yarhi-Milo, 2015; Harvey et Mitton, 2016; Crescenzi, 2018; Mitton, 2022). Les recherches récentes ont aussi précisé quand et comment différents acteurs – les États et les dirigeants – acquièrent des réputations en politique internationale (McManus, 2017; Renshon, Dafoe et Huth, 2018; Wu et Wolford, 2018; Lupton, 2020; Goldfien, Joseph et McManus, 2022). En parallèle de ce débat, nous retrouvons une série de contributions critiques qui dénoncent les excès découlant de l'« impératif de crédibilité » (McMahon, 1991) ou du « culte de la réputation » (Tang, 2005). Selon ces critiques, le désir de défendre la réputation sert trop souvent de prétexte à des interventions militaires qui tournent mal. Cette fascination pour la réputation et la crédibilité fut notamment à l'origine de décisions de recourir à la force aux conséquences catastrophiques pour la politique étrangère des États-Unis (Fettweis, 2007; 2013; 2018). Deux des pires interventions militaires de l'histoire du pays, au Vietnam (Campbell et Logevall, 2009 : 239-40) et en Irak (Butt, 2019), sont les exemples les plus notoires de cette tendance.

Au-delà de ces débats, tous s'entendent pour dire que les chefs d'État et leurs principaux conseillers sont généralement très soucieux de l'image qu'ils projettent, au nom de l'État qu'ils représentent, sur la scène internationale. Cette observation consensuelle au sujet des préoccupations de réputation est particulièrement saillante dans l'étude de la politique étrangère américaine. À travers l'histoire des États-Unis, les présidents et leurs principaux conseillers ont exprimé à maintes reprises leurs inquiétudes à l'égard de l'honneur, du prestige et de la crédibilité dans le domaine des affaires internationales. Ce trio de concepts s'appuie sur la logique de la réputation, c'est-à-dire l'idée selon laquelle les autres acteurs observent attentivement leurs actions, écoutent leurs déclarations, et tirent des conclusions par rapport au caractère de l'État qu'ils représentent. Cette logique n'est pourtant pas la relique d'une époque depuis longtemps révolue. Au contraire, elle est sous-jacente à l'une des maximes guidant la politique extérieure de l'administration de Joe Biden qu'ont souvent répétée le président démocrate et Antony Blinken, son secrétaire d'État : « [...] les États-Unis mèneront à nouveau, non seulement par l'exemple de notre puissance, mais aussi par la

puissance de notre exemple » (Biden, 2021). L'exemple américain est un élément crucial de sa puissance, puisque les autres acteurs étatiques sur la scène internationale observent constamment les comportements des États-Unis et écoutent attentivement les déclarations de ses dirigeants. Sur la base de leurs perceptions de ceux-ci, ces acteurs tirent des conclusions qui leur permettent d'interpréter les intentions de Washington dans leurs interactions avec les États-Unis. Or, Biden n'est pas le seul président américain à se soucier de l'image du pays et à considérer qu'il s'agit d'un atout essentiel à l'exercice de la puissance américaine. L'omniprésence des préoccupations de réputation est bien documentée dans l'historiographie de la politique étrangère des États-Unis. Des facteurs historiques tels l'évolution des cultures politique (Dafoe et Caughey, 2016; Brown, 2016) et stratégique (Morgan, 1985; Lupovici, 2016) des États-Unis, ou la socialisation des élites politiques responsables des politiques de sécurité nationale (Friedman et Logan, 2016; Fettweis, 2018), sont souvent évoquées pour expliquer ce phénomène.

### **Les préoccupations dans la prise de décision : une approche centrée sur le groupe décisionnel**

Tous s'entendent donc pour dire que les présidents américains et leurs principaux conseillers sont généralement assez préoccupés par les enjeux de crédibilité et de réputation. Ce constat et ses implications pour la prise de décision en situation de crises sécuritaires demeurent néanmoins trop peu problématisés et étudiés. Surtout, la façon dont les préoccupations de réputation en viennent à orienter les décisions de politique étrangère est encore mal comprise. Des travaux récents nous ont permis d'en apprendre davantage sur les facteurs permettant d'expliquer pourquoi certains présidents sont plus susceptibles que d'autres de recourir à la force pour des raisons liées à la réputation. Keren Yarhi-Milo a démontré l'importance des prédispositions psychologiques des présidents – leur niveau d'autosurveillance (*self-monitoring*) – et de leurs attitudes à l'égard de l'efficacité de la force militaire à titre de facteurs explicatifs des décisions de « combattre pour la réputation » (Yarhi-Milo, 2018). Par contre, au-delà de ces caractéristiques individuelles<sup>4</sup>, notre compréhension de la manière dont les préoccupations de réputation orientent les décisions prises lors d'épisodes de crise sécuritaire internationale est encore limitée. Pour remédier à cette lacune dans la recherche sur la réputation en politique internationale, la présente thèse se penche sur la

---

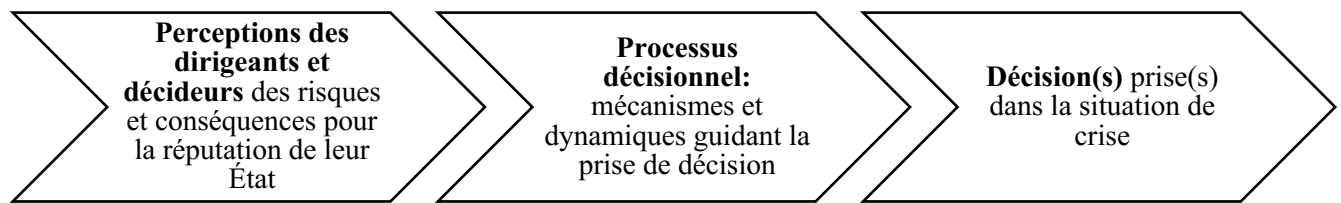
<sup>4</sup> L'approche de Yarhi-Milo a fait l'objet de discussions intéressantes sur l'étude de la réputation et des dirigeants en politique internationale, comme dans : Colgan *et al.*, 2020; Markwica et Yarhi-Milo (2020). Pour une explication alternative axée sur la personnalité narcissique de certains présidents, voir : Steinberg (1996); Harden (2022).

question de recherche suivante : **comment les préoccupations de réputation orientent-elles les décisions prises en situation de crise sécuritaire internationale?** Dans quels contextes ces préoccupations sont-elles plus susceptibles de se traduire par une décision de recourir à la force pour défendre la réputation du pays ? Afin d’approfondir notre compréhension de ce phénomène, nous proposons de mobiliser les apports théoriques et conceptuels du sous-champ de l’Analyse de la politique étrangère (*foreign policy analysis*), plus spécifiquement ceux de l’étude de la prise de décision (*foreign policy decision-making*). Le processus décisionnel agit à titre de caisse de résonance pour les préoccupations de réputation des dirigeants et des principaux décideurs (Figure 1). C’est dans le cadre des délibérations lors de crises sécuritaires que le président des États-Unis et ses conseillers en matière de sécurité nationale expriment leurs soucis pour l’image qu’ils projettent, à travers leurs actions et leurs déclarations, au nom du pays qu’ils représentent. Par crise sécuritaire, nous entendons une période durant laquelle les dirigeants et les décideurs perçoivent de manière simultanée une menace aux valeurs ou intérêts fondamentaux de l’État, ont un temps limité pour formuler une réponse et sont confrontés à une probabilité accrue d’hostilités militaires (Brecher, Wilkenfeld et Moser, 1988 : 3; Brecher, 2017 : 21; Aran et Yishayahu, 2022 : 3)<sup>5</sup>. Dans un tel contexte, les préoccupations de réputation sont autant des motifs que des justificatifs pour les choix de politiques effectués. Pendant que certains décideurs expriment des inquiétudes sincères à ce sujet, d’autres évoquent les risques et les conséquences d’une décision pour la réputation et la crédibilité afin d’orienter les choix de leurs collègues et du président. De plus, ces préoccupations de réputation sont, comme le soulignent les critiques, souvent exprimées pour appuyer des politiques impliquant le recours à la force militaire. Toutefois, il ne faut pas oublier qu’elles peuvent aussi justifier les efforts diplomatiques, la retenue et même le maintien du *statu quo* dans le contexte d’une crise sécuritaire.

---

<sup>5</sup> Cette définition s’inspire de celle énoncée par Charles F. Hermann, qui fait office de référence sur l’étude des crises dans la prise de décision et la formulation de la politique étrangère. Hermann (1972 : 13) définissait une crise comme un événement qui menace les objectifs prioritaires de l’unité décisionnelle, limite le temps disponible avant que la décision soit prise, et surprend les individus responsables de la politique étrangère d’un État par son occurrence. Comme plusieurs chercheurs (Stern, 2003 : 187; Aran et Yishayahu, 2022 : 3), nous écartons la dimension de surprise de la définition d’une crise. Ce choix s’explique par notre intérêt pour des interactions répétées entre les mêmes acteurs qui découlent de la recherche sur la réputation en politique internationale. Le caractère itératif de ces interactions vient diminuer l’effet de surprise qui accompagne l’émergence d’une crise sécuritaire.

Figure 1 – Les préoccupations de réputation et la formulation de la politique étrangère américaine : le processus décisionnel en situation de crise



Notre attention se portera bien entendu sur le président, qui demeure l'ultime décideur dans le domaine des affaires internationales. Cependant, nous élargissons l'unité décisionnelle analysée pour inclure les autres principaux décideurs qui l'entourent. Ces derniers sont aussi très sensibles aux conséquences potentielles des décisions prises par l'administration pour laquelle ils travaillent sur leur réputation et celle du pays. Pourtant, la place des conseillers à l'intérieur du processus décisionnel n'a été qu'effleurée dans l'analyse de Yarhi-Milo (2018 : 119-20; Colgan *et. al.*, 2020). Ainsi, nous en savons relativement peu sur la manière dont les interactions entre le président et ses principaux conseillers en matière de sécurité nationale, qui composent ensemble le groupe décisionnel, peuvent agir à titre de variable intervenante pour moduler les effets des préoccupations de réputation sur les choix de politiques effectuées lors d'épisodes de crise sécuritaire. Les dynamiques propres à ce groupe, particulièrement le rôle joué par le président à titre de leader, et le niveau de cohésion entre les membres, nous apparaissent être des facteurs pertinents pour mieux comprendre comment les préoccupations de réputation orientent la prise de décision dans de telles situations.

### **Repenser la réputation en politique internationale et les préoccupations qui en découlent dans la formulation de la politique étrangère**

Outre cette analyse centrée sur une unité décisionnelle élargie, c'est-à-dire le groupe constitué par le président et ses principaux conseillers, nous proposons un deuxième élément novateur visant à approfondir notre compréhension de l'influence des préoccupations de réputation sur la prise de décision. En l'occurrence, nous proposons de repenser la manière dont nous conceptualisons la réputation en politique internationale. Ce concept est généralement défini comme l'ensemble des

croyances au sujet du caractère d'un acteur, forgées sur la base de l'observation et de l'interprétation de ses déclarations et comportements passés, qui génèrent des attentes au sujet de ce qu'il fera dans le futur (Mercer, 1996 : 5; Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 169). La recherche s'est jusqu'à maintenant concentrée principalement sur la réputation d'un acteur, l'État, et sur un trait de caractère, la détermination (*resolve*). Cette tendance s'explique par le fait que la réputation de détermination est, avec les intérêts et la puissance, l'une des trois pierres d'assise de la crédibilité d'un État (Press, 2005 : 10-11). Notons que la crédibilité et la réputation sont des concepts intrinsèquement liés dans la recherche sur la dissuasion et la politique internationale, d'autant plus que les deux termes sont souvent employés de manière interchangeable par les dirigeants et les décideurs. D'autres types de réputation étatiques sont aussi étudiés, comme la réputation de fiabilité et d'honnêteté au sein d'alliances ou d'organisations internationales. Dans tous les cas, selon cette perspective stratégique dominante, la réputation est valorisée par les dirigeants et les décideurs pour sa valeur instrumentale. Elle est envisagée comme un outil incontournable pour promouvoir ou défendre les intérêts de l'État en termes de sécurité, ainsi que pour accéder aux gains potentiels de la coopération internationale. Bien que certaines contributions reconnaissent le caractère relationnel (Mercer, 1996 : 27-28; Renshon, 2017 : 36), et plus marginalement, social (Sharman, 2007 : 20) du concept, cette perspective stratégique demeure le principal cadre de référence pour envisager la réputation en politique internationale. Conséquemment, cette perspective stratégique dominante vient limiter notre compréhension des effets des préoccupations des dirigeants et décideurs à propos de la réputation sur la prise de décision.

Pour autant, il ne s'agit pas de l'unique manière de penser la réputation. Au contraire, il suffit de consulter des contributions à la recherche sur le sujet d'autres domaines des sciences sociales pour constater la richesse et la diversité des façons de la conceptualiser. Ainsi, nous nous inspirons de cette recherche pour raffiner la manière dont nous abordons le concept en soulignant le lien entre la réputation et l'image de soi des acteurs sociaux. Ce faisant, nous proposons une approche qui permet de prendre en compte la double dimension du concept de réputation. La dimension externe – comment nous sommes vus par les autres – est celle qui se retrouve au cœur de la plupart des approches qui étudient ce phénomène, incluant la perspective stratégique dominante en politique internationale évoquée ci-haut. La dimension interne – « comment nous nous voyons vus [*how we see ourselves seen*] », pour reprendre l'expression de la philosophe Gloria Origgi (2018 : 4) – est

quant à elle souvent reléguée à l'arrière-plan. Justement, le lien entre les préoccupations de réputation et l'image de soi demeure l'une des principales zones d'ombre de la recherche sur le sujet en politique internationale (Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 196-7)<sup>6</sup>. Pour pallier cette lacune, nous nous tournons vers les travaux sur la sécurité identitaire (*ontological security*)<sup>7</sup> qui abordent de front la question de l'image de soi (*self-image*) des dirigeants et des décideurs. Ce faisant, nous proposons d'affiner notre compréhension des soucis de réputation en développant une perspective constitutive du concept qui complètera la perspective stratégique dominante. En ce sens, la réputation d'un acteur social fait aussi partie intégrante de son image de soi et de son auto-conception identitaire (*self-identity*). Dans cette thèse, nous intégrons les perspectives stratégique et constitutive à l'étude de ce phénomène et affirmons que la volonté de maintenir une bonne réputation est non seulement liée à la sécurité physique de l'État et à la préservation de ses intérêts matériels, mais aussi à la quête de sécurité identitaire des individus responsables de sa politique extérieure.

Pour comprendre comment les préoccupations de réputation orientent le processus décisionnel et à quels moments elles sont susceptibles de mener à l'usage de la force en situation de crise, il faut ancrer la quête de sécurité identitaire de l'État dans la prise de décision sur les enjeux de politique étrangère. Pour ce faire, nous proposons d'étudier les dynamiques propres au groupe décisionnel qui réunit le président et ses principaux conseillers en matière de sécurité nationale. Ces individus ne font pas que s'identifier à l'entité qu'ils représentent du fait des fonctions qu'ils occupent, ils « sont liés de manière émotive à l'État-nation » (Steele, 2008 : 16). Puisqu'ils sont soucieux d'assurer la continuité des récits biographiques qui soutiennent leur auto-conception identitaire et leur image de soi positive, les dirigeants et décideurs sont préoccupés par leur réputation et celle du pays qu'ils représentent. Une rupture dans ces récits, causée par l'adoption de politiques jugées nuisibles pour la réputation du pays, pourrait engendrer une insécurité identitaire qui s'accompagne d'une émotion négative : la honte. De plus, définir les situations de crises sécuritaires comme des problèmes de réputation est une routine qui contribue à maintenir un sentiment de sécurité identitaire. Cette routine permet d'identifier les situations dans lesquelles la réputation pourrait être

---

<sup>6</sup> Les travaux de Jennifer L. Erickson (2015) sur la dimension sociale de la réputation des États en lien avec les ventes d'armes et les droits humains demeurent l'une des rares exceptions à cette tendance.

<sup>7</sup> En l'absence d'une traduction qui fait consensus en français, nous utiliserons l'expression sécurité identitaire pour parler du concept d'*ontological security*.



ternie et d'éviter la honte qui découlerait de l'adoption de politiques dont les conséquences sont jugées nuisibles pour l'image projetée par l'État. Aux États-Unis, cette routine alliant la réputation et la crédibilité du pays aux crises sécuritaires internationales s'est établie dans le contexte de la compétition avec l'Union soviétique, mais son influence a transcendé la période de la Guerre froide et est encore à ce jour palpable dans les débats de politique étrangère. Paradoxalement, cette quête de sécurité identitaire peut contribuer à compromettre la sécurité physique de l'État lorsqu'elle incite les preneurs de décision à intervenir militairement ou à refuser de retirer les troupes d'un conflit qui ne cesse de s'étirer au nom de la préservation de la réputation et de la crédibilité du pays.

Le président et ses principaux conseillers ne perçoivent pas tous les mêmes risques pour la réputation lors d'épisodes de crise sécuritaire. Il existe des désaccords à l'intérieur du processus décisionnel quant aux types de situations pouvant être potentiellement dommageables pour la réputation de l'État. De plus, les membres du groupe décisionnel débattent aussi souvent de quel acteur ou quelle entité voit son image menacée : le président, son administration, le pays, une alliance (comme l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)) ou une instance internationale (comme les Nations unies (ONU)). Également, plusieurs types de réputations sont souvent évoqués, principalement celles de détermination ou de fermeté, de fiabilité ou de leadership. La volonté partagée par les membres du groupe décisionnel de ne pas paraître faible face à un adversaire, ou de ne pas perdre la confiance des alliés, peut pourtant mener à des conclusions différentes quant à la politique à adopter lors d'un épisode de crise. Parfois, il y a un consensus quant à ce qu'il faut faire – recourir à la force, formuler une menace, imposer des sanctions ou privilégier le dialogue diplomatique – pour éviter une détérioration de la réputation qui nuirait aux intérêts de l'État ou qui générerait un sentiment d'insécurité identitaire. D'autres fois, des divisions persistent en conséquence des perceptions contradictoires des risques pour la réputation, entraînant un blocage du processus décisionnel.

Les dirigeants et les décideurs ne réagissent pas tous de la même manière lorsqu'ils perçoivent des risques pour la réputation du pays en situation de crise sécuritaire. Les prédispositions individuelles, comme le niveau d'autosurveillance, ne permettent pas de bien saisir comment les préoccupations viennent baliser la prise de décision. Il est aussi nécessaire de considérer les interactions entre les membres du groupe décisionnel dans l'analyse, en accordant bien entendu une attention particulière à l'ultime décideur : le président. Ce faisant, nous affirmons que le niveau de cohésion du groupe,

le rôle que le président joue en son sein et sa personnalité sont les principaux facteurs permettant de rendre compte des variations de l'influence des préoccupations de réputation sur les décisions de politique étrangère en situation de crise. Pour un groupe faisant preuve d'un niveau élevé de cohésion, garantir la sécurité identitaire de l'État se traduit par une volonté de maintenir l'image de soi positive des membres de l'unité décisionnelle. Dans une situation de crise sécuritaire, un groupe décisionnel cohésif peut adopter diverses stratégies de maintien de son identité sociale allant des pressions et diplomatiques jusqu'au recours à la force armée. À l'inverse, un groupe décisionnel peu cohésif composé d'individus aux préférences et intérêts divergents qui n'accordent pas la même importance à l'image de soi de l'unité décisionnelle sont moins susceptibles d'adopter de telles politiques pour protéger la réputation du pays et risquent de privilégier le maintien du *statu quo*. Le président, en tant qu'ultime décideur et commandant-en-chef des forces armées, a le dernier mot sur la décision prise. Sa personnalité, en premier lieu son niveau d'autosurveillance, combinée avec son attitude à l'égard de l'efficacité de la force militaire, déterminent sa propension à déclencher une intervention armée au nom de la réputation (Yarhi-Milo, 2018), sont effectivement des facteurs déterminants. Néanmoins, même si le président a le pouvoir d'organiser son processus décisionnel selon ses préférences et de trancher unilatéralement lors de délibérations, il reste tributaire de la manière dont ses principaux conseillers définissent le problème auquel ils font face et les solutions qu'ils lui proposent. Le niveau d'implication du président dans ces étapes du processus décisionnel précédant le choix d'une politique, la structure de son processus décisionnel et l'usage qu'il fait de l'information, viennent moduler les effets de ses prédispositions psychologiques sur les décisions prises. La recherche sur la prise de décision et la politique étrangère des États-Unis a démontré que ces facteurs peuvent changer durant le cours d'une même présidence (Preston, 2001; Newmann, 2003; 2022; Mitchell, 2005; David, 2015). De plus, la composition et le niveau de cohésion du groupe décisionnel évoluent également à travers le temps, d'un épisode de crise à l'autre.

Pour mieux comprendre comment les préoccupations de réputation orientent le processus décisionnel en situation de crise, nous proposerons quatre hypothèses élaborées sur la base des enseignements de la recherche sur la réputation en politique internationale et sur la prise de décision en politique étrangère américaine (chapitre 1). Notre approche illustre les limites de celles qui se concentrent sur la personnalité du dirigeant pour expliquer pourquoi certains présidents sont plus

susceptibles de « combattre au nom de la réputation » que d'autres, puisque leur personnalité demeure stable pendant que leur contexte décisionnel et les choix qu'ils effectuent peuvent changer durant leur présidence. De plus, des présidents élus pour une première fois sont plus susceptibles de devoir faire la démonstration de leur niveau de détermination pour établir leur réputation sur la scène internationale tôt dans leur mandat, car leurs vis-à-vis en savent peu à leur sujet. Conséquemment, les comportements et déclarations de la première année d'un mandat sont cruciaux pour l'établissement de la réputation d'un nouveau président (Lupton, 2020). Cette période charnière est d'autant plus importante lorsque ce nouveau président représente le parti politique adverse de son prédécesseur, car l'établissement d'une réputation de fermeté encourage généralement l'escalade militaire des crises sécuritaires (Wu, Licht et Wolford, 2021 : 181-2).

Pour tester nos hypothèses, nous réaliserons une analyse approfondie de la réaction de l'administration Clinton à sept épisodes de crise sécuritaire survenus dans le cadre la guerre en Bosnie-Herzégovine, de janvier 1993 à août 1995. Nous étudierons les principales décisions diplomatiques et militaires prises au sujet de ce conflit en portant une attention particulière aux préoccupations de réputation exprimées par Bill Clinton et les principaux décideurs qui forment le groupe décisionnel de cette administration. Par la suite, nous retracerons les facteurs à l'œuvre derrière les choix de politiques effectués par le président et ses conseillers afin de mieux comprendre comment ces préoccupations s'insèrent dans la prise de décision en situation de crise et orientent leurs choix. Ce cas d'étude sera analysé sous l'angle de la prise de décision séquentielle afin de rendre compte du caractère itératif et complexe de la formulation de politiques au sujet d'enjeux sécuritaires complexes. Plutôt que d'envisager les décisions comme des unités discrètes, cette approche les aborde comme des processus évolutifs à travers le temps. Après avoir pris une décision initiale sur un enjeu, les dirigeants et les décideurs peuvent faire face à une rétroaction négative (*adverse feedback*) et ensuite devoir choisir entre maintenir leur politique ou la changer (Hermann, 2011 : 6-7). Suivant cette logique, la guerre en Bosnie peut être considérée comme un « problème épineux » qui a nécessité plusieurs réévaluations (Ibid : 5) durant le premier mandat du président Clinton. Ces réévaluations sont survenues dans le contexte d'épisodes de crise sécuritaire découlant du conflit dans les Balkans. Ainsi, il s'agit d'un cas d'étude des plus pertinents pour analyser l'évolution des variables d'intérêts de la présente thèse en générant plusieurs observations à différents moments sur un même enjeu. Ces multiples observations ouvrent ainsi la porte à une

comparaison entre ces variables au sein d'un même cas (Gerring, 2007 : 30-31). Bien que ce choix limite la possibilité de tirer des conclusions généralisables à partir de notre recherche, il nous permet de gagner en richesse et en nuances dans l'analyse que nous proposons. Surtout, l'étude d'un seul cas composé d'une séquence de décisions prises dans le contexte d'épisodes de crise sécuritaire découlant d'un même enjeu durant une présidence ouvre la porte à l'analyse de l'évolution des préoccupations de réputation qui découlent de ces choix successifs. Il ne serait pas possible d'observer cette dimension si nous avions choisi d'étudier ce cas à travers une seule décision, comme celle de réorienter la politique de l'administration Clinton au début août 1995 en adoptant la stratégie de « fin de partie » (*endgame strategy*). Pour comprendre comment ces préoccupations contribuèrent à ce tournant de la politique américaine en Bosnie, il faut aussi s'intéresser aux raisons pour lesquelles les soucis de réputation ne menèrent pas à un même résultat sous des conditions similaires durant les deux années et demie qui précédèrent. Enfin, en procédant ainsi, nous estimons être mieux à même de mesurer l'évolution des variables portant sur les niveaux d'implication du président dans le processus décisionnel et de cohésion du groupe au sein d'une même administration que si nous analysions une seule décision de plusieurs administrations différentes dans des situations analogues.

Cette étude séquentielle de la prise de décision sera effectuée grâce à la méthode du *process-tracing*. Nous analyserons la séquence des événements ayant mené aux décisions prises par l'administration Clinton dans la foulée des sept épisodes de crise étudiés survenus dans le contexte de la guerre en Bosnie entre janvier 1993 et août 1995. Grâce à cette méthode, nous évaluerons la validité de nos hypothèses et des principales explications alternatives (pressions du système international, intérêts matériels, coûts d'auditoire interne et caractéristiques individuelles du président) présentes dans la littérature sur la guerre en Bosnie et la présidence Clinton. Une étude de cas unique qui regroupe une série d'observations sur les variables d'intérêts est un excellent point de départ pour développer une nouvelle théorie au sujet d'un phénomène en la comparant à des facteurs explicatifs alternatifs qui sont généralement retenus pour étudier cette classe d'événements (Mahoney, 2015 : 205; Bennett et Checkel, 2015 : 18)<sup>8</sup>. C'est donc dans une logique

---

<sup>8</sup> Alexander George et Andrew Bennett (2005 : 209) soutiennent que le *process-tracing* est un « outil indispensable » pour tester et développer des théories en générant une multitude d'observations à partir d'un cas d'étude, mais surtout en mettant en lumière les liens entre les variables qui permettent d'expliquer les mécanismes de causalité à l'œuvre dans le cas en question. Notons que tous les détails sur la sélection du cas d'étude (l'administration Clinton et la guerre

de développement théorique que nous testerons nos hypothèses à l'aide de la méthode du *process-tracing* concentrée sur une seule étude de cas (George et Bennet, 2005 : 75 & 80). Pour ce faire, nous recourrons à la procédure de congruence qui implique de générer une série de prédictions ou d'explications à partir de différentes approches et théories et de les vérifier grâce à une ou des études de cas (George et Bennett, 2005 : 181-204; Blatter et Haverland, 2012 : 144-204; Palier et Trampusch, 2018 : 979). Pour analyser les réponses de l'administration Clinton aux épisodes de crise découlant de la guerre en Bosnie, nous avons récolté des données de sources primaires en effectuant une recherche dans les archives de la bibliothèque présidentielle *William J. Clinton* à Little Rock (Arkansas) et dans la collection de documents déclassifiés du groupe de travail interagence sur les Balkans de la *Central Intelligence Agency*, ainsi que grâce à des entretiens semi-dirigés effectués avec d'anciens officiels de responsables du dossier au *National Security Council* (NSC) et au département de la Défense.

Cette thèse propose donc de combiner une analyse interprétative du sens associé aux préoccupations de réputation dans la prise de décision à une analyse positiviste des circonstances sous lesquelles elles sont le plus susceptibles d'influencer les choix de politique étrangère<sup>9</sup>. Cette posture pluraliste (Lupovici, 2009) contribue à l'accomplissement de l'objectif principal de la thèse, qui est de comprendre comment les préoccupations de réputation orientent les décisions lors de crises sécuritaires. D'abord, notre recherche s'intéresse, dans une logique interprétative, aux sens attribués par les dirigeants et les décideurs à la réputation et aux inquiétudes qui en découlent. Cette approche interprétative permet de rendre compte des différentes significations que peut prendre le concept de réputation aux yeux de ces individus en les contextualisant dans des crises sécuritaires spécifiques, reflétant le caractère socialement construit de ce concept selon la perspective constitutive. De cette manière, nous pourrions évaluer la pertinence et la validité de la perspective duale – stratégique et constitutive – sur la réputation en menant une étude de cas. Ensuite, pour évaluer la validité de notre approche décisionnelle, nous comparons ses attentes et ses implications

---

en Bosnie-Herzégovine, 1993-95) ainsi que des sources primaires et secondaires, de même que sur la mise en œuvre de la méthode du *process-tracing* et de la procédure de congruence seront présentés au chapitre 3.

<sup>9</sup> Les approches interprétatives axées sur la construction sociale du sens (*meaning-making*) et celles positivistes aux prétentions causales sont parfois présentées comme étant « incommensurables » et incompatibles (Beach et Kaas, 2020). Pourtant, comme le souligne Amir Lupovici (2009 : 200), ces approches peuvent converger dans des recherches pour les enrichir de différentes perspectives et ainsi permettre de mieux expliquer ou comprendre des phénomènes en RI.

observables à celles d'autres théories ou approches. Puisque ces dernières présupposent pour la plupart l'existence de mécanismes causaux à travers lesquels les préoccupations de réputation pourraient influencer les décisions, nous employons la méthode du *process-tracing* afin de les évaluer à titre d'explications alternatives du phénomène étudié. Pour sa part, l'approche décisionnelle propose des pistes de compréhension des circonstances et caractéristiques de la prise de décision les plus propices pour l'influence de ces préoccupations. Cependant, elle ne prétend pas identifier de mécanismes causaux permettant d'expliquer le lien entre ces soucis et le recours à la force. Enfin, autant la perspective constitutive que l'approche décisionnelle seront testées sous la forme d'hypothèses dont la validité sera vérifiée empiriquement par le biais d'une étude de cas. Bien que les recherches interprétatives se gardent généralement de formuler des hypothèses au profit d'une méthode inductive visant à forger le sens des idées et concepts à partir de l'étude des données (Yanow et Schwartz-Shea, 2014 : 101), la méthode hypothético-déductive n'est pas incompatible avec une approche ayant des prétentions d'interprétation<sup>10</sup>. Ainsi, à l'instar des travaux de Ted Hopf (2002 : xi & 81-82), cette thèse allie une approche interprétative, ayant pour but de saisir le sens associé à la réputation dans la prise de décision, et l'évaluation d'hypothèses pour comprendre comment la quête de sécurité identitaire des dirigeants et décideurs peut influencer le processus décisionnel et les choix de politique étrangère.

### **Contributions à la recherche**

À travers l'étude du processus décisionnel de l'administration Clinton, la présente thèse propose quatre contributions principales à la recherche. Dans un premier temps, notre approche permet de pallier plusieurs lacunes de la littérature sur la réputation en politique internationale. La perspective duale – stratégique et constitutive – de la réputation adoptée dans cette recherche vient rendre compte du lien jusqu'à présent négligé entre les préoccupations de réputation et l'image de soi des individus aux commandes de l'État. Pendant que les travaux sur le statut établissent déjà depuis un

---

<sup>10</sup> Si elles ne s'appuient pas sur des hypothèses formelles comme point de départ (Yanow et Schwartz-Shea, 2014 : xviii), ces recherches interprétatives ont malgré tout souvent recours à l'évaluation d'une série d'attentes ou d'implications observables d'une théorie qui s'apparente à des hypothèses (Fujii, 2008 : 575). De plus, certaines recherches interprétatives identifient des hypothèses pour développer une réflexion théorique avant de spécifier que le lien entre la théorie et les données empirique est « constitutif », rejetant ainsi l'évaluation formelles d'hypothèses (Guzzini, 2012 : 73-74). Enfin, grâce à des méthodes comme le *process-tracing* interprétatif (*interpretive process-tracing*), ces approches viennent établir des ponts entre la volonté d'identifier des explications causales pour étudier des phénomènes sociaux et celle d'en comprendre le sens intersubjectif (Norman, 2021).

moment un lien entre les soucis liés à cet aspect de l'image de l'État et l'identité sociale des dirigeants et décideurs, ceux sur la réputation négligent le lien avec l'auto-conception identitaire des individus responsables de la politique extérieure. Nous remédions à cette situation en affirmant que les dirigeants et les décideurs sont soucieux de la réputation pour deux raisons : (1) car il s'agit d'un moyen pour préserver leur crédibilité et atteindre des fins définies en termes de sécurité et de gains de la coopération internationale; (2) parce qu'ils souhaitent maintenir les récits sur lesquels s'appuie leur image de soi positive. Ces récits sont menacés lorsque ces individus perçoivent des risques pour la réputation de l'État qu'ils représentent, ce qui signifie qu'ils sont confrontés à une potentielle source d'insécurité identitaire. Alliant les perspectives stratégique et constitutive, notre cadre d'analyse permettra de mieux comprendre comment les préoccupations de réputation se manifestent dans le processus décisionnel lors d'épisodes de crise sécuritaire et comment elles peuvent éventuellement orienter les choix de politiques au-delà de la logique instrumentale sous-jacente à la conception dominante de la réputation en politique internationale. Notre démonstration empirique se concentra sur l'étude de la politique étrangère américaine, mais cette conception de la réputation mérite aussi d'être explorée pour analyser comment les préoccupations au sujet de cette dimension de l'image projetée orientent les choix des dirigeants et décideurs d'autres États.

Dans un second temps, l'analyse centrée sur le groupe décisionnel préconisée dans cette thèse permet de mieux comprendre les effets des soucis de réputation dans la prise de décision, un phénomène qui ne se limite pas à la personnalité du dirigeant. Au contraire, en recentrant l'étude de ce phénomène sur l'unité décisionnelle du groupe, notre approche rend compte des interactions entre les individus qui la constituent. Ce faisant, il est possible de brosser le portrait des perceptions partagées et contradictoires quant aux risques réputationnels associés à certains enjeux. Durant la dernière décennie, la discipline des Relations internationales a renouvelé son intérêt pour l'étude des dirigeants (Chiozza et Goemans, 2011; Saunders, 2011; Walker, Malici et Schafer, 2011; Yarhi-Milo, 2014; Horowitz, Stam et Ellis, 2015; Kertzer, 2017; Hafner-Burton *et al.*, 2017; Horowitz et Fuhrmann, 2018; Kertzer et Tingley, 2018; Holmes, Jordan et Parajon, 2021; Schafer et Walker, 2021). Pendant ce temps, les groupes décisionnels et les conseillers ont reçu une attention plus limitée de la part des chercheurs<sup>11</sup>. La gestion du système décisionnel par les présidents américains (David, 2015; Saunders, 2017; Newmann, 2022), le rôle des conseillers

---

<sup>11</sup> Voir le tour d'horizon de la recherche sur ces sujets proposé par Thomas Preston (2020).

comme entrepreneurs de politiques (Boucher, David et Prémont, 2020) et, plus spécifiquement les dynamiques de consensus et de conflit au sein du groupe en tant qu'unité décisionnelle (Badie, 2010; Schafer et Crichlow, 2011; Redd et Mintz, 2013; Mintz et Wayne, 2016; Barr et Mintz, 2018; Eder, 2019) sont parmi les principaux thèmes des contributions récentes sur ces sujets. Ajoutons à cela la recrudescence de l'intérêt pour les élites politiques dans la conduite de la politique étrangère (Saunders, 2022), qui nous permet de mieux comprendre différentes facettes de l'influence des individus qui entourent les dirigeants<sup>12</sup>. Ces recherches portent sur les préférences et biais des décideurs (Johnson, 2020), l'agrégation des biais en faveur de politiques agressives au sein d'un groupe (Kertzer *et al.*, 2022; Jost *et al.*, 2022), le rôle des conseillers dans la production et la circulation d'information en situation de crise (Schub, 2022), les erreurs de calculs découlant de cette information (Jost, 2022), ainsi que l'influence de l'entourage du président sur les perceptions de l'opinion publique (Saunders, 2018; Kenwick et Maxey, 2022). Notre recherche éclairera une autre dimension du travail du groupe décisionnel et de ses membres, c'est-à-dire les effets des préoccupations de réputation sur les interactions entre les membres du groupe, le leadership du président, ainsi que le niveau de cohésion de l'unité décisionnelle.

Dans un troisième temps, cette thèse s'inscrit également dans la foulée de contributions récentes sur la sécurité identitaire, les émotions et la formulation de la politique étrangère. La prise de décision est une activité sociale dans laquelle les émotions jouent un rôle non négligeable (Lerner *et al.*, 2015), surtout en situation de crise (Dionne *et al.*, 2018). Prendre compte de l'attachement émotif des dirigeants et des principaux décideurs qui les accompagnent à l'État qu'ils représentent (Lindemann, 2011 : 17-18; Onea, 2013 : 16; Lupovici, 2016 : 63; Barnhart, 2021 : 60) est donc essentiel pour théoriser la dimension constitutive des préoccupations de réputation. La recherche en politique internationale a pris acte durant la dernière décennie de l'importance des émotions (Crawford, 2000; Harkavy, 2000; Fattah et Fierke, 2009; Mercer, 2010; 2013; Bleiker et Hutchison, 2014; Badie, 2017; Prior et van Hoef, 2018; Clément et Sangar, 2018; Van Rythoven et Sucharov, 2019; Koschut, 2020; Barnhart, 2021; Durrieu, 2022). Après l'analyse du rôle de la honte et de l'humiliation dans les choix de politique étrangère des présidents américains (Steinberg, 1996), des contributions récentes se penchent sur une variété d'émotions dans la prise de décision sur les

---

<sup>12</sup> Notons aussi les recherches de Michael Horowitz et ses collègues (2019) portant sur le travail de prospection géopolitique des groupes décisionnels.



enjeux de sécurité aux États-Unis (Markwica, 2018; Ghalehdar, 2021; Beauregard, 2022; Houghton et Mendez, 2022). Cette thèse s'inspire de ces récents travaux et de ceux sur la sécurité identitaire dans une perspective d'analyse de la politique étrangère (Lupovici, 2016; Subotić, 2016; Mitzen et Larson, 2017; Eberle and Handl, 2020; Hagström, 2021). Éclairer ce lien entre la sécurité identitaire et la réputation est donc l'une de principales contributions à la recherche de la présente thèse.

Enfin, sur le plan empirique, l'étude de cas portant sur la politique de l'administration Clinton à l'égard de sept crises sécuritaires particulières découlant la guerre en Bosnie-Herzégovine offre un nouveau regard sur un moment charnière de la politique étrangère des États-Unis dans l'après-guerre froide. Publié dans la décennie qui a suivi la fin de ce conflit, le travail remarquable de plusieurs chercheurs a pu mettre en lumière les principaux facteurs à l'œuvre derrière les décisions américaines (Bert, 1997; Burg et Shoup, 1999; Daalder, 2000; Chollet, 2005). Or, la déclassification récente de plusieurs centaines de documents d'archives du NSC et de la communauté du renseignement qui coïncida avec une conférence sur la guerre en Bosnie organisée par la bibliothèque présidentielle William J. Clinton en 2013, de même que la publication des mémoires d'un participant important à la prise décision, David Scheffer (2019), nous donnent l'occasion de réévaluer ce cas d'étude. Ces données primaires cruciales, jumelées aux entretiens semi-dirigés que nous avons effectués avec d'anciens décideurs de l'administration Clinton, jettent un éclairage nouveau sur les décisions prises en réaction aux principaux épisodes de crise sécuritaire du conflit qui déchira les Balkans au début des années 1990.

## **Plan de la thèse**

Cette thèse se divise en six chapitres. D'abord, dans le premier chapitre, nous présenterons le cadre analytique qui guidera cette recherche. Nous commencerons par étayer notre réflexion au sujet de la conceptualisation de la réputation préconisant une perspective duale – stratégique et constitutive – sur la base de recherches pluridisciplinaires en sciences sociales. Nous situerons ensuite l'étude de la réputation dans la discipline des Relations internationales par rapport à plusieurs autres concepts importants, comme l'honneur, le prestige, le statut et l'identité. Par la suite, nous démontrerons la pertinence du concept de sécurité identitaire pour étudier les préoccupations de réputation. Enfin, nous présenterons une série de quatre hypothèses développées pour tester notre

cadre d'analyse centré sur une perspective duale de la réputation et sur le groupe décisionnel pour évaluer les effets des préoccupations de crédibilité et de réputation dans la prise de décision lors d'épisodes de crises sécuritaires.

Par la suite, nous proposons un survol de l'histoire de la politique étrangère des États-Unis (chapitre 2) qui permettra de démontrer empiriquement le présupposé selon lequel les préoccupations pour la réputation, l'honneur et la crédibilité sont particulièrement saillantes pour les présidents américains et leur garde rapprochée. Après avoir évoqué les pistes d'explications de cette fascination pour l'image du pays et de son dirigeant relevant des cultures politique et stratégique américaines, nous brosserons un portrait non exhaustif du rôle joué par les préoccupations de réputation dans des décisions de politique extérieure importantes, de la naissance de la république à la fin du 18<sup>e</sup> siècle jusqu'au début 21<sup>e</sup> siècle. Outre l'intérêt de fournir un portrait d'ensemble appuyé par des exemples historiques du phénomène étudié dans la présente thèse, cet exercice vise à fournir des exemples concrets de manifestations empiriques des préoccupations de réputation exprimées par les présidents américains et leurs principaux conseillers. Ces exemples seront utiles pour établir les balises méthodologiques de l'observation des soucis pour la réputation et la crédibilité dans les archives de l'appareil de sécurité nationale et autres sources primaires et secondaires pour les chapitres consacrés à l'étude de cas sur la guerre en Bosnie-Herzégovine (chapitres 4 et 5).

Puis, il sera question des principes méthodologiques retenus pour l'étude des réponses de l'administration Clinton aux épisodes de crise sécuritaire découlant de la guerre en Bosnie (chapitre 3). Nous y détaillerons les critères de sélection du cas d'étude, de même que les principes guidant la méthode de *process-tracing* employée pour l'analyse des décisions prises par Bill Clinton et ses conseillers en lien avec le conflit qui déchira les Balkans au début des années 1990. Enfin, nous aborderons les principales méthodes de récolte de données primaires retenues, soit la recherche en archives et les entretiens semi-dirigés. Ces données primaires seront évaluées sur la base du principe de triangulation en les croisant avec des données secondaires récoltées dans des mémoires, biographies et analyses académiques et journalistiques de la prise de décision de l'administration Clinton sur cet enjeu.

Le reste de la thèse sera consacrée à l'étude des décisions prises par l'administration Clinton dans la foulée de sept crises sécuritaires découlant de la guerre en Bosnie. Nous étudierons d'abord les choix de politiques de Bill Clinton et ses conseillers au sujet du conflit durant les années 1993 et 1994 (chapitre 4). Les quatre épisodes de crise sécuritaire étudiées pour cette période sont les suivantes : le bombardement de la ville de Srebrenica et la proposition *lift-and-strike* (avril-mai 1993); l'étranglement (*strangulation*) de Sarajevo (juillet-septembre 1993); le bombardement de la place du marché de Markale à Sarajevo (février 1994); les assauts bosno-serbes sur les enclaves de Goražde (mars-avril 1994) et de Bihać (novembre 1994). Cette analyse révélera que les préoccupations de réputation furent invoquées par les conseillers membres du forum des principaux décideurs (*principals committee*) pour justifier l'adoption de politiques parfois contradictoires – recours à la force ou maintien du *statu quo* – en réponse à une crise sécuritaire. De plus, nous soulignerons l'importance des différents acteurs (président, administration, États-Unis et OTAN) dont les réputations étaient menacées, selon les membres du groupe décisionnel. Des divisions majeures entre les faucons et les colombes au sein de ce groupe empêchèrent l'adoption d'une politique ferme en réponse aux crises de 1993. À la fin de cette première année, des changements de personnel importants modifièrent les dynamiques de cette unité décisionnelle. L'entrée en fonction du président du comité des chefs d'État-major John Shalikashvili et du secrétaire à la Défense William Perry, qui remplacèrent respectivement Colin Powell et Les Aspin à la fin de la première année de l'administration Clinton, augmenta le niveau de cohésion du groupe qui entérina le recours à la force après le bombardement de la place du marché Markale, en février 1994, pour des raisons liées à la réputation des États-Unis et celle du président Clinton. Cependant, cette cohésion s'effrita rapidement lors des épisodes subséquents de crises, à Goražde en avril et à Bihać en novembre 1994. En dépit des échecs répétés de la diplomatie pour résoudre le conflit, Bill Clinton, un président faisant preuve d'un niveau d'autosurveillance élevé, n'opta pas pour le recours à la force afin de préserver sa réputation ou celle du pays, contrairement à ce que présuppose l'approche centrée sur la personnalité du président (Yarhi-Milo, 2018 : 230). Suivant la recommandation de son équipe de conseillers en décembre 1994, Clinton s'engagea à fournir plus de 20 000 soldats américains pour un éventuel déploiement de l'OTAN visant à faciliter le retrait de la mission de l'ONU – la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) – en Bosnie, si cela devenait nécessaire. Les soucis concernant les réputations des États-Unis à titre de leader de l'alliance et d'allié fiable motivèrent l'adoption de cette politique, en cohérence avec la

perspective stratégique. Jusqu'à cette décision prise à la toute fin de l'année 1994, un déploiement au sol de troupes américaines en Bosnie avait seulement été envisagé pour mettre en application un accord de paix entre les belligérants. Conséquemment, ce nouvel engagement de l'administration Clinton redéfinit l'enjeu aux yeux des principaux décideurs. Advenant une détérioration du conflit en Bosnie, Washington devrait tenir sa promesse envers ses alliés, sinon sa réputation serait ternie.

Durant la première moitié de l'année 1995, il devint clair que plusieurs membres du groupe décisionnel, dont le président Clinton, redoutaient profondément le scénario d'un déploiement de soldats américains pour participer au retrait de la FORPRONU. Trois épisodes de crise sont étudiés au chapitre 5. Celui de Sarajevo (mai 1995) rendit cette éventualité plus probable, divisa le groupe et confirma que l'administration Clinton était toujours incapable de surmonter les réticences de ses alliés par rapport au recours à la force par le biais de frappes aériennes. Le leadership de la France, à l'initiative de son nouveau président Jacques Chirac, confronta le président Clinton aux contradictions de sa politique d'endiguement des violences et aux conséquences de celle-ci pour sa propre réputation et celle des États-Unis. L'épisode de crise suivant, le massacre de Srebrenica en juillet 1995, généra une réponse émotive très forte vis-à-vis une violence génocidaire à laquelle le président et ses conseillers n'étaient pas prêts à ignorer. Cet événement traumatique accentua leur sentiment d'insécurité identitaire associée à la guerre en Bosnie. Le niveau de cohésion du groupe décisionnel augmenta de manière importante dans la foulée de ce moment charnière. Les décideurs choisirent de faire pression sur leurs alliés à Londres, à la fin juillet, pour qu'ils empêchent collectivement un nouvel assaut bosno-serbe sur Gorazde. Toujours présentes, les craintes au sujet de la réputation de fiabilité et de leadership des États-Unis au sein de l'OTAN s'estompèrent légèrement pendant que les inquiétudes par rapport aux conséquences de la guerre en Bosnie pour la réputation du leadership américain sur la scène internationale et celle du président Clinton à un peu plus d'un an des élections présidentielles de 1996 culminèrent à l'été 1995. Résolu à rompre avec son approche à tâtons (*muddling through*), Clinton réclama de nouvelles options et s'investit davantage dans le processus décisionnel lors des délibérations qui menèrent à l'adoption de la stratégie de « fin de partie » (*endgame strategy*), au début août 1995. Malgré les désaccords quant à la politique à choisir, le niveau de cohésion du groupe décisionnel resta modéré, grâce à l'implication de tous les membres dans le plan de mise en œuvre de la stratégie. Comme nous le

verrons, des préoccupations de réputation d'ordre stratégique et constitutive justifiaient cette réorientation de la politique américaine à l'égard de la guerre en Bosnie.

Les résultats de l'application de notre cadre d'analyse pour mettre en lumière les mécanismes et facteurs ayant mené aux décisions de l'administration Clinton lors de ces sept épisodes de crises seront détaillés au chapitre 6. Ce sera l'occasion de comparer ce que notre approche centrée sur les niveaux de cohésion du groupe décisionnel et d'implication du président nous apprend sur les effets des préoccupations de réputation par rapport aux principales explications alternatives : pressions du système international, intérêts matériels, personnalité du président, coûts d'auditoire interne et autres facteurs de l'environnement politique national. Enfin, il sera question du lien entre les soucis de réputation, la sécurité identitaire (perspective constitutive) et les intérêts futurs (perspective stratégique) observés dans le cadre de notre analyse des décisions de l'administration Clinton en lien avec la guerre en Bosnie.

En conclusion, nous évaluerons la validité des hypothèses formulées au sujet de la dimension constitutive des préoccupations de réputation, des caractéristiques du président et de son rôle dans le groupe, ainsi que sur le niveau de cohésion de cette unité décisionnelle. Nous réfléchirons ensuite aux implications de cette recherche pour l'étude de la réputation en politique internationale, tout en soulignant les limites des conclusions pouvant être tirées de la présente thèse. Quelques pistes pour approfondir notre compréhension des effets des préoccupations de réputation sur les décisions de politique étrangère lors d'épisodes de crise sécuritaire seront également évoquées.

## CHAPITRE 1

### LES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION DANS LA PRISE DE DÉCISION : LA SÉCURITÉ IDENTITAIRE DU POINT DE VUE DU GROUPE DÉCISIONNEL

Ce chapitre a pour objectif de présenter notre approche originale pour mieux comprendre comment les préoccupations de réputation orientent les décisions de politique étrangère lors d'épisodes de crise sécuritaire. D'abord, nous proposons une manière de reconceptualiser la réputation en politique internationale qui tient compte autant des dimensions stratégiques que constitutives du concept. Après un bref survol des différentes approches et concepts employés pour étudier l'image de soi des dirigeants et décideurs en Relations internationales (RI), nous expliquons en quoi la sécurité identitaire est la plus appropriée pour considérer la dimension constitutive de la réputation et des préoccupations qui en découlent. Puis, nous ancrerons la recherche de sécurité identitaire de l'État dans l'analyse de la prise de décision sur les enjeux de politique étrangère. Notre attention se tourne vers le groupe décisionnel comme unité d'analyse, un choix analytique visant à surmonter les limites des approches uniquement concentrées sur les caractéristiques des dirigeants. Enfin, pour mieux comprendre comment les préoccupations de réputation orientent les décisions en situation de crise, nous proposons quatre hypothèses élaborées à partir des enseignements de la recherche sur la réputation en politique internationale et sur la prise de décision en politique étrangère américaine.

#### 1.1 Reconceptualiser la réputation en politique internationale : d'une perspective stratégique à une perspective constitutive

Les êtres humains sont soucieux de l'image qu'ils projettent et de la façon dont ils sont perçus par les autres. Particulièrement intéressée par les motifs qui prennent racine dans la nature humaine, la tradition réaliste en RI s'est intéressée à ces préoccupations – sous différentes formes – pour expliquer le comportement des États à l'international, et surtout, le déclenchement de conflits armés. Honneur et prestige sont depuis longtemps considérés comme des facteurs symboliques de la puissance ainsi que des motifs de l'action des États et des dirigeants.

### 1.1.1 La raison du plus fort est toujours la meilleure : l'honneur et la politique internationale

L'honneur complète, avec la peur et les intérêts, la « triade de Thucydide », en référence aux principaux motifs pouvant mener à la guerre qu'identifie l'historien précurseur du réalisme dans son histoire de la guerre du Péloponnèse (Kagan, 1996 : 8, 54 & 183; Doyle, 1997 : 234). Par honneur, il faut entendre « la perception qu'un État a de lui-même, ses convictions quant à la reconnaissance et au respect qui lui sont dus, et sa fierté » (Allison, 2018 : 39)<sup>13</sup>. Ainsi, lorsqu'ils font face à « une question d'honneur », certains individus estiment nécessaire de prendre les armes (Orme, 2018 : 5). Requérant une « propension instantanée au combat » (Best, 1982 : 46), la fascination pour l'honneur national fut à l'origine de nombreux conflits interétatiques à travers l'Histoire (Kagan, 1995; Fettweis, 2013 : 99; MacMillan, 2020 : 48; Pinker, 2011 : 34; Lanoszka et Hunzeker, 2015). L'honneur est pourtant un concept complexe qui prend une multitude de formes en fonction des contextes culturels et nationaux (Stewart, 1994). Aux États-Unis, la culture de l'honneur a été importante dans le développement politique national (Freeman, 2002 : xvii-xviii, 5 & 59; Burstein, 2004 : 48; Smith, 2018 : 18-20; Chervinsky, 2020 : 8 & 127; Wyatt-Brown, 1997 : 20), particulièrement dans le Sud du pays (Nisbett et Cohen, 1996; Wyatt-Brown, 2001). Implantée en Amérique grâce à l'immigration écossaise en provenance de l'Irlande du Nord (Ulster), cette culture valorise deux dimensions principales de l'honneur : la vertu et la puissance. Alors que la première dimension s'acquiert à travers des démonstrations d'honnêteté et d'intégrité, la seconde équivaut à imposer le respect par la force et la violence (Nisbett et Cohen, 1996 : 4-5; Brown, 2016 : xi)<sup>14</sup>. Dans les deux cas, la réputation des individus est le socle sur lequel repose la culture d'honneur : comment les autres perçoivent un acteur déterminera si celui-ci est honorable, vertueux ou respectable<sup>15</sup>. Les cultures de l'honneur sont généralement associées à des sociétés qui se distinguent par la faiblesse, voire l'absence d'une autorité centrale responsable de faire respecter

---

<sup>13</sup> Du fait de sa grande popularité, l'ouvrage de Graham Allison (2018) a relancé les débats sur les leçons qu'il est possible de tirer des écrits de Thucydide pour analyser les rivalités stratégiques contemporaines entre grandes puissances, principalement celle entre la Chine et les États-Unis. Voir aussi : Chan, 2020.

<sup>14</sup> Wyatt-Brown (2001 : xv) relève deux autres dimensions analogues du concept d'honneur dans le contexte de la culture régionale du Sud des États-Unis : la magnanimité et la vengeance.

<sup>15</sup> Comme la réputation, l'honneur est un concept relationnel qui dépend des perceptions d'autrui. La définition que propose J. Pitt-Rivers illustre bien cette grande proximité entre les deux concepts : « l'honneur désigne la valeur d'une personne à ses propres yeux, mais aussi aux yeux de sa société. » Cité dans Welsh (2008 : 9). Il est important de noter que le sens accordé à l'honneur varie selon le contexte socio-culturel et historique dans lequel on se trouve. Conséquemment, l'honneur ne se résume pas toujours à la réputation. Dans certaines sociétés, il existe des comportements jugés honorables indépendamment du regard des autres (Stewart, 1994 : 41).

l'ordre (Nisbett et Cohen, 1996 : 4). Les individus sont donc laissés à eux-mêmes pour assurer leur sécurité. La justice du « chacun-pour-soi » (*self-help justice*) récompense ceux qui font preuve de détermination et de force de manière crédible et convaincante (Pinker, 2011 : 99). Faire la démonstration de ces qualités en répondant promptement et avec fermeté aux attaques et aux insultes est essentielle pour dissuader de potentiels agresseurs (Nisbett et Cohen, 1996 : xv). Comme le rappelle Christopher Fettweis (2013 : 101), « agir honorablement, c'est envoyer un message pour énoncer clairement que des coûts accompagneront les transgressions futures. » Ainsi, maintenir une « réputation de force, de dureté et de pugnacité » est une des meilleures formes de protection dans un environnement social régi par une culture de l'honneur (Brown, 2016 : 10). Dans une société où prévaut la logique du chacun-pour-soi, la dissuasion occupe un rôle capital, puisque la justice dépend de la crédibilité, de la détermination et des prouesses d'un individu (Pinker, 2011 : 34). De manière générale, la dissuasion est effective lorsqu'elle s'appuie sur une réputation indiquant qu'un individu ne se laisse pas bousculer ou intimider (Ibid : 515-516). Toute atteinte à la réputation d'un individu est donc non seulement une atteinte à son honneur, mais aussi à sa sécurité. Lorsqu'un individu est attaqué, insulté ou lésé, cette culture prescrit la vengeance. Se venger est un comportement jugé « vertueux et légitime » (Stein, 2019 : 86) pour faire face à des méfaits. Cela explique pourquoi le duel, une forme de violence ritualisée typique d'une culture de l'honneur, fut un moyen privilégié pour répondre aux insultes et préjudices jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans le Sud des États-Unis<sup>16</sup>. L'effet dissuasif d'une telle violence peut prévenir de futurs affronts seulement si l'on attribue à l'individu revanchard la réputation d'être prêt à prendre de grands risques et à assumer des coûts élevés pour punir ses vis-à-vis. En somme, une culture d'honneur encourage les acteurs sociaux à se soucier de leur réputation, à répondre rapidement et fermement à toutes les attaques ou tous les affronts, ainsi qu'à tenter d'influencer les perceptions d'autrui et d'imposer le respect par la force et la violence physique ou verbale.

Plusieurs des traits évoqués ci-haut transcendent les spécificités culturelles et nationales et se retrouvent dans la plupart des sociétés caractérisées par une culture de l'honneur. Par exemple, la nécessité de faire preuve de fermeté et d'imposer le respect par la force comme moyen de garantir

---

<sup>16</sup> Le duel était un mécanisme puissant pour construire et préserver une réputation au sein d'une culture de l'honneur, selon l'historien Bertram Wyatt-Brown : « le duel [...] était inséparable de l'évaluation communautaire d'un individu [...] l'honneur n'était guère plus que le reflet de ce que la communauté jugeait qu'un homme était » (Wyatt-Brown, 2007 : 506).



l'intégrité physique et la sécurité d'un individu ou d'un groupe dans un contexte où ils sont vulnérables aux attaques ou au vol est un des principaux points communs de ces sociétés. Cette dernière est aussi au cœur du système international anarchique, où l'absence d'autorité centrale fait que les États peuvent constamment être la cible d'attaques et que ne pas répondre aux affronts et insultes équivaut à inviter de futures agressions (O'Neill, 1999 : 86; Fettweis, 2013 : 101)<sup>17</sup>. Ce faisant, lorsque les parties au cœur d'une dispute estiment que l'honneur national est en jeu, le compromis et les concessions deviennent peu attrayants, car ils sont généralement perçus comme des démonstrations de faiblesse à éviter. À travers l'Histoire, la défense de l'honneur a fait partie de la poursuite des intérêts matériels, identitaires et sécuritaires de plusieurs États et elle demeure un élément important de leur politique étrangère (Donelan, 2007; Abrams, 1998<sup>18</sup>. Aux États-Unis, ce sont généralement les présidents originaires du Sud du pays et socialisés dans sa culture de l'honneur qui sont les plus susceptibles de recourir à la force pour des motifs liés à la défense de l'honneur ou de la réputation, autant nationale qu'individuelle. Dafoe et Caughey (2016) ont démontré que ces présidents sont aussi plus enclins à maintenir l'implication militaire américaine dans un théâtre de conflits plus longtemps que ceux issus d'autres régions. Ils sont aussi plus susceptibles d'être prêts à encourir les risques et coûts élevés pour arriver à l'emporter. De l'avis de Walter Russell Mead, le souci pour l'honneur national et personnel du président serait particulièrement saillant chez les héritiers de la tradition jacksonienne de la politique étrangère des États-Unis. Chez les jacksoniens, la politique étrangère est guidée par un « code de l'honneur » qui accorde une grande importance à la notion de réputation, au courage, à l'indépendance et à la fierté militaire (Mead, 2002 : 88 & 250-251)<sup>19</sup>. Parfois considérée archaïque aux yeux d'analystes et observateurs de la politique étrangère américaine, la tradition jacksonienne se manifeste encore

---

<sup>17</sup> Christopher Fettweis rappelle que le politologue Quincy Wright soulignait l'importance de l'honneur et de la réputation dans le premier volume de son ouvrage *A Study of War* publié en 1942 : « Les États prêts à défendre leur honneur à n'importe quel prix sont ceux avec lesquels on a le moins de chances de badiner. "Une fois l'honneur perdu, la réputation l'est aussi", explique Quincy Wright dans son analyse magistrale de la guerre. "Personne ne craindrait de commettre des fautes à l'encontre de ceux qui sont déshonorés, qui sombreraient rapidement dans le monde." » (Fettweis, 2013 : 101-102).

<sup>18</sup> Voir aussi les analyses sur l'importance de l'honneur dans les politiques étrangères russe et iranienne de Tsygankov (2012) et Rivera (2016).

<sup>19</sup> Mead décrit ainsi la place de la réputation dans ce code de l'honneur : « La réputation est aussi importante dans la vie internationale qu'elle l'est pour l'honneur domestique des Jacksoniens. Dans l'imaginaire jacksonien, l'honneur n'est pas simplement ce que l'on ressent à l'intérieur de soi ; c'est aussi une question de respect et de dignité que l'on commande dans le monde en général. » (Mead, 2002 : 251).

dans les décisions contemporaines en situation de crise<sup>20</sup>, notamment dans le contexte de la « guerre globale contre le terrorisme » de l'administration de George W. Bush, ou bien dans le cadre de la politique étrangère populiste de Donald Trump (Ó Tuathail, 2003; Rolf, 2021).

Si l'importance de l'honneur en politique internationale, incluant pour la politique extérieure des États-Unis, a fait l'objet d'un grand nombre de réflexions dont les dernières pages ne représentent qu'un survol partiel, les effets de ce concept sur la prise de décision dans une perspective d'analyse de la politique étrangère demeurent trop peu étudiés. Par exemple, les dirigeants et décideurs interprètent le concept d'honneur – personnel ou national – de manière subjective, ce qui influence leurs représentations de soi et les choix qu'ils effectuent (Saltzman, 2015). En effet, l'honneur comprend une dimension sociale, mais aussi une dimension personnelle (O'Neill, 1999 : 97-98). Considérant cette dernière, il convient de se pencher sur la façon dont ce concept se traduit dans la « relation avec soi-même » qu'entretiennent les acteurs sociaux (Neumann, 2013 : 621), principalement les responsables de la politique étrangère des États, afin d'approfondir notre compréhension de la dimension identitaire de la sécurité.

### 1.1.2 Le prestige et la quête de reconnaissance de puissance et d'influence

Chez les figures de proue du réalisme classique au 20<sup>e</sup> siècle, la puissance d'un État est intimement liée à une dimension spécifique de l'image qu'il projette : son prestige. La recherche de prestige doit être comprise comme « le désir d'une reconnaissance publique de l'éminence [individuelle ou collective] comme une fin en soi » (Markey, 1999 : 126), mais aussi comme un élément essentiel de la puissance, qui ne repose pas seulement sur des facteurs matériels. Selon E.H. Carr, la puissance ne se résume pas à la force militaire et à l'économie, mais comprend aussi l'attractivité des idées véhiculées par certaines nations, qu'il décrit comme le « pouvoir sur l'opinion » (Carr, 2016 : 120-122; Fordham et Asal, 2007 : 33). Pour Hans Morgenthau, le prestige d'un État équivaut à sa « réputation de puissance ». Il note que la « politique du prestige » est un « élément essentiel

---

<sup>20</sup> Voir le chapitre 2 pour une brève analyse des préoccupations de réputation et d'honneur dans la politique étrangère de l'administration Trump. À noter que la rhétorique de la culture de l'honneur ne se limite pas aux tenants de la tradition jacksonienne. Elle est aussi présente dans les propos des élites politiques lorsque vient le temps d'aborder plusieurs enjeux contemporains de politique étrangère, que ce soient les rapports entre grandes puissances, la prolifération nucléaire ou le terrorisme (Brown, 2016 : xv).

d'une politique étrangère rationnelle » (Morgenthau, 1997 : 95)<sup>21</sup>. En transposant les besoins individuels de reconnaissance et de validation à la politique internationale, il soutient que c'est à travers l'obtention d'une « réputation d'excellence » qu'un acteur peut atteindre le niveau de sécurité, de richesse et de puissance qu'il vise (Ibid : 87). Raymond Aron souligne quant à lui le lien entre prestige et puissance : « [...] le prestige augmente la force comme la force le prestige » (Aron, 1962 : 390). S'inspirant des travaux de Morgenthau, Robert Gilpin (1981) accorde lui aussi une grande importance au prestige, qu'il désigne comme une réputation de puissance qui s'appuie sur les perceptions qu'ont les autres acteurs des capacités (militaires et économiques) d'un État et de sa volonté d'y recourir (Markey, 1999 : 129). Il accorde un rôle prépondérant à ce concept dans sa théorie du changement dans le système international : « Le prestige, plutôt que la puissance, est la monnaie courante des relations internationales, tout comme l'autorité est l'élément central de l'ordre au sein de la société nationale » (Gilpin, 1981 : 31). Il s'agit d'une ressource rare dont la distribution inégale parmi les États crée une hiérarchie. Une perte ou un gain de prestige est un développement relatif qui se mesure par rapport à la position d'un autre acteur au sein d'un ordre ou rang. Lorsqu'il y a un décalage entre la hiérarchie de prestige, qui s'appuie sur les perceptions de la puissance, et les véritables capacités des États, l'État dominant est de moins en moins capable d'imposer sa volonté sur les autres et de défendre ses intérêts. Par conséquent, les États ascendants demanderont un changement dans la gouvernance du système pour refléter la nouvelle distribution de la puissance, créant ainsi une confrontation qui peut se transformer en guerre hégémonique (Ibid : 33). Selon Yuen Foong Khong (2019), les préoccupations liées au prestige sont cruciales pour comprendre la rivalité géopolitique qui oppose actuellement la Chine et les États-Unis. Il s'agit d'une compétition au sein de laquelle Beijing cherche à déloger Washington de sa position d'« État le plus prestigieux » au sein du système international au courant des prochaines décennies. Cette quête de prestige des États en politique internationale peut être futile et exacerber les risques de conflit et d'escalade militaire. Jonathan Mercer formule une critique sévère du concept de prestige en soulignant qu'il s'agit essentiellement d'une illusion que les dirigeants et décideurs

---

<sup>21</sup> Chez Morgenthau, la politique du prestige comprend une dimension diplomatique et une dimension militaire. La dimension militaire englobe la « réputation de puissance » d'un État sur laquelle s'appuie sa stratégie de dissuasion et tout effort de préparation à une éventuelle entrée en guerre. Morgenthau soutient que le prestige peut être un objectif en soi de la politique étrangère d'un État. Il peut aussi être un instrument d'une politique impérialiste ou d'une politique visant à maintenir le *statu quo*. Peu importe les objectifs de la politique étrangère d'un État, Morgenthau (1997 : 87-97) estime que le « prestige – la réputation de puissance – est un facteur toujours important et parfois décisif pour déterminer le succès ou l'échec d'une politique étrangère. » Voir également Markey (1999) sur l'importance du prestige dans les racines philosophiques de la tradition réaliste.

alimentent en fonction de leur sentiment de fierté ou de honte par rapport à leurs actions passées (Mercer, 2017 : 134-5)<sup>22</sup>. Ces émotions sont directement liées à la croyance selon laquelle le prestige à une valeur intrinsèque ou instrumentale en politique internationale, une croyance dénuée de fondements, selon Mercer. Chose certaine, le prestige est une des principales dimensions de l'image projetée par l'État dont se soucient les dirigeants et les décideurs responsables de sa politique extérieure.

Ces soucis d'image des dirigeants et décideurs se retrouvent aussi à l'avant plan de travaux contemporains qui recentrent l'étude de l'origine des conflits sur la nature humaine. Dans ses recherches sur les causes de la guerre et les racines culturelles des relations internationales, Richard Ned Lebow (2008 : 62; 2010 : 66), attire l'attention sur un autre motif essentiel pour expliquer le comportement des acteurs en politique internationale : l'« esprit » (*spirit*). Inspiré du *thumos* chez Platon et Aristote<sup>23</sup>, ce concept traduit les besoins individuels en matière d'estime de soi, ainsi que l'estime que chacun se voit accorder dans ses interactions en société. Lebow soutient que la force de cet esprit est telle qu'il peut parfois transcender le désir de survie, de même que la promotion et la défense des intérêts – motifs de prédilection du réalisme classique et du néoréalisme. Cherchant à satisfaire leurs besoins d'estime de soi à travers une quête d'« honneur, de statut ou d'autonomie », certains acteurs peuvent être prêts à assumer de grands risques, voire même à envisager le sacrifice – de soi ou d'une unité politique (Lebow, 2008 : 18). Selon John D. Orme, le réalisme classique, grâce à ses racines philosophiques, permet de mieux saisir l'importance des facteurs humains dans l'étude de l'origine des conflits que le néoréalisme, qui se concentre avant tout sur l'incertitude générée par la structure anarchique du système international. Il estime que la gloire, la puissance et l'honneur sont parmi les plus grandes motivations de l'être humain et propose d'étudier comment elles influencent l'orientation de la politique étrangère des États (Orme, 2018 : 5 & 12). De manière similaire, Tudor Onea (2013) soutient que la quête nationale de prestige est

---

<sup>22</sup> Mercer formule une critique analogue à celle qu'il avait proposée de l'importance de réputation en politique internationale (1996). Il souligne que, comme la réputation, le prestige est un concept relationnel, car il implique l'existence de plusieurs acteurs sociaux qui s'observent mutuellement. Cependant, contrairement à la réputation, le prestige comporte aussi une dimension relative, car un gain en prestige se fait forcément aux dépens des autres (Mercer, 2017 : 137).

<sup>23</sup> Chez Platon, le *thumos* est opposé à la raison et l'appétit, deux autres motifs étudiés par Lebow. Ce concept désigne l'émotivité, principalement la capacité de ressentir la colère devant l'injustice. Chez Aristote, cette émotivité comprend un plus large spectre d'émotions : la colère, la peur, mais aussi l'affection et l'amitié (Koziak, 2010 : 53, 63 & 100).

un puissant moteur en politique internationale, car elle sert à combler les besoins psychologiques liés à l'estime de soi des individus qui s'identifient à l'État. Concrètement, le souci des dirigeants pour le prestige – individuel ou national – peut influencer leur décision de recourir à la force en situation de crise. À ce titre, Catherine Gegout (2018) souligne que la quête de prestige est un motif commun chez les chefs d'État qui choisissent d'intervenir militairement à l'étranger dans le contexte d'une crise humanitaire. Outre leurs intérêts sécuritaires et économiques ou leurs préoccupations sincères pour la souffrance de populations locales, ces derniers choisissent l'intervention comme moyen d'établir une réputation positive sur le plan personnel et gagner en popularité et légitimité au niveau national, ainsi qu'auprès des acteurs internationaux (États et organisations internationales).

La réputation, un concept qui se distingue de l'honneur et du prestige<sup>24</sup>, a grandement gagné en popularité avec la recherche sur la dissuasion dans le contexte de la Guerre froide. Projeter une « image de détermination » (Snyder et Diesing, 1977 : 185) afin de dissuader de manière crédible les agressions futures fut présentée comme une nécessité pour les acteurs étatiques en quête de sécurité matérielle. La crédibilité est au cœur du « problème informationnel » de la dissuasion et de la diplomatie coercitive. Elle dépend en partie du développement d'une réputation qui influencerait les croyances des autres au sujet de la volonté d'un acteur de mettre à exécution ses promesses et menaces, formelles ou informelles (Danilovic, Clare et Tucker, 2020)<sup>25</sup>. Comme nous le verrons dans les pages suivantes, crédibilité et réputation sont des concepts intrinsèquement liés dans la recherche sur la dissuasion et la politique internationale, d'autant plus que les deux termes sont souvent employés de manière interchangeable par les dirigeants et les décideurs. C'est notamment grâce aux travaux de l'économiste Thomas Schelling que le concept de réputation dans le contexte de la dissuasion a été érigé en intérêt à défendre, autant par plusieurs chercheurs étudiant la sécurité que par les praticiens de la politique étrangère américaine. Pour Schelling, vouloir ne pas « perdre la face » n'est pas un objectif frivole, car la « réputation d'action » d'un État est l'une des « rares choses pour laquelle il vaut la peine de se battre ». Dans son livre *Arms and Influence*, il cite

---

<sup>24</sup> Sur la différence entre la réputation et ces autres concepts d'image en RI, voir : Renshon, 2017 : 33-40; Larson, 2014 : 16; Markey, 1999 : 128; Lebow, 2008; O'Neill, 1999; Gilady, 2018; Onea, 2013 : 27-29.

<sup>25</sup> Comme le soulignent George et Smoke, l'un des principaux postulats de la théorie de la dissuasion repose sur la notion de crédibilité : « La tâche critique et la seule problématique de la stratégie de dissuasion est d'atteindre la crédibilité de l'engagement. » (George et Smoke, 1974 : 505). Sur l'importance de la crédibilité dans la théorie de la dissuasion, voir aussi : Morgan, 2003 : 15-20; Zagare, 1987 : 34-35.

l'exemple de la Guerre de Corée pour illustrer l'importance qu'il accorde à l'image du pays : « Nous avons perdu trente mille soldats en Corée pour sauver la face des États-Unis et des Nations unies, pas pour sauver la Corée du Sud pour les Sud-Coréens, et ça en valait sans aucun doute la chandelle. » (Schelling, 2008 : 124)<sup>26</sup>. En signifiant que la plupart des engagements d'un État sur la scène internationale étaient interdépendants et qu'un recul à un endroit pourrait causer des dommages sur sa capacité de dissuasion ailleurs, Schelling a jeté les bases de l'étude du rôle de la réputation dans les études stratégiques. Nuancées par les partisans de la réputation et critiquées de manière virulente par les sceptiques, les conclusions de Schelling animent encore les débats sur le sujet en politique internationale.

\*\*\*

L'honneur et le prestige furent à travers l'histoire des motifs importants de conflits et demeurent des facteurs déterminants dans la politique étrangère de plusieurs États. Toutefois, il convient de noter que la valeur relative accordée à l'honneur et au prestige national par rapport aux vies humaines individuelles a chuté dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale (Luard, 1987 : 268). De plus, le champ lexical des soucis d'image exprimés par les dirigeants et les décideurs, particulièrement ceux qui sont responsables de la politique étrangère des États-Unis, a évolué depuis la fin de ce conflit. Durant la Guerre froide, et même après la dissolution de l'Union soviétique, c'est le « langage neutre de la crédibilité » (Saurette, 2006 : 499) qui s'est imposé dans les délibérations gouvernementales, ainsi que les débats académiques, politiques et médiatiques. Malgré tout, la logique de la réputation – *les autres acteurs nous observent et tirent des conclusions au sujet de notre caractère, notre influence et nos intentions* – qui animait les soucis d'honneur et de prestige est demeurée au cœur des préoccupations d'image de ces acteurs. Avec l'appareil conceptuel de la dissuasion, une perspective stratégique s'est imposée dans la définition et l'opérationnalisation du concept de réputation, le liant étroitement à la crédibilité et à la défense des intérêts matériels et sécuritaires des États. Ce faisant, les dimensions constitutives des

---

<sup>26</sup> Même si Schelling (2008 : 125) érige la réputation ou l'image de l'État en intérêt primordial, il reconnaît qu'il serait irrationnel pour un pays de vouloir combattre pour des questions de fierté et qu'il faut éviter d'attacher son image à une « entreprise indigne » si une confrontation militaire se profile à l'horizon.

préoccupations de réputation, notamment l'image de soi et l'identité, ont été négligées dans l'étude de ce concept.

## 1.2 La réputation en politique internationale

La réputation d'un acteur étatique désigne un ensemble de croyances au sujet de son caractère, ses comportements et ses habiletés. Ces croyances s'appuient sur les interprétations qu'effectuent les autres des comportements passés de l'acteur en question. Les conclusions qu'ils tirent dans ce processus servent ensuite à forger leurs attentes par rapport à ses comportements futurs (Mercer, 1996 : 6; Jackson, 2016 : 16; Danilovic, Clare et Tucker : 2020; Lupton, 2020 : 2; Tomz, 2011 : 10; Dafoe, Renshon et Huth, 2014 : 372-73; Axelrod, 1984 : 150; Glaser, 2018 : 176)<sup>27</sup>. Un acteur étatique ou un dirigeant peut se voir attribuer une réputation pour une variété de traits et comportements, ainsi que disposer simultanément d'une multitude de réputations (Downs et Jones, 2002 : S101 & S107; Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 193; Miller, 2011 : 18; Brutger et Kertzer, 2018 : 694; Dafoe, Renshon et Huth, 2014 : 374; Kelley, 2017 : 37). Dans un environnement international anarchique caractérisé par une incertitude constante au sujet des intentions d'autrui (Rosato, 2015; Fearon, 1995), la réputation constitue pour les États une précieuse source d'information pour tenter de prévoir les comportements futurs de leurs vis-à-vis. En situation de conflit, elle permet d'évaluer si un État est prêt à encourir des risques élevés et mettre ses menaces à exécution pour atteindre ses objectifs (Lupton, 2020; Weisiger et Yarhi-Milo, 2015; Crezzenzi, 2018; Jackson 2016). De plus, en observant son bilan en matière de respect du droit international, notamment les traités qu'il a signés (Sartori, 2002; 2005), de promesses de défense tenues ou rompues à l'égard des alliés (Gibler, 2008; Miller, 2011; Crescenzi *et al.*, 2012) et de remboursement de sa dette souveraine (Tomz, 2011), de même que son bilan de coopération ou

---

<sup>27</sup> En tant qu'indicateur pour évaluer les comportements passés et anticiper ceux qui se produiront dans l'avenir, la réputation est un concept applicable à une multitude d'horizons temporels en politique internationale (Clary, 2020 : 11). Jervis, Yarhi-Milo et Casler (2021 : 169) soutiennent que ce sont les croyances au sujet des « caractéristiques et tendances durables » d'un acteur qui constituent sa réputation. Voir aussi : Brutger et Kertzer, 2018 : 695-96.

défection au sein des institutions multilatérales (Downs et Jones, 2002)<sup>28</sup>, les autres acteurs peuvent se servir de la réputation d'un État pour estimer s'il est fiable, honnête et digne de confiance.

### 1.2.1 La perspective stratégique dominante

Pourquoi les États se soucient-ils de leur réputation? Selon la perspective stratégique dominante, les acteurs étatiques cherchent à obtenir ou maintenir une « bonne réputation » pour atteindre des objectifs spécifiques définis en termes de sécurité physique ou de gains matériels. À l'inverse, une « mauvaise réputation » générera de l'insécurité physique en nuisant à la capacité de dissuasion et diminuera les possibilités de coopération. Dire qu'un État a une bonne ou mauvaise réputation est chose commune dans les univers journalistiques et du commentaire politique. Au-delà de ce jugement général, toute appréciation de la réputation d'un acteur étatique comprend inévitablement l'évaluation de comportements, traits ou caractéristiques spécifiques (Huth, 1997 : 75; Renshon, 2017 : 38; Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 169; Danilovic, Clare et Tucker, 2020; Rioux, 1997 : 199). Un État, une organisation, une institution, une entreprise, un groupe ou un individu jouit d'une réputation pour *quelque chose* de précis. Un type particulier de réputation, celui qui rend compte du niveau de détermination d'un État à atteindre ses objectifs (*reputation for resolve*)<sup>29</sup>, retient l'essentiel de l'attention des chercheurs sur le sujet en RI. La détermination est l'un des trois piliers de la crédibilité d'un acteur en politique internationale. Par crédibilité, il faut entendre le niveau auquel ses promesses et menaces sont prises au sérieux par les autres acteurs du système international (Dafoe, Renshon et Huth, 2014 : 376; Press, 2006 : 10-11; Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 160; Brands, Edelman et Mahnken, 2018 : 2). La crédibilité d'un acteur serait

---

<sup>28</sup> Chez les institutionnalistes libéraux, la réputation rend possible la coopération interétatique au sein de régimes internationaux. Les régimes internationaux permettent de mieux observer et consigner les traces des comportements passés de leurs membres (i.e. leur réputation). Dans un contexte où les interactions répétées entre États augmentent l'attrait relatif des gains de la coopération par rapport à ceux de la défection, la réputation est un mécanisme informationnel permettant de réduire l'incertitude au sujet des intentions des autres acteurs, d'augmenter le niveau de confiance entre eux, ce qui a pour effet de diminuer les coûts de transactions et les risques inhérents à la coopération dans un système international anarchique. Du point de vue d'un État, le maintien d'une bonne réputation devient un enjeu important, comme le souligne Robert Keohane : « Une bonne réputation facilite l'entrée d'un gouvernement dans des accords internationaux avantageux; ternir cette réputation entraîne des coûts importants en rendant ces accords plus difficiles à atteindre. » Ce coût d'opportunité de la coopération future qui pourrait être compromises par un manque de fiabilité ou d'honnêteté représente un puissant incitatif pour la coopération au temps présent. Citation tirée de : Sharman, 2007 : 24. Voir également Downs et Jones, 2002 : S95-96; Axelrod, 1984; Paquin, 2013 : 183-224. Sur l'importance de la réputation dans la société internationale, voir Bull, 1977 : 141.

<sup>29</sup> À l'instar de chercheurs francophones en RI, nous traduisons *resolve* par détermination (Schemeil, 2013 : 172).



fonction de ses capacités matérielles, de ses intérêts et de son niveau de détermination<sup>30</sup>. Quant à la détermination, elle ne désigne pas ce qu'un acteur veut, mais plutôt sa volonté à maintenir le cap pour l'obtenir. On dira de cet acteur qu'il est déterminé s'il fait preuve de fermeté ou de « persistance acharnée » dans sa quête d'un objectif (Kertzer, 2016 : 9)<sup>31</sup>. En contexte de crise sécuritaire, la détermination représente la propension d'un État d'assumer les risques d'entrer en guerre pour « remplir ses promesses et mettre ses menaces à exécution » (Mercer, 1996 : 15; Lupton, 2020 : 3). Jusqu'où un acteur est prêt à se rendre pour atteindre son but est une information privée inaccessible aux autres. Ne pouvant connaître ce véritable niveau de détermination (Tang, 2005 : 37), ces autres acteurs s'appuieront donc sur leurs perceptions de comportements passés pour l'estimer. Ainsi, la réputation de détermination se résume aux croyances au sujet de la volonté d'un acteur de faire preuve de fermeté et de risquer d'encourir des coûts (Lupton, 2020 : 3)<sup>32</sup>. Ces croyances s'appuient sur les interprétations que font les autres des comportements passés de l'acteur en question<sup>33</sup>. La réputation est un concept relationnel, car il nécessite l'existence d'autres acteurs qui observent et interprètent les comportements d'un autre (Mercer, 1996 : 27-28; Sharman, 2007 : 26; Dafoe, Renshon et Huth, 2014; Danilovic, Clare et Tucker, 2020)<sup>34</sup>. Ainsi, la réputation réside « dans l'œil du spectateur », comme le veut l'adage très répandu dans les écrits académiques<sup>35</sup>. Puisqu'elle dépend d'abord et avant tout du regard des autres et des conclusions subjectives qu'ils tirent, un acteur n'a que très peu de contrôle sur sa réputation et, du fait même, sur sa crédibilité. Lorsque vient le temps de déterminer si un pays est considéré comme crédible ou non, ce sont les autres États qui ont le dernier mot (Mercer, 1996 : 27; McMahon, 1991 : 455; Tang, 2005 : 38; et Mahnken, 2018 : 1-2). Notons que le caractère perceptuel partagé de ces deux

---

<sup>30</sup> Dans l'équation de la crédibilité, ces trois facteurs ne font pas simplement que s'additionner : ils se multiplient créant ainsi un tout beaucoup plus grand que la somme de ses parties (Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 174-75; Tang, 2005 : 38-39).

<sup>31</sup> Sur le concept de volonté (*will*) qui diffère de la détermination, voir : Hall, 2018.

<sup>32</sup> Ce type de réputation peut aussi être défini comme la croyance qu'un acteur sera déterminé à atteindre ses objectifs dans une situation de crise (Yarhi-Milo, 2018 : 5).

<sup>33</sup> John Orme (1992 : 2) résume comment le lien entre réputation et crédibilité est généralement conçu, dans une logique de dissuasion : « Les adversaires potentiels de la dissuasion [...] évaluent la crédibilité d'un défenseur en regardant comment il s'est comporté dans d'autres situations. »

<sup>34</sup> Cette perspective ne fait pas l'unanimité. Selon Jonathan Renshon (2017 : 36), contrairement au statut, la réputation n'est pas un concept social, car une réputation peut émerger dans le cadre des interactions entre seulement deux acteurs. Voir également : Tang, 2005: 38.

<sup>35</sup> « *Reputation is in the eye of the beholder* » (Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 168 & 176-77; Harvey et Mitton, 2016: 100; Press, 2005: 11).

concepts les rend difficiles à identifier, observer et mesurer (Huth, 1997 : 77-78 & 82; McMahon, 1991 : 455). Ce faisant, il n'est pas rare de voir le terme « crédibilité » employé pour parler de la réputation de détermination d'un acteur, surtout chez les praticiens de la politique étrangère américaine (Smolnikov, 2018 : 187)<sup>36</sup>.

En somme, la perspective stratégique dominante conçoit la réputation comme un outil ou un atout (van Ham, 2001 : 2-6; Miller, 2011 : 1; Sharman, 2007 : 26; Onea, 2013 : 28)<sup>37</sup> très utile – voire essentiel – pour assurer la sécurité d'un acteur étatique et lui permettre d'accéder aux gains de la coopération en politique internationale. Paradoxalement, l'acteur en question n'a que très peu de contrôle sur cet atout. En consultant la recherche sur le sujet dans différentes disciplines des sciences sociales, force est de constater que cette vision rationaliste de la réputation néglige plusieurs facettes importantes de ce phénomène social complexe<sup>38</sup>. Dans un article publié en 2007, J.C. Sharman en appelait à repenser la façon dont ce concept est étudié en RI pour refléter cette complexité : « La réputation est, après tout, un concept essentiellement 'social' ». Sharman (2007 : 20) en propose une définition sociologique : « [...] la réputation est l'opinion partagée de manière générale sur le caractère ou la nature d'un référent, fondée sur un large éventail d'informations, d'associations et d'indices sociaux. » Bien que prometteuse, cette ouverture néglige le lien crucial entre l'image de soi et les préoccupations de réputation des acteurs sociaux (États ou dirigeants), une lacune de la recherche qui perdure à ce jour (Jervis, Yarhi-Milo et Casler, 2021 : 196). Jusqu'à présent, seule Jennifer L. Erickson (2015 : 17) a étudié la réputation selon une perspective constitutive, soulignant que les « États sont soucieux de leurs réputations pas seulement pour des raisons matérielles, mais aussi sociales qui sont liées à leur image de soi, leur légitimité et leur prestance en politique internationale ». Dès lors, la réputation peut être vue comme un « agent renforcement » positif pour leur image de soi et leur identité (Ibid : 25). Au-delà de cette contribution importante, la lacune persiste. Pour la combler, nous proposons un bref survol de

---

<sup>36</sup> En contexte de crise sécuritaire, il n'est pas rare d'entendre les dirigeants et décideurs américains affirmer que la crédibilité du pays souffrira si le pays ne fait pas preuve de fermeté, comme si la crédibilité d'un acteur se résumait à ses actions passées. Voir les exemples cités dans : McMahon, 1991; Fettweis, 2007.

<sup>37</sup> De manière analogue, Brands, Edelman et Mahnken (2018 : 3) présentent la crédibilité comme une « monnaie géopolitique » dont la valeur dépend de la réputation de l'acteur. Rioux (1997 : 202) affirme, qu'à la manière des firmes dans le secteur privé, les États et leurs dirigeants peuvent faire des investissements dans leur capital de réputation en matière de dissuasion.

<sup>38</sup> Le numéro spécial sur la réputation dirigée Gloria Origgi (2013) dans la revue *Communications* est un point de départ incontournable pour étudier ce phénomène dans une perspective pluridisciplinaire.

contributions pluridisciplinaires dont les enseignements nous permettront de passer d'une perspective stratégique à une perspective constitutive de la réputation en politique internationale. Notre objectif n'est pas de recenser l'ensemble des écrits sur la réputation dans les sciences sociales<sup>39</sup>, mais plutôt d'attirer l'attention sur des contributions importantes qui démontrent que l'image et l'estime de soi d'un acteur social, de même que son auto-conception identitaire, sont des éléments incontournables d'une définition exhaustive de la réputation. Sans cette perspective constitutive, il est impossible de bien comprendre l'impact des préoccupations de réputation des dirigeants et décideurs sur la prise de décision en politique étrangère. Alors que Daryl Press (2005 : 12) et Shiping Tang (2007 : 56) nous mettent en garde contre les risques de transférer les enseignements sur la réputation tirées d'observations de la vie quotidienne ou de sa logique de fonctionnement dans un environnement hiérarchique aux rapports interétatiques qui ont cours dans un système international anarchique<sup>40</sup>, nous estimons qu'il est nécessaire d'élargir les horizons de la recherche sur le sujet au-delà de la perspective stratégique dominante, surtout pour étudier la formulation de la politique étrangère.

### 1.2.2 La réputation d'un point de vue pluridisciplinaire

Ce que les autres, individuellement et collectivement, pensent d'une entité, qu'il s'agisse d'un individu, d'une organisation, d'une institution, d'un objet ou même d'une idée, est un sujet d'un grand intérêt pour toute discipline qui se penche sur les rapports sociaux. Fondamentalement, on peut définir la réputation comme les « traces informationnelles de nos actions passées » (Origgi : 2013 : 6), une conception qui rappelle celle privilégiée par la perspective stratégique évoquée précédemment. Plus précisément, ces informations se développent, circulent, se consolident ou se transforment au sein de « systèmes collectifs de croyances et d'opinions qui influencent les comportements des gens à l'égard de personnes et d'objets » (Bromley, 1993 :12). Nous devons les principales contributions à la recherche sur le sujet en sciences sociales à la psychologie sociale et à la sociologie, ainsi qu'à l'étude des organisations et corporations. Pour les besoins de la

---

<sup>39</sup> Pour des réflexions sur la réputation dans une perspective pluridisciplinaire qui incluent des survols exhaustifs des écrits sur le sujet, voir : Bromley, 1993; Origgi, 2018.

<sup>40</sup> Contrairement à ces deux auteurs, J.C. Sharman (2007 : 29) vante les mérites des définitions qui se rapprochent de l'usage quotidien et répandue d'un concept, d'où son intérêt pour une définition de la réputation qui mise sur l'importance des associations et indices socialement construits.

présente thèse, nous nous concentrons sur trois apports de ces recherches : la réputation comme instrument social, le produit d'évaluations et l'image de soi.

### 1.2.3 La réputation comme un instrument social

En psychologie sociale, la réputation est un phénomène « irréductiblement social » (Emler et Hopkins, 1990 : 128) qui prend forme de façon dispersée à travers les croyances et affirmations des autres évoluant dans l'environnement social d'un acteur (Craik, 2009 : xvii). Plutôt que se limiter aux conclusions que tirent les acteurs au sujet de ces croyances et à l'information au sujet du caractère, des comportements et intentions de leurs vis-à-vis dans une perspective dyadique comme en RI (Crescenzi, 2018)<sup>41</sup>, les approches psychologiques conçoivent la réputation comme le fruit de processus sociaux impliquant une communauté. En ce sens, « les réputations sont des constructions sociales créées collectivement à travers des processus de communication sociale » (Emler, 1990 : 181). Concrètement, les individus se servent de la réputation comme d'un « instrument social » fondé sur le discours pour mieux connaître ceux avec qui ils interagissent et prédire leurs comportements futurs, au-delà de leurs contacts et observations individuels (Emler, 2013)<sup>42</sup>. Selon Kenneth Craik, pour analyser ce phénomène social, il est nécessaire de situer la réputation d'un individu dans les réseaux (*reputational networks*) de relations à travers lesquels l'information au sujet de celui-ci circule et est emmagasinée (Craik, 2009; Bromley, 1993 : 82-100). C'est grâce à la verbalisation, la dissémination et la répétition de discours et opinions qui constituent la représentation publique de ce que les autres pensent d'un acteur qu'émerge sa réputation (Origgi, 2018 : 63-64). Pour autant, il ne faut pas uniquement concevoir la réputation comme l'agrégat des jugements formés en fonction de l'information disponible au sujet des comportements et intentions d'un acteur social, comme l'entend la vision dominante du concept en RI (Crescenzi et Donahue, 2017). Plusieurs acteurs participent aux processus sociaux constitutifs

---

<sup>41</sup> La plupart des contributions en Relations internationales estiment que la réputation – surtout celle qui concerne le niveau de détermination d'un acteur – est un concept relationnel qui s'établit dans le cadre des relations au sein d'un dyade, c'est-à-dire entre deux acteurs. Mark Crescenzi (2007; 2018) propose l'un des rares modèles qui permet de dépasser la conception dyadique de la réputation pour tenir compte des leçons que peut tirer un tiers parti en observant les comportements de deux autres protagonistes dans une situation de crise.

<sup>42</sup> Contrairement aux impressions, la réputation ne se limite pas aux observations et interactions directes. Elle se fonde plutôt sur les opinions véhiculées collectivement à travers le langage (Origgi, 2018 : 63-64).

de la réputation, dont celui qui fait l'objet des jugements de ses pairs<sup>43</sup>. Certaines opinions et affirmations sont plus déterminantes que d'autres dans le processus d'attribution d'une réputation, une dynamique décortiquée en détail par les analyses sociologiques.

#### 1.2.4 La réputation comme le produit d'évaluations

Établir une définition « opérationnalisable et modulable » (Beuscart *et al.*, 2015 : 9) de la réputation demeure un défi à relever. La sociologie des réputations s'y attaque en attirant notre attention sur l'importance des évaluations dans la formation, la gestion et le changement des réputations. La définition du concept proposée par Pierre-Marie Chauvin (2013 : 132) l'illustre bien : « La réputation peut être définie comme une représentation sociale partagée, provisoire et localisée, associée à un nom et issue d'évaluations sociales plus ou moins puissantes et formalisées. » Lorsqu'elles sont partagées par une communauté d'acteurs, ces évaluations génèrent des réputations dans différentes « arènes », c'est-à-dire des espaces d'interaction, de socialisation et de rétribution au sein desquels se tissent des relations d'échange, de coopération et de compétition (Ragouet, 2000 : 329-30; Chauvin, 2013 : 139). Dans ces arènes, certains acteurs jouent des rôles particulièrement déterminants pour les processus sociaux de construction des réputations. À ce titre, Gary Alan Fine (1996 : 1162-63) insiste sur le rôle prépondérant des « entrepreneurs réputationnels » qui mobilisent leurs ressources pour faire la promotion de récits au sujet d'autrui afin de servir leurs propres intérêts – ou ceux d'une collectivité. Leur succès dépend en partie des décisions rendues par les « arbitres » responsables d'attribuer un jugement sur la place qu'occupe un acteur au sein d'un palmarès ou d'une hiérarchie (Sauder et Fine, 2008 : 704-706)<sup>44</sup>. Plusieurs des approches psychologiques et sociologiques évoquées précédemment conçoivent la réputation comme le fruit de jugements ou d'évaluations qui émergent de manière organique au sein de communautés. Pourtant, les réputations s'appuient aussi sur des dispositifs plus formalisés, comme des notes, classements, indices et palmarès<sup>45</sup>. En politique internationale, on retrouve de tels

---

<sup>43</sup> Gloria Origgi (2020 : 92) rappelle que l'individu « perçu » (*perceived*) participe à la construction de la réputation au même titre que celui qui perçoit (*perceiver*) et le contexte social dans lequel ils évoluent.

<sup>44</sup> Dans des travaux plus récents, Gary Fine (2012) affirme que les déclarations que formulent les entrepreneurs au sujet des autres ont des conséquences sur leur propre réputation, surtout s'ils font la promotion d'idées qui vont à contre-courant du consensus sur l'objet référent de leurs déclarations.

<sup>45</sup> Les dispositifs regroupent « les arrangements matériels, techniques et cognitifs qui soutiennent les réputations. » Ils sont imposés aux acteurs sociaux, mais peuvent aussi être manipulés et modifiés à travers diverses stratégies (Beuscart

dispositifs qui prennent la forme de mécanismes informationnels et agences d'évaluations notant, comparant et classant les États sur la base de leur respect des règles et normes internationales, ainsi que de leurs performances dans les domaines économiques et financiers (Cooley, 2015; Doshi, Kelley et Simmons, 2019). Dans ce contexte, le pouvoir d'influencer les réputations étatiques s'exerce à travers la « diplomatie de la carte de pointage » (*scorecard diplomacy*), c'est-à-dire l'intégration des processus d'évaluation et de notations récurrents du comportement des États dans la diplomatie dite « traditionnelle » (Kelley, 2017 : 12). Les indices globaux de performance ont une influence, selon Kelley et Simmons, car ils jouent sur les préoccupations de réputation des États (Kelley et Simmons, 2020 : 5). En différenciant les États qui ont du succès de ceux qui n'en ont pas ou en identifiant les politiques jugées appropriées dans un domaine donné, ces différents mécanismes informationnels exercent une pression sociale sur les acteurs. Ils doivent alors choisir entre modifier leur comportement pour se conformer aux standards qu'ils prescrivent ou risquer de subir des conséquences négatives pour leur réputation.

#### 1.2.5 La réputation comme image de soi

Les approches évoquées ci-haut présentent une conception de la réputation qui repose presque essentiellement sur les opinions des autres. Ce que les autres pensent d'eux importe beaucoup pour les acteurs sociaux et peut les pousser à maintenir ou changer leurs comportements. Étant particulièrement sensibles au décalage pouvant exister entre les perceptions d'autrui et l'image qu'ils souhaitent projeter, ces acteurs peuvent employer diverses tactiques pour tenter de gérer les impressions d'autrui dans l'immédiat et d'orienter les jugements qui en découlent<sup>46</sup>.

Pour comprendre pourquoi ces acteurs peuvent parfois déployer des ressources et des efforts considérables afin d'influencer ces impressions et jugements, il faut prendre en compte la double dimension du concept de réputation. La dimension externe – comment nous sommes vus par les autres – est celle qui se retrouve au cœur de la plupart des approches qui étudient ce phénomène, incluant la perspective stratégique dominante en politique internationale. La dimension interne – « comment nous nous voyons vus », pour reprendre l'expression de la philosophe Gloria Origgi

---

*et al.*, 2015 : 15). Voir le numéro spécial de la revue *Terrains & travaux* portant sur les dispositifs « réputationnels » dans une perspective sociologique duquel est tiré l'article de Beuscart et ses collègues.

<sup>46</sup> Sur la gestion des impressions et de la réputation (*impression & reputation management*), voir : Bromley, 1993 : 102-119; Emler, 1990; Craik, 2009 : 106.

(2015 : 8) – est quant à elle souvent reléguée à l’arrière-plan. Pourtant, l’image de soi d’un acteur, ce que Jon Elster appelle l’« auto-réputation » (Elster, 2013 : 29), est partie intégrante du phénomène social qu’est la réputation. En adoptant des stratégies et tactiques pour gérer les impressions et leur réputation, un acteur tente de persuader les autres de le définir selon l’identité sociale qu’il désire être la sienne (Emler, 1990 : 175). Parallèlement, ce que les autres pensent d’un acteur social et la réputation qu’ils lui attribuent peuvent influencer la façon dont il se représente, se considère et se définit (Craik, 2009 : 98). D’éventuels décalages entre l’image de soi d’un acteur et sa réputation peuvent exacerber son désir de manipuler les impressions et jugements des autres afin d’être reconnu tel qu’il se conçoit (Bromley, 1993 : 119). L’image de soi de l’acteur devient donc intrinsèquement liée à sa réputation. Les opinions et jugements des autres ne représentent pas un reflet fidèle de comment il se définit, mais plutôt une réfraction qui, lorsque jugée comme étant insatisfaisante ou négative, peut déclencher chez lui un ensemble d’émotions réflexives comme la honte et la culpabilité (Origgi, 2018 : 4; Elster, 1999). À l’inverse, lorsqu’elle lui permet de maintenir une image positive et d’alimenter son estime de soi, la préservation d’une réputation devient un motif d’action important et même une fin en soi (Elster, 2013 : 29; Origgi, 2018 : 28-61; Hogan et Roberts, 2001 : 12). Alors que ces comportements peuvent nuire au processus de maximisation des intérêts d’un acteur, ils ne sont pas forcément irrationnels. Notre image de soi n’est pas toujours façonnée par nos intérêts et le besoin d’assurer la cohérence morale interne de nos choix et actions peut entrer en conflit avec ceux-ci (Elster, 2009)<sup>47</sup>. Origgi (2018 : 48) résume admirablement cette dynamique qui renverse la logique de la perspective stratégique dominante en politique internationale : « L’image que nous avons de nous-mêmes compte à tel point pour nous que nous pouvons aller contre notre propre intérêt pour la défendre. » Donc, les acteurs sociaux n’adoptent pas nécessairement la vision essentiellement transactionnelle de leur réputation qu’on leur prête souvent.

Le lien fort entre la façon dont un acteur est perçu et l’image de soi détaillée ci-haut ne se limite pas aux individus. Il vaut aussi pour un large spectre d’acteurs sociaux à qui l’on peut assigner une réputation, comme le souligne Bromley (1993 : 35) : « Une réputation reflète la manière dont les facteurs sociaux génèrent des perceptions et des croyances partagées (collectives) à l’égard des

---

<sup>47</sup> Origgi (2018 : 43-44) résume de manière synthétique l’argumentaire de Elster et démontre sa pertinence pour comprendre la question de la quête d’une image de soi positive.

personnes, des organisations, des produits, des services et d'autres types d'entités, en particulier celles auxquelles on peut attribuer des traits humains. » Par exemple, ce lien fort s'articule dans la relation entre l'image de marque (*branding*) et la réputation de la corporation (Roper et Fil, 2012 : 116-19; Ang et Wight, 2009 : 23; Dowling, 2000 : 18-21; Fombrun, 2012). Pour Whetten et Mackay (2002 : 400-01), la réputation est une forme de rétroaction à propos de l'image d'une organisation qui permet d'évaluer la crédibilité de ses prétentions identitaires<sup>48</sup>. Plutôt que l'agrégat d'opinions et de jugements au sujet d'un acteur, la réputation serait un processus de communication entre un acteur et ceux qui l'observent, et au sein duquel la façon dont il se perçoit joue aussi un rôle primordial.

\*\*\*

Ce survol de contributions pluridisciplinaires à la recherche sur le phénomène social qu'est la réputation contraste avec la perspective stratégique dominante en politique internationale. La réputation ne peut pas être simplement conceptualisée comme un atout ou un outil qu'un État doit préserver ou peaufiner pour atteindre ses objectifs sécuritaires, stratégiques et économiques. Il s'agit aussi d'une réfraction révélant la cohérence – ou l'incohérence – des prétentions identitaires des dirigeants et décideurs et qui, ce faisant, a des effets puissants sur l'état de leur image et estime de soi.

### 1.3 Étudier l'image de soi dans la formulation de la politique étrangère

En bonifiant la définition de la réputation en politique internationale pour y inclure la perspective constitutive inspirée de recherches pluridisciplinaires en sciences sociales, il devient nécessaire de revoir les outils théoriques et méthodologiques habituellement employés pour l'étudier. Dans le champ d'études des RI, une telle vision de la réputation demeure marginale<sup>49</sup>, malgré le fait que les images et les identités ont fait l'objet de multiples recherches. À la suite d'un survol de

---

<sup>48</sup> Jennifer Erickson (2015 : 25) s'inspire aussi des travaux de David Whetten pour aborder la relation négligée entre l'identité, l'image de soi et la réputation en politique internationale. Sur l'identité et l'image de soi des organisations, voir : Albert et Whetten, 2003.

<sup>49</sup> Dans l'une des rares contributions à tenir compte de cette perspective, Meerts et Vukokić (2015 : 96) affirment que la réputation, dans le contexte de négociations internationales, est « un processus bidirectionnel » qui englobe les caractéristiques attribuées à un acteur sur la base de l'observation de ses comportements passés et l'auto-interprétation de ces caractéristiques par l'acteur à qui elles sont attribuées.



quelques-unes de ces contributions pertinentes pour l'objectif de cette thèse, nous aborderons l'étude des préoccupations de statut en politique internationale, avant de nous tourner vers la recherche sur la sécurité identitaire. Les recherches sur le statut inspirées de la théorie de l'identité sociale (*social identity theory*) démontrent qu'il est possible d'intégrer une perspective constitutive à l'étude d'un concept comme la réputation en réunissant les préoccupations des décideurs quant à l'image que l'État projette et leur volonté de maintenir une image de soi positive. Cependant, contrairement au statut, la réputation n'est pas un concept qui implique nécessairement une comparaison externe avec les autres acteurs sociaux. Ainsi, nous considérons que la recherche sur la sécurité identitaire, qui se concentre sur la cohérence interne et la continuité des récits biographiques, ainsi que sur les routines qui assurent le maintien d'une image de soi positive, est mieux outillée pour analyser la réputation – et les préoccupations qui en découlent – selon une perspective constitutive.

Comment les dirigeants et décideurs se définissent, la manière dont ils conçoivent l'identité de l'État qu'ils représentent et leurs perceptions des acteurs étatiques avec qui ils interagissent sont des thèmes de prédilection de la recherche en politique internationale et de l'analyse de la politique étrangère. Néanmoins, comme l'illustre le bref survol qui suit, la focale d'analyse de ces contributions est généralement dirigée vers l'extérieur de l'État pour déterminer comment un acteur étatique perçoit les autres et comment ces derniers le perçoivent. Ainsi, la plupart du temps, l'image de soi et l'auto-conception identitaire sont reléguées au second plan dans l'analyse des images, des rôles et des identités.

### 1.3.1 Théories des images et les images de soi nationales

Les images sont des représentations et stéréotypes qui permettent aux acteurs de simplifier et comprendre un monde complexe pour catégoriser les autres acteurs avec qui ils interagissent et les événements auxquels ils sont confrontés<sup>50</sup>. Dans l'une des premières définitions du concept proposée par Kenneth Boulding (1959 : 120-21), l'image englobe « la structure cognitive, affective

---

<sup>50</sup> Pour un survol des écrits sur les théories traitant des images en politique internationale, voir : Hermann, 2013.

Sur les théories de l'image dans l'analyse de la politique étrangère, voir Kubalkova, 2001 : 28; Mintz et DeRouen, 2010 : 101; Hudson, 2014 : 68-69.

et évaluative totale de l'unité de comportement, ou sa vision interne d'elle-même et de son univers.

» Les chercheurs se sont surtout penchés sur les images que les décideurs attribuent à leurs vis-à-vis, notamment celle d'« ennemi » que les États-Unis et l'Union soviétique s'attribuaient mutuellement durant la Guerre froide. Pour Richard Cottam (1977 : 62-79), ces images se forment sur la base de perceptions d'une menace et peuvent varier entre des représentations plus complexes ou nuancées (allié, empire et colonie) et des représentations plus extrêmes (ennemi), selon une logique paranoïaque. Richard Herrmann (1985) et ses collègues ont aussi démontré que plusieurs images stéréotypées sont au cœur des relations interétatiques : barbare, impérialiste, dégénéré, colonie et allié (Herrmann *et al.*, 1997). Les dirigeants et décideurs attribuent une image à un autre acteur sur la base de leurs perceptions de ses capacités matérielles relatives (puissance), de sa culture, ainsi que de ce qu'il représente – une menace ou une opportunité – à leurs yeux (Ibid, 403-4). L'image agit à titre de filtre cognitif au travers duquel les décideurs interprètent l'information au sujet des autres acteurs. Lorsque le comportement d'un acteur est cohérent avec l'image prototypique qu'on se fait de lui, les décideurs peuvent aisément interpréter et simplifier ses intentions (Cottam, 1994 : 18-21)<sup>51</sup>. À l'inverse, lorsque le comportement s'éloigne de l'image que l'on se fait d'un acteur, ils sont confrontés à des perceptions beaucoup plus complexes. Une fois bien ancrée dans l'esprit des décideurs, une image devient difficile à altérer, même lorsqu'ils sont confrontés à de l'information qui contredit leurs croyances préexistantes au sujet d'un autre État.

Pour leur part, les images nationales renvoient à la façon dont les acteurs se définissent eux-mêmes, selon les récits historiques des événements et expériences partagées, et à comment ils perçoivent les autres sur des échelles d'amitié-animosité et force-faiblesse (Boulding, 1959 : 123-25). Partant du principe que tous les acteurs se soucient de l'image que projettent les acteurs étatiques sur la scène internationale, Robert Jervis s'est intéressé aux tentatives de manipulation des perceptions d'autrui que mettent en œuvre ces individus pour influencer leur propre réputation. Par image, il entend nos croyances à propos d'un acteur qui influencent nos prédictions concernant les comportements qu'il adoptera dans une variété de circonstances (Jervis, 1989 : 5). Les dirigeants

---

<sup>51</sup> Parmi les éléments constitutifs des images, Martha Cottam (1994 : 188) inclut aussi les « scripts » et leçons historiques auxquels ont recours les décideurs pour comprendre les comportements – passés et futurs – d'un État et les réponses jugées appropriées pour interagir avec celui-ci.

cherchent à influencer leur image à faible risque et coût à travers la manipulation des gestes et paroles servant à signaler leurs engagements et des indices à partir desquels les autres tirent des conclusions au sujet de leurs intentions et comportements. Si, à travers ces manipulations, un acteur ment à ses vis-à-vis et que ceux-ci le réalisent, sa réputation peut être durablement entachée<sup>52</sup>. Dans ses travaux sur les perceptions, Jervis s'est aussi penché sur le rôle des images. Celles-ci sont au cœur du phénomène de la dissonance cognitive : lorsque confrontés à de nouvelles informations au sujet d'un autre acteur, les décideurs tendent à accepter d'emblée celles qui confirment l'image qu'ils se font de lui et à être plus réticents à adopter celles qui contredisent leurs croyances préexistantes pour éviter la dissonance cognitive (Jervis, 2017 : 382-406; Mintz et DeRouen, 2010 : 98-99). Cela leur permet de rationaliser les décisions prises afin de maintenir une image de soi positive. De plus, ils adaptent leurs perceptions et évaluations de la situation pour rationaliser les décisions prises afin de maintenir une image de soi positive. Enfin, l'étude des « images de soi nationales » (*national self-images*) et leurs effets sur le comportement des États sur la scène internationale et sur les stratégies qu'ils adoptent en situation de conflits ont longtemps été négligés, selon Noel Kaplowitz (1990 : 47). Pour remédier à cette situation, il a élaboré un modèle psychopolitique qui associe les images de soi positives à des stratégies de coopération et les images négatives à des stratégies agressives de provocation. Encore à ce jour, les recherches sur les images de soi nationales demeurent relativement marginales au sein de l'analyse de la politique étrangère et des RI (Pettersson, 2017), qui se concentrent plutôt sur les rôles et identités.

### 1.3.2 La théorie des rôles

L'auto-conception de l'acteur est aussi au cœur de la théorie des rôles (Thies, 2017), qui, dans sa version originale formulée par Kal Holsti (1970), stipule que les dirigeants entretiennent des images et des croyances au sujet l'identité de l'État qui viennent influencer son comportement sur la scène internationale. Ils adoptent une identité de rôle parmi un registre « des conceptions idéalisées des rôles qui existent déjà dans le système international » (Thies, 2013 : 271), apprennent comment le jouer à travers leurs interactions avec les autres États et jugent s'il est approprié ou pas. Le rôle en politique internationale est un concept relationnel : autant ses différentes conceptions que les attentes qui en découlent s'inscrivent dans les relations entre l'acteur (l'ego) et ceux avec qui il

---

<sup>52</sup> Sur les quatre principaux moyens utilisés pour contrôler l'image projetée, voir : Jervis, 1989 : 254. Au sujet des conséquences – positives et négatives – d'être perçus comme un menteur, voir : Ibid : 83-87.

interagit (l'ater) (Harnisch, 2011 : 8-9). Cette approche permet à la fois d'établir plus clairement le lien entre l'identité et les comportements des acteurs sur la scène internationale, ainsi que d'étudier l'importance relative de ces agents par rapport aux structures dans lesquels ils évoluent (Breuning, 2011). Au sein de l'État, plusieurs conceptions du rôle approprié à adopter peuvent être défendues par des individus ou groupes dans l'exécutif, la législature, ainsi que la société civile. Les désaccords en matière de préférence des principaux décideurs qui forment avec le dirigeant le groupe décisionnel peuvent être le résultat du processus de contestation des rôles préconisés, comme l'évoquent Cantir et Kaarbo (2016 : 14-15)<sup>53</sup>.

### 1.3.3 Les identités

Enfin, on retrouve aussi une attention particulière à l'image de soi et l'auto-conception identitaire parmi les approches qui s'intéressent aux sources des identités en politique internationale. L'identité est un phénomène complexe qui comprend à la fois la conception de soi propre à l'acteur, une « catégorie ou une image qui le définit », une « force unificatrice qui régule sa composition interne » et une « force de différenciation qui régule son comportement externe » (Kowert, 2017). Kowert et Legro (1996) catégorisent les différentes approches d'étude des sources de l'identité selon l'angle d'analyse privilégié : les conditions internes aux agents, leurs interactions sociales avec les autres et les « facteurs écologiques » liés à l'environnement dans lequel ils évoluent. Bien qu'il s'intéresse d'abord à la construction de l'identité à travers les interactions entre acteurs, Alexander Wendt (1999 : 225) reconnaît que les États sont avant tout des groupes ayant une « mémoire et conscience de soi » sur lesquelles repose leur identité personnelle ou corporative<sup>54</sup>. Dans sa conception de l'intérêt national, il identifie aussi l'« estime de soi collective » comme l'un des quatre besoins à combler pour atteindre la sécurité du complexe État-société (Ibid : 236-37). Or, comme la plupart des constructivistes, Wendt reconnaît que l'identité ne se forme pas seulement à travers la conception de soi : l'identité présuppose une différence qui s'articule dans la relation et les interactions entre le Soi et l'Autre(s). L'auto-comparaison avec les autres est un élément clé de la conception de l'identité nationale, selon Jacques Hymans (2006 : 21-25). En

---

<sup>53</sup> En matière de politique étrangère américaine, Melo (2019) s'est penchée sur l'action des entrepreneurs de rôles, particulièrement ceux qui travaillaient pour le Département d'État, dans le processus de contestation des conceptions de rôles nationaux des États-Unis à l'égard du Portugal durant la présidence de Gerald Ford.

<sup>54</sup> Wendt (1999 : 230-31) définit le « Soi » comme une « structure de savoir » cumulant les pensées et sentiments d'un individu au sujet de lui-même en tant qu'objet.

identifiant ce qui est différent, ce qui est « étranger », et qui représente potentiellement une menace, l'État s'engage dans un processus d'affirmation de soi (Campbell, 1998; Hansen, 2006). De plus, comment les décideurs définissent l'Autre – et comment ils se définissent en retour – a un impact déterminant sur le processus de construction sociale des intérêts nationaux de l'État en situation de crise, ainsi que sur l'identification de menace à sa crédibilité et sa réputation (Weldes, 1999). Donc, l'image de soi d'un acteur joue un rôle secondaire dans les approches qui se penchent sur les identités en politique internationale.

#### 1.4 La quête de statut en politique internationale

Concevoir les préoccupations des décideurs au sujet de l'image qu'ils projettent comme étant liées à leur image de soi comme nous le proposons dans cette thèse, n'est pas sans précédent. En effet, plusieurs chercheurs ont intégré la théorie de l'identité sociale de Henri Tajfel et John Turner (2004) à l'étude de la quête de statut des États sur la scène internationale. Cette théorie phare de la psychologie sociale stipule que l'estime de soi et l'auto-conception identitaire des individus sont directement liées à leur identification à un groupe social. Souhaitant maintenir une image positive d'eux-mêmes, les individus comparent leur groupe aux autres et tentent de trouver une façon de le distinguer positivement (Turner, 1988 : 29-30). Se concentrant sur les relations intergroupes, la théorie de l'identité sociale est toute désignée pour étudier le statut en politique internationale (Paul, Larson et Wohlforth, 2014), un concept social qui s'appuie sur les perceptions, la comparaison et la position des acteurs au sein de hiérarchies multiples<sup>55</sup>. Elle a notamment été employée pour analyser la quête de statut de grandes puissances comme la Russie et la Chine en portant une attention particulière aux stratégies mises en œuvre par ces deux États pour maintenir ou améliorer leur statut (Larson et Shevchenko, 2019b)<sup>56</sup>, tout en tenant compte des contraintes matérielles qui restreignent leur capacité d'action dans le système international (Wohlforth, 2009). La compétition pour le statut est un jeu à somme nulle qui peut être source de conflits lorsque des États sont insatisfaits de leur position dans une hiérarchie ou se voient refuser la reconnaissance du statut

---

<sup>55</sup> La pertinence de la théorie de l'identité sociale pour comprendre la quête de statut des États en politique internationale fait l'objet de débats importants (Ward, 2017a; Larson et Shevchenko, 2019a). Notons que la théorie de l'identité sociale est aussi employée pour étudier la quête de prestige de l'État comme une tentative de combler les besoins psychologiques des acteurs sociaux qui le dirigent (Onea, 2013).

<sup>56</sup> Larson et Shevchenko identifient trois principales stratégies de maintien de l'identité sociale en lien avec les préoccupations de statut : la mobilité sociale, la créativité sociale et la compétition sociale.

qu'ils estiment le leur ou auquel ils aspirent<sup>57</sup>. Quand les dirigeants et décideurs d'une puissance ascendante constatent que leurs revendications de statut ne peuvent pas être accommodées dans le cadre de l'ordre international actuel, des facteurs socio-psychologiques et des forces politiques peuvent les pousser à adopter un comportement révisionniste visant à renverser le *statu quo* (Ward, 2017b : 33). Les préoccupations de statut alimentent aussi un besoin de reconnaissance qui s'inscrit dans la quête de sécurité identitaire des États, selon Michelle Murray. La non-reconnaissance de l'identité d'un État rend difficile l'atteinte du statut souhaité et génère un profond sentiment d'insécurité identitaire qui peut aussi le pousser à adopter un comportement révisionniste (Murray, 2018 : 14-15)<sup>58</sup>. Au sein du système international, elle peut se traduire en instabilité et conflit dans le contexte d'une transition de puissance. Ce décalage entre l'image de soi d'un acteur et comment il est perçu par les autres peut être interprété comme un manque de respect à son égard, déclenchant une réaction émotive : l'humiliation (Wolf, 2011)<sup>59</sup>. Il s'agit de la principale émotion associée aux préoccupations de statut en relations internationales. L'humiliation désigne l'expérience douloureuse qui accompagne la perception d'avoir été diminué ou dégradé et qui représente une blessure à l'estime de soi (Markwica, 2018 : 81; Onea, 2013 : 17). Les acteurs humiliés croient que le refus de reconnaissance et les menaces au statut qu'ils estiment être le leur sont injustes et non mérités (Barnhart, 2021 : 16)<sup>60</sup>. Outre les épisodes de non-reconnaissance suite auxquels un acteur estime qu'on lui a manqué de respect, les défaites militaires sont les principaux événements humiliants en politique internationale, surtout celles subites aux mains d'adversaires moins

---

<sup>57</sup> Jonathan Renshon (2017) propose une alternative à la théorie de l'identité sociale pour expliquer les variations des préoccupations de statut au sein de différentes communautés et groupes référents. De son point de vue, les États sont soucieux de leur statut car il s'agit d'une ressource d'une grande valeur dans les interactions stratégiques. Pour les acteurs insatisfaits de leur statut, déclencher un conflit est l'une des avenues par lesquelles ils peuvent tenter d'altérer les perceptions qu'ont les autres membres de la communauté internationale à leur égard. Pour une recension des contributions récentes sur le statut en politique internationale, voir : Götz, 2021; MacDonald et Parent, 2021). Voir aussi les travaux de Rohan Mukherjee (2022) qui revisite la théorie institutionnelle du statut en politique internationale pour expliquer le répertoire des comportements des puissances ascendantes, incluant la coopération et la confrontation.

<sup>58</sup> Sur le lien entre le besoin de reconnaissance internationale des acteurs étatiques et leur sécurité identitaire, voir : Lindemann, 2011.

<sup>59</sup> Sur le lien entre le statut et les émotions en politique internationale, voir : Forsberg, Heller et Wolf, 2014.

<sup>60</sup> Barnhart souligne que l'humiliation génère une autre émotion importante en politique internationale : la colère. Comme l'humiliation, la colère est une émotion qui implique un outrage à l'égard de l'acteur jugé responsable du traitement injuste. Voir aussi : Saurette, 2006.

puissants (Ibid : 21-26; Markwica, 2018 : 82)<sup>61</sup>. Il est primordial de souligner que l'humiliation est une émotion sociale qui s'articule dans le rapport que l'on entretient avec les autres (Steinberg, 1996 : 9; Fattah et Fierke, 2009 : 70; Lupovici, 2016 : 66), que ce soit dans l'expérience de se voir refuser la reconnaissance d'un statut élevé (Saurette, 2005 : 12; Murray, 2018 : 107-119) ou dans un contexte de conflit. Soucieux de rétablir leur estime de soi et leur image à l'international, les États humiliés seront tentés de répondre aux affronts subis et perçus. En politique internationale, la violence est un outil de prédilection pour répondre à l'humiliation, comme le souligne Joslyn Barnhart (2021 : 2) : « [...] les États qui ont vécu certains événements humiliants sont plus susceptibles de s'engager dans l'agression internationale et dans des politiques étrangères intentionnellement provocantes. » Parmi ces réponses violentes, on retrouve la vengeance par le biais d'une attaque contre l'acteur responsable de l'humiliation ou même l'agression contre un tiers parti qui n'a rien à voir avec l'événement humiliant (Löwenheim et Heimann, 2008; Barnhart, 2021 : 38-44)<sup>62</sup>.

Les préoccupations de réputation que nous proposons d'étudier dans le cadre de cette thèse concernent un autre volet de la volonté de maintien d'une identité sociale de l'État et des individus qui agissent en son nom. Les préoccupations de réputation englobent les conséquences des choix d'un acteur sur une facette spécifique de l'image qu'il souhaite projeter et une volonté d'éviter la honte qui découlerait d'une décision dommageable pour cette image. Comme l'humiliation, la honte est une émotion qui se traduit par une dégradation de l'estime de soi d'un acteur. Toutefois, elle se concentre d'abord et avant tout sur les répercussions des choix et actions d'un acteur sur la perception qu'il a de ses propres traits et caractéristiques, alors que l'humiliation résulte des comportements d'autrui. La honte survient lorsque l'acteur n'est pas à la hauteur de l'idéal auquel il aspire ou souhaite être associé. L'échec de l'atteinte de cet idéal engendre une profonde chute de l'estime de soi. Contrairement à l'humiliation, la chute d'estime associée à la honte n'est pas considérée comme injuste et non méritée (Steinberg, 1996 :9; Barnhart, 2021 : 16). L'inconfort profond propre à la honte prend plutôt racine dans la conscience qu'a un acteur d'avoir adopté un

---

<sup>61</sup> Alors que la plupart des recherches sur l'humiliation en politique internationale se concentre sur les choix des acteurs étatiques comme source de l'humiliation, Bertrand Badie (2014) la conçoit plutôt comme un effet du système international sur ses entités.

<sup>62</sup> De manière alternative, Ward (2017 : 5) indique que les États révisionnistes qui se sentent humiliés par l'absence de reconnaissance de leur statut dans un ordre international défient et délégitiment le *statu quo*, car ils ne souhaitent pas être complice de leur propre humiliation.

comportement jugé mauvais ou même insensé<sup>63</sup>. Comme le souligne Robin Markwica (2018 : 82), la honte implique « un jugement négatif de soi-même pour avoir violé d'importantes normes ou attentes » à son propre égard<sup>64</sup>. Il ne s'agit donc pas d'un sentiment de culpabilité par rapport à une action ou une déclaration précise qui peut être excusée, pardonnée ou expiée, mais plutôt une remise en cause des fondements de l'auto-conception identitaire de l'acteur. Contrairement à la culpabilité, la honte n'implique pas que l'acteur reconnaisse sa responsabilité pour les actions à l'origine de l'émotion<sup>65</sup>. Les acteurs sociaux qui font l'expérience de la honte constatent que leurs propres choix ont mené à l'émergence de traits négatifs ou de défauts chez eux-mêmes (Markwica, 2018 : 82; Snyder, 2020 : 111).

### 1.5 La sécurité identitaire

La honte est une émotion négative que les acteurs sociaux cherchent à éviter pour maintenir une image positive d'eux-mêmes. Afin d'étudier comment elle est liée aux préoccupations de réputation dans une perspective constitutive, nous proposons de les associer à la quête de sécurité identitaire des États. Par sécurité identitaire, nous entendons le besoin de cohérence et de continuité des acteurs sociaux qui est nécessaire à leur capacité d'agentivité (Mitzen, 2006 : 342)<sup>66</sup>. En d'autres mots, il s'agit de la « sécurité de l'être » d'un acteur associé à son auto-conception identitaire qui s'appuie sur un « sentiment de continuité biographique dans lequel un individu est capable de maintenir un récit à propos de soi et répondre à des questions à propos de faire, d'agir et d'être » (Kinnvall, 2004 : 746). Dans sa quête de sécurité identitaire, un acteur social est à la recherche d'un sentiment de stabilité et tente d'éviter des émotions négatives comme l'anxiété existentielle, associée à la perturbation des routines, et à la honte, associée aux contradictions et ruptures dans les récits qui soutiennent son auto-conception identitaire<sup>67</sup>. En politique

---

<sup>63</sup> Voir définition du mot « *shame* » tirée de l'*Oxford Reference Dictionary* que cite Jack Snyder (2020 : 111).

<sup>64</sup> La honte est un jugement d'un individu à propos de sa valeur (Valent, 2016 : 373).

<sup>65</sup> Sur la différence entre la culpabilité et la honte, voir : Ferguson *et al.*, 2007: 331-32; Steinberg, 1996 : 9; Steele, 2005 : 526-27; Steele, 2008 : 53-55.

<sup>66</sup> La recherche sur la sécurité identitaire en politique internationale s'inspire des travaux du sociologue Anthony Giddens (1984; 1991).

<sup>67</sup> Pour un résumé exhaustif des études sur la sécurité identitaire dans une perspective d'analyse de la politique étrangère, voir : Mitzen et Larson, 2017. Pour plus de détails sur la quête de sécurité identitaire à travers des stratégies d'évitement de l'anxiété, voir : Mitzen, 2006; Croft et Vaughan-Williams, 2017.



internationale, la recherche de ce type de sécurité par les États peut entrer en conflit avec la quête de sécurité physique prescrite par le paradigme réaliste. En effet, des acteurs étatiques peuvent maintenir une rivalité avec un vis-à-vis pour éviter l'insécurité identitaire qui accompagnerait l'incertitude propre à un changement de dynamique relationnelle, ou encore ils peuvent entrer en guerre pour éviter de confronter un sentiment de honte, même si un tel choix compromet leur sécurité physique. De plus, l'éventualité d'un accord de paix qui viendrait mettre un terme à une relation conflictuelle peut générer une anxiété existentielle, malgré les bienfaits potentiels pour leur sécurité physique (Mitzen, 2006; Steele, 2008; Rumelili, 2015; Mitzen et Larson, 2017). Cette contradiction est aussi évidente lorsque certains États non occidentaux refusent de formuler des excuses officielles pour des tragédies passées, même si elles pourraient engendrer des bénéfices matériels, car s'excuser pour un comportement « barbare » équivaldrait à accepter la stigmatisation imposée par le monde occidental (Zarakol, 2011). Néanmoins, les besoins de sécurité identitaire et physique ne sont pas forcément irréconciliables : l'activation de récits spécifiques en situation de crises d'envergure peut permettre de légitimer un changement de politique nécessaire pour garantir la sécurité physique de l'État tout en maintenant sa continuité biographique (Subotić, 2016 : 612).

S'inspirant des travaux du sociologue Anthony Giddens, Brent Steele définit la honte dans le contexte des études sur la sécurité identitaire comme une insécurité au niveau de l'auto-conception identitaire de l'acteur (Steele, 2008 : 13)<sup>68</sup>. En politique internationale, elle surgit lorsqu'un État adopte des politiques qui marquent une contradiction par rapport à son auto-conception identitaire (Steele, 2007 : 907). Les acteurs étatiques cherchent à éviter à tout prix cette émotion, mais ils n'y arrivent pas toujours. Lorsque les individus agissant au nom d'un État sont confrontés à une rupture dans les récits biographiques qui soutiennent leur identité, la honte s'accompagne d'un profond sentiment d'insécurité identitaire. Selon Steele (2008 : 3), la présence de cette émotion signifie que l'acteur étatique « reconnaît comment ses actions ont été (ou pourraient être) incongrues par rapport à son auto-conception identitaire. » Le regard réflexif que posent les dirigeants et décideurs sur leurs propres comportements est autant rétrospectif que prospectif (Mitzen et Larson, 2017) : il

---

<sup>68</sup> La honte est une émotion dont le sens et l'importance peuvent varier selon le contexte ethnoculturel. Elle peut aussi être associée à un sentiment d'insécurité identitaire qui découle du fait qu'un acteur non-occidental se voit qualifié de « barbare » ou « non-civilisé » par des puissances occidentales (Zarakol, 2010; Fattah et Fierke, 2009 : 72).

cherche à assurer la continuité du récit biographique de l'État en composant avec des épisodes passés de honte tout en tentant d'en éviter de nouveaux dans l'avenir.

Dans une perspective de sécurité identitaire, la plupart des décisions de politique étrangère sont prises pour éviter la honte, l'anxiété ou les deux simultanément (Ibid). À ce titre, la sécurité identitaire d'un État peut aussi être garantie à travers le maintien des routines qui assurent la stabilité et la continuité des récits dont dépend son image de soi positive. Dmitry Chernobrov propose une définition éclairante de ce qu'elles impliquent :

Les routines présentent des séquences d'actions et des croyances continues qui sont acceptées et reproduites et font partie intégrante de la vie quotidienne. Les routines maintiennent des significations et procurent un sentiment de certitude : une action mène à une autre sans interruption ni doute, et la chaîne de réactions est prévisible et bien répétée. L'établissement de routines est un moyen de réduire l'incertitude et de permettre l'action, tant pour les entités individuelles que collectives telles que les États. (Chernobrov, 2019 : 46-47)

À ce titre, Jennifer Mitzen souligne que les relations routinières entre différents acteurs étatiques leur offrent une « certitude cognitive » nécessaire à leur sécurité identitaire, même lorsque ces relations s'inscrivent dans une logique de conflit (Mitzen, 2006 : 342). Deux États qui s'attribuent une importance mutuelle peuvent perpétuer une dynamique relationnelle assimilable au dilemme de sécurité, car ils la jugent préférable à l'incertitude que représente un changement de leur relation. Au-delà des routines qui caractérisent les relations interétatiques (Rumelili et Çelik, 2017), il existe des actions et croyances répétées au sein de l'État qui assurent une stabilité permettant d'éviter l'anxiété associée à l'incertitude et au changement. Elles jouent un rôle d'une grande importance, selon Lebow (2008 : 25) : « [...] ces routines sont ancrées dans les récits biographiques que les responsables gouvernementaux, les médias et les intellectuels élaborent et invoquent pour expliquer et justifier les politiques étrangères ». Alors que les routines associées aux relations interétatiques sont parfois internalisées au point de relever de l'automatisme et de l'habitude irréfléchie (Mitzen, 2006 : 347; Chernobrov, 2019 : 47; Mitzen et Larson, 2017), elles peuvent aussi être abordées de manière réflexive par les acteurs étatiques. Ils ont le pouvoir de modifier leurs pratiques routinières s'ils le jugent nécessaire afin qu'elles puissent continuer à jouer leur rôle stabilisateur (Vieira, 2016 : 292 & 295-6; Flockhart, 2016 : 804). Tout comme les récits biographiques, les routines reflètent les particularités historiques et culturelles d'un État, mais aussi

les caractéristiques institutionnelles de son régime. Plusieurs contributions récentes tentent de dépasser la conception de l'État comme ayant une identité corporative – « *the State as a person* » – en identifiant d'autres objets référents de la sécurité identitaire (Krolikowski, 2008; Steele, 2017 : 70; Narozhna, 2020)<sup>69</sup>. Puisque le fait d'associer des émotions ressenties par des êtres humains à l'État et d'y prêter une conscience peut poser un problème sur le plan ontologique et épistémologique, les chercheurs étudiant la sécurité identitaire se concentrent souvent sur les dirigeants et élites politiques qui sont contraints par l'identité étatique. Comme le souligne Steele, ces individus jouent un rôle prépondérant dans la quête de sécurité identitaire :

Parce que les dirigeants d'État sont impliqués dans les processus décisionnels qui prennent en compte les conséquences des politiques antérieures de leur pays, les processus émotionnels qu'ils rencontrent en tant qu'individus ont une incidence sur les présentes et futures actions de politique étrangère de leur État. (Steele, 2005 : 529)

Grâce à l'autorité conférée par les postes de pouvoir qu'ils occupent, les dirigeants et autres décideurs peuvent tenter de manipuler les récits sur lesquelles repose l'identité collective de l'État (Subotić, 2016 : 611-12). Néanmoins, cela ne signifie pas qu'ils imposent leur vision et préférences unilatéralement ou sans contrainte. Autant les récits biographiques que les routines soutenant l'auto-conception identitaire de l'État peuvent faire l'objet de contestation à l'interne (Steele, 2008 : 16), que ce soit dans l'appareil gouvernemental, parmi les élites politiques, ou au sein de la société civile et l'opinion publique. Par exemple, les procédures d'opérations standardisées des organisations au sein de la bureaucratie de sécurité nationale, comme celles de l'Agence centrale de renseignement (CIA) en lien avec la torture (Steele, 2017), peuvent favoriser l'inertie malgré une volonté de changement des élites politiques au pouvoir. Les différentes routines que l'on retrouve au sein de l'appareil de sécurité nationale ont le potentiel d'influencer la façon dont les enjeux et problèmes de politique étrangère sont définis, du niveau organisationnel jusqu'au groupe décisionnel réunissant le dirigeant et ses principaux conseillers.

---

<sup>69</sup> L'étude de la sécurité identitaire de l'État soulève ce qu'il est convenu d'appeler le « problème de niveau d'analyse » en Relations internationales (Steele, 2008 : 15-20 & 64). Les travaux de Jennifer Mitzen (2006 : 352-53) sur le dilemme de sécurité constituent un bon exemple d'une approche qui aborde les États comme des acteurs corporatifs pour expliquer pourquoi différents décideurs reproduisent des comportements basés sur la méfiance à travers le temps.

\*\*\*

Le précédent survol de contributions à la recherche sur les différentes facettes de l'image de l'État et sur les préoccupations qui en découlent nous a permis d'identifier la sécurité identitaire comme l'approche théorique toute désignée pour arriver à dépasser la perspective stratégique dominante dans l'étude de la réputation en politique internationale. Or, la quête de sécurité identitaire d'un État n'est pas un processus sans heurt. Elle est marquée par des désaccords et tensions internes qui, nous croyons, peuvent être mieux analysés en intégrant les enseignements des recherches sur la prise de décision que l'on retrouve dans le sous-champ de l'analyse de la politique étrangère.

#### 1.6 L'étude des préoccupations de réputation : une approche alliant les perspectives stratégique et constitutive

Pour y arriver, il faut d'abord proposer une nouvelle définition des préoccupations de réputation qui s'inscrit dans la perspective constitutive évoquée précédemment. Par la suite, pour comprendre comment ces préoccupations orientent les décisions de politique étrangère en situation de crise, nous proposerons un cadre d'analyse qui permet de rendre compte de la quête de sécurité identitaire dans le cadre de la prise de décision sur les enjeux de politique étrangère aux États-Unis. Notre attention se portera sur le groupe décisionnel composé du président et de ses principaux conseillers en matière de sécurité nationale. Autant la quête de sécurité identitaire que le recours à la force au nom de la réputation ne se résument pas à des caractéristiques de la personnalité du président. C'est pourquoi nous insistons sur l'importance de cette autre unité décisionnelle. Un groupe faisant preuve d'un niveau de cohésion élevé et confronté à ce que ses membres perçoivent comme étant une menace à leur sécurité identitaire, adopte une variété de stratégies de maintien de son identité sociale, incluant le recours à la force armée.

##### 1.6.1 Définir les préoccupations de réputation

Ces préoccupations désignent le niveau d'attention accordée aux enjeux qui sont perçus comme étant liés à la réputation d'un acteur<sup>70</sup>. Dans la perspective stratégique dominante, elles sont souvent associées à la tendance qu'ont les dirigeants et décideurs à se soucier des conséquences futures de

---

<sup>70</sup> Cette définition est inspirée de celle que propose Jonathan Renshon (2017 : 4) pour étudier les préoccupations liées au statut (*status concerns*) en politique internationale.

leurs décisions sur les perceptions qu'ont les autres États de la crédibilité de leurs promesses et menaces (Clare et Danilovic, 2012 : 5; Renshon, Dafoe et Huth, 2018 : 325). Cependant, ces préoccupations ne se limitent pas à la réputation de détermination. Un État dispose de multiples réputations qui font partie du capital symbolique dont disposent les autorités gouvernementales pour atteindre leurs objectifs stratégiques et pour légitimer leur pouvoir à l'interne. Les dirigeants et décideurs s'en soucient, car ils cherchent à éviter les « coûts réputationnels » (*reputational costs*) découlant de certains choix qui nuiraient à l'une – ou plusieurs – de ces réputations. Ces coûts peuvent se manifester tant au niveau international que national. À l'international, ils peuvent compromettre la sécurité physique de l'État en nuisant à sa capacité de dissuasion immédiate ou étendue, puisque ses rivaux et alliés douteront de son niveau de détermination, de sa fiabilité ou de son honnêteté. Dans ce contexte, les préoccupations de réputation peuvent motiver un recours à la force visant à diminuer les risques d'être confronté par un adversaire dans l'avenir (Weisiger et Yarhi-Milo, 2015). Un acteur étatique peut aussi initier une dispute militaire pour essayer de se défaire d'une réputation jugée désavantageuse (Clare et Danilovic, 2012 : 4). Les décideurs s'interrogent sur les conséquences de leur choix, car ils craignent aussi de nuire à leur capacité de participer à la coopération au sein de régimes et institutions internationales dans l'avenir. Au sein du système politique national, l'opinion publique et une opposition politique mécontentes peuvent tenir le dirigeant au pouvoir responsable des conséquences négatives pour l'image du pays engendrées par leurs décisions (Fearon, 1994).

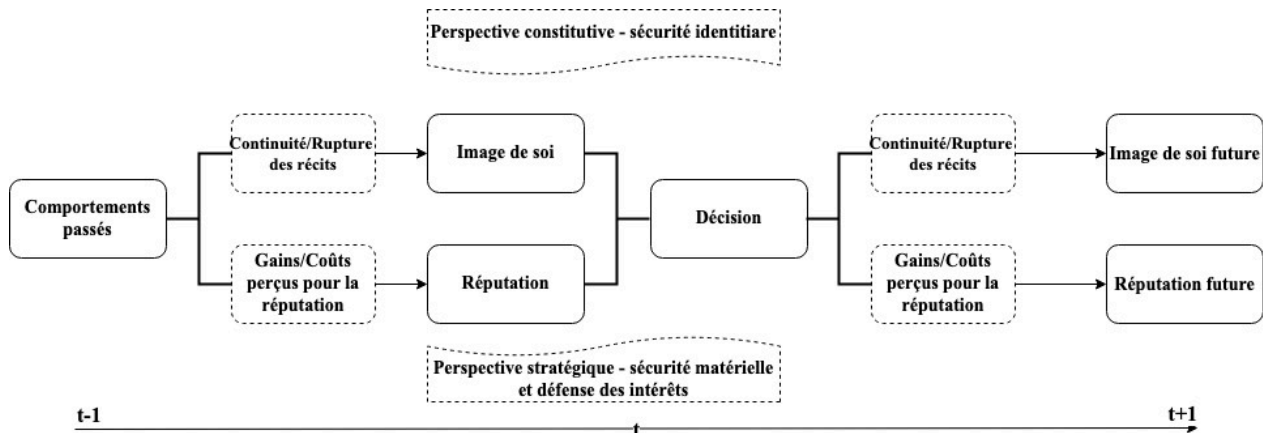
Les préoccupations peuvent s'inscrire dans deux horizons temporels différents. En effet, les dirigeants et décideurs peuvent estimer que la réputation de l'État a été ternie par des décisions antérieures. Dans ce cas, les préoccupations sont le fruit des conséquences perçues des comportements passés sur la réputation étatique actuelle et s'articulent dans une logique rétrospective. Les préoccupations de réputation peuvent aussi se manifester lorsque les décideurs craignent que leurs comportements et leurs déclarations puissent être interprétés comme un manque de fermeté, de fiabilité ou d'honnêteté (ex. reculer après avoir formulé une menace ou tracer une « ligne rouge » à ne pas franchir). Selon une logique prospective, les individus responsables de la politique étrangère perçoivent certains comportements immédiats et futurs comme potentiellement nuisibles pour l'image projetée par l'État dans une éventuelle crise subséquente. Ils évalueront donc les choix de politiques qui s'offrent à eux en fonction de leurs conséquences potentielles sur

la réputation de l'État. Écarter ceux qui pourraient avoir des répercussions négatives en termes de réputation et de crédibilité s'avère un élément important de leurs calculs décisionnels.

### 1.6.2 Les préoccupations de réputation : les perspectives stratégique et constitutive

Dans le cadre de cette thèse, nous proposons un cadre d'analyse qui allie les perspectives stratégique et constitutive énoncées dans le présent chapitre pour comprendre comment les préoccupations de réputation orientent les décisions de politique étrangère en situation de crise. Nous définissons ces préoccupations comme des croyances au sujet de l'importance de l'image projetée à travers les choix de politique étrangère des dirigeants et décideurs (Figure 1.1). Selon la *perspective stratégique* dominante, ces croyances sont motivées à la fois par la défense des intérêts sécuritaires et matériels de l'État et les conséquences politiques internes anticipées – positives ou négatives – des déclarations et politiques.

Figure 1.1 – Les préoccupations de réputation : perspectives constitutive et stratégique



Or, cette attention accordée à la valeur instrumentale de la réputation – tant au niveau international que national – ne permet qu'une compréhension partielle du rôle des préoccupations de réputation dans la prise de décision en contexte de crise. En effet, les soucis de réputation s'immiscent dans la prise de décision à travers les individus responsables de la politique étrangère de l'État qui perçoivent et interprètent les enjeux de manière subjective. Le sens donné au mot réputation et au champ lexical associé à la logique de la réputation dépend des interprétations subjectives de ces acteurs (Saltzman, 2015 : 253) . Pour prendre acte de ce phénomène, nous instaurons une nuance cruciale grâce à la réflexion théorique et analytique menée dans le présent chapitre : une perspective

constitutive coexiste avec une perspective d'ordre stratégique et qui ensemble orientent de manière concomitante les décisions prises en contexte de crise sécuritaire. Selon cette *perspective constitutive*, les préoccupations de réputation sont des « croyances émotionnelles » (Mercer, 2010). En ce sens, elles sont des manifestations de la quête de sécurité identitaire des dirigeants et décideurs agissant au nom de l'État. Ces préoccupations s'appuient sur une conception constitutive de la réputation : les dirigeants et les décideurs sont soucieux de ce que les autres pensent de leur pays et des conclusions qu'ils tirent au sujet de leurs déclarations et décisions parce qu'ils souhaitent maintenir une image positive d'eux-mêmes. Elles représentent les inquiétudes qu'entretiennent les décideurs au sujet des conséquences négatives de décisions sur leur image de soi et leur auto-conception identitaire. Ainsi, lorsqu'ils évaluent si les choix qui s'offrent à eux pour faire face à une crise auront des conséquences néfastes pour la réputation (de détermination, fiabilité ou honnêteté), ils ne cherchent pas seulement à éviter des « coûts réputationnels » dans l'avenir, comme le prévoit la perspective stratégique : ils tentent d'éviter la honte qui découlerait du fait d'avoir pris une décision qui ternit l'image du pays. Tout comme l'humiliation peut façonner la politique étrangère d'un État à travers les soucis de statut des individus agissant en son nom (Barnhart, 2021 : 61), nous affirmons que le désir d'éviter la honte, une autre émotion négative, peut teinter les décisions de politique étrangère à travers leurs préoccupations de réputation. C'est particulièrement le cas en situation de crise sécuritaire, alors que le niveau de stress et d'incertitude est élevé dans la prise de décision et que le recours à la force fait partie des options évaluées par les décideurs.

Dans un tel contexte, les préoccupations de réputation, telles que conçues par la perspective stratégique, s'entremêlent avec les émotions des individus responsables et façonnent la prise de décision (Markwica, 2018 : 147). La crédibilité et les solutions militaires pour la préserver et pour maintenir la capacité de dissuasion de l'État sont le « langage neutre » (Saurette, 2006 : 499) dans lequel sont traduites la volonté d'éviter la honte et l'insécurité identitaire. Il peut alors être difficile de déterminer hors de tout doute que les dirigeants et les décideurs évoquent des préoccupations de réputation d'ordre essentiellement stratégique ou constitutif. C'est pourquoi il convient de concevoir ces deux perspectives comme étant complémentaires plutôt que rivales. En additionnant la perspective constitutive et la perspective stratégique, qui a jusqu'à présent dominé l'étude de la réputation en politique internationale, il devient possible d'offrir un portrait plus nuancé de la place

qu'occupent les préoccupations de réputation en contexte de crise et d'arriver à une meilleure compréhension de leur influence sur le choix des politiques. Par conséquent, la quête de sécurité identitaire qui se manifeste à travers les préoccupations de réputation telles que conçues selon la perspective constitutive introduite dans la présente thèse s'inscrit dans les mêmes horizons temporels évoqués lors de la présentation de la perspective stratégique.

Les efforts de recherche de deux types de sécurité (identitaire et physique) se déroulent en parallèle et peuvent mener à des conclusions similaires ou contradictoires quant à la meilleure décision à prendre en situation de crise. Le désir d'éviter un sentiment de honte découlant d'une décision qui compromettrait la stabilité et la continuité des récits sur lesquels s'appuie la sécurité identitaire de l'État peut favoriser l'adoption d'une décision cohérente avec la volonté d'éviter des coûts réputationnels (nationaux ou internationaux). En d'autres mots, la volonté de maintenir une image de soi positive peut s'accorder avec la préservation d'une réputation pour assurer la capacité de dissuasion future de l'État. Cependant, des contradictions peuvent émerger lorsque vient le temps d'interpréter des comportements passés et que les individus tirent des leçons différentes d'événements historiques importants (Khong, 1992; Prémont, David et Boucher, 2018). En effet, ces décisions passées peuvent être interprétées comme honteuses, puisque certains individus perçoivent qu'elles ont engendré des conséquences néfastes pour la réputation de l'État alors qu'elles n'étaient pas nécessairement nuisibles pour sa sécurité physique. De telles contradictions peuvent mener à une dissonance entre les perceptions des besoins de sécurités identitaire et physique de l'État dans le processus décisionnel, puisque chercher à rétablir la stabilité et la continuité des récits pour remédier à un sentiment d'insécurité identitaire généré par un épisode de honte passé peut mener au déclenchement d'une intervention militaire qui augmentera les risques d'insécurité physique dans l'avenir. La logique inverse est aussi applicable: un événement historique que les décideurs perçoivent comme ayant eu des conséquences néfastes sur la réputation dans une perspective stratégique peut motiver l'adoption de politiques qui augmentent les risques qu'ils soient confrontés à un épisode de honte et doivent composer avec l'insécurité à l'avenir.

Il arrive aussi que des décideurs prennent des décisions au nom de la réputation qui engendrent une contradiction entre les besoins de sécurité identitaire et physique de l'État sans faire référence à des comportements passés. Par exemple, les dirigeants peuvent choisir de faire preuve de fermeté, répondre militairement à une agression et impliquer le pays dans un conflit qui perdurera au-delà



de ce qui était prévu par les objectifs stratégiques initiaux. Lorsque viendra le temps d'envisager un retrait des troupes de ce théâtre de conflits pour des raisons liées à la sécurité physique de l'État, il est possible qu'émerge un sentiment de honte, voire d'humiliation, surtout si les objectifs fixés n'ont pas été atteints, ou pire, que les forces armées ont subi une défaite. Enfin, les dirigeants et décideurs peuvent choisir de venir à la défense d'un allié ou de s'impliquer dans un effort militaire sanctionné par une alliance à laquelle ils appartiennent pour maintenir une image positive d'eux-mêmes, alors que la situation ne représente pas une menace immédiate pour la sécurité physique du pays. En somme, il est possible que des décisions permettant de garantir la sécurité identitaire de l'État du point de vue de ces individus nuisent à sa sécurité physique, vice-versa.

### 1.6.3 Variations des préoccupations de réputation

Plusieurs pistes permettent d'expliquer les variations du niveau d'attention qu'accordent les leaders et décideurs à leur réputation. Sur le plan contextuel, ces préoccupations évoluent lors du déclenchement et du déroulement des crises internationales. Pour Todd Sechser, les États qui s'attendent à être la cible d'un adversaire dans l'avenir seront plus enclins à investir des ressources et prendre des risques pour acquérir une réputation de détermination, alors que les États qui n'ont pas de telles craintes seront moins enclins à payer le prix élevé associé à la construction d'une telle réputation (Sechser, 2018)<sup>71</sup>. Sur le plan culturel, le processus de socialisation d'individus au sein de cultures valorisant l'honneur les rendrait plus sensibles aux préoccupations de réputation. Aux États-Unis, Allen Dafoe et Devin Caughey affirment que l'origine géographique des présidents influencerait leur sensibilité aux préoccupations de réputation (Dafoe et Caughey, 2016; Saltzman, 2015). Ceux qui sont issus du sud des États-Unis, une région où la culture de l'honneur a des profondes racines, y seraient particulièrement sensibles. Ces présidents auraient beaucoup plus de chances de recourir à la force pour des raisons liées à la défense de l'honneur ou de la réputation du pays que les occupants du Bureau ovale originaires d'autres régions<sup>72</sup>. Sur le plan individuel, les variations dans le niveau d'attention accordé à la réputation peuvent être expliquées par des facteurs psychologiques qui attirent notre attention sur des facettes de la personnalité des dirigeants.

---

<sup>71</sup> Les préoccupations seront plus élevées si l'adversaire potentiel est un pays limitrophe ou situé dans la même région géographique, s'il est militairement puissant et qu'il a un historique démontré d'agression.

<sup>72</sup> Sur la manifestation d'une culture de l'honneur dans la politique étrangère de Donald Trump, un président originaire d'une autre région que le sud, voir : Boucher, 2021.

Pour Keren Yarhi-Milo, le niveau d'autosurveillance (*self-monitoring*) explique pourquoi certains individus sont plus sensibles aux considérations liées à l'image qu'ils projettent et ce que les autres pensent d'eux (Yarhi-Milo, 2018). Selon la théorie qu'elle propose, les présidents américains faisant preuve d'un niveau d'autosurveillance élevé sont plus disposés à recourir à la force pour des raisons liées à la réputation, surtout s'ils croient à l'efficacité des moyens militaires. Un niveau élevé d'attention portée à la réputation peut aussi être le fruit de la tendance qu'ont les dirigeants et décideurs à surestimer leur influence sur les choix qu'effectuent les autres acteurs. Ces individus croient pouvoir influencer la façon dont leurs vis-à-vis interprètent leurs signaux, car ils tiennent pour acquis qu'ils sont constamment en train de les observer (Morgan, 2003 : 103). Ayant tendance à exagérer l'effet de leurs comportements sur les décisions de leurs vis-à-vis (Jervis, 2017 : 343-55), ces acteurs seront plus disposés à croire qu'ils peuvent communiquer clairement leurs intentions ou projeter une image souhaitée à travers leurs déclarations et comportements. De ce point de vue, il serait donc logique de se soucier constamment de sa réputation, puisque les acteurs estiment pouvoir contrôler la façon dont ils sont perçus par les autres à travers leurs actions. Afin de rendre compte de la complexité du phénomène étudié, nous proposons une analyse centrée sur le groupe décisionnel comme unité d'analyse permettant d'évaluer la convergence et l'interaction des facteurs évoqués ci-haut. Cette approche permet de prendre en considération leur influence concomitante qui s'articule dans la prise de décision, et ce principalement à travers les interprétations et les actions des acteurs responsables de la politique étrangère d'un État. Nous soutenons que c'est en ancrant l'étude des préoccupations de réputation – stratégiques et constitutives – dans le processus décisionnel qu'il est possible de bien saisir les nuances du phénomène étudié. Notre attention se portera sur le groupe décisionnel et sur son niveau de cohésion et le rôle du président en son sein comme variables principales pour comprendre le rôle des préoccupations de réputation en contexte de crise.

### 1.7 L'analyse décisionnelle des préoccupations de réputation

La prise de décision en politique étrangère n'est pas simplement le fruit des orientations et choix individuels d'un dirigeant. Il s'agit plutôt d'un processus marqué par des interactions sociales reflétant le caractère collectif du partage et du traitement de l'information (Garrison, 2010). L'individu est certes une unité d'analyse tout indiquée pour expliquer pourquoi les préoccupations de réputation ont une influence variable sur les choix de politique étrangère des présidents en

fonction de leurs personnalité et traits psychologiques. Cependant, pour mieux comprendre les effets de ces préoccupations sur le processus décisionnel, il convient d'élargir notre perspective pour inclure dans notre analyse les principaux décideurs avec qui le dirigeant interagit. En plaçant notre lorgnette d'analyse sur le groupe décisionnel, nous serons en mesure de contextualiser la quête de sécurité identitaire de l'État au sein d'une unité sociale élargie dont la taille et la composition évoluent aux grés des préférences du dirigeant et des interactions entre ses membres.

Aux États-Unis, l'autorité de diriger la politique étrangère revient d'abord et avant tout au président, surtout en ce qui a trait aux questions d'usage de la force (Fisher, 2013). Il a aussi le pouvoir d'organiser son processus décisionnel, choisir ses conseillers et déterminer lesquels parmi eux reçoivent son attention (David, 2015). Reconnaisant la prépondérance du président dans la prise de décision, Yarhi-Milo concentre son analyse sur la personnalité des individus qui occupent ce poste pour expliquer pourquoi certains d'entre eux prennent la décision de combattre au nom de la réputation. Elle porte attention aux rôles de quelques conseillers influents, mais s'intéresse surtout à leurs caractéristiques individuelles et subordonne leur capacité d'orienter les décisions aux prédispositions du président (Yarhi-Milo, 2018 : 119-20). Or, puisque la plupart des présidents feraient preuve d'un niveau d'autosurveillance élevé, peut-on expliquer les décisions d'intervention/non-intervention militaire en se concentrant exclusivement sur la personnalité présidentielle? De plus, est-il juste d'assumer que les présidents écouteront seulement les conseillers qui partagent leurs propres prédispositions<sup>73</sup>? La recherche sur la prise de décision dans le sous-champ de l'analyse de la politique étrangère, plus particulièrement celles qui portent sur les dynamiques de groupe, les systèmes de conseil (*advisory systems*) et les structures décisionnelles, nous porte à croire que non.

Par groupe décisionnel, nous entendons « un ensemble d'individus, tous membres d'une même entité, qui choisissent collectivement une voie à suivre en consultation les uns avec les autres » (Hermann, 2001 : 57)<sup>74</sup>. Il s'agit donc d'une unité sociale de petite échelle regroupant le dirigeant et ses principaux conseillers en matière de sécurité nationale. Dans le cadre de la politique étrangère

---

<sup>73</sup> Cette question a été soulevée par Michael Poznansky dans la table-ronde portant sur le livre de Yarhi-Milo publiée sur la plateforme *H-Diplo* (Colgan, *et al.*, 2020).

<sup>74</sup> Pour un survol des définitions du concept de groupe, voir : Hogg, 1992 : 4.

américaine, la taille et la composition de ce groupe peuvent varier en fonction des préférences du président en tant que gestionnaire de la prise de décision. Ce dernier peut préférer s'entourer d'un petit groupe informel de conseillers loyaux en qui il a confiance – une garde rapprochée (*inner circle*) – ou s'appuyer sur un groupe plus formel, comme le forum décisionnel du Conseil pour la sécurité nationale (*National Security Council*), pour évaluer les principales options, délibérer et prendre une décision (Hart, Stern et Sundelius, 1997; Preston, 2001; David, 2015). Bien que les groupes ne soient pas toujours l'unité décisionnelle la plus importante dans la formulation de la politique étrangère, ils peuvent s'avérer particulièrement influents lorsque vient le temps de traiter d'enjeux jugés prioritaires par les parties prenantes au système politique (Hart, Stern et Sundelius, 1997 : 9)<sup>75</sup>. Il est parfois difficile de déterminer si, en définitive, c'est le dirigeant seul qui prend la décision ou, avec ses conseillers, ils se concertent pour choisir en groupe (Beasley *et al.*, 2001 : 228). Toutefois, ce flou analytique n'est pas une raison suffisante pour écarter d'emblée l'influence potentielle que peut exercer un groupe, surtout lors des étapes de définition des problèmes et d'élaboration des options qui précèdent la décision (Garrison, 2003 : 177).

Le groupe décisionnel joue plusieurs rôles et remplit diverses fonctions. Toutefois, cette unité décisionnelle est souvent présentée comme étant un « centre de commandement », comme le soulignent Hart, Stern et Sundelius :

L'image est celle d'une prise de décision collective au sommet du gouvernement : une unité bien définie, relativement petite, ayant le pouvoir et la responsabilité de faire des choix faisant autorité sur les fins et les moyens de la politique étrangère et de veiller à ce que ces choix soient mis en pratique par l'appareil bureaucratique. (Hart, Stern et Sundelius, 1997 : 9)

Le groupe décisionnel a généralement comme objectif premier de fournir de l'information au président et de le conseiller. Néanmoins, il peut aussi agir à titre de structure de soutien émotionnelle pour ce dernier et remplir les besoins psychologiques en matière d'affiliation de ses membres, qui sont fiers d'appartenir à un groupe prestigieux (Hart, 1994 : 35). Le groupe est aussi une unité sociale au sein de laquelle les individus responsables de la politique vivent les émotions

---

<sup>75</sup> Sur le rôle des groupes dans le contexte de la prise de décision en situation de crise, voir : Hart, Tindall et Brown, 2009; Boin, *et al.*, 2017; Houghton, 2020.

inhérentes à la prise de décision<sup>76</sup>. La recherche en politique internationale s'est toutefois peu penchée sur la place des émotions dans le groupe décisionnel (Markwica, 2018 : 275)<sup>77</sup>. Le dirigeant – le président des États-Unis dans le cas qui nous intéresse – n'est pas le seul à s'identifier au pays qu'il représente : les autres décideurs qui l'entourent sont aussi « émotionnellement connectés à l'État et à sa structure sociale » (Lupovici, 2016 : 63)<sup>78</sup>. Comme l'affirme Wendt (2004 : 314), ce sont ces individus qui, au nom de l'État, ressentent les émotions que l'on attribue à cette entité. Il peut s'agir d'émotions positives, comme la fierté, lorsque l'État connaît un succès diplomatique ou militaire (Markwica, 2018 : 79-80), mais aussi d'émotions négatives, comme la honte, que les décideurs cherchent à éviter lorsqu'ils sont confrontés à une crise sécuritaire. C'est justement – et seulement – parce que ces individus s'identifient à l'État que nous pouvons parler d'émotions au niveau étatique (Mercer, 2014 : 515). Enfin, parce que l' « émotion rend l'identité importante et que l'identité rend l'émotion possible au niveau du groupe » (Ibid : 522), il est pertinent de porter notre attention sur l'unité d'analyse qu'est le groupe décisionnel. Ces groupes hiérarchiques composés de « personnes émotives » façonnent la manière dont les principaux décideurs de l'État abordent les enjeux de politique étrangère (Hymans, 2010 : 462; Markwica, 2018 : 276). Ces émotions liées à l'image de soi et à l'auto-conception identitaire ne sont pas aussi primordiales dans tous les groupes décisionnels. Leur importance dépend du niveau de cohésion de l'unité décisionnelle.

Le niveau de cohésion est l'une des caractéristiques principales identifiées dans l'étude des groupes décisionnels. La recherche dans le domaine de la politique étrangère s'est surtout concentrée sur la qualité du processus décisionnel à travers le diagnostic de pathologies découlant de niveaux extrêmes de cohésion (Schafer et Crichlow, 2010; Mintz et Wayne, 2016). Un niveau de cohésion très élevé est associé au phénomène de la pensée groupale (*groupthink*). Selon la définition classique d'Irving Janis, il s'agit d'« un mode de pensée adopté par les gens lorsqu'ils sont

---

<sup>76</sup> L'« émotion et la prise de décision vont de pair », comme le rappellent Jennifer S. Lerner et ses collègues (2015 : 801).

<sup>77</sup> Les émotions en RI ont jusqu'à présent été étudiées à l'échelle des dirigeants ou des relations diplomatiques interétatiques (McDermott, 2014; Hall, 2019).

<sup>78</sup> Lupovici, *The Power of Deterrence*, *op. cit.*, p. 63. Sur la tendance qu'ont les décideurs et membres des élites de politique étrangère à faire l'amalgame entre leur propre image de soi et celle de l'État, voir : Wohlforth, 2009 : 30; Barnhart, 2021 : 60; Lindeman, 2010 : 17-18; Onea, 2013 : 16; Cottam, 1977 : 36. Comme le note Kaplowitz (1990 : 51), les images de soi nationales (positives ou négatives) deviennent importantes en politique internationale justement parce que les dirigeants et principaux décideurs s'y identifient personnellement.

profondément impliqués dans un groupe cohésif et quand les ambitions d'unanimité des membres outrepassent leur motivation à évaluer de manière réaliste les moyens d'action alternatifs » (Janis, 1982 : 9)<sup>79</sup>. Cette dynamique est particulièrement susceptible de s'imposer en situation de crise, lorsque les membres du groupe sont confrontés à un niveau de stress élevé et se replient sur leurs perceptions biaisées des événements pour formuler et évaluer leurs options. Les crises peuvent placer les membres du groupe décisionnel dans une « bulle de réalité alternative » (Preston, 2020). Dans de telles conditions, les pressions de conformité sur les membres découragent la présentation de points de vue divergents pour maintenir la cohésion du groupe. Sous la pensée groupale, préserver cette cohésion devient un objectif en soi qui prime sur la qualité du processus d'évaluation de l'information dans la prise de décision (Schafer et Crichlow, 2010 : 6). À l'inverse, la « pensée plurielle » (*polythink*) désigne une situation de profonde division au sein de l'unité décisionnelle marquée par un niveau très faible de cohésion du groupe, qui s'avère « complètement fragmenté » (Mintz et Wayne, 2016 : 5)<sup>80</sup>. Sous de telles conditions, la prise de décision est caractérisée par des désaccords importants sur les propositions de politiques, des querelles bureaucratiques et l'émergence de factions (Preston, 2020).

Le lien entre le niveau de cohésion et l'identité du groupe décisionnel demeure quant à lui moins étudié. Pourtant, comme le souligne Yaacov Vertzberger (1997 : 303), le « sentiment que le groupe a de lui-même comme une entité dotée d'une identité distincte comprenant un ensemble d'objectifs et de croyances propres au groupe » peut avoir une influence déterminante sur les décisions prises. Étant donné que les décideurs sont généralement attachés émotionnellement à l'image de l'État, nous postulons que le maintien d'un sentiment de sécurité identitaire en lien avec les préoccupations de réputation risque d'être une priorité plus importante au sein d'un groupe décisionnel dont le niveau de cohésion est élevé. Au sein d'un tel groupe cohésif, l'identité du groupe est imbriquée dans l'auto-conception identitaire de l'État et il devient difficile de distinguer l'une de l'autre. Marlene Turner et de ses collègues ont démontré que lorsqu'un groupe marqué par un niveau élevé de cohésion est confronté à une menace à son identité sociale, ses membres adopteront des stratégies pour tenter de maintenir leur image de soi positive (Turner *et al.*, 1992; Turner et Pratkanis, 2014 :

---

<sup>79</sup> Sur les symptômes et causes de la pensée groupale, voir : Janis, 1982 : 174-75 & 243-54; Hart, 1994 : 3-28; McCauley, 1998; Schafer et Crichlow, 2010 : 23-33.

<sup>80</sup> À noter que Mintz et Wayne conçoivent les pensées groupale et plurielle comme les deux extrêmes d'un continuum sur lequel on retrouve une multitude de niveaux de cohésion. Voir aussi : Barr et Mintz, 2018.

13-14). Cette menace doit représenter aux yeux des membres du groupe un coût symbolique important, selon Turner, Pratkanis et Struckman (2007 : 232), pour qu'ils établissent le maintien d'une image positive du groupe comme l'un de leurs principaux objectifs. Face à une telle menace, ces membres répondront en adoptant des stratégies défensives visant à maintenir l'image positive qu'ils ont d'eux-mêmes. Ces stratégies viennent altérer les processus menant aux décisions et les choix qui en découlent (Turner et Pratkanis, 1998 : 224).

La cohésion d'un groupe comprend deux dimensions principales, selon la recherche sur la psychologie sociale (Mudrack, 1989; Carron et Brawley, 2000; Dion, 2000; Eder, 2019 :25 Rios et Mackey, 2020; Forsyth, 2021). Ce concept est généralement défini comme le fruit de l'attraction qu'exerce le groupe sur ses membres ou par le fait que ces derniers soient collectivement investis dans l'accomplissement d'une tâche (Hogg, 1992 : 30; Turner *et al.*, 1993 : 781-84; Hart, 1994 : 36-43; Stern et Sundelius, 1997 : 140-141; Schafer et Crichlow, 2010 : 61; Franz, 2012). Les recherches sur la dimension sociale du concept indiquent que la cohésion découle de l'attrait des relations interpersonnelles entre les membres et d'un processus d'autocatégorisation de ces individus, qui font l'amalgame entre leur identité sociale et celle du groupe (Hogg, 1993; Turner et Pratkanis, 1993; Whyte, 1998 : 188; Jackson, 2011). D'autres contributions démontrent que la volonté partagée des membres du groupe d'accomplir une tâche et leur engagement collectif à atteindre cet objectif sont des facteurs prépondérants pour évaluer la cohésion de cette unité sociale (Siebold, 2007 : 288; Casey-Campbell et Martens, 2009; Burnette, Pollack et Forsyth, 2011)<sup>81</sup>.

Pour les besoins de la présente recherche, la définition de la cohésion centrée sur l'accomplissement d'une tâche nous apparaît plus pertinente et appropriée pour étudier la prise de décision de haut niveau sur les dossiers de politique étrangère. En effet, puisqu'il n'est pas possible de soumettre les principaux décideurs à des questionnaires permettant d'évaluer la dimension sociale de ce phénomène, c'est-à-dire leur niveau d'attachement envers leur collègue et le groupe, il s'avère extrêmement difficile de mesurer la cohésion du groupe auquel ils appartiennent à travers sa dimension sociale. De plus, comme le souligne Timothy M, Franz, les individus qui composent de tels groupes n'y appartiennent pas parce qu'ils ont une appréciation particulière de leurs

---

<sup>81</sup> Certaines approches allient ces deux dimensions pour définir et évaluer la cohésion des groupes à titre d'unité sociale. Voir : Carron et Brawley, 2000; Dion, 2000; Forsyth, 2021).

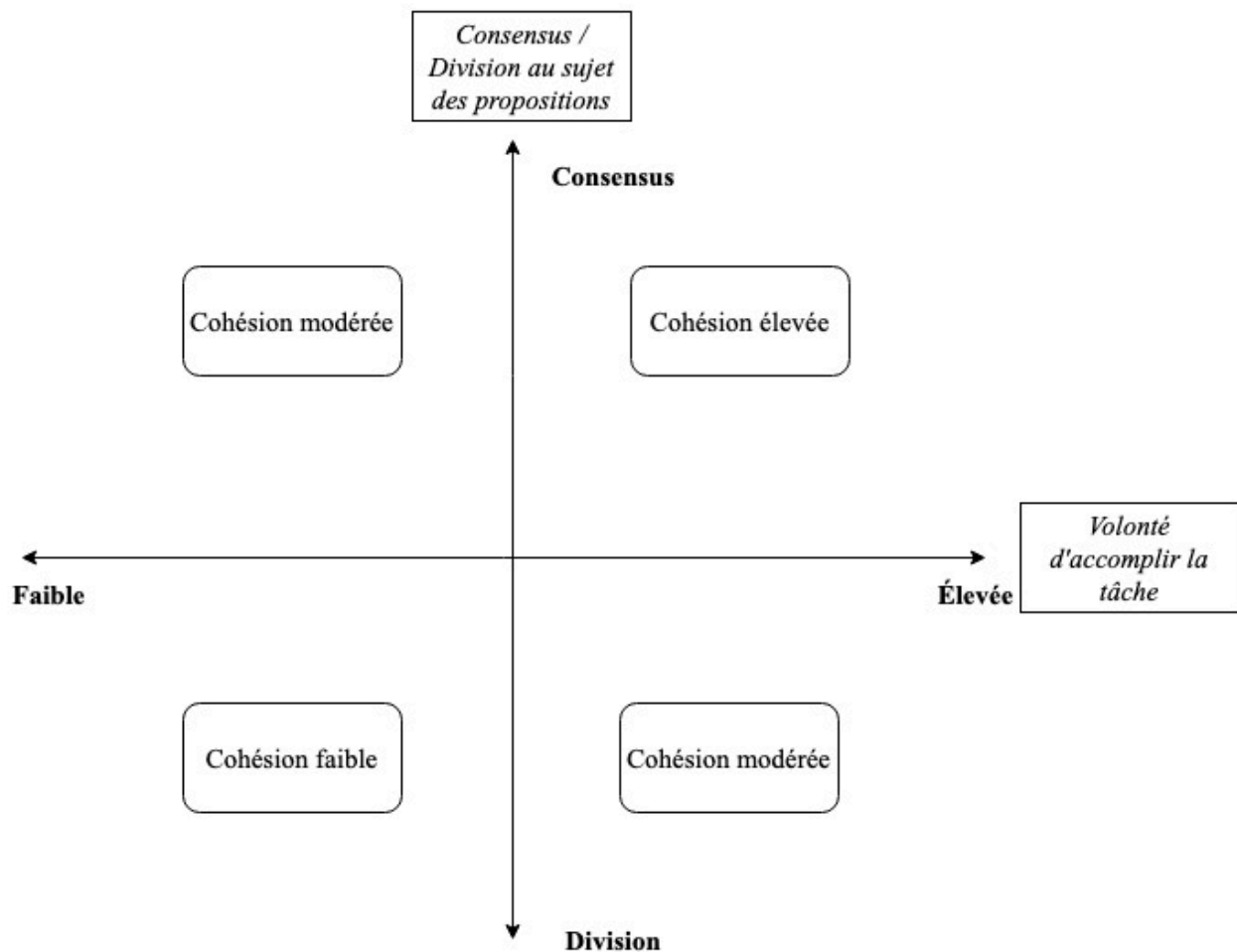
collègues, mais parce qu'ils ont été sélectionnés par le président pour leurs compétences et leur loyauté. Des tensions et conflits peuvent exister entre les membres de cette unité au sujet des ressources et des intérêts de leurs organisations respectives. Toutefois, la cohésion du groupe peut demeurer modérée ou élevée en dépit de ces tensions, car les membres travaillent collectivement pour accomplir une même tâche (Franz, 2012 : 177). Nous évaluerons donc le niveau de cohésion du groupe décisionnel sur la base de deux facteurs (Figure 1.2) :

- La volonté des membres du groupe d'accomplir une tâche déterminée par le dirigeant et leur engagement à atteindre cet objectif (élevée à faible);
- Points de vue au sujet des propositions de politiques pour faire face à une crise et accomplir la tâche du groupe (consensus à division profonde).



Figure 1.2 - Mesurer le niveau de cohésion du groupe décisionnel sur un enjeu

### Niveaux de cohésion du groupe décisionnel



Pour évaluer la cohésion, nous nous concentrerons sur l'étude des différentes alternatives envisagées par les membres du groupe décisionnel pour faire face à une crise, ainsi que sur les critères qu'ils emploient pour les évaluer avant d'effectuer une recommandation au dirigeant (Mintz et Wayne, 2016 : 24-25). Le rôle de ce dernier au sein de l'unité décisionnelle est aussi déterminant pour son niveau de cohésion. En effet, les dirigeants peuvent exercer un leadership qui oriente les efforts du groupe vers l'accomplissement de la tâche ou ils peuvent préférer tenter de préserver la collégialité et le moral du groupe (Schafer et Crichlow, 2010 : 61; Hermann, 2005 : 197-99; Brummer, 2022 : 240-41). Ce choix est déterminant pour le niveau de cohésion, qui est définie comme la volonté partagée des membres d'accomplir une tâche.

## 1.8 Présentation des hypothèses

Avant de formuler des hypothèses, il convient d'énoncer les principales implications observables de notre approche décisionnelle centrée sur le groupe et le leadership du président. Le niveau de cohésion du groupe risque d'être moins élevé au début d'une présidence, alors que les membres de cette unité doivent composer avec une incertitude au sujet des rôles qui leur reviennent en son sein, ainsi qu'au sujet des attentes du dirigeant à leur égard (Stern et Sundelius, 1997 : 127-28). Le président est alors susceptible d'exercer une plus grande influence sur les décisions en situation de crise. Le niveau de cohésion du groupe risque d'augmenter au fil du temps, grâce aux changements de personnel et à la centralisation du processus décisionnel entre les mains du président et de sa garde rapprochée. Ainsi, ce dernier s'entourera d'individus qui s'identifient à l'unité décisionnelle qu'ils composent collectivement et qui sont activement engagés dans l'accomplissement des tâches qu'il privilégie (Mitchell, 2005). De plus, les structures décisionnelles évoluent au cours d'une présidence. Cette évolution peut favoriser les modes d'organisations plus informels au détriment des structures plus formelles. Ainsi, le groupe décisionnel tend à se resserrer autour d'un petit groupe de conseillers envers qui le président a le plus confiance (Newmann, 2003 : 192). Notons que le style présidentiel, plus spécifiquement son niveau d'implication dans le processus décisionnel, peut aussi faire varier le type de structure favorisé par le président. Une configuration restreinte du groupe est susceptible de stimuler un plus haut niveau de cohésion.

Afin de comprendre à quels moments la personnalité du président risque de jouer un rôle prépondérant dans notre approche, il convient de réfléchir au moment auquel les préoccupations de réputation du dirigeant sont susceptibles d'être déterminantes. Des recherches récentes nous indiquent que les préoccupations de réputation varient à travers le temps et qu'elles sont particulièrement intenses lorsqu'il y a un changement de gouvernement, des modifications aux institutions politiques d'un État, ou qu'un nouveau dirigeant prend le pouvoir<sup>82</sup>. Ainsi, les premières actions et déclarations d'un dirigeant qui entre en poste sont très importantes pour l'établissement de sa réputation de détermination, car les perceptions initiales du niveau de

---

<sup>82</sup> L'arrivée au pouvoir d'un nouveau dirigeant ou le changement de régime au sein d'un État peuvent augmenter les risques d'escalade d'une crise, car ces situations créent des « pièges informationnels ». En effet, dans une crise, les deux parties ont intérêt à communiquer et à acquérir de l'information. Cependant, certains acteurs peuvent être tentés de masquer leurs véritables intentions, préférences et niveau de détermination. Les risques d'escalade liés à ce piège informationnel diminuent au fil du temps, puisque de nouvelles informations sont révélées au sujet de l'abondance ou du déficit de détermination d'un acteur (Wu et Wolford, 2018 : 2089; Wolford, 2007; 2012).

détermination d'un acteur influencent durablement les attentes que se font les autres au sujet de son comportement futur (Lupton, 2020 : 7-8; 2018a; 2018b). Des premières interactions d'un dirigeant avec ses homologues internationaux émergent de fortes impressions qui façonnent durablement sa réputation. Une fois cette réputation cristallisée grâce aux impressions initiales, il devient difficile de la changer. Ces enseignements de la recherche sur les préoccupations de réputation, particulièrement celle des dirigeants<sup>83</sup>, nous portent à croire que l'influence des traits de personnalité du président (ex. niveau d'autosurveillance) sur les décisions d'utilisation de la force pour des raisons liées à la réputation n'est pas constante tout au long d'un mandat présidentiel. Sur la base de la réflexion qui précède, voici les principales hypothèses que nous testerons dans les chapitres empiriques de cette thèse :

- H1 : Le président et ses conseillers sont soucieux des conséquences de leurs décisions sur la réputation de l'État qu'ils représentent lors d'épisodes de crise sécuritaire, car elles sont intimement liées à leur image de soi positive et à leur auto-conception identitaire, ainsi qu'à leur désir d'éviter l'émergence d'un sentiment d'insécurité identitaire qui entacherait à leurs yeux la réputation de l'État.
- H2 : Un président faisant preuve d'un niveau d'autosurveillance élevé est susceptible de vouloir recourir à la force pour des raisons liées à la réputation lors d'épisodes de crise survenant tôt dans son mandat, car elles mettent en cause les perceptions au sujet de son niveau de détermination.
- H3 : Un président soucieux de sa réputation et de celle du pays (niveau d'autosurveillance élevé) est plus susceptible de recourir à la force en situation de crise sécuritaire lorsqu'il est activement impliqué dans la formulation des politiques et le processus décisionnel que lorsqu'il est peu impliqué.
- H4 : Les membres d'un groupe décisionnel marqué par un niveau élevé de cohésion sont plus susceptibles de recourir à la force pour des raisons liées à la réputation que ceux d'un groupe décisionnel marqué par un faible niveau de cohésion.

---

<sup>83</sup> Sur la distinction entre la réputation des dirigeants et celle des États qu'ils représentent, voir : Renshon, Dafoe et Huth, 2018.

## 1.9 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons élaboré les bases de notre approche visant à approfondir la compréhension des conséquences des préoccupations de réputation sur les décisions prises lors de crises sécuritaires par le président des États-Unis et ses principaux conseillers. En adoptant une perspective duale (stratégique et constitutive) pour définir le concept de réputation, il devient possible de mieux saisir comment les inquiétudes des dirigeants et décideurs pour l'image de l'État sont liées aux intérêts matériels et à la sécurité physique, mais aussi à leur image de soi et à la sécurité identitaire. Avant de tester nos hypothèses au sujet des conséquences de ces soucis sur le processus décisionnel lors d'épisodes de crise, il convient d'abord de réfléchir aux différentes manifestations empiriques des préoccupations de réputation. Le chapitre 2 se penchera donc sur les fondements du consensus selon lequel les dirigeants et les décideurs responsables de la politique extérieure sont très soucieux de la réputation et de la crédibilité du pays qu'ils représentent, et ce particulièrement aux États-Unis. Nous effectuerons un survol de moments charnières de l'histoire de la politique étrangère des États-Unis durant lesquels les présidents et leurs conseillers exprimèrent des soucis pour l'image du pays (ou la leur) selon la logique de la réputation : les autres acteurs nous observent et tirent des conclusions au sujet de notre caractère sur la base de nos comportements et de nos déclarations. Les manifestations empiriques observées des préoccupations de réputation serviront par la suite à établir les bases des critères méthodologiques (chapitre 3) pour les analyser dans le cadre d'une étude de cas approfondie (chapitres 4, 5 et 6).

## CHAPITRE 2

### LES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION À TRAVERS L'HISTOIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

Les présidents et les membres de leur équipe de sécurité nationale sont généralement soucieux de l'image que les États-Unis projettent à l'international. Cette affirmation peut sembler banale aux yeux des analystes et observateurs de la politique étrangère américaine tant les préoccupations liées à la crédibilité et la réputation de Washington sont devenues monnaie courante dans les discussions sur l'implication internationale du pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Maintenir la crédibilité des promesses et menaces des États-Unis ou préserver ses réputations de détermination, fiabilité et honnêteté seraient autant de manières de garantir les intérêts sécuritaires et matériels futurs du pays. Afin de mieux comprendre comment de telles préoccupations orientent les décisions de politique étrangère en situation de crise, cette thèse propose de repenser la manière dont nous conceptualisons la réputation en politique internationale pour souligner l'importance négligée de sa dimension constitutive. En ce sens, les dirigeants et les décideurs se soucient des conséquences de leurs politiques sur la réputation de l'État qu'ils représentent parce qu'ils souhaitent maintenir une image de soi positive. Ce faisant, ils tentent d'éviter l'émergence d'un sentiment de honte qui accompagnerait une rupture des récits autobiographiques sur lesquels s'appuient leur auto-conception identitaire. En d'autres mots, ces individus sont soucieux de la réputation du pays, car ils souhaitent éviter de projeter une image qui serait incohérente avec celle, souvent idéalisée, à laquelle ils aspirent. S'ils acquièrent une réputation d'un manque de détermination, de fiabilité ou d'honnêteté, ce sera d'abord et avant tout dû aux choix de politiques qu'ils ont effectués. Donc, l'étude des préoccupations de réputation ne peut se limiter à la valeur instrumentale du concept associée aux intérêts futurs : elles traduisent aussi une volonté d'éviter la honte découlant du fait d'avoir pris une décision ayant généré de l'insécurité identitaire.

Pour démontrer la pertinence de cette conception alternative de la réputation en Relations internationales dans le contexte de la politique étrangère des États-Unis, il convient d'abord de retracer l'importance des préoccupations pour la réputation et la crédibilité à travers l'histoire du pays. Cet exercice ambitieux comporte trois objectifs. Premièrement, ce survol historique permettra d'identifier les manifestations empiriques des préoccupations de réputation et démontrer

la pertinence de la typologie présentée au chapitre 3. Il s'agit d'une première étape essentielle avant de pouvoir se pencher sur la manière dont ces dernières orientent les décisions de politique étrangère en situation de crise. Deuxièmement, l'analyse historique qui suit nous permettra de fournir des preuves empiriques d'un phénomène souvent évoqué, mais rarement attesté : l'omniprésence des préoccupations de réputation dans l'histoire de la politique étrangère des États-Unis<sup>84</sup>. Troisièmement, en s'appuyant sur une variété de sources primaires et secondaires, nous en ferons la démonstration, qui s'avère essentielle pour mener à bien la démarche de cette présente thèse. Si, comme nous le postulons, les préoccupations de réputation sont une partie intégrante des récits sur lesquels s'appuie l'auto-conception identitaire des dirigeants et décideurs américains, nous devrions être en mesure de les observer dans les traces écrites rendant compte des délibérations internes d'administration successives, ainsi que dans les discours publics prononcés par ces individus. Définir les enjeux et les crises de politique étrangère comme des tests pour la crédibilité et la réputation des États-Unis fait partie des routines qui permettent de stabiliser ces récits et de maintenir un sentiment de sécurité identitaire nécessaire pour la conservation d'une image de soi positive.

Le présent chapitre propose un survol historique en trois temps pour illustrer l'omniprésence des préoccupations de réputation à travers l'histoire de la politique étrangère des États-Unis. D'abord, il sera question de la nécessité de réfléchir à ces préoccupations au-delà des limites régionales et idéologiques des principales explications culturelles de leur importance. En effet, ces soucis ne sont pas seulement l'apanage de présidents et décideurs originaire du Sud, socialisés dans une culture de l'honneur ou redevables à l'héritage idéal d'Andrew Jackson. Durant les 150 premières années de la République américaine, les préoccupations de réputation furent exprimées par des présidents originaires de différentes régions du pays et appartenant à des traditions idéologiques distinctes dans le contexte de crises sécuritaires d'envergure et de conflits armés. Sans oublier qu'après la Seconde Guerre mondiale, la création de l'appareil de sécurité nationale contemporain contribua à l'institutionnalisation d'idées et de routines qui permirent aux enjeux de crédibilité et de réputation de transcender les changements d'administrations présidentielles. Par la suite, nous présenterons une série de vignettes visant à rappeler le rôle que jouèrent les préoccupations de

---

<sup>84</sup> Notons l'exception du remarquable survol historique proposé par l'historien Robert McMahon (1991) il y a trois décennies.

réputation lors de plusieurs moments charnières de cette histoire, des débuts de la République américaine jusqu'à la Première Guerre mondiale. Enfin, nous analyserons sommairement les délibérations ayant précédé plusieurs décisions importantes prises par les administrations successives durant la période 1947-2021. Nous concluons ce chapitre en proposant une réflexion préliminaire sur le rôle de ces préoccupations dans la formulation de la politique étrangère de Joe Biden durant la première année de sa présidence.

## 2.1 Racines des soucis de réputation dans l'histoire de la politique étrangère américaine

Aucun autre pays n'a été autant animé par l'impératif de demeurer crédible depuis la Seconde Guerre mondiale que les États-Unis, selon Robert McMahon (1991 : 471) et Christopher Fettweis (2007 : 611; 2013 : 95). Cette affirmation approximative néglige les soucis d'image (ex. réputation, honneur, prestige et statut) qui occupent une place importante dans la politique étrangère de nombreux États, dont les grandes puissances que sont la Chine et la Russie (Donelan 2007; Tsygankov, 2012; Renshon, 2017; Larson et Shevchenko, 2019; Khong, 2019). Ajoutons à cela qu'à travers l'Histoire, de telles préoccupations se sont manifestées à d'innombrables reprises dans des contextes culturels et nationaux variés. Pour reprendre les mots de Michael Lind (1999 : 38) : « La préoccupation des hommes d'État pour la réputation de leur État en matière d'habileté militaire et de détermination est aussi vieille que la politique des rapports interétatiques. » Partageant ce point de vue, l'historienne Margaret MacMillan (2020 : 48) souligne le fait que ces préoccupations ont pris différentes formes à travers le temps : « [l]es excuses pour la guerre sont nombreuses et variées, mais les raisons sous-jacentes n'ont pas beaucoup changé au cours des siècles. Le vocabulaire peut être différent : là où les nations parlaient autrefois d'honneur, elles ont maintenant tendance à parler de prestige ou de crédibilité. » Ainsi, la manière de verbaliser ces préoccupations a pu changer (Fettweis, 2013 : 99; Pinker, 2011 : 34), mais leur logique implicite demeure la même : nos vis-à-vis observent et écoutent attentivement nos comportements et nos déclarations, ils les interprètent sur la base de leurs perceptions et cadres de référence propres et ils tirent des conclusions au sujet des traits spécifiques de notre caractère pour anticiper nos comportements futurs.

### 2.1.1 Les explications culturelles de l'importance de la réputation dans le contexte américain

Bien que la prétendue unicité des États-Unis en la matière soit contestable, il n'en demeure pas moins que la prépondérance des préoccupations de réputation est particulièrement saillante dans le contexte américain. Souvent présentées comme des artéfacts d'une culture de l'honneur prépondérante dans le Sud des États-Unis, ainsi que dans une partie de l'Ouest du pays (Brown, 2016; Fettweis, 2013), ces préoccupations ne se manifestent pas avec la même intensité chez tous les présidents et décideurs responsables de la politique étrangère du pays. Sous l'influence de la culture de l'honneur et à travers un processus de socialisation en son sein, les présidents originaires du Sud seraient plus susceptibles de recourir à la force pour défendre l'honneur du pays (Dafoe et Caughey, 2016). De plus, ces derniers sont aussi plus enclins à maintenir l'implication militaire américaine dans un théâtre de conflit plus longtemps que ceux issus d'autres régions. Ils sont aussi plus susceptibles d'encourir les risques et assumer les coûts nécessaires pour vaincre leurs adversaires. Pour certains, ces soucis seraient plus spécifiquement l'affaire des tenants de la tradition jacksonienne de la politique étrangère américaine, pour qui la réputation est tout aussi importante dans les rapports internationaux que dans la vie politique interne. D'après Walter Russell Mead (1999 : 21; 2002 : 251), les jacksoniens sont persuadés que leurs vis-à-vis observent le comportement des États-Unis et tirent des conclusions à partir de ce qu'ils perçoivent. Si ces facteurs – d'ordre régional et idéal – rendent compte de racines culturelles incontournables du phénomène étudié dans la présente thèse, ils ne permettent pas d'en saisir l'étendu au-delà de leurs confins géographiques et idéologiques et, surtout, l'ampleur à travers l'histoire de la République américaine. En effet, comme le survol historique proposé dans ce chapitre l'illustre, les préoccupations de réputation ont aussi été régulièrement exprimées par des présidents et décideurs issus d'autres régions du pays et qui sont redevables à d'autres traditions de politique étrangère que celles identifiées ci-haut.

### 2.1.2 L'institutionnalisation des préoccupations de crédibilité et de réputation

Durant la période contemporaine de l'histoire de la politique étrangère (1947 à aujourd'hui), les préoccupations de réputation acquièrent une importance à travers un processus d'institutionnalisation au sein de l'appareil de sécurité nationale du gouvernement fédéral. Cette pertinence soutenue à travers le temps et une variété d'enjeux sécuritaires seraient aussi le résultat du processus de socialisation des élites en charge de la politique étrangère américaine. D'abord, les



concepts de réputation et crédibilité se sont vus accordés une importance primordiale dans les calculs décisionnels des personnes en charge de la politique étrangère américaine grâce à la diffusion des idées entourant la théorie de la dissuasion rationnelle telle que formulée par l'économiste Thomas Schelling et par le développement de ses versions successives. À partir des années 1950 et 1960, cette théorie fut une source d'inspiration importante pour les décideurs américains dans l'interprétation du comportement de l'URSS et dans l'adoption de politiques conséquentes inspirées des travaux de Schelling et d'autres chercheurs influents (Morgan, 1985 : 147; Desch, 2019 : 145; Klinger, 2019 : 23 & 193-94; Morgan, 1989; Lebow, 2010 : 161; Craig et Logevall, 2009 : 210; Morin et Paquin : 2018 : 222-25). À travers l'établissement des relations fortes qu'a entretenues l'appareil de sécurité nationale avec les centres de recherche de l'« université de la Guerre froide » (Engerman 2003; Robin, 2009 : 39-40 & 195-96) et des *think tanks* comme la Rand Corporation, la dissuasion est devenue une pratique constitutive incontournable de la politique étrangère américaine. Le principe d'interdépendance des engagements popularisé par Schelling renforça l'idée que défendre la réputation du pays en valait toujours la chandelle car, suivant sa logique, un recul dans une partie du monde pourrait inviter une confrontation dans une autre région. Ne pas perdre la face devenait donc essentiel, et ce même dans un conflit périphérique dont l'importance pour les intérêts américains s'avérait marginale. John D. Orme (1992 : 3) résume de façon éloquente la logique stratégique qui découle de ce principe : « Une réputation saine, selon ce point de vue, est vitale pour le succès de la dissuasion, et malheureusement, elle ne peut être maintenue sans une vigilance constante et des sacrifices occasionnels. » Des éléments incontournables de la culture stratégique américaine de l'après-guerre, ces concepts ont été intégrés dans les pratiques de l'appareil de sécurité nationale américain. Dans cette perspective, il ne faut pas les considérer comme de simples outils servant à garantir la sécurité et les intérêts matériels futurs des États-Unis. La pratique de la dissuasion a un effet constitutif sur les acteurs sociaux. En définissant les enjeux de politique étrangère selon les préceptes de la théorie de la dissuasion et en adoptant les solutions politiques qui en découlent, les dirigeants et décideurs ont établi une identité légitimant leurs décisions, celle de praticiens de la dissuasion (Lupovici, 2016 : 30-34). Dans ce contexte, la dissuasion et ses concepts centraux, comme la crédibilité et la réputation, font partie de l'apprentissage et la reproduction des pratiques constitutives de l'appareil de sécurité nationale. Ce sont des « mots-clés » ou des « axiomes comportementaux » qui prescrivent certaines façons d'agir (ou réagir) avec les alliés, partenaires et adversaires (Johnston, 1995 : 52). D'un point de

vue critique, le langage spécifique de la dissuasion, lorsqu'invoqué par les preneurs de décision, renforce leur sens de légitimité et de compétence (Luke, 1989 : 214). Lorsqu'ils affirment qu'ils choisissent une politique pour préserver la réputation des États-Unis ou pour maintenir la crédibilité des promesses américaines, ils projettent une image de savoir-faire stratégique qui dépend du sens socialement construit et accepté de ces concepts. Ce lien entre le discours sur la dissuasion, sa pratique et la représentation qu'ont les dirigeants et décideurs d'eux-mêmes et du rôle de l'État au nom duquel ils agissent est essentiel pour comprendre l'omniprésence des préoccupations de réputation dans l'histoire contemporaine de la politique étrangère des États-Unis.

Souvent présentée comme une relique de la Guerre froide, la fascination pour la crédibilité et la réputation dans la culture stratégique américaine a pourtant survécu à la fin de la rivalité bipolaire consacrée par l'effondrement de l'Union soviétique (Fettweis, 2007; 2013 : 137; Harvey et Mitton, 2016; Fisher, 2016). Elle s'est aussi maintenue dans le contexte de la guerre contre le terrorisme après le 11 septembre 2001 et a connu un renouveau avec le retour à l'avant-scène des rivalités de grandes puissances comme enjeu prioritaire de la politique étrangère des États-Unis depuis les présidences de Barack Obama et Donald Trump. Les effets de l'institutionnalisation des concepts de crédibilité et de réputation, ainsi que leur dimension constitutive, sont encore bien palpables. En effet, les élites aux commandes de la politique étrangère américaine, démocrates ou républicaines, en viennent à définir les problèmes de façon analogue et à recycler les solutions passées, et ce même si elles n'ont pas permis d'engendrer les résultats escomptés. Souvent désignées par les expressions aux connotations péjoratives *establishment* ou *blob*<sup>85</sup>, ces élites sont attachées à un *statu quo* idéal (Walt, 2018 : 149; Fettweis, 2014 : 56-59) qui s'appuie sur un consensus bipartisan en faveur d'une stratégie d'internationalisme libéral (Porter, 2020 : 29). Concrètement, une vaste majorité des leaders républicains et démocrates s'entendent sur la nécessité de maintenir la participation américaine à l'OTAN, de continuer à s'impliquer activement dans la défense d'alliés et de récolter les fruits du commerce international, dont ils jugent que les effets sont positifs pour

---

<sup>85</sup> Comme le souligne la journaliste Sarah Lyall (2021), l'expression « *blob* » désigne « généralement les membres du courant dominant de la politique étrangère – fonctionnaires, universitaires, panélistes du Council on Foreign Relations, têtes pensantes de la télévision, etc. – qui partagent la conviction collective que les États-Unis ont l'obligation de mener une politique interventionniste agressive dans le monde de l'après-11 septembre. » Elle a été popularisée par Ben Rhodes, conseiller-adjoint pour la sécurité nationale de Barack Obama, qui l'a utilisée dans une entrevue accordée au *New York Times Magazine* (Samuels, 2016). Voir aussi le débat sur le concept de « *blob* » sur le site web de la revue *Foreign Affairs* (Brands, Feaver et Inboden, 2020; Ashford, 2020).

l'économie américaine (Busby *et al.*, 2020). Ce consensus s'articule aussi autour de l'objectif central de la grande stratégie américaine, soit le maintien de la primauté de la puissance américaine (*primacy*) (Porter, 2018 : 11; 2020 :193), ainsi que sur les moyens privilégiés et jugés légitimes pour l'atteindre, comme une présence militaire soutenue dans toutes les régions du monde, la nécessité de projeter la puissance (militaire et diplomatique) américaine et un interventionnisme à l'échelle internationale (Bacevich, 2010 : 14-15). La fascination pour la réputation et la crédibilité occupe elle aussi une place importante au sein de ce consensus bipartisan réunissant les élites de politique étrangère démocrates et républicaines. Contrairement à la perspective stratégique dominante qui définit la réputation comme un moyen servant à atteindre des objectifs sécuritaires et matériels, ces élites entretiennent une confusion entre les moyens et les objectifs. En résulte une situation où, selon Christopher Fettweis (2018 : 137), la « crédibilité est recherchée pour elle-même, non pas en tant qu'outil permettant de faciliter la prise en compte d'intérêts futurs, mais comme un intérêt en soi. » Voilà encore une preuve des limites de la perspective stratégique dominante et de la pertinence de la perspective constitutive pour comprendre comment les préoccupations de réputation orientent la prise de décision, comme nous affirmons dans la présente thèse.

L'omniprésence des concepts de crédibilité et de réputation s'explique aussi par la socialisation des élites évoquées ci-haut. Il pourrait sembler exagérer de prétendre que ces idées sont inculquées de manière volontaire et explicite, comme l'affirme Fettweis (2013 : 103) : « L'impératif de rester crédible a fait partie de la formation de presque tous les professionnels américains de la politique étrangère pendant des décennies ». Il n'en demeure pas moins que ces individus sont exposés à des formes de savoirs similaires durant leur parcours universitaire, vivent des expériences professionnelles formatrices partagées en début de carrière et intègrent des réseaux propres à l'*establishment* de politique étrangère. À titre d'exemple, Stephen Hadley, conseiller pour la sécurité nationale durant le deuxième mandat de George W. Bush, affirme que ces réseaux ont façonné son propre parcours professionnel :

Ce qui est intéressant pour moi dans cette période [années 1970], c'est de venir à Washington, d'être dans l'arène de la sécurité nationale à un très jeune âge avec une génération de personnes que j'ai appris à connaître et qui sont devenues mes collègues professionnels pendant 35 ans. Et tous les emplois que j'ai obtenus dans le domaine de la sécurité nationale l'ont été grâce à l'une de ces personnes que j'ai appris à connaître au cours de mes cinq premières années à Washington, sans aucun doute. [...] Certains étaient démocrates, d'autres républicains. Ils se connaissaient, ils étaient amis les uns

avec les autres, et quand une partie d'entre eux était au gouvernement, l'autre partie était dehors. Nous nous rencontrions au *Council on Foreign Relations*, au *Atlantic Council*, lors de séminaires, et nous parlions des questions de politique étrangère et de sécurité nationale. Cela a assuré la continuité de notre pays pour des personnes qui se connaissaient et avaient confiance les unes dans les autres, mais cela a également permis de développer une vision commune au cours de cette période. (*Stephen J. Hadley Oral History*, 2011)

La socialisation au sein de ces réseaux professionnels<sup>86</sup> et intellectuels contribue à la diffusion et à la légitimation d'idées au sujet de la grande stratégie guidant la politique étrangère du pays, comme la primauté (Friedman et Logan, 2016 : 32). De manière analogue, parler de préservation de la crédibilité et de la réputation du pays est, pour les individus évoluant au sein de ces réseaux, une façon d'acquérir la légitimité professionnelle nécessaire pour ensuite pourvoir gravir les échelons de l'appareil de sécurité nationale et obtenir des postes au sein de *think tanks* et centres de recherche universitaires lorsqu'ils quittent leurs fonctions gouvernementales (McGann : 2016). Même s'ils commettent des erreurs ou prennent des décisions qui mènent à des échecs nuisant aux intérêts et à la sécurité des États-Unis, ces individus obtiennent souvent une chance de réintégrer l'appareil de sécurité nationale lorsqu'une nouvelle administration du parti politique auquel ils appartiennent prend le pouvoir<sup>87</sup>. Notons que le processus de socialisation des élites en charge des politiques de sécurité nationale n'est pas complètement uniforme : il dépend aussi de la culture qui prévaut au sein de l'organisation dans laquelle ils évoluent ainsi que des pratiques qui y sont priorisées. Comme l'explique Don Casler (2022), les aspects de la crédibilité saillants aux yeux de ces individus en situation de crise seraient le produit d'une identité organisationnelle acquise à travers la socialisation. En ce sens, les diplomates seraient plus susceptibles de se soucier de la réputation, car ils estiment qu'il s'agit d'une composante essentielle, avec les intérêts, de la crédibilité. Du côté des militaires, la crédibilité serait plutôt conçue comme une fonction des

---

<sup>86</sup> Sur l'importance des liens personnels entre les principales figures de l'*establishment* de la politique étrangère américaine, voir aussi : Rothkopf, 2005 :15-21.

<sup>87</sup> Pourquoi les erreurs de politique étrangère tendent à se répéter d'une administration à l'autre? Selon Stephen Walt (2018 : 181-216), cette tendance découle en partie du fait que les individus qui les commettent ne sont souvent pas tenus responsables de leurs échecs et se voient accorder la chance de réintégrer l'appareil de sécurité nationale. John Gans (2019 : 213-14) souligne que ce déficit de responsabilité (*accountability*) est particulièrement saillant au sein du Conseil pour la sécurité nationale, où plusieurs des membres du personnel occupent des postes qui ne sont pas directement redevables à la législature fédérale, contrairement à leurs collègues des autres organisations de l'appareil de sécurité nationale dont la nomination doit être approuvée par le Sénat.

capacités matérielles de la puissance et d'intérêts<sup>88</sup>. Ainsi, cette socialisation, qui survient à travers l'exposition aux cultures organisationnelles et intérêts des agences et départements responsables, nous permet de mieux comprendre pourquoi différents types de réputation – de détermination, fiabilité ou d'honnêteté – sont évoqués par les décideurs en contexte de crise.

\*\*\*

En somme, ces processus de socialisation élargie, au sein des réseaux de l'*establishment*, et organisationnelle, dans l'appareil de sécurité nationale, contribuent au maintien de l'influence de concepts comme la crédibilité et la réputation. L'affirmation et la réaffirmation des idées et des pratiques qui en découlent génèrent une habitude, définie par Patrick Porter (2018 : 13) comme un « type de dépendance au sentier [*path dependency*], le processus par lequel des développements historiques passés limitent l'éventail des choix qui s'offrent aux décideurs, reproduisant ainsi des comportements même en l'absence des conditions dans lesquelles ils ont été initiés. » Ainsi, la logique de la réputation est intégrée aux pratiques routinières guidant l'orientation de la politique étrangère des États-Unis. Définir les enjeux et formuler des solutions politiques à travers le prisme de l'impératif de crédibilité s'avère donc beaucoup plus que l'affaire d'une poignée de présidents originaires du Sud des États-Unis ou de décideurs fervents de la tradition jacksonienne.

## 2.2 L'omniprésence des préoccupations de réputation dans l'histoire de la politique étrangère des États-Unis

Si les préoccupations de réputation transcendent les origines régionales et les traditions idéologiques, comme nous le prétendons ici, nous devrions être en mesure de les observer aisément en effectuant le survol d'une série de décisions ayant marqué l'histoire de la politique étrangère américaine. Cet exercice permettra de bien saisir l'étendue des manifestations empiriques de ce phénomène de la naissance de la République américaine jusqu'à la Première Guerre mondiale. Par la suite, notre analyse se concentrera sur la période contemporaine allant de l'après-guerre jusqu'à

---

<sup>88</sup> Ce sont ces conceptions alternatives de la crédibilité qui expliquent les différences dans les politiques que les diplomates et les militaires recommandent en situation de dissuasion limitée – les premiers étant plus susceptibles de conseiller le recours à la force pour défendre la réputation que les seconds.

la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Loin d'être exhaustif<sup>89</sup> et de refléter l'ensemble des facteurs et forces à l'œuvre derrière chaque décision évoquée, cet exercice a pour objectif d'illustrer l'importance des soucis de réputation à travers le temps tout en soulignant leurs différentes manifestations dans le processus décisionnel sur les enjeux de politique étrangère.

### 2.2.1 De l'établissement de la République américaine à la Guerre civile

George Washington, premier président des États-Unis, était connu pour être particulièrement préoccupé par sa réputation à une époque où l'honneur était la principale monnaie d'échange de la joute politique nationale (Freeman, 2002; Feldman, 2017 : 97 & 360; Chervinsky, 2020). Autant les interactions politiques nationales qu'internationales étaient interprétées par Washington comme une affaire d'honneur et de réputation :

Les États-Unis ont un rang qui leur est dû parmi les nations et qui sera contesté, sinon absolument perdu, par [l'acquisition d'une] réputation de faiblesse. Si nous voulons éviter l'insulte, nous devons être capable de la repousser; si nous voulons assurer la paix, l'un des instruments les plus puissants de notre prospérité croissante, il faut que l'on sache que nous sommes, à tout moment, prêts pour la guerre. (Washington, 1793)<sup>90</sup>

Or, Washington n'était pas le seul à envisager les rapports internationaux à travers ce prisme. Alors que les navires marchands américains étaient menacés par des pirates à la solde des États barbaresques d'Afrique du Nord durant sa présidence, John Adams et Thomas Jefferson, respectivement ministres délégués en Grande-Bretagne et en France, évoquaient tous deux des arguments liés à la réputation du pays pour défendre des positions contraires. Croyant que les États-Unis devaient éviter une guerre trop coûteuse qui nuirait à leur réputation, Adams recommandait le paiement d'un tribut aux différentes régences qui menaçaient les intérêts américains dans la région. Jefferson affirmait plutôt que le pays devait se doter d'une force navale pour confronter la menace barbaresque. Pour le Virginien, il s'agissait d'une solution beaucoup plus honorable qui permettrait aux États-Unis d'obtenir le respect de ses vis-à-vis européens (*From Thomas Jefferson to John Adams, 11 July 1786, s.d.*). L'établissement d'une force navale représenterait un

---

<sup>89</sup> Faute d'espace, nous avons été contraints d'écarter certains épisodes pertinents de l'histoire de la politique étrangère des États-Unis, comme la guerre mexicano-américaine de 1846-48 durant la présidence James Polk, ainsi que la Seconde Guerre mondiale durant celles de Franklin D. Roosevelt et Harry S. Truman.

<sup>90</sup> Ce passage du discours de Washington allait être cité par le président Andrew Jackson dans un message qu'il fit parvenir au Congrès, le 22 février 1836 (Meacham, 2009 : 297).

mécanisme de dissuasion crédible pour contrer les attaques lancées par les flibustiers à la solde des principautés d’Afrique du Nord (Cogliano, 2014 : 148). Se présentant comme l’« ennemi de tous ces [...] tributs et humiliations » (Leverenz, 2012 : 118), Thomas Jefferson comptait faire preuve de fermeté en refusant de se plier aux contraintes indésirables imposées aux États-Unis. Ainsi, quelques mois après son entrée en fonction comme troisième président en 1801, il ordonna une expédition navale en mer Méditerranée pour confronter les autorités de Tripoli et le Sultanat du Maroc.

Durant la présidence de James Madison, les préoccupations de réputation eurent aussi des conséquences déterminantes pour l’orientation de la politique étrangère américaine. La défense de l’honneur national fut longtemps interprétée comme l’une des principales causes de la guerre de 1812 (Coles, 1966 : 31; Borneman, 2005 : 49). L’élection de Henry Clay comme *speaker* de la Chambre des représentants au début du 12<sup>e</sup> Congrès (1811-12) fut un symbole de l’influence croissante des « faucons guerriers » (*war hawks*), un groupe de législateurs du Parti républicain-démocrate qui insistèrent sur les torts causés à l’honneur des États-Unis par la Grande-Bretagne (Horsman 2016 : 226; Perkins, 1962 : 96)<sup>91</sup>. Pour Henry Clay, il était préférable de s’aventurer sur « l’océan agité de la guerre, exigé par l’honneur et l’indépendance du pays, avec toutes ses calamités et ses désolations » que de stagner sur la « piscine tranquille et putrescente de la paix ignominieuse » (Heilder et Heidler, 2011 : 77). Ses collègues républicains-démocrates adhéraient aussi à l’idée que « la guerre était la seule alternative à l’humiliation nationale et à la disgrâce » (Risjord, 1961 : 210) qu’impliquerait le maintien du *statu quo*<sup>92</sup>. En avril 1812, deux mois avant le déclenchement

---

<sup>91</sup> La thèse de l’honneur national comme l’un des principaux motifs du conflit gagna en popularité durant les années 1960 avant d’être contestée vivement au début des années 1970 (Hatzenbuehler et Ivie, 1980; Stagg, 2012 : 1-8). De plus, le degré de bellicosité des positions exprimées par ces législateurs et leur influence sur la décision de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne ont été débattus par les historiens depuis les années 1960, comme l’illustre le débat publié dans l’*Indiana Magazine of History* (Brown, 1964; DeConde, 1964) en réaction aux travaux de Reginald Horsman. Plusieurs élus du Parti fédéraliste étaient pour leur part sceptiques vis-à-vis les arguments qui s’appuyaient sur l’honneur national, comme l’illustre cet extrait d’une lettre ouverte contre la guerre rédigée par Josiah Quincy, représentant du Massachussets, en juin 1812 : « Mais on dit que la guerre est exigée par l’honneur. L’honneur national est-il un principe qui a soif de vengeance, qui n’est apaisé que par le sang, qui, foulant aux pieds les espoirs de l’homme, et méprisant la loi de Dieu, non instruit par ce qui est passé et insouciant de ce qui est à venir, se précipite dans n’importe quelle folie, pour satisfaire une vanité égoïste ou pour déclarer quelque rage invouable ? Si l’honneur exige la guerre avec l’Angleterre, quelle plaque endort cet honneur sur les torts que nous fait la France ? » (Hickey, 2013 : 46-53).

<sup>92</sup> La perception d’une humiliation imposée par le comportement de l’Empire britannique à l’égard de la jeune République américaine et le désir de défendre l’indépendance, l’honneur et les droits de cette dernière étaient répandus dans les années qui précédèrent la « deuxième guerre d’indépendance » des États-Unis (Perkins, 1961).

du conflit, Clay présenta la guerre comme la seule issue pour les États-Unis : « C'est par une guerre ouverte et virile seulement que nous pouvons nous en sortir avec honneur et avantage pour le pays » (Brands, 2018 : 18). Au début juin 1812, le président Madison fit parvenir au Congrès un message réclamant une déclaration de guerre contre la Grande-Bretagne. À cette occasion, il évoqua une série de doléances et alléguait que les Britanniques étaient déjà en « état de guerre » contre les États-Unis (Stagg, 2012 : 19-22). Les incursions infructueuses des troupes américaines en sol canadien lors des deux premières années du conflit et la victoire de la Couronne britannique contre la France napoléonienne en Europe ouvrirent la porte à l'offensive britannique contre Baltimore et la ville de Washington à l'été 1814. Le 24 août 1814, les troupes britanniques prirent d'assaut Washington, brûlèrent plusieurs édifices gouvernementaux, dont la Maison-Blanche, forçant James Madison et ses conseillers à fuir la capitale. Alors qu'ils observaient ensemble les lueurs du brasier à l'horizon, Madison affirma qu'« il s'agissait du début, non [de] la fin » du conflit et que l'« honneur du pays devait et allait être restaurée » (Gerson, 1966 : 37), rappelant la rhétorique de Clay et des faucons du Congrès qui donnèrent le ton à la déclaration de guerre initiale.

Une décennie plus tard, dans le contexte de la compétition accrue entre les États-Unis et la Grande-Bretagne pour l'influence sur les développements politiques et stratégiques en Amérique latine, le président James Monroe prononça un des discours les plus importants de l'histoire de la politique étrangère du pays. S'adressant au Congrès le 2 décembre 1823, Monroe énonça sa doctrine éponyme affirmant la volonté des États-Unis de s'opposer à toute ingérence des puissances coloniales européennes dans les Amériques. Comme le note l'historien Jay Sexton, le discours de Monroe était motivé par un souci pour l'image du pays et avait pour objectif d'envoyer un message autant aux Européens qu'aux Latino-Américains :

Les membres du cabinet Monroe s'inquiétèrent de l'image des États-Unis en Amérique espagnole lors des débats du cabinet en 1823. Monroe et [John Quincy] Adams voyaient dans un message unilatéral au Congrès l'avantage essentiel qu'il améliorerait la réputation des États-Unis en Amérique espagnole aux dépens de la Grande-Bretagne. (Sexton, 2011 : 65)

Quelques semaines après son fameux discours, James Monroe fit parvenir une lettre à Adams, son secrétaire d'État, dans laquelle il énonça la nécessité de faire la démonstration de la détermination américaine pour freiner les ambitions européennes :



Il y a beaucoup de raisons de soupçonner que la France, et même la Russie, nourrissent des projets hostiles, et les préparatifs imputés au gouvernement britannique montrent qu'il est d'avis que la démonstration d'une détermination à résister à de telles tentatives est indispensable pour les prévenir, si tant est que cela puisse avoir un effet. (May, 1975 : 227)

John Quincy Adams, connu pour avoir prêché la prudence face à la tentation de « chercher des monstres à détruire » à l'étranger, succéda à Monroe pour un seul mandat à la Maison-Blanche. Adams croyait aussi en l'importance de l'honneur dans les relations internationales, mais insistait davantage sur l'idéal moral associé à ce concept que sur sa dimension de puissance : « La vérité, la vertu et l'honneur et la dignité de la nature humaine [...] sont les pierres angulaires qui permettent de tester la conduite des nations et des individus. » (Weeks, 1992 : 176) C'est une version beaucoup plus agressive du concept qui animait Andrew Jackson, le démocrate populiste qui défit Adams lors des élections présidentielles de 1828. Durant sa présidence, Jackson se montra particulièrement soucieux de sa réputation et de celle du pays, comme le note Jon Meacham (2009 : 279) : « il [Jackson] était prêt à se battre pour le caractère sacré de la présidence, pour la réputation de la nation et pour la gloire de son nom. »<sup>93</sup> Ce souci est aussi bien présent chez les héritiers idéels du 7<sup>e</sup> président. Selon la célèbre typologie élaborée par Walter Russell Mead, les tenants de la tradition jacksonienne estiment que la réputation est aussi importante à l'international que l'est l'honneur au niveau national. Ils abordent les relations internationales à travers le prisme de la culture de l'honneur. D'après Mead (2002 : 251), les jacksoniens sont persuadés que leurs vis-à-vis observent le comportement des États-Unis et tirent des conclusions à partir de leur perception : « L'opinion jacksonienne est sympathique à l'idée que notre réputation, que ce soit pour négocier, tricher, de force ou faiblesse, va influencer la façon dont on nous traite. » Il est donc impératif de respecter ses promesses, de mettre ses menaces à exécution et de se comporter de façon à préserver la réputation du pays en temps de crise. Bien que les jacksoniens n'aient pas un penchant marqué pour l'interventionnisme militaire à l'international, ils n'hésiteront pas à réclamer des politiques agressives lorsque le pays est impliqué dans un conflit puisque la victoire est la seule finalité

---

<sup>93</sup> Andrew Jackson était un président particulièrement soucieux de son image : « [...] ma réputation m'est plus chère que la vie. » Il était bien conscient qu'en participant à la vie politique nationale, il devait porter une attention spéciale à trois éléments : « honneur, réputation et principe ». Signe qu'il adhérerait aux normes de la culture de l'honneur, Jackson aurait participé à plus d'une centaine de duels durant sa vie. En tant que commandant militaire durant la guerre de 1812, Jackson a acquis une « réputation de rétribution contre ceux qui parlent contre lui » (Burstein, 2004: 38; Brands, 2006 : 110; Brown, 2016 : 121).

acceptable. « La guerre doit être combattue avec toute la force disponible » et ils n’hésiteront pas à tenter de miner la volonté de leurs adversaires pour les forcer à reculer ou, ultimement, capituler Ibid : 254-56)<sup>94</sup>. Lorsque le camp adverse est jugé déshonorable, comme les États ou les membres d’organisations terroristes qui lancent des attaques-surprises ou qui s’en prennent aux civils (Ibid : 252-54), tous les coups sont permis dans la rétribution et la vengeance.

Pendant la Guerre civile (1861-65), le président Abraham Lincoln fut d’abord et avant tout préoccupé par la survie de l’Union, mais il se aussi montra soucieux de l’image projetée par le gouvernement américain à l’international. L’effet du déchirement de la nation sur la réputation du pays en tant que démocratie et puissance capable de mater les États confédérés était en jeu à ses yeux. Lors d’un discours prononcé au Congrès en juillet 1861, Lincoln appela le peuple à faire la démonstration de la résilience du gouvernement républicain établi par la Constitution américaine :

C’est maintenant à eux [le peuple] de démontrer au monde que ceux qui sont capables de mener à bien une élection de manière équitable peuvent aussi réprimer une rébellion; que les bulletins de vote sont les successeurs légitimes et pacifiques des balles, et que lorsque les bulletins de vote ont décidé de manière équitable et constitutionnelle, il ne peut y avoir d’appel fructueux vers les balles ; qu’il ne peut y avoir d’appel fructueux que vers les bulletins de vote eux-mêmes lors des élections suivantes. (Lincoln, 1861)

La volonté du premier président républicain d’éviter le déclenchement d’un second conflit simultané avec la Grande-Bretagne se jumela à celle d’abolir l’esclavage au niveau national par l’adoption de la Proclamation d’émancipation en septembre 1862. Soucieux de l’image de l’Union, Lincoln et son secrétaire d’État William Seward souhaitaient transformer la perception britannique de l’Union afin d’éviter que Londres ne se range du côté des sécessionnistes plutôt que de celui des unionistes. À leurs yeux, la politique de neutralité adoptée au début du conflit par la Grande-Bretagne conféra une crédibilité et un statut avantageux au gouvernement de la Confédération (Jones, 2010 : 52). De plus, durant les deux premières années de la guerre, Lincoln et Seward cherchèrent à maintenir la réputation de détermination de l’Union afin de prévenir l’ingérence européenne, comme le relate l’historien Joseph A. Fry :

---

<sup>94</sup> Pour saper le moral et la volonté de leurs vis-à-vis, les jacksoniens sont parfois prêts à adopter des comportements qu’ils jugeraient déshonorables chez les autres, comme s’attaquer aux infrastructures, à la propriété privée et même la population civile.

Les ministres américains à l'étranger avaient pour instruction d'accentuer [les preuves de] la détermination de l'Union à combattre "avec plus de vigueur et de certitude de succès qu'auparavant". Les Européens qui envisageaient une intervention devaient en comprendre les implications non seulement pour la poursuite de la guerre américaine, mais aussi les défis imposants auxquels était confrontée toute nation qui oserait intervenir dans le conflit. Pour renforcer et clarifier ce dernier point, Seward maintint sa menace de guerre contre tout pays qui agirait pour aider le Sud. (Fry, 2019 : 99)

La Proclamation d'émancipation généra un appui soutenu en faveur de l'Union au sein des groupes libéraux parmi l'opinion publique anglaise. Ce tournant força le gouvernement britannique à évacuer la possibilité d'une intervention conjointe avec la France (Owen, 1994 : 110-14) dans le conflit qui déchirait les États-Unis.

### 2.2.2 De l'empire à la Première Guerre mondiale

La fin du 19<sup>e</sup> et le début du 20<sup>e</sup> siècle marqua l'essor de l'empire américain, principalement à travers la guerre hispano-américaine de 1898. Le souci lié à la réputation et à l'honneur des États-Unis demeura au cœur des priorités de la Maison-Blanche durant cette période, comme le rappelle cet extrait du discours d'investiture prononcé en mars 1897 par le républicain William McKinley (1897) : « Notre but sera de poursuivre une politique étrangère ferme et digne, qui sera juste, impartiale, toujours attentive à notre honneur national, et insistant toujours sur l'application des droits légaux des citoyens américains partout dans le monde. » Or, contrairement à la promesse de McKinley, la politique étrangère des États-Unis fut, sous sa gouverne, marquée par une rhétorique belliqueuse qui allia défense de l'honneur national à un idéal de la masculinité ne pouvant être protégé et réaffirmé que par le recours à la force brute, surtout quand venait le temps de venger une humiliation perçue (Hoganson, 1998). À cet égard, la destruction d'un vaisseau militaire américain, l'*USS Maine*, qui était amarré dans le port de La Havane, le 4 mars 1898, servit de prétexte à l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Espagne. Subissant les pressions des interventionnistes, des « jingoïstes »<sup>95</sup>, autant au Congrès que dans les médias et craignant que sa propre réputation, sa crédibilité en tant que dirigeant et l'image du Parti républicain soient mises à mal (Hoganson, 1998 : 99)<sup>96</sup>, McKinley opta pour une réponse musclée à ce que plusieurs percevaient comme une

---

<sup>95</sup> Expression utilisée pour désigner les nationalistes chauvins aux tendances militaristes.

<sup>96</sup> Au sein du Congrès, les élus de tous les partis politiques invoquèrent l'honneur comme motif pour répondre par la force militaire à l'insulte infligée par l'Espagne (Ibid : 69).

humiliation inacceptable. C'est donc pour apaiser le désir de vengeance exalté qui prévalait sur la scène politique nationale dans la foulée de l'incident du *Maine* qu'il demanda au Congrès, le 20 avril 1898, de déclarer la guerre à l'Espagne impériale. Même s'il avait promis de ne pas lancer le pays dans des « guerres de conquête » (McKinley, 1897), le président républicain engagea les États-Unis dans une vaste entreprise militaire à l'échelle mondiale qui se solda par le démantèlement de l'empire espagnol, l'annexion de Porto Rico et Guam à titre de territoires américains et l'achat des Philippines négocié dans le cadre du Traité de Paris de décembre 1898. À l'occasion de son second discours d'investiture, il revint sur l'expérience de la guerre hispano-américaine :

Il y a quatre ans, nous étions au bord de la guerre sans que le peuple le sache et sans aucune préparation ou effort de préparation face au péril imminent. J'ai fait tout ce qui pouvait être fait pour éviter la guerre, mais sans succès. [...] Elle arriva. Le résultat fut très favorable aux armes américaines et, au plus haut degré, honorable pour le gouvernement. (McKinley, 1901)

Assassiné par un anarchiste six mois plus tard, McKinley ne fut pas en mesure de poursuivre sa politique étrangère impérialiste. Son successeur, Theodore Roosevelt, promit de maintenir cette politique « pour la paix, la prospérité et l'honneur de notre pays bien aimé » (Kinzer, 2017 : 213). Beaucoup plus fervent de l'approche impérialiste que McKinley, il formula une politique étrangère animée par une quête constante de prestige et de puissance (Beale, 1984 : 175). Connu pour sa combativité, son goût de l'aventure et sa fougue (Morris, 2010a : 545-56; Morris, 2010b : 185; Hawley, 2008 : 70-71; Thomas, 2010 : 192), le héros de la bataille des hauteurs de San Juan comptait bien laisser sa propre marque sur la politique étrangère du pays. Ainsi, malgré sa promesse de poursuivre les politiques de son prédécesseur, Roosevelt « se garda le droit d'interpréter et de modifier ces politiques en accord avec son propre jugement personnel et les demandes de l'honneur et du bien-être nationaux » (Brands, 1997 : 418-19). Concevant les relations sociales à travers le prisme d'un code de l'honneur à portée universelle (Burton, 1968 : 9; Marks, 1982 : 116-17), Roosevelt accorda une grande importance aux préoccupations de réputation dans l'orientation de sa politique étrangère.

Le souci constant de Theodore Roosevelt pour l'honneur fut l'un des principes directeurs de sa « diplomatie du gros bâton » (*big stick diplomacy*), une approche résumée ainsi par William Tilchin :

Les cinq exigences centrales de la diplomatie du gros bâton étaient de posséder un formidable appareil militaire, d'agir avec justice envers les autres nations, de ne jamais bluffer, de ne frapper que si l'on est prêt à frapper fort, et de permettre à un adversaire honorable de sauver la face en cas de défaite. La diplomatie du gros bâton était une manifestation particulièrement éloquente du précepte de la puissance américaine. (Tilchin, 2008 : 662)

Suivant cette approche centrée sur le respect strict d'un code de l'honneur (Morris, 2010b : 185), Roosevelt se sentait « obligé, chaque fois qu'il s'est engagé, lui et son pays, dans une action particulière, de faire tout son possible pour tenir ses promesses » (Marks, 1978 : 45). Ce fut notamment le cas aux Philippines, où il choisit de poursuivre la mission civilisatrice américaine entamée sous McKinley au nom de l'honneur et de la réputation des États-Unis (Beale, 1984 : 69; Burton, 1968 : 72). L'approche diplomatique préconisée par Roosevelt l'amena aussi à jouer un rôle de médiateur pour mettre un terme à la guerre russo-japonaise avec le Traité de Portsmouth (1905), ou lors de la conférence d'Algésiras (1906) pour éviter le déclenchement d'un conflit ouvert entre l'Allemagne et la France durant la première crise marocaine<sup>97</sup>. Dans de multiples crises impliquant les États-Unis durant sa présidence, il chercha à préserver une image positive du pays en tentant d'influencer les perceptions de ses vis-à-vis pour maintenir le prestige et « sauver la face » de l'Amérique. Cette « diplomatie de l'honneur », selon Haglund et Onea (2008 : 28-29), orienta la réponse de Roosevelt dans le contexte des disputes au sujet de la frontière canado-américaine en Alaska en favorisant un règlement qui permit à Washington de sauver la face devant Londres et de démontrer son prestige face à Ottawa.

Le code de l'honneur qui guida Theodore Roosevelt durant sa présidence engendra aussi une approche ferme et militariste basée sur une vision expansionniste de la puissance et de l'influence américaine comme guide de l'action internationale des États-Unis. Au nom de la défense de l'honneur national, Roosevelt ne pouvait pas laisser d'autres pays empêcher les États-Unis de faire ce qu'ils souhaitaient (Beale, 1984 : 35). C'est ainsi que, pour se donner les moyens de ses ambitions, Roosevelt s'attela à la tâche de développer la puissance navale des États-Unis (Tilchin, 2007 : 198), afin que le pays puisse arriver à ses fins autant dans l'hémisphère occidental

---

<sup>97</sup> « Je me sentais tenu par l'honneur d'essayer d'empêcher la guerre si je le pouvais, d'abord parce que j'aurais dû ressentir qu'une telle guerre serait une véritable calamité pour la civilisation ; ensuite, comme j'essayais déjà d'obtenir la paix entre la Russie et le Japon, je sentais qu'un nouveau conflit pourrait aboutir à ce qui serait littéralement une conflagration mondiale [...] » (Brands, 1997: 576).

qu'ailleurs sur la planète. En continuité avec la doctrine Monroe, la préservation de l'honneur national nécessitait que Washington s'impose devant les puissances européennes qui s'ingéraient dans les affaires des Amériques, comme lors de l'intervention germano-britannique au Venezuela de 1902-3 (Ibid : 194-95). Cependant, Roosevelt alla plus loin que Monroe : il s'arrogea la responsabilité d'agir de manière préventive pour garantir l'ordre dans la région, lutter contre le surendettement de ses républiques et ultimement empêcher de nouvelles interventions européennes. Cet amendement à la doctrine Monroe – le corollaire Roosevelt<sup>98</sup> – vint justifier l'ingérence des États-Unis dans les affaires internes des pays latinos et centre-américains sur la base une vision expansionniste de la puissance et de l'influence américaine. « Bientôt, je vais devoir donner la fessée à un petit brigand d'une république sud-américaine » (Beale, 1984 : 35), écrivait Roosevelt à un proche en 1905. L'intimidation et la démonstration de la supériorité de la puissance américaine aux dépens d'États plus faibles se situaient donc au centre de sa stratégie de protection de l'honneur national et des intérêts des États-Unis.

Ayant fait de la neutralité des États-Unis durant la Première Guerre mondiale une priorité de sa politique extérieure, le président Woodrow Wilson se plaça dans une situation tendue où il devait poursuivre deux objectifs – « nous garder hors de la guerre » et « préserver l'honneur de la nation sans tache » – qui s'avéraient contradictoires à ses yeux : « Ne voyez-vous pas que [viendra] un temps où il sera impossible d'accomplir ces deux choses » (Thompson, 2015 : 116-17). Wilson estimait que les enjeux d'honneur, de prestige et de respect étaient « cruciaux [...] pour la vitalité de toute grande puissance » (Doenecke, 2010 : 286). Initialement perçue comme la meilleure façon de préserver l'honneur, la dignité et l'indépendance des États-Unis (Tucker, 2007 : 1, 3-4 & 142), la neutralité devint une politique de plus en plus difficile à maintenir. En effet, plusieurs événements, comme l'incident du *Lusitania* en mai 1915, confrontèrent Wilson aux limites de cette approche. À la suite de cet incident, le président démocrate réalisa qu'il devait faire preuve de fermeté et ne pouvait pas reculer face à l'Allemagne « sans risquer une perte de crédibilité auprès de Berlin et Londres » (Kennedy, 2018 : 614). Pendant ce temps, les principaux conseillers de

---

<sup>98</sup> Roosevelt (1904) énonça le principe central de ce corollaire dans son message annuel au Congrès en décembre 1904 : « Une faute chronique, ou une impuissance qui entraîne un relâchement général des liens de la société civilisée, peut, en Amérique comme ailleurs, nécessiter en fin de compte l'intervention d'une nation civilisée, et dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut les contraindre, même à contrecoeur, dans les cas flagrants de cette faute ou de cette impuissance, à exercer un pouvoir de police internationale. »

Wilson, le secrétaire d'État Robert Lansing et le Colonel Edward House, cherchèrent graduellement à orienter le président vers une politique plus affirmative qui permettrait d'adopter une position de plus en plus ferme vis-à-vis l'Allemagne en invoquant les enjeux d'honneur et de respect de soi (George et George, 1964 : 164-66; Tucker, 2007 : 36).

À la fin février 1916, Wilson adressa une lettre au sénateur démocrate William Stone (Missouri), le président de la commission sénatoriale sur les relations extérieures, dans laquelle il indiqua qu'il était prêt à garder le pays hors de la guerre, à une exception près :

Pour ma part, je ne peux consentir à aucune restriction des droits des citoyens américains, à quelque égard que ce soit. L'honneur et le respect de soi de la nation sont en jeu. Nous convoitons la paix, et nous la préserverons à n'importe quel prix, sauf celui de la perte de notre honneur. Interdire à notre peuple d'exercer ses droits par crainte que nous soyons appelés à les défendre serait une profonde humiliation. (*Woodrow Wilson to William J. Stone*, 2012)

C'est en faisant campagne avec des slogans tel que « il nous a gardé hors de la guerre » que Woodrow Wilson remporta un second mandat en novembre 1916 (Hannigan, 2017 : 59-60). Cependant, ayant tracé une ligne rouge au sujet de la guerre sous-marine sans limite menée par l'Allemagne (Peifer, 2018 : 143), le président Wilson s'était lié les mains. Advenant une reprise des attaques sous-marines allemandes, il serait contraint de répondre. Sachant que les États-Unis pourraient entrer en guerre sous ces conditions, Berlin choisit malgré tout de relancer sa campagne militaire sous-marine dans l'Atlantique et ordonna à son ambassadeur au Mexique de proposer une éventuelle alliance contre Washington au gouvernement de Mexico par le biais d'un télégramme diplomatique. Au début février 1917, le président démocrate annonça au Congrès la rupture des rapports diplomatiques avec l'empire allemand, car le gouvernement américain n'avait plus aucune « alternative cohérente avec la dignité et l'honneur des États-Unis » (Wilson, 1917a; Tucker, 2007 : 142). L'interception du télégramme Zimmermann par les Britanniques et sa diffusion à grande échelle au début mars 1917 enflamma l'opinion publique et accéléra la traversée américaine du Rubicon. Croyant qu'il s'agissait du « seul choix d'honneur, du seul choix pour affirmer le respect de soi » (Striner, 2014 : 105; Tucker, 2007 : 188) du pays, Woodrow Wilson réclama une déclaration de guerre contre l'Allemagne dans un message au Congrès, le 2 avril 1917 :

Il y a un choix que nous ne pouvons pas faire, que nous sommes incapables de faire : nous ne choisirons pas la voie de la soumission et ne souffrirons pas que les droits les plus sacrés de notre nation et de notre peuple soient ignorés ou violés. Les torts contre lesquels nous nous dressons aujourd'hui ne sont pas des torts ordinaires ; ils touchent aux racines mêmes de la vie humaine. (Wilson, 1917b)

L'honneur pour Wilson signifiait plus que le simple fait de maintenir une réputation de puissance pour dissuader les agresseurs potentiels : il s'agissait de la « préservation de droits historiquement sanctionnés » (Wilson, 1917; Tucker, 2007 : 142). C'est pourquoi le président démocrate parlait de la création d'une « Ligue d'honneur », dès le printemps 1917, au sein de laquelle les nations miseraient sur le sens du devoir et de l'honneur, les grands principes de l'internationalisme wilsonien (Smith, 2017 : 21), pour atteindre des objectifs communs et permettre la résolution pacifique des conflits interétatiques. En 1919-20, le projet de Wilson rencontra la ferme opposition de sénateurs républicains, comme Henry Cabot Lodge (Massachusetts) et William Borah (Idaho). Au nom d'une conception de l'honneur national axée sur la puissance, la fermeté et la détermination<sup>99</sup>, ces derniers avaient soutenu l'entrée en guerre des États-Unis durant les premiers mois de 1917. Cependant, ils refusèrent de consentir à l'érosion de la souveraineté américaine qu'ils entrevoyaient dans le texte du traité de Versailles. En définitive, la fascination de Woodrow Wilson pour sa réputation personnelle et celle des États-Unis le poussèrent à préférer « tuer le traité » que de se plier aux demandes des « irréconciliables », comme Lodge et Borah, qui l'auraient forcé à revenir sur les engagements pris au nom des États-Unis envers les autres signataires de la paix de Versailles (Ambrosius, 1990 : 249).

### 2.3 Les préoccupations de réputation dans l'histoire contemporaine de la politique étrangère des États-Unis

Le survol qui précède nous a permis d'illustrer la diversité des profils des président et décideurs qui évoquèrent des préoccupations de réputation, en public et en privé, lors de moments charnières de l'histoire de la politique étrangère des États-Unis, de Washington à Wilson. Comme le démontre cette analyse, il ne s'agit pas d'une tendance ou une habitude qui se limite aux dirigeants socialisés

---

<sup>99</sup> Le plaidoyer de Lodge en faveur de l'entrée en guerre des États-Unis s'articula autour de l'honneur et du prestige du pays (Widenor, 1980 : 260). Il estimait que la « faiblesse, la peur et l'absence de défense signifie la paix et le déshonneur », alors que « le pied d'alerte, la préparation et le courage signifient la paix et l'honneur » (Ibid : 42). Alors qu'au début 1917, Lodge appuyait l'entrée en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, son collègue William Borah tenait à ce que le pays ne s'encombre pas d'alliances : « Je fais la guerre seul, pour mes compatriotes et leurs droits, pour mon pays et son honneur » (Knock, 2019 : 72; Kennedy, 2009 : 206).



dans une région où prévaut une culture de l'honneur, comme le Sud, ou aux adeptes de la tradition jacksonienne. Autant des présidents du Sud (Washington, Jefferson, Monroe, Jackson et Wilson) que du Nord (J.Q. Adams, Lincoln, McKinley, Roosevelt) du pays se soucièrent des conséquences de leurs choix sur les conclusions que tireraient leurs vis-à-vis internationaux au sujet des États-Unis et d'eux-mêmes à partir de leurs comportements et déclarations. De plus, les figures de proue d'autres grandes traditions de la politique extérieure que celle associée à Andrew Jackson, en l'occurrence Jefferson et Wilson, prirent aussi en considération les effets de leurs décisions sur l'image des États-Unis. Ces individus employèrent une variété d'expressions – honneur, prestige, crédibilité, respect, humiliation, etc. – pour signifier leurs préoccupations pour une dimension spécifique de l'image du pays. Néanmoins, ces inquiétudes avaient en commun un élément central : elles s'appuyaient sur la logique de la réputation. Selon cette logique, les politiques choisies ont des conséquences sur les perceptions de notre caractère et de nos intentions qu'entretiennent nos interlocuteurs internationaux, c'est pourquoi il faut donc faire un choix judicieux pour qu'ils les interprètent comme nous le souhaitons. Autant les réputations de fermeté ou de détermination, de fiabilité et d'honnêteté furent au cœur des enjeux pris en compte lors de plusieurs moments charnières des 150 premières années de l'histoire de la politique étrangère des États-Unis.

Poursuivons le survol amorcé en nous tournant maintenant vers l'époque contemporaine, c'est-à-dire celle qui commence aux origines de la Guerre froide avec l'établissement des principaux piliers de l'appareil de sécurité nationale du gouvernement américain encore en place à ce jour. Revenant sur quelques décisions cruciales pour l'orientation des politiques de la puissance américaine durant les sept dernières décennies, cet exercice nous permettra d'illustrer concrètement l'omniprésence des préoccupations de réputation à travers les propos et les écrits des individus et groupes qui en sont directement responsables. Notre point de départ, l'après-guerre et les débuts de la compétition Est-Ouest, fut une période cruciale lourde de conséquences pour l'institutionnalisation des concepts de crédibilité et de réputation dans la culture stratégique américaine (Lebow, 1989 : 220-221)<sup>100</sup>. Nous retracerons ensuite l'évolution de ces préoccupations durant la Guerre froide et après la fin de la compétition soviéto-américaine, durant le « moment unipolaire ». Enfin, nous

---

<sup>100</sup> Voir les écrits de Brian Mabee (2011) sur l'importance des moments charnières (*critical junctures*) pour la création d'institutions de l'appareil américain de sécurité nationale et pour l'institutionnalisation d'idées, de concepts et de pratiques.

terminerons avec l'étude de décisions importantes de la période l'après-11 septembre 2001, marquée par la lutte permanente et mondiale contre le terrorisme, puis du renouveau de la compétition entre grandes puissances comme principe directeur de la grande stratégie des États-Unis.

### 2.3.1 De l'aube de la Guerre froide à la guerre du Vietnam

La réputation est apparue comme un intérêt vital, la crédibilité étant la norme à laquelle la mesurer. » – John Lewis Gaddis (1997 : 154)

Le souci pour la crédibilité et la réputation de détermination des États-Unis telles qu'on le connaît aujourd'hui trouve ses origines dans les balbutiements de la compétition Est-Ouest avec l'URSS. Par exemple, aux yeux de George Kennan, le manque de fermeté des Américains sur certains enjeux durant les pourparlers tripartites avec les Britanniques et les Soviétiques portant sur l'organisation du monde de l'après-guerre ont compromis la réputation du pays :

Nous avons toujours refusé d'indiquer clairement quels étaient nos intérêts et nos souhaits en Europe centrale et orientale. Nous avons refusé de fixer une limite à l'expansion et aux responsabilités de la Russie, ce qui a semé la confusion chez les Russes et les a amenés à se demander constamment s'ils ne demandaient pas trop peu ou s'il ne s'agissait pas d'une sorte de piège. (Orme, 1992 : 14)

Dès la première crise majeure de la Guerre froide, l'image des États-Unis était en jeu selon les décideurs chargés de la politique étrangère<sup>101</sup>. Le 24 juin 1948, les Soviétiques imposèrent un blocus sur le secteur ouest de Berlin, une zone sous la gouverne partagée de Washington, Londres et Paris. Pour l'administration Truman, cette crise représentait un test pour la crédibilité des promesses américaines de défense – un avis appuyé par les services de renseignement américain, qui concluaient à une « défaite politique de la plus grande magnitude » (Shlaim, 1983 : 12) advenant un éventuel retrait américain face aux pressions soviétiques (Leffler, 1992 : 262). Au sein du Département d'État, Berlin était perçu comme le symbole de la détermination américaine à prévenir l'expansion du communisme en Europe (Ninkovich, 1994 : 251). Tenir tête aux

---

<sup>101</sup> Selon l'historien Frank Ninkovich (1994 : 175), le blocus de Berlin fut la première « crise claire et nette de crédibilité » de la Guerre froide.

Soviétiques s'avérait donc une question de crédibilité et de réputation qui dépassait largement les intérêts américains en jeu en Allemagne.

La réputation du pays ne dépendait pas seulement du sort de Berlin, de l'Allemagne ou de la sécurité des alliés européens des États-Unis. Le président Harry Truman et ses principaux conseillers, comme le secrétaire d'État George Marshall et le secrétaire à la Défense James Forrestal, estimaient que les sorts respectifs de la Chine et de la Corée s'avéraient tout aussi déterminants pour la crédibilité des promesses américaines, car l'expansion du communisme sur ces territoires pourrait nuire aux intérêts du pays au Japon et en Asie du Sud-Est (Leffler, 1992 : 246). C'est justement en Corée, deux ans plus tard, que survint le prochain grand test de la crédibilité américaine.

Entre temps, les préoccupations de réputation occupèrent une place importante dans le processus de réflexion stratégique qui établit la stratégie américaine d'endiguement. En novembre 1948, le secrétaire exécutif du NSC, Sidney Souers, soumit le rapport NSC 20/4 au président Truman. Ce document recensait les menaces immédiates et futures posées par l'URSS et évaluait la capacité de Washington à y faire face. Parmi les facteurs identifiés, ce document soulignait l'importance de la réputation du pays et le risque que des décisions internes viennent ternir l'image projetée à l'étranger<sup>102</sup>. Or, c'est à travers l'adoption du document d'orientation stratégique NSC-68 que l'administration Truman érigea les perceptions de ses vis-à-vis internationaux sur un pied d'égalité avec les facteurs et intérêts matériels. Rédigé par le directeur de la planification des politiques au Département d'État, Paul Nitze, et ses collègues, ce rapport stipulait que l'« objectif fondamental » des États-Unis était d'« assurer la stabilité et la vitalité de [sa] société libre ». Pour l'atteindre, le gouvernement américain devait faire la démonstration de sa détermination à différents égards, dont :

[...] notre détermination à nous battre si nécessaire pour défendre notre mode de vie, [...] comme dans la Déclaration d'indépendance, "avec une ferme confiance dans la protection de la Divine Providence, nous nous engageons mutuellement à donner notre vie, notre fortune et notre honneur sacré". (National Security Council, 1950)

---

<sup>102</sup> Le NSC 20/4 identifiait la « [d]iminution du prestige et de l'influence des États-Unis en raison de leur vacillation, de leur apaisement, de leur manque de compétence et d'imagination dans la conduite de leur politique étrangère ou de leur fuite devant leurs responsabilités mondiales », comme un signe de faiblesse qui pourrait empêcher les États-Unis d'affronter les menaces soviétiques (National Security Council, 1948).

Cependant, puisque le véritable niveau de détermination des États-Unis en la matière ne pouvait être connu, il était crucial de tenter de façonner les perceptions d'autrui, principalement celles des Soviétiques, en ce sens. La réputation de détermination devint donc un outil essentiel pour freiner les ambitions de Moscou : « l'Union soviétique a toujours mené une politique étrangère audacieuse, modifiée uniquement lorsque ses investigations révélaient la détermination et la capacité du monde libre à résister à ses empiétements. » (Ibid) L'un des traits novateurs et distinctifs du NSC-68, soit l'importance accordée aux perceptions, explique en partie pourquoi les préoccupations en vinrent à jouer un rôle prépondérant dans la formulation de la politique étrangère américaine. Selon l'historien John Lewis Gaddis, l'analyse proposée dans ce document établit une équivalence entre les impressions d'équilibre des puissances ou de l'ordre international et la répartition avérée des forces au sein du système international. De plus, des développements « intangibles » impliquant « l'intimidation, l'humiliation et même la perte de crédibilité » (Gaddis et Nitze, 1980 : 166)<sup>103</sup> y étaient présentées comme des sources potentielles de changements de l'équilibre des puissances, au même titre que les confrontations militaires. Face à ces constats, les décideurs devaient tenir compte aussi bien de facteurs matériels qu'immatériels, comme le résume adroitement Gaddis (2005 : 90) : « les jugements fondés sur des critères traditionnels tels que la géographie, la capacité économique ou le potentiel militaire devaient désormais être jaugés aux côtés des considérations d'image, de prestige et de crédibilité. » Ainsi, la perception d'un recul pourrait s'avérer tout aussi néfaste qu'un recul effectif de l'influence américaine au profit des forces communistes. À l'inverse, la projection d'une image de fermeté et de détermination permettrait aux États-Unis de freiner l'expansionnisme soviétique découlant de la « conception fondamentale » animant le Kremlin (National Security Council, 1950). Du fait de son importance pour l'orientation de la grande stratégie américaine durant la guerre froide, le rapport NSC-68 contribua au maintien d'une hypersensibilité pour l'image des États-Unis projetée à l'international dans un vaste éventail de situations – « une défaite n'importe où pour les institutions libres est une défaite partout » (Ibid)<sup>104</sup> – au sein de l'appareil de sécurité national américain. La guerre de Corée (1950-53) présenta une occasion toute désignée pour mettre en application bon nombre des recommandations présentées dans ce rapport (Gaddis, 2005 : 107). En confirmant plusieurs des présupposés au sujet des

---

<sup>103</sup> Voir les travaux d'Ernest May (1993) et de Ken Young (2013) pour d'autres analyses et interprétations du contenu du NSC-68 et des conséquences des politiques qui en ont découlées.

<sup>104</sup> Voir aussi : Orme, 1992 : 3.

intentions du Kremlin énoncés dans le document NSC-68 (Thompson, 2009 : 122; Rearden, 2009-20-21), ce conflit favorisa l'institutionnalisation de quelques-unes de ses conclusions, dont au sujet de l'importance accrue de l'image des États-Unis, ainsi que des dimensions symboliques et psychologiques des enjeux dans le contexte de la rivalité avec l'Union soviétique.

En franchissant le 38<sup>e</sup> parallèle le 25 juin 1950, les 75,000 soldats de l'armée populaire de Corée du Nord donnèrent le coup d'envoi à une guerre qui fut interprétée par Washington comme un test majeur pour la crédibilité du pays. En effet, la réponse américaine à l'invasion nord-coréenne ne peut pas être comprise sans prendre la pleine mesure de la grande préoccupation qu'entretenaient les principales figures de l'administration Truman pour la réputation des États-Unis (McMahon, 1991 : 458-59). C'est d'ailleurs ce que le secrétaire d'État Dean Acheson (1969 : 528) a confirmé dans ses mémoires, lui qui avait pourtant omis d'inclure la Corée du Sud à l'intérieur du périmètre de sécurité américain présenté lors de son discours au *National Press Club* en janvier 1950 : « Reculer devant ce défi, compte tenu de notre capacité à le relever, serait hautement destructeur pour la puissance et le prestige des États-Unis. Par prestige, j'entends l'ombre projetée par la puissance qui a une grande importance dissuasive. » L'analyse proposée par John Foster Dulles, un consultant du Département d'État, et John Allison le jour de l'invasion illustre que cette idée était bien présente dans l'appareil de sécurité nationale dès le début du conflit : « Rester les bras croisés alors que la Corée est envahie par une attaque armée non provoquée déclencherait une chaîne d'événements désastreux conduisant très probablement à une guerre mondiale. » (Dulles et Allison, 1950) Cette logique est celle de la théorie des dominos : la chute d'un régime aux mains des communistes dans la périphérie déclencherait une réaction en chaîne, soit la chute d'autres régimes à la manière d'une série de dominos qui les uns après les autres s'effondrent, et pourraient ultimement compromettre les intérêts sécuritaires primordiaux des États-Unis (Gelb et Betts, 2016 : 178-81). Le caractère inattendu de l'invasion généra une réaction profondément émotive chez les décideurs américains, selon le politologue Jonathan Mercer (2013). Face à cette surprise, le président Truman et ses conseillers s'appuyèrent sur leurs propres croyances au sujet de la réputation et de la crédibilité du pays pour conclure qu'autant les adversaires – l'Union soviétique et la Chine – que les alliés des États-Unis estimaient que le pays manquait de détermination<sup>105</sup>.

---

<sup>105</sup> Presque aucune preuve que de telles conclusions furent tirées par les gouvernements étrangers n'ont été produites par les agences et départements de l'appareil de sécurité nationale américain, selon Mercer (2013). Donc, l'idée que la

Convaincus que « la réputation de Washington en tant qu'allié fiable sur qui l'on peut compter » (McMahon, 2008 : 125) était en jeu, Acheson et Truman étaient persuadés que la crédibilité et le prestige américain étaient dorénavant indissociables du sort de la Corée du Sud (Cha, 2016 : 57). Ainsi, la capacité des États-Unis à dissuader de futures agressions contre des alliés américains en Europe de l'Ouest dépendait directement de leurs actions dans la péninsule coréenne.

Certains prétendent que l'enjeu de la crédibilité n'était pas aussi saillant aux yeux du successeur de Truman, le président républicain Dwight D. Eisenhower, car les États-Unis « [...] venaient de démontrer en Corée leur volonté de recourir à sa puissance et d'encourir des coûts importants pour aider des nations non-communistes à se défendre elles-mêmes » (Khong, 1990 : 234). Or, un bref examen de quelques-unes des décisions importantes prises par Eisenhower durant ses deux mandats indique que cette affirmation doit être nuancée. Dans un discours prononcé devant l'Association nationale des gouverneurs en août 1953, Dwight Eisenhower introduit la métaphore des dominos pour décrire l'interdépendance entre le sort de l'Indochine française et celui d'autres pays d'Asie<sup>106</sup>. Pourtant, lorsque l'occasion s'est présentée de contrer les forces communistes pour prévenir la chute d'un premier domino lors de la bataille de Diên Biên Phu au printemps 1954, Eisenhower choisit de ne pas intervenir. Il ne croyait pas au bien-fondé d'une solution militaire, surtout en l'absence de l'appui britannique et de l'assentiment de la législature fédérale. Néanmoins, cela ne signifie pas que les préoccupations de réputation jouèrent un rôle négligeable dans sa politique étrangère.

La protection de Taïwan, l'île gouvernée par les nationalistes chinois opposés à la révolution maoïste qui fit passer la Chine continentale dans le camp communiste en 1949, est l'un des enjeux qui préoccupa le plus les décideurs de l'administration Eisenhower pour des raisons liées à la réputation des États-Unis. Bien avant d'être nommé secrétaire d'État par Eisenhower, John Foster Dulles, au printemps 1950, souligna l'importance du sort de Taïwan pour l'image que projettent

---

réputation des États-Unis était en jeu en Corée s'appuyait essentiellement sur les croyances émotives des décideurs américains au sujet de l'image qu'ils projetaient.

<sup>106</sup> En avril 1954, Eisenhower (1954) elabora davantage sur cette métaphore en réponse à une question sur la nature de l'appui américain à l'Indochine posée lors d'une conférence de presse : « [...] vous avez des considérations plus larges qui pourraient suivre ce que vous appelleriez le principe du "domino qui tombe". Vous avez une rangée de dominos, vous faites tomber le premier, et ce qui arrivera au dernier est la certitude qu'il tombera très rapidement. Vous pourriez donc avoir un début de désintégration qui aurait les influences les plus profondes. »

les États-Unis : « Si nous n'agissons pas, cela sera interprété partout comme si nous retractions à nouveau puisque nous ne sommes pas prêts à risquer la guerre » (Lind, 1999 : 40). De telles préoccupations de réputation guidèrent aussi la réponse de la Maison-Blanche aux disputes quant au statut des îles de Kinmen et Matsu entre la République populaire de Chine et les forces nationalistes de Tchang Kaï-chek établies à Formose, en 1954-55 et en 1958. De manière générale, le président Eisenhower estimait que la réputation d'une superpuissance comme les États-Unis devait être préservée (Brands, 1988 : 149), mais il était aussi convaincu qu'il devait faire preuve de prudence. Dans une conversation téléphonique avec le général Bedell Smith en septembre 1954, le président affirma que toute action en appui aux troupes nationalistes déployées sur l'île de Kinmen signifierait que le prestige du pays serait « complètement impliqué » dans l'enjeu (Rushkoff, 1981 : 467)<sup>107</sup>. Même s'il estimait que « la défense [...] et la sécurité de Formose sont essentielles aux intérêts des États-Unis et du monde libre », le président Eisenhower craignait les conséquences néfastes d'un appui indéfectible de Washington au sujet de Kinmen et Matsu. Face au risque d'escalade qui découlerait d'une telle posture, les alliés américains, notamment les membres de l'OTAN, pourraient douter du jugement de Washington. Pour cette raison, Eisenhower affirma qu'autant les Américains que les nationalistes chinois « s'en trouveraient beaucoup mieux si [leur] prestige national n'étaient pas engagé, même de loin, dans la défense de ces îles » (McMahon, 1991 : 463). Parallèlement, son secrétaire d'État, John Foster Dulles, affirma que la sécurité américaine dépendait du sort de ces îles, puisque leur perte aux mains des communistes permettrait à ces derniers « de commencer leur projet de nous chasser de l'ouest du Pacifique, jusqu'à Hawaï, et même jusqu'aux États-Unis! » (Gaddis, 2005 : 142). Malgré la réticence au sein de l'organisation que dirigeait Dulles<sup>108</sup>, la crédibilité de l'appui américain à Taïwan devint intrinsèquement liée au sort de ces deux îles, autant dans la crise de 1954-55 que celle de 1958. Bien que Tchang Kaï-chek tenta activement de manipuler Washington en ce sens, cette décision fut rationalisée en invoquant la logique des dominos énoncée au préalable par le président Eisenhower (George et Smoke, 1974 : 364 & 369-70). Il est important de noter que l'administration

---

<sup>107</sup> Durant une rencontre du NSC tenue le 12 septembre 1954, le président Eisenhower a rappelé aux membres de son forum décisionnel que Kinmen n'était « pas vraiment importante, sauf sur le plan psychologique », illustrant ainsi le caractère intangible des préoccupations pour la crédibilité et la réputation américaines qui animaient leurs réflexions à propos du sort des îles faisant l'objet de disputes entre nationalistes et communistes chinois (Lay, 1954).

<sup>108</sup> Selon le directeur du *Policy Planning Staff*, Robert R. Bowie, l'appui de Washington aux nationalistes dans le cas des îles Kinmen et Matsu pourrait avoir l'effet inverse que celui escompté, c'est-à-dire une érosion de la crédibilité américaine auprès des alliés européens (McMahon, 1991 : 462).

Eisenhower jugeait que la crédibilité de la capacité de dissuasion nucléaire américaine était en jeu dans les crises de Kinmen-Matsu. Cette perspective s'inscrivait dans la prépondérance accordée à la formulation de menaces asymétriques dans une logique de représailles massives au sein de la stratégie du *New Look* mise de l'avant par la Maison-Blanche. Dans ces deux crises, le président Eisenhower et ses conseillers considérèrent ouvertement l'usage de l'arme nucléaire comme moyen de dissuader la Chine de Mao Zedong de tenter de prendre le contrôle de ces îles situées le long de ses côtes (Gaddis, 2005 : 168). Donc, l'administration Eisenhower était prête à risquer le déclenchement d'une escalade nucléaire dans le but de protéger la réputation des États-Unis qu'elle jugeait menacée dans une crise périphérique dont le dénouement n'aurait que très peu de – voire aucune – conséquences pour les intérêts nationaux américains définis en termes de sécurité et de préservation de l'intégrité territoriale du pays.

Sous le démocrate John F. Kennedy, les soucis de réputation allaient figurer parmi les principaux motifs évoqués par le président et plusieurs de ses conseillers durant les deux crises déterminantes de sa courte présidence. Premièrement, la crise de Berlin, en 1961, démontra les différentes facettes des préoccupations de réputation qui animaient les décideurs américains. Après une première rencontre difficile entre John F. Kennedy et Nikita Khrouchtchev à Vienne en juin 1961, l'Union soviétique augmenta les pressions sur Washington et ses alliés afin de que les forces occidentales se retirent de Berlin. Dans une analyse des objectifs de la politique soviétique sur ce dossier, l'ambassadeur Llewellyn Thompson affirmait que Moscou cherchait notamment à « discréditer les États-Unis ou au moins à hypothéquer sérieusement notre prestige »<sup>109</sup>. Dean Acheson, qui agissait à titre de conseiller spécial du président, partageait le point de vue de Thompson. Pour lui, l'importance du sort de cette ville était à la fois symbolique et capitale pour les États-Unis, comme indique un compte rendu d'une rencontre, en juin 1961, du groupe interdépartemental responsable de la planification d'urgence pour Berlin : « Il [Acheson] a déclaré q'il pensait que Berlin était en effet très, très importante, impliquant certainement profondément le prestige des États-Unis et peut-être leur survie même. » Dans un rapport rédigé pour le compte du Secrétaire d'État Dean Rusk, Acheson (1961) affirma que l'interférence soviétique à Berlin traduisait une dégradation de la crédibilité de la fonction dissuasive de l'arsenal nucléaire américain. En d'autres mots, les États-

---

<sup>109</sup> Voir l'extrait du mémorandum de Thompson rédigé pour le Secrétaire d'État Dean Rusk et acheminé le 19 juin 1961 - cité dans : Acheson, 1961.



Unis devaient maintenant restaurer leur capacité de dissuasion afin d'influencer l'évaluation soviétique de la volonté américaine à risquer le déclenchement d'une guerre nucléaire pour protéger Berlin. Paradoxalement, dans sa correspondance privée avec l'ancien président Harry Truman, Acheson déplora que l'administration démocrate s'avérait, à ses yeux, trop soucieuse de l'image du pays, évoquant une métaphore sportive :

Il y a aussi ici une préoccupation pour notre " image ". C'est une terrible faiblesse. Elle nous pousse à nous regarder au lieu de regarder le problème. De quoi aurai-je l'air en jouant cette frappe en ligne directe vers l'arrêt-court ? C'est un bon moyen de rater complètement la balle. (Truman et Acheson, 2010 : 265)

Les Soviétiques étaient bien conscients de l'importance accordée par Washington aux enjeux symboliques, aux perceptions et à la réputation. Dans leurs communications écrites ou verbales avec le président Kennedy, Nikita Khrouchtchev (1961), le secrétaire général de l'Union soviétique, ainsi que Andreï Gromyko (*Memorandum of Conversation*, 1961), son ministre des Affaires étrangères, insistèrent sur les conséquences potentielles – positives et négatives – des résultats possibles de la crise sur le prestige des États-Unis<sup>110</sup>. Tout comme plusieurs de ses conseillers, Kennedy était sensible aux préoccupations de réputation. Cependant, à la suite de l'échec de l'invasion de Cuba par des exilés cubains débarqués dans la baie des Cochons avec l'appui des services de renseignement américains, il fit preuve d'un certain scepticisme à l'égard du souci constant pour l'image projetée par Washington à travers ses comportements et déclarations : « Qu'est-ce que le prestige ? Est-ce l'ombre ou la substance de la puissance ? Il ne fait aucun doute que nous allons recevoir des coups [...] pendant les deux prochaines semaines, mais cela n'affectera pas l'activité principale » (Schlesinger, 2002 : 276). Cette réflexion semble être davantage une tentative de relativiser les répercussions d'une bourde commise sous son leadership qu'une réelle conviction de la nature futile des soucis d'image.

Deuxièmement, les préoccupations de réputation jouèrent aussi un rôle important lors de la crise des missiles de Cuba en octobre 1962, autant dans l'analyse de la situation stratégique que dans

---

<sup>110</sup> Khrouchtchev a aussi transmis une courte note au président Kennedy par l'intermédiaire du chroniqueur du *New York Times* Cyrus L. Sulzberger au début septembre 1961. Dans cette note, le dirigeant soviétique évoqua à deux reprises en seulement quelques lignes une sortie de crise qui n'impliquerait pas de dommage pour le prestige des États-Unis (Sulzberger, 1961).

l'évaluation des différentes options étudiées par l'*Executive Committee*<sup>111</sup>. Aux yeux du président et de son équipe, toute décision prise pour faire face au déploiement des fusées soviétiques aurait des conséquences importantes ailleurs dans le monde, comme l'illustre cette déclaration du Général Maxwell Taylor, président du comité des Chefs d'État-major, lors des délibérations du 18 octobre 1961 : « Je pense que la crédibilité de notre réponse à Berlin est renforcée par notre action à Cuba, plutôt que d'être diminuée par celle-ci » (May et Zelikow, 2000 : 148). Cette lecture de la crise était non seulement partagée par les collègues de Taylor parmi les chefs d'État-major, mais aussi par le président Kennedy qui, le 19 octobre, déclara que Washington devait absolument répondre au déploiement de fusées soviétiques dans la sphère d'influence américaine : « [Si] Nous ne faisons rien : ils ont une base de missiles avec toute la pression que cela implique sur les États-Unis et le dommage pour notre prestige. » (Ibid : 177 & 177) Le 22 octobre, McGeorge Bundy, conseiller pour la sécurité nationale, résuma ainsi les priorités de l'administration durant la crise : « la crédibilité et la prévention d'une atteinte à l'équilibre stratégique » (Ibid : 225). Quand est venu le temps d'évaluer les options qui s'offraient au président, les préoccupations de réputation furent évoquées pour discréditer les propositions impliquant une intervention militaire – aérienne ou terrestre – à Cuba, ainsi que pour soupeser les conséquences potentielles de la solution retenue par Kennedy : une quarantaine navale de l'île jumelée au retrait des missiles *Jupiter* américains installés en Turquie (Stern, 2003 : 297), qui pourrait miner la crédibilité des promesses de défense américaines auprès des pays membres de l'OTAN.

La guerre du Vietnam est sans contredit le conflit le plus directement associé aux impératifs de crédibilité et de réputation dans l'histoire contemporaine de la politique étrangère des États-Unis. Sous Kennedy, l'appui américain à Saïgon continua de s'approfondir : entre 1961 et la fin de l'année 1963, le nombre de conseillers militaires déployés au Vietnam du Sud passa de 1,500 à 16,000. Le souci de réputation motiva en bonne partie cette politique. En effet, comme le souligne l'historien Fredrik Logevall (1999 : 31), Kennedy et ses principaux conseillers établirent une « doctrine de la crédibilité » à l'automne 1961<sup>112</sup>. Celle-ci se résumait à une version essentiellement

---

<sup>111</sup> Les enjeux de crédibilité et de prestige jouèrent un rôle déterminant dans le processus de construction de l'intérêt national des États-Unis par le président Kennedy et ses principaux conseillers durant l'épisode de la crise des missiles (Weldes, 1999).

<sup>112</sup> Logevall évoque aussi la « théorie des dominos psychologiques » énoncée par Jonathan Schell (1975; 1990) pour décrire ce même phénomène.

psychologique plutôt que territoriale de la théorie des dominos : il n'était plus question d'une simple peur de la chute consécutive de quelques régimes dans un espace régional donné, mais bien d'une perte de confiance mondiale envers la puissance américaine si un gouvernement appuyé par Washington tombait aux mains des communistes. En mission au Vietnam durant le mois d'octobre 1961, le général Maxwell Taylor recommanda le déploiement de troupes dotées d'un mandat de combat, même si cela signifiait que le prestige américain deviendrait encore plus dépendant du sort de Saïgon. Bien qu'ils n'appuyèrent pas la solution proposée par Taylor, le secrétaire d'État Dean Rusk et le secrétaire à la Défense Robert McNamara réitérèrent l'importance du Vietnam pour la réputation des États-Unis dans un mémorandum adressé au président Kennedy, le 11 novembre 1961 : « La perte du Vietnam du Sud aux mains des Communistes ne détruirait pas seulement l'OTASE [l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est], mais elle minerait la crédibilité des engagements américains ailleurs. » (Rusk et McNamara, 1961)<sup>113</sup> À la fin août 1963, un télégramme du Département d'État à l'attention de l'ambassade américaine à Saïgon – DEPTTEL 243 – donna le feu vert pour fournir l'appui des États-Unis à un éventuel coup d'État mené par l'armée de la République du Vietnam si le président sud-vietnamien, Ngo Dinh Diem, ne retirait pas son frère, Nhu, d'un poste de pouvoir à la suite d'une rafle du régime contre les pagodes bouddhistes de la capitale (Winters, 1997 : 55-64). Malgré la colère de Kennedy, Bundy, McNamara et Rusk, qui n'avaient pas autorisé l'envoi de ce message, l'ambassadeur Henry Cabot Lodge indiqua au secrétaire d'État qu'un retour sur la position américaine aurait des conséquences dommageables pour la réputation du pays : « Nous sommes lancés sur une voie sans retour possible : le renversement du gouvernement de Diem. Il n'y a pas de retour en arrière possible, en partie parce que le prestige des États-Unis est déjà publiquement engagé à cette fin dans une large mesure. » (Halberstam, 1972 : 264) Les frères Diem furent assassinés deux mois plus tard lors d'un coup d'État militaire, un événement fatidique qui, étant donné la responsabilité partagée de Washington, contribua à l'accroissement de l'implication américaine au Vietnam du Sud et l'« américanisation » du conflit.

---

<sup>113</sup> Rédigé par William Bundy et U. Alexis Johnson, le mémorandum Rusk-McNamara s'appuyait sur les conclusions du rapport produit par le général Taylor et Walter Rostow au début novembre 1961, de même que sur l'analyse produite par le groupe de travail mené par Roswell Gilpatric en avril 1961. Il convient de souligner que, lors d'un déplacement au Japon le 1<sup>er</sup> novembre, Rusk avait exprimé une certaine réticence à appuyer sans équivoque le régime de Diem, citant les risques pour l'image des États-Unis : « Je serais réticent à voir les États-Unis faire un engagement majeur supplémentaire du prestige américain envers un cheval perdant. » (Office of the Secretary of Defense, 1969a : 118).

Le 24 novembre 1963, deux jours après son investiture à la suite de l'assassinat de John F. Kennedy, Lyndon Johnson fit part à l'ambassadeur Lodge de ses préoccupations quant aux conséquences pour son image de soi d'une défaite aux mains des forces communistes au Vietnam : « Je ne vais pas perdre le Vietnam. Je ne serai pas le président qui verra l'Asie du Sud-Est suivre le chemin de la Chine. » (*The Johnson Transition*, 2017) Au début juin 1964, dans un mémorandum proposant une analyse d'un potentiel « effet domino » advenant la chute du Vietnam et du Laos aux mains des communistes destinée au Directeur du renseignement John McCone (1964), les responsables des évaluations nationales du renseignement énoncèrent les répercussions pour la réputation de Washington si un tel scénario se produisait : « Un échec ici serait dommageable pour le prestige des États-Unis, et dégraderait sérieusement la crédibilité de la volonté du pays et de sa capacité à contenir la croissance du communisme dans la région. » De telles conclusions étaient communes au sein de l'appareil de sécurité nationale et étaient cohérentes avec la vision du monde de Lyndon Johnson. Comme le souligne Gary Hess, le président « a accepté sans critique l'impératif de la doctrine de l'endiguement, estimant que le Vietnam était un autre 'test' de la détermination américaine et que l'incapacité à maintenir la position américaine au Vietnam du Sud minerait la crédibilité de la nation. » (Hess, 2015 : 68) Cette lecture de la situation était largement partagée par les principaux conseillers de Johnson (Khong, 1992 : 122), qui furent initialement sélectionnés par Kennedy. Durant la révision de la politique américaine au Vietnam organisée sous l'égide du NSC en novembre 1964, plusieurs décideurs énoncèrent que « l'objectif principal des activités militaires était de protéger la crédibilité des États-Unis. » (McMaster, 1997 : 184) Selon le représentant des Chefs d'État-major au sein du groupe de travail responsable de la révision, l'Amiral Lloyd Mustin, l'engagement militaire des États-Unis et leurs objectifs au Vietnam étaient « des questions de prestige national, de crédibilité et d'honneur » (Office of the Secretary of Defense, 1969b : 15). Un avis partagé dans un document diffusé à l'interne par l'Assistant Secrétaire à la Défense John McNaughton à de la fin novembre 1964 : l'objectif premier des États-Unis était de préserver sa réputation de « garant contre la subversion » dans sa lutte contre le communisme (McNaughton, 1964).

La peur de l'humiliation « était très présente dans les esprits de ceux impliqués dans la formulation de la politique étrangère américaine à l'égard du Vietnam durant le printemps et l'été 1965 », selon ce que rapportent les *Pentagon Papers* (Office of the Secretary of Defense, 1969c : 7). Au début

janvier 1965, William Bundy (1965) évoquait l'éventualité d'une défaite humiliante pour les États-Unis si les parties sur le terrain en arrivaient à une entente, sans le concours de Washington, qui ferait passer le Vietnam du Sud dans le camp communiste. Selon McGeorge Bundy (1965), c'était la politique actuelle qui risquait d'avoir de telles conséquences et préconisait donc l'usage de la puissance militaire américaine pour faire reculer les communistes : « Bob [McNamara] et moi croyons que la pire marche à suivre est de continuer dans ce rôle essentiellement passif qui peut seulement mener à une défaite éventuelle et à une invitation à quitter dans des circonstances humiliantes. » Dans ce même document, Bundy indiqua à Johnson que les États-Unis se trouvaient à la croisée des chemins (*fork-in-the-Y*) et que la seule manière d'éviter l'humiliation était d'augmenter la pression militaire contre les forces communistes nord-vietnamiennes. De retour d'une mission au Vietnam qui coïncida avec l'attaque-surprise sur une base américaine à Pleiku au début février 1965, le conseiller pour la sécurité nationale rédigea un mémorandum à l'attention du Président Johnson dans lequel il recommanda d'accroître l'implication militaire américaine dans le pays au nom du prestige des États-Unis<sup>114</sup>. En mars 1965, dans un mémorandum emblématique du raisonnement justifiant l'implication des États-Unis dans ce conflit, John McNaughton<sup>115</sup> identifia les principaux objectifs de l'engagement américain envers le Vietnam du Sud et quantifia l'importance de chacun d'eux ainsi :

70% - Pour éviter une défaite américaine humiliante (pour notre réputation en tant que garant)

20% - Pour garder le SVN [Vietnam du Sud] et les territoires adjacents hors du contrôle chinois

---

<sup>114</sup> Selon Goldstein (2008 : 183), Bundy entretenait une « fixation sur la crédibilité » qui a teinté la plupart de ses recommandations au sujet du Vietnam. En craignant que les États-Unis soient perçus comme un « tigre de papier », Bundy en est venu à conclure « qu'il valait mieux combattre et perdre au Vietnam que de ne pas combattre du tout. »

<sup>115</sup> Ironiquement, en privé, McNaughton exprimait des opinions contraires : il ne croyait pas que la crédibilité et la réputation des États-Unis étaient réellement en jeu au Vietnam. Selon Harrison et Mosher (2007 : 507), deux historiens ayant eu un accès inédit aux journaux personnels de McNaughton, l'assistant secrétaire à la Défense estimait que le retrait américain n'entacherait pas la réputation des États-Unis, car Washington en avait fait suffisamment pour lutter contre le communisme. Les États-Unis pourraient dénoncer l'incompétence du gouvernement de Saïgon et lui attribuer la responsabilité d'un éventuel échec.

10% - Pour permettre au peuple du SVN [Vietnam du Sud] de profiter d'un mode de vie meilleur et plus libre (McNaughton, 1965)<sup>116</sup>

Contrairement à la plupart de ses collègues, le sous-secrétaire d'État George Ball croyait que subir l'humiliation du retrait le plus tôt possible afin de limiter les coûts était un moindre mal. La dégradation de l'image du pays serait, à son avis, bien plus grande si les États-Unis subissaient une défaite humiliante après une implication militaire accrue et soutenue au Vietnam. Dans un mémorandum daté du 5 octobre 1964, Ball réfuta les présupposés sur lesquels s'appuyait la politique américaine au Vietnam. Parmi ces présupposés, il s'attaqua directement au consensus dominant au sein de l'administration Johnson selon lequel la crédibilité et le prestige des États-Unis seraient endommagés de manière irrémédiable par la tenue de négociations avec les forces communistes et un éventuel retrait des soldats américains déjà déployés. De plus, George Ball (1965 : 36) contesta l'idée que le maintien de la présence américaine au Vietnam serait bénéfique pour la réputation du pays : « Ce que nous pourrions gagner en établissant la fermeté de nos engagements, nous pourrions le perdre par l'érosion de la confiance en notre jugement. » Malgré tous ses efforts et la rigueur de son analyse des limites de ce que les États-Unis pouvaient accomplir au Vietnam, Ball ne parvint pas à convaincre le président Johnson et ses principaux conseillers du bien-fondé de sa position (Boucher, David et Prémont, 2020 : 64-108)<sup>117</sup>. Le 21 juillet 1965, lors d'une réunion cruciale qui précéda l'annonce du déploiement de 50 000 soldats supplémentaires en sol vietnamien, Lyndon Johnson réfuta l'évaluation de Ball (1982 : 401) : « Ne perdrons-nous pas toute crédibilité en brisant la promesse de trois présidents ? » Ce à quoi Ball répondit : « Nous subirons le plus dur coup à notre crédibilité quand il sera révélé que la plus grande puissance du

---

<sup>116</sup> Dans ce même rapport, McNaughton (1965) énonça la thèse du « bon docteur » qui justifiait l'implication militaire accrue des États-Unis dans la guerre au nom de l'image du pays que souhaitait projeter les décideurs, dans un horizon de deux à quatre ans : « Nous devons avoir tenu nos promesses, avoir été durs, avoir pris des risques, avoir fait couler le sang et avoir fait très mal à l'ennemi. Nous devons éviter les apparences néfastes qui affecteront les jugements des autres nations et leur fourniront des prétextes quant à la façon dont les États-Unis se comporteront à l'avenir dans des cas qui les intéressent particulièrement - en ce qui concerne la politique, la puissance, la détermination et la compétence des États-Unis à traiter leurs problèmes. » Brian VandeMark (2006 : 104) note que l'idée selon laquelle il valait la peine de prouver la détermination des États-Unis à lutter contre le communisme, même si les chances de sauver le Vietnam du Sud s'avéraient minces, était largement partagée au printemps 1965. Elle reposait sur la croyance envers l'interdépendances des promesses américaines.

<sup>117</sup> Dans un mémorandum subséquent à l'attention du président envoyé à McGeorge Bundy le 1<sup>er</sup> juillet 1965, Ball (1965) affirma que l'humiliation que souhaitait éviter le président Johnson et ses conseillers au Vietnam était plus susceptible de survenir avec une augmentation de l'implication militaire américaine : « Notre implication sera si importante que nous ne pourrions pas, sans humiliation nationale, ne pas à atteindre tous nos objectifs. De ces deux possibilités, je pense que l'humiliation serait plus probable que la réalisation de nos objectifs - même après avoir payé des coûts terribles. »

monde ne peut pas vaincre une poignée de misérables guérillas. » Johnson était trop soucieux des conséquences délétères qu'un retrait américain du Vietnam pourrait avoir sur la valeur de la parole des États-Unis pour véritablement entendre et accepter les arguments de Ball (Gelb et Betts, 2016 : 171). Il craignait que les partenaires et alliés des États-Unis ne soient plus en mesure de croire les promesses américaines de défense à la suite de l'abandon de Saigon. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'union de janvier 1965, Johnson (1965) réaffirma la promesse faite par Dwight Eisenhower au Vietnam du Sud : « Il y a dix ans, notre président a promis notre aide. Trois présidents ont soutenu cette promesse. Nous ne la briserons pas maintenant. » Accroître l'implication des États-Unis au Vietnam était donc un moindre mal pour préserver la parole des États-Unis et, surtout, celle du président Johnson.

La veille de l'annonce, le 28 juillet 1965, de la politique qui fit passer le nombre de soldats américains au Vietnam à 125 000, le président démocrate rationalisa sa décision devant ses conseillers en affirmant que la population américaine n'était pas en faveur d'un retrait pour des raisons liées à l'image du pays : « La plupart estime que notre honneur national est en jeu et que nous devons tenir nos engagements là-bas. » (National Security Council, 1965) Derrière ce commentaire se cache le rapport complexe de Johnson aux notions de réputation, de crédibilité, d'honneur et de prestige dans le contexte du conflit qui faisait rage au Vietnam. Selon Logevall, aux yeux de Johnson, la crédibilité du Parti démocrate à l'échelle nationale et la crédibilité personnelle du président étaient aussi importantes que la crédibilité internationale de Washington dans le contexte de la Guerre froide (Logevall, 1999 : xvi). Le lien fort entre la réputation des États-Unis et celles des individus responsables de sa politique étrangère au sein de l'administration Johnson est un élément incontournable pour comprendre l'escalade militaire au Vietnam<sup>118</sup>. Lyndon Johnson interprétait la situation d'un point de vue très personnel, affirme Logevall (1999 : 393) : « Ce qu'il craignait vraiment, c'était l'humiliation personnelle qu'il pensait devoir subir en cas d'échec au Vietnam. Il voyait la guerre comme un test de sa propre virilité. » L'importance accordée par Johnson à sa réputation personnelle en lien avec l'appui américain à Saigon est corroborée par McGeorge Bundy, qui se disait exaspéré par cette habitude de Johnson : « Quand je [me frustra] pendant l'été [19]65, c'est en partie à cause de l'usure constante [découlant] de

---

<sup>118</sup> Selon Blema Steinberg (1996 : 120), Lyndon Johnson projetait la peur de ses conseillers, et la sienne, pour leur propre honneur sur la population américaine. Voir aussi : Logevall, 1999 : 392; Craig et Logevall, 2009 : 238-40.

Lyndon Johnson qui veut arranger la façon dont le monde le perçoit » (Goldstein, 2008 : 199). En février 1966, alors que sa politique d'escalade militaire montrait ses limites sur le terrain, Johnson a confié son profond déchirement face à ce conflit au Sénateur Eugene McCarthy (D-MN) : « Je sais que nous ne devrions pas être là, mais je n'arrive pas à [en] sortir. [...] Je ne peux pas être l'architecte de la reddition » (Coleman et Selverstone, s.d.). À partir du début de l'année 1968, il devint clair aux yeux de Lyndon Johnson et la plupart de ses conseillers, surtout après l'offensive du Têt du 31 janvier, que les États-Unis ne pourraient pas sortir victorieux de ce conflit. L'un des derniers conseillers à recommander au président de maintenir le cap au Vietnam, Walt Rostow, exhorta Johnson à « tuer le dragon de la crédibilité » (Milne, 2007 : 199) en prononçant un discours qui annoncerait la poursuite de l'escalade militaire. Ultimement, la guerre que mena Johnson détériora grandement la crédibilité des États-Unis à l'international, l'épuisa personnellement au point de ne pas briguer un second mandat face au ressac de l'opinion publique à son égard et déchira le Parti démocrate qui subit la défaite lors des élections présidentielles de novembre 1968.

Durant la campagne électorale de 1968, le candidat républicain Richard Nixon affirma que les États-Unis devaient chercher à obtenir une entente de « paix dans l'honneur » pour mettre un terme à cette guerre. Cela signifiait qu'il était ouvert à l'idée de négocier avec les forces communistes, mais pas à n'importe quel prix : « [...] je ne cherche certainement pas à devenir président dans le but de présider à la destruction de la crédibilité de la puissance américaine dans le monde. » (Schmitz, 2014 : 33) Dans un article publié dans la prestigieuse revue *Foreign Affairs* en 1969, Henry Kissinger (1969 : 219), qui s'apprêtait à assumer les fonctions de conseiller pour la sécurité nationale du président élu Nixon, évoquait l'importance de la réputation en politique internationale sans mentionner le mot : « Aussi à la mode que peut être le fait de tourner en dérision les termes de "crédibilité" ou de "prestige", ce ne sont pas des phrases creuses : les autres nations ne peuvent adapter leurs actions aux nôtres que si elles peuvent compter sur notre constance. »<sup>119</sup> Du point de vue de Nixon et Kissinger, le Vietnam était le cas d'espèce par excellence où la crédibilité et le prestige des États-Unis étaient en jeu dans le cadre de la compétition géopolitique entre Moscou et Washington (Hanhimaki, 2004 : 413). Contrairement aux principales figures de l'administration Johnson, pour qui les présupposés de l'impératif de crédibilité et de la théorie des dominos se

---

<sup>119</sup> La crédibilité est la « valeur de politique étrangère que Kissinger vénérât par-dessus toutes les autres », selon David Milne (2015 : 14; David et Tanner, 2019).



limitaient aux conséquences régionales en Asie du Sud Est et en Europe, le tandem Nixon-Kissinger « a poussé le concept de crédibilité beaucoup plus loin », selon Arnold Isaacs :

La théorie de Nixon et Kissinger en était une des « super-dominos ». Si l'Amérique s'avérait inefficace au Vietnam, pensaient-ils, elle serait aussi affaiblie – « un géant impuissant et pitoyable » – au Moyen-Orient, dans les discussions sur les armes stratégiques, partout sur le globe, en fait, là où existaient des intérêts américains importants. Le Vietnam faisait partie d'une stratégie dans laquelle tout était lié à la confrontation nucléaire soviéto-américaine [...]. (Isaacs, 1999 : 496)

Pour obtenir la paix dans l'honneur souhaitée par Nixon, les États-Unis devaient à tout prix éviter une sortie du conflit qui projetterait une image de perdant. « L'humiliation de la défaite est absolument inacceptable », comme Nixon l'indiqua à l'ambassadeur soviétique Anatoli Dobrynine (Farell, 2017 : 363). Les préoccupations de réputation exprimées par Nixon au sujet du Vietnam comportaient autant une dimension constitutive – « Je ne serai pas le premier président des États-Unis à perdre une guerre » (Ambrose, 1989 : 388) – que stratégique, comme l'illustre ce commentaire du président républicain lors d'une rencontre du forum décisionnel du NSC le 15 mai 1969 :

Ce qui est en jeu, c'est plus que le Sud-Vietnam, a dit le président. C'est une question de ce qui arrivera à l'équilibre de l'Asie et au reste du monde. Si nous ne parvenons pas à mettre fin à la guerre d'une manière qui ne soit pas une défaite américaine, et d'une manière qui prive l'agresseur de son objectif, les faucons des nations communistes pousseront à une agression encore plus grande et plus large. Ce qui m'inquiète le plus, c'est ce qui arrivera aux États-Unis. Si une grande puissance ne parvient pas à atteindre ses objectifs, elle cesse d'être une grande puissance. Lorsqu'une grande puissance se replie sur elle-même, lorsqu'elle ne parvient pas à respecter ses engagements, alors sa grandeur s'estompe. Le chemin vers la paix sera difficile, mais notre objectif est d'y arriver. (Keefer et Yee, 2006 : 219)

Pour pouvoir négocier à partir d'une position de force plutôt que de faiblesse, les États-Unis devaient renverser la vapeur sur le terrain. Nixon jeta son dévolu sur la « théorie du fou » (*madman theory*) pour projeter une image de détermination sans borne. H.R. Haldeman (1978 : 83), son chef de Bureau de la Maison-Blanche, relate ainsi les propos de Nixon à ce sujet : « J'appelle cela la théorie du fou, Bob [Haldeman]. Je veux faire croire aux Nord-Vietnamiens que j'ai atteint le point où je pourrais faire n'importe quoi pour mettre un terme à la guerre. » L'intervention militaire au Cambodge s'inscrivait dans cette logique : avant d'entamer le retrait des soldats américains, il

fallait faire la démonstration du niveau élevé de détermination des États-Unis en frappant les sanctuaires Viêt-Cong situés en sol cambodgien. Une telle politique ne faisait pas l'unanimité parmi le personnel du NSC de Kissinger. Winston Lord, Roger Morris et Anthony Lake (1970) exprimèrent leurs réserves quant aux chances de réussite de la politique en insistant sur les conséquences potentielles pour l'image du pays : « Il ne devrait pas y avoir une implication militaire directe des États-Unis au Cambodge. Nous devons assumer que tout usage de la force au Cambodge [...] augmentait notre implication et notre prestige investi dans une cause perdante limiterait notre flexibilité diplomatique et aurait des conséquences politiques sévères aux États-Unis. »<sup>120</sup> Malgré tout, Nixon décida de lancer une intervention militaire au Cambodge comme préalable à la mise en œuvre de la stratégie de « vietnamisation » du conflit, qui ensemble étaient sensées réunir les conditions nécessaires à la négociation d'un accord de paix permettant une sortie honorable pour les États-Unis.

Après la démission de Nixon dans la foulée des révélations du scandale du *Watergate* en août 1974, Gerald Ford accéda à la présidence et Henry Kissinger continua à jouer un rôle de premier plan dans la formulation de la politique étrangère du pays. Jusqu'à la toute fin de la présence américaine au Vietnam, Kissinger aborda ce conflit à travers le prisme de la compétition entre Washington et Moscou et souligna ses conséquences pour la crédibilité et le prestige des États-Unis. C'est avec la chute de Saigon aux mains des forces nord-vietnamiennes, le 30 avril 1975, que la défaite des États-Unis au Vietnam fut officialisée. Les images humiliantes de l'évacuation de l'ambassade américaine par hélicoptères diffusées à travers le monde contribuèrent à exacerber la « blessure psychique à l'image de soi de l'Amérique » (Sparrow, 2015 : 155) infligée autant par le revers que le retrait chaotique de la présence américaine dans le pays.

### 2.3.2 De l'après-Vietnam à la fin de la rivalité bipolaire

L'effondrement de Saigon a « magnifié les préoccupations au sujet de la crédibilité » pour les principales figures de l'administration Ford (Hanhimaki, 2004 : 413). Comme plusieurs de ses prédécesseurs, Gerald Ford était grandement soucieux de la perception des États-Unis à l'international : « Je dois faire preuve de force pour nous aider [...] avec notre crédibilité dans le

---

<sup>120</sup> En avril 1970, Morris, Lake et Bill Watts démissionnèrent sur le champ à la suite du déclenchement des opérations militaires américaines au Cambodge.

monde. »<sup>121</sup> L'idée qu'après la débâcle du Vietnam, les États-Unis devaient faire la démonstration d'une détermination et d'une fermeté renouvelées était partagée par quelques-uns des plus proches collaborateurs de Ford, comme Henry Kissinger et James Schlesinger. Kissinger avait d'ailleurs publiquement énoncé le besoin de restaurer la réputation américaine : le pays devait « accomplir un acte quelconque quelque part dans le monde pour montrer sa détermination à demeurer une puissance mondiale » (Grandin, 2015 : 140). Dans un mémo daté du 12 mai 1975 portant sur les leçons à tirer de l'expérience américaine au Vietnam préparé pour le président Ford, il affirmait que Washington devrait être prêt à offrir son soutien à d'autres pays pour « réparer le dommage [causé par le retrait du Vietnam] et prendre des positions plus fermes pour que les autres croient en nous [les États-Unis] à nouveau ». Il concluait sa réflexion en affirmant que malgré l'échec américain au Vietnam, les soldats américains et la population « n'avaient pas besoin d'être honteux » face à ce que leur pays avait accompli<sup>122</sup>. L'occasion de « prendre des positions plus fermes » allait se présenter plus tôt que prévu, alors que la même journée le vaisseau marchand *SS Mayaguez* fut arraisonné par les forces khmères près de l'archipel cambodgien des îles Koh Tang. Durant les délibérations de l'administration Ford sur cette crise, Kissinger, l'apôtre de la *realpolitik*, s'est montré émotif et soucieux de la réputation du pays pour des raisons qui ne se limitaient pas aux considérations stratégiques, si l'on se fie à ce que rapporte Walter Isaacson :

L'enjeu était plus important que la saisie d'un vieux navire marchand, a-t-il [Kissinger] dit, penché au-dessus de la table du Cabinet et parlant avec émotion. C'était un test de la détermination des États-Unis. Les nations du monde entier observeraient, a-t-il affirmé, pour voir si les échecs au Cambodge et au Vietnam signalaient que l'Amérique avait perdu sa volonté de résister à l'agression. En l'absence d'une réponse forte, la crédibilité de la nation subirait un nouveau coup. (Isaacson, 2005 : 646)

Selon Christopher Lamb, la réponse militaire à l'incident du *Mayaguez* serait directement liée aux préoccupations de réputation des principaux décideurs de l'administration Ford qui estimaient « que la détérioration du prestige et de la crédibilité des États-Unis constituait une menace à laquelle il fallait mettre un terme » (Lamb, 2018 : 117).<sup>123</sup> Cette opération ne combla toutefois pas l'appétit

---

<sup>121</sup> Cité dans: Lamb, Chris. « Belief Systems and Decision Making in the Mayaguez Crisis.» *Political Science Quarterly* 99, no. 4 (1984): 684 (681–702).

<sup>122</sup> Ce mémo a été rédigé par W. R. Smyser, un membre du personnel du NSC sous Kissinger.

<sup>123</sup> Sur l'importance des préoccupations de réputation dans la réaction américaine lors de l'incident du *Mayaguez*, voir : Mahoney, 2011.

des décideurs troublés par les conséquences néfastes de l'échec du Vietnam sur l'image des États-Unis.

De l'avis de Kissinger, la réputation du pays était aussi en jeu en Afrique, où l'Union soviétique menait des activités visant à étendre son influence. Durant une audience de la commission sénatoriale sur les relations extérieures, le 29 janvier 1976, le secrétaire d'État affirmait que même si Washington n'avait pas d'intérêts sécuritaires ou économiques directement en jeu en Angola, l'inaction américaine face à l'ingérence communiste dans ce pays posait un risque symbolique non négligeable : « Si les États-Unis sont perçus comme s'émasculant face à l'intervention massive et sans précédent des Soviétiques et des Cubains, quelle sera la perception des dirigeants du monde entier lorsqu'ils prendront des décisions concernant leur sécurité future ? » (Kissinger, 1976 : 7) En évoquant l'émasclation de la puissance américaine, Kissinger cherchait à éviter la honte qu'accompagnerait une détérioration plus profonde de la réputation des États-Unis. Suivant cette logique, seule une démonstration de la détermination des États-Unis à contrer l'expansion de l'influence communiste en Afrique pourrait permettre d'éviter un tel sentiment.

Durant la présidence de Jimmy Carter, c'est le conseiller pour la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski qui brandit le flambeau de la réputation, de la crédibilité et du prestige à maintes reprises, et ce au sujet de différents dossiers. Abordant la plupart des développements géopolitiques à travers le prisme de la compétition stratégique entre Washington et Moscou, Brzezinski interprétait les avancées soviétiques dans les pays en voie de développement, telles que dans la Corne de l'Afrique, comme des menaces à la crédibilité et au prestige américains (Hurst, 1996 : 74-78). La crise politique en Iran représentait aussi un défi de taille pour l'image des États-Unis, selon le conseiller pour la sécurité nationale. Militant en faveur de l'accueil aux États-Unis de Mohammad Reza Pahlavi, le dirigeant iranien en exil, Brzezinski « craignait [le] prix 'extraordinairement' élevé qui devrait être payé [par les États-Unis] en termes d'honneur et de prestige national [s'ils refusaient] l'asile au Shah. » (McDermott, 2001 : 89). Partisan de l'opération spéciale ratée pour sauver des otages américains détenus par la République islamique d'Iran en avril 1980, Brzezinski présenta l'enjeu au président Carter de manière à souligner les conséquences pour l'image du pays : « [...] nous devons penser au-delà du destin des cinquante Américains et considérer les effets délétères d'une impasse prolongée, d'une frustration publique croissante et de l'humiliation internationale des États-Unis. » (Ibid : 62) Selon l'analyse de son plus proche conseiller, Jimmy Carter n'avait

d'autre choix que de prendre un grand risque pour libérer ces otages, car l'inaction équivaldrait à acquiescer consciemment à la détérioration de l'image des États-Unis. Une telle décision générerait un sentiment de honte, plomberait l'image de soi des décideurs en alimentant l'insécurité identitaire des États-Unis.

Assumant les fonctions présidentielles après l'échec honteux du sauvetage des otages américains en Iran sous Carter, le républicain Ronald Reagan entreprit de redorer l'image des États-Unis à l'international tout en promettant de mettre fin au marasme socio-économique ayant cours au pays. L'image que projetait les États-Unis dans le cadre de la compétition bipolaire avec l'Union soviétique inquiétait tout spécialement Reagan et les membres de son équipe de sécurité nationale. Dans son discours d'investiture de janvier 1981, il affirma que le renouveau qu'il proposait en politique interne allait permettre aux États-Unis « d'être vus comme étant plus puissant à travers le monde. » (Reagan, 1981) Sans surprise, l'enjeu de la réputation et de la crédibilité du pays guida bon nombre de décisions de son administration<sup>124</sup>, surtout durant le premier mandat.

Depuis le début des années 1970, Ronald Reagan affirmait que la meilleure façon pour les États-Unis de « protéger la paix » était de maintenir une « habileté réaliste et crédible à se défendre » (Miles, 2020 : 18). La « paix par la force » (*peace through strength*) devint un slogan électoral de prédilection pour l'ancien gouverneur de la Californie pour ravir l'investiture républicaine à Gerald Ford en 1976 (Kengor, 2006 : 49 & 63). Or, c'est seulement après sa victoire décisive aux présidentielles de 1980 contre le président sortant Jimmy Carter que Reagan obtint l'occasion de transposer cette maxime en politique. Il s'attela à la tâche en misant sur un réinvestissement massif en matière de défense pour traduire la détermination et la force des États-Unis. Cette approche était non seulement populaire au Pentagone, mais aussi au sein du Département d'État, dont les principaux représentants estimaient que la clé pour faire plier les Soviétiques était de faire une « démonstration réussie de notre détermination » grâce à une « force économique et militaire renouvelée, des alliances revitalisées, une nouvelle relation avec la Chine, des efforts de maintien

---

<sup>124</sup> Particulièrement sensible aux enjeux de réputation, Reagan s'est avéré être un « croisé de la réputation » (*reputation crusader*), selon Keren Yarhi-Milo (2018 : 172-222), car il n'a une grande confiance en l'efficacité de la force militaire comme moyen de préserver ou améliorer l'image du pays.

de la paix régionaux et une offensive idéologique. »<sup>125</sup> Craignant les risques d'un holocauste nucléaire, le président chercha aussi à innover sur le plan de la défense en promouvant l'initiative de défense stratégique (IDS) – l'ambitieux projet « *Star Wars* » qui visaient à rendre désuète la menace des armes nucléaires soviétiques transportées par des missiles balistiques intercontinentaux. Les défis techniques qui compromettaient la réalisation et la mise en œuvre de l'initiative importaient peu pour Reagan, qui en valorisait la dimension symbolique : l'IDS était une véritable métaphore du niveau de détermination qu'il souhaitait transmettre pour dissuader Moscou d'attaquer les États-Unis (Morris, 2000 : 470).

Les préoccupations de réputation animèrent aussi les réflexions lors d'événements marquants survenus au sein du bloc soviétique. Par exemple, lors de la crise polonaise au sujet de la construction du gazoduc euro-sibérien, plusieurs membres éminents de l'équipe de sécurité nationale du président Reagan exprimèrent leurs inquiétudes en lien avec l'image des États-Unis. Durant une réunion du forum décisionnel pour discuter de l'enjeu en octobre 1981, le secrétaire d'État Alexander Haig affirma que le président devrait « être préoccupé par notre crédibilité » (National Security Council, 1981) dans l'évaluation des options qui s'offraient à lui. Le dossier du gazoduc fut rapidement mêlé aux soubresauts politiques ayant lieu en Pologne, où le mouvement d'opposition *Solidarność*, mené par le syndicaliste Lech Walesa, subit les répressions soviétiques et celles du régime de Wojciech Jaruzelski, qui imposa la loi martiale au sein du pays satellite en décembre 1981. En réponse, l'administration Reagan annonça, le 29 décembre, l'imposition de sanctions contre l'URSS pour son implication dans la répression en Pologne. À la fin février 1982, Reagan fit part de ses inquiétudes au sujet des conséquences de ces sanctions pour les entreprises affectées qui étaient établies chez les alliés américains, notamment au Royaume-Uni<sup>126</sup>. Bien que certains conseillers partageaient le point de vue de Reagan, comme Alexander Haig, d'autres, comme le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, croyaient qu'il était impératif de maintenir la dimension extraterritoriale des sanctions, autrement les États-Unis cesseraient de paraître « sincères et efficaces » dans la mise en œuvre de leur politique. Puis, en mai 1982, Reagan exprima

---

<sup>125</sup> Voir le résumé de la position du Département d'État préparé par le conseiller pour la sécurité nationale William Clark (1982). Voir aussi: Fischer, 2019: 16.

<sup>126</sup> « Je dois prendre la responsabilité d'avoir été négligent. Au moment où j'ai annoncé les sanctions, je pensais que les États-Unis étaient le facteur dominant dans la production du gazoduc. Maintenant, Maggie Thatcher m'a fait réaliser que j'avais tort. Je réalise maintenant que les facteurs importants sont les filiales et les licenciés des sociétés américaines. » (National Security Council, 1982a)

son désarroi face à l'absence de progrès de sa politique à l'égard de la Pologne : « Nous avons dit que davantage de mesures punitives viendraient et voilà que Walesa est toujours en prison et nous parlons déjà d'assouplir les sanctions. Nous perdrons toute crédibilité. » (National Security Council, 1982b) Plusieurs de ses conseillers estimaient aussi qu'en levant les sanctions imposées contre l'Union soviétique en lien avec le gazoduc, la Maison-Blanche compromettrait l'image et les politiques des États-Unis. C'est notamment le cas du conseiller pour la sécurité nationale William Clark, qui affirma que le retrait des sanctions viendrait « nuire à la crédibilité, la volonté et la cohérence des États-Unis » (*Memorandum of Conversation*, 1982) dans sa poursuite de la politique énoncée à l'égard de la Pologne et de l'URSS. Richard Pipes (1982), qui travaillait sous la supervision de Clark au NSC, partageait ce point de vue : « Je suis convaincu qu'une telle décision serait catastrophique. Nous pouvons vivre avec le gazoduc sibérien, mais nous aurons de la difficulté à vivre avec la perte de crédibilité. » À la mi-novembre 1982, George Shultz, le successeur de Haig à la tête du Département d'État, négocia malgré tout une levée des sanctions avec les alliés européens, au premier chef le Royaume-Uni. Ce changement de cap fut interprété par Robert Gates (1982), directeur adjoint du renseignement, comme un autre événement qui venait miner l'image projetée par Washington : « Après le retrait des sanctions imposées après l'Afghanistan et après la Pologne, cet instrument [les sanctions] de la politique des États-Unis aura peu de crédibilité aux yeux des Soviétiques dans l'avenir. » En somme, cette décision fut accueillie avec scepticisme parmi certaines organisations de l'appareil de sécurité nationale, puisque la crédibilité demeurait la principale mesure de la valeur des politiques américaines pour bon nombre de hauts fonctionnaires.

Les préoccupations de réputation furent aussi consignées dans l'une des principales directives de sécurité nationale de l'administration Reagan, le NSDD-75. Rédigé par Richard Pipes et promulgué par le président républicain en janvier 1983, ce document fournit un cadre de référence définissant l'approche préconisée par l'administration pour aborder les relations soviéto-américaines. Pour remplir l'un des principaux objectifs énoncés dans ce document, soit « la résistance externe à l'impérialisme soviétique », cette directive fit état de l'importance de la réputation du pays pour sa lutte contre les activités de l'URSS dans la périphérie :

Les États-Unis doivent reconstruire la crédibilité de leur engagement à résister à l'empiètement soviétique sur leurs intérêts et ceux de leurs alliés et amis, et pour

soutenir efficacement les États du tiers-monde qui sont disposés à résister aux pressions soviétiques ou s'opposent aux initiatives soviétiques hostiles aux États-Unis, ou sont des cibles spéciales de la politique soviétique. (Reagan, 1983a : 4)

Parmi ces initiatives soviétiques, celles qui furent menées dans les Amériques, la zone d'influence des États-Unis délimitée par la doctrine Monroe<sup>127</sup>, posèrent un défi particulièrement saillant pour la réputation des États-Unis. Il ne faisait aucun doute pour Ronald Reagan que la réputation du pays était en jeu dans l'hémisphère occidental et, comme l'illustre cet extrait d'un discours au Congrès du 27 avril 1983, les répercussions d'une avancée de Moscou dans cette région se feraient ressentir à travers le monde :

Si l'Amérique centrale devait tomber, quelles seraient les conséquences pour notre position en Asie, en Europe et pour les alliances telles que l'OTAN ? Si les États-Unis ne peuvent pas répondre à une menace près de leurs propres frontières, pourquoi les Européens ou les Asiatiques devraient-ils croire que nous nous préoccupons sérieusement des menaces qui pèsent sur eux ? Si les Soviétiques peuvent supposer que rien de moins qu'une attaque réelle contre les États-Unis ne provoquera une réponse américaine, quel allié, quel ami nous fera alors confiance ? (Reagan, 1983b)

Pour freiner les aspirations de l'Union soviétique dans la sphère d'influence de Washington, Reagan réclamait que les législateurs allouent 600 millions de dollars américains pour bonifier les programmes économiques et sécuritaires d'aide aux États centre-américains. Autrement, les États-Unis laisseraient le champ libre à l'influence des forces communistes et les conséquences pour la réputation du pays dépasseraient largement le continent, selon le président : « La sécurité nationale de toutes les Amériques est en jeu en Amérique centrale. Si nous ne pouvons pas nous défendre là-bas, nous ne pouvons pas nous attendre à prévaloir ailleurs. Notre crédibilité s'effondrerait, nos alliances s'effriteraient et la sécurité de notre patrie serait mise en péril. » (Ibid) Plusieurs membres de son équipe de sécurité nationale partageaient cette lecture de la situation. William Casey, le directeur de la CIA, était particulièrement préoccupé par les répercussions des activités menées conjointement dans la région par l'Union soviétique et le régime de Fidel Castro à Cuba. Il estimait que l'URSS avait coincé Washington, puisqu'autant l'inaction qu'une réponse mineraient la crédibilité du pays. À la tête du NSC, William Clark insistait aussi sur l'urgence de la situation et

---

<sup>127</sup> Sur le lien entre la doctrine Monroe et la doctrine Reagan, voir : Modeste, 2020 : 194.



le risque élevé que posait la présence de forces vives prêtes à étendre l'influence communiste dans la région du bassin des Caraïbes, la « cour avant » (Brands, 2015 : 351) des États-Unis.

Au sein de l'appareil de sécurité nationale, nombreux étaient ceux qui croyaient fermement que la seule façon de faire face à cette menace était de miser sur des « actions concrètes [...] dans cet hémisphère [occidental] pour démontrer notre détermination et pour faire de la région un environnement moins favorable pour les Soviétiques. » Cette analyse proposée par Stephen Bosworth (1983), le directeur de la planification politique au Département d'État, au secrétaire Shultz en septembre 1983 révélait que les comportements des gouvernements cubain et soviétique dans la région étaient de plus en plus « audacieux et provocateurs ». Face à ce constat inquiétant, Bosworth souligna que les États-Unis devaient clarifier leur réputation de détermination car, à la lumière du défi posé par les forces communistes, les Soviétiques ne semblaient pas bien comprendre la nature des intentions et intérêts américains dans la région :

Les États-Unis ont des intérêts importants en Amérique centrale, l'Union soviétique n'en a pas. L'Union soviétique et Cuba ne doivent pas se faire d'illusions sur notre détermination à défendre nos intérêts. De telles illusions ne feront qu'augmenter le risque d'une confrontation dangereuse, qu'aucune des parties ne souhaite. (Bosworth, 1983)

Dans ses mémoires, Reagan revint sur sa politique à l'égard de l'Amérique centrale et affirma qu'il n'avait d'autres choix que d'agir, puisque la réputation des États-Unis était en jeu :

Nous ne pouvions pas dire non à ces six petits pays qui nous demandaient de l'aide. Nous n'aurions pas de crédibilité ou de prestance dans les Amériques si nous l'avions fait. Si l'on apprenait cela, ce que je savais qui arriverait, que nous avions refusé [de les aider], peu de nos amis dans le monde nous feraient à nouveau entièrement confiance en tant qu'allié. (Reagan, 1990 : 451)

Pour éviter un tel scénario, son administration adopta des politiques interventionnistes dans la région, comme l'Opération *Urgent Fury* en Grenade d'octobre 1983 (Yarhi-Milo, 2018 : 199-206) et le maintien de l'aide militaire aux rebelles Contras dans la guerre civile au Nicaragua, malgré les interdictions imposées par la législature fédérale par le biais des amendements Boland.

La réputation des États-Unis n'était pas seulement en jeu dans la relation soviéto-américaine ou dans l'hémisphère occidental, mais aussi ailleurs sur le globe dans le contexte de crises qui n'impliquaient pas directement les intérêts sécuritaires américains. En août 1982, des troupes américaines furent déployées au Liban pour participer à une force multilatérale dont le mandat était de mettre en application les dispositions d'un accord pour cesser l'implication de forces étrangères – l'Organisation de libération de la Palestine, Israël et la Syrie – dans la guerre civile libanaise<sup>128</sup>. La participation américaine à cet effort visait certes à contribuer à la stabilisation et au maintien de la paix au Liban, mais il s'agissait aussi d'une façon de projeter une image de force, si l'on se fie aux propos de Geoffrey Kemp, qui travaillait au sein du NSC :

L'idée était que [cet] effort serait une véritable affirmation de la force de la superpuissance... que si vous êtes une superpuissance, que vous avez toutes ces satanées forces que vous avez accumulées pour une raison ou une autre, et que vous ne pouvez pas les utiliser dans une situation comme celle-ci, alors vous avez un pays prostré... (Wills, 2003 : 51)

La directive stratégique NSDD-64 adoptée par le président Reagan le 28 octobre 1982 se conclut sur une remarque liant le sort du Liban à la réputation des États-Unis : « Il est clair que nos initiatives et notre engagement en faveur de l'indépendance du Liban renforceront encore notre crédibilité. » (Reagan, 1982 : 2) Au printemps 1983, il devint évident que les forces armées américaines stationnées à Beyrouth pourraient être la cible des terroristes, surtout après l'attaque suicide contre l'ambassade américaine à la mi-avril. William Clark (1983) présenta cet événement comme un autre coup porté à la réputation des États-Unis, qui était déjà ternie : « [...] nous devons faire face au fait qu'en tant que leader du monde occidental, nos actions ou inactions au Moyen-Orient sont surveillées de très près par nos amis et nos adversaires. Pour être franc, notre crédibilité en tant que grande puissance est en jeu. [souligné dans l'original]. » Plutôt que de décourager la Maison-Blanche, l'attaque contre l'ambassade poussa l'administration Reagan à vouloir faire preuve de plus de fermeté, comme l'illustrent les propos du président : « [...] nous sommes plus déterminés que jamais à contribuer au retrait urgent et complet de toutes [...] les forces étrangères [...] » (Wills, 2003 : 57). Or, la situation sur le terrain se détériorait et l'atteinte des trois principaux

---

<sup>128</sup> Après seulement quelques semaines, les troupes américaines furent retirées du pays. Toutefois, un second déploiement survint le 29 septembre 1982, dans le contexte de l'instabilité qui accompagna l'élection présidentielle au Liban (Yarhi-Milo, 2018 : 193-99).

objectifs de la mission américaine – faciliter le retrait des forces syriennes et israéliennes, renforcer l’armée nationale libanaise et aider le gouvernement central dans ses efforts pour restaurer la stabilité (Evans et Potter, 2019 : 19) – semblait de plus en plus illusoire. Opposé au déploiement initial des troupes américaines, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger (1990 : 155-57) croyait, à l’automne 1983, que la position américaine devenait « de plus en plus dangereuse et était en fait inutile. » Défendant le bien-fondé de la mission au nom de la crédibilité des États-Unis, George Shultz, William Clark, puis Robert McFarlane, recommandèrent au président Reagan de « maintenir le cap » (Clark, 1983 : 2). Shultz soumit au président Reagan une analyse des différentes dimensions de l’enjeu dans un mémorandum daté du 13 octobre 1983. Il insista notamment sur le fait qu’un recul au Liban aurait des impacts négatifs sur d’autres objectifs américains, dont celui « plus vaste de maintenir la domination américaine de la diplomatie au Moyen-Orient face au rôle de l’Union soviétique dans la région. » (Shultz, 1983 : 2)<sup>129</sup> McFarlane, qui succéda à Clark au poste de conseiller pour la sécurité nationale à la mi-octobre, était quant à lui particulièrement soucieux du piètre état de la réputation et de la crédibilité du pays après la débâcle du Vietnam. Shultz (1993 : 108) résuma ainsi la position de McFarlane sur le sujet dans ses mémoires : « Le déploiement de la force multinationale était une action politique, non pas une action militaire, et si nous ne l’avions pas fait, nous aurions perdu notre crédibilité au Moyen-Orient et tout espoir de succès de l’initiative de paix du président. » Dans un mémorandum daté du 18 octobre, McFarlane et le personnel du NSC présentèrent l’implication américaine comme un « test décisif » (*litmus test*) pour la crédibilité des États-Unis et de ses engagements (Yarhi-Milo, 2018 : 195). En effet, si les États-Unis cédaient aux pressions favorables au retrait et abandonnaient ainsi ses objectifs et intérêts au Liban, le pays serait confronté à « une perte mesurée du prestige américain sur le plan international [car les Américains seraient] perçus comme ayant été intimidés par un client soviétique [la Syrie] » (McFarlane, 1983). Le 23 octobre, à peine quelques jours plus tard, un attentat à l’aéroport de Beyrouth fit 241 victimes parmi le contingent américain qui y était basé. Encouragé par Shultz, McFarlane et son conseiller politique Ed Meese, Reagan choisit de poursuivre la mission au Liban, malgré la tragédie, au nom de la réputation de détermination des

---

<sup>129</sup> Dans ce mémorandum, George Shultz souligna également qu’un succès de la Syrie au Liban représenterait une « humiliation des États-Unis » au Moyen-Orient.

États-Unis (Evans et Potter, 2019 : 23-24)<sup>130</sup>. Contrairement à Weinberger, ceux-ci croyaient qu'un retrait donnerait l'impression que Washington capitulait facilement devant l'humiliation, ce qui aurait des conséquences néfastes pour la crédibilité des États-Unis. Ce point de vue était d'ailleurs partagé par Donald Rumsfeld (2011 : 23), l'envoyé spécial de la Maison-Blanche au Moyen-Orient, qui estimait que le retrait américain du Liban proposé par le Pentagone en décembre 1983 laisserait le pays entre les mains de Syriens, infligeant ainsi des dommages supplémentaires à la réputation des États-Unis. Les tensions bureaucratiques au sein de l'administration empêchèrent la mise en œuvre de représailles dignes de ce nom contre les responsables de l'attentat d'octobre 1983. Enfin, après l'effondrement de l'armée libanaise, le principal partenaire des États-Unis sur le terrain, Reagan consentit au rapatriement des forces américaines en février 1984.

Avec l'appui de 49 des 50 États, Ronald Reagan remporta un deuxième mandat le 6 novembre 1984, enregistrant ainsi l'une des victoires les plus décisives de l'histoire des élections présidentielles américaines. Durant son premier mandat, le républicain considérait avoir restauré la « fierté et la crédibilité » des forces armées américaines, et que « la force et la confiance » renouvelées de l'Amérique transportaient « l'espoir et l'opportunité loin de [ses] côtes. » (Reagan, 1984). Malgré la ligne dure initiale vis-à-vis l'URSS, Reagan fit preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'une flexibilité stratégique (Popescu, 2017 : 112-14). Il surprit en choisissant de rompre avec l'approche de confrontation avec l'URSS qui avait orienté la politique étrangère de son administration entre 1981 et 1984. Robert McFarlane (1988) résuma de manière éloquente la transformation de Reagan entre le premier et le second mandat : « le président souligna son intention soutenue de se concentrer sur la construction de la puissance et de la crédibilité des États-Unis durant le premier mandat et se tourna vers le réengagement diplomatique dans le second. ». Entre autres choses, Reagan saisit l'opportunité d'entamer un dialogue avec Mikhaïl Gorbatchev<sup>131</sup>, le nouveau dirigeant soviétique, et y alla même de propositions audacieuses à son homologue, comme l'abolition des armes nucléaires lors du sommet de Reykjavik en octobre 1986 (Mann, 2009). Difficile de statuer si ce sont les politiques visant à restaurer la crédibilité et l'image de

---

<sup>130</sup> L'invasion américaine de la Grenade survint seulement deux jours plus tard, le 25 octobre 1983. Selon Reagan (1983c), l'attentat contre les forces américaines à Beyrouth et l'intervention militaire en Grenada, « bien que séparés par des océans, [étaient] étroitement liés ».

<sup>131</sup> Sur le rôle prépondérant de Ronald Reagan dans cette réorientation de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Union soviétique et sur les racines de cette transformation déjà présentes durant son premier mandat, voir : Fischer, 1997; Miles, 2020.

détermination des États-Unis qui menèrent à cette ouverture et, ultimement, à la chute de l'Union soviétique, comme l'affirme les triomphalistes (Fischer, 2019 : 76). Chose certaine, les préoccupations de réputation du président Reagan et de plusieurs de ses principaux conseillers orientèrent la politique étrangère américaine à l'égard de l'Union soviétique, dans l'hémisphère occidental, ainsi qu'au Moyen-Orient.

### 2.3.3 Une pertinence maintenue dans l'après-Guerre froide

Durant les trois décennies qui suivirent l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la rivalité bipolaire, les dirigeants et décideurs américains démontrèrent à maintes reprises que les préoccupations de réputation n'étaient pas que de simples artéfacts de la Guerre froide. En effet, le souci pour la crédibilité, la réputation, le prestige et l'honneur des États-Unis continua de façonner les réactions des individus responsables de l'orientation de la politique extérieure du pays aux crises sécuritaires internationales. De plus, ces préoccupations influencèrent aussi leurs attitudes à l'égard du maintien de l'implication des forces armées américaines dans des conflits à l'étranger.

En poste durant la transition entre le monde bipolaire et unipolaire, George H.W. Bush continua d'exprimer des soucis de réputation malgré la disparition de la menace soviétique à laquelle avait été historiquement associée la fascination américaine pour la crédibilité durant la Guerre froide. Confronté aux contradictions de sa politique à l'égard du régime de Manuel Noriega et aux dommages causés à l'image des États-Unis par la réponse aux événements de la Place Tiananmen, le président Bush aurait choisi de réaffirmer le leadership américain en appui à la démocratie en intervenant militairement au Panama en décembre 1989. Selon Michael Grow (2008 : 187), cette invasion américaine fut en partie le produit de « l'obsession pour la crédibilité » du pays et du désir du président Bush de se défaire du « facteur mauviette » (*wimp factor*) qui avait jusqu'alors terni son image.<sup>132</sup> La crédibilité américaine joua aussi un rôle important dans la décision d'intervenir militairement pour repousser l'invasion irakienne du Koweït ordonnée par Saddam Hussein en août 1990. Les soucis de réputation se reflétèrent dans la conduite des opérations militaires, ainsi que dans la symbolique associée au succès de la coalition internationale menée par les États-Unis. À peine deux semaines avant le début de l'Opération *Desert Storm* le 17 janvier 1991, George Bush

---

<sup>132</sup> Le président Bush tentait depuis la course à l'investiture républicaine de 1988 de se défaire de l'image peu flatteuse de « mauviette » que véhiculaient à son sujet certains médias américains et ses adversaires politiques (Warner, 1987).

exprima au Secrétaire général des Nations unies Javier Pérez de Cuéllar la nécessité de faire respecter les résolutions du Conseil de Sécurité, incluant l'ultimatum du 15 janvier pour le retrait des forces irakiennes du Koweït : « Si nous consentons à un compromis, nous affaiblirons notre propre crédibilité et celle de l'ONU dans la construction de ce nouvel ordre mondial. » (Bush et Scowcroft, 1999 : 440) Réfléchissant aux conséquences de ses choix pour la réputation des États-Unis, Bush prit la décision de ne pas outrepasser le mandat onusien de la coalition en refusant de poursuivre l'offensive militaire américaine jusque dans la capitale irakienne et de renverser le régime de Saddam Hussein : « Je croyais fermement que nous ne devions pas entrer dans Bagdad. [...] Cela ne pouvait que plonger cette partie du monde dans une instabilité encore plus grande et détruire la crédibilité que nous nous efforcions de rétablir. » (Ibid : 464) En rétrospective, Bush interpréta l'attaque irakienne comme un premier test pour la réputation américaine et pour la solidité du nouvel ordre mondial qu'il proposait d'ériger :

C'est le premier assaut sur le Nouveau Monde que nous envisagions [...] le premier test de notre courage [...] Si nous n'avions pas répondu à cette première provocation avec la clarté de nos intentions, si nous ne continuons pas à démontrer notre détermination, ce serait un signal pour les despotes réels et potentiels du monde entier. (Engel, 2017 : 419)

Citant le bilan enviable des victimes américaines durant la Guerre du Golfe, Bush affirma avec fierté que, grâce à la performance militaire des États-Unis, le spectre du Vietnam avait été « mis au repos et la crédibilité américaine était restaurée » (Bush et Scowcroft, 1999 : 468). Plusieurs analystes soulignent le manque de vision pour façonner l'ordre international post-Guerre froide de George H.W. Bush durant sa présidence (David, 2015 : 662 & 685), un travers qui découle peut-être en partie de la grande attention qu'il vouait aux impacts potentiels de ses déclarations et décisions sur la réputation et la crédibilité du pays, de même que pour son image de soi à certaines occasions.

Durant le reste de la décennie 1990, les préoccupations de réputation demeurèrent importantes aux yeux des responsables de la politique étrangère américaine, particulièrement dans une série de confrontations avec des régimes autoritaires jugés récalcitrants par Washington. Dans ce contexte, le recours à la force a souvent été retenu comme solution pour dissuader ces acteurs d'adopter des politiques agressives à l'égard des États-Unis, de leurs alliés, ou même de leurs propres populations,

ou bien pour les contraindre par la coercition à infléchir leurs comportements (ex. cesser le développement d'armes nucléaires ou de destruction massive, prendre des engagements de non-prolifération, céder un territoire conquis, etc.) (Harvey et Mitton, 2016). Durant la présidence de Bill Clinton, les préoccupations de réputation furent directement liées à l'impératif moral de prévenir des catastrophes humanitaires à l'international, comme le souligna le conseiller pour la sécurité nationale Anthony Lake (2000 : 115) : « Nous perdons de la crédibilité sur d'autres enjeux si nous tournons le dos aux tragédies humanitaires. » Connue sous le nom de l'Opération *Uphold Democracy*, l'intervention militaire américaine pour renverser la junte militaire au pouvoir à Haïti lancée en septembre 1994 fut motivée en bonne partie par ce type de préoccupations. Déployé pour mettre en aide à la mise en application d'un accord entre le président en exil Jean-Bertrand Aristide et le leader militaire au pouvoir Raoul Cédras, le navire *USS Harlan County* rebroussa chemin peu après son arrivée à Port-au-Prince, le 11 octobre 1993, face à la menace d'une foule hostile à l'arrivée de 200 soldats américains et canadiens. Cet incident assena un dur coup à la réputation du président Clinton (Harris, 2005 : 123) et fut interprété comme une profonde humiliation – à la fois nationale et personnelle – par Anthony Lake : « [...] j'étais humilié par ce qui s'est passé à Haïti, avec le *Harlan County*, et déterminé à ce que nous fassions quelque chose de différent à propos de cela. » (*Anthony Lake Oral History*, 2002) Le 18 octobre, Lake présenta une série d'options au président Clinton pour permettre le retour d'Aristide au pouvoir à Port-au-Prince et restaurer la démocratie dans la nation caribéenne. Selon lui, plusieurs intérêts vitaux des États-Unis étaient en jeu dans la crise politique haïtienne : protéger les milliers de ressortissants américains, éviter un exode massif de réfugiés par bateaux, favoriser le retour de la démocratie, ainsi que trouver une solution à la crise qui permettrait d'« accroître l'influence et la crédibilité des États-Unis dans le monde ». Dans son analyse des avantages et inconvénients de l'option d'une intervention militaire unilatérale de Washington, Lake (1993d) nota que le succès d'une telle opération viendrait accroître la crédibilité des États-Unis en tant que « défenseur de la démocratie et des droits humains ». En cas d'échec, la « crédibilité de l'engagement américain envers le multilatéralisme » diminuerait de manière importante (Lake, 1993d : 7). À la suite de l'effondrement d'une tentative du premier ministre Robert Malval de revitaliser le processus de négociations de Governors Island, Lake proposa une série d'options politiques au président Clinton à la mi-décembre 1993. En évaluant ces options, il exprima des réserves quant à l'idée de dénoncer l'intransigeance affichée autant du côté d'Aristide et que de celui des militaires au pouvoir : « Cette approche nuirait à la crédibilité

internationale de l'administration en abandonnant votre engagement envers Aristide et en signalant une défaite claire pour l'OÉA [Organisation des États américains] et l'ONU. » (Lake, 1993e : 6) En juillet 1994, Lake présenta une analyse de la situation à l'aube de l'adoption d'une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU accordant le droit à une coalition menée par Washington d'employer tous les moyens nécessaires pour restaurer la démocratie haïtienne. Le conseiller indiqua au président sa réticence face à l'inclusion d'un ultimatum dans la résolution onusienne: « Pour maintenir notre crédibilité, nous devrions probablement agir peu après l'échéance, tout comme les États-Unis ont attaqué l'Irak dès l'avènement de l'échéance [en 1991]. » (Lake, 1994c) En somme, les préoccupations de réputation figurèrent en tête de liste des priorités identifiées par Anthony Lake durant le processus décisionnel qui précéda l'intervention américaine en Haïti de 1994 et eurent des répercussions sur l'image de soi de ce décideur.

D'autres épisodes marquants jalonnèrent également la présidence de Bill Clinton en ce sens. C'est au nom de la réputation de fiabilité des États-Unis que son administration déploya les porte-avions *USS Nimitz* et *Independence* pour dissuader la Chine durant la troisième crise du détroit de Taïwan (1995-96). Selon Robert Ross (2000 : 88), cette décision ne visait pas à défendre la politique américaine à l'égard de Taïwan, mais plutôt à « défendre sa réputation stratégique en influençant les perceptions de la détermination des États-Unis. » En décembre 1998, en plein procès en destitution du président Clinton, la Maison-Blanche autorisa des frappes aériennes dans le cadre de l'Opération *Desert Fox* afin de contenir le régime de Saddam Hussein qui avait refusé l'accès à des inspecteurs mandatés par les Nations unies aux infrastructures suspectées de servir à la construction d'armes de destruction massive. Recommandée à l'unanimité par les principales figures de son équipe de sécurité nationale, Madeleine Albright, Samuel Berger et William Cohen, cette intervention militaire avait pour objectif de préserver la crédibilité des États-Unis (Halberstam, 2001 : 375), comme le rappelle Bob Woodward :

'Si nous n'agissons pas maintenant, nous perdrons notre crédibilité', a déclaré le Secrétaire Cohen à Clinton lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale. 'Notre parole est en jeu. Si nous ne la mettons pas à exécution, nous serons mis à l'épreuve à l'avenir. Si vous n'agissez pas ici, le prochain argument sera que vous êtes paralysé' par la procédure de destitution. Clinton a acquiescé. 'Je ne peux pas envisager autre chose', a-t-il dit. 'Je n'ai pas le choix.' (Woodward, 2020 : 20)



En 1998-99, ce furent les exactions des forces serbes au Kosovo sous les ordres de Slobodan Milosevic qui préoccupèrent les membres de l'administration Clinton. Comme plusieurs, le secrétaire à la Défense Cohen croyait que les États-Unis et leurs alliés devaient confronter Milosevic pour éviter d'endommager la crédibilité de leur alliance : « L'OTAN n'a pas le choix maintenant. Ils doivent aller de l'avant avec cela, sinon ce sera vu comme une simple menace creuse. » (Daalder et O'Hanlon, 2004 : 43) Les critiques de l'administration Clinton insistaient sur les risques de l'inaction pour l'image des États-Unis et sa capacité future de dissuasion, comme l'illustre ce commentaire de l'ancien secrétaire d'État républicain, Lawrence Eagleburger : « notre crédibilité doit être préservée sinon tous les aspirants Milosevic autour du monde vont croire qu'eux aussi peuvent tuer et mutiler en toute impunité. » (Press, 2005 : 3) Commentant de manière rétrospective le dossier, Samuel Berger évoqua les soucis de réputation comme motifs d'action : « Nous avons investi le prestige et la crédibilité de l'OTAN et de l'Occident sur le fait de pousser Milosevic à rendre les armes. » (*Samuel R. Berger Oral History*, 2005) C'est un président beaucoup plus sûr de lui et une équipe de sécurité nationale plus cohésive et moins susceptible de tomber dans l'immobilisme que durant le premier mandat (Redd, 2005) qui prirent la décision de lancer des frappes aériennes contre les troupes serbes au Kosovo en mars 1999.

#### 2.3.4 La période post-11 septembre

Dans l'après-11 septembre 2001, l'Irak est devenu une cible toute indiquée pour rétablir la crédibilité des États-Unis, un pays humilié par les attentats terroristes à New York et Washington. Dans les mois qui précédèrent ces attaques, le président George W. Bush, son vice-président Dick Cheney et son secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld estimaient que Washington devrait cesser de faire preuve de faiblesse face au terrorisme à travers le monde. Conséquemment, ils souhaitaient restaurer la crédibilité et la réputation de détermination à lutter contre cette menace non-étatique autant auprès des alliés et partenaires américains qu'aux yeux de ses adversaires (Daalder et Lindsay, 2003 : 84). Restaurer l'image de force du pays était d'ailleurs une priorité du mouvement néoconservateur, dont plusieurs personnalités influentes occupèrent des postes importants au sein de l'appareil de sécurité nationale durant la présidence Bush. À leurs yeux, les États-Unis n'avaient pas fait suffisamment la démonstration de la puissance américaine par le recours à la force militaire durant les deux dernières décennies. La Maison-Blanche avait facilement cédé face aux affronts du régime de Saddam Hussein après la guerre du Golfe, ainsi que devant les attaques terroristes des

années 1990 contre les intérêts américains en Afrique et au Moyen-Orient, mais aussi en sol américain (au World Trade Center en 1993) (Vaïsse, 2010 : 239). Les attentats du 11 septembre 2001 ouvrirent une fenêtre d'opportunité (*policy window*) que ces néoconservateurs, comme le secrétaire-adjoint à la Défense Paul Wolfowitz, s'empressèrent de saisir pour réorienter le cours de la politique étrangère des États-Unis (Mazarr, 2007). Les troupes américaines envahirent promptement l'Afghanistan pour débusquer les responsables de ces attaques, au premier chef Oussama Ben Laden, le leader d'Al-Qaïda, et sévir contre le régime taliban qui les abritaient. Capturer Ben Laden ne mettrait pas un terme à la menace terroriste, selon Dick Cheney (2011 : 341), mais il s'agirait « d'un symbole puissant de notre détermination » à lutter contre le terrorisme islamiste. Cependant, la réponse américaine aux attentats ne se limita pas à l'Afghanistan. Face à l'ampleur de l'humiliation subie par les États-Unis le 11 septembre 2001, l'invasion de l'Afghanistan, un pays relativement faible, n'était pas suffisante pour restaurer l'image que les décideurs américains souhaitaient projeter à l'international<sup>133</sup>. Déjà dans la ligne de mire de plusieurs conseillers du président George W. Bush avant septembre 2001, l'Irak devint la seconde cible de choix pour y parvenir. Selon Ahsan Butt (2019), l'invasion de l'Irak fut une guerre performative qui permit aux États-Unis de démontrer son statut hégémonique et de réaffirmer une réputation de puissance. Aux côtés du projet néoconservateur de démocratisation du Moyen-Orient, les préoccupations de réputation figurèrent parmi les principales croyances qui animèrent les décideurs de l'administration sur ce dossier, souligne Michael Mazarr (2019 : 401) : « Les arguments en faveur de l'action étaient fondés sur des convictions sincères – que l'Irak était prêt pour la démocratie, que le monde de l'après-11 septembre exigeait un exercice audacieux et brutal de la puissance pour rétablir la crédibilité américaine – qui ont pris le pas sur les avertissements. » Le rôle influent de ces préoccupations dans le processus décisionnel qui précéda ce choix lourd de conséquences du président George W. Bush est confirmé par quelques-uns des principaux protagonistes. Le président lui-même, en mars 2002, soulignait l'importance de la parole et de la réputation des États-Unis pour son équipe de sécurité nationale :

---

<sup>133</sup> Cette idée était notamment partagée par Henry Kissinger, qui explique avoir appuyé l'invasion « parce que l'Afghanistan n'était pas assez », comme le rapporte Woodward (2006 : 408) : « « Parce que l'Afghanistan n'était pas assez, » a répondu Kissinger. Dans le conflit avec l'Islam radical, disait-il [Kissinger], ils veulent nous humilier. « Et nous devons les humilier. » » Sur le rôle de l'humiliation dans la décision d'intervenir militaire en Irak en 2003, voir : Saurette, 2006; Barnhart, 2017.

[...] nous sommes une administration qui, lorsque nous disons que nous allons faire quelque chose, nous le pensons ; nous sommes déterminés à combattre la guerre contre le terrorisme ; il ne s'agit pas pour nous d'une stratégie à court terme ; nous comprenons que l'histoire nous a appelés à l'action, et nous n'allons pas rater cette occasion de rendre le monde plus pacifique et plus libre. (Bush, 2002)

Les nombreuses déclarations publiques du président et des figures de proue de son administration au sujet des risques posés par les intentions hostiles de Saddam Hussein à l'égard des États-Unis et ses ambitions en matière d'armes de destruction massive créèrent un véritable « piège de crédibilité », selon Peter Feaver, qui travailla au NSC durant le second mandat de Bush :

Cependant, une fois que le président a pris cet engagement en septembre 2002, une fois que la décision a été prise de faire passer cette question de l'arrière-plan à l'avant-plan et d'en faire la question absolue numéro un, j'ai changé d'avis et je l'ai soutenu parce que je pensais que nous étions dans un piège de crédibilité à ce moment-là. Faire marche arrière aurait été pire que de ne pas y aller. Je suis passé du stade où je ne soutenais pas la guerre en Irak à celui où j'ai dit : "Si vous avez engagé le pays à l'automne 2002, nous devons aller jusqu'au bout." (*Peter Feaver Oral History*, 2012)

En réponse au président qui, en décembre 2002, l'interrogeait à savoir si les États-Unis devaient renverser le régime de Saddam Hussein, Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale, répondit par l'affirmative : « Oui [...] Parce que ce n'est pas la crédibilité des États-Unis qui est en jeu. C'est la crédibilité de tout le monde qui est affectée par le fait que ce bandit peut encore une fois défier le système international. » Bien que Rice indiquât que la « crédibilité ne devrait jamais vous pousser à faire quelque chose que vous ne devriez pas faire », elle choisit de maintenir sa recommandation en faveur d'une intervention militaire américaine en Irak vu la nature de la menace posée par le régime au pouvoir (Woodward, 2004 : 251). Le bras droit de Rice, Stephen Hadley, partageait aussi le point de vue selon lequel l'enjeu de l'Irak devait être abordé à travers le prisme de la crédibilité : « [...] les raisons pour lesquelles nous sommes allés en guerre contre Saddam étaient les préoccupations de sécurité nationale et la crédibilité de la communauté internationale et des États-Unis » (Popescu, 2017 : 158). En somme, les architectes de la guerre d'Irak évoquèrent fréquemment leurs préoccupations pour la réputation du pays dans les mois qui précédèrent le début des hostilités en mars 2003 et continuèrent de le faire quelques années plus tard lorsque interrogés sur l'origine de cette guerre.

Paradoxalement, les motifs douteux de l'invasion de l'Irak et l'absence d'armes de destruction massive en sol irakien ternirent grandement la crédibilité et la réputation des États-Unis à l'international (Bailey et Immerman, 2015 : 23). Malgré tout, le maintien de la présence militaire américaine en sol irakien fut justifié au nom de la protection de l'image de Washington (Tunç, 2008). Confrontés aux difficultés de la guerre en Irak, les partisans de la poursuite des opérations militaires américaines dans ce pays – autant ceux qui évoluaient au sein de l'administration Bush qu'à l'extérieur de l'exécutif – firent valoir que le retrait des États-Unis se traduirait inévitablement par une dégradation de l'image du pays auprès de ses alliés et adversaires. Par exemple, le second secrétaire à la Défense de George W. Bush, Robert Gates (2014 : 24), affirma que même si l'idée de rapatrier les troupes américaines gagnait en popularité, Washington ne pouvait pas se permettre de subir la défaite au Moyen-Orient : « L'échec en Irak à ce stade serait une calamité qui hanterait notre nation, handicaperait notre crédibilité, et mettrait en danger l'Amérique pour les décennies à venir. » Quelques années après avoir quitté ses fonctions, Gates réitéra qu'il avait en tête le maintien de la réputation américaine lorsqu'il réfléchissait aux conditions qui permettraient aux États-Unis de se retirer dignement d'Irak :

Je voulais partir avec notre crédibilité internationale intacte et avec suffisamment de stabilité pour que l'Irak puisse se maintenir, pour que nous puissions disparaître sans avoir l'air d'être partis la queue entre les jambes, sans avoir accompli ce que nous avions prévu. (*Robert Gates Oral History*, 2013)

Les décideurs de l'administration Bush étaient particulièrement soucieux du message qu'un retrait enverrait aux ennemis terroristes des États-Unis. Ils étaient persuadés qu'Al-Qaïda et Oussama Ben Laden interpréteraient le retrait d'Irak comme une autre preuve – après le départ de Beyrouth en 1983, de Somalie en 1993 et, dans une moindre mesure, du Yémen en 2001 – du manque de détermination de la première puissance mondiale lorsqu'elle se sent prise au piège dans un borbier (Fettweis, 2007). En effet, ils estimaient que ceux qui, comme Ben Laden, voyaient en l'empire américain un « cheval faible » qui fuit lorsqu'il est ensanglanté auront raison si les États-Unis n'arrivent pas à un résultat décent en Irak » (Tunç, 2008 : 663)<sup>134</sup>. C'est d'ailleurs en partie pour éviter un retrait qui générerait des sentiments de honte et d'insécurité idéologique chez les décideurs que le président Bush a pris la décision en 2006 d'accroître l'implication militaire

---

<sup>134</sup> Cette citation est attribuée à Peter Wehner, un ancien rédacteur de discours de la Maison-Blanche.

américaine en sol irakien dans le but de redresser la situation en faveur des États-Unis et du gouvernement d'Irak. La stratégie du « sursaut » (*surge*) mise en œuvre à partir de 2007 a permis d'atteindre cet objectif. Les participants au processus décisionnel de l'administration Bush regardaient autant vers l'avenir que vers le passé lorsqu'ils formulèrent cette politique : la secrétaire d'État Condoleezza Rice estime que le président Bush « ressentait une grande obligation de ne pas créer un nouveau Vietnam, de ne pas perdre. » (Sayle *et al.*, 2019 : 151) Pour Robert Jervis (2019 : 263), le fait d'évoquer le Vietnam, un épisode traumatisant de l'histoire contemporaine de la politique étrangère des États-Unis ayant déclenché des émotions négatives comme la honte et l'humiliation autant chez les élites, les militaires que la population, a pu accentuer l'impression que la défaite engendrerait des conséquences néfastes de grande ampleur pour la réputation et l'image de soi du pays.

D'autres enjeux de sécurité internationale générèrent des préoccupations de réputation durant le second mandat de George W. Bush. Confronté aux preuves de l'existence d'un réacteur nucléaire en sol syrien à la fin de sa présidence, Bush choisit de ne pas lancer une série de frappes aériennes pour le détruire, et ce en dépit du plaidoyer du vice-président Dick Cheney en juin 2007 :

[Lors d'une réunion du Conseil pour la Sécurité nationale] [...] j'ai encore milité en faveur d'une action militaire américaine contre le réacteur. Non seulement cela rendrait la région et le monde plus sûrs, mais cela démontrerait également notre sérieux en matière de non-prolifération. Cela renforcerait notre crédibilité dans cette partie du monde, en nous ramenant au point où nous étions en 2003, après avoir fait tomber les talibans, le régime de Saddam et obtenu de Kadhafi qu'il renonce à son programme nucléaire. Mais j'étais seul. (Cheney, 2011 : 471)

Enfin, le choix de l'unilatéralisme au détriment du respect des institutions et règles sur lesquelles s'appuient l'hégémonie libérale des États-Unis durant les années Bush fut accompagné d'un lourd tribut. En effet, selon Legro et Leffler (2008 : 86), l'administration républicaine dut consentir au « déclin extraordinaire de son autorité, sa crédibilité, son prestige, et du soutien immédiat d'autres États » à ses politiques. Largement partagé au sein des élites de politique étrangère, des médias et de la population, ce diagnostic allait alimenter le désir de l'administration suivante de restaurer la crédibilité et de redorer la réputation américaine après la débâcle irakienne et les contrecoups de la guerre globale contre le terrorisme.

Au premier abord, la présidence de Barack Obama peut sembler être l'exception à la tendance décrite en détail dans ce chapitre. Contrairement à plusieurs de ses prédécesseurs, Obama critiqua les décisions et politiques qui contribuèrent à l'omniprésence des préoccupations de réputation dans la politique étrangère des États-Unis durant les sept dernières décennies. Dans le premier volume de ses mémoires, Obama revient sur le long processus de révision de la politique américaine en Afghanistan durant sa première année en poste et exprime son scepticisme à l'idée de déployer de nouveaux soldats simplement pour projeter une image souhaitée :

Mais de temps en temps, ma frustration montait en flèche, surtout lorsque j'entendais quelqu'un répondre à une question difficile en se rabattant sur l'argument selon lequel nous devons envoyer plus de troupes afin de montrer notre "détermination". Qu'est-ce que cela signifie exactement, je demandais, parfois de façon trop tranchante, que nous continuions à revenir sur les mauvaises décisions que nous avons déjà prises ? Quelqu'un pense-t-il que le fait de se tourner les pouces en Afghanistan pendant dix ans de plus impressionnera nos alliés et fera peur à nos ennemis ? (Obama, 2020 : 438)

Malgré ces propos, l'étude des décisions prises par Obama force les observateurs à tirer des conclusions plus nuancées. Le président démocrate, ses conseillers politiques, ainsi que certains membres de son équipe de sécurité nationale exprimèrent leurs préoccupations pour la réputation des États-Unis à maintes reprises durant les deux mandats de l'administration. Dès son entrée en poste, Obama énonça son intention de restaurer l'image internationale du pays après que la réputation des États-Unis fut entachée par l'unilatéralisme des années Bush. À cette fin, la Maison-Blanche organisa, en 2009, une série de voyages en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient pour améliorer cette réputation, selon ce que confia un conseiller du président à James Mann (2012 : 150) : « Pour plaider pour que les autres pays fassent quelque chose, il faut avoir de la crédibilité. Tous ces voyages et tous ces discours avaient pour but de construire la crédibilité américaine dans le monde, en la personne d'Obama. » De surcroît, dans le contexte de la crise sécuritaire qui faisait rage en Libye au printemps 2011, Barack Obama souligna lui-même les conséquences néfastes de l'inaction des États-Unis sur la réputation du pays, lorsque confronté à une telle catastrophe humanitaire :

« Si nous n'agissons pas, si nous appuyons sur les freins sur cet enjeu », dit le président, « cela aura des conséquences pour la crédibilité et le leadership des États-Unis, des conséquences pour le printemps arabe, et des conséquences pour la communauté

internationale. » Permettre à Kadhafi de détruire la rébellion à Benghazi, son principal point d'origine, n'était « tout simplement pas qui nous sommes. » (Sanger, 2012 : 345)

En dépit de cet épisode, le scepticisme du président Obama à l'égard du postulat selon lequel il est nécessaire de faire preuve de fermeté pour préserver la crédibilité du pays guida l'une des décisions les plus emblématiques de sa présidence, celle de ne pas mettre à exécution sa menace de représailles contre le régime de Bachar al-Assad en août 2013<sup>135</sup>. Ben Rhodes (2018 : 339), conseiller adjoint pour la sécurité nationale, se remémore ainsi la réaction du président face aux préoccupations de réputation évoquées par ses conseillers en lien avec ce dossier : « J'ai pensé à la façon dont Obama était irrité par l'argument selon lequel il devait bombarder la Syrie pour préserver sa propre crédibilité. "C'est la pire raison d'aller en guerre", disait-il. » Dans le cadre d'une entrevue sur sa doctrine de politique étrangère publiée dans la revue *The Atlantic* au printemps 2016, Obama déplora le fait que les présidents américains sont censés suivre les enseignements tirés du « manuel de Washington » (*Washington playbook*). Cette métaphore sportive désignait l'ensemble des idées dominantes issues de la communauté des praticiens et spécialistes de la politique extérieure établis dans la capitale fédérale. Parmi ces idées, le président démocrate critiquait tout spécialement le « fétiche » de la crédibilité, qui implique invariablement de recourir à la force militaire en citant l'exemple de la crise syrienne de 2013 : « [...] larguer des bombes sur quelqu'un pour prouver que vous êtes prêts à larguer des bombes sur quelqu'un d'autre est pratiquement la pire raison d'employer la force. » (Goldberg, 2016) Ces critiques de Barack Obama et l'analyse plus nuancée de quelques-unes de ses décisions qui précèdent nous rappellent qu'il est difficile pour un président de faire fi des préoccupations de réputation et de crédibilité lorsqu'il fait face à une crise sécuritaire. Le degré élevé d'institutionnalisation de la dissuasion dans l'appareil de sécurité nationale américain et l'importance de ces concepts au sein de la culture stratégique américaine continuent d'orienter la façon dont les dirigeants et décideurs américains définissent les enjeux et la formulation des politiques qui en découlent.

Porté au pouvoir par une vague populiste, Donald Trump marqua une rupture avec les élites républicaines typiquement aux commandes de la politique étrangère et les grandes idées du

---

<sup>135</sup> Sur les enjeux de réputation et de crédibilité en lien avec la « ligne rouge » énoncée par Obama en août 2012 et l'usage d'armes chimiques par le régime Assad l'année suivante, voir : Harvey et Mitton, 2016 : 3-28 & 149-80; Bowen, Knopf et Moran, 2020.

consensus internationaliste libéral qui guidèrent l'action du pays sur la scène internationale depuis le début des années 1990. Même s'il s'inscrivit en porte-à-faux avec bon nombre des normes de la présidence (Hennessey et Wittes, 2020) et celles guidant la pratique de la politique étrangère des États-Unis (David, 2020), Trump fit preuve d'un souci marqué pour les enjeux de crédibilité et de réputation, à l'instar de plusieurs de ses prédécesseurs. Ce souci fut notamment bien présent lorsque le président républicain décida de lancer des frappes punitives, à deux reprises, contre le régime de Bachar al-Assad en Syrie après que celui-ci eut employé des armes chimiques contre la population syrienne. En avril 2017, Trump affirma que les représailles qu'il imposa au gouvernement syrien permirent de restaurer la crédibilité des États-Unis mise à mal lors de l'épisode de la ligne rouge durant le second mandat de Barack Obama (Sciutto, 2020 : 221; Renshon, 2020 : 22). Plus largement, la stratégie de sécurité nationale de l'administration Trump prévoyait une réaffirmation de la puissance américaine à travers des investissements massifs dans les forces armées pour démontrer la grande détermination des États-Unis – un chantier d'envergure s'inscrivant dans la logique de la « paix par la force » des années Reagan (McCormick *et al.*, 2018; Herbert, McCrisken et Wroe, 2019 : 197). Ce document stratégique rédigé sous l'égide de Nadia Schadlow, numéro deux du NSC dirigé par H.R. McMaster, adoptait une conception de la réputation s'inscrivant dans la perspective stratégique dominante : « L'expérience suggère que la volonté des rivaux d'abandonner ou de renoncer à l'agression dépend de leur perception de la force des États-Unis et de la vitalité de nos alliances. » (The White House, 2017 : 26) Ce principe s'avéra l'un des piliers de la doctrine du « nationalisme américain conservateur » de Donald Trump, que Stanley Renshon (2021 : 4) résume ainsi : « un accent sur la force américaine sous toutes ses formes, incluant la résilience et la détermination ». En somme, rétablir une réputation de détermination et de fermeté en lien avec la puissance américaine, surtout son volet militaire, se révéla être l'une des priorités de la présidence Trump pour défendre les intérêts américains (*America First*) et « rendre sa grandeur à l'Amérique » (*Make America Great Again*).

La politique étrangère devint sous Trump une affaire hautement personnalisée, autant dans la manière dont les décisions étaient prises – unilatéralement par le président lui-même – qu'au niveau des objectifs poursuivis – la popularité du président, ses chances de réélection et même ses intérêts pécuniaires (David, 2020 : 70-91; Drezner, 2020). Cette approche personnalisée eut bien entendu des répercussions sur le type de préoccupations de réputation qui retinrent l'attention du président



(Boucher, 2021). D'abord, cette personnalisation poussa Donald Trump à aborder la plupart des enjeux à travers le prisme de sa propre image. « J'ai une réputation à laquelle je tiens plus que tout au monde » (Woodward, 2018 : 250), dit le 45<sup>e</sup> président durant sa première année en poste. Plus concrètement, en avril 2018, Donald Trump s'estima contraint de répondre à l'affront renouvelé du régime Assad en lien avec les armes chimiques pour des raisons personnelles, comme le rapporte son troisième conseiller pour la sécurité nationale, John Bolton (2020 : 45) : « Mon honneur est en jeu. » De plus, misant sur une réputation d'habile négociateur qu'il s'était lui-même attribuée, Donald Trump estimait qu'il n'avait pas besoin de se préparer méticuleusement avant les sommets diplomatiques, comme ses rencontres en tête-à-tête avec Kim Jong-Un, car sa simple participation allait lui permettre d'obtenir des concessions de la part de ses interlocuteurs. Cette confiance démesurée en ses capacités personnelles contribua à la mise en œuvre d'une politique étrangère motivée davantage par le sens du spectacle (Boucher et Prémont, 2021 : 35-36) que par l'atteinte d'objectifs concrets ou l'évaluation des répercussions des choix effectués.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, Donald Trump avait la volonté de s'imposer comme un dirigeant puissant et imprévisible sur la scène internationale. En 2017, cette approche donna lieu à une surenchère de menaces entre les États-Unis et la Corée du Nord, alors que Trump souhaitait faire croire à Kim Jong-Un qu'il était prêt à tout, même à briser le tabou entourant l'usage de l'arme nucléaire, pour forcer Pyongyang à renoncer à son arsenal et son programme nucléaires. Même s'il n'était pas d'accord avec cette approche téméraire, H.R. McMaster martela l'idée selon laquelle Trump ne pouvait pas accepter l'existence d'une « Corée du Nord nucléaire ». Il croyait que le message qu'enverrait l'inaction américaine face à cet État nuirait à la réputation de détermination des États-Unis lorsque viendrait le temps de freiner les ambitions nucléaires d'autres pays, comme l'Iran et la Syrie (Woodward, 2018 : 280; Friedman, 2018). Nonobstant ces réserves, la fermeté de conseillers comme McMaster conforta le président dans ses instincts. Ainsi, plutôt qu'une stratégie de dissuasion prudemment planifiée et exécutée, l'approche de Trump vis-à-vis le dossier nord-coréen releva davantage de la « fanfaronnade » (*swaggering*), c'est-à-dire brandir le spectre du recours à la force militaire dans le but de retirer des bénéfices essentiellement politiques liés au prestige et à l'image du dirigeant et de la nation (Preston, 2021 : 160 & 172-73). Lorsque la crédibilité des menaces qu'il formulait commença à s'éroder et que Kim lui tendit la main pour sortir de la logique de confrontation et entamer un dialogue, Trump modifia complètement son

approche (Ibid : 168). Avec ce changement de cap drastique, il démontra encore une fois qu'il voyait en son imprévisibilité l'une de ses plus grandes qualités : « Je suis toujours en mouvement. Je bouge toujours dans les deux directions. » (Woodward, 2018 : 280) Enfin, le désir de projeter une image de fermeté et d'imprévisibilité se traduisit sous Trump par le choix de conseillers qui permettaient d'envoyer un tel message aux publics nationaux et internationaux. À ce titre, les exemples du général James Mattis, le premier secrétaire à la Défense dont Trump ne cessait de vanter la réputation de fermeté en évoquant son sobriquet « *Mad Dog* » (Renshon, 2020 : 340), et de John Bolton, dont il essayait d'utiliser l'image de faucon va-t'en guerre pour obtenir des concessions de la part de l'Iran et du Venezuela (Hermani, 2019), sont particulièrement éloquentes.

La fascination de Trump pour son image et celle du pays transforma la politique étrangère en un véhicule pour formuler ses doléances aux chefs d'État du monde (Hafner-Burton, Naranget Rathbun, 2019). Dénonçant le manque de respect d'alliés, partenaires et rivaux à l'égard des États-Unis, Trump s'arrogea la responsabilité de remédier à la situation en imposant la volonté des États-Unis de manière unilatérale. En bon populiste, Trump s'attaqua à l'ordre international libéral et aux institutions multilatérales qui auraient permis aux autres pays de profiter injustement des États-Unis, tout en dénonçant certains d'entre-deux sur une base individuelle pour un présumé manque d'équité dans les rapports bilatéraux avec Washington (Nardon, 2018; Löffmann, 2019). Cette logique revancharde prit aussi tout son sens lorsque vint le temps de demander réparation pour des humiliations perçues (Subotić et Steele, 2018). C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles plusieurs observateurs ont souligné la filiation idéologique entre la tradition jacksonienne et la présidence Trump (Clarke et Ricketts, 2017; Dimitrova, 2017; Holland et Fermor, 2021; Rolf, 2021), ainsi que l'importance que les préceptes d'une culture de l'honneur occupèrent dans sa politique étrangère (Boucher, 2021). Les effets de cette culture furent particulièrement évidents lorsque Trump se présenta comme un « président de temps de guerre » pour tenter de remédier à l'humiliation nationale qu'engendra la pandémie de COVID-19 aux États-Unis. Il adopta un discours et des politiques fermes blâmant le régime de Xi Jinping pour la responsabilité de la diffusion à l'échelle mondiale ce qu'il estimait être le « virus chinois ». Toujours dans la logique de la culture de l'honneur, le président ordonna le recours à la force militaire pour éliminer des ennemis qu'il jugeait déshonorables, soit le dirigeant du groupe armé État islamique, un ennemi qui « est mort comme un chien » selon Trump, et Qassem Soleimani, le commandant des forces

spéciales al-Qods du Corps armé des gardiens de la révolution islamique, pour venger la mort d'Américains qui furent la cible de groupes terroristes soutenus par l'Iran en sol irakien.

Redorer le blason de la puissance américaine s'avéra une tâche beaucoup plus difficile que ne l'avait initialement anticipé Donald Trump. Comme le souligne Jim Sciutto (2020), la responsabilité de cet état de fait revient au principal intéressé : un dirigeant ne peut pas être simultanément un « partenaire fiable » et un « fou imprévisible ». Contrairement à Nixon, qui avait popularisé la théorie du fou quatre décennies plus tôt, Trump ne se contenta pas de réserver cette approche déstabilisatrice et ses déclarations intempestives aux rivaux et adversaires des États-Unis. Certes, l'approche préconisée par Trump lui permit de projeter l'image d'un président imprévisible et ferme (Lupton, McManus et Yarhi-Milo, 2021), mais ce cocktail contradictoire envoya un message très inquiétant aux alliés et partenaires traditionnels des États-Unis. Le ton acerbe employé par Trump lorsqu'il s'adressait aux représentants de ces pays, ses déclarations intempestives et ses décisions unilatérales ou voltefaces à propos des relations commerciales et sécuritaires qu'ils entretenaient avec les États-Unis contribuèrent à ternir les réputations d'honnêteté et de fiabilité du pays. Malgré tous les efforts déployés par le président républicain pour projeter une image de force et de fermeté, l'incertitude au cœur de son approche sema un doute profond en ce qui a trait à la détermination des États-Unis et à la crédibilité de ses promesses de défense collective au sein de l'OTAN ou de défense bilatérale, comme dans les partenariats qui lient le pays aux destins sécuritaires de la Corée du Sud et du Japon (Yarhi-Milo, 2018). Par ses choix et son comportement, Donald Trump a accéléré l'érosion de la crédibilité qu'il avait pourtant promis de freiner.

\*\*\*

La première année de la présidence de Joe Biden ne fait pas exception à la tendance historique que nous avons analysée dans ce chapitre : tout indique que les préoccupations de crédibilité et de réputation sont au cœur de la politique étrangère formulée par le président démocrate et son équipe. En plein cœur de la campagne à l'investiture démocrate du printemps 2020, l'ancien vice-président accusa Donald Trump d'avoir « fracassé » la crédibilité du pays et promit de la rétablir une fois en poste à la Maison-Blanche (Biden, 2020). Dans un de ses premiers discours consacrés à la politique étrangère, le président Biden (2021) affirma qu'il allait « réhabiliter la crédibilité et l'autorité morale » des États-Unis dans le cadre d'un renouveau du leadership américain centré sur la

compétition stratégique avec la Chine. Pour marquer la fin de l'ère Trump, la Maison-Blanche et le conseiller pour la sécurité nationale du président Biden, Jake Sullivan, s'empressèrent de publier, en mars 2021, un document intérimaire d'orientation stratégique dans lequel ils réaffirmèrent la nécessité de restaurer la crédibilité du pays afin de permettre aux États-Unis de reprendre son titre de leader de l'ordre international libéral et ainsi d'empêcher Beijing de déterminer les priorités sur la scène internationale (The White House, 2021 : 20). La mise sur pied d'une nouvelle alliance tripartite (AUKUS) avec le Royaume-Uni et l'Australie en septembre 2021 est un excellent exemple de cette volonté de restaurer la crédibilité américaine auprès d'alliés pour faire front commun contre la Chine. Cependant, ce pacte a été conclu sans en informer d'autres alliés, comme la France qui a questionné la réputation de fiabilité des États-Unis alors que ses intérêts eurent été sacrifiés par Washington. De plus, l'administration Biden souhaitait revitaliser l'OTAN et le leadership américain au sein de l'alliance après que sa pertinence fut remise en cause par l'administration précédente. L'invasion russe de l'Ukraine, en février 2022, représenta une opportunité unique pour le président Biden de démontrer concrètement aux alliés de l'OTAN que Washington était déterminée à les défendre face à la menace en provenance de Moscou. En fournissant une aide militaire massive à Kiev et en augmentant les ressources consacrées à la défense des pays membres de l'OTAN sur le flanc est de l'alliance pour dissuader Moscou, la Maison-Blanche a réaffirmé sa détermination à protéger ses alliés.

Néanmoins, le retrait chaotique des forces armées américaines d'Afghanistan en août 2021 a aussi soulevé plusieurs questions au sujet de la fiabilité des États-Unis chez ses alliés sur le terrain. Plusieurs ont exagéré l'effet de ce retrait sur la crédibilité des promesses de défense américaine en traçant un parallèle entre l'Afghanistan et l'avenir de l'OTAN ou celui des partenariats bilatéraux entre Washington et Séoul ou Tokyo (Krebs et Spindel, 2021; Fisher, 2021). Il n'en demeure pas moins qu'en précipitant le retrait pour éviter de devoir combattre une autre année aux côtés des forces afghanes, pour respecter l'engagement pris au nom des États-Unis par l'administration Trump à Doha en 2020 et remplir la promesse électorale de mettre un terme à cette « guerre éternelle », le président Biden et son équipe assumèrent un risque colossal. La débâcle sur le terrain et les images diffusées à l'échelle planétaire jetèrent une douche froide sur les tentatives de restauration de la réputation de compétence des États-Unis initiée par la Maison-Blanche depuis le 20 janvier 2021 (Drezner, 2021). Plutôt que d'écouter l'avis des experts militaires, qui proposaient

de prolonger la présence américaine, et ceux du renseignement, qui estimaient que l'armée et le gouvernement afghans survivraient au maximum quelques mois après le départ des troupes américaines, Joe Biden prit la décision audacieuse de tout faire pour mettre fin à la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis durant la première année de sa présidence. Il demeure trop tôt pour évaluer l'ampleur des conséquences de cet événement sur l'image des États-Unis dans le monde. Pourtant, certains membres de l'équipe de sécurité nationale de Biden estiment que le retrait d'Afghanistan nuira à la réputation américaine, si l'on se fie aux propos du président du comité des Chefs d'État-major Mark Milley :

Je pense que notre crédibilité auprès de nos alliés et partenaires dans le monde entier, ainsi qu'auprès de nos adversaires, fait l'objet d'un examen approfondi de leur part pour voir dans quelle direction cela va aller, et je pense que le mot dommage est un mot qui pourrait être utilisé. (*Top General Admits US Credibility...*, 2021)

Bien que partagé par d'autres militaires, comme le général responsable du *U.S. Central Command*, Frank McKenzie, ce point de vue est loin de faire l'unanimité dans l'entourage du président. Le secrétaire à la Défense Lloyd Austin, le secrétaire d'État Antony Blinken et Joe Biden lui-même rejetèrent les allégations selon lesquelles les alliés des États-Unis allaient remettre en doute la crédibilité des États-Unis après le retrait d'Afghanistan.

Enfin, la stratégie de compétition extrême à l'égard de la Chine et la remise en cause petit à petit, à travers des gestes diplomatiques et militaires symboliques, de la politique d'ambiguïté stratégique à l'égard de Taïwan promet de faire de cette île une source croissante de préoccupations de réputation pour l'administration Biden. Face à l'intensification d'une multitude d'opérations militaires chinoises, dont un nombre accru d'incursions dans l'espace aérien taïwanais, le président démocrate affirma que les États-Unis avaient un engagement à défendre Taïwan lors d'une assemblée publique organisée par le réseau CNN à la fin octobre 2021 (*CNN Presidential Town Hall with President Joe Biden*, 2021). La Maison-Blanche s'empressa de préciser qu'il n'y avait pas de changement à la politique d'ambiguïté stratégique qui préconise le maintien du *statu quo* dans le détroit de Taïwan sans garantir que les États-Unis viendraient au secours de Taipei advenant une agression chinoise. Puis, lors d'une entrevue accordée à l'émission *60 Minutes* de CBS en septembre 2022, Joe Biden répondit par l'affirmative lorsqu'on lui demanda si les soldats américains viendraient à la défense de Taïwan suivant le déclenchement d'une invasion chinoise

(Brunnstrom et Hunnicutt, 2022). En somme, comme sous Eisenhower et Clinton, le sort de Taïwan pourrait devenir une source primordiale de préoccupations de réputation pour le président Biden et ses conseillers, surtout dans un contexte où la compétition stratégique avec la Chine se retrouve en tête de liste des priorités de l'appareil de sécurité nationale américain.

## 2.4 Conclusion

L'incertitude constante générée par la structure anarchique du système international force les États – en l'occurrence les dirigeants et les décideurs responsables de leur politique étrangère – à se soucier de leur réputation et de la crédibilité. De ce point de vue, les préoccupations de réputation exprimées par les présidents américains et leurs conseillers n'ont rien d'extraordinaire : elles sont le produit des caractéristiques de l'environnement dans lequel ils évoluent. Cependant, lorsque l'on s'intéresse à la façon dont ces préoccupations se manifestent au sein de chaque État, force est de constater que des particularités nationales d'ordres culturel et stratégique modulent leur intensité et influence. Comprendre les spécificités de ce phénomène dans le contexte américain est une étape essentielle pour mener à bien l'étude des préoccupations de réputation dans la prise de décision en politique étrangère lors des situations de crise proposée dans la présente thèse. Aux États-Unis, l'impératif de préserver la réputation et la crédibilité du pays semble être si puissant qu'il transcende les époques, les traits culturels régionaux, les grandes traditions idéologiques et les affiliations partisans. Sans parler d'une « addiction » ou d'une « obsession » pour la crédibilité comme le suggèrent certains observateurs (Walt, 2012; 2015; Fisher, 2016), le survol de moments charnières de l'histoire de la politique étrangère des États-Unis nous a permis de documenter l'omniprésence des préoccupations de réputation à travers les époques. Les mots et expressions utilisés pour verbaliser ces soucis ont évolué à travers le temps. Des premières années de la République jusqu'à la Première Guerre mondiale, les présidents et leurs principaux conseillers en matière de politique étrangère exprimèrent leurs inquiétudes pour l'honneur ou le prestige de la nation lors d'épisodes marquants pour le cours de la diplomatie et la défense des États-Unis. Après la Seconde Guerre mondiale, la crédibilité s'est imposée comme l'un des soucis primordiaux des présidents et décideurs américains, notamment grâce à l'institutionnalisation de la théorie de la dissuasion. L'omniprésence des préoccupations de réputation s'est ensuite perpétuée à travers le processus de socialisation des élites de politique étrangère qui garantit la diffusion d'idées et la reproduction de récits au sein des réseaux de l'*establishment*. Malgré les changements au niveau

du champ lexical employé pour exprimer ces préoccupations dans les délibérations internes et pour les transmettre à différents auditoires – national et international – la logique sous-jacente demeure la même : les choix effectués par les présidents et les décideurs qui les entourent ont des conséquences sur la façon dont le pays – et eux-mêmes – seront perçus à l’avenir. Puisque chaque décision prise, surtout en contexte de crise sécuritaire, est scrutée à la loupe par les vis-à-vis internationaux, il est impératif de tenir compte des conclusions que pourraient tirer ceux-ci au sujet du niveau de détermination ou de fermeté, de la fiabilité et l’honnêteté du pays et de l’administration en place. En somme, qu’il soit question d’honneur, de prestige et de crédibilité, le souci demeure toujours la réputation, c’est-à-dire la façon dont les déclarations et comportements sont interprétés par les autres acteurs.

Néanmoins, en l’absence d’une analyse approfondie de chacune de ces décisions, il est difficile d’évaluer l’influence relative de ces préoccupations et de rendre compte de leurs impacts concrets sur la prise de décision en situation de crise. Le survol historique qui précède nous a aussi permis de confirmer partiellement notre thèse concernant la nature des préoccupations de réputation dans le contexte de la formulation de la politique étrangère américaine : elles comportent des dimensions constitutives liées à l’image de soi des décideurs, pas seulement des dimensions stratégiques comme le stipule la perspective dominante. La démonstration de l’omniprésence des préoccupations de réputation dans l’histoire de la politique étrangère des États-Unis ne permet toutefois que de remplir une partie de la mission empirique de la présente thèse. Pour tester l’hypothèse selon laquelle l’influence de ces préoccupations sur le processus décisionnel en situation de crise varie en fonction du niveau de cohésion du groupe responsable de la prise de décision, il faut se pencher de manière attentive sur des cas spécifiques. En analysant leurs principales dynamiques et en évaluant les facteurs permettant de comprendre sur quelles bases les dirigeants et décideurs ont effectué leurs choix de politiques, nous serons en mesure d’étudier l’influence des soucis de réputation à travers le prisme du groupe décisionnel. Les prochains chapitres seront consacrés à cette tâche. Nous y analyserons une série de sept décisions prises en contexte de crise durant le premier mandat d’une même administration afin de pouvoir observer l’évolution et les variations au niveau des dynamiques du groupe décisionnel, principalement son niveau de cohésion. Ce faisant, nous disposerons des données nécessaires pour valider ou invalider

notre hypothèse principale au sujet de l'influence de cette variable, de même que les hypothèses complémentaires à propos de la sensibilité individuelle des présidents aux questions de réputation plus élevée en début de présidence et sur l'évolution du processus décisionnel durant un mandat.



### CHAPITRE 3

## MÉTHODOLOGIE, INDICATEURS ET CADRE D'ANALYSE POUR L'ÉTUDE DES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION DANS LA PRISE DE DÉCISION

L'étude de l'importance de la réputation en politique internationale comporte plusieurs défis méthodologiques. Par exemple si les décideurs d'un État tirent des conclusions au sujet du caractère et des intentions de leurs vis-à-vis en interprétant leurs comportements passés, comment pouvons-nous distinguer ces inférences de celles effectuées sur la base des intérêts<sup>136</sup>? Pas limités à la recherche sur la réputation dans le contexte de rapports interétatiques, ces défis méthodologiques confrontent aussi les chercheurs qui se penchent sur le rôle des préoccupations de réputation – stratégiques et constitutives – dans le contexte de la formulation de la politique étrangère d'un État. Quels sont les indicateurs nous permettant d'identifier les préoccupations de réputation dans le processus décisionnel? Comment déterminer si les mentions des conséquences potentielles pour la réputation d'une situation ou d'une politique donnée traduisent un souci sincère pour l'image que projette le pays ? Il ne faut pas oublier que ces préoccupations peuvent aussi servir d'outils rhétoriques pour rallier des appuis en faveur d'une alternative ou pour en délégitimer une autre. Puisque la présente thèse se concentre sur l'influence des préoccupations de réputation dans la prise de décision en contexte de crise sécuritaire, c'est la problématique qui précède qui s'avère la plus importante. Plus précisément, les défis auxquels nous faisons face portent d'abord et avant tout sur l'identification des préoccupations de réputation au sein du processus décisionnel et sur l'observation des mécanismes à travers lesquels elles orientent les choix des individus responsables de la politique étrangère de l'État. Ce chapitre est consacré à la présentation du cadre d'analyse et des choix méthodologiques effectués pour mener à bien le présent projet de recherche et surmonter les écueils susmentionnés. Nous présenterons d'abord une grille d'analyse regroupant les différents types de préoccupation de réputation pour permettre leur identification empirique. Par la suite, nous proposerons un cadre d'analyse qui nous permettra de tester les hypothèses formulées à la fin du chapitre 1. Ce cadre comprend une série de questions d'analyse qui seront employées dans chacune des études de cas grâce à la méthode du *process tracing*. Puis, il sera question des critères de sélection des études de cas. Enfin, nous traiterons de la sélection des

---

<sup>136</sup> Il s'agit de l'un des principaux points de divergence entre les partisans et les sceptiques de la réputation. Voir notamment : Weisiger et Yarhi-Milo, 2015; Press, 2005; Harvey et Mitton, 2016.

sources primaires et secondaires qui seront utilisées pour mener à bien l'étude de cas et des principales méthodes de récolte (recherche documentaire en archives et entretiens semi-dirigés) et d'analyse (triangulation) des données.

### 3.1 Identifier les préoccupations de réputation dans le processus décisionnel

S'il est possible d'affirmer que les dirigeants et décideurs aux commandes de la politique étrangère d'un État sont soucieux de la réputation du pays, c'est parce qu'ils expriment leurs préoccupations à ce sujet. Dans le cadre de délibérations internes survenant derrière des portes closes, ils soutiennent parfois que l'« honneur est en jeu », que la crédibilité peut être mise en doute par un recul, qu'ils doivent faire preuve de fermeté ou qu'ils craignent de « perdre la face ». En public, lors de discours, de conférences de presse ou même de comparutions devant les commissions du Congrès, ils évoquent leurs craintes de ne pas être pris au sérieux par leur adversaires, de présenter un visage de faiblesse s'ils consentent à des compromis ou à des concessions et le désir de paraître comme un allié fiable qui tient ses promesses. Notre attention se porte donc sur les preuves textuelles (Yarhi-Milo, 2018 : 106) des préoccupations de réputation présentes dans les déclarations publiques et privées des responsables de la politique étrangère des États-Unis.

Les déclarations publiques des dirigeants servent notamment à envoyer des messages aux alliés et adversaires du pays, à communiquer les intentions du gouvernement et à projeter une image souhaitée en contexte de crise. Sur le plan interne, les déclarations publiques prononcées par l'occupant de la Maison-Blanche font partie intégrante de la « présidence rhétorique » qui s'est développée depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle (Tulis, 1987). Le recours à la rhétorique est un des éléments essentiels du pouvoir de persuasion du président (Neustadt, 1960), qui détermine sa capacité d'influencer la formulation et la mise en œuvre des politiques au-delà des pouvoirs qui lui sont attribués par la Constitution américaine. À travers les discours et autres interventions publiques, le président peut déterminer les priorités de l'ordre du jour politique dans le domaine de la politique étrangère. Cependant, il ne dicte pas seul quelles priorités se trouvent en tête de liste : l'inertie propre aux enjeux récurrents ainsi que les événements et les crises focalisant l'attention médiatique sur un enjeu spécifique (Wood et Peake, 1998). Sur les dossiers moins saillants, le président jouit d'une plus grande liberté pour établir les priorités et forcer les autres acteurs du

système politique américain, comme le Congrès ou les médias, à réagir à ses décisions, comme celles de déclencher des opérations militaires à l'étranger (Peake, 2001).

À travers leurs différentes interventions publiques, les présidents projettent une image d'eux-mêmes, de leur administration et du pays qu'ils cherchent à contrôler pour des raisons stratégiques et constitutives. Leurs déclarations servent notamment à formuler des menaces destinées à des adversaires et rivaux ou encore à communiquer leur niveau de détermination – ou leur volonté ferme – à tout mettre en œuvre pour atteindre leurs objectifs et défendre leurs intérêts. Les déclarations des dirigeants en politique internationale remplissent aussi le rôle de « signaux coûteux » (*costly signals*) servant à communiquer « leur volonté de combattre ou de résister par la force aux confrontations sur un enjeu » (Fearon, 1997 : 70). Parmi ces signaux, on retrouve les comportements ou les déclarations qui viennent essentiellement « lier les mains » (*tying hands*) d'un dirigeant en augmentant les coûts d'un recul si l'adversaire présumé défie effectivement son pays, mais qui n'entraîne pas de coût en l'absence d'un tel scénario (Quek, 2021 : 537)<sup>137</sup>. Dans un article influent sur le sujet, James Fearon souligne le lien entre ce type de signaux et les préoccupations de réputation :

Les signaux de mains liées se présentent généralement sous la forme de déclarations publiques d'intention de la part des dirigeants de l'État, selon lesquelles le prestige national est en jeu dans le cas de  $x$ ,  $y$  ou  $z$ . C'est-à-dire, le signal des mains liées fonctionne généralement en créant des coûts d'audience que les dirigeants subiraient en raison de la réaction des auditoires politiques nationales à la perception d'un échec dans la gestion de la politique étrangère. (Fearon, 1997 : 70)

En d'autres mots, le souci pour la crédibilité des menaces et promesses formulées par un dirigeant pourrait l'entraîner à volontairement limiter sa marge de manœuvre sur un enjeu donné. Par conséquent, ne pas mettre à exécution une menace ou briser une promesse serait coûteux politiquement, ce qui contribue à la crédibilité des déclarations et actions d'un acteur politique<sup>138</sup>. Cette logique s'appuie sur un autre postulat d'intérêt pour le puzzle de la présente thèse : la population envers laquelle le dirigeant est redevable est particulièrement sensible aux décisions qui

---

<sup>137</sup> Pour un survol de la recherche sur ces signaux, voir : Gartzke *et al.*, 2017.

<sup>138</sup> Pour un échantillon pertinent des débats théoriques et empiriques au sujet de la théorie des coûts d'audiences en politique internationale, voir le numéro du périodique *Security Studies* (vol. 21, no 3, 2012)

nuisent à la crédibilité du pays, qui ternissent sa réputation, ainsi qu'aux affronts à l'honneur et au prestige national (Tomz, 2007 : 836; Levy 2012 : 386). Les présidents américains abordent fréquemment les crises étrangères comme s'il s'agissait de tests pour la crédibilité de la nation et pour leur crédibilité personnelle (Bostdorff, 1994 : 221) et cherchent à communiquer le niveau de détermination des États-Unis à travers les déclarations qu'ils formulent dans de tels contextes (McManus, 2017).

Cependant, l'analyse de la rhétorique publique des dirigeants pour évaluer les préoccupations de réputation comporte d'importantes limites dont nous devons tenir compte. Les déclarations publiques ne peuvent pas offrir un portrait fidèle des intentions et des motivations qui animent ces individus. Selon Daryl Press (2005 : 154), ces déclarations doivent être traitées avec méfiance puisque les dirigeants ont souvent intérêt à manipuler, voire tromper autant les publics internes qu'externes : « Traiter ces déclarations – même celles faites à plusieurs reprises – comme des indicateurs valables des convictions d'un dirigeant équivaut à utiliser les paroles d'un joueur de poker professionnel comme une indication honnête de ce qu'il pense de ses cartes. » Les déclarations faites en privé sont généralement perçues comme étant plus appropriées pour étudier les motivations et intentions des dirigeants et des décideurs en politique internationale. Elles sont particulièrement utiles pour étudier l'importance relative de la crédibilité et de la réputation d'un autre État dans les calculs décisionnels de ses vis-à-vis (Ibid., 11). De manière analogue, nous estimons que ces déclarations privées, plus précisément celles qui sont formulées lors des délibérations internes par les principaux protagonistes du processus décisionnel, sont plus appropriées pour identifier les préoccupations de réputation et évaluer leur influence sur la prise de décision en situation de crise.

Notre analyse visant à observer les préoccupations de réputation se concentre donc d'abord et avant tout sur les déclarations privées formulées par les dirigeants et les décideurs. L'étude du contenu des mémorandums et autres documents produits et diffusés au sein de l'appareil de sécurité nationale avant, pendant et après les épisodes de crise sécuritaire, sera privilégiée. À partir du survol de l'importance historique des préoccupations de réputation pour la politique étrangère américaine dont les résultats sont présentés au chapitre suivant, nous avons établi une grille d'observation empirique. Grâce à cet exercice, nous avons identifié deux principaux types de préoccupations de réputation qui sont éclairants pour observer le phénomène autant dans une

perspective stratégique que constitutive. Le premier type regroupe les préoccupations dont l'orientation temporelle est *prospective*, c'est-à-dire qu'elles évoquent les conséquences potentielles des décisions de politique étrangère sur la réputation. Le second type s'inscrit dans une logique temporelle *rétrospective* : ces préoccupations évoquent les torts perçus pour la réputation de décisions antérieures. Le tableau 3.1 contient des exemples de ces deux types de préoccupations, selon les perspectives stratégique et constitutive. Ces exemples sont inspirés de ceux recensés dans les contributions à la recherche sur la réputation en politique internationale, ainsi que du portrait historique brossé au chapitre 2.

Tableau 3.1 - Grille d'observation empirique des préoccupations de réputation

Perspectives des préoccupations de réputation	Logique <i>prospective</i> – Exemples	Logique <i>rétrospective</i> – Exemples
<i>Perspective stratégique</i>	<p>« Notre réputation / notre crédibilité est en jeu dans ce conflit. »</p> <p>« Si nous n'agissons pas maintenant, un recul dans le pays A engendrera un recul dans les pays, B, C, D, etc. ».</p> <p>« Si nous n'agissons pas dans le pays A, nos adversaires profiteront de notre faiblesse pour accroître leur influence dans le pays B ou ailleurs. »</p> <p>« Si nous n'agissons pas dans le pays A, nos alliés remettront en cause la crédibilité de nos promesses dans d'autres régions du monde. »</p> <p>« Pour défendre notre crédibilité/réputation, nous devons faire quelque chose. »</p>	<p>« Nous n'avons pas fait preuve de détermination dans le cas X et nous en subissons maintenant les conséquences en termes de crédibilité. »</p> <p>« Nous n'avons pas tenu notre parole dans le cas X et nous en subissons maintenant les conséquences se traduisant par un déclin de notre crédibilité. »</p> <p>« Notre politique [en lien avec le pays Y] a compromis notre crédibilité [ou réputation]. »</p> <p>« Notre leadership de l'alliance est remis en question. »</p> <p>« Nous devons faire preuve de fermeté dans la présente crise puisque notre crédibilité a été mise à mal par notre comportement dans une crise passée. »</p>
<i>Perspective constitutive</i>	<p>« En ne remplissant pas nos promesses, les autres pays ne nous respecteront plus. »</p> <p>« Si nous ne réagissons pas, ils ne nous respecteront plus. »</p>	<p>« Nous avons échoués à accomplir nos objectifs. Nous avons eu l'air faibles. »</p> <p>« Nous avons été humiliés dans la crise X, nous devons rétablir [ou défendre] notre réputation dans la présente crise. »</p>

Perspectives des préoccupations de réputation	Logique <i>prospective</i> – Exemples	Logique <i>rétrospective</i> – Exemples
	<p>« Nous avons l’air faibles. Nous devons changer notre approche face à ce problème. »</p> <p>« L’inaction ou la faiblesse ternirait notre prestige. »</p> <p>« Cette situation nuit à notre image. Cela doit cesser. »</p> <p>« Nous ne pouvons plus continuer ainsi. »</p> <p>« Je ne veux plus avoir l’air faible. »</p> <p>« Un recul serait embarrassant pour nous/notre pays. »</p>	<p>« Ils ont commis des atrocités et nous n’avons rien fait. »</p> <p>« Dû à nos erreurs dans la crise X, nous n’avons pas été à la hauteur de l’image que nous souhaitons projeter OU de nos principes. »</p> <p>« Nous ne pouvons pas continuer comme cela, notre échec sur ce dossier est devenu le symbole de notre politique. »</p> <p>« Je suis dérangé / frustré par ce que les autres acteurs disent à notre sujet. »</p>

### 3.2 Étude de cas et *process-tracing*

Nous testerons les hypothèses formulées au chapitre précédent à travers des études de cas de la prise de décision lors d’épisodes de crise sécuritaire. Une crise est souvent caractérisée par un haut niveau d’incertitude et un sentiment d’urgence (Stern et Sundelius, 2002 : 72; Boin *et al.*, 2005 : 2-3). La prise de décision devient plus compliquée dans un tel contexte, surtout en raison du déficit d’information au sujet des causes et conséquences de la situation (Boin *et al.*, 2005 : 4). Lors d’épisodes de crise sécuritaire, les décisions gouvernementales sont généralement prises au plus haut niveau de la hiérarchie du pouvoir politique au sein d’un petit groupe composé du chef d’État et de ses principaux conseillers en matière de sécurité nationale (Hermann et Hermann, 1989 : 369). En politique étrangère, ce type de crises s’accompagne habituellement d’une perception d’un risque élevé de violence militaire accrue (Stern, 2003 : 188). Ainsi, notre intérêt de recherche se tourne vers des situations lors desquelles le recours à la force militaire se retrouve parmi les options envisagées par les membres du groupe décisionnel pour réagir à une crise.

Notre attention se portera sur les décisions d'intervention/non-intervention militaire de l'administration du président Bill Clinton concernant la guerre en Bosnie-Herzégovine, entre janvier 1993 et août 1995. Nous avons sélectionné ce cas d'étude car il comporte sept épisodes de crise survenus dans le contexte du conflit qui déchira les Balkans au début des années 1990 (Tableau 3.2). Au premier abord, un seul cas d'étude peut paraître trop peu pour évaluer empiriquement la validité d'une approche. Or, comme nous le démontrerons, une étude de cas implique souvent l'analyse d'une série d'observations d'une même catégorie d'événements (George et Bennett, 2005 : 69), en l'occurrence des décisions prises lors d'épisodes de crise sécuritaire. En générant plusieurs observations<sup>139</sup>, on ouvre la porte à la comparaison au sein d'un même cas (Gerring, 2007 : 31; 2012 : 288). Tester les prédictions d'une approche, ainsi que les explications alternatives, à travers plusieurs observations découlant d'un seul cas d'étude est une méthode reconnue pour raffiner la réflexion théorique sur un phénomène (George et Bennett, 2005 : 32). Cette approche est particulièrement pertinente pour l'analyse de l'importance de la réputation en politique internationale, qui se fait souvent à travers l'étude d'interactions répétées entre les mêmes acteurs lors de différents épisodes de crise. C'est généralement dans ces interactions répétées que la réputation de détermination est considérée comme cruciale pour la capacité de dissuasion d'un État (Mitton, 2022 : 470), et que par conséquent les préoccupations à ce sujet sont les plus susceptibles d'être évidentes dans le processus décisionnel.

Tableau 3.2 - Épisodes de crise sécuritaires survenus durant la guerre en Bosnie-Herzégovine, janvier 1993 à août 1995

Mois/année	Épisodes de crise sécuritaire	Décisions : intervention (I) /non-intervention (N)
avril-mai 1993	Assaut bosno-serbe sur Srebrenica	N : Échec de la proposition <i>lift-and-strike</i>
juillet-septembre 1993	Étranglement de Sarajevo	N : Ultimatum de l'OTAN
février 1994	Bombardement de la place du marché Markale	I : Ultimatum de l'OTAN et frappes aériennes

<sup>139</sup> Ces observations peuvent en quelque sorte être considérés une série de cas à l'intérieur d'un même cas (Krasner, 1985 : 141). Toutefois, le chercheur doit reconnaître que ces observations ne sont pas indépendantes les unes des autres (Beach, 2016 : 471, n.2) et que la possibilité de tirer des conclusions généralisables à partir d'une seule étude de cas demeurent limitée.



mars-avril 1994	Assaut bosno-serbe sur Goražde	N : Volonté initiale d'imposer une zone d'exclusion et recul pour laisser l'ONU et l'OTAN régler la crise
novembre 1994	Assaut bosno-serbe sur Bihać	N : Volonté initiale d'imposer une zone d'exclusion & recul pour préserver l'unité de l'OTAN & engagement envers l'alliance pour une éventuelle mission de retrait de la FORPRONU
mai-juin 1995	Crise des otages de la FORPRONU	N : Recul devant la réticence des alliés par rapport aux frappes aériennes
juillet-août 1995	Massacre de Srebrenica	I : Protection de l'enclave de Goražde & adoption de la stratégie de « fin de partie » ( <i>endgame strategy</i> )

L'approche séquentielle à l'étude de la prise de décision que propose Charles F. Hermann (2011) attire notre attention sur les décisions successives que sont souvent amenés à prendre les dirigeants et les décideurs responsables de la politique extérieure d'un État. Elle rejoint l'étude de la gestion de crise qui souligne le caractère dynamique de telles circonstances où les décideurs doivent prendre acte des répercussions de leurs choix pour faire face à un problème et potentiellement réajuster le tir, selon une logique réitérative (Trenta, 2016 : 60-62). La guerre en Bosnie est un excellent exemple d'un problème complexe et récurrent qui a forcé l'administration Clinton à prendre plusieurs décisions différentes. Les études précédentes ayant souligné l'importance des inquiétudes au sujet de la réputation et de la crédibilité dans les délibérations de l'administration Clinton se sont concentrées sur l'année 1995 et particulièrement sur la période qui a suivi le massacre de Srebrenica (Daalder, 2000 : 164-66; Robinson, 2001 : 118). L'offensive de nettoyage ethnique menée en juillet 1995 par les forces bosno-serbes sous l'égide du général Ratko Mladić dans une « zone de sécurité » (*safe area*) est identifiée comme le tournant du conflit qui déchirait les Balkans depuis 1992 (Hyland, 1999 : 39; Daalder, 2000 : 67-8; Power, 2002 : 392-93; Robinson, 2002 : 85; Dumbrell, 2009 : 86; David, 2015 : 714). Cet épisode de violence inouïe est « la crise dans la guerre de Bosnie », selon Luca Trenta, qui a étudié la gestion de l'enjeu par l'administration Clinton (2016 : 190). Pourtant, en abordant ce conflit du point de vue de la prise de décision séquentielle, il devient évident que d'autres crises importantes survinrent avant celle de Srebrenica. Pour James Gow, la gestion de la guerre en Bosnie par les pays européens et les États-Unis a représenté une succession d'échecs et de rares succès qui « font tous partie d'une chaîne d'événements dans lesquelles la crédibilité internationale était de plus en plus en jeu » (1997 : 46).

Partant de ce constat, nous avons identifié sept épisodes de crise découlant de cette guerre qui retinrent particulièrement l'attention de l'administration Clinton entre 1993 et 1995. Nous étudierons la manière dont les préoccupations de réputation ont pu orienter la réponse américaine à chacune d'elles. Les cinq épisodes de crise de la période 1993-94 seront analysés au chapitre 4, car ils survinrent dans un contexte où les objectifs premiers de l'administration Clinton demeuraient d'éviter un débordement du conflit au-delà des frontières de la Bosnie-Herzégovine et le déploiement de soldats américains. En décembre 1994, constatant que l'« approche à tâtons » (*muddling through*) qu'ils avaient jusqu'ici privilégiée pour gérer le dossier de la Bosnie nuisait à leurs relations avec les alliés américains, Bill Clinton et ses conseillers décidèrent de promettre aux membres de l'OTAN de déployer environ 20 000 soldats dans le cadre d'une opération de l'alliance pour soutenir à un éventuel retrait de la mission des Nations unies déployée dans le pays. Cet engagement transforma la manière dont l'administration envisagea les conséquences de ce conflit pour la réputation des États-Unis. Clinton et ses conseillers prirent en quelque sorte la décision d'intervenir militairement dans le conflit « sans que personne ne le réalise » (Bass, 1998 : 100). Dès lors, la priorité de la Maison-Blanche devint d'éviter un tel déploiement dans ce qu'ils estimaient être une situation de défaite, tout en insistant sur la nécessité de ne pas briser leur engagement envers l'OTAN. Pour rendre compte de ce changement important dans la manière dont les décideurs définissaient le conflit, nous analyserons les deux crises de l'année 1995 au chapitre 5. Ce choix nous permettra d'étudier de façon approfondie la réaction du président Clinton et des membres de son équipe décisionnelle à la crise de Srebrenica. Ce faisant nous porterons une attention particulière au rôle que jouèrent les préoccupations de réputation dans les délibérations qui précédèrent la réorientation de la politique américaine en Bosnie, au début août 1995.

### 3.2.1 Critères de sélection du cas d'étude

Avant de poursuivre, il convient d'explicitier les critères de sélection qui ont motivé notre choix de ce cas d'étude. Premièrement, le cas sélectionné comprend sept épisodes qui font partie de la population des décisions de politique étrangère américaine en situation de crise (Gerring, 2004 : 342)<sup>140</sup>. Deuxièmement, pour assurer la représentativité de ces cas par rapport à cette population,

---

<sup>140</sup> Comme le résume bien John Gerring (2007 :31), une étude de cas est l'analyse intensive d'un seul cas pour dans le but de comprendre un plus grand ensemble d'unités similaires. Ainsi, l'étude de cas proposée dans cette thèse vise à permettre une meilleure compréhension des décisions prises en situation de crise en portant une attention particulière aux préoccupations de réputation.

nous l'avons sélectionné selon un critère de diversité des valeurs que prennent les variables dépendantes et indépendantes (Seawright et Gerring, 2008 : 300-1). D'une part, nous avons identifié des épisodes de crise auxquels les réponses de l'administration Clinton ont varié (non-intervention / intervention militaire), ce qui permet de couvrir l'ensemble des valeurs possibles de la variable dépendante (Gerring, 2007 : 97-9; Kaarbo et Beasley, 1999 : 381). D'autre part, les cas retenus permettent aussi de rendre compte des variations du niveau d'implication du président dans la formulation des politiques et dans la prise de décision, ainsi que du niveau de cohésion du groupe décisionnel, durant un même mandat présidentiel. Le début d'une présidence est une période charnière durant laquelle un nouveau président a l'occasion de forger sa propre réputation et laisser sa marque sur celle du pays. Troisièmement, en sélectionnant des décisions prises dans la période de l'après-guerre froide, nous pourrions démontrer que notre approche est pertinente pour étudier les préoccupations de réputation au-delà du contexte de la bipolarité, soit la structure du système international qui est généralement considérée comme celle sous laquelle ces préoccupations sont les plus influentes. Quatrièmement, le cas d'étude retenu porte sur l'une des présidences étudiées par Yarhi-Milo (2018) dans son livre *Who Fights for Reputation*, mais l'enjeu – la guerre en Bosnie-Herzégovine – ne fait pas partie de ceux analysés par la chercheuse. Yarhi-Milo affirme que Bill Clinton est un « croyant de la réputation » (*reputation believer*), c'est-à-dire un président grandement préoccupé par l'image qu'il projette et prêt à recourir à la force militaire pour la défendre lorsqu'il a épuisé les options diplomatiques. La guerre en Bosnie représente un cas intéressant pour évaluer cette théorie et notre approche, car le président Clinton a privilégié la résolution diplomatique du conflit dès son entrée en poste et avait réservé l'option du recours à la force pour la mise en application d'un éventuel accord de paix, malgré une rhétorique plus interventionniste durant la campagne électorale de 1992. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce que la logique de la théorie centrée sur le niveau d'autosurveillance du président proposée par Yarhi-Milo soit respectée dans ce cas, comme elle le suggère dans une vignette sur la politique du 42<sup>e</sup> président à l'égard du conflit dans les Balkans (2018 : 262). Or, comme nous le verrons dans les chapitres sur ce cas d'étude, le fait que le changement de la politique de l'administration Clinton survienne deux ans et demi après le début de son mandat, ainsi qu'après de multiples échecs diplomatiques, confirme les limites de l'approche centrée sur la personnalité du dirigeant. Cinquièmement, nous avons choisi un cas pour lequel des données d'archives suffisantes sont disponibles pour mettre

en relief les facteurs d'intérêt pour la présente recherche<sup>141</sup>. Il s'agit d'un des rares cas d'étude de la période post-guerre froide pour lequel nous avons accès à une grande quantité de documents d'archives de l'appareil de sécurité nationale américain. La disponibilité d'une grande quantité et qualité de sources primaires sur ce cas s'explique par la déclassification de plusieurs centaines de documents d'archives par la bibliothèque présidentielle William J. Clinton et par la CIA à l'occasion d'une conférence soulignant le rôle du renseignement américain dans la résolution du conflit ayant eu lieu en octobre 2013. De plus, plusieurs retranscriptions du contenu d'entrevues de fond de type *oral history* avec les décideurs impliqués directement dans le processus décisionnel sont disponibles. Enfin, les décisions retenues ont été prises par une administration connue pour ses tensions importantes entre les principaux conseillers membres de l'équipe de sécurité nationale, notamment entre Anthony Lake et Warren Christopher, ou entre les faucons (Lake, Madeleine Albright et Al Gore) et les colombes (Christopher, Les Aspin, Colin Powell). Il s'agit donc d'un cas complexe pour une approche qui se concentre sur le niveau élevé de cohésion du groupe décisionnel. En effet, le recours à la force pour des raisons liées à la réputation est moins susceptible d'être le résultat d'une stratégie du maintien de l'identité et l'image de soi d'un groupe alors que celui-ci est marqué par la rivalité et le conflit entre quelques-uns de ses principaux membres. Durant une présidence, autant le niveau d'implication du président dans le processus décisionnel que celui de la cohésion du groupe décisionnel peuvent évoluer. À ce titre, un groupe initialement marqué par une faible cohésion peut devenir plus cohésif lorsque son membre le plus important, le président, assume un rôle directif plus actif ou lorsque sa composition est modifiée à la suite de changements de personnel. De plus, les manœuvres de certains membres du groupe visant à manipuler la définition des enjeux, la formulation des politiques et les procédures gouvernant la prise de décision peuvent elles aussi altérer le niveau de cohésion de l'unité décisionnelle. En créant des coalitions autour d'une position, en exerçant des pressions de conformité pour diminuer l'attrait des alternatives ou en isolant des membres qui les défendent, ces individus peuvent augmenter le niveau de cohésion du groupe sur un enjeu donné. Donc, ce cas complexe permettra de mieux

---

<sup>141</sup> Notons que la richesse de données disponibles associées au cas choisi n'est pas notre critère de sélection principal, mais il s'agit d'un critère nécessaire et incontournable (Van Evera, 1997 : 78-79; Yarhi-Milo, 2014 : 39) pour atteindre les objectifs du présent projet de recherche.

comprendre les dynamiques propres au groupe décisionnel et leur évolution durant un mandat présidentiel.

### 3.2.2 *Process-tracing* et cadre d'analyse de la thèse

La méthode du *process-tracing* est toute désignée pour l'étude d'un seul cas, car elle permet l'analyse affinée des détails des processus et mécanismes causaux pour expliquer les résultats d'un cas historique (George et Bennett, 2005 : 149). Le *process-tracing* peut être défini comme « l'analyse des preuves sur les processus, les séquences et les conjonctures d'événements dans le cadre d'un cas, dans le but de développer ou de tester des hypothèses concernant les mécanismes de causalité qui pourraient expliquer le cas de manière causale » (Bennett et Checkel, 2015 : 7). Cherchant d'abord et avant tout à retracer les mécanismes de causalité à l'œuvre à l'intérieur d'un cas (Beach et Pedersen, 2019 : 6), cette méthode est appropriée pour tester des hypothèses et évaluer un ensemble exhaustif d'autres explications alternatives. Pour évaluer nos hypothèses et les explications alternatives, nous analyserons la « séquence des événements » ayant mené aux « moments charnières » lors desquels les décisions ont été prises (Mahoney, 2015 : 205). Il convient de ratisser le plus large possible pour réunir les principales explications alternatives au sujet d'un cas en recensant les contributions académiques, historiques et journalistiques (George et Bennett, 2005 : 91; Bennett et Checkel, 2015 : 18; Beach et Pedersen, 2019 : 42-4). Notons que nous ne cherchons pas à démontrer que les préoccupations de réputation causent le recours à la force militaire dans le contexte de crises sécuritaires. Nous employons la méthode du *process-tracing* afin de mieux comprendre comment ces préoccupations, selon les perspectives stratégique et constitutive, interagissent avec les autres principaux facteurs à l'œuvre dans le processus décisionnel pour potentiellement orienter la prise de décision dans de telles situations. Notons qu'il existe également une version interprétative du *process-tracing* (*interpretive process-tracing*) qui s'intéresse aux mécanismes sociaux et intersubjectifs de construction du sens dans l'étude des identités (Guzzini, 2012), des pratiques (Pouliot, 2015) et des émotions (Markwica, 2018) en politique internationale (Norman, 2021)<sup>142</sup>. Même si la présente thèse emploie la version plus conventionnelle de cette méthode, elle partage l'intérêt de celle interprétative pour la richesse et la

---

<sup>142</sup> Voir aussi la réflexion de Hilde van Meegdenburg (2023), qui revisite la méthode du *process-tracing* en abordant les mécanismes comme des construits analytiques afin de l'adapter à l'étude interprétative des idées, identités, émotions et perceptions du point de vue de l'analyse de la politique étrangère.

complexité des circonstances historiques dans lesquels les événements étudiés sont survenus (Guzzini, 2012 : 58-61; Checkel dans Agnew *et al.*, 2017). Cette ouverture permet de contextualiser, d'interpréter et de comprendre le sens attribué à la réputation et aux préoccupations qui en découlent dans la prise de décision.

Dans l'étude de la politique internationale et des décisions de politique extérieure, le *process-tracing* permet d'évaluer l'information dont disposaient les dirigeants et les décideurs au moment de prendre une décision (Lupton, 2020 : 43), s'ils ont agi pour les raisons prévues selon une théorie (Yarhi-Milo, 2014 : 41-2) et de déterminer à quel point ces raisons sont déterminantes lorsque remises en contexte avec tous les autres facteurs à l'œuvre dans le cas étudié (Copeland, 2015 : 70). Cette méthode a d'ailleurs été employée à plusieurs reprises pour étudier l'importance de la réputation dans les relations interétatiques (Mercer, 1996; Press, 2005; Harvey et Mitton, 2016; Yarhi-Milo, 2018; Lupton, 2020). Pour les raisons détaillées ci-haut, elle est remplit plusieurs besoins méthodologiques de la présente recherche. Le *process-tracing* servira à faire ressortir les observations empiriques pertinentes pour chacune des théories et approches retenues dans notre cadre d'analyse. Ainsi, nous tenterons de reconstituer le récit décisionnel en portant autant attention aux variables de l'approche que nous proposons que celles sur lesquelles s'appuient les explications alternatives des décisions de l'administration Clinton au sujet de la Bosnie (Mahoney, 2015 : 216-7). Cela nous permettra de déterminer comment les préoccupations interagissent avec les différentes forces à l'œuvre dans le processus décisionnel. Pour chacune de ces approches, nous avons généré une série d'implications observables au sujet de l'influence des préoccupations de réputation sur les décisions de politique extérieure en situation de crise. Particulièrement utile pour effectuer une comparaison entre les valeurs des variables au sein d'un même cas d'étude (*within-case comparison*), la procédure de congruence nous permettra d'évaluer si les attentes générées par les différentes théories et approches retenues sont cohérentes avec ce que nous avons pu observer empiriquement (George et Bennett, 2005 : 181; Blatter et Haverland, 2012 : 165; Van Evera, 1997 : 61-63; Schimmelfennig, 2015 : 104-5; Ulriksen et Dadalauri, 2016 : 226; Palier et Trampusch, 2018 : 979). Une connaissance approfondie du cas d'étude est nécessaire pour distinguer quels facteurs sont les plus éclairants, car plusieurs des théories et des approches testées peuvent sembler offrir des pistes d'explication et de compréhension convaincantes (Riks et Liu, 2018 : 846). Il est également important d'être attentif aux relations qui peuvent exister entre les variables des

différentes théories et approches (Zaks, 2017 : 348-50). En ne tenant pas pour acquis que toutes les observations empiriques qui découlent sont mutuellement exclusives, nous serons en mesure d'aspirer à une meilleure compréhension des mécanismes à l'œuvre derrière les décisions de politique extérieure étudiées.

Nous avons réuni les principales implications empiriques observables de notre approche centrée sur le groupe décisionnel, ainsi que celles proposant des explications alternatives sous quatre principales bannières. Avant d'aller plus loin, il est primordial de souligner que nous avons retenu l'expression « explications alternatives » pour désigner les facteurs et variables privilégiés par ces autres approches puisque celles-ci présupposent l'existence de mécanismes causaux. Ce faisant, nous les évaluons selon les critères et les objectifs qu'elles se sont dotés. Toutefois, l'approche décisionnelle proposée dans cette thèse cherche plutôt à comprendre les circonstances et caractéristiques de la prise de décision les plus susceptibles de permettre l'influence des préoccupations de réputation et non pas à expliquer le recours à la force comme étant un résultat causé par celles-ci.

La première bannière représente l'*approche décisionnelle*, qui regroupe nos hypothèses au sujet des niveaux d'implication du président dans la prise de décision de cohésion du groupe décisionnel présentées au chapitre 1. La seconde regroupe les principaux facteurs de l'*approche individuelle* axée sur les caractéristiques du président, comme son niveau d'autosurveillance et son attitude à l'égard de l'efficacité de la force militaire (Yarhi-Milo, 2018). Nous incluons aussi dans l'approche individuelle l'explication de l'importance de la culture de l'honneur chez les présidents originaires du Sud des États-Unis, qui sont plus susceptibles de recourir à la force quand ils estiment que leur réputation est en jeu (Dafoe et Caughey, 2016), ainsi que le raisonnement par le biais d'analogies historiques. Le raisonnement par analogies est un raccourci de la prise de décision qui permet aux individus de donner un sens à une situation donnée. Le choix d'analogies historiques spécifiques influence la définition de l'enjeu, l'évaluation des risques qu'il pose, l'élaboration de propositions politiques et la décision prise en lien avec celui-ci (Pursiainen et Forsberg, 2021 : 181-82). Le dirigeant et les principaux décideurs peuvent être préoccupés par les conséquences d'une crise ou les répercussions potentielles de leurs politiques pour leur réputation et celle de l'État puisqu'ils interprètent l'enjeu à partir des leçons qu'ils tirent d'un événement historique marquant (Khong, 1992; Hemmer, 1999; Record, 2002). Troisièmement, l'*approche systémique* attire notre attention

sur les soucis de réputation qui découlent de la distribution de la puissance au sein du système international et des relations avec les grandes puissances nucléaires concernées par un même enjeu (Morgan, 2003 : 61). L'unipolarité serait tout aussi propice à l'émergence de préoccupations de réputation soutenues chez les décideurs de la principale puissance que l'était la bipolarité de la guerre froide (Tang, 2005; Fettweis, 2013; Onea, 2013), mais cette conclusion ne fait pas l'unanimité (Yarhi-Milo, 2018 : 110). Également, cette approche systémique cherchera à évaluer si ces préoccupations découlent des intérêts matériels immédiats de l'État définis en termes de sécurité qui sont liés à l'enjeu à l'étude. Quatrièmement, l'*approche de politique intérieure* se concentre sur les coûts d'auditoire interne (*domestic audience costs*). « Les politiciens ne se tireront pas dans le pied en choisissant des alternatives qui risquent d'avoir un effet politique négatif pour eux sur le plan politique », selon Mintz et DeRouen (2010 : 78-79). Si un dirigeant prend une décision qui ternit la réputation du pays aux yeux de la population nationale, que ce soit en reculant après avoir formulé une menace ou en brisant une promesse (Fearon, 1994; Shultz, 2001 : 44; Tomz, 2007 : 835), il encourt le risque d'être sanctionné aux urnes lors de la prochaine échéance électorale. Ses adversaires politiques peuvent profiter d'une telle situation pour critiquer le dirigeant en disant qu'il nuit à la crédibilité du pays ou qu'il a fait preuve de faiblesse (Fearon, 1994 : 581). Exercées par l'opinion publique et l'opposition, ces pressions politiques fourniraient des incitatifs supplémentaires aux dirigeants pour faire preuve de fermeté dans un contexte de crise (Levy, 2012 : 383). Les médias et l'opposition politique jouent un rôle important pour que l'opinion publique prenne connaissance des comportements du dirigeant et de ses conséquences potentielles pour la réputation, rendant ainsi possible l'imposition de coûts d'auditoire (Baum et Potter, 2015 : 86-102). Les dirigeants ont donc intérêt, pour garantir leur survie politique et pour préserver la crédibilité du pays (Guisinger et Smith, 2002 : 177 & 195), à tenir compte des conséquences en matière de réputation de leurs décisions de politique extérieure. La théorie poliheuristique propose une façon d'intégrer ces considérations de politique intérieure dans l'analyse de la prise de décision sur les enjeux de politique étrangère. Elle postule que, durant une première étape, les dirigeants et leurs conseillers évaluent les risques politiques des choix qui s'offrent à eux. Durant une seconde étape, ils prennent une décision parmi les options restantes sur la base d'un calcul rationnel des intérêts (Mintz, 2004). Les considérations de politique intérieure seraient particulièrement influentes lorsque l'enjeu qui doit faire l'objet d'une décision retient l'attention des autres acteurs politiques et de la population (Oppermann, 2014). L'approche de politique intérieure tient également compte



des rapports de force entre les institutions de l'État responsables de la politique extérieure et du contrôle partisan de celles-ci. Aux États-Unis, les tensions entre la Maison-Blanche et le Congrès sur des enjeux internationaux peuvent projeter une image de division interne pouvant nuire à la crédibilité des promesses et des menaces formulées par le président à l'international (Howell et Pevehouse, 2007 : 27-29). Suivant cette logique, une situation de gouvernement divisé, où un parti contrôle la présidence alors que l'autre contrôle une ou deux chambres de la législature fédérale, pourrait être propice à l'émergence d'inquiétudes au sujet de la réputation. Les quatre approches cadre d'analyse et leurs implications empiriques à observer sont détaillées dans le Tableau 3.3<sup>143</sup>.

---

<sup>143</sup> Ce tableau est inspiré de celui que propose Keren Yarhi-Milo (2018 : 115) pour regrouper les différentes implications observables de son approche centrée sur la personnalité du président et celles des approches alternatives visant à expliquer l'influence de la réputation sur les décisions de politique étrangère.

Tableau 3.3 - Cadre d'analyse pour l'étude des préoccupations de réputation dans la prise de décision en situation de crise

Questions	<i>Approche décisionnelle</i>	<i>Approche individuelle</i>	<i>Approche systémique (intérêts / facteurs matériels)</i>	<i>Approche de politique intérieure</i>
<i>Comment les dirigeants et les décideurs qui les accompagnent réagissent-ils face à une situation de crise sécuritaire?</i>	Ils souhaitent maintenir une bonne réputation pour conserver une image positive d'eux-mêmes (perspective constitutive) OU parce qu'ils estiment que la crédibilité est un outil essentiel à la préservation de leurs intérêts sécuritaires et matériels futurs (perspective stratégique).	Le président perçoit les enjeux à travers le prisme des risques et des conséquences de ses choix de politiques pour sa réputation et celle du pays.	Ils effectuent un calcul coûts/bénéfices en fonction de leurs intérêts immédiats et de la distribution relative de la puissance matérielle dans le système international.	Ils jaugent les préférences des principales forces politiques en présence au sein du système politique national.
<p><i>Quels sont les principaux éléments qui retiennent l'attention des dirigeants et décideurs au sein du processus décisionnel?</i></p> <p>[Conséquences perçues des actions et déclarations passées ET conséquences potentielles des politiques débattues]</p>	<p><b><u>Perspective constitutive</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Récits et routines qui maintiennent la continuité et la stabilité de l'image de soi et l'auto-conception identitaire.</li> <li>- Sentiment de (in)sécurité identitaire</li> <li>- Éviter l'émergence de la honte associée à des décisions nuisibles pour la réputation / l'image de soi</li> </ul> <p><b><u>Perspective stratégique</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité de dissuasion future (réputation de détermination)</li> <li>- Capacité d'accéder aux gains de la coopération dans l'avenir (réputation de fiabilité et/ou d'honnêteté)</li> </ul>	<p>Préoccupations pour les conclusions que les autres acteurs tirent au sujet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Du niveau de détermination du président</li> <li>- De sa fiabilité à titre de partenaire et d'allié</li> <li>- Du leadership des États-Unis sur la scène internationale</li> <li>- De son image personnelle (dirigeant fort ou faible)</li> </ul>	<p>Niveau international :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Calcul coûts/bénéfices au sujet de l'enjeu de la crise</li> <li>- Équilibre des puissances / structure du système international</li> <li>- Équilibre des forces nucléaires</li> </ul>	<p>Niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coûts d'auditoire interne</li> <li>- Popularité du dirigeant</li> <li>- Élections présidentielles</li> </ul>
<i>Est-ce que l'influence des préoccupations de réputation sur le processus décisionnel varie dans des situations de crise similaires?</i>	Oui	Oui	Non	Potentiellement

Questions	<i>Approche décisionnelle</i>	<i>Approche individuelle</i>	<i>Approche systémique (intérêts / facteurs matériels)</i>	<i>Approche de politique intérieure</i>
<p><i>Quels facteurs sont responsables de ces variations?</i></p>	<p>Individuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau d'implication du président dans la prise de décision (élevé/faible)</li> </ul> <p>Processus décisionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de cohésion du groupe décisionnel élevé/modéré/faible</li> <li>- Perception d'un risque pour les intérêts futurs (oui/non)</li> <li>- Perception d'une menace à l'identité du groupe (oui/non)</li> </ul>	<p>Individuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnalité du président (niveau d'autosurveillance élevé/faible)</li> <li>- Attitude à l'égard du recours à la force (colombe/faucon)</li> <li>- Culture de l'honneur du Sud des États-Unis (oui/non)</li> <li>- Références à un événement historique saillant – raisonnement par analogie (oui/non)</li> </ul>	<p>International :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Calcul rationnel coût-bénéfices en fonction des intérêts</li> <li>- Polarité du système international</li> <li>- Équilibre de la puissance nucléaire</li> </ul>	<p>National :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Composition partisane de la législature</li> <li>- Préférences politiques internes et intérêts au sujet de l'enjeu (Congrès, médias et opinion publique)</li> <li>- Temps avant la prochaine échéance électorale</li> </ul>
<p><i>Quand les dirigeants et décideurs sont-ils plus susceptibles de recourir à la force pour des raisons liées à la réputation?</i></p>	<p>Niveau individuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lorsqu'un président est directement impliqué dans la prise de décision et qu'il est prédisposé à favoriser le recours à la force pour des raisons liées à la réputation.</li> </ul> <p>Niveau décisionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lorsqu'un groupe décisionnel faisant preuve d'un niveau de cohésion élevé entre ses membres – incluant le président – perçoit une menace à la crédibilité du pays et/ou à son image de soi.</li> </ul>	<p>Niveau individuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lorsque le président fait preuve d'un niveau d'autosurveillance élevé et conçoit la force militaire comme un outil efficace pour atteindre ses objectifs.</li> <li>- Lorsque le président fait preuve d'un niveau d'autosurveillance élevé et a épuisé les moyens diplomatiques pour atteindre ses objectifs.</li> <li>- Lorsqu'un président en exercice a été socialisé dans une culture de l'honneur (ex. Sud des États-Unis).</li> </ul>	<p>Niveau international :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Quand les bénéfices matériels sont supérieurs aux coûts anticipés.</li> <li>- Dans un système international bipolaire où l'incertitude et la compétition poussent à répétition les dirigeants à vouloir faire la démonstration de leur détermination.</li> <li>- Lorsque les dirigeants perçoivent un déséquilibre des forces nucléaires défavorable à l'État</li> </ul>	<p>Niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lorsqu'ils ont déjà pris des engagements ou formulé des déclarations qui les contraignent à le faire.</li> <li>- Lorsque les forces politiques internes exercent une pression sur le président et les décideurs en faveur du recours à la force.</li> <li>- Lorsque le recours à la force est perçu comme nécessaire pour assurer la légitimité de l'administration au niveau national.</li> </ul>

<b>Questions</b>	<i>Approche décisionnelle</i>	<i>Approche individuelle</i>	<i>Approche systémique (intérêts / facteurs matériels)</i>	<i>Approche de politique intérieure</i>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lorsqu'un président et ses conseillers définissent la situation et évaluent les options à travers une ou des analogies historiques qui les amènent à justifier le recours à la force pour des raisons liées à la réputation.</li> </ul>		

### 3.3 Méthodes de collecte de données

La recherche empirique de cette thèse s'appuie sur un ensemble de sources primaires et secondaires<sup>144</sup> permettant de récolter un ensemble de données variées et complémentaires pour tester nos hypothèses. Les critères de sélection et la présentation des sources de données sont souvent trop peu – voire pas du tout – explicités (Moravcsik, 2010 : 31), donnant l'impression que ces choix cruciaux sont laissés au hasard. Bien entendu, les documents d'archives de l'appareil de sécurité nationale s'avèrent la principale source de données qualitatives. Les archives offrent un accès incomparable aux délibérations et aux principales étapes de la prise de décision sur un enjeu donné. Cependant, la seule étude de ces documents ne suffit pas à retracer de manière fidèle le déroulement des événements marquants d'un cas d'étude. Il convient de les évaluer en les comparant avec un ensemble d'autres sources primaires, comme les témoignages de décideurs et hauts fonctionnaires de l'administration Clinton récoltés grâce à des entretiens semi-dirigés, ainsi que des retranscriptions d'entretiens *oral history* d'autres participants à la prise de décision. Également, un ensemble de sources secondaires élargira notre perspective et permettra de nous replacer dans le contexte politique de la décision prise. Présentons maintenant les méthodes de collecte des sources primaires et secondaires auxquelles nous aurons recours pour mener les études de cas.

#### 3.3.1 Recherche documentaire en archives

Notre attention se portera principalement sur les données qualitatives générées à partir d'une recherche documentaire dans les archives de la Maison-Blanche et de l'appareil de sécurité nationale américain. Comme le souligne Deborah Welch Larson (2001 : 327), les politologues doivent étudier eux-mêmes les sources primaires pour comprendre ou expliquer les événements de politique étrangère plutôt que de se fier aux interprétations des historiens. Ces archives sont des ressources incontournables pour retracer le cours des discussions entre les principaux décideurs responsables de la formulation de la politique étrangère des États-Unis et pour évaluer les « débats

---

<sup>144</sup> Les sources primaires désignent le matériel original en lien avec un événement, incluant la plupart des ressources contemporaines à l'événement en question. Les sources secondaires comprennent tout ce qui a été dit et écrit sur cet événement par la suite (Thies, 2002 : 356).

internes à propos de ce qu'il faut faire et pourquoi » (Carson, 2018 : 15). Ce type de documents offre une perspective dont la richesse est sans égale pour étudier la pensée des principaux responsables de la formulation des politiques et des facteurs à l'œuvre dans le contexte de la prise de décision et des choix effectués pour déterminer les orientations de la politique étrangère d'un État (Trachtenberg, 2006 : 141). En permettant une immersion dans le contexte décisionnel, l'analyse de documents d'archives confronte le chercheur à la complexité du processus décisionnel, complexité que nous cherchons justement à mettre en lumière en étudiant le rôle des préoccupations de réputation dans la prise de décision. Malgré la richesse des sources d'archives, il faut reconnaître qu'elles ont aussi des limites importantes dont doivent tenir compte les chercheurs. Comme l'affirme John Lewis Gaddis, les archives sont « le reflet de ce qui se passe en coulisses » (Gaddis, 1987 : 8). Or, par définition, un reflet ne sera jamais plus qu'une image imparfaite des événements survenus. Les phénomènes reflétés sont condamnés à être incomplets ou distordus par rapport à leurs manifestations originales. De manière analogue, les collections d'archives disponibles sont « présélectionnées, nettoyées et traitées » par des agents gouvernementaux qui sont les « successeurs institutionnels de ceux que nous souhaitons étudier » (Aldrich, 2002 : 148). Il faut donc procéder avec vigilance et recourir à d'autres types de données pour remettre en contexte les événements étudiés.

Les sources primaires comme les archives et les retranscriptions d'entrevues avec des dirigeants et décideurs permettent d'étudier leurs dispositions et leurs préférences des décennies après leur décès (McDermott, 2020 : 162). La recherche en archives est l'une des méthodes privilégiées dans le sous-champ de l'Analyse de la politique étrangère (Porter, 2010), particulièrement pour le cas américain. Par exemple, Elizabeth Saunders s'appuie sur l'étude des documents d'archives des bibliothèques présidentielles pour évaluer les croyances des présidents Eisenhower, Kennedy et Johnson au sujet de la source de menaces à la sécurité des États-Unis (2010 : 48). Elles sont aussi toutes indiquées pour étudier les préoccupations qu'entretiennent ces individus pour une variété de facteurs, comme l'opinion publique (Rottinghaus, 2012 : 200), ou encore les préoccupations de réputation qui sont l'objet d'intérêt de la présente recherche. Les archives de l'appareil de sécurité nationale peuvent aussi être utiles pour analyser la présence d'émotions dans les délibérations et leur influence sur la prise de décision en situation de crise sécuritaire internationale (Mercer, 2013; Markwica, 2018). Enfin, les documents d'archives permettent d'évaluer des hypothèses

psychologiques au sujet des choix effectués par les membres du groupe décisionnel (Kaufmann, 1994).

Le choix des collections d'archives retenues pour mener à bien les études de cas est d'une grande importance. Comme Christopher Darnton (2018 : 107), nous estimons que ce processus de sélection doit être à la fois transparent et stratégique. Il en incombe pour assurer la reproductibilité de la présente recherche, pour vérifier la validité des conclusions tirées de ces sources primaires, mais aussi pour offrir des pistes claires aux chercheurs qui souhaiteraient poursuivre l'étude des préoccupations de réputation ou des cas empiriques retenus. Puisque les objectifs du politologue ne sont pas les mêmes que ceux de l'historien lorsque vient le temps d'effectuer de la recherche en archives, une stratégie de sélection des sources est nécessaire. En effet, alors que le premier cherche à expliquer des phénomènes précis en testant des hypothèses à leur sujet, le second s'affaire à interpréter et comprendre des événements en replongeant dans le contexte dans lequel ils sont survenus pour mettre en relief les nuances et contradictions qui en découlent. Justifier l'étude d'un échantillon des sources primaires disponibles est essentiel pour le politologue qui tente d'éviter d'être submergé par la tâche de l'analyse exhaustive des documents à laquelle s'attaque généralement l'historien (Jervis, 2001 : 389-93; Darnton, 2018 : 96; Levy, 2001).

Pour rappel, nous analyserons le processus de formulation des politiques, le contenu des délibérations du groupe décisionnel et les choix effectués par ses membres en contexte de crise. Ainsi, notre attention se portera sur des collections d'archives appropriées pour l'étude de la prise de décision sur les dossiers d'affaires étrangères, de défense et de sécurité nationale. L'analyse des comptes rendus de réunions du forum décisionnel (*principals committee*), du Conseil pour la sécurité nationale (National Security Council), de même que ceux des rencontres informelles entre les principaux conseillers du président, ainsi que les mémorandums, rapports, télégrammes diplomatiques, nous aideront à reconstruire les principales étapes du processus décisionnel. En ce sens, deux collections d'archives seront mobilisées pour identifier les documents pertinents. Notre attention se portera d'abord sur la collection de la William Jefferson Clinton Presidential Library. La recherche dans ces archives a été d'abord effectuée lors d'un séjour à la bibliothèque présidentielle Clinton à Little Rock en Arkansas en février 2018. Ensuite, nous avons mené une analyse approfondie des documents disponibles en version numérisées a été effectuées durant le printemps 2022. La deuxième collection intitulée *Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency*

est disponible sur le site web de la CIA, sous la rubrique *Freedom of Information Act Electronic Reading Room*. Ces collections contiennent des documents essentiels pour déterminer la nature et l'étendue de l'information dont disposait le président au sujet des enjeux étudiés, ainsi que pour retracer la prise de décision du point de vue du NSC, un organe de l'appareil de sécurité nationale directement rattaché à la Maison-Blanche. De plus, ces documents permettent d'étudier les principales étapes de la prise de décision sur un enjeu donné : définition du problème, formulation des options, choix des décideurs et mise en œuvre des politiques (Barr et Mintz, 2018). Incidemment, il nous sera possible d'identifier les multiples solutions proposées et les arguments invoqués pour les promouvoir, en plus de recenser les prises de position des principaux membres du groupe décisionnel et des organisations qu'ils représentent au sein de l'appareil de sécurité nationale. Nous serons particulièrement à l'affût de la formation d'un consensus autour d'une proposition parmi les membres du groupe décisionnel, de la présence de coalitions défendant des solutions contradictoires chez les porte-parole des différentes organisations au sein des différents comités qui constituent le système du NSC, soit, en ordre hiérarchique, les comités des principaux conseillers (*principals committee*), ceux des adjoints (*deputies committee*) et, enfin, les groupes de travail regroupant les représentants des différentes organisations (*interdepartmental task forces*). Ce faisant, nous serons en mesure d'évaluer les dynamiques de consensus et de conflit au sein du groupe décisionnel à la lumière des solutions proposées et des positions défendues au sein de l'appareil de sécurité nationale. De plus, nous porterons une attention particulière aux arguments mis de l'avant par les membres du groupe décisionnel et leurs subalternes afin de justifier le bien-fondé de la position défendue. Bien qu'il soit parfois difficile de distinguer l'expression de préoccupations de réputation authentiques de stratégies rhétoriques ayant pour but de mousser l'attrait d'une proposition de politique ou d'en discréditer une autre, l'analyse de ces documents nous permettra malgré tout d'en déceler la présence dans le processus décisionnel lors de situation de crise sécuritaire.

### 3.3.2 Entretiens semi-dirigés avec des décideurs et des hauts fonctionnaires

La disponibilité des archives de l'appareil de sécurité nationale représente certes une ressource essentielle à la réalisation de ce projet, mais ces documents ne permettent de retracer qu'une partie du processus décisionnel. En effet, les mémorandums et comptes rendus des réunions, par exemple, contiennent les traces du processus décisionnel formel, mais laissent souvent dans l'ombre les



dimensions informelles de la prise de décision qui sont pourtant cruciales pour la compréhension des rapports de force structurant les interactions entre le dirigeant et les décideurs. En l'occurrence, ces éléments sont essentiels à l'étude des dynamiques de groupe et des préoccupations de réputation qui nous intéressent dans le cadre de cette recherche. L'accès direct à ces données empiriques est très difficile, parfois impossible. Cependant, les entretiens avec les participants à la prise de décision peuvent permettre aux chercheurs de surmonter partiellement cet écueil (Beckmann et Hall, 2013 : 208). En effet, cette méthode est toute désignée pour obtenir des données sur la prise de décision à travers les canaux informels qui est souvent le *modus operandi* d'une administration présidentielle lorsque vient le temps de gérer une crise sécuritaire.

Quelques précisions méthodologiques s'imposent au sujet du type d'entretiens semi-dirigés menés pour cette thèse. D'abord, effectuer des entretiens avec d'anciens décideurs et hauts fonctionnaires peut s'avérer un défi de taille pour plusieurs raisons. D'une part, il peut être difficile de réussir à établir un contact avec les individus appartenant aux élites politiques américaines, notamment les anciens officiels gouvernementaux, mais surtout ceux qui sont toujours en poste. Avoir accès à ces individus est souvent compliqué (Peabody *et al.*, 1990 : 453). Il est généralement recommandé de se déplacer à Washington D.C. pour effectuer de tels entretiens après avoir pris contact initialement par courriel ou téléphone (Goldstein, 2002 : 671; Beckmann et Hall, 2013 : 200; Aberbach et Rockman, 2002 : 673). Une fois sur le terrain, le chercheur peut tabler sur les quelques liens établis au préalable ou profiter des réseaux professionnels de la capitale fédérale américaine pour entrer en contact avec des individus évoluant au sein de l'appareil de sécurité nationale ou à l'extérieur de celui-ci, que ce soit dans les universités, les *think tanks* ou le secteur privé. Réussir à établir un contact avec d'anciens officiels est plus facile qu'avec ceux toujours en poste. Ces répondants ont conservé leur « mémoire institutionnelle » (Peabody *et al.*, 1990 : 453), ce qui fait d'eux des sources dont la valeur demeure très élevée. D'autre part, les entretiens avec des gens faisant – ou ayant fait – partie des élites politiques peuvent s'avérer une tâche ardue pour les chercheurs qui ne sont pas rompus à l'exercice. L'accès n'est pas la seule barrière qui s'impose devant lui. Une fois le contact établi, le chercheur doit s'assurer d'être considéré comme un interlocuteur digne de confiance et respectable par les répondants (Ostrander, 1995 : 135). L'établissement d'un rapport propice à

l'échange avec eux est parfois difficile lorsque ceux-ci sont issus des élites politiques<sup>145</sup>, car il s'instaure un déséquilibre dans la relation de pouvoir avec le chercheur<sup>146</sup>, particulièrement lorsque celui-ci est toujours étudiant. Il convient alors pour le chercheur de se préparer méticuleusement afin de faire bon usage du temps alloué par les intervenants, mais aussi pour être en mesure de bien connaître les enjeux discutés. Une telle préparation passe notamment par une recherche contextuelle préalable, ainsi que par une étude approfondie des sources documentaires, comme les archives (Kezar, 2008 : 415). En d'autres mots, les élites sont des « sujets sophistiqués à interviewer » (Gillham, 2005 : 54) et il faut leur montrer que nous avons fait « nos devoirs » (Harvey, 2011 : 434; Mikecz, 2012 : 418; Goldstein, 2000 : 671; Peabody *et al.*, 1990 : 452). Cet élément peut sembler trivial, mais il est essentiel pour éviter de perdre le contrôle de l'entretien et que le répondant ne donne un cours sur le « véritable fonctionnement de Washington » (Beckmann et Hall, 2013 : 203)<sup>147</sup>. En ce sens, Robert Mikecz recommande au chercheur de prendre conscience de sa position sur le continuum *insider-outsider* et de se présenter comme un interlocuteur crédible aux yeux des répondants en acquérant une très bonne connaissance de leurs parcours professionnels ainsi que des normes et comportements propres au milieu dans lesquels ils évoluent (Mikecz, 2012). De plus, pour établir une relation de confiance avec ces élites, il est pertinent de leur offrir l'occasion de s'exprimer sous le couvert de l'anonymat, de consulter et éditer les retranscriptions de l'entrevue, de conserver une copie de l'enregistrement audio, ainsi que de valider l'usage de citations dans les publications (Gillham, 2005 : 55).

Les entretiens menés pour la présente recherche sont du type semi-dirigées. Il s'agit d'une approche pertinente pour les chercheurs qui ont déjà une bonne connaissance de l'enjeu étudié, mais qui ne connaissent pas toutes les réponses possibles qui peuvent être amenés par les répondants (Morse, 2012 : 197). Contrairement aux entretiens dirigés, qui s'articulent autour d'une liste rigide de questions précises et souvent fermées, les entretiens semi-dirigés s'appuient sur un mélange de

---

<sup>145</sup> Par élites politiques, nous entendons des individus qui occupent – ou qui ont occupé – des postes de pouvoir leur conférant une autorité qui s'articule autour d'une expérience et d'un savoir spécialisé acquis d'une perspective privilégiée (Gillham, 2005 : 54; Natow, 2020 : 160).

<sup>146</sup> Il peut être difficile de prévoir les effets de ce déséquilibre sur l'entrevue puisque le rapport est aussi en bonne partie déterminé par le répondant qui a ses propres perceptions du chercheur et de la recherche à laquelle il contribue à travers l'entretien (Fuji, 2018 : 21).

<sup>147</sup> Le chercheur doit certes reconnaître l'expertise des répondants et accepter qu'ils lui « enseignent » des éléments sur le sujet d'étude, mais il faut qu'il s'assure de conserver un certain contrôle sur l'entretien. Voir aussi : Ostrander, 1995 : 135; Leech, 2002 : 665; Lareau, 2021 : 63.

questions plus ou moins structurées offrant une plus grande flexibilité au chercheur afin d'aller plus en profondeur en profitant autant que possible de la richesse des propos des répondants (Rubin et Rubin, 2011 : 29-31; Merriam et Tisdell, 2016 : 110)<sup>148</sup>. En misant sur le potentiel de « production de connaissances des dialogues », ce type d'entretiens permet d'approfondir les descriptions des expériences vécues par les répondants, ainsi que de rebondir sur les éléments non anticipés qu'ils évoquent (Brinkmann, 2014; 2017 : 1002-3). Pour assurer une certaine uniformité d'un entretien à l'autre et pour garantir la validité des données récoltées, quelques questions principales élaborées spécifiquement pour le sujet d'étude sont posées à chaque répondant, mais leur ordre peut varier en fonction de l'évolution de la discussion (Gillham, 2005 : 70; Rubin et Rubin, 2012 : 29). L'orientation de ces questions est ouverte pour donner l'occasion aux répondants de mettre à profit leur expérience et leur expertise, permettant ainsi d'offrir une perspective éclairante sur l'enjeu étudié. De telles questions ouvertes sont particulièrement utiles pour des « projets de recherche où la profondeur, le contexte et le registre historique » sont des éléments valorisés (Berry, 2002 : 682). Elles donnent la chance aux répondants d'organiser leurs idées selon leurs propres cadres de référence pour formuler des réponses riches en détails mobilisant des récits et des expériences pertinentes pour le sujet d'étude (Aberbach et Rockman, 2002 : 674; Rubin et Rubin, 2012 : 31). Le chercheur peut aussi inclure des questions de relance dans son plan d'entretien pour stimuler les échanges de façon uniforme d'un entretien à l'autre et, au besoin, ramener la discussion dans la direction souhaitée (Lareau, 2021 : 74-76). Il doit aussi être prêt à sonder les répondants à l'aide de courtes questions formulées à brûle-pourpoint dans le but de préciser leur propos. Enfin, le silence est parfois le meilleur outil du chercheur qui, en laissant les répondants réfléchir, leur donne l'occasion de se remémorer des détails des événements ou du phénomène étudié<sup>149</sup>. Donner l'espace nécessaire au répondant pour s'exprimer et se sentir écouté

---

<sup>148</sup> À l'instar de Kvale et Brinkmann (2008 : 3), nous concevons les entretiens semi-dirigés comme une approche « ayant pour but d'obtenir des descriptions de l'univers de vie de la personne interrogée afin d'interpréter la signification des phénomènes décrits ».

<sup>149</sup> Les relances – appelées *probes* en anglais – permettent de surmonter les obstacles rencontrés dans l'entretien et d'explorer plus en profondeur les pistes évoqués par les répondants. Prévues ou spontanées, ces relances doivent être utilisées avec parcimonie (Rubin et Rubin, 2012 : 139-147; Lareau, 2021 : 93-103; Fujii, 2018 : 60-69; Berry, 2002 : 681-2; Leech, 2002 : 668). Sur le silence comme outil de l'entretien semi-dirigé, voir : Merriam et Tisdell, 2016 : 122-3; Berry, 2002 : 681.

est essentiel pour créer des conditions propices à l'approfondissement de la récolte de données par les entretiens.

Pour cette thèse, nous avons mené les entretiens dans un contexte exceptionnel, celui de la pandémie de COVID-19. Dû aux mesures sanitaires et aux restrictions de voyage, nous n'avons pas pu nous déplacer aux États-Unis pour effectuer une collecte de données sur le terrain dans la capitale fédérale américaine. « Washington est une petite ville – il est essentiel d'y être pour nouer des contacts et organiser des entretiens », écrivait Kenneth Goldstein (2002) un forum sur les entretiens avec les élites politiques publiés dans *PS: Political Science & Politics*. Or, la présente recherche démontre qu'il est tout à fait possible de mener de tels entretiens à distance. En effet, la pandémie de COVID-19 a forcé les chercheurs en science sociales à mener leur recherche terrain à distance, en plus d'imposer des défis supplémentaires aux doctorants en la matière (Irgil *et al.*, 2021 : 1513). Plusieurs chercheurs avaient déjà démontré l'utilité et la versatilité de la plateforme de visioconférence Zoom pour recueillir les propos de répondants avant la pandémie (Archibald *et al.*, 2019; Gray *et al.*, 2020. Même si les entretiens virtuels ne permettent pas de reproduire la recherche terrain, ils réduisent grandement les coûts et le temps associés aux déplacements et à l'hébergement que nécessite cette méthode de collecte de données (Olliffe *et al.*, 2021 : 4). C'est particulièrement le cas pour une recherche dont l'orientation empirique est historique, car plusieurs des répondants potentiels n'occupent plus de fonctions gouvernementales ou ne résident plus dans la région métropolitaine de Washington D.C. Nous aurions donc dû nous déplacer à plusieurs endroits aux États-Unis pour effectuer des entretiens avec eux. Le recours à la plateforme Zoom a donc grandement facilité ce processus.

Dans le cadre de la présente recherche, nous avons contacté une vingtaine d'anciens décideurs et hauts fonctionnaires de l'administration Clinton ayant participé directement à la formulation des politiques et à la prise de décision à l'égard de la guerre en Bosnie. Ces individus ont été ciblés grâce à l'analyse des résumés des rencontres des comités des principaux décideurs et des adjoints tenues entre janvier 1993 et août 1995 qui sont disponibles dans les archives de la bibliothèque présidentielle Clinton. Nous leur avons fait parvenir une demande d'entretien par courriel, en janvier 2022. Sur la vingtaine d'anciens officiels gouvernementaux contactés, une dizaine ont répondu à nos requêtes et sept ont consenti à participer à un entretien pour notre projet de recherche

(Tableau 3.4). D'une durée moyenne d'une heure, ces entretiens<sup>150</sup> ont été effectués sur la plateforme Zoom. Les décideurs et les hauts fonctionnaires ayant participé à notre recherche ont fourni leur consentement, à l'écrit en remplissant un formulaire prévu à cet effet ou à l'oral durant les entretiens, afin que nous puissions enregistrer la discussion et produire une transcription. Nous avons également reçu l'autorisation des participants afin de pouvoir les identifier par leurs noms complets et de reproduire certains extraits de la transcription de l'entretien dans l'analyse de la prise de décision proposée aux chapitres 4 à 6. Ces entretiens ont été effectués en conformité avec les procédures du Comité d'éthique à la recherche avec des êtres humains (UQAM), qui a émis un certificat d'approbation éthique pour cette recherche (voir Annexe A).

Tableau 3.4 Liste des entretiens semi-dirigés

<b>Noms des anciens officiels ayant participé à la recherche</b>	<b>Postes au sein de l'administration Clinton (période en fonction)</b>	<b>Dates des entretiens</b>
Anthony Lake	Conseiller pour la sécurité nationale, NSC (1993-97)	17 février 2022
Walter B. Slocombe	Sous-secrétaire responsable des politiques, Défense (1994-2001); Sous-secrétaire adjoint responsable des politiques, Défense (1993-94)	18 février 2022
Alexander R. Vershbow	Directeur senior pour l'Europe, NSC (1994-97)	18 avril 2022
Jenonne R. Walker	Directrice senior pour l'Europe, NSC (1993-94)	26 janvier 2023
Jane Holl Lute	Directrice du Bureau des affaires européennes, NSC (1991-94)	3 février 2023
Nancy E. Soderberg	Conseillère adjointe pour la sécurité nationale, NSC (1993-97)	10 février 2023
Donald L. Kerrick	Chef de division responsable de l'Europe, Comité des chefs d'État-major (1993-94); Directeur du Bureau des affaires européennes, NSC (1994-95)	10 février 2023

<sup>150</sup> La grille utilisée pour les entretiens semi-dirigés est reproduite à l'Annexe B.

### 3.3.3 Sources secondaires

Contributions à la recherche en histoire et science politique sur la politique étrangère des États-Unis, mémoires et biographies des participants au processus décisionnel, sources journalistiques de l'époque étudiée : l'historiographie sur un sujet précis regroupe des sources secondaires de données essentielles pour développer une vue d'ensemble des événements majeurs d'une période historique donnée. À travers l'analyse critique des principales contributions historiques sur un cas d'étude, le chercheur peut non seulement évaluer les principales thèses sur l'enjeu étudié, mais aussi « pénétrer au cœur d'un problème historique », pour reprendre l'expression de Marc Trachtenberg (2006 : 78). Dans le cadre de notre recherche, nous aurons recours à quatre principaux types de sources secondaires. D'abord, nous nous appuyons sur les mémoires de plusieurs participants à la prise de décision au sein de l'administration Clinton (Christopher, 1998; Clinton, 2004; Albright, 2013; Lake, 2006; Powell, 1996; Scheffer, 2019). Nous avons également épluché les analyses académiques détaillées ayant déjà été produites sur la formulation de la politique étrangère américaine à l'égard de la guerre en Bosnie (Bert, 1997; Burg et Shoup, 1999; Daalder, 2000; Chollet, 2005). De plus, notre analyse est complétée par les excellents compte rendus journalistiques portant sur les décisions de politique étrangère de l'administration Clinton (Drew, 1994; 1996; Woodward, 1996; Halberstam, 2001). Enfin, des articles de presse publiés par le *New York Times* et le *Washington Post* entre 1993 et 1995 nous permettront de remettre en contexte les épisodes de crise sécuritaire étudiés.

### 3.4 Triangulation des sources de données

Afin d'identifier les préoccupations de réputation dans le processus décisionnel et évaluer la validité de nos hypothèses au sujet de leur influence sur les décisions prises en situation de crise sécuritaire, nous devons croiser les différentes sources de données primaires et secondaires récoltées. La triangulation est une approche toute désignée pour parvenir à cette fin. Dans sa conceptualisation originale, la triangulation est une stratégie de validation misant sur une variété de sources de données, de perspectives théoriques ou analytiques et/ou d'approches

méthodologiques<sup>151</sup>. Selon Sidney Tarrow (2019 : 10), elle repose sur l'emploi de plusieurs méthodes pour tenter de résoudre un même problème lorsqu'une seule méthode n'arrive pas à produire des résultats satisfaisants. En ce sens, la triangulation est parfois assimilée aux méthodes de recherche mixtes, qualitatives et quantitatives, mais elle ne se limite pas à cet amalgame méthodologique (Tarrow, 1995; Caillaud et Flick, 2021 : 295). Parmi les différentes suggestions formulées par Ian Lustick (1996 : 616) pour pratiquer la triangulation dans des projets dont l'orientation empirique est historique, nous retrouvons la confrontation de différentes interprétations découlant du travail d'historiens associés à des écoles historiographiques distinctes. Comparer ces différentes interprétations aux niveaux d'analyses et concepts multiples peut s'avérer une tâche complexe pour les chercheurs en RI, comme le souligne Cameron Thies (2002 : 365-66). Pour diminuer les effets délétères de potentiels biais de sélection des sources pour la qualité de la recherche et la validité des conclusions qui en découlent, Thies recommande une solution plus simple et non moins efficace : justifier le plus clairement possible le choix des sources – primaires et secondaires – étudiées et faire preuve de transparence en dirigeant le lecteur vers des sources pouvant remettre en doute les interprétations proposées dans l'analyse.

Dans une perspective positiviste, la triangulation permet d'« augmenter le niveau de confiance que nous avons envers les affirmations que nous faisons à propos du passé » (Lustick, 1996 : 616). Il s'agit d'une des principales pistes qui s'offrent aux chercheurs pour « accroître le nombre d'observations » ou « la quantité de données pour tester une théorie » (King, Keohane et Verba, 2004 : 191). Pour ce faire, elle implique une stratégie de recherche mobilisant des sources de données diversifiées qui peuvent être essentiellement de nature qualitative, comme les archives, les entretiens semi-dirigés ou l'observation. Comme le souligne King, Keohane et Verba (2004 : 192), la force de cette approche réside dans la récolte de données dans différents endroits ou moments, en provenance de différentes sources, niveaux d'analyse et perspectives, et qui sont notamment le fruit d'« entretiens intensifs » ou d'une « description historique profonde ». Même si cette technique ne permet pas d'obtenir la précision qu'implique son nom, une expression issue du lexique de la trigonométrie (Lustick, 1996 : 616), elle génère une meilleure compréhension du processus décisionnel et des contextes – institutionnel, national et international – dans lequel il

---

<sup>151</sup> Bien que cette méthode ait des racines plus profondes dans l'histoire des sciences sociales, la conceptualisation de la triangulation est généralement attribuée au sociologue Norman Denzin (1978).

s’inscrit. De plus, elle permet de rendre compte de la complexité des phénomènes sociaux étudiés en appréciant autant les résultats complémentaires que contradictoires (Flick, 2018). Surtout, elle permet d’éviter des erreurs générées par le recours à un seul type de données ou une seule méthode de collecte de données, qu’elles proviennent des archives ou des entretiens avec d’anciens officiels gouvernementaux (Tarrow, 2019 : 11; Larson, 1994 : 29; Thies, 2002 : 357). La triangulation a fait ses preuves dans l’étude de la prise de décision sur les enjeux de politique étrangère aux États-Unis<sup>152</sup>. Dans le cadre de notre recherche, cette approche permettra de surmonter les limites et biais associés aux données récoltées lors d’entretiens menés avec un petit nombre d’anciens décideurs et hauts fonctionnaires. Le tableau 3.5 détaille la façon dont la triangulation des données sera utilisée pour traiter les données de notre étude de cas.

Tableau 3.5 - La triangulation des données pour la présente recherche

Types de triangulation	Sources et usages des données
<i>Multiples sources de données pour évaluer la validité des conclusions</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Primaires (archives de l’appareil de sécurité nationale américain et entretiens semi-dirigés)</li> <li>• Secondaires (historiographie et autres contributions académiques, journalistiques et biographiques sur le cas d’étude)</li> </ul>
<i>Croiser les données récoltées à partir de différentes méthodes</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse en parallèle les données des entretiens avec celles de la recherche documentaire en archives pour corroborer les affirmations et les récits des événements découlant des archives (Natow, 2020 : 163 &amp; 169; Gallagher, 2013 : 194)</li> <li>• Inclure à la fois les résultats complémentaires et contradictoires générés par l’analyse de différentes sources de données pour rendre compte de la complexité de la prise de décision (Flick, 2018)</li> </ul>
<i>Méthodes mettant en lumière différents aspects du phénomène étudié (Flick, 2017)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données d’archives pour reconstituer les principales étapes de la prise de décision, identifier les acteurs clés et les positions défendues</li> <li>• Entretiens semi-dirigés permettent de mettre en lumière les perceptions subjectives des participants à la prise de décision (Merriam et Tisdell, 2016 : 135-6; Fujii, 2018 : 74)</li> </ul>

<sup>152</sup> Dans son étude désormais classique du rôle des analogies historiques dans la prise de décision, Y.F. Khong (1992) a démontré tout le potentiel d’une approche qualitative qui mise à la fois sur l’analyse minutieuse des documents d’archives et sur des entretiens avec des participants l’administration Johnson à la formulation de la politique américaine à l’égard du Vietnam. Plus récemment, les travaux de Luca Trenta (2016; 2021) sur l’influence du risque dans la prise de décision, ainsi que la contestation des normes entourant l’interdiction des assassinats comme outils de la politique étrangère américaine, ont aussi illustré la pertinence de cette combinaison méthodologique.



En somme, un ensemble de sources primaires et secondaires sélectionnées selon une logique structurée et transparente permettront d'évaluer les propositions au cœur de cette thèse tout en minimisant les biais de sélection potentiels ainsi que les écueils découlant du recours à des sources trop homogènes.

### 3.5 Conclusion

Le cadre d'analyse présenté dans ce chapitre sera mis en application à travers l'étude des réactions de l'administration Clinton à sept épisodes de crise sécuritaire de la guerre en Bosnie. Nous retracerons d'abord la séquence des événements ayant mené aux décisions prises dans la foulée des crises survenues en 1993-94 (chapitre 4). Ensuite, nous nous tournerons vers les réactions de l'administration Clinton aux crises de l'année 1995 (chapitre 5). Enfin, nous évaluerons les conclusions qu'il est possible de tirer à partir de notre approche centrée sur le groupe décisionnel et le leadership du président en les comparant à celles découlant des principales explications alternatives énoncées dans notre cadre d'analyse (chapitre 6).

## CHAPITRE 4

### « ÇA VA SANS DIRE » : LES PRÉOCCUPATIONS DE RÉPUTATION DANS LA PRISE DE DÉCISION DE L'ADMINISTRATION CLINTON AU SUJET DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (1993-94)

Lorsqu'on lui demande si les soucis pour la réputation du pays et celle de l'administration Clinton furent pris en considération durant les délibérations au sujet de la guerre en Bosnie, le conseiller pour la sécurité nationale Anthony Lake répond candidement : « *Ça va sans dire!* » (Entretien avec A. Lake, 2022)<sup>153</sup>. Ces préoccupations étaient omniprésentes en trame de fond des délibérations, même lorsqu'elles n'étaient pas directement évoquées par le président Bill Clinton ou les principaux décideurs. La réponse laconique d'Anthony Lake, qui joua un rôle déterminant dans la transformation de la politique en Bosnie de la Maison-Blanche à l'été 1995 (Daalder, 2000 : 171; Boucher, David et Prémont, 2020 : 197-243), confirme de manière anecdotique le présupposé selon lequel les individus responsables de la politique étrangère américaine sont constamment à l'affût des conséquences des développements internationaux et de leurs propres choix de politique pour la réputation des États-Unis. En revanche, elle ne permet pas à elle seule de mieux comprendre quand et comment ces préoccupations en viennent à orienter les décisions de politique extérieure lors d'épisodes de crise sécuritaire.

La recherche sur la formulation de la politique de l'administration Clinton à l'égard de la Bosnie propose quelques pistes pour répondre à cette question. Wayne Bert indique que les différences entre les positions de l'administration de George H.W. Bush et celle de Bill Clinton sur ce dossier s'articulaient justement autour des préoccupations de réputation. Durant la fin de sa présidence, Bush et son équipe justifièrent « de ne rien faire en raison du besoin de préserver la crédibilité » du pays (Bert, 1997 : 121). À l'inverse, les partisans d'une implication accrue des États-Unis au sein de l'équipe Clinton dénoncèrent l'inaction de l'administration précédente, car cette position laissait transparaître « un manque de volonté [...] et signalait une diminution du rôle américain en

---

<sup>153</sup> Lors de notre entretien, Lake a répondu à nos questions sur l'importance de la réputation en utilisant cette expression en français. Selon lui, ces soucis étaient davantage en trame de fond des décisions qu'à l'avant-scène, sauf quand venait le temps d'invoquer la réputation des États-Unis à titre d'argument pour convaincre les acteurs récalcitrants au sein de l'appareil de sécurité nationale ou du groupe décisionnel. Les chapitres 4 et 5 présentent plusieurs exemples illustrant cette dynamique importante.

tant que grande puissance, puisqu'il était clair que [Washington n'allait] plus agir comme le gendarme du monde, même si le coût était relativement faible » (Ibid : 119). Cette même contradiction marqua aussi les débats sur la Bosnie au sein de l'administration Clinton, alors que faucons et colombes invoquèrent les préoccupations pour justifier leurs positions respectives, et ce même après le départ du Général Colin Powell dont le mandat à titre de président du comité des chefs d'État-major chevaucha les deux administrations. Tudor Onea estime quant à lui qu'il faut se tourner vers le système international pour comprendre pourquoi le président Clinton et ses conseillers conclurent que la poursuite des violences dans ce conflit aurait des conséquences négatives pour le prestige des États-Unis. La puissance dominante en contexte d'unipolarité est, selon Onea (2013 : 53), plus susceptible d'être confrontée à des défis symboliques potentiellement dommageables pour l'image qu'elle projette, comme ce fut le cas en Bosnie. Pour Keller, Kaussler et Yang, c'est le lien entre identité, intérêts et objectifs politiques qui a fait de la réputation et de la crédibilité un enjeu en Bosnie pour l'administration Clinton. En épousant la conception identitaire de la « superpuissance indispensable », Clinton et son équipe en vinrent à étendre leurs visions des intérêts du pays et à établir des objectifs ambitieux qui se traduisirent par des engagements difficiles à tenir, notamment au sujet de la guerre en Bosnie (Keller, Kaussler et Yang, 2017 : 450). Ce décalage entre d'une part, la lecture des intérêts et engagements découlant de cette identité, et d'autre part, les ressources limitées et une incapacité politique de les mobiliser, mena les membres de l'administration Clinton à percevoir des risques pour la crédibilité des États-Unis en Bosnie, un conflit qui ne représentait pourtant pas une menace à la sécurité de Washington. Pour Daalder, ce sont les préoccupations pour la réputation d'allié des États-Unis au sein de l'OTAN et en tant que leader de l'alliance, dont la crédibilité était aussi remise en cause, qui motivèrent les décideurs à réagir face aux événements de 1995. Parallèlement, il souligne que la réputation de Bill Clinton lui-même était en jeu alors que se profilaient à l'horizon les élections présidentielles de 1996 (Daalder, 2000 : 164-6).

Ce survol des principales contributions sur le rapport entre les soucis de réputation et les décisions américaines au sujet de la guerre en Bosnie démontre que la recherche s'est jusqu'à présent presque exclusivement concentrée sur le tournant de la politique américaine de l'été 1995. Or, le présent chapitre remonte plus loin dans le temps et replace la focale d'analyse sur les deux premières années de l'administration Clinton. Pour comprendre comment les inquiétudes liées à la réputation

orientèrent les choix du président démocrate et des membres de son équipe décisionnelle en faveur du recours à la force pour accélérer la résolution du conflit en août 1995, il faut d'abord comprendre pourquoi des soucis analogues ne menèrent pas à un tel résultat lors de la plupart des crises qui survinrent entre en 1993 et 1994. Comment les préoccupations de réputation orientèrent les décisions de l'administration Clinton au sujet des crises sécuritaires de la guerre en Bosnie durant la période 1993-94? Pour répondre à cette question, ce chapitre se penche sur les réactions américaines à cinq épisodes de crise sécuritaire survenus dans le cadre du conflit dans les Balkans : l'assaut bosno-serbe sur Srebrenica et la proposition *lift-and-strike* (avril-mai 1993), l'étranglement de Sarajevo (août-septembre 1993), le bombardement de la place du marché Markale (février 1994), ainsi que les assauts bosno-serbes sur les enclaves de Gorazde (avril 1994) et Bihac (novembre 1994).

Les préoccupations de réputation balisèrent les délibérations du groupe décisionnel visant à déterminer la réponse à ces crises. Elles favorisèrent l'émergence d'une approche prudente ayant pour objectif premier d'éviter le déploiement de troupes américaines au sol en Bosnie avant la conclusion d'un accord de paix et pour objectif second d'endiguer les violences afin d'empêcher un débordement au-delà des frontières de l'ex-Yougoslavie. Les inquiétudes quant à l'image de faiblesse projetée par Bill Clinton, les États-Unis et leurs alliés menèrent à une première véritable réponse ferme aux attaques bosno-serbes en février 1994, soit plus d'un an après l'investiture du président démocrate. Cette détermination fut de courte durée, alors que l'administration Clinton, marquée par d'importantes divisions, tergiversa lors de la crise de Gorazde au printemps et recula lors de celle à Bihac à la fin de l'année 1994. À cette occasion, l'équipe de Bill Clinton lui recommanda de tout faire pour protéger l'unité de l'OTAN et, par conséquent, la réputation des États-Unis à titre d'allié fiable et leader de l'alliance. Pour ce faire, Clinton fit une promesse aux alliés qui allait lier la crédibilité des États-Unis à l'évolution du conflit. Comme nous le verrons, ce choix fut crucial, car il transforma l'enjeu aux yeux du président et de ses principaux conseillers.

Nous proposons une analyse chronologique de la gestion de la guerre en Bosnie par l'administration Clinton à travers ses réponses aux principales crises sécuritaires mentionnées ci-haut. Notre attention se portera bien entendu sur les préoccupations de réputation exprimées par les principaux décideurs et le président, un angle d'analyse qui révèle les multiples types de réputation (détermination ou fermeté et fiabilité) et acteurs concernés (OTAN, États-Unis,

président et administration ou groupe décisionnel) pour lesquels s'inquiétaient Bill Clinton et son équipe. Nous accorderons aussi une place importante dans le récit décisionnel aux dynamiques de la prise de décision, soit les niveaux de leadership du président et de cohésion du groupe décisionnel, ainsi qu'aux autres facteurs qui orientèrent leurs choix. Enfin, ce chapitre se conclura avec une évaluation des répercussions de ces préoccupations de réputation qui nous permettra de mieux comprendre si ces soucis furent tributaires d'une volonté de préserver la crédibilité et aux intérêts futurs de l'État (perspective stratégique) et/ou l'image de soi et le sentiment d'insécurité identitaire des décideurs (perspective constitutive). Avant toute chose, il est nécessaire de réfléchir au contexte dans lequel le président Clinton et son équipe assumèrent les rênes de la politique étrangère des États-Unis, en se concentrant sur les legs de l'administration Bush sur le dossier des violences dans les Balkans, pour mieux comprendre les positions initiales de l'administration démocrate sur la Bosnie.

#### 4.1 Déclenchement des hostilités en ex-Yougoslavie et réactions de l'administration Bush

L'implosion de la Yougoslavie à la fin du mandat de George H. W. Bush fut perçue par la Maison-Blanche comme un problème européen que Washington pouvait se permettre d'ignorer. Le président républicain et son équipe estimèrent que les risques pour l'image du pays d'une telle déresponsabilisation demeuraient limités par rapport aux risques d'une implication militaire des États-Unis dans la résolution d'un conflit qui, à leurs yeux, se transformeraient rapidement en borborygme vu les profondes divisions ethniques et historiques présentes dans les Balkans. Après l'échec de l'effort diplomatique du secrétaire d'État James Baker qui se rendit à Belgrade pour offrir son appui au dirigeant Slobodan Milošević dans l'espoir de garantir l'unité de la Yougoslavie (David, 2015 : 713-14), la Slovénie et la Croatie déclarèrent leur indépendance le 26 juin 1991. Alors que des incidents mortels survinrent dans les mois qui précédèrent, de véritables guerres éclatèrent après ces déclarations quand l'armée fédérale de Yougoslavie, sous le contrôle des Serbes et de Milošević, mena des offensives contre la Croatie, puis la Bosnie-Herzégovine, lorsque celle-ci proclama à son tour son indépendance le 29 février 1992. Initialement divisée dans sa réponse aux violences découlant de l'implosion de la Yougoslavie, la communauté internationale réagit vivement aux bombardements de Dubrovnik et à la destruction de Vukovar. Ces événements motivèrent une première action concertée : l'établissement par une résolution du Conseil de Sécurité, le 21 février, d'une Force de Protection des Nations unies (FORPRONU) ayant pour

principal mandat la création des conditions de paix et de sécurité nécessaires à la négociation d'un règlement des conflits (Kandel, 2018 : 126-7). Constituée de 12 000 Casques bleus, cette mission eut d'abord pour but de garantir la démilitarisation de trois zones protégées en territoire croate, dont l'enclave de Krajina. En juin 1992, le mandat de la FORPRONU fut étendu à la Bosnie afin de protéger la livraison d'aide humanitaire à la population dans la foulée de l'intensification des combats et du siège de Sarajevo qui commença avec le blocus imposé par les forces serbes au début mai (Tardy, 2015). L'ampleur des violences crût rapidement : plus de deux millions de Bosniaques avaient, déjà à la mi-1992, été victimes des campagnes de « nettoyage ethnique »<sup>154</sup> menées par les Bosno-Serbes.

Malgré ces atrocités, l'option d'une intervention militaire américaine fut écartée d'emblée. L'administration de George H.W. Bush se contenta de dénoncer activement les violences en Bosnie. « Nous n'avons pas de chien dans ce combat » (Power, 2002 : 267), voilà l'expression retenue par le secrétaire d'État Baker pour affirmer que les intérêts sécuritaires de Washington n'étaient pas en jeu en Bosnie. Les conflits découlant de l'éclatement de la Yougoslavie représentaient certes un désastre humanitaire, mais l'administration Bush continua de l'interpréter comme un problème d'abord et avant tout européen. Le président, son conseiller pour la sécurité nationale Brent Scowcroft et les autres membres de l'équipe de sécurité nationale – Richard Cheney, Colin Powell, James Baker et Lawrence Eagleburger – estimaient que ces querelles violentes basées sur des haines ancestrales ne méritaient pas que l'on risque des vies américaines. Le consensus au sein du groupe décisionnel se résumait ainsi : les États-Unis n'avaient pas d'« intérêt vital à défendre les Balkans » (The National Security Project, 1999 : 29)<sup>155</sup>. À la tête du département de la Défense, Cheney s'opposa catégoriquement à l'idée d'une intervention militaire dans la région. Sur cet enjeu, il se rappelle avoir partagé le point de vue du chef militaire Powell : « Nous étions en accord total. Nous pensions que c'était une mauvaise idée. » (*Richard B. Cheney Oral History*, 2000) En

---

<sup>154</sup> À l'instar de David Scheffer, nous définissons le nettoyage ethnique comme « le déplacement forcé d'une population (généralement partageant des origines ethniques ou religieuses communes) de son territoire d'origine et souvent en utilisant des tactiques qui constituent des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, ou voire un génocide. » (Scheffer, 2019 : xxvii)

<sup>155</sup> David Gompert, directeur pour les affaires soviétiques et européennes du NSC nuance cette évaluation en soulignant que certaines figures de proue, comme Brent Scowcroft et Lawrence Eagleburger, étaient déchirées entre une volonté de rester à l'extérieur des conflits dans les Balkans et celle de punir Slobodan Milošević pour ses actions (Ibid : 31). De plus, plusieurs hauts fonctionnaires et bureaucrates de carrière s'opposèrent à l'approche passive préconisée par le président et ses principaux conseillers (Sparrow, 2015 : 453-54; Baker et Glasser, 2020 : 490).

d'autres mots, une intervention militaire en Bosnie était jugée beaucoup trop risquée par l'administration Bush (Strobel, 1997 : 137-40). Le Pentagone sous la gouverne de Cheney et le général Colin Powell virent en ce conflit un « Vietnam des Balkans »<sup>156</sup>, c'est-à-dire un borbier dans lequel il fallait éviter de s'impliquer à tout prix. Cette analogie historique joua un rôle important dans la décision de ne pas intervenir en Bosnie, comme le révèle ce commentaire du président Bush formulé à l'été 1992 : « Je ne veux pas que les États-Unis s'enlisent de quelque façon que ce soit dans une sorte de guérilla [en Bosnie]. Nous avons déjà vécu cela une fois. » (Record, 2022 : 112). L'administration Bush opta plutôt pour une politique visant à minimiser l'instabilité dans la région des Balkans en accordant, de concert avec l'Union européenne, une reconnaissance diplomatique à la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Slovénie, au début avril 1992 (Paquin, 2010 : 63-4). Derrière cette approche réaliste qui caractérisa la réaction de l'administration Bush au conflit, certains décideurs influents contemplèrent l'idée d'une intervention invoquant les conséquences de l'inaction pour l'image des États-Unis, comme l'illustrent ces propos de Brent Scowcroft : « J'aurais été prêt à intervenir avec une certaine puissance aérienne, même si je ne pense pas que cela aurait été très efficace. Je m'inquiétais de l'image de nous restant à l'écart alors que ces horreurs se déroulaient dans ce qui, théoriquement, était le centre de l'Europe. » (*Brent Scowcroft Oral History Part II*, 2000) Malgré cette inquiétude à l'égard des effets de l'inaction sur l'image des États-Unis et des principaux décideurs, les préoccupations réalistes de stabilité régionale primèrent aux yeux de Scowcroft et de ses collègues. Ils espèrent en vain que la reconnaissance diplomatique de la Bosnie par Washington et ses alliés européens freinerait les ardeurs du régime de Milošević (Paquin, 2010 : 62). Les velléités irrédentistes de Belgrade ne s'estompèrent pas et les violences envers les autres groupes, au premier chef les Bosniaques musulmans, s'accrochèrent. Néanmoins, voulant éviter les risques d'une intervention militaire pouvant se solder par un échec qui ternirait la réputation du pays, les décideurs américains continuèrent de prêcher par la prudence dans leur réponse aux conflits qui déchiraient les Balkans en 1991-92.

---

<sup>156</sup> Le « Vietnam des Balkans » était, selon Gearoid ÓTuathail (2002), l'un des deux récits dominants au sein de l'appareil de sécurité nationale, avec celui du « génocide européen ». Un amalgame de ces deux récits, le « cauchemar humanitaire », émergea graduellement et rendit possible une réponse internationale multilatérale, notamment avec l'adoption de sanctions par le Conseil de Sécurité des Nations unies, le 30 mai 1992.

Une telle prudence n'était pas seulement caractéristique de la lecture plus restreinte des intérêts nationaux des États-Unis préconisée par George Bush et ses principaux conseillers, elle s'inscrivait aussi dans le contexte des élections présidentielles de 1992 qui s'annonçaient difficiles pour le républicain qui brigait alors un second mandat (Campbell et Mann, 1992). Beaucoup moins expérimenté en matière de politique étrangère, son adversaire démocrate Bill Clinton s'efforça de marquer un contraste avec le président sortant en réclamant une action plus directe de la part des États-Unis pour freiner les violences en Bosnie. En décembre 1991, le gouverneur de l'Arkansas prononça un discours à l'Université Georgetown proposant un « nouvel engagement » pour la sécurité des États-Unis. Rédigé par Anthony Lake, l'un des principaux conseillers de politique étrangère de sa campagne, ce discours identifia la violence ethnique qui déchirait l'ex-Yougoslavie comme l'une des principales menaces à la sécurité du pays dans le monde de l'après-Guerre froide. Convaincu qu'il fallait en faire plus sur cet enjeu, Clinton fut fortement encouragé par Lake, ainsi que par Al Gore et son conseiller Leon Fuerth, à prendre position en faveur d'une politique plus active pour freiner les violences dans les Balkans que celle préconisée par l'administration républicaine en poste (Entretien avec A. Lake, 2022). En août 1992, après avoir remporté l'investiture démocrate, Clinton en appela à une « démonstration de détermination » dans l'acheminement d'aide humanitaire, tout en ouvrant la porte à un recours à la force pour démanteler les camps de détention serbes : « Je n'excluais pas l'option du recours à la force sur cette question, car je suis horrifié par ce que j'ai vu. » (Ifill, 1992) Lors du débat présidentiel du 11 octobre à Saint Louis au Missouri, Clinton se montra plus prudent en affirmant que les États-Unis ne pouvaient pas « commettre des forces terrestres dans le borbier de la Bosnie ou dans les guerres tribales de la Somalie », une position plus proche de celles de ses adversaires George H.W. Bush et Ross Perot, le candidat du Parti réformiste, qui évoquèrent tous deux le spectre du Vietnam pour rejeter une intervention militaire dans les Balkans (Clinton, 1992). Bill Clinton remporta le scrutin du 3 novembre 1992. Éviter le déploiement de troupes américaines au sol allait devenir le principe cardinal de sa politique à l'égard de la Bosnie-Herzégovine.



Peu après la défaite électorale de Bush, Robert Gallucci, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques et militaires, et son équipe planchèrent sur deux plans pour faire face aux catastrophes humanitaires survenant simultanément dans les Balkans et dans la corne de l'Afrique (David, 2015 : 697-9; Rothkopf, 2005 : 317). Gallucci se positionna en faveur d'une intervention en Somalie, une position qu'appuya son patron, le secrétaire d'État Lawrence Eagleburger, qui jugeait la situation en Bosnie trop risquée pour y déployer des forces américaines. Le plan pour la Somalie chemina au sein des comités du NSC où diverses options d'intervention furent étudiées et débattues par les adjoints avant d'être soumises aux principaux décideurs. À la fin novembre 1992, le président Bush et son équipe de sécurité nationale évaluèrent les options préparées par Gallucci. Bush choisit d'intervenir militairement en Somalie, une mission que Colin Powell et les militaires américains considéraient plus facile à accomplir qu'une intervention en Bosnie (Western, 2002 : 118)<sup>157</sup>. La Maison-Blanche avait déployé, en septembre, quatre navires transportant 2 100 Marines au large de la Somalie pour protéger un pont aérien visant à aider les forces onusiennes de maintien de la paix basées à Mogadiscio. Pour éviter que les soldats américains ne soient contraints d'intervenir dans une situation extrêmement difficile, comme pour faciliter le retrait de la mission de l'ONU à la suite d'un assaut de milices locales, les militaires recommandèrent une opération visant à restaurer une certaine stabilité sur le terrain. Du point de vue du Pentagone, l'engagement américain initial envers les forces onusiennes avait déjà lié la crédibilité des États-Unis au conflit en Somalie. Sans un déploiement d'une plus grande envergure, les forces américaines auraient de la difficulté à remplir la promesse de Washington à l'égard des Nations unies (Recchia, 2020 : 354). C'est pourquoi George H.W. Bush annonça, le 5 décembre, l'envoi de 28 000 soldats américains en quatre phases, déclenchant ainsi une opération militaire à vocation humanitaire d'envergure dont la responsabilité reviendrait à son successeur, Bill Clinton. Entre temps, Bush fit parvenir un « avertissement de Noël » à Slobodan Milošević, une lettre datée du 25 décembre dans laquelle le président tenta de dissuader le dirigeant serbe de s'attaquer au Kosovo et à la Macédoine en le menaçant de représailles militaires (Anonyme, 1999). Cette stratégie de prudence et d'évitement

---

<sup>157</sup> Durant la campagne électorale de 1992, Colin Powell prit position publiquement contre une intervention militaire américaine en Bosnie, affirmant qu'une « action militaire limitée serait un prélude vers une implication plus importante » (Gordon, 1992). À peine un mois avant l'élection, le *New York Times* publia un texte d'opinion dans lequel le général décrivit la crise en Bosnie comme un problème très complexe qui devrait être résolu politiquement, non pas par le biais d'une intervention militaire américaine. Cette prise de position s'inscrivait en continuité avec les principes de sa doctrine éponyme, selon laquelle le recours à la force doit être décisif et cohérent avec les objectifs politiques d'une administration (Powell, 1992).

légua donc le problème de la Bosnie au président élu Bill Clinton. Les attentes élevées générées par la rhétorique de Clinton sur cet enjeu durant la campagne électorale allaient inévitablement se heurter à la complexité et la volatilité de la guerre qui faisait rage dans les Balkans. Alors que Clinton se montra soucieux des conséquences de l'inaction pour son image et celle du pays, son indécision, sa faible implication dans la prise de décision et d'importantes divisions au sein de son administration et de l'appareil de sécurité nationale allaient empêcher l'émergence d'un consensus au sujet des conséquences du conflit en Bosnie sur la réputation des États-Unis et, surtout, de la réponse à adopter pour faire face à ce problème insoluble durant les années 1993-94.

#### 4.2 Des promesses à la déception : l'approche à tâtons (*muddling through*) de l'administration Clinton

La guerre en Bosnie est un « outrage cruel » et il est dans l'intérêt des États-Unis de trouver une façon de mettre fin au conflit. Se contenter de fournir une aide humanitaire ne suffit pas; il faut atténuer durablement la souffrance de la population civile. Voilà l'objectif consensuel, mais vaguement défini, qui unissait l'équipe de sécurité nationale de Bill Clinton durant les premiers mois de son administration (Entretien avec W. Slocombe, 2022). Ce résumé de la position américaine au début de l'année 1993 proposé par Walter Slocombe, sous-secrétaire à la Défense responsable des politiques<sup>158</sup>, nous rappelle que le président et son équipe voulaient véritablement en faire plus que l'administration précédente sur cet enjeu. Ancrée dans cette volonté, les promesses de la campagne électorale furent rapidement confrontées à la complexité du dossier et à un ordre du jour surchargé par d'autres problèmes internationaux. Ce faisant, une réticence partagée en ce qui a trait au déploiement de troupes américaines en Bosnie, ainsi qu'une préférence pour le recours à des frappes aériennes difficiles à mettre en œuvre compte tenu de l'opposition des alliés européens, empêchèrent l'adoption d'une politique cohérente avec les promesses formulées par Clinton en 1992. C'est donc une approche à tâtons (*muddling through*)<sup>159</sup> que privilégia l'administration démocrate, réagissant aux événements sans stratégie claire ou cohérence entre les

---

<sup>158</sup> Initialement adjoint-principal du sous-secrétaire à la Défense responsable des politiques, Slocombe remplaça son patron Frank G. Wisner II peu de temps après que ce dernier fut nommé ambassadeur des États-Unis en Inde, au printemps 1994.

<sup>159</sup> Il s'agit de l'expression consacrée par John Deutch, l'adjoint au secrétaire à la Défense William Perry et le second directeur de la *Central Intelligence Agency* du président Clinton, pour décrire l'approche initiale de l'administration sur cet enjeu (Harris, 2005 : 51). Cette approche a aussi été qualifiée de « contournement » du conflit par Charles-Philippe David (1995).

objectifs et les moyens à disposition pour les atteindre. La crise en Bosnie allait être une source d'« humiliation croissante » (Halberstam, 2001 : 224) pour la Maison-Blanche qui se plaça volontairement à la remorque des événements dès les premiers mois de 1993.

À peine deux jours après la cérémonie d'investiture de Bill Clinton, le conseiller pour la sécurité nationale Anthony Lake distribua aux principaux membres de l'équipe de sécurité nationale du nouveau président une directive présentielle (PRD/NSC-1) visant à établir des objectifs et développer des stratégies pour guider la politique de l'administration à l'égard de la guerre en ex-Yougoslavie. Cette directive comprenait une série de 26 questions pour évaluer la situation et soupeser les actions que pourraient entreprendre les États-Unis. À la toute fin de cette liste, Lake évoqua les conséquences des choix que l'administration ferait – surtout si elle optait pour le recours à la force contre les Bosno-Serbes – pour la capacité des États-Unis à « dissuader une agression similaire ailleurs » (National Security Council..., 1993). Lors de leur toute première réunion sur le thème de la Bosnie, le 28 janvier 1993, les membres permanents du forum décisionnel, constatèrent que plusieurs promesses prononcées par le candidat Clinton sur cet enjeu recoupaient certaines des positions de l'administration Bush, notamment en ce qui a trait à la mise en application d'une zone d'exclusion aérienne (*no-fly zone*), l'acheminement d'aide humanitaire et une éventuelle levée de l'embargo sur l'envoi d'armes en Bosnie (Wagner, 1993a : 1). À la lumière de ces discussions, Anthony Lake tenta de regrouper les principales options qui s'offraient aux décideurs selon trois catégories : les actions réalisables sans offenser les alliés et partenaires clés (Royaume-Uni, France et Russie), les propositions qui nécessitaient l'appui des alliés et qui impliqueraient des difficultés et des coûts élevés, ainsi que les actions requérant la menace ou l'emploi de la force militaire. Le conseiller pour la sécurité nationale rejeta d'emblée les propositions compromettant les efforts de secours humanitaires jugés prioritaires, une position qui fut renforcée par l'intervention du Général Powell. Ce dernier détailla aussi les conséquences d'un recours à la force « persuasif » tel que prévu par l'option la plus musclée qu'avaient alors préparée les militaires (Ibid : 2-3). Cette réunion initiale donna le ton aux politiques qu'allait préconiser la Maison-Blanche durant les trois premiers mois et marqua une certaine continuité avec les politiques de l'administration précédente. La présence de Colin Powell au sein du groupe décisionnel, lui qui demeura en poste à titre de président du comité des chefs d'état-major après la transition Bush-Clinton, contribua à cristalliser cette continuité. Powell jeta régulièrement une douche froide sur les élans interventionnistes de

certaines des décideurs, au premier chef l'ambassadrice aux Nations unies Madeleine Albright (Powell, 1996 : 561), quand vint le temps de formuler une réponse aux crises découlant du conflit en Bosnie.

Lors de la deuxième rencontre du forum décisionnel, le 3 février, les principaux décideurs réfléchirent à la position à adopter face au principal effort diplomatique en cours afin de résoudre le conflit : le plan Vance-Owen<sup>160</sup>. Parmi un menu de quatre options présentées par Anthony Lake, le groupe s'entendit pour rejeter l'abandon de ce plan de paix au profit d'une approche américaine, ainsi qu'un recul complet laissant la gestion du conflit entièrement aux Européens. Un consensus timide émergea en faveur d'un amalgame des deux autres options, soit un appui tacite au plan Vance-Owen sans toutefois prendre ouvertement position dans le débat au sujet de la carte géographique de la Bosnie-Herzégovine qui l'accompagnait. Les États-Unis se contenteraient d'exercer des pressions diplomatiques en faveur d'un règlement du conflit acceptable pour toutes les parties belligérantes. Cette idée s'imposa en dépit du fait que plusieurs membres du groupe, comme Anthony Lake, jugeaient inacceptable la division territoriale de la Bosnie-Herzégovine proposée dans ce plan, soit la création de dix provinces dont seulement trois seraient à majorité musulmane. L'adoption de cette position « agnostique », pour reprendre l'expression du secrétaire à la Défense Les Aspin (Wagner, 1993b), au sujet du plan Vance-Owen démontra que le *statu quo* sur la guerre en Bosnie préconisé par l'administration Bush demeurait bien ancré au sein de l'appareil de sécurité nationale de la jeune administration Clinton (Scheffer, 2019 : 21). Dans les semaines qui suivirent, Bill Clinton et le secrétaire d'État Warren Christopher exprimèrent publiquement leurs réserves à propos du plan, mais ils ne s'opposèrent pas formellement à cette proposition qui aurait cristallisé une grande partie des gains territoriaux effectués grâce au nettoyage ethnique bosno-serbe. L'administration choisit plutôt de mandater le diplomate Reginald Bartholomew pour travailler avec les auteurs du plan afin de le modifier et pour mieux refléter les

---

<sup>160</sup> Le plan de paix Vance-Owen fut le fruit de négociations pilotées par Cyrus Vance, ancien secrétaire d'État américain, et Lord David Owen, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères du Royaume-Uni, qui ensemble dirigèrent la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie établie dans la foulée du sommet de Londres d'août 1992. Vance et Owen proposèrent un plan de règlement des différends visant à trouver un équilibre entre le maintien de l'intégrité territoriale des anciennes républiques yougoslaves tout en assurant une protection des droits individuels, l'établissement de garanties constitutionnelles pour les minorités ethnoculturelles et la promotion de la tolérance intercommunautaire. Essentiellement, le plan proposé par la conférence visait à mettre sur un pied un gouvernement fédéral décentralisé qui diviserait le pays en dix provinces sur la base de critères ethniques, politiques, géographiques et économiques. La carte géographique sur laquelle s'appuyait cette proposition fut présentée par Vance et Owen au début janvier 1993 (Burg et Shoup, 1999: 214-25).

préoccupations des musulmans de Bosnie (Daalder, 2000 : 11). La Maison-Blanche cautionna un processus de paix qu'elle réprouvait partiellement, un exemple illustrant l'approche à tâtons caractéristique de sa gestion de cette guerre. La réunion du 3 février fut aussi l'occasion d'effectuer un tri parmi une trentaine de mesures pour retenir celles qui seraient présentées au président. Plusieurs propositions impliquant le recours à la force furent écartées d'emblée et les facettes militaires des solutions proposées se virent amoindries. De plus, le Général Powell affirma que les propositions reposant essentiellement sur le recours à la puissance aérienne « ne fonctionneraient pas » (Ibid) et qu'une opération militaire réussie nécessiterait une démonstration de force d'envergure.

Les membres du forum décisionnel se réunirent à nouveau le 5 février. Anthony Lake ouvrit les discussions en demandant à ses collègues de réfléchir à un objectif ultime, une « fin de partie » (*end game*), en tenant compte du fait qu'advenant la signature d'un accord de paix, les États-Unis subiraient des pressions pour déployer des troupes américaines afin d'en assurer la mise en application. Les échanges entre les membres du groupe révélèrent des divisions plus fondamentales au sujet des circonstances justifiant une intervention militaire des États-Unis et, surtout, ses objectifs<sup>161</sup>. Plutôt que de répondre à la question de Lake, Madeleine Albright lança un pavé dans la mare en remettant en cause le supposé consensus au sujet des conditions d'un recours à la force énoncé dans le brouillon de la directive présidentielle (*Presidential Review Directive*) :

Je suis troublée par la conclusion que nous avons atteinte. Nous traitons cette région comme si elle était d'intérêt périphérique. L'Histoire nous suggère qu'elle est plutôt centrale. [...] Je comprends que la décision de recourir aux forces américaines en Bosnie reviendrait à franchir le Rubicon. Mais nous devrions nous demander si balayer ce problème sous le tapis ne crée pas plus de problèmes. (National Security Council, 1993a)

Albright rappela que le consensus contredisait les promesses électorales de l'ancien gouverneur de l'Arkansas et minimisait l'importance de l'enjeu. Lake lui demanda de clarifier sa pensée : les États-Unis devraient-ils seulement recourir à la force pour faire respecter un accord de paix, ou bien aussi pour en imposer un ? Sans équivoque, Albright répondit : « Si nous disons que nous

---

<sup>161</sup> Grâce à l'un des rares comptes rendus exhaustifs disponibles pour une réunion du forum décisionnel portant sur la guerre en Bosnie durant le premier mandat de Bill Clinton, nous sommes en mesure de détailler les discussions qui eurent lieu durant la rencontre du 5 février 1993.

n'imposerons jamais un accord, nous cautionnons le nettoyage ethnique. » Cette affirmation généra la confusion au sein du groupe, alors que plusieurs membres rétorquèrent qu'ils croyaient avoir réglé la question en attestant que la force militaire serait employée seulement pour faire respecter un accord. Le Général Powell avoua être aussi resté sur cette impression et affirma que la volonté américaine de recourir à la force en de telles circonstances devrait être dissimulée « juste derrière l'écran », afin d'éviter d'engager la réputation des États-Unis dans la résolution du conflit. Lake approuva : « Le problème depuis le début est de promettre plus que ce que l'on peut livrer. » (Ibid) Samuel Berger, l'adjoint du conseiller pour la sécurité nationale, demanda quel type de force militaire serait employé dans un tel scénario : aérien ou terrestre ? Les deux seraient nécessaires, rétorqua Powell. Quels seraient les impacts psychologiques de bombardements intermittents sur les batteries d'artilleries bosno-serbes, s'enquerra Berger ? Selon Powell, les représailles aériennes auraient un effet dissuasif et réduiraient les frappes d'artilleries, mais elles ne les arrêteraient pas définitivement.

Le vice-président Al Gore rejoignit la réunion en cours et s'opposa au déploiement de troupes américaines pour imposer un accord de paix aux parties belligérantes. Il ajouta que l'administration ne devrait pas énoncer sa volonté de faire respecter militairement un accord si celui-ci s'appuyait sur le plan Vance-Owen, puisque la division territoriale proposée était « terrible ». Warren Christopher rappela qu'un engagement américain à participer à la mise en application d'un accord de paix, de concert avec l'ONU et l'OTAN, était nécessaire pour rendre la position de l'administration crédible. Généralement perçu comme l'un des principaux faucons du groupe décisionnel sur la Bosnie, Gore prêcha par excès de prudence en évoquant les conséquences politiques d'une telle décision : « Mais le peuple américain ne voudra pas envoyer nos garçons là-bas. » À la toute fin de la réunion, Bill Clinton rejoignit son équipe pour faire le point sur la Bosnie pour une première fois. Powell le mit au parfum de ce qu'impliquerait une mission militaire américaine pour faire respecter un règlement : « La nature de l'accord bosnien nécessitera des forces terrestres. Nous pouvons punir des airs, mais pas mettre en application l'entente [de cette façon]. [...] Nous pouvons accomplir cette mission. Mais elle serait dispendieuse et ouverte, sans promesse de pouvoir quitter. » (Ibid) Powell rejoint le secrétaire d'État en réitérant que l'engagement des États-Unis dans le processus diplomatique de résolution du conflit devait s'accompagner d'une volonté de faire respecter un éventuel accord de paix. Christopher

recommanda donc une approche médiane visant à promettre un déploiement militaire selon ce scénario, mais à demeurer vague sur la nature de celui-ci.

En réaction à cette mise à jour des options militaires s'offrant à lui, Clinton posa une question très illustrative de son état d'esprit au sujet d'un autre dossier préoccupant pour la politique étrangère américaine : « Pouvons-nous d'abord quitter la Somalie ? » (Ibid). Un accord préalable avec les Nations Unies et un délai d'au moins six mois seraient nécessaires, répondirent Powell et Christopher. Constatant la réticence du président à déclencher une nouvelle intervention militaire, Samuel Berger indiqua qu'il pouvait toujours déclarer que la Bosnie était un « problème européen » et que la responsabilité de garantir l'application d'un règlement revenait aux pays du Vieux-Continent. Clinton interrompit Berger et écarta cette option, évoquant les conséquences pour la réputation du pays : « Nous ne pouvons faire cela sans abandonner l'ensemble de notre position dans le monde. » (Ibid) Estimant que la réputation des États-Unis était en jeu, Clinton enjoignit son équipe d'adopter une position active, sans quoi ils seraient responsables de la perte d'influence de Washington : « Si les États-Unis n'agissent pas dans une situation comme celle-ci [...] rien ne se produira. [...] Si on ne le fait pas, on renonce au leadership américain » (Drew, 1994 : 146). En somme, les discussions tenues lors de la réunion du 5 février illustrent les tergiversations caractéristiques du groupe décisionnel sur la Bosnie au début de l'administration Clinton. Surtout, elles démontrent que les préoccupations de réputation étaient autant associées aux positions nécessitant une implication jugée trop grande qu'à une implication insuffisante des États-Unis dans la résolution du conflit en Bosnie-Herzégovine.

Le secrétaire d'État présenta les fruits de la révision de la politique américaine pour l'ex-Yougoslavie, lors d'une conférence de presse le 10 février. Warren Christopher (1993) dépeignit d'abord la guerre en Bosnie comme un test pour la manière dont les États-Unis et le monde répondront aux conflits dans l'après-guerre froide : « Les tyrans audacieux et les minorités craintives observent pour voir si le nettoyage ethnique est une politique que le monde tolérera. Si nous espérons promouvoir la propagation de la liberté, si nous espérons encourager l'émergence de démocraties ethniques et pacifiques, notre réponse doit être un "non" retentissant. » L'annonce de Christopher révéla un décalage profond entre la rhétorique et la substance, alors que le secrétaire d'État définit essentiellement les limites de l'engagement américain à résoudre ce conflit (Daalder,

2000 : 10)<sup>162</sup>. Christopher stipula que le déploiement des troupes américaines au sol surviendrait seulement pour assurer la mise en application d'un accord de paix appuyé par toutes les parties belligérantes. Fruit d'un consensus en demi-teinte des membres du groupe décisionnel, cette annonce confirma que l'administration Clinton serait beaucoup plus prudente et se contenterait de jouer un rôle de soutien dans les efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre. Les autres mesures annoncées par Christopher incluaient une volonté de faire respecter une zone d'exclusion aérienne pour freiner les violences, de miser sur les sanctions pour changer le comportement de Belgrade et de contribuer à l'envoi d'aide humanitaire. À ce titre, le président Clinton se rangea derrière la recommandation de son équipe de sécurité nationale en autorisant des sorties aériennes de l'armée de l'air pour acheminer de l'aide humanitaire aux villes assiégées de Bosnie, le 19 février (Lake, 1993a). Enfin, l'endiguement des violences au territoire de la Bosnie demeurait, comme sous l'administration Bush, l'une des priorités de la Maison-Blanche. Les principaux décideurs avaient contemplé une extension de l'« avertissement de Noël » formulée par Bush à l'endroit de Slobodan Milošević pour éviter l'extension des violences au Kosovo. Le bureau du secrétaire à la Défense proposa même de formuler une menace de recourir à la force sous certaines conditions précises aux dirigeants étrangers impliqués dans le conflit, tout en la réaffirmant auprès de Milošević (Blackwell, 1993). Pourtant, Warren Christopher ne présenta aucune mesure en ce sens et l'administration Clinton continua de vouloir éviter une escalade dans la région des Balkans sans prendre des actions concrètes pour la prévenir.

Le mois de mars 1993 fut marqué par des efforts visant à « façonner l'esprit bosnien pour faire des concessions » (Gannon, 1993) et ainsi relancer les pourparlers diplomatiques. Toutefois, l'objectif de convaincre le président bosniaque Alija Izetbegović de signer le plan Vance-Owen fut compromis par les frappes bosno-serbes contre Srebrenica, une ville de l'est du pays, le 18 mars (Daalder, 2000 : 11-12). Le comité des adjoints avait écarté le recours à la force – aérienne et terrestre – pour répondre aux attaques bosno-serbes dans cette région au profit de sanctions renforcées, lors d'une réunion tenue une dizaine de jours auparavant. Le comité des principaux

---

<sup>162</sup> Dans une note interne adressée la directrice senior pour l'Europe au NSC, Jenonne Walker, Daniel W. Wagner (1993c), le représentant du renseignement au sein du groupe de travail interagence sur les Balkans, souligna que le discours de Christopher laissa plusieurs acteurs internationaux sur leur faim. Bien qu'ils virent d'un bon œil l'activisme des États-Unis, la plupart des pays impliqués directement ou indirectement dans le conflit souhaitaient que Washington en fasse plus pour faire avancer leurs intérêts respectifs.



décideurs se réunit pour discuter de ce sujet le 25 mars, la journée où les musulmans et Croates se rangèrent officiellement derrière le plan Vance-Owen à Sarajevo. Deux options émergèrent de cette réunion : un cessez-le-feu ou une pression militaire accrue des États-Unis et de l'OTAN jumelée à une levée de l'embargo sur les ventes d'armes aux musulmans de Bosnie. Les Aspin, au nom du Pentagone, exprima une préférence pour le cessez-le-feu, mais aucune décision ne fut prise. La réflexion du groupe décisionnelle allait se prolonger et s'élargir au courant des prochaines semaines, pour bien évaluer le pour et le contre de ces deux avenues (Daalder, 2000 : 12-13). Entre temps, Madeleine Albright et son équipe travaillèrent d'arrache-pied au siège des Nations unies à New York pour obtenir une autorisation formelle du Conseil de Sécurité afin de pouvoir faire respecter la zone d'exclusion aérienne sous l'autorité du Chapitre VII de la Charte de l'ONU. La résolution 816 accorda cette autorisation aux forces de l'OTAN qui, en concertation avec la FORPRONU et le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, déclencha ses premiers vols au-dessus de la Bosnie le 12 avril (Scheffer, 2019 : 29; Burg et Shoup, 1999 : 250). Cette mesure ne freina pas les attaques sur Srebrenica au courant des semaines qui suivirent. Face à l'assaut bosno-serbe sur cette ville, l'administration Clinton adopta sa première proposition d'envergure : la proposition *lift-and-strike*. Fruit d'un compromis sous-optimal au sein d'un groupe décisionnel divisé, cette politique allait devenir l'emblème de l'échec de l'approche à tâtons préconisée le président Clinton et son équipe durant l'année 1993.

#### 4.3 L'échec de la proposition *lift-and-strike* (avril et mai 1993) et le repli sur une posture d'endiguement du conflit

À l'occasion d'une rencontre du forum décisionnel, le 9 avril, les membres du groupe discutèrent d'une série d'options pour la politique américaine en Bosnie présentée par Anthony Lake : poursuivre l'appui au plan Vance-Owen, promouvoir un accord basé sur les présentes divisions géographiques, ou laisser les combats continuer sans lever l'embargo sur les armes. Lake ajouta ensuite une quatrième option – celles de frappes aériennes américaines pour appuyer les forces musulmanes, sans suspendre l'embargo – et demanda à l'ambassadrice aux Nations unies de l'évaluer. Madeleine Albright mandata David Scheffer, un adjoint de la délégation américaine à l'ONU, pour rédiger un document étayant cette option plus agressive. À titre de conseiller sénior de l'ambassadrice, Scheffer plancha sur un document qui, à ses yeux, représentait une « manœuvre audacieuse de coupure et de poussée [*cut-and-thrust*] autour de la pensée beaucoup plus prudente

et conventionnelle qui dominait les positions du Département d'État et de la Défense dans la Sit[uation] Room. » (Scheffer, 2019 : 35). Dans ce document, Albright et Scheffer présentèrent les frappes aériennes – qu'elles soient unilatérales ou multilatérales – comme un moyen de forcer les Bosno-Serbes à consentir à un accord de paix, ainsi que de faire la démonstration de la volonté et de l'engagement des États-Unis à prévenir le nettoyage ethnique et renverser ses effets (Albright, 1993). De leur point de vue, l'inaction était moralement inacceptable et dommageable pour l'image de l'administration et de Washington. C'est d'ailleurs ce que Scheffer avait porté à l'attention d'Albright dans un mémo où il insistait sur la honte associée à la présente position de l'administration :

L'administration est en train de perdre le soutien des rédacteurs d'éditoriaux et de la foule des émissions d'affaires publiques, qui commencent à utiliser des mots comme "honte", "honteux" et "déficit de crédibilité" pour décrire la politique de l'administration Clinton en Bosnie. (Trenta, 2016 :173)

À plusieurs reprises durant le mois d'avril, l'équipe de sécurité nationale se réunit pour évaluer les options énoncées préalablement par Lake et étoffées par les membres du groupe décisionnel, dont Albright. Ayant participé à quelques-unes de ces rencontres, le président Clinton fut à même de constater que des divisions importantes prévalaient au sein de son équipe décisionnelle. En l'absence d'un consensus, comme le souligne Daalder (2000 : 13), Clinton choisit de ne pas trancher et repoussa l'échéance décisionnelle à plus tard. Parmi les options à l'étude, deux se démarquèrent : la proposition *lift-and strike*, c'est-à-dire la levée de l'embargo sur les ventes d'armes aux Bosniaques musulmans couplée à des frappes aériennes contre les forces bosno-serbes, et un cessez-le-feu (Entretien avec J. Walker, 2023)<sup>163</sup>. La plupart des conseillers, incluant Colin Powell, exprimèrent une préférence pour la levée de l'embargo, alors que Les Aspin souhaitait maintenir une forme de *statu quo* en privilégiant l'établissement d'un cessez-le-feu et la protection des enclaves musulmanes (Daalder, 2000 : 15). Selon Anthony Lake, la proposition *lift-and-strike* découlait à la fois d'une volonté d'action et d'un souci pour la réputation du pays :

---

<sup>163</sup> L'option *lift-and-strike* est celle qu'évoquèrent une douzaine d'employés du Département d'État dans une lettre à l'attention de Warren Christopher publiée par le *New York Times*, le 23 avril 1993. Ces hauts fonctionnaires choisirent d'exprimer ainsi leur opinion dans l'espoir de faire réagir l'administration pour protéger les Bosniaques musulmans enclavés à Srebrenica et ceux de l'est du pays des attaques menées par les forces bosno-serbes (Gordon, 1993a).

La proposition *lift-and-strike* représentait notre tentative de trouver une sorte de stratégie de compromis entre ce que nous voulions faire, qui était beaucoup plus proche de la stratégie de fin de partie [*endgame strategy*], par nous je veux dire les soi-disant faucons, [Al] Gore, Madeleine [Albright] et moi, et ce qui était possible de faire à ce moment. Parce que plus longtemps [la guerre en] Bosnie perdurait, cela endommageait notre crédibilité globale et celle de nos alliés de l'OTAN. C'était un présupposé tacite. (Entretien avec A. Lake, 2022)

Non seulement les membres de l'équipe de sécurité nationale du président estimaient que cette proposition permettrait de surmonter les divisions internes, mais ils espéraient aussi qu'elle pourrait convaincre leurs alliés. Le 1<sup>er</sup> mai, Bill Clinton, entouré de son équipe de politique étrangère, évalua les options qui s'offraient à lui durant près de cinq heures, puis sélectionna la levée de l'embargo et les frappes. En dépit du fait que cette mesure rompait avec le *statu quo* hérité de l'administration Bush, elle représentait un changement timide et emblématique de l'approche à tâtons qui caractérisa la politique de l'administration Clinton. La proposition *lift-and-strike* s'avéra « piètrement réfléchi », selon Halberstam (2001 : 224), car elle négligeait de prendre en compte les réticences européennes qui compromettraient inévitablement sa mise en œuvre. À titre de chef de la diplomatie américaine, Warren Christopher se vit assigner par le président la mission de promouvoir le projet auprès des alliés européens. Le voyage de Christopher en Europe fut une catastrophe diplomatique pour l'administration Clinton. La proposition américaine fut particulièrement mal reçue par les alliés contributeurs à la mission FORPRONU. En effet, plusieurs d'eux y virent une mauvaise solution à un problème complexe qui aurait pour effet d'augmenter drastiquement les risques sécuritaires pour leurs soldats déployés sur le terrain (Scheffer, 2019 : 38). Frapper des airs sans déployer des soldats au sol pendant que les troupes, notamment britanniques et françaises, deviendraient plus vulnérables aux représailles bosno-serbes était une avenue tout simplement inacceptable aux yeux des Européens. La réputation de leadership des États-Unis fut assurément ternie par cette proposition d'une administration américaine qui prêcha par excès de prudence, avec peu de considération pour les intérêts de ses alliés, tout en prétendant vouloir agir de manière déterminée pour freiner les violences en Bosnie.

Sans surprise, la proposition portée par le secrétaire d'État fut rejetée outre-Atlantique. Les présentations monotones et sans entrain qu'effectua Warren Christopher aux alliés et partenaires trahirent sa propre hésitation au sujet de l'approche *lift-and-strike*, selon Jenonne Walker, la directrice senior pour l'Europe au NSC, qui l'accompagna durant ce voyage (Entretien avec J.

Walker, 2023)<sup>164</sup>. Cet échec diplomatique eut des répercussions néfastes pour l'image que souhaitait projeter l'administration sur ce dossier d'une importance cruciale pour l'avenir de la sécurité européenne. Il révéla que l'administration démocrate, dont les principales figures étaient pourtant soucieuses de leur réputation et de celle des États-Unis à titre de leader de l'OTAN et d'allié fiable, n'était pas prête à s'impliquer activement dans la résolution du conflit en assumant sa part des risques découlant de pressions militaires accrues sur les forces bosno-serbes. Le profond décalage entre la rhétorique interventionniste du candidat Clinton et les hésitations d'un président proposant une politique décevante aux yeux des Européens, qui s'attendaient à plus de la part de la nouvelle administration (Halbertsam, 2001 : 224-7), nuisit à la crédibilité des déclarations américaines sur cet enjeu. L'approche *lift-and-strike*, selon Luca Trenta (2016 : 175), fut davantage une stratégie de gestion des risques politiques à l'échelle nationale qu'une réelle tentative de freiner les violences en Bosnie. Or, il appert que cette stratégie n'était pas même suffisante pour apaiser les inquiétudes du président Clinton, qui n'était pas prêt à assumer les risques d'escalade associés à d'éventuelles frappes aériennes, surtout si cela signifiait les États-Unis deviendraient responsables de la guerre (Hyland, 1999 : 36). De retour à Washington le 8 mai, Christopher constata que, durant son absence, le président Clinton et plusieurs membres de son équipe avaient changé d'avis au sujet de la politique qu'il avait été mandaté de vendre aux Européens<sup>165</sup>. Il se remémora ainsi ce revirement de situation :

Il y a eu un changement radical dans l'atmosphère à Washington entre mon départ et mon retour. En l'espace d'une semaine, les attitudes avaient changé. Les personnes qui, dans la "sit" room [Situation Room], avaient été en faveur de la politique *lift-and-strike* ne se sont pas exprimées. J'ai supposé que cela signifiait que le Président avait envoyé un signal différent à ce moment-là. (*Warren Christopher and Strobe Talbott Oral History*, 2002)

---

<sup>164</sup> Représentant le département de la Défense, Walter Slocombe prit également part à la délégation américaine qui épaula Christopher pour cette mission diplomatique (Entretien avec W. Slocombe, 2022).

<sup>165</sup> La journaliste Elizabeth Drew rapporte que le changement de cap du président aurait été influencé par sa lecture du livre *Balkan Ghosts* de Robert Kaplan, au printemps 1993. Clinton aurait parlé de cet ouvrage qui détaille les racines historiques profondes des conflits dans la région des Balkans à Les Aspin et Colin Powell alors qu'ils étaient de passage à la Maison-Blanche. Aspin relayait ensuite la nouvelle à Lake et Peter Tarnoff : « Les gars, il pique du nez sur cette politique. Il n'a pas le cœur à ça. [...] Nous avons un sérieux problème. Nous promouvons une politique avec laquelle le Président n'est pas à l'aise. » (Drew, 1994 : 157). Ce dernier contacta Christopher qui se trouvait encore en Europe à ce moment pour lui transmettre l'information.

L'échec de l'effort de promotion diplomatique de la proposition *lift-and-strike* représenta un moment charnière pour la politique américaine en Bosnie. Échaudé par sa mission européenne et par le recul du président durant celle-ci, Warren Christopher en appela à une révision de l'objectif des États-Unis dans les Balkans. Cet épisode *lift-and-strike* eut des conséquences importantes pour la réputation du secrétaire d'État, mais aussi celle de l'administration Clinton, comme le souligne David Halberstam (2001 : 224) : « Le voyage a tourné au désastre absolu et a marqué Christopher dès le départ – une réputation qu'il s'efforcera de surmonter au cours des trois années et demie suivantes – comme un homme faible sur le plan personnel, qui soutenait une politique faible de la part d'une administration faible. » La réaction de Christopher à cet échec, comme nous le verrons plus loin, permet de mieux comprendre son scepticisme à l'égard du changement de cap proposé par le NSC à l'été 1995 concernant cette guerre. À son retour d'Europe en mai, le secrétaire d'État estimait qu'aider les Bosniaques à se défendre contre les attaques bosno-serbes pour ultimement favoriser un règlement diplomatique ne pouvait plus être le but premier du gouvernement américain si l'appui du président n'était pas ferme et inébranlable. Dès lors, Christopher privilégia l'endiguement du conflit pour éviter que les violences ne se répandent au-delà la région des Balkans sur le continent européen. Rappelant le désengagement de l'administration Bush sur ce dossier, cette nouvelle proposition visait à « contenir la question bosnienne et ne pas la laisser se propager plutôt que d'essayer d'enlever le cancer » (Entretien avec A. Lake, 2022). Elle fut dès lors la politique préconisée par le Département d'État et plusieurs autres membres de l'équipe Clinton. Cette décision n'en fut pas vraiment une, dans la mesure où Clinton ne trancha pas formellement le débat qui opposait ceux qui souhaitaient exercer une pression sur les alliés européens ou même frapper les batteries d'artilleries bosno-serbes, comme Al Gore, à ceux préconisant l'endiguement des violences par la diplomatie et l'envoi d'un petit contingent de soldats en Macédoine pour éviter une escalade régionale, comme Christopher (Mitchell, 2005 : 151-2). Incapable de forcer le président à donner une direction claire à son administration sur cet enjeu, Anthony Lake se rangea à contrecœur derrière la solution d'endiguement, alors qu'il ne voyait aucune autre alternative viable parmi celles évaluées par un groupe décisionnel profondément divisé.

Entre temps, aux Nations unies le 6 mai, le Conseil de sécurité adopta la résolution 824 qui créa six zones de sécurité (*safe areas*) sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine : Sarajevo, Tuzla, Gorazde, Bihać, Zepa et Srebrenica. Cette mesure promue par les délégations française et

vénézuélienne reçut l'appui timide des États-Unis, alors que l'Ambassadrice Albright la qualifia de solution « palliative » qui ne remplacerait pas un véritable accord auquel daigneraient consentir les Bosno-Serbes. Adopter les propositions européennes à la suite d'un échec de la politique proposée par les États-Unis devint dès lors une réaction récurrente pour l'administration (Daalder, 2000 : 18). Albright rappela aussi que le gouvernement américain évaluait toujours de « nouvelles mesures plus fortes et dures » pour confronter ces derniers, évoquant même que le recours à la force pourrait devenir « inévitable » (Scheffer, 2019 : 40). Pourtant, la Maison-Blanche était plus prudente que ce que laissait entendre Albright. Quelques jours plus tard, la Commission européenne invita les États-Unis et la Russie à fournir des soldats qui participeraient à l'effort onusien de protection de ces zones. En réponse à une question d'un journaliste au sujet du rôle des États-Unis dans cet effort le 21 mai, le président Clinton (1993a) rejeta l'idée d'un déploiement de troupes américaines : « Nous ne voulons pas que nos gens soient dans un stand de tir. » Encore une fois, l'envoi de soldats américains en Bosnie était une option que refusait d'envisager Clinton, surtout si cela impliquait un déploiement dans les zones les plus risquées du pays. Quelques jours auparavant, le président avait pourtant publiquement signalé sa volonté d'envoyer environ 200 soldats pour appuyer la mission onusienne en Macédoine, dans le but de stabiliser la région (Spine, 1993)<sup>166</sup>. Néanmoins, en Bosnie, l'administration était prête à considérer d'autres options pour protéger des airs les forces de la FORPRONU déployées pour protéger les zones de sécurité (Williams, 1993). Le 22 mai, après une rencontre au Département d'État à Washington, Christopher et ses homologues français, russe, britannique et espagnol annoncèrent l'adoption d'un plan collectif d'action qui, notamment, impliquait un engagement américain à venir en aide aux forces onusiennes si elles étaient attaquées dans ces zones (Donilon, 1993). Enthousiaste, Christopher vit dans ce plan un substitut à la proposition *lift-and-strike* venant ainsi concrétiser l'engagement qu'il promouvait depuis son retour d'Europe.

---

<sup>166</sup> Le déploiement de 200 soldats américain en Macédoine se concrétisa en juillet 1993. L'idée d'une telle démonstration de force avait été évoquée dans un texte d'opinion signé Walter Russell Mead dans les pages du *New York Times*, en février 1993. Mead (1993) réclamait un déploiement beaucoup plus vaste que ce à quoi Clinton consentit quelques mois plus tard : « [...] un envoi temporaire d'au moins 50 000 soldats - de préférence multinationaux, mais comprenant en tout cas une forte proportion d'Américains bien équipés - enverrait un message dur à la Serbie sans provoquer de guerre. » De plus, l'appui de l'administration démocrate au plan Vance-Owen était « humiliant » pour Washington, selon le chroniqueur. En l'absence d'un changement de cap comme celui qu'il proposait, Mead estimait que les États-Unis risquaient « [...] d'être ensanglantés et humiliés par la crise européenne la plus dangereuse depuis 50 ans. »

Dans un câble diplomatique faisant le point sur les accomplissements à l'international durant les premiers mois de la présidence Clinton, Warren Christopher envoya un message clair aux diplomates américains : la Bosnie était un enjeu « difficile et unique » qui ne fait pas partie des « intérêts vitaux » des États-Unis (Gordon, 1993b). Le secrétaire d'État indiqua qu'il avait bon espoir que Washington et ses alliés parviendraient à forger un accord politique entre les belligérants au moment où le président Clinton dénonçait la détérioration des conditions sur le terrain. Cette contradiction est emblématique de l'incohérence qui, durant les deux années qui suivirent, caractérisa la politique américaine à l'égard de la Bosnie, ainsi que de la frustration du président à l'égard de celle-ci qui allait croître, surtout à partir du printemps 1995. En somme, après l'échec de la proposition *lift-and-strike*, l'approche à tâtons de l'administration Clinton au conflit en Bosnie mena à l'inauguration de la posture d'endiguement des violences du conflit pour éviter une escalade régionale qui retourna la Maison-Blanche à la case départ, émulant la politique qui avait prévalu durant l'administration George H.W. Bush.

#### 4.4 Le sauvetage de Sarajevo (juillet et août 1993) et l'ambivalence vis-à-vis du processus diplomatique

Les bombardements bosno-serbes sur la capitale de la Bosnie et les montagnes l'entourant s'intensifièrent durant le mois de juillet 1993. Cette croissance des violences généra une situation humanitaire catastrophique, puisque les convois d'aide ne pouvaient plus se rendre à Sarajevo. L'approvisionnement en eau, en électricité et en essence de la ville était sur le point d'être complètement rompu au moment même où la crainte d'un assaut sur la ville planait. Le 12 juillet, un obus frappa une foule qui faisait la file pour de l'eau, tuant une douzaine de personnes dans la capitale (Burg et Shoup, 1999 : 142). Alarmé par les images de Sarajevo qu'il vit à la télévision durant son voyage pour le sommet du G7 à Tokyo, Clinton demanda à Warren Christopher qu'on lui soumette un menu d'options pour faire face à cette catastrophe, incluant le déploiement de troupes américaines en Bosnie (Bert, 1997 : 203-4). Le secrétaire d'État transmit cette requête à Anthony Lake, qui sollicita l'avis de la Défense. Pour protéger Sarajevo, Les Aspin estima qu'il fallait déployer entre 70 000 et 80 000 soldats, selon ce que rapporte Nancy Soderberg (2005 : 30), adjointe de Lake au NSC. Une proposition plus modeste de Colin Powell chiffrà à 25 000 le nombre minimum de soldats nécessaires pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire. Parmi les principaux décideurs, seule Madeleine Albright se montra favorable à un déploiement de troupes

au sol (Daalder, 2000 : 20). La plupart des autres membres du groupe décisionnel estimaient qu'il s'agissait d'une « décision politiquement impopulaire », pour reprendre l'expression de Soderberg (2005 : 30), qui souligne dans ses mémoires que seulement 16% des Américains considéreraient alors qu'un impératif moral justifiait le recours à des frappes aériennes contre les forces bosno-serbes pour stopper les atrocités en Bosnie. Un consensus envers le recours à la puissance militaire américaine par les airs plutôt qu'au sol émergea au sein du groupe, à l'initiative d'Anthony Lake. Ce dernier croyait que le recours à la force, en l'occurrence des frappes aériennes, était indissociable d'une éventuelle solution diplomatique à ce conflit : « L'idée était la suivante : si nous devons utiliser la puissance au nom de la diplomatie, relier-la directement à la diplomatie. » (Drew, 1994 : 275). De surcroît, Lake jugea que seul un leadership américain renouvelé pourrait convaincre les alliés de se ranger derrière une telle proposition de Washington (Soderberg, 2005 : 30). Le conseiller pour la sécurité nationale mena à cette fin sa propre mission diplomatique aux côtés de l'envoyé spécial pour la Bosnie, Reginald Bartholomew.

Les 24 et 25 juillet, Lake et Bartholomew se rendirent en Europe pour une mission secrète ayant pour but de convaincre les représentants des gouvernements français et britannique de la nécessité d'adopter une nouvelle politique misant sur des frappes aériennes pour mettre fin au siège de Sarajevo et pour défendre les zones protégées. L'approche et le ton préconisés par Lake marquèrent un contraste profond avec la volonté de consultation et de conciliation exprimée au début mai par Warren Christopher lors de sa propre visite en Europe. Le conseiller pour la sécurité nationale ne s'était pas déplacé pour entendre les Européens, mais plutôt pour communiquer la détermination des États-Unis à adopter une position plus active et résolue dans le conflit en clamant que l'avenir de l'alliance transatlantique était en jeu (Daalder, 2000 : 21). Même chose pour Reginald Bartholomew, qui souhaitait faire part des intentions des États-Unis d'agir avec ou sans le concours des alliés – mais préférablement avec (Scheffer, 2019 : 45). À son retour, l'envoyé spécial prit part à une réunion du comité des adjoints du NSC durant laquelle ils considérèrent entre autres choses la requête des alliés d'impliquer les États-Unis dans la mission onusienne en nommant un chef d'état-major américain responsable de la FORPRONU. Les adjoints rejetèrent d'emblée cette demande, craignant qu'en y consentant « enchevêtrer les États-Unis dans le problème à un degré inacceptable » (Wicklund, 1993). L'un des participants à cette rencontre, David Scheffer, relate que cette position s'appuyait sur une préoccupation pour les effets néfastes qu'une telle décision



aurait sur la réputation du pays : « [...] l'injection d'un leadership américain dans la FORPRONU ne ferait que ternir la réputation de l'armée américaine alors que la force de maintien de la paix lutte pour survivre face à l'agression et à l'intransigeance des Serbes de Bosnie. » (Scheffer, 2019 : 49). Cette réaction rappela qu'au-delà des frappes aériennes, la volonté d'activisme de l'administration Clinton était très limitée.

Dans la foulée des tractations de Lake et Bartholomew, le Conseil de l'Atlantique Nord adopta, au début août 1993, une nouvelle posture quant au recours à la puissance aérienne de l'alliance dans le cadre du conflit en Bosnie pour répondre à des attaques ayant pour cibles Sarajevo ou les zones de sécurité. Bienvenue au sein de l'administration Clinton et présentée comme une solution pour faire cesser l'« étranglement » (*strangulation*) de Sarajevo, cette décision « donna d'une main et repris de l'autre », selon Alexander Vershbow. La directive de l'alliance s'accompagna d'un bémol qui allait grandement limiter son effet : les frappes menées par l'OTAN devaient recevoir l'approbation de l'alliance et des Nations unies. Ce mécanisme de la « double clé » (*dual-key*) allait grandement contraindre la capacité d'action des États-Unis et de ses alliés durant les deux années qui suivirent. Il allait générer énormément de frustration au sein de l'équipe Clinton, car il créa un obstacle parfois insurmontable lors des crises subséquentes touchant les zones de sécurité et le personnel de la FORPRONU déployé sur le terrain (Entretien avec A. Vershbow, 2022). En compliquant encore plus le recours à la force d'une alliance déjà divisée sur la Bosnie, la double clé creusa davantage le fossé entre Washington d'un côté, Paris et Londres de l'autre. Ce faisant, la nécessité de maintenir l'harmonie au sein de l'OTAN et de préserver la crédibilité de l'alliance devint une priorité durable à partir de ce moment pour l'administration Clinton dans le cadre du conflit bosnien (Trenta, 2016 : 176). C'est d'ailleurs pourquoi, le 5 août, le Conseil national du renseignement recommanda à l'administration Clinton de rejeter « [...] toute action unilatérale sans plus de consultations avec l'OTAN et avec l'ONU, car elles auraient des conséquences très négatives à court et long termes pour nos alliances traditionnelles et celles en développement. » (George et Kolt, 1993) Comme nous le verrons dans l'analyse des réponses américaines à d'autres épisodes de crises découlant de la guerre en Bosnie, ce souci pour la crédibilité de l'OTAN était intimement lié à la préoccupation pour la réputation des États-Unis en tant que leader de l'alliance et à titre d'allié fiable en son sein.

Dans l'immédiat, l'annonce de l'OTAN contribua à suspendre l'étranglement de la capitale, alors que les forces bosno-serbes cessèrent les pressions militaires sur Sarajevo et se retirèrent de leurs positions sur le mont Igman, à l'ouest de la ville. Or, le 4 août, sous les ordres du général Ratko Mladić, ces troupes reprirent le contrôle d'une route névralgique passant par le mont Igman, un lien essentiel pour l'approvisionnement en aide humanitaire de la capitale. Les Bosno-Serbes consentirent quelques jours plus tard à céder le contrôle de cette route et de la montagne voisine, le mont Bjelasnica, au contingent français de la FORPRONU (Burg et Shoup, 1999 : 142-3; Bert, 1997 : 205-6). Ces concessions n'empêchèrent pas les violences perpétrées par les Bosno-Serbes de se poursuivre au courant des derniers mois de 1993, sous la forme de pressions militaires accrues sur les zones de sécurité et sur les efforts d'acheminement des aides humanitaires, ainsi que par la reprise des frappes d'artilleries à Sarajevo (Daalder, 2000 : 23). En dépit d'une annonce de la « détermination à prendre des actions décisives » (Wörner, 1993) des États-Unis et de leurs alliés pour faire respecter les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, le président bosno-serbe Radovan Karadžić et ses forces armées maintinrent le cap sur leurs objectifs.

Entre temps, les tractations diplomatiques pour résoudre le conflit engendrèrent l'émergence d'une proposition de division territoriale alternative pour la Bosnie-Herzégovine, le plan Owen-Stoltenberg. Dévoilée le 20 août, cette nouvelle proposition des négociateurs prévoyait une division territoriale encore plus favorable aux Bosno-Serbes, qui contrôlèrent 53% du territoire contre seulement 30% pour les Bosno-Musulmans et 17% pour les Bosno-Croates. Malgré qu'il récompensa les gains territoriaux bosno-serbes encore plus que le plan Vance-Owen, ce nouveau plan ne fut pas autant critiqué par l'administration Clinton que le précédent (Burg et Shoup, 1999 : 277). Le secrétaire d'État Christopher exerça même des pressions par le biais d'une lettre adressée au président bosnien Izetbegović pour que ce dernier appuie le plan Owen-Stoltenberg en échange d'une promesse américaine de participer à sa mise en application (Lewis, 1993). Pourtant, Anthony Lake recommanda au président Clinton, dans un mémorandum daté du 25 août, de soutenir une contre-proposition raisonnable de la part d'Izetbegović au plan de paix, tout en l'encourageant à faire preuve de « flexibilité » vis-à-vis la nouvelle offre des négociateurs. De plus, Lake invita Clinton à réaffirmer la volonté des États-Unis, « à travers l'OTAN et l'ONU, d'aider à la mise en application et au respect d'un règlement viable » (Lake, 1993b). Selon David Scheffer, Lake était un peu trop confiant quant à la possibilité de modifier ce nouveau plan pour qu'il soit plus

acceptable aux yeux des musulmans de Bosnie. Pour preuve, le conseiller pour la sécurité nationale reprenait l'expression « fin de partie » dans l'intitulé de son mémorandum et évoquait même une aide à la reconstruction pour la Bosnie et une levée progressive des sanctions sur les autres belligérants (Scheffer, 2019 : 53). L'espoir d'une « fin de partie » hâtive pour la guerre en Bosnie allait en effet rapidement s'évaporer durant le mois de septembre 1993.

Dans les jours qui suivirent, Bill Clinton réitéra aux Nations unies qu'il était prêt à fournir environ 20 000 soldats pour une mission de l'OTAN visant à faire respecter un éventuel accord de paix. Toutefois, il exprima des réserves importantes au sujet d'un tel scénario, illustrant à nouveau sa faible tolérance aux risques associés à un éventuel déploiement de troupes au sol, même pour garantir la mise en œuvre d'une entente. Durant une conférence de presse avec des dirigeants de pays caribéens en visite à la Maison-Blanche le 30 août, Clinton indiqua les conditions de son appui : « [...] la question de savoir si je serais prêt à le faire ou non dépend de ma conviction que l'accord est à la fois équitable, pleinement accepté par le gouvernement bosnien, et applicable. » (Clinton, 1993b; Devroy, 1993). Enfin, lors d'une visite du président Izetbegović à la Maison-Blanche le 8 septembre, Clinton évoqua pour la première fois publiquement la nécessité d'obtenir une autorisation du Congrès avant de pouvoir déployer des troupes américaines en Bosnie, même pour faire respecter un accord de paix. Cette annonce donna l'impression que le président s'éloignait « de toute volonté d'engager des troupes en Bosnie » (Burg et Shoup, 1999 : 279). À la fin septembre, le gouvernement de Bosnie rejeta le plan Owen-Stoltenberg, croyant que la poursuite des combats pourrait engendrer un accord leur étant plus favorable (Bert, 1997 : 207). Les Européens blâmèrent Washington pour cette décision. Pourtant, les membres de la Commission sur les Affaires extérieures de la Chambre des représentants avaient averti Alija Izetbegović de ne pas compter sur les États-Unis pour renverser la vapeur dans le conflit et ainsi le placer dans une meilleure position pour les négociations diplomatiques (Williams, 1993). Il était de plus en plus difficile de déceler où exactement logeaient les États-Unis quant à la voie à prendre pour résoudre le conflit.

Le discours prononcé par Anthony Lake pour présenter la doctrine de l'« élargissement démocratique » (*democratic enlargement*) préconisée par l'administration Clinton à l'Université Johns Hopkins, le 21 septembre, fut l'occasion de rappeler que la guerre en Bosnie « méritait l'engagement des États-Unis ». Cependant, le conseiller pour la sécurité nationale spécifia que les

intérêts américains en lien avec cette guerre étaient périphériques, comme pour le conflit dans la corne de l'Afrique : « Nos efforts en Somalie et en Bosnie sont des expressions importantes de notre engagement global, mais ils ne définissent pas à eux seuls notre stratégie plus vaste. » (Lake, 1993c) Lake réitéra que l'administration demeurait engagée à faire respecter un accord de paix jugé acceptable par toutes les parties belligérantes, mais qu'il n'était pas question pour les États-Unis d'en imposer un. Il rejoignit son collègue Les Aspin, qui affirma durant la même période que si les États-Unis ne s'engageaient pas à prendre part à l'imposition d'une entente entre les belligérants en déployant des troupes au sol, la crédibilité du pays en souffrirait inévitablement et la raison d'être de l'OTAN serait remise en cause (Drew, 1994 : 282). Pour autant, Lake rejeta l'implication unilatérale dans la résolution du conflit, car elle s'avérerait tout autant dommageable pour les intérêts et la crédibilité des États-Unis, surtout dans ses relations avec l'Europe et la Russie. En dépit des développements importants en lien avec la guerre en Bosnie qui survinrent entre février et septembre 1993, la position américaine évolua très peu durant la première année de la présidence Clinton. L'administration démocrate privilégia une posture de retrait à l'égard de la résolution du conflit et un engagement timide à soutenir un éventuel accord de paix acceptable et réalisable, deux adjectifs dont le président et ses principaux conseillers se gardèrent de définir explicitement.

#### 4.5 Changements importants dans le groupe décisionnel et réponse musclée au massacre de Markale (février 1994)

Le mandat de Colin Powell à titre de chef d'état-major des armées se conclut à la fin septembre 1993 et il fut officiellement remplacé par le Général John Shalikashvili, le 25 octobre. Puis, à la mi-décembre, Les Aspin annonça sa démission. Évoquant des raisons personnelles pour justifier son départ, le secrétaire à la Défense quittait alors qu'il était politiquement affaibli à la suite de la débâcle en Somalie de l'automne 1993 et d'autres controverses liées à sa son mandat (Devroy et Gellman, 1993). Le successeur de Les Aspin au Pentagone, William Perry, entra en fonction le 3 février 1994. Ces changements de personnel eurent des conséquences importantes sur le cours de la politique américaine à l'égard de la Bosnie. Avant d'être nommé par Clinton, le Général Shalikashvili avait critiqué ouvertement la politique américaine vis-à-vis ce conflit, statuant que les autorités avaient surestimé les risques d'embourbement qui découleraient d'une implication militaire limitée (Goldstein, 2000 : 393). Durant l'audience devant la commission sénatoriale sur les forces armées qui précéda sa confirmation à titre de président du comité des chefs d'état-major,

Shalikhvili se prononça en faveur d'un déploiement de 25 000 soldats américains qui participeraient à une éventuelle mission de l'OTAN visant à faire respecter un accord de paix entre les belligérants en Bosnie (Schmitt, 1993). Quant à William Perry, son objectif principal fut d'abord d'éviter que le Pentagone ne redevienne une source d'embarras pour le président, comme ce fut le cas sous la gouverne de son prédécesseur (Stevenson, 2006 : 148). Alors que Les Aspin fit preuve d'une grande prudence au sujet de la Bosnie, Perry était plus sympathique à l'idée que les États-Unis devraient éventuellement intervenir militairement dans le conflit. Pour Walter Slocombe, ces changements de personnel eurent un effet concret sur l'équipe décisionnelle, ainsi que sur les volets civils et militaires de l'infrastructure de défense. Le sous-secrétaire à la défense note qu'il y eut « après la transition vers Perry et Shali[kashvili] [...] beaucoup plus de sympathie envers une position plus robuste » à l'égard du conflit en Bosnie (Entretien avec W. Slocombe, 2022). Toutefois, ces changements ne se traduisirent pas en une transformation immédiate de la politique américaine. 1994 s'avéra une « année frustrante », de l'aveu de Perry lui-même (*William Perry Oral History*, 2006), qui dénonça la préférence de plusieurs décideurs pour des frappes aériennes ponctuelles servant à envoyer un message aux Bosno-serbes plutôt qu'à réellement changer le cours du conflit.

Pour commencer l'année 1994, le président Clinton s'adressa au Conseil de l'Atlantique Nord au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, le 10 janvier. À l'aube du sommet de l'alliance, des représentants du gouvernement français avaient exercé des pressions publiques pour pousser les États-Unis à en faire plus militairement en Bosnie, notamment pour venir en aide aux zones protégées de Tuzla et Srebrenica (Riding, 1994)<sup>167</sup>. L'administration Clinton craignait que la volonté française de placer l'enjeu de la Bosnie au cœur des discussions à Bruxelles ne viennent retirer « toute crédibilité au sommet en soulignant l'incapacité de l'Occident de faire face à une guerre qui durait depuis près de deux ans au cœur de l'Europe » (Sciolino, 1994a)<sup>168</sup>. Bill Clinton

---

<sup>167</sup> Dans une note interne de préparation au sommet de l'OTAN de janvier 1994 disponible dans les archives de Jane Holl, la responsable des affaires européennes au NSC, on suggérait la réponse suivante à d'éventuelles questions sur les tensions entre les États-Unis et la France : « Nous n'avons pas de différend avec les Français concernant ce que le sommet de l'OTAN dira sur la Bosnie. Nous sommes d'accord pour dire que la situation est intolérable, que les parties doivent respecter les accords qu'elles ont déjà signés, et que l'OTAN s'en tient à ses engagements antérieurs et reste prête à contribuer à la mise en œuvre d'un accord, s'il est possible d'en établir un. » (*Bosnia Talking Points*, s.d.)

<sup>168</sup> Le ministre des Affaires étrangères de la France, Alain Juppé, critiqua aussi les États-Unis pour leur refus d'appuyer le nouvel effort diplomatique européen pour résoudre le conflit et réclama que l'administration Clinton s'engage à appuyer une éventuelle intervention militaire pour secourir les forces de la FORPRONU. Rappelons que plus de 6000

consacra une bonne partie de son discours au Partenariat pour la Paix et à l'éventuelle expansion de l'alliance, mais il conclut son allocution en parlant de la Bosnie. Il rappela que les États-Unis étaient engagés à participer à l'application d'un éventuel accord de paix aux côtés de ses alliés, en plus de réaffirmer l'avertissement aux forces bosno-serbes de ne pas s'attaquer à Sarajevo ou aux autres zones de sécurité. En définitive, Clinton (1994a) ramena l'enjeu à une question de réputation pour l'OTAN, évoquant l'interdépendance des dossiers internationaux : « Ce qui est en jeu n'est pas seulement la sécurité des habitants de Sarajevo et toute possibilité de mettre fin à ce terrible conflit, mais la crédibilité de l'alliance elle-même. Et cela, ne vous y trompez pas, aura de grandes ramifications à l'avenir dans d'autres contextes. » En conférence de presse le lendemain, Clinton (1994b) indiqua qu'il comptait punir militairement une reprise de l'étranglement de Sarajevo : « Et puis nous verrons si notre [les pays de l'OTAN] détermination est là. Ma détermination est là, c'est tout ce que je peux vous dire. » Les déclarations du président à Bruxelles ne satisfirent pas les demandes françaises. Durant la seconde moitié de janvier, la France réclama un déploiement de troupes américaines pour assurer la réouverture de l'aéroport de Tuzla, une requête que rejeta l'administration Clinton, en plus de refuser de lancer des frappes aériennes pour atteindre cet objectif (Cohen, 1994a). En outre, Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères de la France, critiqua le refus américain de contraindre les musulmans de Bosnie de consentir au plan de paix proposé par les Européens. Imposer un règlement par la force à une ou plusieurs des parties belligérantes demeurerait une avenue inacceptable, trop coûteuse et risquée aux yeux des Américains (Szandzik, 1994). L'unité de l'OTAN, que l'on croyait avoir sauvée avec la décision d'août 1993, se vit ébranlée à nouveau, rappelant le fossé entre les États-Unis et ses alliés mis en évidence avec l'échec de la proposition *lift-and-strike* au printemps 1993.

Pendant que les désaccords franco-américains révélèrent au grand jour la division au cœur de l'alliance transatlantique au sujet de la guerre en Bosnie, l'équipe de politique étrangère du président Clinton devint plus cohésive. Vers la fin janvier lors d'une rencontre du forum décisionnel, les conseillers en appelèrent à l'adoption d'une posture plus ferme vis-à-vis les négociations, pour « mettre la puissance aérienne au service de la diplomatie » (Daalder, 2000 : 24). Ce consensus fut remarquable car, pour une rare fois, les partisans d'une approche plus

---

soldats français été déployées sous la bannière des Nations unies en Bosnie et en Croatie au début 1994 (Sciolino, 1994a).

musclée, comme Albright et Lake, n'étaient plus seuls à réclamer un tel changement. Le nouveau secrétaire à la Défense, William Perry, se joignit à ses deux collègues pour souligner la nécessité de formuler des menaces à l'endroit des forces bosno-serbes si le gouvernement de Pale ne négociait pas de bonne foi et pour améliorer la posture de négociation des Bosniaques musulmans. Au mémorandum signé par ce trio de conseillers, Warren Christopher joignit une note adressée au président dans laquelle il appela à une rupture de la politique d'endiguement qu'il avait lui-même initiée :

Je suis très mal à l'aise avec la position passive dans laquelle nous nous trouvons actuellement, et je crois que le moment est venu d'entreprendre une nouvelle initiative. [...] J'estime que les risques pour la réputation de l'OTAN, pour l'unité des alliés et pour la crédibilité de notre politique étrangère sont suffisants pour justifier une remise en question. » (Sciolino et Jehl, 1994)<sup>169</sup>

L'occasion de réunir les alliés et de mettre à exécution la menace de représailles advenant un nouvel assaut bosno-serbe sur Sarajevo réaffirmé au sommet de l'OTAN allait se présenter dans les premiers jours de février 1994.

À peine deux jours après l'entrée en poste officielle de William Perry au Pentagone, l'un des événements les plus marquants du conflit en Bosnie survint. Peu après midi le 5 février, un obus tiré d'un mortier en marge de Sarajevo explosa au marché de la place Markale faisant 68 victimes et 144 blessés. Bill Clinton fut outré devant ce massacre largement médiatisé. Néanmoins, le président demanda à ses conseillers de faire preuve de prudence et de ne pas s'engager sans l'appui des alliés dans des représailles avant de pouvoir confirmer que les Bosno-Serbes en étaient responsables. Entre temps, le président sollicita l'avis des membres de son équipe pendant que Warren Christopher consulta les alliés américains. Le secrétaire d'État relayait un plan élaboré par les Français, une proposition sur laquelle planchèrent les principaux décideurs durant deux réunions. Proposant d'établir une zone démilitarisée dont l'application serait renforcée par la menace de frappes aériennes et le déploiement de plusieurs milliers de soldats sur le terrain, l'option française fut amendée par le groupe décisionnel, qui écarta le déploiement de troupes et

---

<sup>169</sup> Le mémorandum de Lake, Albright et Perry, de même que la note de Christopher, ne font pas partie des documents déclassifiés disponibles dans les archives de la bibliothèque présidentielle Clinton. Nous nous fions donc à l'article du *New York Times* dans lequel ils ont originellement été détaillés, en février 1994, que cite Ivo Daalder (2000 : 24-5).

qui diminua le rayon de la zone d'exclusion (Daalder, 2000 : 25; Scheffer, 2019 : 72.). Bill Clinton prit le téléphone pour rallier ses homologues français, britannique et canadien derrière la proposition américaine en leur rappelant qu'il estimait que la « crédibilité de l'OTAN était en jeu ». Il affirma aussi qu'une démonstration du « sérieux » et de la « détermination » de l'alliance pourrait inciter les Bosno-Serbes à être plus flexibles dans les négociations pour régler le conflit (*Points to Be Made for the Presidential Calls*, 1994). Ce nouveau plan fut approuvé le 9 février par le Conseil de l'Atlantique Nord. L'alliance lança un ultimatum aux Bosno-Serbes en exigeant qu'ils retirent leurs batteries d'artilleries dans un rayon de vingt kilomètres de la capitale et ce dans un délai de dix jours, ou encore qu'ils en cèdent le contrôle aux forces onusiennes. Toute attaque subséquente contre les civils serait punie par des frappes aériennes menées par les États-Unis et la France. Un cessez-le-feu *in extremis* fut négocié le 10 février pour Sarajevo. Le siège de la capitale fut temporairement levé et Sarajevo connut, le 12 février, sa première journée sans victime en vingt-deux mois. Le 20 février, les représentants de l'OTAN et des Nations unies déterminèrent que les forces bosno-serbes avaient respecté l'accord et qu'une zone exempte d'artillerie lourde de 20 kilomètres à partir du centre de Sarajevo était bel et bien en vigueur (Scheffer, 2019 : 77). La menace formulée par les États-Unis de concert avec leurs alliés de l'OTAN après le massacre de Markale porta donc fruit.

Temporairement, Clinton « vit son autorité et sa crédibilité renforcées », selon Charles-Philippe David (2015 : 791), en adoptant une politique musclée cohérente avec ses promesses électorales. Même si les images choquantes de ce massacre diffusées à l'échelle planétaire marquèrent les esprits, le mouvement graduel vers une politique plus active pour les États-Unis était déjà entamé avant le massacre de Markale, rappelle Warren Strobel :

L'une des principales motivations du changement de politique n'était donc pas les images, mais le constat que le statu quo nuisait à la crédibilité des États-Unis, à l'alliance de l'OTAN et aux relations transatlantiques en général. Les délibérations politiques ont été frappées en plein élan par un seul obus de mortier. (Strobel, 1997 : 156)

Ayant insisté, durant le sommet de l'OTAN de janvier 1994, qu'il était personnellement déterminé à mettre à exécution la menace de frappes aériennes advenant un nouvel étranglement de Sarajevo, Bill Clinton estimait que sa propre réputation était en jeu. David Gergen, un conseiller politique



senior de la Maison-Blanche, lui recommanda d'adopter une politique plus ferme dans le contexte de cet épisode de crise afin de « paraître fort » aux yeux de la population américaine (Sciolino et Jehl, 1994). À la fin février 1994, en réponse à une violation de l'espace d'exclusion aérienne près de Banja Luka, une ville de la République serbe de Bosnie, quatre avions de chasse bosno-serbes furent abattus par des pilotes de l'armée de l'air américaine volant sous la bannière de l'OTAN. Cet épisode subséquent démontra que les « menaces détaillées, spécifiques et robustes » telles que celles formulées après le massacre du 5 février et les « réponses décisives » lorsque la détermination des États-Unis et de l'OTAN sont remises en question permettait de restaurer la crédibilité de la capacité de dissuasion de Washington et de l'alliance (Harvey et Mitton, 2016 : 110). Pourtant, la détermination retrouvée de l'administration Clinton et de l'OTAN s'avéra éphémère, comme le prouva la réaction des États-Unis et de leurs alliés aux crises subséquentes de l'année 1994.

#### 4.6 Incohérence et indécision à Gorazde (avril 1994)

La réaction américaine au massacre de Markale en février 1994 pu laisser croire que l'administration Clinton, à la suite des changements de personnel survenus à la fin 1993, était désormais prête à s'imposer par la force pour freiner les violences en Bosnie-Herzégovine. Néanmoins, une réticence assumée envers le recours à la puissance militaire au détriment d'une solution politique générée par la diplomatie et les sanctions demeura bien présente au sein de l'appareil de sécurité nationale, comme celle qu'exprima le sous-secrétaire Frank G. Wisner II dans la foulée de l'ultimatum concernant Sarajevo (Scheffer, 2019 : 73). Une telle prise de position indiqua que l'administration Clinton n'avait pas abandonnée sa politique d'endiguement du conflit et continuait à encourager un règlement diplomatique de celui-ci, tout en écartant le recours à la force pour l'imposer. La réaction américaine au prochain assaut bosno-serbe révéla au grand jour les contradictions sous-jacentes à la prétendue transformation de la politique américaine de février. À partir de la fin mars, Gorazde, une zone de sécurité située dans le sud-est du pays, devint la cible d'attaques répétées des forces bosno-serbes. Avant de se ranger derrière le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui menaçait d'autoriser des frappes aériennes si les Bosno-Serbes s'attaquaient à cette ville où se trouvaient environ 65 000 Bosniaques musulmans, l'administration Clinton dû surmonter des divisions internes qui résonnèrent sur la place publique.

Au début avril, dans des déclarations distinctes, Perry et Shalikashvili indiquèrent que les États-Unis n'étaient pas prêts à employer la force pour empêcher une telle offensive contre Gorazde (Lewis, 1994)<sup>170</sup>. En désaccord avec ses collègues, Anthony Lake (1994a) profita d'un discours sur la politique américaine en Bosnie prononcé à l'Université Johns Hopkins à Baltimore, le 7 avril, pour rectifier les faits : « Soyons clairs : ni le président ni aucun de ses hauts conseillers n'excluent le recours à la puissance de l'OTAN pour aider à mettre fin à des attaques comme celles de Gorazde. » Il rappela ensuite le principe guidant la Maison-Blanche sur ce dossier : « [...] une diplomatie efficace est liée à des considérations pratiques de puissance ». Outre cette déclaration visant à remettre les pendules à l'heure sur l'orientation de la politique de l'administration, ce discours contient plusieurs mentions de l'importance de la réputation des États-Unis et de l'OTAN. Lake affirma notamment que l'un des principaux intérêts de Washington en lien avec le conflit était de prouver que l'OTAN demeurerait une « force crédible pour la paix ». Pour Lake, ces intérêts justifiaient l'implication et le leadership américain en Bosnie, surtout que les Européens n'avaient pas été en mesure de gérer cette guerre et que conséquemment le monde entier « [...] se tourne vers l'Amérique pour un leadership déterminé proportionnel à nos intérêts. » (Ibid). L'allocution du conseiller pour la sécurité nationale démontra à quel point il fut affligé par les commentaires de Perry et Shalikashvili, un désarroi partagé par le secrétaire d'État Warren Christopher. Tous deux espéraient en vain tabler sur le succès relatif de la diplomatie coercitive dans la région de la capitale bosniaque en février 1994.

Or, le « modèle Sarajevo » ne semblait pas s'appliquer aussi bien au siège de Gorazde (Sciolino, 1994b), en partie dû à l'implication plus directe de la Serbie de Slobodan Milošević, mais aussi en raison des divisions accrues dans les rangs de l'administration Clinton et entre les Nations unies et l'OTAN. Après avoir positionné une cinquantaine de chars d'assauts autour de Gorazde et franchi les défenses sur ses trois flancs grâce à une offensive menée par l'artillerie et l'infanterie, les forces bosno-serbes parvinrent à prendre la crête surplombant la zone protégée, le 9 avril. En l'absence de progrès sur le front diplomatique, deux chasseurs F-16 américains effectuèrent des frappes sous la bannière de l'OTAN contre des batteries d'artilleries bosno-serbes entourant l'enclave de

---

<sup>170</sup> Deux jours avant que les forces bosno-serbes ne percent les défenses de l'armée bosniaque autour de cette zone protégée, le 5 avril, William Perry déclara que les « États-Unis ne feraient rien militairement pour empêcher les Serbes d'envahir Gorazde. » (Sudetic, 1994)

Goražde, le 10 avril, pour venir en aide à la douzaine d'observateurs militaires de l'ONU qui y étaient vulnérables (Randal, 1994a). Le forum décisionnel se réunit après les frappes pour faire le point sur la situation. Toutefois, les décideurs ne s'entendirent pas sur ce qui devait être fait « pour prévenir la détérioration de la situation à Gorazde », selon les notes du chef du groupe de travail du renseignement sur les Balkans, Norman Schindler (1994a). Les principaux décideurs se réunirent à nouveau le 18 avril pour discuter d'options visant à accroître les activités militaires de l'ONU et l'OTAN pour protéger l'enclave, sans qu'un consensus n'émerge sur la voie à suivre, si ce n'est que d'étudier l'option d'une zone d'exclusion de l'armement lourd autour de Gorazde. Pourtant, les conseillers en arrivèrent à une série de constats au sujet de la situation qui illustrèrent que la détermination renouvelée s'était complètement dissipée depuis la fin février 1994 et que l'endiguement était de nouveau le mot d'ordre de l'administration Clinton. Parmi ces constats, les trois suivants furent révélateurs de l'état d'esprit des décideurs et de leurs préoccupations partagées pour la réputation du pays et de l'OTAN : les États-Unis ont atteint la limite de ce qu'ils peuvent « proposer de manière crédible » sans devoir déployer des troupes au sol; l'OTAN ne devrait pas formuler de menaces si l'alliance n'est pas prête à les mettre à exécution; et le recul de Gorazde représenta une « défaite tactique » qui pourrait se transformer en une « défaite stratégique » pour les États-Unis et l'OTAN (Schindler, 1994b). Alors qu'à l'interne les décideurs semblaient affectés par un certain désespoir et qu'à l'externe la prévention d'un étalement de la violence au-delà de la Bosnie semblait demeurer le but premier de l'administration, Warren Christopher y alla d'une déclaration pour le moins surprenante lors d'une apparition devant un panel de la commission sénatoriale sur les appropriations budgétaires, le 21 avril. Ayant donné l'impulsion initiale de la politique de l'endiguement de l'administration, Christopher laissa plus d'un sénateur incrédule lorsqu'il appela au recours à la force en invoquant les conséquences de l'inaction pour la réputation de Washington et de l'alliance transatlantique :

Je crois fermement que c'est le moment où même un secrétaire d'État prudent, comme je le serai peut-être toujours, ressent le besoin de justifier le leadership des États-Unis et d'adopter une position forte et robuste pour garantir que ce conflit ne s'étende pas et que nous maintenions la crédibilité de l'OTAN et de nos propres forces. (Williams et Devroy, 1994)

Bill Clinton partageait le point de vue de son secrétaire d'État et se rangea du côté des faucons au sein du groupe décisionnel. Avant d'annoncer publiquement qu'il proposait de brandir la menace

de frappes aériennes de l'OTAN pour étendre le principe de zone d'exclusion établi à Sarajevo en février aux autres enclaves, le président avisa quelques-uns de ses homologues internationaux par téléphone. Il tenta de convaincre le président français François Mitterrand d'appuyer sa proposition en affirmant qu'il fallait « faire quelque chose pour renforcer la crédibilité de l'OTAN. » Au premier ministre canadien, Jean Chrétien, Clinton affirma craindre que si Washington et ses alliés ne faisaient rien pour arrêter l'assaut sur Goražde, les « [Bosno-]Serbes seront enhardis ». Le président put s'entretenir avec son homologue russe seulement après sa conférence de presse (Clinton, 1994c). Clinton enjoignit Boris Eltsine à appuyer sa proposition, malgré ses réserves au sujet des frappes aériennes, car leur crédibilité respective était en jeu. Clinton croyait fermement que le modèle de Sarajevo pouvait être imité pour sauver Goražde, ainsi que pour dissuader une attaque contre les autres zones protégées : « Je pense que nous devons les protéger comme nous avons fait à Sarajevo, [...] en enlevant les armes jusqu'à une certaine distance. »<sup>171</sup> L'OTAN lança, le 22 avril, un ultimatum pour un cessez-le-feu et le retrait des forces bosno-serbes à plus de trois kilomètres de Goražde. En dépit cette injonction, les bombardements sur la zone protégée se poursuivirent (Randal, 1994b), au grand désarroi du président Clinton et de son équipe de conseillers.

Afin de faire le point sur cette situation, le commandant-en-chef rencontra les principaux décideurs dans le Bureau ovale en début d'après-midi le 23 avril. La frustration partagée par les membres du groupe décisionnel est palpable à lecture de la retranscription des discussions. Tous estimaient que l'OTAN aurait dû mettre ses menaces de frappes à exécution pour punir les forces bosno-serbes qui avaient continué à attaquer Goražde malgré l'ultimatum. Or, un désaccord entre l'alliance transatlantique et l'ONU empêcha une réponse ferme à cet affront. Manfred Wörner, le secrétaire général de l'OTAN, dénonça la poursuite des bombardements et indiqua que les forces serbes feraient face à de « sérieuses conséquences » si elles ne se conformaient pas aux demandes de l'alliance (Withney, 1994). Dans le Bureau ovale, le Général Shalikashvili expliqua au président et aux conseillers présents qu'une demande pour déclencher des frappes avaient été formulée à la FORPRONU, mais que le commandant de la mission, le général français Bertrand Guillaume de

---

<sup>171</sup> Les transcriptions de ces conversations téléphoniques sont disponibles dans les archives numérisées de la bibliothèque présidentielle Clinton : *Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Francois Mitterrand ...*, 1994; *Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with Prime Minister Jean Chretien*, 1994; *Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Boris Yeltsin*, 1994.

Sauville de Lapresle, et le haut représentant des Nations unies pour la Bosnie, Yasushi Akashi, étaient injoignables à ce moment. Madeleine Albright précisa que Worner tenta de convaincre Akashi d'autoriser des frappes de l'OTAN conformément à la procédure de la double clé, mais ce dernier plaida « que l'on devait donner plus de temps aux Serbes de Bosnie » pour réussir à forger un accord de cessez-le-feu avec eux. De retour d'une intervention sur la chaîne CNN, le conseiller politique David Gergen se joignit à la rencontre et nota que le désaccord ONU-OTAN était très mal reçu sur la place publique. Son intervention déclencha une réflexion sur le message que devait envoyer l'administration face à la présente situation. Le président Clinton affirma qu'il fallait fournir une explication « crédible » et « honnête » au sujet de ce désaccord. Selon Anthony Lake, il fallait clairement énoncer que l'alliance transatlantique et le gouvernement américain jugeaient que les forces bosno-serbes avaient violé l'ultimatum et que des frappes punitives auraient dû être effectuées, mais que les représentants des Nations unies estimaient qu'il valait mieux les retarder. Sandy Berger ajouta qu'il était nécessaire d'insister sur le fait que la menace de l'OTAN tenait toujours, une suggestion que le président appuya. Un peu plus tard, Clinton intervint pour signifier qu'il s'inquiétait des conséquences de cet épisode pour la réputation de Washington et de l'alliance : « La question, poursuivit-il, est de savoir comment éviter que l'absence de frappes d'aujourd'hui ne ressemble à une défaite majeure de l'OTAN et des États-Unis. » Le secrétaire à la Défense Perry répondit que, si les bombardements reprenaient demain à Goražde, les États-Unis pourraient alors « intervenir avec force [*we can go in big*] ». Lake abonda dans le même sens en demandant à l'ambassadrice Albright de faire comprendre au secrétaire-général de l'ONU Boutros-Ghali, que si les Bosno-Serbes attaquaient l'enclave le dimanche suivant, « nous les frappons [*we whack them*] ». À la fin de la réunion, David Gergen affirma que l'administration devrait fournir de l'information contextuelle aux médias sur le « veto onusien et les frappes de l'OTAN ». Bill Clinton insista sur le fait que les Nations unies n'avaient pas imposé un veto et affirma qu'une telle déclaration serait dommageable pour l'image des États-Unis :

Se défouler sur quelqu'un [...] nous fera du tort demain ; cela ne fait que nous faire paraître faibles. Nous devrions donc nous en tenir aux faits : nous étions prêts à y aller ce matin, les Nations unies pensaient que l'ultimatum de l'OTAN fonctionnait et ont pris la décision de ne pas saper la politique mais de la retarder. Si nous entrons dans un combat de coqs [*pissing match*] avec l'ONU, nous aurons l'air faible. Nous pensons qu'il y avait une violation et l'ONU n'était pas en désaccord. (National Security Council, 1994)

Le pari d'Yasushi Akashi paya : il parvint à une entente avec le président la Serbie, Slobodan Milošević, le président de la République serbe de Bosnie, Radovan Karadžić, et le Général Ratko Mladić. Bien que laborieuse, la collaboration entre l'ONU et l'OTAN qui permit d'établir une zone d'exclusion d'armement lourd analogue à celle établie dans les environs de Sarajevo en février permit de calmer le jeu à Goražde, après une dizaine d'heures de négociation. Les forces onusiennes purent entrer dans la zone protégée et les combats cessèrent le 26 avril (Burg et Shoup, 1999 : 150; Scheffer, 2019 : 84). Cet épisode de crise pesa lourd sur le groupe décisionnel. En effet, les principaux décideurs ne se réunirent pas avant la fin de mai 1994 pour discuter à nouveau de manière approfondie de la Bosnie<sup>172</sup>. Dès lors, la part du lion du travail sur le conflit fut effectué par les adjoints (*deputies*), notamment sous l'égide du groupe de travail interdépartemental responsable de la Bosnie (Entretien avec A. Vershbow, 2022). La principale conclusion qui émergea de la rencontre du forum décisionnel tenue le 31 mai réaffirma implicitement que l'objectif de l'administration demeurerait l'endiguement du conflit : « Nous insisterons pour que les Serbes de Bosnie respectent la zone d'exclusion de Gorazde et, si nécessaire, nous signalerons leur manquement pour expliquer l'absence de progrès dans la cessation des hostilités à l'échelle du pays. » (National Security Council..., 1994b) En d'autres mots, pas question de tenir tête militairement aux Serbes de Bosnie advenant un comportement répréhensible dans cette région : les blâmer publiquement suffirait. Le déficit de détermination persista donc, malgré la levée du siège sur la zone protégée à la fin avril.

La crise sécuritaire de Goražde fut un « moment charnière » pour la politique étrangère du président Clinton, pour reprendre l'expression de l'ancien ambassadeur américain en Yougoslavie, Warren Zimmerman (1994)<sup>173</sup>. L'administration démocrate qui avait confronté les forces bosno-serbes

---

<sup>172</sup> David Scheffer (2019 : 84) affirme que les principaux décideurs ne tinrent pas de rencontre dans la *Situation Room* avant le 31 mai pour discuter de la situation en Bosnie. Or, les documents d'archives de la bibliothèque Clinton permettent de déterminer qu'une rencontre des principaux décideurs eut lieu dans cette pièce névralgique du sous-sol de la Maison-Blanche le 20 mai 1994. Lors de cette réunion, le groupe décisionnel mandata les adjoints constituant le groupe de travail interdépartemental sur la Bosnie de réfléchir à la stratégie américaine advenant un échec du processus de négociation entre les belligérants. L'étude de la mise en place d'une éventuelle zone d'exclusion analogue à celle en place à Sarajevo et Goražde pour l'enclave de Tuzla fut confiée au président du comité des chefs d'état-major (National Security Council ..., 1994a).

<sup>173</sup> Dans un texte d'opinion publié le 24 avril 1994 par le *Washington Post*, Zimmermann (1994) écrivit que la Bosnie était devenue un « problème américain » et que les États-Unis devaient répondre par la force à l'assaut sur Goražde. Dénonçant la « faiblesse » dont avait fait preuve Washington, Zimmermann en appela à une réponse musclée qu'il justifiait en soulignant que d'autres chefs d'État, dont des dictateurs comme Kim Jong-Il, observaient attentivement la

après le massacre de Markale, parut méconnaissable alors que le groupe de décideurs fut d'abord désuni, mais surtout désorienté face l'ampleur de la violence de l'assaut sur Goražde. Valait-il mieux poursuivre la politique d'endiguement en contenant les débordements du conflit au-delà de la région ou risquer l'escalade pour préserver la réputation des États-Unis et la crédibilité de l'OTAN ? Les délibérations de l'équipe décisionnelle ne produisirent pas de réponse claire à cette question et les déclarations publiques de ses membres contribuèrent à alimenter la confusion au sujet de la politique de l'administration. Lors de cet épisode de crise, les préoccupations de réputation du président Clinton et de ses principaux conseillers exercèrent des pressions contradictoires qui contribuèrent à la paralysie du processus décisionnel. Le désir de préserver la crédibilité des États-Unis et de l'OTAN, tel qu'évoqué par Warren Christopher, motiva les propositions en faveur d'un activisme accrue à travers le recours à des frappes aériennes pour contraindre les Bosno-Serbes à respecter les demandes de l'ONU et l'ultimatum de l'alliance. En revanche, ce sont aussi des préoccupations pour la réputation des États-Unis, en l'occurrence celle d'un allié fiable et d'un leader de l'alliance transatlantique, qui freinèrent les ardeurs des interventionnistes, comme le souligne Anthony Lake : [...] c'est le souci pour notre crédibilité auprès de nos alliés qui nous empêcha d'aller plus loin. » (Entretien avec A. Lake, 2022). À certains égards, les déclarations contradictoires des membres de l'administration Clinton et l'indécision à la Maison-Blanche encouragèrent Ratko Mladić, le commandant en chef de l'armée de la République serbe de Bosnie, à défier Washington et ses alliés et poursuivre l'assaut d'avril 1994 (Harvey et Mitton, 2016 : 111-12). Le président Clinton et ses conseillers se contentèrent de minimiser tant bien que mal l'apparence de faiblesse des États-Unis et laissèrent l'ONU et l'OTAN assumer le leadership pour dénouer l'impasse à Goražde.

#### 4.7 Les efforts diplomatiques, le Groupe de Contact et l'épineux dossier de la levée de l'embargo

Le printemps 1994 s'avéra plus concluant sur le front diplomatique pour la démonstration du leadership américain. Charles Redman, le successeur de Reginald Bartholomew à titre d'envoyé spécial pour l'ex-Yougoslavie, fut l'instigateur de l'accord de Washington signé le 18 mars qui jeta les bases d'une fédération bosniaque unissant Croates et musulmans sur la base des territoires qu'ils

---

réaction américaine et tireraient des conclusions au sujet du niveau de détermination des États-Unis. En d'autres mots, les États-Unis devaient intervenir militairement contre les forces bosno-serbes à Goražde puisque la réputation de détermination de Washington en dépendait.

contrôlaient respectivement. Cette percée diplomatique devint possible lorsque les États-Unis entamèrent un dialogue avec le gouvernement de Bosnie-Herzégovine pour qu'il s'ouvre à d'éventuelles concessions territoriales. Auparavant, l'administration avait critiqué ce type de tractations de la part des Européens en affirmant qu'elles cautionnaient le nettoyage ethnique serbe et appuyaient les demandes des musulmans pour un retour au *statu quo* préconflit. Cette fois, le président Clinton aurait lui-même exercé des pressions sur le président croate Franjo Tuđman en le menaçant d'imposer des sanctions et même de favoriser l'isolement diplomatique de son pays s'il ne consentait pas à une entente avec son homologue bosniaque Izetbegović (Burg et Soup 1999 : 293-4). L'habile travail de Charles Redman permit la conclusion de l'accord de Washington, qui fut la première proposition américaine en lien avec la guerre en Bosnie couronnée de succès (Daalder, 2000 : 26-7). Le printemps 1994 fut aussi le théâtre d'autres propositions diplomatiques qui, ultimement, contribuèrent à la résolution du conflit.

Un nouveau mécanisme international de gestion de crise s'imposa à la fin avril 1994 : le Groupe de Contact. Réunissant les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, cette entité vint répondre à une série de doléances américaines au sujet du processus de négociation pour mettre fin à la guerre en Bosnie. Cette instance de médiation donna le pion à la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie. Paradoxalement, ce dont les coprésidents de cette conférence, Thorvald Stoltenberg et David Owen, qui en furent les instigateurs. Auparavant, Washington avait essentiellement refusé de coopérer avec la conférence ou même le tandem Stoltenberg-Owen. Or, plusieurs diplomates européens estimaient que les grandes puissances, comme les États-Unis et la Russie, devaient être activement impliquées dans le processus de paix, sans quoi celui-ci ne générerait aucun résultat durable. C'est donc en partie pour inciter l'administration Clinton à participer aux tractations diplomatiques initiées par le Groupe de Contact. L'approche proposée par cette instance marqua une rupture avec l'arbitrage de négociations entre les belligérants qui prévalait jusqu'au printemps 1994 (Schwegmann, 2000 : 4; Burg et Shoup, 1999 : 300; Daalder, 2000 : 28). Les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, accompagnés de l'Allemagne, planchèrent ensemble sur un plan qui proposerait une nouvelle division du territoire de la Bosnie-Herzégovine entre les parties prenantes au conflit. À la mi-mai, les membres du Groupe de Contact s'entendirent sur un plan de paix proposant un partage du territoire selon le ratio 51-49% entre la fédération croato-musulmane et les Bosno-Serbes, respectivement. En se rangeant derrière ce plan,



les États-Unis rompirent avec leur appui aux demandes des Bosniaques musulmans, qui revendiquaient 58% du territoire. Ce faisant, ils consentirent à appuyer un plan qui scellait une partie des gains effectués grâce au nettoyage ethnique bosno-serbe. Pour plusieurs officiels américains, donner une majorité du territoire à la fédération croate-musulmane et permettre aux Bosno-Serbes de conserver des territoires acquis par la force s'avéra un compromis difficile à défendre, mais nécessaire (Burg et Shoup, 1999 : 303; Scheffer, 2019 : 71, 84-5; Daalder, 2000 : 28). C'est ainsi que les principaux décideurs, réunis dans la *Situation Room* le 31 mai, s'entendirent pour faire pression sur le gouvernement de Bosnie-Herzégovine pour qu'il accepte une éventuelle division 51-49 du territoire du pays (National Security Council..., 1994b).

Après l'échec de l'effort diplomatique onusien pour l'établissement d'un cessez-le-feu au début juin<sup>174</sup>, le plan du Groupe de Contact jumelé à une nouvelle carte de la Bosnie-Herzégovine fut présenté aux parties prenantes au conflit, le 6 juillet 1994. Cette proposition était « à prendre ou à laisser » (Daalder, 2000 : 30), rappelant que la nouvelle instance cherchait à imposer un accord de paix aux belligérants, pas à en forger un sur mesure selon leurs demandes et préférences. Alors que musulmans et Croates de Bosnie jugèrent acceptable la proposition, les Bosno-Serbes se virent imposer une réduction substantielle du territoire contrôlé<sup>175</sup>. Pour les pays membres du Groupe de Contact, le désaccord anticipé du gouvernement de Pale signifiait qu'il était impératif de prévoir des moyens de contraindre les Bosno-Serbes d'accepter le plan advenant qu'ils le rejettent catégoriquement. Les principales mesures identifiées furent les suivantes : le resserrement des sanctions économiques, l'extension des zones d'exclusion aux autres zones protégées et la mise en application plus stricte de celle-ci par le recours à la puissance aérienne de l'OTAN. Comme l'expliqua Anthony Lake au président dans un mémorandum daté du 19 juillet, la question des frappes aériennes posait un problème pour les alliés qui remettaient en cause leur efficacité et craignaient qu'elles n'entraînent des représailles contre la FORPRONU, sans oublier que les Russes redoutaient qu'elles ne soient le prélude à une intervention militaire de plus grande envergure (Burg et Shoup, 1999 : 304). Lake indiqua à Clinton que l'initiative du Groupe de

---

<sup>174</sup> L'effort diplomatique mené par le représentant spécial des Nations Unies Akashi visant à établir un cessez-le-feu échoua après des pourparlers à Genève, au début juin. Cet échec marqua la fin du rôle prépondérant de l'ONU dans les négociations pour un règlement du conflit, selon Burg et Shoup (1999 : 302).

<sup>175</sup> En mai 1994, les forces bosno-serbes contrôlaient environ 72% du territoire de la Bosnie (Schwegmann, 2000 : 5) et le plan du Groupe de Contact prévoyait accorder seulement 49% du territoire aux Serbes de Bosnie.

Contact était entrée dans une « phase décisive » (Lake, 1994b) à l'aube d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays membres prévue pour le 30 juillet. Advenant que les Bosno-Serbes consentent au plan d'ici à cette date, les États-Unis seraient appelés à déployer 20 000 soldats dans le cadre d'une mission de mise en application de l'accord de paix sous l'égide de l'OTAN. Le président devait donc se préparer à expliquer au peuple américain en quoi cet engagement servait les intérêts du pays. Si l'impasse persistait au-delà du 30 juillet, Lake argua qu'après un certain délai pour donner une chance d'en arriver à un accord, l'administration devra dire aux alliés et à la Russie que la crédibilité des États-Unis est en jeu et que l'administration ferait face à des « pressions irrésistibles » pour lever l'embargo sur les armes si le Groupe de Contact ne respecte pas ses propres avertissements envers les Bosno-Serbes. Sans une « menace crédible de pressions militaires accrues », Lake estima qu'il « n'y avait pratiquement aucune chance que les Serbes acceptent le plan ». Les notes manuscrites inscrites par le président sur le document indiquent qu'il réagit vivement à ce passage du mémorandum de Lake. « [Je] suis généralement en accord avec votre analyse ... si l'Europe et la Russie se défilent – le Congrès va bouger sur l'embargo », écrivit Bill Clinton (Ibid). Le président faisait référence à l'activisme de la législature fédérale en faveur d'une levée unilatérale de l'embargo qui gagnait en intensité depuis le printemps 1994.

Durant les deux premières années de la présidence Clinton, la levée de l'embargo sur les ventes d'armes aux musulmans de Bosnie s'imposa comme une politique privilégiée par plusieurs élus républicains et démocrates qui adoptèrent une série de résolutions non contraignantes appelant la Maison-Blanche à agir en ce sens (Hendrickson, 2002 : 78). À partir de juin 1994, certains législateurs tentèrent d'inclure des amendements à loi sur le budget de la Défense qui obligeraient Bill Clinton à lever unilatéralement l'embargo. À la Chambre des représentants, le démocrate Frank McCloskey (Indiana) proposa un amendement en ce sens qui fut adopté par un vote de 244 contre 178, le 8 juin 1994. Le Sénat vota, le 1<sup>er</sup> juillet, sur un amendement analogue proposé par le leader de la minorité républicaine Bob Dole, un républicain du Kansas. Cette mesure fut rejetée par seul vote au sein de la chambre haute<sup>176</sup>. Le parlement de la République serbe de Bosnie rejeta le plan

---

<sup>176</sup> *H.Amdt.611 to H.R.4301* (1994); *S.Amdt.1851 to S.2182* (1994). La version finale de la loi sur l'appropriation budgétaire du département de la Défense fut adoptée le 29 septembre 1994. Elle inclut un amendement proposé par le sénateur démocrate Sam Nunn (Géorgie) exprimant la préférence du Congrès envers l'établissement d'un processus

du Groupe de Contact lors de votes le 19 et le 28 juillet, et ce malgré les pressions de Slobodan Milošević qui cherchait à garantir l'adoption de l'accord pour que le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte ensuite une résolution allégeant les sanctions contre la Fédération de Yougoslavie, qui incluait la Serbie et le Monténégro (Burg et Shoup 1999 : 306). Cette impasse rendit de plus en plus plausible le scénario d'une levée éventuelle de l'embargo, qu'elle soit multilatérale ou unilatérale. Les principaux décideurs avaient déjà exprimé leurs inquiétudes au sujet d'un tel scénario lors d'une réunion du forum décisionnel, le 14 juin. Warren Christopher nota qu'une suspension multilatérale génèrerait le « meilleur résultat », mais que les alliés britanniques et français s'y opposaient toujours (Scheffer, 2019 : 86). Madeleine Albright s'inquiétait du fait que la fin de l'embargo favoriserait une expansion du conflit qui forcerait la sortie de la FORPRONU. Lake reconnut qu'un tel développement signifierait probablement que les États-Unis devraient intervenir militairement pour protéger les musulmans des attaques serbes. Le Général Shalikhvili statua que cette avenue pourrait entraîner un débordement du conflit en Macédoine, au Kosovo et en Albanie (Scheffer, 2019 : 88), ce qui marquerait l'échec définitif de la politique d'endiguement à laquelle adhérait l'administration depuis plus d'un an.

Avec les pronostics de paix qui étaient de plus en plus pessimistes, les principaux décideurs se réunirent pour faire le point, le 27 juillet. Ils conclurent que Warren Christopher ferait pression sur les autres membres du Groupe de Contact pour mettre en œuvre les moyens coercitifs visant à contraindre les Bosno-Serbes à appuyer le plan. En l'absence d'un consensus sur des conséquences sérieuses, Christopher devrait leur indiquer que les États-Unis s'engageraient dans un processus de suspension multilatérale de l'embargo. Si celui-ci échouait, « il y aurait des pressions irrésistibles pour une levée unilatérale » (National Security Council..., 1994b) venant du Congrès. Les principaux décideurs mandatèrent le groupe de travail interdépartemental sur la Bosnie d'étudier deux scénarios au sujet de la fin de l'embargo : sans appui des États-Unis au gouvernement de Bosnie-Herzégovine ou avec un soutien extérieur, incluant celui de Washington. Durant la fin de l'été et le début de l'automne 1994, le groupe des principaux décideurs placèrent la maximisation des pressions sur les Serbes de Bosnie pour qu'ils acceptent le plan du Groupe de Contact au cœur

---

pour lever l'embargo. La section 1404 du texte de cette loi précise différentes avenues sur lesquelles pourrait s'appuyer ce processus. S.Amdt.2524 to H.R.4650 (1994); *H.R.4650 - 103rd Congress* (1994).

de la stratégie américaine pour mettre un terme à la guerre en Bosnie<sup>177</sup>. Les États-Unis avaient investi du capital politique, des ressources diplomatiques et leur réputation à titre de leader de l'ordre international dans les efforts du Groupe de Contact. Ils y avaient aussi accolé des menaces pour que les belligérants y consentent. Le temps vint de faire comprendre aux alliés et à la Russie que la crédibilité de Washington était en jeu, comme l'avait indiqué Anthony Lake au président Clinton. Les différents leviers de la diplomatie coercitive – les sanctions et l'extension et la protection des zones d'exclusion – furent discutés à maintes reprises par le groupe des principaux décideurs (National Security Council..., 1994d). Sans surprise, dans la plupart de leurs rencontres, ils accordèrent aussi une attention bien particulière à la possible levée de l'embargo, un scénario qui semblait maintenant inévitable dans un avenir rapproché.

Le 17 août, les membres du groupe décisionnel statuèrent que l'objectif de cette mesure serait de « fournir aux Bosniaques une capacité défensive pour garantir leur droit inhérent d'autodéfense » ((National Security Council..., 1994e). En cas de suspension de l'embargo, les décideurs conclurent que les États-Unis devraient se préparer à fournir un appui militaire aérien, mais exclurent catégoriquement le déploiement de troupes au sol, qui avait pourtant été envisagé pour la mise en application d'un éventuel accord de paix au début de l'été 1994. Dans un mémorandum préparé pour le directeur de la CIA, James Woolsey, Norman Schindler détailla le contenu des discussions qui eurent lieu lors de cette réunion, offrant une fenêtre sur l'état d'esprit des principaux décideurs. Schindler (1994c) résuma ainsi le sentiment qui prévalait sur le dossier épineux de l'embargo : « J'ai eu l'impression que la plupart des participants à la réunion – tout en reconnaissant que les préparatifs doivent se poursuivre – sont maintenant favorables à un nouvel effort pour convaincre le Congrès que la levée est une mauvaise idée. [souligné dans l'original] » Cette impression était notamment fondée sur la préférence exprimée par Madeleine Albright en faveur du maintien du *statu quo* pour éviter les problèmes que causerait une levée de l'embargo. Schindler évoqua aussi la présence des « experts des relations publiques » David Gergen et George Stephanopoulos qui se montrèrent « clairement ahuris » devant la perspective de la « chute des enclaves de l'est » de la Bosnie ou la reprise de l'« étranglement de Sarajevo ». Enfin, Schindler

---

<sup>177</sup> Cette stratégie est clairement énoncée dans un résumé des conclusions d'une rencontre du forum décisionnel tenue le 13 septembre 1994 (National Security Council..., 1994f).

attira l'attention de son patron sur un document de la communauté du renseignement analysant les conséquences pour le moins catastrophiques d'une levée unilatérale de l'embargo, qu'il résuma ainsi :

[...] le mémorandum déclare que la levée de l'embargo augmentera les combats, réduira les chances d'un règlement négocié, exposera les unités de la FORPRONU à des risques plus élevés, augmentera les demandes pour que les États-Unis s'engagent militairement pour aider à extraire la FORPRONU, fermera la plupart des opérations d'aide humanitaire et portera atteinte à la confiance des alliés envers le leadership américain de l'OTAN. [souligné dans l'original] (Ibid)

Ce dernier point concerne directement les préoccupations liées à la réputation des États-Unis si Washington décidait de suspendre unilatéralement l'embargo sur les ventes d'armes aux musulmans de Bosnie. Le rapport du renseignement stipula que si les États-Unis faisaient cavalier seul sur ce dossier, cette décision pourrait « endommager la confiance des alliés envers le leadership de l'alliance de l'OTAN. » (National Intelligence Council, 1994a) Ainsi, autant la réputation de fiabilité à titre de membre de l'alliance que celle de leader de l'OTAN seraient compromises par l'action unilatérale américaine sur ce dossier. Pour freiner les ardeurs du Congrès sur la levée de l'embargo, Schindler nota que les États-Unis, de concert avec l'OTAN et l'ONU, pourraient être « plus agressifs » dans la mise en application des zones d'exclusion existantes et dans l'établissement de nouvelles, notamment à Bihać dans le nord-ouest du pays. Enfin, Schindler nota que le NSC sonderait bientôt les principaux décideurs pour connaître leur opinion sur un éventuel déploiement de troupes américaines pour épauler le retrait de la FORPRONU, si jamais l'administration en venait à opter pour une levée de l'embargo. Le sort de l'enclave de Bihać, deux mois plus tard, allait forcer le groupe décisionnel à prendre une décision à propos d'un tel déploiement.

Dans une mise à jour préparée pour le président Clinton au sujet de la politique en Bosnie, le 14 septembre, Anthony Lake fit le point sur l'épineux dossier de la levée de l'embargo. Il nota que les principaux décideurs continuaient de percevoir des risques importants associés à un tel scénario, même si l'on procédait multilatéralement. Clinton griffonna « d'accord » à côté de cette affirmation (Lake, 1994d). Lake rappela au président qu'il s'était engagé, en signant la loi budgétaire du département de la Défense, à exercer des pressions au Conseil de Sécurité de l'ONU pour suspendre l'embargo et que les membres du groupe décisionnel estimaient qu'il devait respecter cet

engagement. À la fin septembre, Alija Izetbegović, le président du gouvernement de Bosnie-Herzégovine, consentit à un moratoire de six mois sur la levée de l'embargo en échange de promesses d'une plus grande protection internationale de la part de l'ONU et de l'OTAN, notamment pour les zones protégées (Crossette, 1994). Ce développement atténuait grandement la pression venant de la législature fédérale sur l'administration Clinton et permit de planifier une démarche diplomatique à l'ONU sur la question de l'embargo avec une échéance pour le printemps 1995. À la suite de ce développement important, Lake, Christopher et Perry se rencontrèrent le 7 octobre et statuèrent qu'ils profiteraient de ce sursis de six mois pour continuer à exercer de fortes pressions sur les Bosno-Serbes pour qu'ils consentent à accepter le plan du Groupe de Contact (Schindler, 1994d)<sup>178</sup>. Le trio Lake-Christopher-Perry conclut que les États-Unis devaient faire pression pour une mise en application plus stricte des zones d'exclusion, alors qu'on craignait que les forces bosno-serbes ne lancent une offensive sur Sarajevo. Leurs inquiétudes découlaient de la réponse jugée trop restreinte de l'OTAN aux violations des zones d'exclusion de la capitale bosniaque et de Goražde au début août (National Security Council..., 1994d; 1994g). Enfin, le 18 octobre, le forum décisionnel confirma que l'administration se préparait à mettre en application à partir de la mi-novembre l'amendement Nunn-Mitchell, qui bloquait les fonds nécessaires pour faire respecter l'embargo sur les ventes d'armes (National Security Council..., 1994g)<sup>179</sup>. L'intensification des combats dans les semaines qui suivirent, particulièrement à Bihać, vint perturber la stratégie américaine en Bosnie. L'assaut bosno-serbe sur cette zone protégée située dans le nord-ouest du pays força une transformation de la politique de l'administration Clinton à l'égard du conflit. Ce nouvel épisode de crise sécuritaire mena le président et ses conseillers à privilégier la préservation de l'unité de l'OTAN au détriment de la protection de l'enclave assiégée.

---

<sup>178</sup> Ils discutèrent notamment d'une initiative visant à isoler complètement les Bosno-Serbes de la Fédération de Yougoslavie, dirigée par Slobodan Milošević, en proposant à ce dernier une suspension complète des sanctions en échange d'une reconnaissance des frontières de la Bosnie, de la Croatie et de la Macédoine, en plus d'un plan de paix pour la Croatie – la proposition du quatuor de Zagreb.

<sup>179</sup> Lors d'une réunion du forum décisionnel tenue le 7 novembre, les principaux décideurs statuèrent que les forces armées américaines ne pouvaient plus prendre part aux activités visant à faire respecter l'embargo à partir de minuit le 12 novembre 1994. Le groupe décisionnel déterminait aussi qu'il était primordial de maintenir les pourparlers avec les législateurs au sujet de la levée de l'embargo – unilatérale ou multilatérale – surtout en prévision de l'entrée en fonction du nouveau Congrès en janvier 1995. Les conseillers anticipaient sans doute la victoire décisive du Parti républicain – à la Chambre des représentants et au Sénat – lors du scrutin de mi-mandat qui eut lieu le lendemain (8 novembre) et les complications qui en découlerait en ce qui a trait à la gestion du conflit en Bosnie.

#### 4.8 Les États-Unis jettent l'éponge à Bihać (novembre 1994) et s'engagent militairement auprès de leurs alliés

Le 26 octobre 1994, les Bosniaques musulmans lancèrent une offensive contre les forces bosno-serbes à partir de la zone protégée de Bihać. La contre-attaque fut des plus sévères, alors qu'entre 2000 et 4000 Serbes de Croatie se joignirent aux Serbes de Bosnie pour mener un assaut sur l'enclave située près de la frontière avec la Croatie (Daalder, 2000 : 31). Le renseignement américain anticipait, dès le début novembre, une catastrophe humanitaire et des problèmes majeurs d'approvisionnement alimentaire pour la région de Bihać (DCI Interagency Task Force, 1994). Le 3 novembre, les forces bosno-serbes pilonnèrent l'enclave grâce à quatre batteries de missiles sol-air convertis pour frapper au sol. À partir du 12 novembre, le gouvernement américain milita auprès de l'ONU et l'OTAN en faveur de la création d'une zone d'exclusion d'une dizaine de kilomètres autour de Bihać (Burg et Shoup, 1999 : 156; Schindler, 1994e). Aux Nations unies, cette proposition ne reçut qu'un appui timide, puisque le Royaume-Uni, la France et la Russie blâmèrent les musulmans de Bosnie pour la situation difficile dans laquelle ils se trouvaient dans cette région (Schindler, 1994f). Lors d'une rencontre du groupe décisionnel le 17 novembre, les conseillers du président Clinton s'entendirent sur l'objectif de la réponse américaine à la présente crise, c'est-à-dire tenter rapidement d'« obtenir un appui pour des actions visant à empêcher que Bihać soit envahie et pour stabiliser la situation afin que l'attention soit recentrée sur l'obtention d'un accord négocié » (National Security Council..., 1994h). Confrontés à un blocage au niveau du Conseil de Sécurité, mais malgré tout convaincus qu'il fallait réagir avec fermeté aux assauts bosno-serbes sur la zone protégée, les conseillers dressèrent une liste de développements qui pourraient déclencher une réponse concertée avec les alliés, comme des bombardements soutenus de l'artillerie serbe ou l'étranglement de l'enclave.

Parmi les options qu'envisagèrent les principaux décideurs, plusieurs concernaient d'éventuelles frappes contre des batteries de missiles (défensives ou offensives), de même que sur des avions de chasse basés en Croatie que l'on soupçonnait de participer à l'effort de guerre bosno-serbe dans le nord-ouest de la Bosnie. La journée même, des chasseurs serbes décollèrent d'une base à Udbina, dans la région de Krajina en territoire croate, et bombardèrent Bihać (Burg et Shoup, 1999 : 156). Jusqu'à ce point, la FORPRONU avait remis en cause l'idée selon laquelle les Serbes de Krajina venaient en aide à ceux de Bosnie, ce qui ne faisait aucun doute selon le renseignement dont

disposait la CIA (Schindler, 1994e). En réponse à cet incident, des chasseurs de l'OTAN bombardèrent la base d'Ubdina, le 21 novembre, et des batteries de missiles dans la région de Bihać, le 23 novembre (Burg et Shoup, 1999 : 156-9). Les forces serbes renchérirent en bloquant des points de contrôle et 200 membres du personnel FORPRONU près de Sarajevo, ainsi qu'en détenant des Casques bleus, dont une cinquantaine de Canadiens. De plus, le président de la République serbe de Bosnie, Radovan Karadžić, déclara que si l'OTAN lançait d'autres frappes contre les forces bosno-serbes, les militaires de la FORPRONU et des pays de l'alliance seraient dès lors considérés comme des ennemis (Daalder, 2000 : 32-3; Cohen, 1994). Ces développements plombèrent les efforts américains à l'OTAN pour établir une zone d'exclusion autour de Bihać et pour déclencher de nouvelles frappes aériennes contre des intérêts militaires bosno-serbes.

Bill Clinton et François Mitterrand discutèrent de la situation par téléphone, les 23 et 24 novembre. Clinton tenta de convaincre le président français d'imposer une « petite zone d'exclusion » autour de l'enclave appuyée de frappes de l'OTAN pour éviter l'éclatement d'une « guerre plus large » qui pourrait s'étendre au territoire de la Croatie (*Memorandums of Telephone Conversation: Telcon with President Francois Mitterrand of France on November 23 & 24*, 1994). Une rencontre d'urgence du Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles, le 24 novembre, allait sceller le sort de cette option. Les alliés, particulièrement ceux qui, comme les Canadiens et les Français, disposaient de troupes en Bosnie, rejetèrent les propositions américaines (Cohen, 1994; Burg et Shoup, 1999 : 158). Pas question de mettre leurs soldats à risque en cautionnant la pression militaire accrue réclamée par les États-Unis pendant que Washington refusait toujours de déployer des troupes au sol. Le 25 novembre, le trio Lake-Christopher-Perry se rendit à l'évidence : le recours à la force pour faire pression sur les Serbes de Bosnie et de Croatie à Bihać n'aurait pas lieu (Scheffer, 2019 : 102-05). Alors confrontée au pire conflit interne à l'OTAN depuis la crise de Suez de 1956 (Daalder, 2000 : 33), l'administration Clinton choisit de préserver l'unité de l'alliance transatlantique plutôt que d'agir unilatéralement pour protéger l'enclave. Il ne fallut que deux jours pour que Washington abandonne son plaidoyer en faveur d'une action militaire contre les Bosno-Serbes et se range derrière l'approche conciliante privilégiée par les Britanniques et les Français (Hoare, 2011 : 97). Au moment où la chute de Bihać semblait imminente, Norman Schindler rédigea une note de breffage pour le directeur de la CIA James Woolsey dans laquelle il traça un parallèle entre la présente situation et une autre crise qui avait entaché la réputation de Washington et de l'OTAN :



« Nous sommes dans une autre de ces périodes, comme la crise de Goražde en avril, lorsque les événements semblent hors de contrôle et que la frustration de la communauté internationale s'accroît. » (Schindler, 1994g) Pourtant, cette crise représentait un défi bien plus grand pour l'alliance transatlantique et le repli américain s'avéra déterminant pour la suite du conflit.

Anthony Lake rédigea une analyse sur ce tournant malheureux de la politique américaine en Bosnie qu'il achemina au président Clinton le 27 novembre. Le dépit et le pessimisme du conseiller pour la sécurité nationale dans la foulée de la chute de Bihać sont palpables à la lecture de ce mémorandum. Après avoir dressé un bilan de la crise, Lake (1994e) souligna que l'objectif diplomatique de l'administration venait de changer : « Dans ces sombres circonstances, les efforts diplomatiques se sont tournés vers la négociation d'un cessez-le-feu à l'échelle du pays, seul moyen d'éviter une catastrophe humanitaire à Bihać et une extension de la guerre. » Les implications de cet échec de la diplomatie coercitive étaient limpides, selon Lake :

La chute de Bihać a mis en évidence les contradictions inhérentes à la tentative d'utiliser la puissance aérienne de l'OTAN de manière coercitive contre les Serbes de Bosnie alors que nos Alliés ont des troupes sur le terrain qui tentent de maintenir l'impartialité dans l'exécution d'une mission humanitaire. (Idem)

Les deux piliers de la stratégie américaine en lien avec cette guerre durant l'année 1994 – promouvoir un accord de paix favorable au gouvernement de Bosnie permettant de préserver l'intégrité territoriale du pays et recourir à la force militaire pour contraindre les Bosno-Serbes d'accepter un tel accord – avaient permis d'obtenir quelques résultats positifs. Toutefois, les choses changèrent profondément après la fête de l'Action de Grâce. Alexander Vershbow note qu'à Bihać, cette stratégie a même produit le contraire des résultats escomptés « [...] pendant que les Serbes menaient une campagne agressive pour humilier la FORPRONU, tentaient d'établir davantage de faits sur le terrain et avançaient des exigences de négociations scandaleuses » (Entretien avec A. Vershbow, 2022). Dans l'immédiat, Lake indiqua au président Clinton qu'il fallait s'attendre à ce que les pressions du Congrès en faveur d'une levée de l'embargo sur les ventes d'armes augmentent. Sur le plan international, il souligna que le président devrait sans doute consentir aux efforts des autres membres du Groupe de Contact afin d'offrir « la carotte » de l'allègement des sanctions à Slobodan Milošević pour l'encourager à isoler davantage les Bosno-Serbes.

Le forum décisionnel se réunit le 28 novembre et les membres du groupe déterminèrent que dorénavant, la priorité américaine serait d'améliorer les liens avec les alliés de l'OTAN et que toute implication future des États-Unis en Bosnie devrait se faire de concert avec les autres membres de l'alliance (National Security Council..., 1994i). Comment les États-Unis pourraient-ils réparer les dommages causés à l'unité de l'alliance par les tensions qui culminèrent sur l'enjeu de Bihać ? Deux avenues pour y parvenir furent identifiées par les principaux décideurs, comme le résume Norman Schindler dans son compte rendu de la réunion (Schindler, 1994h). Sur le plan de la politique interne, l'administration devrait s'opposer publiquement aux tentatives législatives de suspendre unilatéralement l'embargo et travailler avec le Congrès pour éviter un tel scénario. Au niveau international, les principaux décideurs s'entendirent pour recommander au président d'autoriser les secrétaires Christopher et Perry d'informer les alliés que les États-Unis seraient prêts à participer à une opération de l'OTAN visant à extraire la FORPRONU en déployant des troupes au sol en Bosnie, si cela devenait nécessaire<sup>180</sup>. Bill Clinton se rangea derrière cette recommandation du groupe décisionnel, le 7 décembre. Dès le lendemain, il informa le Congrès et les alliés de l'OTAN que les États-Unis, à titre de leader de l'alliance, s'engageaient à fournir entre 20 000 et 25 000 soldats pour une mission d'extraction de la FORPRONU (Daalder : 2000 : 47). L'objectif de cette décision était de rassurer les alliés après les tensions générées par les divergences de points de vue lors de la crise de Bihać et de convaincre les pays contributeurs de la FORPRONU de poursuivre la mission en Bosnie. Elle fut prise dans un contexte où les membres du groupe décisionnel s'inquiétaient des conséquences néfastes des récents événements pour la réputation des États-Unis au sein de l'alliance transatlantique. Pour preuve, le Département d'État justifia cette politique en déclarant que « [...] le président croit qu'il est important que les États-Unis, en tant que leader de l'OTAN, soient prêts à aider [leurs] alliés si leurs forces sont en danger » (Jehl, 1994)<sup>181</sup>. « C'est une démonstration du fait que les États-Unis vont porter assistance à nos alliés de l'OTAN », expliqua également un membre senior de l'administration Clinton (Devroy et

---

<sup>180</sup> Après la rencontre du 28 novembre 1994, William Perry (1994) prépara un document recommandant à Bill Clinton de formuler cette promesse. Dans ce mémorandum qu'il achemina à Lake le 29 novembre, le secrétaire à la Défense indiqua qu'il était important, à la lumière « des frictions qui se sont développées dans l'Alliance », que les États-Unis « acceptent en principe de participer à une opération menée par l'OTAN pour soutenir le retrait de la FORPRONU ». Cependant, à la suite d'une discussion avec neuf législateurs, Perry devint soudainement plus réticent à formuler une telle recommandation, selon ce que rapporte Norman Schindler (1994i).

<sup>181</sup> Cette citation reflète mot pour mot l'un des principaux éléments de discussion (*talking points*) préparé à l'époque par le NSC pour justifier la décision prise par le président Clinton, le 7 décembre 1994 (*U.S. Support for UNPROFOR Withdrawal*, 1994).

Graham, 1994). Sans aucun doute, cette décision fut motivée par un souci concernant la réputation de Washington à titre d'allié fiable et de leader de l'alliance.

Réunis dans la *Situation Room* le 12 décembre, les principaux décideurs s'entendirent pour exercer des pressions sur le Groupe de Contact pour favoriser la négociation d'un cessez-le-feu de quelques mois pour relancer le processus diplomatique de résolution du conflit (National Security Council..., 1994j). Dans son mémorandum daté du 13 décembre, Anthony Lake indiqua à Bill Clinton qu'il était impératif de tenter de faire progresser les efforts de la diplomatie multilatérale avant l'entrée en poste des majorités républicaines au Congrès, le 3 janvier 1995. À cette fin, l'administration choisit d'abandonner les pressions sur les Bosno-Serbes et misa sur les incitatifs positifs pour les convaincre d'accepter le plan du Groupe de Contact. L'envoyé spécial Charles Redman se rendit à Pale pour présenter une série de concessions<sup>182</sup> qui ne convainquirent pas les dirigeants bosno-serbes (Daalder, 2000 : 35). Le président Karadžić préféra contourner Washington et le Groupe de Contact pour conclure avec son homologue bosniaque, Alija Izetbegović, un accord un cessez-le-feu de quatre mois grâce à la médiation de l'ancien président démocrate Jimmy Carter, le 20 décembre<sup>183</sup>. Le groupe décisionnel conclut aussi que l'administration devait prendre des moyens concrets pour restaurer la crédibilité de la FORPRONU afin de diminuer les chances d'un retrait de la mission onusienne, un développement redouté qui forcerait les États-Unis à tenir leur promesse auprès de l'OTAN. Enfin, Lake signifia à Clinton l'inquiétude des principaux décideurs quant au comportement des majorités républicaines avec lesquelles la Maison-Blanche devrait composer avec l'entrée en fonction du 104<sup>e</sup> Congrès, particulièrement en ce qui a trait à la possible suspension de l'embargo sur les ventes d'armes. Lake souligna que l'administration, dans ses communications avec les législateurs, insisterait sur les risques pour les intérêts sécuritaires et l'image du pays associés à une levée unilatérale de l'embargo, une décision qui rendrait les États-Unis responsables de la guerre. Le changement de contrôle partisan de la législature survenu dans

---

<sup>182</sup> Redman présenta les concessions suivantes au gouvernement de Pale : une modification de la carte géographique proposée par le Groupe de Contact, une ouverture à l'établissement de liens constitutionnels possibles entre les bosno-serbes et la Serbie, ainsi que l'entretien d'un dialogue direct entre Washington et Pale (Daalder, 2000 : 35).

<sup>183</sup> Le 24 décembre, Jimmy Carter (1994) communiqua par fax avec Warren Christopher pour exprimer son inquiétude à l'égard de la mise en œuvre du cessez-le-feu qu'il avait négocié et enjoignit l'administration à « agir avec force » pour assurer l'application d'un « accord très délicat et équilibré ». Une note manuscrite adressée à Clinton accompagnait ce message dans laquelle Carter insistait sur la nécessité de maintenir un dialogue avec les Bosno-Serbes, à qui il avait promis un traitement égal à celui des Bosniaques, soulignant que le Groupe de Contact avait refusé de s'entretenir avec Pale depuis août 1994.

la foulée des élections de mi-mandat allait forcer l'administration Clinton à définir plus concrètement ses options advenant un tel scénario, surtout si la suspension de l'embargo entraînait un retrait de la FORPRONU. Au-delà de la promesse américaine faite aux alliés au début décembre 1994, la politique américaine pour faire face à cette éventualité demeurait très floue, si l'on se fie à un document produit par Ray Converse, directeur par intérim du groupe de travail du renseignement sur la Bosnie, le 16 décembre (Converse, 1994). À l'initiative de Strobe Talbott, le directeur de la planification des politiques au Département d'État, les principaux décideurs relancèrent les réflexions sur la politique américaine en Bosnie menées par le groupe de travail interdépartemental responsable de l'enjeu au niveau des adjoints dans la structure du NSC (Ibid)<sup>184</sup>. L'absence de consignes claires aux adjoints quant aux objectifs de ces réflexions illustre la confusion et le désarroi qui régnaient au sein de l'appareil de sécurité nationale par rapport à la Bosnie au moment où s'achevait la seconde année de la présidence Clinton. Ce groupe de travail allait produire les propositions de politiques qui alimentèrent les délibérations durant les premiers mois de 1995.

Après deux ans, la politique de l'administration Clinton à l'égard de la Bosnie avait atteint un « cul-de-sac », pour reprendre l'expression d'Ivo Daalder (2000 : 35). L'incapacité des États-Unis à réunir ses alliés pour empêcher la chute de Bihać marqua la déroute de la politique de diplomatie jumelée à la puissance. Si certains doutes persistaient après l'épisode de Gorazde en avril quant à la capacité des États-Unis à répondre de manière déterminée aux affronts des forces bosno-serbes, cette crise de novembre confirma que Washington privilégiait d'autres intérêts. Lorsque le blocage se confirma au niveau des alliés américains, le président Clinton et ses conseillers firent un choix révélateur des intérêts qu'ils jugeaient prioritaires<sup>185</sup>. En effet, pour Anthony Lake, les conséquences d'une action unilatérale américaine à Bihać étaient claires : « [...] si nous avions agi unilatéralement, nous aurions fait exploser l'OTAN. » (*Anthony Lake Oral History*, 2002)

---

<sup>184</sup> Les principaux décideurs réclamèrent que ce groupe se réunisse sur une base hebdomadaire afin « [...] d'imposer de la discipline sur la formulation interdépartementale des politiques sur la Bosnie » (National Security Council..., 1994k).

<sup>185</sup> En conversation téléphonique avec le chancelier allemand Helmut Kohl le 13 décembre 1994, Bill Clinton fit une remarque qui résume bien la manière dont son administration définissait les intérêts américains à l'égard du conflit au moment où se concluait sa deuxième année en poste : « Nous voulons instaurer la paix en Bosnie. Mais nos intérêts fondamentaux sont d'empêcher le conflit de s'étendre et de veiller à ce que notre alliance fondamentale ne s'affaiblisse pas, quelles que soient nos différences. » (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with Chancellor Kohl*, 1994)

L'importance de la chute de Bihac pour le cours de la politique américaine en Bosnie a souvent été occultée dans la recherche sur ce conflit (Hoare, 2011 : 89-90). Elle fut pourtant l'un des développements les « plus explosifs » du conflit (Burg et Shoup, 1999 : 155) et comporte des dimensions particulièrement intéressantes pour la présente thèse.

#### 4.9 Analyse des préoccupations de réputation exprimées lors des épisodes de crise survenus en 1993 et 1994 à la lumière des perspectives stratégique et constitutive

Le récit décisionnel détaillé proposé dans ce chapitre confirme que les préoccupations de réputation furent bel et bien présentes dans l'esprit des décideurs américains lorsqu'ils définirent la réponse de l'administration Clinton aux principales crises sécuritaires découlant de la guerre en Bosnie durant la période 1993-94. Comme le souligne Alexander Vershbow, la réputation « était certainement une considération omniprésente » : « Dès le début de l'administration Clinton, il y avait cette inquiétude que si nous ne faisons pas quelque chose pour la Bosnie, la crédibilité des États-Unis en souffrirait » (Entretien avec A. Vershbow, 2022). À travers l'analyse approfondie de sources primaires et secondaires, nous avons pu observer empiriquement ces préoccupations qui sont consignées dans les tableaux 4.1 et 4.2. Reprenant la typologie présentée au chapitre 3, nous distinguons d'abord ces soucis en fonction de la perspective stratégique (réputation comme outil pour garantir les intérêts futurs) et la perspective constitutive (réputation comme élément de l'image de soi). Parallèlement, nous les différencions selon la logique temporelle autour de laquelle ils s'articulent : prospective lorsque les conséquences potentielles pour la réputation des décisions sont soupesées et rétrospective lorsque les répercussions des choix passés sont interprétées comme dommageables pour la réputation.

##### 4.9.1 Les préoccupations de réputation selon la perspective stratégique

Ce tableau récapitulatif nous permet de conclure que la majorité des préoccupations de réputation exprimées par Bill Clinton et ses conseillers au sujet de la guerre en Bosnie durant les deux premières années de l'administration démocrate sont cohérentes avec la perspective stratégique et s'inscrivaient dans une logique prospective (Tableau 4.1). La plupart des membres de l'équipe décisionnelle s'entendaient pour dire que les États-Unis ne pouvaient pas se retirer complètement de la gestion du dossier, car une telle décision aurait des conséquences importantes pour la réputation du pays et de l'administration. Un souci constant pour la crédibilité de l'OTAN, la

principale alliance américaine, fut également exprimé par les principaux décideurs et le président. Or, le lien entre ces préoccupations et celles concernant l'image projetée par les États-Unis étaient implicites. « Les gens s'inquiétaient de la crédibilité de l'OTAN, qui est une autre façon de parler de la crédibilité américaine », précise Jenonne Walker (Entretien avec J. Walker, 2023). Au-delà de ces dénominateurs communs, il existe d'importantes divergences en ce qui a trait aux implications des préoccupations de réputation d'ordre stratégique exprimées par les décideurs pour les politiques qu'ils proposèrent durant les deux premières années de l'administration Clinton. Les divisions entre les membres du groupe lors des crises de Srebrenica au printemps et de Sarajevo à l'été 1993 reflètent un désaccord important quant aux politiques à mettre en œuvre pour préserver la réputation du pays et/ou de l'alliance. Par exemple, Madeleine Albright estimait que les États-Unis devaient en faire plus pour stopper les violences, quitte à lancer des frappes aériennes unilatérales contre les forces bosno-serbes, puisque sa réputation à titre de leader du monde de l'après-guerre froide était en jeu. À l'inverse, les colombes, comme Colin Powell, Warren Christopher et Les Aspin, estimaient que les risques pour la réputation résidaient plutôt dans le recours à la force et discréditèrent toute option impliquant le déploiement de troupes au sol, à l'exception de celles visant à faire respecter un éventuel accord de paix. Les choses changèrent à la fin 1993 et au début 1994, alors que les changements à la composition de l'équipe décisionnelle et des déclarations du président au sommet de l'alliance transatlantique en janvier 1994 contribuèrent à l'émergence d'un consensus en faveur du recours à la force sous l'égide de l'OTAN après le bombardement de la place du marché Markale en février 1994. Lors de cette crise, les évaluations des principaux décideurs convergèrent sur les risques de l'inaction pour la réputation de détermination de l'alliance, des États-Unis et de l'administration. Il fallait donc répondre avec fermeté en formulant une menace et en la mettant à exécution, si cela devenait nécessaire. L'administration Clinton réagit de manière déterminée à la suite de cet épisode de crise pour faire la démonstration de la crédibilité des menaces de Washington et de ses alliés de l'OTAN dans une logique de dissuasion. Hélas, ce consensus fut de courte durée.

Tableau 4.1 Préoccupations de réputation selon la perspective stratégique (1993-94)

	<b>Logique prospective</b>	<b>Logique rétrospective</b>
<i>Perspective stratégique</i>	<p><i>Février 1993</i> B. Clinton : se retirer de l'enjeu équivaut à abandonner notre position dans le monde et à renoncer au leadership américain</p> <p><i>Septembre 1993</i> L. Aspin : les États-Unis doivent s'engager à faire respecter un accord de paix, car la crédibilité en dépend.</p> <p>A. Lake : rejet de l'implication unilatérale des É-U dans la résolution du conflit</p> <p><i>Janvier 1994</i> B. Clinton au sommet de l'OTAN : la crédibilité de l'alliance est en jeu &amp; « ma détermination est là » pour faire respecter la zone d'exclusion de Sarajevo</p> <p><i>Février 1994</i> Bill Clinton : crédibilité de l'OTAN est en jeu</p> <p><i>Avril 1994</i> A, Lake : prouver que l'OTAN est une force crédible pour la paix</p> <p>A. Lake : le monde entier « se tourne vers l'Amérique pour un leadership déterminé proportionnel à nos intérêts »</p> <p>Warren Christopher : Crédibilité de l'OTAN et des forces américaines en jeu à Gorazde</p> <p>Bill Clinton : crédibilité de l'OTAN est en jeu à Gorazde &amp; crédibilité des États-Unis et de la Russie</p> <p><i>Juillet 1994</i> A. Lake : dire aux alliés et à la Russie que la crédibilité de l'administration est en jeu dans le processus diplomatique</p> <p><i>Août 1994</i> Levée unilatérale de l'embargo diminuerait confiance envers les États-Unis</p> <p><i>Novembre 1994</i> A. Lake : le souci pour la crédibilité de l'administration qui empêche l'action unilatérale à Bihać</p>	<p><i>Avril 1994</i> Forum décisionnel : Limite à ce que nous pouvons faire de manière crédible sans déployer de troupes au sol</p> <p>Forum décisionnel : l'OTAN ne devrait pas formuler de menaces si l'alliance n'est pas prête à les mettre à exécution</p> <p>Forum décisionnel : le recul de Gorazde représenta une « défaite tactique » qui pourrait se transformer en une « défaite stratégique » pour les États-Unis et l'OTAN</p> <p><i>Décembre 1994</i> Forum décisionnel et B. Clinton : engagement envers l'OTAN pour préserver l'unité de l'alliance mise à mal par la crise de Bihać</p>

	<i>Décembre 1994</i> Forum décisionnel et B. Clinton : promesse américaine à l'OTAN après crise de Bihac pour protéger la réputation d'allié & leadership des États-Unis	
--	---	--

Les deux crises suivantes, à Goražde en avril et à Bihać en novembre 1994, firent rejaillir les tensions vives qui animaient les délibérations initiales de l'administration Clinton au sujet de la guerre en Bosnie. Également, l'insatisfaction par rapport aux politiques mises en œuvre lors de ces épisodes donna lieu à l'émergence de préoccupations pour leurs conséquences en matière de réputation, et ce dans une logique rétrospective. À Goražde, la ligne de fracture émergea entre la Défense et les militaires, qui estimaient que les États-Unis ne devaient pas agir pour stopper les attaques bosno-serbes contre la zone protégée, et les faucons (Anthony Lake et Madeleine Albright appuyés par Warren Christopher à cette occasion) qui estimaient que la crédibilité des États-Unis et de l'alliance était en jeu. Ces divisions, survenant parallèlement à un blocage entre l'ONU et l'OTAN, empêchèrent une réponse ferme de la part de l'administration Clinton, qui choisit de laisser les Nations unies régler la crise. Interprété comme une « défaite tactique » par les membres du forum décisionnel, cet épisode généra des préoccupations pour la réputation de détermination de l'OTAN et de États-Unis. La réaction de l'administration Clinton à la crise de Goražde fut suivie de constats à l'interne quant aux limites de ce que les États-Unis pouvaient accomplir en Bosnie sans une implication militaire accrue, et aux risques en termes de crédibilité pour l'alliance. Lors de la crise de Bihać, Anthony Lake milita en faveur d'une intervention militaire américaine pour freiner l'assaut serbe sur la zone protégée, mais les préoccupations au sujet de la réputation du pays freinèrent ses ardeurs : « [...] c'est le souci pour notre crédibilité auprès de nos alliés qui nous empêcha d'aller plus loin. » (Entretien avec A. Lake, 2022). Cette décision de sauver l'OTAN plutôt que Bihać s'appuya en bonne partie sur une inquiétude assumée pour la réputation de fiabilité à titre d'allié et de leader de l'alliance transatlantique.

Les répercussions de la manière dont la crise de Bihać fut gérée par l'administration Clinton furent également interprétées à travers le prisme de la réputation. Dans une logique rétrospective, les principaux décideurs estimèrent que les tensions entre Washington et ses alliés, exacerbées lors de cet épisode, furent dommageables pour la réputation du pays au sein de l'OTAN. C'est pourquoi ils recommandèrent au président Clinton de s'engager au nom des États-Unis à participer à une



éventuelle mission de l'OTAN pour procéder à l'extraction du personnel de la FORPRONU, si la mission quittait la Bosnie. Considérant que la réputation des États-Unis à titre de leader de l'OTAN et d'allié fiable avait été entachée, les membres du groupe décisionnel en arrivèrent à la conclusion que cet engagement était essentiel pour améliorer l'image du pays. Alexander Vershbow soutient que « l'administration essayait d'améliorer sa crédibilité auprès de ses alliés en consentant [...] à la promesse de prendre part au retrait de la FORPRONU » (Entretien avec A. Vershbow, 2022). Il est remarquable de constater que cet engagement fut pris d'abord et avant tout au nom de la crédibilité du pays. Certains membres du groupe négligèrent de réfléchir aux implications de cette promesse, souhaitant agir promptement pour rétablir la réputation des États-Unis au sein de l'alliance. « Quelques individus ne comprirent pas complètement ce à quoi ils consentaient à ce moment », confirme Alexander Vershbow<sup>186</sup>. Donc, au nom de la crédibilité des États-Unis, les décideurs s'engagèrent à assister leurs alliés dans une possible intervention militaire dont certains ne saisissaient pas bien les tenants et aboutissants. Au courant des mois qui suivirent, cette promesse allait elle-même devenir une source importante de préoccupations de réputation au sein de l'équipe décisionnelle du président Clinton.

#### 4.9.2 Les préoccupations de réputation selon la perspective constitutive

Les préoccupations de réputation s'avérèrent aussi être des éléments constitutifs de l'image de soi des membres du groupe décisionnel, influençant du fait même leurs préférences sur le dossier de la guerre en Bosnie. Certains décideurs, comme le président Bill Clinton, Anthony Lake et Madeleine Albright, étaient motivés par le désir de préserver un sentiment de sécurité identitaire qui dépend du maintien des récits sur lesquels s'appuie leur image de soi. Paraître faible et demeurer passif devant les violences en Bosnie étaient des comportements incohérents avec ces récits, comme l'illustrent les soucis de réputation exprimés par le président et les principaux décideurs. Ils souhaitaient éviter la honte associée au fait d'être responsables de la dégradation de l'image projetée par les États-Unis découlant de la position du pays à l'égard du conflit. Pour autant, cette posture n'était pas partagée par tous les membres du groupe décisionnel, comme l'illustre

---

<sup>186</sup> L'incompréhension de l'engagement prit en décembre 1994 s'explique en partie par le fait que l'information dont les principaux décideurs disposaient au moment de cette décision les portaient à croire qu'un retrait de la FORPRONU demeurait un scénario peu probable à la fin de l'année 1994. En effet, selon une évaluation spéciale produite par le Conseil national de renseignement datée du 1<sup>er</sup> décembre, « [...] la probabilité d'un retrait complet de la FORPRONU dans les prochains trois à six mois » se chiffrait à « moins de 1 sur 4 ». (National Intelligence Council, 1994b)

cette observation de Walter Slocombe : « Je pense qu'il est très important de faire la distinction entre la crédibilité de l'administration et celle des individus qui la composent à titre individuel. Et la crédibilité des États-Unis et la crédibilité de l'OTAN et la crédibilité de l'ONU... » (Entretien avec W. Slocombe, 2022). Or, notre analyse démontre que les frontières entre les préoccupations pour les réputations de ces différents acteurs sont très floues, voire inexistantes, aux yeux de plusieurs membres du groupe décisionnel.

Tableau 4.2 Préoccupations de réputation selon la perspective constitutive (1993-94)

	<b>Logique prospective</b>	<b>Logique rétrospective</b>
<i>Perspective constitutive</i>	<i>Février 1993</i> W. Christopher : l'administration ne peut pas consentir au nettoyage ethnique	<i>Avril 1993</i> D. Scheffer : honte, honteux et déficit de crédibilité évoqués dans les médias
	<i>Février 1993</i> J. Walker : envoi d'aide humanitaire pour « avoir l'air de faire quelque chose »	<i>Mai 1993</i> W. Christopher : perçoit que sa réputation est ternie avec l'échec de la proposition <i>lift-and-strike</i>
	<i>Février 1994</i> D. Gergen : « vous [le président Clinton] devez paraître fort »	<i>Janvier 1994</i> W. Christopher : « mal à l'aise » avec la position passive des États-Unis qui nuisait à la crédibilité de l'OTAN et des États-Unis
	<i>Avril 1994</i> B. Clinton : « éviter que l'absence de frappes d'aujourd'hui ne ressemble à une défaite majeure de l'OTAN et des États-Unis » (crise de Goražde)	<i>Novembre 1994</i> A. Lake : contemple démissionner après la débâcle de Bihac; il était près du désespoir selon A. Vershbow
	B. Clinton : ne pas blâmer l'ONU pour le blocage à Goražde ; « Se défouler sur quelqu'un [...] nous fait du tort demain ; cela ne fait que nous faire paraître faibles. »	R. Holbrooke : inquiet des conséquences sur sa réputation de la dégradation de l'image des États-Unis

À plusieurs reprises, lorsque vint le temps de déterminer quelle politique était la plus appropriée pour faire face à une crise en Bosnie, le président Clinton et ses conseillers exprimèrent leur désir de ne pas paraître faibles dans une logique prospective. Ces préoccupations orientèrent notamment la prise de décision en réponse au bombardement de la place du marché de Markale en février 1994. Lors de la crise suivante à Goražde, Clinton dit vouloir éviter que l'inaction des États-Unis ne soit perçue comme un signe de faiblesse ou une défaite. De plus, le désir de ne pas consentir passivement aux atrocités dans le conflit émergea rapidement comme un souci quant à la manière

dont les membres de l'administration étaient perçus. En février 1993, Warren Christopher énonça publiquement que l'administration ne pouvait pas consentir au nettoyage ethnique, mais c'est Madeleine Albright qui tenait ce genre de propos dans le cadre des délibérations. Se remémorant son rôle dans la prise de décision quelques années plus tard, la secrétaire d'État mentionna qu'elle évoquait les conséquences négatives de l'inaction pour l'image des décideurs fréquemment derrière les portes closes : « Messieurs, l'histoire va nous juger très sévèrement si nous ne faisons pas quelque chose » (Madeleine K. Albright Oral History Interview, 2002). Jenonne Walker confirme qu'elle et quelques-uns de ses collègues du NSC partageaient les inquiétudes d'Albright quant aux conséquences de la politique de l'administration pour la réputation des États-Unis à titre de leader du monde de l'après-guerre froide (Entretien avec J. Walker, 2023).

Pour autant, la perspective constitutive révèle que les préoccupations de réputation s'avèrent plus vives lorsque les principaux décideurs furent confrontés aux limites de l'approche à tâtons privilégiée pour gérer le conflit et, surtout, aux échecs des politiques qu'ils mirent en œuvre. En effet, les réactions de certains décideurs furent marquées par des émotions négatives, comme la colère, l'humiliation et la honte. Par, exemple, dès le printemps 1993, l'équipe de l'ambassadrice Albright exprimait des inquiétudes quant aux critiques médiatiques selon lesquelles le comportement de l'administration était honteux et nuisible pour la crédibilité du pays. Le secrétaire d'État Christopher interpréta quant à lui l'échec de la proposition *lift-and-strike*, un développement dommageable pour la crédibilité de l'administration et des États-Unis, comme un revers pour sa propre réputation. Christopher exprima également son inconfort par rapport aux conséquences des politiques choisies durant la première année de l'administration pour la crédibilité du pays et de l'OTAN. Toutefois, ce sont quelques réactions à la crise de Bihać et à ses répercussions qui nous offrent les exemples les plus évocateurs de ce type de préoccupations de réputation.

L'incapacité de l'administration Clinton de freiner les violences dans cette enclave en novembre 1994 généra un sentiment d'insécurité identitaire chez deux décideurs qui allaient, au printemps et à l'été 1995, jouer un rôle prépondérant dans la réorientation de la politique américaine en Bosnie. Ces préoccupations se manifestèrent surtout dans une logique rétrospective, alors que ces individus exprimèrent leur inconfort profond par rapport à cet échec qui clôt la seconde année de la présidence Clinton. C'est d'ailleurs le désir d'éviter l'insécurité identitaire et la honte associée à la responsabilité de la conception et de la mise en œuvre d'une politique nuisant à la réputation du

pays qu'ils représentent qui motiva certains d'entre eux à s'atteler à la tâche de modifier l'approche de l'administration à la guerre en Bosnie. Au premier chef, Anthony Lake reconnaît que la crise de Bihać représenta « l'un des moments tristes de sa vie professionnelle ». Cette débâcle fut autant une humiliation pour la puissance américaine qu'un point d'inflexion pour la politique de l'administration qui constata la détérioration générale des conditions sur le théâtre de conflit (Hamilton, 2007 : 482). Lake et le responsable du dossier de la Bosnie au NSC, Alexander Vershbow, communiquèrent de manière étroite lors de la longue fin de semaine de l'Action de Grâce, du 24 au 27 novembre, alors que le conseiller pour la sécurité nationale avait quitté Washington pour sa ferme de l'ouest du Massachusetts<sup>187</sup>. Ils s'échangèrent différentes versions du mémorandum que Lake allait soumettre au président le 27 novembre (Gans, 2019 : 124), un document qui traduit son état d'esprit lors de ce « creux de vague » (*Anthony Lake Oral History*, 2002). Se remémorant cette crise et les semaines qui suivirent, Vershbow affirme que son patron « [...] était aussi proche du désespoir que l'on puisse imaginer [...] après avoir vu que tous les efforts déployés en [19]94 pour exercer une plus grande pression sur les Serbes semblaient avoir complètement échoué. » (Entretien avec A. Vershbow, 2022). Anthony Lake admet lui-même avoir « levé les bras au ciel » après cette crise, pour illustrer le désespoir et la frustration qui l'habitait (*Anthony Lake Oral History*, 2002). Cette guerre était un « enjeu très personnel » pour lui, qui y avait consacré une bonne partie de ses deux premières années en poste (Lake, 1995a). Dans la foulée de la déroute de la politique américaine à la fin 1994, il envisagea de démissionner. Après deux ans, l'enjeu était devenu indissociable de son mandat – « j'avais l'impression d'entrer dans le bureau [ovale] avec un B pour Bosnie estampé sur le front » (Entretien avec A. Lake, 2022) – que les échecs de diplomatie coercitive récents pesaient encore plus lourd. Ce n'était pas la première fois que Lake exprimait son désespoir profond par rapport à l'absence de progrès dans la résolution de la guerre en Bosnie (Entretien avec J. Walker, 2023). Déjà accablé par les échecs successifs de la politique de l'administration, Lake se découragea devant celui de Bihać. Alexander Vershbow réussit à le convaincre de rester à son poste en soulignant que la personne qui lui

---

<sup>187</sup> En août 1994, Alexander Vershbow passa du Département d'État au NSC à titre de Directeur des Affaires Européennes pour remplacer Jenonne Walker. Selon lui, Anthony Lake le sélectionna pour combler ce poste après avoir appris qu'il était « en quelque sorte un tenant de la ligne dure sur la Bosnie » (Entretien avec A. Vershbow, 2022). C'est ce que confirme Walker, qui suggéra à Lake d'embaucher Vershbow pour lui succéder, car ce dernier partageait leurs préférences pour une implication accrue des États-Unis dans la résolution du conflit (Entretien avec J. Walker, 2023). Les deux hommes développèrent aisément des atomes crochus en travaillant ensemble, notamment dû au fait qu'il partageait une position similaire sur la Bosnie (Entretien avec A. Lake, 2022; voir aussi Gans, 2019 : 127).

succéderait n'accorderait sans doute pas la même importance à la résolution du conflit en Bosnie, l'enjeu qui était devenu pour lui une quasi-obsession (Halberstam, 2000 : 286; Daalder, 2000 : 84-5; Boucher, David et Prémont, 2020 : 204). Si les résultats en demi-teinte et les échecs de la politique américaine se situent au cœur de cette profonde remise en question professionnelle du conseiller pour la sécurité nationale, il est moins clair quel rôle jouèrent les préoccupations de réputation dans son calcul. En effet, pour Lake, c'est la crise humanitaire et les violences qui motivèrent d'abord et avant tout son action et celle de ses collègues sur la Bosnie. Pour leur part, les préoccupations de réputation jouèrent un rôle secondaire, mais elles étaient malgré tout omniprésentes à toutes les étapes du processus de formulation des politiques et de la prise de décision. « Ça va sans dire » que le président et les principaux décideurs étaient soucieux de la réputation du pays et de l'administration, affirme Lake (Entretien avec A. Lake, 2022). En définitive, son désir de résoudre ce problème le poussa à demeurer à la tête du NSC (*Anthony Lake Oral History*, 2002). À peine quelques jours plus tard, Lake, Vershbow et le reste de leur équipe planchèrent sur de nouvelles idées pour redéfinir l'approche de l'administration à la guerre en Bosnie. Au cours des neuf mois suivants, ce groupe restreint prépara une série de propositions constituant l'essentiel de la stratégie de « fin de partie » qui fut entérinée par le président Clinton et son équipe décisionnelle, au début août 1995.

Au Département d'État, c'est l'assistant secrétaire d'État responsable des affaires européennes et canadiennes Richard Holbrooke qui réagit de manière très émotive à la débâcle de Bihać. Partisan d'une politique plus musclée, il fut profondément choqué par l'inaction qui mena à la chute de Bihać. Ce passage de son journal personnel illustre qu'il voyait un lien direct entre cette politique et ce qu'elle signifiait pour l'image projetée par les États-Unis, ainsi que pour sa propre image : « Je me sens malade d'être partie prenante d'une telle politique. [...] Je ne vois pas comment je peux continuer dans les présentes circonstances, mais je vais essayer. Je pense déjà à des façons de quitter avec mon honneur, ma dignité et une réputation qui n'est pas détruite. » (Packer, 2019 : 301-03). Bien que Richard Holbrooke soit demeuré en marge des délibérations du groupe décisionnel sur la Bosnie durant la majeure partie des premières années de la présidence Clinton<sup>188</sup>,

---

<sup>188</sup> Après avoir servi à titre d'ambassadeur en Allemagne d'octobre 1993 à septembre 1994, Holbrooke rentra à Washington pour assumer les fonctions d'assistant secrétaire d'État. Durant ses premiers mois en poste, l'essentiel de son temps fut consacré au dossier de l'expansion de l'OTAN (Holbrooke, 1999 : 60-1). À la mi-août 1995, Bill Clinton

sa réaction émotive à la chute de Bihać mérite d'être mentionnée, car il vint à jouer un rôle plus déterminant dans la formulation de la politique américaine à partir du printemps 1995. Surtout, comme celles de Lake, cette réaction illustre le fait que les préoccupations de réputation des décideurs sont ancrées dans le lien émotif qui les unit à l'État qu'ils représentent. De tels soucis de réputation permettent d'identifier des moments charnières lorsque les décideurs réagissent à une rupture dans les récits sur lesquels s'appuient leur auto-conception identitaire. Pour Lake et Holbrooke, une telle rupture survint dans la foulée de la crise de Bihać et elle les encouragea à revoir leur approche à la gestion du conflit durant les mois qui suivirent.

#### 4.10 Conclusion

Grâce à l'analyse proposée dans le présent chapitre, nous avons démontré que les préoccupations de réputation furent au cœur des décisions américaines au sujet de la guerre en Bosnie durant les deux premières années de la présidence de Bill Clinton. Lors des épisodes de crise sécuritaire, les préoccupations de réputation exercèrent des pressions contradictoires et contribuèrent à la paralysie décisionnelle, surtout à Gorazde et à Bihać. De plus, les perspectives stratégique et constitutive nous ont permis de mieux comprendre quand et comment les soucis de réputation émergent et influencent la manière dont les principaux décideurs définissent un enjeu, ainsi que l'évaluation des solutions proposées pour le gérer. La perspective stratégique nous permet de mieux distinguer les situations lors desquelles les soucis de réputation favorisèrent l'adoption d'une approche prudente pour éviter de ternir la crédibilité du pays auprès des alliés de celles où ces soucis encourageaient le recours à la force pour tenir parole lorsqu'une menace préalable avait été proférée. La perspective constitutive a pour sa part attiré notre attention sur la volonté d'éviter un sentiment d'insécurité identitaire et la honte associée à la dégradation de la réputation de l'État qu'ils représentent. Dans une logique prospective, ils exprimaient ces préoccupations en ne voulant pas paraître faibles ou être responsables d'un événement interprété comme une défaite, ainsi qu'en ne restant pas passifs devant les violences jugées ignobles d'une guerre. De plus, dans une logique rétrospective, l'incapacité de faire cesser les violences dans la foulée de certaines crises généra une

---

choisit Richard Holbrooke pour piloter les négociations qui permirent la conclusion des accords de Dayton (novembre 1995) et la résolution du conflit en Bosnie-Herzégovine.

insécurité identitaire chez certains décideurs qui établissaient un lien évident entre leur réputation individuelle et celle des États-Unis.

En décembre 1994, le groupe décisionnel fit le choix déchirant d'abandonner le sauvetage de l'enclave pour préserver l'unité de l'OTAN et, par extension, la réputation des États-Unis à titre de leader de l'alliance. Le président Clinton se rangea derrière cette recommandation, qui allait bientôt générer son propre lot de préoccupations de réputation. Comme nous le verrons au chapitre 5, ce choix changea drastiquement la donne aux yeux des membres du groupe décisionnel qui, avec la détérioration des conditions sur le terrain en Bosnie au printemps 1995, réalisèrent que le retrait de la FORPRONU devenait plus probable, voire inévitable. Parallèlement, la décision explicite de privilégier l'unité de l'OTAN plutôt que les efforts pour freiner et punir les assauts bosno-serbes sur les enclaves augmenta drastiquement le coût en termes de réputation pour les principaux décideurs responsables de ce choix crucial. En ce sens la crise de Srebrenica de juillet 1995 marqua un point de non-retour. Par la suite, les préoccupations de réputation du président et de plusieurs des principaux décideurs convergèrent pour créer, au début août 1995, un contexte décisionnel favorable à la réorientation de la politique américaine en Bosnie consacrée par l'adaptation de la stratégie de « fin de partie ».

## CHAPITRE 5

### « LE POSTE DE LEADER DU MONDE LIBRE EST VACANT » : LA RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE EN BOSNIE DANS LA FOULÉE DES CRISES DES OTAGES À SARAJEVO ET DU MASSACRE DE SREBRENICA (1995)

Engager les États-Unis à participer à une éventuelle mission de l'OTAN pour permettre le retrait de la FORPRONU, après la crise de Bihać (novembre 1994), fut une décision déterminante pour la direction de la politique américaine à l'égard de la guerre en Bosnie. Ce choix transforma l'enjeu aux yeux de Bill Clinton et des autres membres du groupe décisionnel. Dès lors, la crédibilité des États-Unis devint liée à un possible développement du conflit et les préoccupations pour la réputation du pays à titre de leader de l'alliance et d'allié fiable parsemèrent les réflexions au sujet des orientations de la politique de l'administration Clinton. Elles devinrent particulièrement évidentes lorsque, au printemps 1995, l'accroissement des gestes d'intimidation envers les soldats de la FORPRONU par les Bosno-Serbes rendit de plus en plus probable un départ de la mission onusienne. Comme nous le verrons, cette conjecture confronta Clinton et son équipe à un difficile choix : tenir sa promesse de déployer des troupes américaines en Bosnie ou la rompre et ainsi ternir la réputation de l'administration et des États-Unis. Les réactions américaines aux épisodes de crise découlant de cette guerre durant l'année 1995 incarnèrent ce dilemme. Enfin, comme nous le verrons, les préoccupations de réputation se sont retrouvées au cœur des délibérations décisives après le massacre de Srebrenica et permirent la réorientation de la politique américaine en août 1995.

#### 5.1 Une réévaluation progressive des objectifs américains en Bosnie (janvier 1995)

À partir de 1995, « le prestige et l'autorité morale des États-Unis [...] avaient déjà été mis à mal par le massacre de civils innocents sur le continent » européen, note Nancy Soderberg (2005 : 78). Ce constat rétrospectif ne reflète pourtant pas la prudence caractéristique de l'approche à tâtons qui guidait toujours la politique de l'administration Clinton à l'égard du conflit au tout début de sa troisième année en poste. Par exemple, durant les premières semaines de janvier 1995, Walter Slocombe rédigea, au nom de William Perry et John Shalikashvili, un texte d'opinion visant à délégitimer la levée unilatérale de l'embargo sur les ventes d'armes en Bosnie proposée par le



leadership républicain du 104<sup>e</sup> Congrès<sup>189</sup>. Essentiellement, ce texte présentait la position de la Défense et des Chefs d'État-major selon qui une telle politique mènerait inévitablement à l'« américanisation » du conflit et éroderait grandement la capacité des États-Unis à assumer le leadership de l'alliance transatlantique. Le personnel du NSC prit connaissance du texte et proposa quelques révisions, dont la plus substantielle concernait la présentation de l'option d'une levée multilatérale de l'embargo. Ces commentaires illustrent notamment le souci sous-jacent pour la réputation des États-Unis que déclenchait chez les principaux décideurs l'approche unilatérale rejetée par l'administration : « La levée multilatérale n'est pas totalement sans risques et conséquences négatives. Cependant, contrairement à l'action unilatérale, ces risques et conséquences ne sont pas la seule responsabilité des États-Unis. Au contraire, ils sont partagés avec la communauté internationale. » (*Unilaterally Lifting the Arms Embargo on Bosnia...*, 1995) Les risques ainsi partagés, les conséquences néfastes pour les intérêts et la réputation des États-Unis seraient moindres, d'où la préférence assumée pour cette option emblématique de la volonté de contenir le conflit et d'éviter qu'il ne s'étende dans les Balkans et, surtout, que Washington en devienne un des principaux protagonistes.

Les pronostics pour un accord de paix basé sur le plan du Groupe de Contact étaient peu encourageants en ce début d'année 1995. Les efforts diplomatiques américains des premiers mois se concentrèrent donc sur une tentative de sauver les meubles en préservant, autant que possible, l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et en évitant le déclenchement d'une nouvelle guerre en Croatie. Avec la déroute du processus de paix à la fin 1994, les principaux décideurs avaient des raisons concrètes de craindre que la guerre puisse s'étendre dans la région, et ce même avant la fin du cessez-le-feu négocié par Jimmy Carter. Anthony Lake avisa le président Clinton, dans un mémorandum daté du 13 janvier 1995, que son homologue croate, Franjo Tuđman, s'apprêtait à annoncer qu'il n'autoriserait pas le renouvellement du mandat de la FORPRONU au-delà de son échéance du 31 mars (Lake, 1995b). Le comportement du dirigeant croate inquiétait particulièrement Lake. Les pressions du sous-secrétaire d'État responsable des affaires politiques,

---

<sup>189</sup> Initialement prévu pour publication dans un des grands quotidiens le 8 janvier 1995, ce texte ne semble pas avoir quitté les canaux de communications de l'appareil de sécurité nationale. Le NSC proposa, le 17 janvier, des modifications à la version initiale préparée par Slocombe. Lors d'une rencontre le 27 janvier, le comité des adjoints statua que ce texte d'opinion ne devrait pas être publié avant la visite de Haris Silajdžić, le premier ministre de la Bosnie, venu à Washington pour encourager la levée unilatérale de l'embargo. Voir : *Draft: Lifting the Arms Embargo on Bosnia...*, 1994; *Unilaterally Lifting the Arms Embargo on Bosnia...*, 1995; National Security Council, 1995a.

Peter Tarnoff, sur les envoyés spéciaux croates à Washington n'empêchèrent pas Tuđman de faire cette annonce. Le retrait de la mission onusienne de ce pays « déclencherait presque assurément une nouvelle guerre », selon Lake. Il soupçonnait Tuđman de vouloir reprendre le contrôle de la région de Krajina par la force. Le renseignement américain était persuadé que Slobodan Milošević interviendrait militairement pour venir en aide aux Serbes de Croatie, qui représentaient la grande majorité de la population de la région de Krajina. Lake signifia à Clinton qu'il fallait faire comprendre à Tuđman que son « pari hautement risqué » pourrait compromettre l'intégration de son pays à l'Occident. Cependant, il souligna que des pressions trop fortes sur Zagreb pourraient pousser Tuđman à forger une « alliance contre nature » avec Milošević pour qu'ils se divisent le territoire de la Bosnie-Herzégovine, un scénario catastrophique pour le pays. Partageant les inquiétudes de Lake à ce sujet, Bill Clinton griffonna « nous devons être très prudent » (Ibid) sur la première page du mémorandum. Force est de constater que la Maison-Blanche était à nouveau à la remorque des événements, sans ligne directrice pour y réagir.

Pour préserver l'intégrité territoriale de la Bosnie et éviter une expansion du conflit, l'administration Clinton étudia différents incitatifs, comme l'allègement des sanctions, visant à convaincre le président serbe Slobodan Milošević de reconnaître les frontières des anciennes républiques yougoslaves<sup>190</sup>. À partir du début février 1995, selon David Scheffer, autant les principaux décideurs que leurs adjoints « [...] avait abandonné l'idée de parvenir à un règlement négocié entre les Serbes de Bosnie et la Fédération croate musulmane. » (Scheffer, 2019 : 120)<sup>191</sup>. Lors d'une rencontre du forum décisionnel tenue le 7 février, les décideurs étudièrent des options en sens, incluant une proposition française pour une nouvelle initiative diplomatique : une conférence internationale promouvant la reconnaissance mutuelle de ces républiques qui viendrait

---

<sup>190</sup> Lors d'une rencontre tenue le 2 février, le comité des adjoints réaffirma que l'objectif de l'administration demeurait la reconnaissance mutuelle multilatérale entre belligérants au moment où la communauté du renseignement estimait que le duo Tuđman et Milošević se rapprochait de plus en plus d'un accord de reconnaissance bilatérale qui risquait de sacrifier l'intégrité territoriale de la Bosnie (National Security Council, 1995b; Schindler, 1995a). Pour inciter Milošević à emprunter la voie multilatérale, les adjoints décidèrent d'élaborer un plan d'allègement des sanctions dont Leon Fuerth, le conseiller pour la sécurité nationale du vice-président Gore, allait être le maître d'œuvre. Pour un résumé détaillé de cette rencontre du 2 février 1995, voir le compte rendu de David Scheffer (2019 : 117-21).

<sup>191</sup> Cette évaluation est confirmée par une note informative préparée par Norman Schindler (1995b) pour le directeur par intérim de la CIA en prévision de la rencontre du forum décisionnel du 7 février : « Maintenant que les officiels américains ont largement abandonné les efforts pour parvenir à un règlement négocié en Bosnie et en Croatie, ils ont décidé de se concentrer sur la reconnaissance de la Bosnie et de la Croatie par la Serbie, afin d'éviter l'éclatement des combats en Croatie. »

isoler les Serbes de Bosnie et de Krajina, permettant ainsi de démarrer un nouveau processus de négociation. Cette remise en cause du plan du Groupe de Contact par l'un de ses membres inquiétait les conseillers du président. Ces derniers souhaitaient que l'instance continue d'orienter l'ordre du jour des négociations, incluant celui d'une éventuelle conférence des dirigeants. Avec les échecs diplomatiques de 1994 frais en mémoire, les principaux décideurs conclurent qu'ils devaient maintenant assumer que la décision croate au sujet du mandat de la FORPRONU ne serait pas infirmée et appuyèrent le positionnement anticipé d'équipement de communication de l'OTAN pour aider militairement au retrait de la mission onusienne. Ils s'entendirent pour recommander au président Clinton d'étendre la promesse d'une participation américaine à une mission de l'alliance pour faciliter ce retrait au territoire de la Croatie. Reflétant leur pessimisme, les principaux décideurs discutèrent d'une « stratégie de long terme » advenant un nouveau revers diplomatique et la fin de la FORPRONU (Scheffer, 2019 : 115-16). Ils firent preuve d'un intérêt marqué pour des options visant à « [...] contenir le conflit au cas où les combats reprendraient, en insistant particulièrement sur le renforcement des forces en Macédoine pour empêcher l'extension de la guerre. » (National Security Council, 1995c) L'endiguement du conflit demeurait le principe directeur de la politique américaine en Bosnie. Parallèlement, l'administration Clinton se concentra sur la promotion de la reconnaissance mutuelle des États issus de l'implosion de la Yougoslavie, une avancée qui permettrait « d'altérer l'équation stratégique et d'éviter une nouvelle guerre en Croatie. » (National Security Council, 1995d) Les principaux décideurs s'entendirent sur un plan d'allègement des sanctions imposées à la Serbie pour inciter Milošević à reconnaître, de manière « authentique et sans équivoque », la souveraineté de la Bosnie, de la Croatie, de la Macédoine et de la Slovénie sur la base de leurs frontières reconnues par la communauté internationale. Parmi les conditions qu'ils adjoignirent à ce plan, les décideurs spécifièrent que Tuđman devait d'abord consentir au prolongement du mandat de la FORPRONU avant que l'administration tente de convaincre Milošević de reconnaître la souveraineté de la Croatie. En l'absence d'alternatives claires, l'approche à tâtons demeurait prédominante au sein du groupe décisionnel.

Pour autant, le besoin de réfléchir à une stratégie à plus long terme et l'appétit des membres de ce groupe pour une diversité d'options demeuraient bien présents. Le 21 février, ils mandatèrent le comité des adjoints de plancher sur une révision de la politique américaine à l'égard de la Bosnie. Pour cet exercice, les adjoints furent encouragés à étudier des scénarios permettant de délimiter les

choix auxquels seraient confrontés les décideurs dans les deux à trois prochains mois (National Security Council, 1995e). Le lendemain, ce comité se réunit pour évaluer les efforts du Groupe de Contact visant à favoriser la reconnaissance mutuelle des anciennes républiques yougoslaves, une proposition surnommée « plan B ». L'ambassadeur Robert Frasure déclara que l'offensive diplomatique articulée autour de cet objectif de reconnaissance diplomatique ne menait nulle part. Milošević s'était montré « faussement positif au sujet du plan B parce qu'il voulait avoir des discussions avec les États-Unis. » (Converse, 1995a; Scheffer, 2019 : 126-7) En réaction à son intervention, ses collègues mandatèrent Frasure d'aviser les autres membres du Groupe de Contact que les États-Unis étaient allés aussi loin qu'ils le pouvaient en matière d'allègement des sanctions et que le soutien américain au plan B était remis en cause (National Security Council, 1995f). Face à ce nouveau revers diplomatique, la révision de la politique commandée par les principaux décideurs s'avérait plus pertinente que jamais. Présidant cette réunion des adjoints, Samuel Berger énonça les principaux objectifs de l'exercice et demanda au groupe de travail interdépartemental sur la Bosnie de rédiger un rapport pour le 27 février<sup>192</sup>. Selon l'adjoint au conseiller pour la sécurité nationale, les circonstances avaient changé depuis l'automne 1994 et l'approche américaine à l'égard du conflit n'était plus cohérente avec les principaux objectifs de l'administration : « Si notre politique consistait à ne pas envoyer des soldats américains, nous ne semblons pas aller dans cette direction, car il y a une réelle possibilité que nous aidions le retrait de la FORPRONU. » (Ibid) L'engagement américain à l'égard des alliés pour un éventuel retrait de la mission onusienne transforma la manière dont les responsables de la formulation des politiques définissaient le problème de la guerre en Bosnie. Cette promesse augmenta drastiquement les probabilités que survienne un déploiement militaire américain. À la remorque des événements, les décideurs américains tardèrent à mettre à jour leur politique pour prendre acte des conséquences de cet engagement dont ils comprenaient encore mal les ramifications.

## 5.2 Révision de la politique en Bosnie (février et mars 1995)

La responsabilité d'élaborer de nouvelles options revint à Alexander Vershbow, qui eut finalement l'occasion de mener une réflexion sur la politique américaine en Bosnie semblable à celle qu'il envisageait avec Anthony Lake depuis la fin 1994. Vershbow prit pour point de départ des

---

<sup>192</sup> Voir les détails concernant le mandat de cet exercice de révision de la politique américaine en Bosnie : National Security Council, 1995f; Scheffer, 2019 : 126.

prévisions du renseignement au sujet des développements dans les Balkans au courant des trois prochains mois : une reprise des hostilités en Bosnie semblait inévitable et une extension du conflit à la Croatie tout à fait probable. Quant aux chances d'en arriver à un accord de paix, elles étaient considérées très minces, à moins qu'un acteur externe, comme l'ONU ou l'OTAN, ne soit prêt à lancer « une infusion massive de ressources économiques et militaires sur le long terme » (DCI Interagency Balkan Task Force, 1995), un scénario improbable au début 1995. S'appuyant sur ces conclusions<sup>193</sup>, Alexander Vershbow identifia « les principes fondamentaux guidant la politique » de l'administration et présenta une série d'options élaborées au nom du NSC dans un document daté du 27 février. Après la tragédie de Bihać et la débâcle subséquente de la politique de l'administration à la fin 1994, nota-t-il, « [...] nous avons consciemment déplacé l'accent sur le maintien de la cohésion de l'OTAN, reconnaissant que cela éroderait la crédibilité des États-Unis et de l'alliance et réduirait davantage notre levier de négociation. » (Vershbow, 1995a : 2) L'impact de ce choix sur l'image du pays était clair : « Le résultat a été des accusations d'insouciance et une érosion de la confiance envers le leadership des États-Unis sur d'autres enjeux. » Dans son évaluation des quatre options proposées<sup>194</sup> pour la direction de la politique américaine à l'égard de la Bosnie, Vershbow insista sur les conséquences potentielles pour l'image du pays qu'entraînerait le maintien du *statu quo* ou d'une transition vers la neutralité. En ce sens, la neutralité aurait des conséquences particulièrement néfastes, car l'administration Clinton ne parviendrait peut-être pas à « surmonter la tempête » des critiques nationales et internationales. De plus, on accuserait sans doute la Maison-Blanche d'« acquiescer à l'agression serbe, établissant un dangereux précédent pour l'avenir » (Ibid : 5). Donc, la réputation de détermination des États-Unis vis-à-vis les régimes perpétrant de telles atrocités souffrirait d'une telle politique. Parallèlement, une implication approfondie des États-Unis comportait aussi son lot de risques, notamment celui d'hériter de la

---

<sup>193</sup> À la demande des membres du forum décisionnel, qui souhaitaient obtenir un « calendrier de décisions » préparés pour refléter différents « scénarios alternatifs », un schéma fut joint au document de Vershbow. Celui-ci illustre différents développements anticipés advenant l'absence d'un règlement diplomatique du conflit, le retrait de la FORPRONU et un déploiement de l'OTAN et des États-Unis. Selon ce dernier scénario, jugé fort probable d'après les estimations du renseignement, des troupes américaines pourraient fouler le sol de la Bosnie à la fin mai ou au début juin 1995 (National Security Council, 1995g).

<sup>194</sup> Voici les quatre options présentées dans le document par Vershbow (1995a : 3-7) : «1. Continuer notre présente politique : avancer à tâtons tout en appuyant les Bosniaques [...] 2. Adopter une politique de neutralité envers les termes d'un accord et concentrer [nos efforts] sur l'endigement du conflit [...] 3. Endigement du conflit et Quarantaine à long terme de la Grande Serbie [...] 4. Engagement accru des États-Unis en appui aux Bosniaques et recourir à la pression militaire pour obliger les Serbes à accepter un accord de règlement du conflit [souligné dans l'original] ».

responsabilité de la guerre – « *Americanize the war* » – sans pour autant accélérer le règlement du conflit. Vershbow craignait qu'en recourant à la force pour faire pression sur les Bosno-Serbes afin qu'ils consentent à un accord de paix, les États-Unis fragiliseraient leur crédibilité autant sur le plan des relations avec leurs alliés que sur celui de la puissance militaire, risquant de s'empêtrer dans un conflit insoluble (Ibid : 6-7; Gans, 2019 : 131). En définitive, Alexander Vershbow dissimula sa préférence en faveur d'une approche musclée et ne formula aucune recommandation précise dans son document.

Cet exercice de révision n'eut pas d'effet immédiat sur la politique américaine en Bosnie. La transformation souhaitée par le responsable du groupe de travail interdépartemental et son patron, Anthony Lake, allait devoir attendre. Trop préoccupés par le sort de la mission onusienne en Croatie et un déploiement militaire anticipé de l'OTAN pour faciliter son éventuel retrait, les adjoints ne parvinrent pas à consacrer du temps à l'étude des options issues du processus de révision sous l'égide du NSC lors de leurs rencontres subséquentes, le 28 février et le 2 mars. Parallèlement, une proposition de William Perry, secrétaire à la Défense, et de Victor Comras, le chargé d'affaires américain en Macédoine, visant à accroître la présence militaire américaine dans le pays retint l'attention du renseignement. Contrairement à Perry et Comras, le renseignement estimait que la véritable menace en Macédoine provenait d'une potentielle instabilité interne et non pas d'une possible intervention serbe (Converse, 1995b). Au sein de l'appareil de sécurité nationale, plusieurs estimaient que la crédibilité des États-Unis était en jeu en Macédoine étant donné la participation américaine au déploiement de la FORPRONU dans ce pays et l'avertissement formulé par le président George H.W. Bush à Slobodan Milošević au sujet du Kosovo et de la Macédoine en décembre 1992. Pour ces raisons, la Défense proposait d'augmenter le nombre de troupes prenant part à la mission onusienne afin de faire la démonstration de la détermination de Washington à dissuader une éventuelle agression serbe. Dans une analyse datée du 8 mars et destinée au bureau du secrétaire à la Défense, Roger Z. George (1995), agent du renseignement national responsable de l'Europe, indiqua que la simple présence américaine en Macédoine avait un effet démonstratif plus important que la taille du déploiement<sup>195</sup>. Cet épisode nous rappelle que les préoccupations

---

<sup>195</sup> Dans ce document adressé à Joseph S. Nye Jr., l'assistant secrétaire à la défense responsable des affaires de sécurité internationale, George (1995) réaffirma que la véritable menace à la sécurité du pays ne provenait pas de la Serbie, mais plutôt du risque d'un soulèvement au Kosovo qui pourrait déclencher l'afflux massif de réfugiés albanais.

pour la réputation des États-Unis sont d'autant plus pertinentes dans les délibérations lorsque les soldats américains sont présents dans une région de conflit.

Au grand soulagement des principaux décideurs et de leurs adjoints, Franjo Tuđman consentit à reconduire le mandat de la FORPRONU en sol croate le 6 mars, après une rencontre avec Richard Holbrooke à Zagreb (National Security Council, 1995h)<sup>196</sup>. Au même moment, Anthony Lake recommanda au président Clinton d'autoriser la deuxième étape d'un déploiement anticipé des forces de l'OTAN, qui impliquait l'envoi de 450 soldats américains dans les Balkans, dont 320 en Croatie. Malgré les risques importants associés à un tel déploiement, Lake indiqua que les principaux décideurs considéraient que la participation des États-Unis enverrait le « bon signal au sujet du leadership américain au sein de l'OTAN » (National Security Council, 1995i). Il rappela aussi à Clinton que l'engagement déjà formulé envers l'OTAN rendrait un déploiement militaire américain d'une plus grande envergure inévitable advenant un retrait de la FORPRONU. Rappeler à Bill Clinton la nature contraignante de l'engagement majeur qu'il avait pris en décembre 1994 devint une tâche de plus en plus nécessaire pour ses conseillers au courant des mois qui suivirent, une preuve de l'évitement et de la procrastination caractéristiques de son approche décisionnelle.

Laissés sur la glace depuis la fin février, les fruits de l'exercice de révision de la politique américaine en Bosnie effectuée par Alexander Verhsbow furent enfin discutés au sein du forum décisionnel, le 17 mars. En prévision de la réunion, Vershbow prépara un document complémentaire résumant les différentes positions des adjoints et de leurs organisations au sujet des quatre options. D'emblée, un consensus émergea en défaveur des options les plus musclées, c'est-à-dire la quarantaine de la Serbie et l'engagement militaire accru des États-Unis en appui au gouvernement de Bosnie-Herzégovine pour faire pression sur les Bosno-Serbes et les obliger à consentir à un accord de paix. De plus, les adjoints souhaitaient tous éviter l'« américanisation du conflit ». Le Département d'État et le Bureau du Vice-Président exprimèrent leur appui à la poursuite de la présente politique d'appui aux musulmans de Bosnie jumelée à l'endiguement des violences, alors que la Défense privilégia le pivot vers une posture de neutralité. Cette divergence

---

<sup>196</sup> Richard Holbrooke plaça Tuđman devant un ultimatum : « S'il choisit la guerre, les États-Unis l'isoleront et commenceront une escalade de mesures pour couper les liens. S'il choisit la paix, il trouvera une coopération croissante de l'UE [Union européenne] et des États-Unis. » L'accord fut officialisé le 12 mars, lors d'une rencontre entre le vice-président à Al Gore et Tuđman à Copenhague (Converse, 1995c).

rappela que l'appui envers les musulmans de Bosnie s'érodait graduellement au sein de l'appareil de sécurité nationale américain (Schindler, 1995c). Vershbow exprima ses réserves quant à la poursuite de l'approche à tâtons qui, selon lui, négligeait la détermination des Bosniaques à poursuivre les combats. Il souligna qu'une escalade du conflit en Bosnie ferait sans contredit les manchettes. Une couverture médiatique plus importante des violences, souligna-t-il, pourrait se traduire par des pressions accrues du Congrès en faveur de la levée de l'embargo sur les armes. Encore une fois, Vershbow ne prit pas explicitement position en faveur d'une option musclée<sup>197</sup>. La conclusion du document traduit un pessimisme prémonitoire en soulignant que le pire scénario verrait les Bosno-Serbes répondre à une offensive bosniaque au printemps en s'attaquant aux zones de sécurité de l'est et en étranglant Sarajevo.

La rencontre du forum décisionnel du 17 mars fut l'une des « plus importantes de toute la guerre », selon David Scheffer (2019 : 134). Les principaux décideurs se rangèrent derrière leurs adjoints en appuyant le maintien du *statu quo* : « [...] compte tenu de notre influence limitée et de l'importance de maintenir la cohésion de l'OTAN, nous devrions poursuivre notre approche actuelle d'engagement diplomatique, d'approvisionnement en aide humanitaire, du maintien de la FORPRONU et des mesures visant à contenir le conflit. » (National Security Council, 1995j) Ils conclurent aussi qu'il était nécessaire de contenir la reprise des hostilités en encourageant les musulmans de Bosnie à faire preuve de « retenue », leur rappelant que Washington était toujours engagée dans la promotion d'une solution diplomatique qui préserverait l'intégrité territoriale du pays. De surcroît, les membres du groupe décisionnel exprimèrent leur volonté de restaurer la crédibilité des Nations unies et de l'OTAN afin de pouvoir dissuader les assauts des forces bosno-serbes contre les enclaves dans l'est de la Bosnie. La puissance de frappe aérienne de l'OTAN était vue comme la solution pour y parvenir, notamment pour assurer la livraison de l'aide humanitaire ou l'établissement et le respect de zones d'exclusion.

---

<sup>197</sup> Dans ce document, Vershbow (1995b) évoqua une option 4 amendée, qui s'appuyait sur une menace des États-Unis et de leurs alliés de forcer le retrait de la FORPRONU et de lever multilatéralement l'embargo sur les armes pour « brusquer » les Bosno-Serbes et les amener à négocier une sortie de crise inspirée du plan du Groupe de Contact. Cependant, il souligna les limites d'une telle option étant donné le piètre bilan des États-Unis et des autres pays membres de cette instance en matière de diplomatie coercitive vis-à-vis les Bosno-Serbes. La réputation de détermination de Washington, comme celles de ses alliés et partenaires, compliquaient la mise en œuvre de cette option agressive.



Le forum décisionnel demanda au groupe de travail interdépartemental de se pencher sur la question de la crédibilité de ces instances internationales d'ici la mi-avril. Anthony Lake résuma les principales conclusions de ces discussions à Bill Clinton, dans un mémorandum daté du 18 mars. Signifiant sa volonté de réaffirmer le leadership américain au sein de l'OTAN, Clinton approuva le déploiement de plus de 450 soldats pour la deuxième étape du plan de positionnement anticipé de l'alliance, même si les autorités militaires à Bruxelles n'en réclamaient maintenant qu'une vingtaine. Lake fit aussi une requête pour inscrire à l'agenda présidentiel une séance d'information au sujet du plan opérationnel de l'OTAN – OPLAN 40104 – qui précisait les modalités d'une éventuelle mission permettant le retrait de la FORPRONU. Le conseiller pour la sécurité nationale voulait que le président prenne la pleine mesure de l'engagement militaire annoncé à la fin de 1994, surtout que ses conseillers estimaient qu'un déploiement d'une telle envergure nécessiterait une autorisation formelle du Congrès en plus de fonds supplémentaires avalisés par les législateurs. Le fait que Bill Clinton fut seulement appelé à se prononcer sur ces deux « étapes minimalistes » à la suite d'un processus de révision de la politique américaine en Bosnie (Scheffer 2019 : 139) en dit long sur l'état d'esprit au sein du groupe décisionnel au début du printemps 1995. La paralysie affligeant la prise de décision que souhaitait rompre le tandem Lake-Vershbow après la débâcle de Bihać persista malgré leur exercice de révision de la politique américaine. L'approche à tâtons visant à endiguer les violences au sein des frontières de la Bosnie et éviter le déploiement de troupes américaines au sol demeura la ligne directrice de l'administration Clinton, en dépit des échecs répétés et des contradictions flagrantes de celle-ci. L'expiration à la fin avril du cessez-le-feu négocié par l'ancien président Jimmy Carter et la reprise des hostilités en mai allait pousser le groupe décisionnel vers un point de rupture.

### 5.3 Reprise des violences et inquiétudes croissantes pour le sort de la FORPRONU (avril 1995)

La FORPRONU subit des transformations importantes à la fin mars. En effet, le renouvellement du mandat de la mission onusienne en Croatie créa l'ONURC<sup>198</sup>, une mission distincte de celle en Bosnie-Herzégovine. L'administration Clinton tenta de convaincre la France et le Royaume-Uni de revigorer la FORPRONU en adoptant une posture « plus robuste » avant le renouvellement de son mandat le 31 mars (National Security Council, 1995k). À la mi-avril, la mission opérait

---

<sup>198</sup> L'Opération des Nations unies pour le rétablissement de la confiance. La mission en Macédoine se vit elle aussi attribuer un nouveau nom : Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU).

toujours sous un mandat d'impartialité sous l'égide du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Un document produit pour le compte des chefs d'État-major prit acte de ce blocage et suggéra d'utiliser la menace d'une levée unilatérale de l'embargo par le Congrès comme un levier pour renforcer la FORPRONU dans le cadre de son présent mandat (Roberti, 1995). Avec la résistance franco-britannique qui empêchait de contempler le passage de la mission sous l'égide du Chapitre VII<sup>199</sup>, des options plus réalistes furent étudiées. Ces propositions se concentrèrent sur la protection de Sarajevo, des aéroports de la capitale et de Tuzla, ainsi que des zones de sécurité et d'exclusion. Le déploiement d'une « force de réaction rapide » pourrait servir à ces fins et permettre de renforcer la FORPRONU, selon l'analyste des chefs d'état-major. Une proposition analogue allait revenir à l'avant-scène, à l'initiative de la France en juin, pour répondre à l'intimidation bosno-serbe de la force onusienne.

Les nouvelles sur le front diplomatique ne furent guère plus encourageantes en ce début de printemps 1995. Lors d'une rencontre à Belgrade le 11 avril, Slobodan Milošević rejeta catégoriquement la proposition du Groupe de Contact pour une reconnaissance diplomatique de la Bosnie et affirma que seule une suspension complète des sanctions imposées à son gouvernement pourrait lui permettre de convaincre les Bosno-Serbes de changer leur comportement (U.S. Embassy in Belgrade, 1995). Ce développement vint mettre fin aux minces espoirs d'une extension du cessez-le-feu au-delà de la fin du mois d'avril. Avec ce nouvel échec diplomatique, le Département d'État recommanda de conserver l'instance internationale « dans les boules à mites », afin de pouvoir s'en servir à nouveau lorsque les conditions le permettront. L'alternative – prétendre que le Groupe de Contact était « en vie et en bonne santé » – aurait des conséquences néfastes pour l'image des États-Unis : « Cela ne ferait qu'endommager notre crédibilité, tant dans la région qu'auprès du public et de la presse. » (U.S. State Department, 1995a) Les principaux décideurs partagèrent ce pessimisme lors d'une rencontre tenue le 14 avril : « [...] le Groupe de Contact approche sa fin utile à titre d'organe de négociation, mais nous devrions continuer de soutenir le plan du Groupe de Contact comme base d'un accord négocié [...] » (National Security Council, 1995). De manière plus conséquente, l'équipe décisionnelle choisit d'aller de l'avant avec

---

<sup>199</sup> Le sous-secrétaire à la Défense Walter Slocombe note que le désaccord au sujet du rôle que devrait jouer la FORPRONU dans la résolution du conflit en Bosnie fut une source croissante de tensions entre Washington, qui privilégiait une intervention militaire partielle aux musulmans de Bosnie, et ses alliés, qui souhaitaient maintenir la vocation humanitaire de la mission (Entretien avec W. Slocombe, 2022).

deux mesures visant à éliminer des failles dans le régime de sanctions : fermer la « porte arrière », c'est-à-dire le transit de matériel militaire et autres ressources en provenance de la Fédération de Yougoslavie destinés aux Serbes de Croatie par la frontière de la Croatie, et l'acheminement de pétrole à la Serbie-Monténégro par le territoire de l'Albanie<sup>200</sup>. Enfin, étant donné les difficultés de s'entendre avec les alliés sur des actions concrètes pour renforcer la FORPRONU, les décideurs consacrerent une bonne partie de cette réunion à discuter des progrès dans la planification d'une éventuelle mission de l'OTAN qui semblait de plus en plus inévitable.

Absent lors de la plupart des rencontres du forum décisionnel sur la Bosnie, Bill Clinton suivait malgré tout le conflit de près et faisait parfois parvenir des coupures de presse au NSC (Gans, 2019 : 131). Signe de son désespoir vis-à-vis le cul-de-sac diplomatique dans lequel se trouvait l'administration, le président Clinton partagea une copie d'un texte d'opinion du représentant démocrate Lee Hamilton (Indiana) publié par le *Washington Post*, le 16 avril<sup>201</sup>. Hamilton proposait d'imposer un ultimatum aux belligérants : en l'absence d'un cessez-le-feu ou d'un accord de paix à la fin du mandat actuel de la FORPRONU (30 novembre), les troupes de la mission onusienne quitteraient la Bosnie et la Croatie et seraient redéployées le long des frontières internationales de l'ex-Yougoslavie pour prévenir le débordement des violences. L'intérêt de Clinton pour cette proposition prouve qu'il n'était pas encore prêt à envisager une implication accrue des États-Unis et que sa priorité restait l'endigement de la violence pour éviter un débordement au-delà des Balkans.

Les principaux décideurs se réunirent le 28 avril pour faire le point sur la diplomatie, la montée des tensions à Sarajevo et le plan de retrait – OPLAN 40104 – piloté par l'OTAN. Ils autorisèrent le Département d'État à entamer un nouvel effort pour convaincre Milošević d'accorder une reconnaissance diplomatique à la Bosnie en échange d'un allègement partiel des sanctions, sous condition que les membres du Groupe de Contact resserrent l'étau sur la frontière avec la Serbie, comme ils l'avaient fait avec la « porte arrière » de la Croatie. De plus, ils dénoncèrent la « tentative d'étranglement » de la capitale par les forces bosno-serbes qui cherchaient à prendre le contrôle de

---

<sup>200</sup> Ces options furent initialement proposées par Leon Fuerth (1995) dans un mémorandum visant à repenser la mise en application des sanctions daté du 27 mars.

<sup>201</sup> Bill Clinton (1995a) inscrivit une note sur la copie du texte envoyée à Lake : « Tony – que penses-tu de ceci ? ».

l'aéroport de Sarajevo. Les principaux décideurs craignirent que l'ONU consente à cet affront bosno-serbe, ce qui « éroderait davantage la crédibilité » de l'institution, et exigèrent que des options militaires, sous l'autorité de l'OTAN, soient formulées pour une réouverture de l'aéroport (National Security Council, 1995m). Anthony Lake (1995c) profita de la rédaction d'un mémorandum résumant les grandes lignes de la rencontre du 28 avril au président Clinton pour l'informer des principales contributions attendues de la part des États-Unis pour le plan opérationnel 40104, tel que présentées par le Général Shalikashvili : « Le plan implique environ 70 000 soldats de l'OTAN, incluant 25 000 des États-Unis et coutera entre 1,5 et 2 milliards de dollars [...] ». Lake souligna à juste titre que de nombreuses questions au sujet de l'avenir de la politique américaine en Bosnie après un retrait de la FORPRONU demeuraient sans réponse, notamment en ce qui a trait à la réaction de l'OTAN à des attaques bosno-serbes contre les enclaves de l'est après le départ de l'ONU. Enfin, espérant calmer les ardeurs du Congrès au sujet de la levée unilatérale de l'embargo, les principaux décideurs statuèrent qu'ils devraient partager leurs inquiétudes avec les législateurs pour que ces derniers prennent acte de l'ampleur de l'opération de retrait et des dilemmes politiques et stratégiques sous-jacents.

Le mois d'avril 1995 se conclut avec plusieurs développements qui donnèrent un avant-goût des problèmes qui étaient sur le point de s'exacerber avec l'expiration du cessez-le-feu. Des désaccords entre la France et les États-Unis quant à la structure de commandement et l'étendue d'une éventuelle opération de l'OTAN pour extirper la FORPRONU vinrent compliquer le processus de planification. Ce nouvel imbroglio franco-américain motiva le report d'une séance d'information formelle sur le sujet pour Bill Clinton (DCI Interagency Balkan Task Force, 1995b; National Security Council, 1995m). Ajoutons à cela que les efforts pour rendre la mission onusienne plus robuste ne parvinrent pas à des résultats concrets. Pendant ce temps, les Casques bleus étaient la cible du « harcèlement accru » des forces bosno-serbes et l'ONU mit sur la glace le plan de déployé 6 500 soldats supplémentaires (DCI Interagency Balkan Task Force, 1995c). Avec l'expiration du cessez-le-feu le 30 avril et la reprise des combats à travers la Bosnie et en Croatie, la mission onusienne allait se retrouver au bord du gouffre. Les relations entre Washington et ses principaux alliés seraient à nouveau mises à rude épreuve, compliquant le maintien de l'unité de l'OTAN si chère à l'administration Clinton.

#### 5.4 La FORPRONU au bord du gouffre et le leadership américain solidement ébranlé (mai et juin 1995)

Le « retour de l'enfer », voilà comment Madeleine Albright se remémore la reprise des hostilités en Bosnie et en Croatie durant le mois de mai 1995 (Chollet 2005 : 8). Mettant en évidence le blocage du processus de paix et l'inefficacité de la diplomatie coercitive, la détérioration de la situation et l'éruption d'une nouvelle crise à Sarajevo poussèrent la FORPRONU au bord du gouffre. Un retrait de la mission onusienne devint de plus en plus probable dans un avenir rapproché, voire quasi inévitable avec la détérioration des conditions sur le terrain. Dès lors, les membres du groupe décisionnel furent confrontés à la réalité qu'environ 25 000 soldats américains devraient être déployés dans cet enfer, pour reprendre l'expression de Madeleine Albright. À la fois frustré et désespéré, Bill Clinton allait changer son approche pour tenter de dénouer l'impasse décisionnelle qui avait condamné son administration à l'inaction lors de la plus récente crise dans la capitale bosnienne, ou celles de Goražde et Bihać en 1994. Le processus interdépartemental de formulation des politiques n'était pas parvenu à surmonter les désaccords durant l'hiver 1995 (Gans, 2019 : 130), malgré une révision de la politique américaine en Bosnie en février et mars. La prise d'otages de la FORPRONU près de Sarajevo, jumelée aux pressions contradictoires exercées sur l'administration Clinton par les alliés, au premier chef par la France, et au niveau national, par un Congrès républicain récalcitrant, allait enfin sceller la faillite de l'approche à tâtons.

Au début mai, l'étude d'options pour libérer l'aéroport de Sarajevo mit en lumière des divisions profondes au sein de l'appareil de sécurité nationale. D'une part, la stratégie diplomatique proposée par le Département d'État recommandait de prendre des « mesures agressives et décisives », car l'aéroport était la clé pour maintenir la présence de la FORPRONU et éviter le déploiement de troupes américaines. D'autre part, la Défense prépara une série d'options pour reprendre le contrôle de l'aéroport, mais les militaires recommandèrent de ne pas employer la force face aux risques élevés accompagnant une telle intervention, surtout sans le concours de l'ONU et l'OTAN. Du côté de la diplomatie, l'ambassadeur Robert Frasure et ses homologues des pays membres du Groupe de Contact adoptèrent, le 12 mai, un plan d'accord à soumettre à Slobodan Milošević, après des tractations intenses au sujet du degré d'allègement des sanctions. L'objectif du plan était de convaincre le dirigeant serbe de reconnaître la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine. Le jour même, Frasure rédigea un mémorandum énumérant les détails de cet accord à l'attention de Warren

Christopher. En guise de conclusion, il formula une remarque qui s'avéra prophétique au cours des trois mois qui suivirent : « Nous devons toujours être conscients de la possibilité que nous jouions à des jeux de mots diplomatiques avec nous-mêmes pendant que la guerre devient incontrôlable. » (Frasure, 1995) Le 18 mai, Frasure rencontra Milošević à Belgrade pour lui soumettre le plan du Groupe de Contact, soit un allègement partiel des sanctions imposées à la Serbie en échange d'une reconnaissance diplomatique de la Bosnie et du resserrement de la frontière entre son territoire et ceux détenus par les Serbes en territoire bosnien. Milošević fit une contre-proposition au diplomate américain. Après une série d'allers-retours par câbles diplomatiques entre Washington et Frasure pour réagir aux demandes du dirigeant serbe, les principaux décideurs s'entendirent sur de nouvelles directives de négociations à l'attention du diplomate, lors d'une rencontre du forum décisionnel le 19 mai. Parmi les conditions imposées, ils réaffirmèrent que l'intégration de la Fédération de Yougoslavie à la communauté internationale demeurait conditionnelle à sa collaboration avec le Tribunal sur les crimes de guerre, grâce aux pressions de Madeleine Albright (Scheffer, 2019 : 161). Jugeant primordial que les individus ayant commis des atrocités durant cette guerre soient tenus responsables de leurs actions, l'ambassadrice aux Nations unies rappela à Lake que le président Clinton s'était engagé en ce sens et que la réputation du pays était en jeu : « [...] tout changement à notre politique annoncée exposera le président à des critiques considérables et va éroder notre crédibilité dans les négociations pour un accord de paix. » (Albright, 1995a) L'avenir de la FORPRONU fut l'autre sujet chaud discuté lors de la rencontre du forum décisionnel du 19 mai. Les principaux décideurs réaffirmèrent que « la rétention de la FORPRONU en Bosnie était d'une importance critique pour les intérêts américains. » (National Security Council, 1995n) Les principaux décideurs établirent que les États-Unis devaient militer auprès de la France et du Royaume-Uni en faveur d'une mise en application plus ferme du mandat de la mission onusienne. Toutefois, l'approche visant à « retrancher et revigorer » la mission, jugée plus réaliste pour obtenir l'appui des alliés selon une analyse du NSC (Vershbow et Drew, 1995), ne fut pas retenue par le groupe décisionnel à ce stade.

L'enjeu de la stratégie à adopter advenant le retrait de la FORPRONU, évoqué par Anthony Lake à la fin avril, resurgit au cœur des discussions lors d'une rencontre du forum décisionnel, le 23 mai. Trois documents furent préparés au préalable pour envisager différentes avenues à adopter si un tel scénario se matérialisait. La Défense affirma que l'OTAN devrait adopter une posture de neutralité,

limiter le recours à la force à l'autodéfense, ne pas s'engager à protéger les populations musulmanes, serbes ou croates et assumer un plein contrôle sur les unités de la FORPRONU que l'alliance devrait extraire (*Proposed US Policy Principles During NATO-Led UNPROFOR Withdrawal*, 1995). Le Département d'État, pour sa part, se concentra davantage sur le rôle que devraient assumer les États-Unis dans l'éventualité d'un retrait de la FORPRONU. La Maison-Blanche serait alors confrontée à d'intenses pressions législatives pour lever unilatéralement l'embargo. Les attentes envers Washington pour répondre par le biais de frappes aériennes aux affronts bosno-serbes seraient très élevées étant donné les positions prises par l'administration Clinton dans de telles situations depuis 1993 (U.S. State Department, 1995b). En d'autres mots, les déclarations américaines passées en faveur de frappes punitives avaient créé des attentes au sujet du comportement des États-Unis lorsqu'ils seraient libérés de la contrainte de la mission onusienne. Quant au NSC, Alexander Vershbow et Nelson Drew (1995) soulignèrent qu'il était plus facile de déterminer ce qu'il faudrait éviter que ce qu'il faudrait accomplir advenant un retrait de la FORPRONU : « [...] éviter de simplement remplacer l'ONU par des forces de l'OTAN et de ne pas pouvoir partir ; éviter que la débâcle du retrait mené par les États-Unis et l'OTAN ne soit présenté comme le précurseur d'un nettoyage ethnique brutal ; éviter la perte de crédibilité de l'OTAN dans la même mesure que celle de l'ONU. » De plus, la prudence était de mise même au stade de la préparation à l'OTAN d'un éventuel retrait, selon Vershbow et Drew, pour ne pas précipiter le départ de la FORPRONU.

Malgré les divergences qui se dégagent de ces analyses, les principaux décideurs s'entendirent sur une série de conclusions au sujet de la stratégie post-retrait de la FORPRONU, lors de la rencontre du forum décisionnel le 23 mai. Cette stratégie s'appuierait d'abord sur une levée multilatérale de l'embargo, mais aussi sur un soutien minimal en armes et en entraînement aux musulmans de Bosnie. Toutefois, aucun engagement formel de mener des frappes aériennes ne fut pris par l'administration Clinton. Ces mesures s'accompagneraient d'un maintien de la mission onusienne en Macédoine et un renforcement de la politique d'endiguement des violences aux territoires présentement contestés (National Security Council, 1995o). Le forum décisionnel prit acte des inquiétudes de la Défense au sujet des risques d'escalade qui découleraient d'un retrait, même limité, de la mission onusienne en Bosnie. Paradoxalement, la veille de cette rencontre, le Centre national de commandant militaire déclara que le plan 40104 de l'OTAN était « la moins pire

approche » pour gérer cet éventuel retrait. Les répercussions en termes de réputation pour les États-Unis sur le long terme étaient trop importantes pour ne pas venir en aide aux alliés américains dans une telle opération :

[...] l'avenir de l'OTAN en tant qu'alliance de référence en Europe et, en particulier, la position des États-Unis en tant que chef de file de l'OTAN et acteur central de la sécurité européenne, seront gravement compromis si nous refusons de jouer un rôle moteur dans ce cas. Si cette création se fait sans les États-Unis ou l'OTAN, nous sommes perdants. (National Military Command Center, 1995)

La résignation à devoir tenir la promesse de décembre 1994 prenait donc racine dans des préoccupations de réputation largement partagées au sein de l'appareil de sécurité nationale et du groupe décisionnel, comme le démontre l'analyse qui précède.

De nombreux incidents à la fin mai 1995 contribuèrent à une détérioration marquée de la situation sur le terrain. Ces développements augmentèrent drastiquement les risques d'un départ précipité de la mission onusienne. Les forces bosno-serbes transgressèrent les zones d'exclusion et bombardèrent la plupart des zones de sécurité, à l'exception de Zepa (Scheffer, 2019 : 164-5). À Tuzla le 25 mai, 71 personnes périrent à la suite de ces bombardements et pas moins de 240 furent blessées. Pour punir ces agressions, l'OTAN déclencha, avec l'accord du représentant des Nations unies Akashi, des frappes aériennes en territoire contrôlé par les Bosno-Serbes, notamment sur des dépôts de munitions près de Pale, les 25 et 26 mai. En réponse à cette démonstration de force de l'OTAN, les forces bosno-serbes prirent en otages environ 370 Casques bleus, dont certains furent enchaînés à des positions stratégiques pour dissuader l'alliance d'effectuer des frappes aériennes additionnelles.

Le diplomate John Menzies fit parvenir deux câbles de l'ambassade américaine à Sarajevo pour rendre compte du désarroi du commandant de la FORPRONU, le général britannique Rupert Smith. Ces communications permettent de prendre la mesure de la gravité de cet épisode de crise sécuritaire (Scheffer, 2019 : 164-6). Le 27 mai, Menzies rapporta que le Général Smith estimait que la mission onusienne était en complète déroute. Le commandant de la force onusienne avait besoin d'un chemin clair à suivre, et surtout, il cherchait à savoir si les États-Unis étaient prêts à combattre dans une guerre ou non. Le lendemain, Menzies nota que Smith jugeait qu'un



redéploiement ou une reconfiguration de la FORPRONU n'aiderait en rien et qu'il n'y avait pas de juste milieu entre l'abandon de la mission et l'engagement dans une guerre : « Soit nous combattons, soit nous ne combattons pas. » En définitive, Menzies rapporta le constat de désespoir de Rupert Smith, qui croyait que la mission de l'ONU en Bosnie était « essentiellement terminée » (U.S. Embassy in Sarajevo, 1995a; 1995b). Plus que jamais, le scénario tant redouté par l'administration Clinton semblait sur le point de survenir. Le président et les membres du groupe décisionnel étaient toujours à la recherche d'une manière mesurée de réagir à l'intimidation bosno-serbe des soldats de la FORPRONU.

Le 28 mai, les principaux décideurs se réunirent et statuèrent qu'ils n'exerceraient pas de pressions sur les alliés disposant de troupes au sol pour déclencher de nouvelles frappes sous l'autorité de l'OTAN. De plus, le groupe décisionnel constata que les événements des derniers jours pourraient précipiter le retrait de la FORPRONU, ou du moins un redéploiement des contingents présents dans certaines enclaves de l'est de la Bosnie. Bien qu'ils n'étaient pas favorables à ce dernier scénario, les principaux décideurs exprimèrent un consensus autour de l'idée que la réputation à titre d'allié fiable des États-Unis auprès des membres de l'OTAN était en jeu. Donc, l'administration devrait consentir à ce que des troupes américaines prennent part à une telle opération de redéploiement, pour préserver sa crédibilité et celle du pays. Anthony Lake présenta à l'écrit au président les conclusions de la plus récente rencontre des principaux décideurs au sujet de l'appui américain à un retrait ou à un éventuel redéploiement de la mission onusienne – pour renforcer les enclaves dans l'est du pays ou s'en extirper, si la situation devenait intenable. Bien qu'il énonçât une préférence envers le maintien de la présence de la mission onusienne dans ces enclaves, Lake (1995d) indiqua à Clinton que la Maison-Blanche devrait s'engager à appuyer militairement un retrait de celle-ci comme un prolongement de l'engagement américain envers le plan opérationnel 40104 de l'OTAN. « La crédibilité des États-Unis auprès des alliés de l'OTAN serait sérieusement endommagée si nous refusions une demande d'assistance pour extraire [leurs troupes – souligné dans l'original] », écrivit Lake. Sur le mémorandum, le président indiqua son appui au point de vue de Lake : « Je suis d'accord avec ce que vous avez exposé. » (Ibid) À l'occasion d'un discours à la cérémonie de graduation de l'Académie de l'armée de l'air à Colorado Springs le 31 mai, Bill Clinton annonça publiquement l'engagement américain à prendre part à une éventuelle mission de l'OTAN en soutien au retrait de la FORPRONU. Le passage sur la participation américaine à une

telle opération fut ajouté au texte à la recommandation d'Anthony Lake la veille de l'événement au Colorado<sup>202</sup>, après que le Secrétaire William Perry et le Général John Shalikashvili se rangèrent derrière les recommandations de son dernier mémorandum (Daalder, 2000 : 53).

La portion de l'allocution consacrée à la Bosnie fut interprétée à tort comme un changement de cap de la politique de l'administration par certains qui, vraisemblablement, ne prirent pas la pleine mesure de l'engagement établi auprès de l'OTAN en décembre 1994. Warren Christopher eut l'impression que le NSC avait joué dans son dos en insérant ces éléments dans le discours sans l'en aviser au préalable. Cette réaction s'explique en partie par une compréhension partielle de l'engagement américain à l'égard de l'OTAN de la part du secrétaire d'État, ainsi que sa préférence pour une « approche plus nuancée » que celle prévue par les planificateurs militaires de l'OTAN (*Dayton History Project Interview with W. Christopher*, 1996; Daalder, 2000 : 53). Dans ses mémoires, Christopher (1998 : 348) confirme qu'il croyait aussi que la crédibilité des États-Unis était en jeu : « J'estimais que ce serait une utilisation embarrassante et périlleuse des forces américaines, mais, d'un autre côté, ne pas tenir notre engagement ébranlerait notre crédibilité en tant que leader de l'Alliance. » Les réserves de Samuel Berger, le principal adjoint d'Anthony Lake et un ami proche de Clinton, furent aussi passées sous silence avant que l'ajout d'un passage sur la Bosnie au discours ne soit finalisé (Chollet, 2005 : 13-14; Daalder, 2000 : 53; Drew, 1996 : 247). En apparence consensuel si l'on se fie aux résumés des rencontres du forum décisionnel, cet engagement faisait l'objet d'inquiétudes croissantes. Alexander Vershbow souligne que des réticences importantes furent exprimées au sujet de la promesse américaine envers l'OTAN dans le système interdépartemental du NSC. Lorsque la possibilité d'un retrait de la FORPRONU devint réelle avec la crise des otages de la fin mai 1995, plusieurs craignirent que le déploiement de

---

<sup>202</sup> L'analyse des documents d'archives confirme que l'ajout de ce passage s'effectua dans les douze heures qui précédèrent l'intervention du président Clinton lors de la cérémonie de graduation de l'Académie de l'armée de l'air. Une version préalable du discours rédigé par Antony Blinken, le rédacteur en chef des discours de politique étrangère au NSC, et commentée par plusieurs membres du personnel du NSC, dont Anthony Lake, le 25 mai ne contient aucune mention de la Bosnie. Lake réclama l'ajout d'un passage sur la Bosnie dans ses commentaires sur une version datée du 29 mai, qui avait été annotée par Robert G. Bell, directeur de la politique de Défense et du contrôle des armements. Une version subséquente, datée du 30 mai, contient un passage sur la Bosnie, mais cet ajout n'évoque pas le scénario d'une participation américaine à une mission de l'OTAN pour le retrait de la FORPRONU. Quelques brouillons d'un ajout sur la Bosnie incluent des mentions de cette mission, mais elles sont beaucoup plus courtes que les trois paragraphes que l'on retrouve sur le sujet dans le discours prononcé par Bill Clinton, le 31 mai à Colorado Springs. Voir les différentes versions des brouillons annotés de ce discours : National Security Council, Speechwriting Office, 1995a; 1995b; 1995c.

troupes américaines n'engendre une confrontation non désirée avec les Bosno-Serbes (Entretien avec A. Vershbow, 2022). L'annonce du 31 mai créa une commotion parmi les conseillers politiques du président Clinton. Elle fut particulièrement mal reçue par Dick Morris, *consigliere* de Clinton, qui recommanda qu'il se rétracte. Traçant un parallèle entre les risques d'une telle opération et la guerre du Vietnam, Morris dit à Clinton « vous ne voulez pas être Lyndon Johnson », un président aux prises avec une guerre impopulaire, soulignant que 80% des Américains s'opposaient à l'envoi de troupes en Bosnie (Drew, 1996 : 245-7; Morris, 1999 : 253; Daalder, 2000 : 52-5; Harris, 2005 : 194-4). À la suggestion de Morris, Clinton présenta un portrait plus nuancé de l'engagement américain lors de son allocution radiophonique hebdomadaire, le 3 juin. Il qualifia alors le scénario d'une intervention de l'OTAN pour assister le retrait ou le redéploiement de la FORPRONU d'« éventualité lointaine, voire hautement improbable » (Clinton, 1995b). Faisant abstraction de l'état pitoyable de la mission onusienne, cet exercice de rhétorique ne calma pas les critiques des élus républicains du Congrès, qui continuèrent de réclamer des explications à la Maison-Blanche au sujet de l'engagement de Clinton auprès de l'OTAN (Boucher, David et Prémont, 2020 : 224). Les pressions législatives en faveur d'une levée unilatérale de l'embargo et de l'entraînement des forces musulmanes de Bosnie n'allèrent que s'accroître au cours des deux mois qui suivirent.

L'engagement américain à l'égard de l'OTAN quant à un éventuel retrait de la FORPRONU transforma donc profondément les priorités de la politique américaine en Bosnie, plaçant la cohésion et la crédibilité de l'alliance transatlantique au sommet de la liste. Néanmoins, le corollaire principal de cet engagement était que la réputation des États-Unis à titre d'allié et de leader de l'OTAN était maintenant en jeu. Pour préserver cette réputation, Washington devrait déployer plus de 20 000 soldats si la mission onusienne se retirait. Voilà la raison pour laquelle l'administration officialisa publiquement cet engagement à la fin mai 1995, selon Anthony Lake : « [...] nous l'avons fait, oui, pour le bien de notre crédibilité auprès de nos alliés de l'OTAN. » (Entretien avec A. Lake, 2022). Cependant, comme la plupart des conseillers de Bill Clinton, Lake était conscient que ce scénario était loin d'être optimal : « [...] les troupes américaines devraient aller en Bosnie pour secourir la FORPRONU, ce qui signifiait que nous y allions dans un contexte de défaite. Et personne ne voulait cela » (Chollet, 2005 : 9). Personne incluant Bill Clinton, qui, confronté aux conséquences néfastes de ce dossier pour son image, réclama activement de

nouvelles options et se montra de plus en plus ouvert à un éventuel recours à la force pour imposer un accord de paix aux Bosno-Serbes.

Non seulement la crise des otages rendit plus réelle aux yeux des décideurs américains l'éventualité d'un retrait de la FORPRONU, elle contribua aussi à faire dérailler l'effort diplomatique américain. L'ambassadeur Robert Frasure fut rappelé à Washington par l'administration Clinton, une décision prise par le forum décisionnel le 6 juin (National Security Council, 1995p). Il nota que Slobodan Milošević ressortit plus fort de cette crise et que le dirigeant serbe était bien conscient de cette situation (Chollet, 2005 : 8). Les États-Unis cédèrent alors le pas à Carl Bildt, le haut représentant de l'Union européenne pour la Bosnie-Herzégovine, qui allait ensuite assumer les fonctions de négociateur du Groupe de Contact (Leigh-Phippard, 1998 : 310). Robert Frasure craignait que Bildt ne soit pas en mesure de remplir le vide diplomatique laissé par le retrait américain des négociations. Il estimait que Milošević souhaitait d'abord et avant tout négocier avec les États-Unis et craignait que le dirigeant serbe « allait détrousser » Bildt, un néophyte à ses yeux (Chollet, 2005 : 8-9; Scheffer, 2019 : 171-3). Cet échec diplomatique fut également perçu comme ayant des effets néfastes pour l'image des États-Unis sur la scène internationale.

Une proposition audacieuse issue d'un partenariat franco-britannique vint offrir une nouvelle alternative à l'administration Clinton pour éviter le retrait de la FORPRONU. Le 27 mai, Jacques Chirac, le nouveau président français en poste depuis à peine dix jours, proposa à son homologue américain l'établissement d'une Force de Réaction Rapide (FRR) composée de quelques milliers de soldats lourdement armés ayant pour mandat de protéger la mission onusienne et l'aider dans le cas d'un éventuel redéploiement (Daalder, 2000 : 44-5). Particulièrement secoué par la prise en otage d'une centaine de soldats français par les forces bosno-serbes, Chirac présenta ainsi son plan à Clinton : « Si nous voulons rester, nous devons renforcer les capacités de la FORPRONU. Il faut changer sa mission, lui donner plus d'armes, consolider les forces dans des positions moins vulnérables, et les laisser se défendre. » (*Memorandums of Telephone Conversation: Telcon with President Jacques Chirac*, 1995a) N'ayant pas à fournir de troupes selon la proposition française, l'administration Clinton démontra un intérêt clair envers cet effort et accepta d'offrir un appui en termes d'équipements, de renseignement et un soutien aérien (National Security Council, 1995p). Cependant, la nécessité d'obtenir l'aval du Congrès pour débloquer les fonds nécessaires à financer cet appui compliqua la situation. En effet, la résistance des législateurs républicains représenta un

obstacle de taille pour la contribution américaine à la hauteur des attentes des alliés, soit le financement de 30% de la FRR (Chollet, 2005 : 15). Malgré tout, la proposition franco-britannique gagna l'appui des membres du Groupe de Contact et fut autorisée par le biais de la résolution 998 du Conseil de Sécurité de l'ONU, le 16 juin (Scheffer, 2019 : 169-77). Dans les semaines suivantes, 10 000 soldats – français, britanniques et néerlandais – furent déployés en Bosnie.

Tout juste avant le sommet du G7 à Halifax, le président Chirac visita la capitale fédérale américaine, le 14 juin. Le matin de la rencontre, Bill Clinton partagea sa frustration concernant le manque de leadership de son administration et l'absence d'une stratégie claire à l'égard de la Bosnie avec ses conseillers (Woodward, 1996 : 255; Chollet, 2005 :15). Lors d'une la rencontre bilatérale en après-midi dans le Bureau ovale, Bill Clinton et Jacques Chirac, accompagnés de leurs proches conseillers, discutèrent de l'épineuse question du financement de la FRR. Chirac pria son homologue américain d'appuyer la résolution autorisant la création de cette force afin d'envoyer un message d'unité en faveur du renforcement de la FORPRONU avant le sommet du G7. Bien que sympathique à cette idée, Clinton indiqua qu'il serait risqué d'appuyer la résolution sans obtenir l'autorisation du Congrès pour financer la FRR à hauteur de 30%. La réputation des États-Unis à titre d'allié fiable pourrait en souffrir : « Si nous votions demain, cela pourrait miner notre capacité à respecter la parole des États-Unis sur le financement de la Force de Réaction Rapide et causer plus de problèmes. [...] Si nous votions pour la [FRR] sans les consulter, il est presque certain qu'ils me refuseraient les fonds. » (*Memorandum of Conversation: Bilateral Meeting with President Jacques Chirac*, 1995) Chirac répondit que la situation en Bosnie exigeait un vote rapide, avec ou sans confirmation du financement américain. Warren Christopher insista sur la nécessité de consulter les leaders du Congrès et les présidents des commissions parlementaires responsables des appropriations budgétaires et des affaires étrangères, car toute action unilatérale de la Maison-Blanche « [...] garantirait presque l'échec de l'obtention du financement. » Bill Clinton critiqua les efforts législatifs du sénateur républicain Bob Dole pour lever l'embargo et affirma qu'il fallait le convaincre que l'appui américain à la FRR était un enjeu distinct. « Si nous jouons sur la question de l'honneur national, sur l'importance de ne pas voir nos gens capturés, nous avons une chance de le persuader », ajouta Clinton<sup>203</sup>. En référence au sommet du G7, Christopher affirma qu'il y avait

---

<sup>203</sup> Même si aucun soldat américain se trouvait parmi les otages de la FORPRONU, le président démocrate utilisa l'expression « nos gens capturés » puisqu'un pilote américain, le Capitaine Scott O'Grady, se retrouva en territoire

un « danger que la Bosnie détourne le sommet de Halifax ». Pour éviter ce scénario, il suggéra que Paris et Washington maintiennent un consensus sur la poursuite des activités de la FORPRONU, son renforcement grâce à la FRR et l'objectif d'un règlement diplomatique du conflit. Anticipant les critiques qui fuseraient si les États-Unis et ses alliés ne parlaient pas à l'unisson sur la Bosnie durant les prochains jours à Halifax, Bill Clinton demanda à Jacques Chirac de ne pas laisser transparaître les dissensions sur la place publique, car l'image des États-Unis en souffrait déjà :

La presse est pleine d'articles dans lesquels les Européens disent que les Américains sont faibles et divisés. J'essaie d'obtenir de l'argent pour la [FRR] et de faire ce que je peux pour que vous ayez davantage confiance [en nous]. Cette tâche sera plus difficile si des histoires provenant d'autres gouvernements critiquent notre position. (Ibid)

Chirac exprima son appui aux requêtes de Clinton et Christopher en affirmant qu'« il était mieux de dire la vérité. »

En soirée, après le souper qui couronna la visite de Chirac à Washington le 14 juin, le président et la première dame, Hillary Clinton, retrouvèrent Warren Christopher, Richard Holbrooke, Madeleine Albright et Samuel Berger sous le portique nord de la Maison-Blanche. Discutant à bâtons rompus de la Bosnie, les conseillers de Clinton réalisèrent qu'il ne saisissait toujours pas les implications de la promesse faite aux alliés de l'OTAN en décembre 1994. Holbrooke revint sur une séance de breffage menée par le NSC en début de journée et souligna qu'à travers cette promesse, les États-Unis s'étaient déjà engagés à déployer des troupes si la mission onusienne quittait le pays. Donc, l'administration « n'avait plus vraiment de flexibilité. » Le président réagit vivement : « Que voulez-vous dire? Je déciderai de la question des troupes le moment venu. » (Holbrooke : 1999 : 66). Richard Holbrooke répondit que le président pouvait effectivement revenir sur sa décision, mais que, pour l'instant, l'engagement pris au nom des États-Unis déclencherait un déploiement de troupes américaines – environ 20 000 – quasi automatiquement, si la FORPRONU pliait bagage. Incrédule, Bill Clinton se tourna vers Warren Christopher pour

---

contrôlé par les Bosno-Serbes après que son avion de chasse F-16 fut atteint par un missile sol-air, le 2 juin. Le 8 juin, une mission de secours impliquant 51 fusiliers marins, quatre hélicoptères et deux chasseurs permit de rapatrier O'Grady à bord du *USS Kearsarge*. Le président démocrate proposa à Chirac d'utiliser une approche analogue à celle évoquée pour Dole afin de convaincre le *speaker* de la Chambre, le représentant républicain Newt Gingrich (Géorgie), de ne pas bloquer le financement de la FRR : « Il sera très touché par l'argument concernant la protection de la fierté des forces françaises et britanniques... » (*Memorandum of Conversation: Bilateral Meeting with President Jacques Chirac*, 1995).

confirmer ce que disait Holbrooke. « C'est juste. C'est une affaire sérieuse. Nous devons en parler davantage », répondit le secrétaire d'État (Woodward, 1996 : 256-7). Christopher ajouta que le bris de cette promesse « endommagerait sévèrement le leadership des États-Unis en Europe » (Chollet, 2005 : 23). La conversation se termina abruptement. Bill Clinton sembla réaliser pour une première fois la véritable portée de l'engagement américain envers l'OTAN. Dans les jours qui suivirent, il affirma se sentir contraint par « une décision qu'il ne savait pas qu'il était en train de prendre » (Chollet, 2005 : 24). Le mécontentement du président démocrate au sujet de sa politique à l'égard de la Bosnie et des options que lui présentaient ses conseillers n'allait que croître davantage au courant des semaines suivantes.

Si Jacques Chirac donna l'impression qu'il était sur la même longueur d'onde que Bill Clinton au sujet de la Bosnie lors de sa visite à Washington, les choses se compliquèrent une fois que les dirigeants se retrouvèrent à Halifax pour le sommet du G7, du 15 au 17 juin. La performance diplomatique de celui que l'on surnommait le *bulldozer* durant ce sommet mit en évidence le contraste entre l'audace et l'activisme de la France et l'indécision des États-Unis, surtout lorsqu'il déclara publiquement que le « poste de leader du monde libre est vacant » (Chollet, 2005 : 16 Halberstam, 2000 : 305). Quant à Clinton, il confirma qu'il était toujours engagé à lever l'embargo si la FORPRONU quittait (Chollet 2005 : 16), donnant sans le vouloir raison à son homologue français. Particulièrement excédé par les répercussions négatives pour sa présidence du déficit de leadership des États-Unis sur l'enjeu de la Bosnie, Bill Clinton était prêt à évaluer de nouvelles options et à avaliser une refonte de sa politique à l'égard du conflit.

### 5.5 Commencer par la fin : redéfinir la politique américaine à l'égard de la Bosnie

Bill Clinton ne fut pas seul à ressentir de la frustration devant l'impasse dans laquelle se trouvait son administration en ce qui a trait à la Bosnie. Trois efforts de réflexion parallèles pour repenser la politique américaine à l'égard du conflit démarrèrent au sein de l'appareil de sécurité nationale. À l'initiative de Strobe Talbott, le secrétaire d'État adjoint et un ami de longue date du président, un groupe de hauts fonctionnaires du Département d'État commença à se réunir pour discuter de l'état de la politique américaine vis-à-vis de la guerre en Bosnie à la fin du printemps et au début de l'été 1995. Lors d'une réunion au domicile de Talbott le 20 juin, ce groupe évalua trois options élaborées sur la base de leurs discussions préalables : une pression accrue sur les Bosno-Serbes

impliquant le recours à « tous les moyens nécessaires », la poursuite de l'approche à tâtons, et un « retrait accéléré » de l'implication américaine (Chollet, 2005 : 18). Le groupe conclut que le maintien du *statu quo* était la moins pire des solutions. En désaccord avec ce constat, Jim Steinberg, le directeur de la planification des politiques du Département d'État, rédigea un mémorandum proposant un sommet présidentiel qui réunirait les dirigeants de la Bosnie, de la Croatie et de la Serbie afin d'établir les paramètres des négociations de paix entre les musulmans et les Bosno-Serbes. De plus, un allègement des sanctions imposées à Belgrade serait proposé à Slobodan Milošević pour qu'il participe à ce nouvel effort de paix (Daalder, 2000 : 96). Robert Frasure, qui avait recommandé une politique d'endiguement qui précipiterait le retrait de la FORPRONU afin de restreindre autant que possible la durée et l'étendue d'un déploiement de militaires américains en Bosnie, se rangea derrière la proposition de Steinberg. « Nous avons probablement encore un lancer de dés diplomatiques » (Chollet, 2005 : 22), écrivit Frasure dans un mémorandum de synthèse dont les idées principales furent présentées au président Clinton le 6 juillet en soirée par le biais d'une note signée par Warren Christopher (Daalder, 2000 : 98; Chollet, 2005 : 22). Si elle s'avérait fructueuse, une telle approche permettrait d'éviter l'envoi de troupes américaines pour participer à la mise en œuvre du plan opérationnel 40104 de l'OTAN, une éventualité que Christopher et son équipe voulaient à tout prix éviter (*Dayton History Project Interview with W. Christopher*, 1996 : 10). Clinton était aussi de cet avis, si l'on se fie à la discussion qu'il eut avec ses conseillers sur ce sujet sous le portique nord de la Maison-Blanche, le 14 juin.

Une deuxième proposition fut mise de l'avant par Madeleine Albright dans un mémorandum intitulé *Elements for a New Strategy* qu'elle distribua aux principaux décideurs alors réunis avec le président pour discuter du financement de la FRR, le 21 juin. L'ambassadrice aux Nations unies proposa de saisir l'opportunité que représentait la participation américaine au retrait de la FORPRONU pour assumer un plus grand leadership au sein de l'alliance transatlantique. Les États-Unis pourraient dès lors revenir à la charge avec une proposition visant à lever l'embargo sur les ventes d'armes aux musulmans de Bosnie et à les appuyer grâce à des frappes aériennes contre les forces bosno-serbes (Chollet, 2005 : 19). Plutôt qu'une fatalité, la fin de mission onusienne représentait, selon Albright, une solution pour surmonter le dilemme qui paralysait l'administration Clinton depuis plus de deux ans. Une fois les troupes britanniques et françaises parties, les alliés ne s'opposeraient plus à une telle proposition musclée. Celle-ci était d'autant plus nécessaire car,



la réticence de Washington à assumer un rôle plus actif en Bosnie était en train de « détruire » la crédibilité des États-Unis, d'après Albright (Daalder, 2000 : 93). Voilà la principale justification qu'elle invoqua pour convaincre ses collègues et le président d'adopter sa proposition. Cette guerre « faisait ombre à tout ce que l'administration Clinton faisait », dit-elle un an plus tard. Albright était persuadée que l'inaction américaine au sujet de la Bosnie aurait des impacts sur d'autres enjeux prioritaires pour l'administration : « Donc, lorsque le leadership des États-Unis est remis en cause dans une région, cela affecte notre leadership dans d'autres [régions]. » (*Dayton History Project Interview with Madeleine Albright*, 1996 : 98) Le document d'Albright piqua la curiosité de plusieurs, au premier chef Bill Clinton, qui démontra un intérêt pour la direction proposée par l'ambassadrice, et stimula les discussions au sein de l'appareil de sécurité nationale (Daalder, 2000 : 93-4; Chollet, 2005 : 19). Dans l'immédiat, il força Anthony Lake et son équipe du NSC à redoubler d'ardeur dans la préparation de leur propre proposition.

Ce troisième effort de réflexion sur la politique américaine en Bosnie émergea de la frustration et du désespoir partagés par Anthony Lake et Alexander Vershbow dans la foulée de la chute de Bihac à la fin de 1994 (Gans 2019 : 128). Le conseiller pour la sécurité nationale souhaitait rompre avec la posture essentiellement réactive de l'administration Clinton qui avait dicté la politique américaine en Bosnie depuis le 1993. Au contraire, il privilégia une réflexion axée sur les objectifs à atteindre à plus long terme, une perspective prospective qu'il qualifiait de « *blue-sky thinking* » (Gans, 2019 : 132). Au moment où le Département d'État et l'ambassadrice aux Nations unies soumièrent le fruit de leurs efforts de réflexion respectifs pour considération au président et aux principaux décideurs, ce groupe travaillait d'arrache-pied pour formuler une stratégie qui permettrait d'identifier une sortie de crise souhaitable et un chemin concret pour y parvenir (Halberstam, 2000 : 312). Or, ces deux autres propositions vinrent accentuer le sentiment d'urgence qui animait déjà l'équipe du NSC.

Constatant qu'il risquait de perdre le contrôle du processus de formulation des politiques sur le dossier de la Bosnie (Chollet, 2005 : 19-20), Anthony Lake changea son approche et cessa d'aspirer à remplir ses fonctions tel un « honnête courtier » engagé à représenter le plus fidèlement possible les points de vue des autres conseillers et organisations de l'appareil de sécurité nationale. (Burke, 2009 : 340-6; David, 2015 : 744-5; Barthe et David, 2004 : 13). C'est à partir de ce moment qu'il assumait pleinement le rôle d'entrepreneur décisionnel mobilisant les ressources institutionnelles du

NSC et utilisant son accès privilégié au président pour garantir l'adoption d'une nouvelle politique à l'égard de la guerre en Bosnie (Daalder, 2000 : 171-2; Rothkopf, 2005 : 364-8; Boucher, David et Prémont, 2020 : 209-12). Dans un document visant à préparer les discussions de la rencontre de l'équipe de politique étrangère du président du 21 juin, le NSC exprima la nécessité de réfléchir à une stratégie à plus long terme en énonçant une série de questions dont plusieurs portaient sur la marche à suivre advenant le retrait de la FORPRONU (Lake, 1995e). Le 24 juin, Lake convoqua Sandy Berger, Alexander Vershbow, Nelson Drew et Peter Bass dans son bureau de l'aile ouest de la Maison-Blanche. « Commençons à penser à cet enjeu à partir de la fin » souhaitée, ordonna Lake à son équipe (Gans, 2019 : 132; Boucher, David et Prémont, 2020 : 225). Dans les semaines suivantes, ce groupe travailla avec ardeur à l'élaboration des propositions du NSC. Il fut élargi pour inclure Leon Fuerth (Converse, 1995d) et Peter Tarnoff (Lake, 2006, 146). Le défi était de taille pour l'équipe réunie par Lake, puisque la gestion quotidienne des événements en Bosnie dominait les discussions au sein de l'administration, compliquant ainsi la mise à l'ordre du jour d'une proposition impliquant une planification stratégique s'étalant sur les mois à venir (Lake, 2006 : 145-147). Pour y parvenir, Lake révisa son approche du processus de formulation des politiques afin de surmonter les écueils bureaucratiques et briser l'impasse décisionnelle :

À un moment donné, nous devons essayer de résoudre ce problème. Et pourquoi pas maintenant ? Et envisager cela de manière stratégique pour énoncer la finalité souhaitée [*endgame*]. Le Département d'État principalement, mais aussi le Pentagone, lors des réunions interagences, continua à insister sur les problèmes immédiats auxquels nous étions confrontés. [...] C'était extrêmement frustrant et c'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai changé l'orientation de ce qui serait le processus habituel, à savoir des documents rédigés par toutes les agences et une réunion du comité des adjoints, puis du comité des principaux des décideurs, et enfin des options présentées, ou une recommandation unanime ou différentes recommandations au président. [...] Je l'ai changé au profit de petits déjeuners informels que je prenais avec les membres clés du Conseil pour la sécurité nationale [NSC], où nous pouvions discuter de manière libre sans lire les notes de synthèse bureaucratiques que nous avons. (Entretien avec A. Lake, 2022)

Le conseiller pour la sécurité nationale informa promptement Bill Clinton de sa volonté de repenser la politique de l'administration et ce dernier l'encouragea à mettre sur papier ses idées et à lui proposer une stratégie concrète pour mettre un terme à la guerre en Bosnie. Lake rétorqua qu'il y avait des risques élevés associés à une stratégie qui impliquerait inévitablement le déploiement de troupes américaines au sol. Jusqu'à ce moment, Clinton s'était tenu à l'écart du processus de

formulation des politiques. Lake savait que pour réussir à réorienter la politique de l'administration à l'égard de la Bosnie, il devait pouvoir compter sur le soutien du président (Woodward, 1996 : 258; Daalder, 2000 : 95 & 98; Boucher, David et Prémont, 2020 : 225-6). Il était donc impératif de le tenir informé régulièrement des progrès du travail de l'équipe du NSC, mais aussi de lui faire comprendre qu'il était dans son intérêt de promouvoir une telle initiative. « C'est un cancer qui afflige votre politique étrangère », avait à plusieurs occasions dit Lake à Clinton pour le presser d'agir (Anthony Lake Oral History, 2002; Entretien avec A. Lake, 2022). Depuis le début de l'année 1995, et particulièrement dans la foulée de la visite de Jacques Chirac à Washington, Bill Clinton se montra de plus en plus sensible aux commentaires de cet ordre, craignant que la guerre en Bosnie n'entache le bilan de son administration et ne mine sa présidence et ses chances de décrocher un second mandat lors des élections présidentielles de 1996. Au début juillet, l'horreur des exactions commises par les forces bosno-serbes à Srebrenica, longtemps perçue comme l'enclave la plus vulnérable par le renseignement américain (DCI Interagency Balkan Task Force, 1995d)<sup>204</sup>, magnifia les inquiétudes du président et contribua à réunir les conditions propices à une réorientation de la politique américaine à l'égard du conflit.

## 5.6 Srebrenica : le tournant du conflit (juillet 1995)

Sous les ordres du Général Ratko Mladić, les forces bosno-serbes lancèrent une offensive contre la zone protégée de Srebrenica, le 6 juillet. Elles parvinrent à prendre contrôle de l'enclave le 11 juillet. Débordés par cette offensive, les soldats d'un bataillon néerlandais de la FORPRONU chargés de protéger la population dans la région de Srebrenica abandonnèrent promptement leurs positions. Fuyant l'assaut bosno-serbe à pied, environ 8 000 hommes et garçons musulmans furent tués par les troupes de Mladić entre le 11 et le 16 juillet. Il s'agissait de l'incident le plus meurtrier en sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale (Burg et Shoup, 1999 : 325). De plus, 20 000 réfugiés furent forcés de quitter l'enclave. Bien que des images des horreurs de Srebrenica furent rapidement diffusées et choquèrent les dirigeants et les opinions publiques à travers le monde, on ne commença à prendre la mesure de la véritable ampleur du massacre que quelques semaines plus tard lorsque des images satellites permirent de découvrir des fosses communes qu'avaient tentées

---

<sup>204</sup> Le renseignement américain aurait, selon certains, négligé l'ampleur de la menace qui pesait sur l'enclave de Srebrenica. L'enjeu aurait, au printemps 1995, chuté dans la liste de priorités des analystes de la CIA (de Graaff et Wiebes, 2014: 164).

de dissimuler les Bosno-Serbes (Daalder, 2000 : 67-8). Malgré tout, cet événement permit de surmonter le blocage interallié à l'OTAN et de dénouer l'impasse décisionnelle au sein de l'administration Clinton qui avaient jusqu'alors empêché l'adoption d'une réponse musclée de la part de Washington.

L'équipe de sécurité nationale de Bill Clinton tarda à réagir à cet incident. Deux réunions du comité des adjoints, les 11 et 12 juillet, portèrent spécifiquement sur la situation de la zone protégée de Srebrenica (Scheffer, 2019 : 180-3). Le résumé des conclusions de ces deux rencontres permet de prendre le pouls de l'appareil de sécurité nationale pendant cet épisode de crise. La priorité des adjoints demeurait de prévenir l'effondrement précipité de la FORPRONU. Il incombait donc de réaffirmer sa capacité à mener à bien ses missions humanitaires et de protection des populations afin de prévenir des attaques subséquentes contre les autres zones protégées et un nouvel étranglement de Sarajevo. Un retrait de la FORPRONU dans telles circonstances serait « perçu comme une défaite pour l'ONU, l'OTAN et nos alliés » (National Security Council. 1995q), selon le comité des adjoints. Enfin, parmi les actions immédiates à prendre, ils priorisèrent un appui à la résolution française au Conseil de Sécurité visant à utiliser « toutes les ressources nécessaires pour restaurer la zone protégée de Srebrenica », même s'ils estimaient que la mission onusienne ne disposait pas de la puissance militaire pour y parvenir. De plus, les adjoints s'entendirent sur la nécessité « d'envoyer un signal clair quant à la détermination des États-Unis à soutenir le maintien de la FORPRONU, qui constitue la meilleure option disponible pour résoudre la crise avant [l'éclatement d'] une guerre majeure dans les Balkans. » Au-delà de l'épisode de crise actuel, ils s'inquiétaient du sort des autres enclaves de l'est de la Bosnie, particulièrement celle de Goražde où ils estimaient que la crédibilité de l'OTAN était en jeu<sup>205</sup>, puisque l'alliance était engagée à faire respecter la zone d'exclusion d'armes lourdes.

Après avoir été mis au courant des délibérations du comité des adjoints par Lake, Bill Clinton discuta de la situation à Srebrenica par téléphone avec Jacques Chirac, le 13 juillet. L'échange entre

---

<sup>205</sup> Ce point de vue ne faisait pas l'unanimité. En effet, certains, comme Walter Slocombe de la Défense, estimaient que la perte des enclaves de l'est, incluant Goražde, pourrait être un développement positif pour la mission onusienne, qui aurait alors plus de facilité à « établir une présence plus défendable et crédible au cœur de la Bosnie ». Ils croyaient même qu'en évacuant ainsi l'épineuse question du sort de ces enclaves, la conclusion d'un accord de paix négocié deviendrait plus probable (Schindler, 1995d).

les deux dirigeants fut particulièrement houleux. Le président français implora Clinton de se ranger derrière son plan visant à reprendre Srebrenica par la force et à protéger les enclaves de Žepa et Goražde. Deux choix s'offraient à eux : soit ils déclenchaient une intervention militaire conjointe pour sauver ces trois enclaves ou soit ils ne faisaient rien. Chirac tenta de convaincre Clinton en insinuant que la seconde option aurait de graves conséquences pour la réputation de Washington : « [...] La question est de savoir si les États-Unis sont prêts à coopérer dans la lutte contre le nettoyage ethnique, ou si nous restons assis et laissons ces gens se battre entre eux et nous rentrons chez nous. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être complices ! » (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Jacques Chirac, 1995b*) Peu enthousiaste face à la proposition de son homologue français, Bill Clinton souligna que Goražde était, parmi les trois enclaves, la plus importante en termes de taille et de symbole. Cependant, avant de s'engager à la défendre, le président démocrate indiqua qu'il était impératif de clarifier les règles d'engagement des forces de l'OTAN, surtout en ce qui a trait au déclenchement de frappes aériennes « pour infliger une souffrance réelle aux Serbes ». En plus de l'inaction de l'alliance, Bill Clinton s'inquiétait de la volonté de combattre des musulmans de Bosnie après la débâcle de Srebrenica :

Ils [les Bosno-Serbes] ont pris Srebrenica et l'ont eu gratuitement. On ne les a même pas bombardés. Nous devrions augmenter le prix, et même frapper Pale. J'ai fait valoir que nous devrions permettre à l'OTAN de prendre des mesures plus sévères, mais cela n'a pas été le cas. Si nous entrons en guerre pour défendre les Bosniaques, ils doivent être prêts à se défendre eux-mêmes. C'est ce qui m'inquiète. (Ibid)

Le 14 juillet, les principaux décideurs discutèrent à leur tour de l'assaut bosno-serbe sur Srebrenica. Ils exprimèrent un appui timide à la proposition française de déployer la FRR pour défendre Goražde avec l'appui d'hélicoptères américains. Pas question pour les États-Unis de mener les forces alliées pour « prendre position à Gorazde ». Cependant, Washington appuierait un tel effort si ces derniers et le gouvernement de Bosnie l'initiaient, à certaines conditions. Le comité des principaux décideurs mandata le Général Shalikashvili de se rendre à Londres pour faire part à ses homologues des conditions américaines, au premier chef de la nécessité d'abroger la clause de la double clé afin que l'OTAN puisse mener des frappes aériennes sans devoir obtenir l'accord préalable de l'ONU. Selon eux, le recours à la puissance aérienne de l'alliance était essentiel pour protéger Goražde et Sarajevo, de même que pour permettre à la FRR d'ouvrir un corridor terrestre reliant l'enclave et la capitale bosnienne. Anthony Lake (1995f) informa Bill Clinton de ces

décisions et souligna que l'équipe de politique étrangère travaillait activement pour tenter d'atténuer les effets de la résolution visant à lever unilatéralement l'embargo que venait de proposer au Sénat le leader de la majorité républicaine Bob Dole. Alors qu'ils jugeaient les solutions émanant des alliés et de la législature fédérale « sous optimales », les principaux décideurs privilégiaient la menace des frappes aériennes pour faire respecter la zone d'exclusion autour de Gorazde, une approche qui avait pourtant montré ses limites au printemps 1994 dans cette même enclave.

Insatisfait du manque d'options que lui proposait son équipe de politique étrangère, le président démocrate se mit en colère pendant qu'il exerçait son coup d'approche sur le vert du terrain de golf de la Maison-Blanche. « Je me fais rouler dans la farine [*I'm getting creamed*] » se plaignit Bill Clinton à Sandy Berger, Nancy Soderberg et au secrétaire de presse Mike McCurry (Woodward, 1996 : 260; Daalder, 2000 : 80; Halberstam, 2000 : 316; Power : 2002 : 436-7). Il était particulièrement inquiet des conséquences de cet événement pour l'image de la puissance américaine, comme le souligne Nigel Hamilton (2007 : 492) : « Jurant de frustration, le président a ressassé, pendant trois quarts d'heure, l'humiliation de la mission de maintien de la paix de l'ONU, et les dommages qu'elle causait au prestige américain en tant que dernière superpuissance du monde. » Berger et Soderberg tentèrent de le rassurer en lui disant que le personnel du NSC travaillait d'arrache-pied sur la nouvelle stratégie dont lui parlait régulièrement Anthony Lake, mais il estimait que ce processus ne progressait « pas assez rapidement » (Gans, 2019 : 133). Excédé par les conséquences néfastes de ce dossier pour la réputation des États-Unis, de son administration et la sienne à titre de dirigeant, Bill Clinton cherchait désespérément une solution qui viendrait renverser cette tendance.

Le président n'était pas le seul à être profondément troublé par les événements du début de juillet 1995. Les horreurs de Srebrenica eurent l'effet d'une « décharge électrique » sur l'administration Clinton (Dumbrell, 2009 : 86; Hansen, 2006 : 29). Frustration et sentiment d'impuissance animèrent les décideurs qui choisirent enfin de « briser le moule » qui avait guidé la politique américaine en Bosnie pendant plus de deux ans et demi, selon Strobe Talbott (*Dayton History Project Interview with Strobe Talbott*, 1996 : 4). Même Warren Christopher, qui favorisait encore à ce moment l'endiguement des violences au frontière de la Bosnie, conclut que Srebrenica changea l'état d'esprit du groupe décisionnel : « [...] les événements dramatiques de Srebrenica nous ont

fait dire que, quel qu'en soit le prix, quelle que soit la colère de nos alliés, nous ne pouvions plus dépendre d'eux, que nous allions y arriver avec ou sans eux. » (*Warren Christopher and Strobe Talbott Oral History*, 2002) Les alliés, particulièrement la France et le Royaume-Uni, furent aussi troublés par les exactions commises par les forces serbes et l'humiliation de la FORPRONU. L'incapacité de l'alliance transatlantique à prévenir cette violence génocidaire en Bosnie remit en cause la crédibilité de l'alliance (Entretien avec W. Slocombe, 2022). Pour Anthony Lake, qui pilotait une révision de la politique américaine à l'égard du conflit, ces atrocités largement médiatisées renforcèrent la position de ceux qui réclamaient depuis un moment déjà une approche plus proactive et musclée. « Horrifié et frustré » (Entretien avec A. Lake, 2022), le conseiller pour la sécurité nationale entama une réorientation de la politique de l'administration Clinton en présentant sa nouvelle stratégie à ses collègues.

### 5.7 La stratégie de « fin de partie » (août 1995)

C'est le 17 juillet durant un déjeuner réunissant Albright, Christopher et Perry que Lake présenta pour la première fois sa stratégie de fin de partie pour le conflit en Bosnie aux principaux décideurs (*Bosnia Endgame Strategy*, 1995). Afin de faire pressions sur ceux-ci, particulièrement sur les secrétaires d'État et de la Défense qui favorisaient encore une approche réactive basée sur la gestion quotidienne des événements, Lake informa Bill Clinton au préalable du contenu de stratégie. À la demande du conseiller pour la sécurité nationale, Clinton entra dans le bureau à la fin de la rencontre pour encourager le développement d'une nouvelle approche (Entretien avec A. Lake, 2022). Le président justifia son appétit pour un changement de cap en évoquant les conséquences négatives de la présente situation pour l'image projetée par Washington : « Cette politique cause d'énormes dommages aux États-Unis et à notre position dans le monde. Nous avons l'air faibles. » (Daalder, 2000 : 101). Clinton évoqua même la fameuse métaphore du cancer qui rongait la politique étrangère de son administration, selon Vershbow qui assista à la rencontre du 17 juillet (Entretien avec A. Vershbow, 2022). Après la présentation du document stratégique du NSC, Albright et Lake discutèrent de l'importance de l'enjeu pour la présidence Clinton, comme le rapporte Bob Woodward :

“Nous devons aborder cet enjeu au-delà de la Bosnie,” dit Albright. “Je suis contente que le président voit cela en termes de la puissance américaine dans le monde.

“Oui,” dit Lake, “c’est plus grand que la Bosnie. La Bosnie est devenue le symbole de la politique étrangère des États-Unis. (Woodward, 1996 : 262)

Le vice-président Al Gore exprima son désarroi quant à la politique de l’administration lors d’une rencontre portant sur la politique étrangère dans le Bureau ovale le 18 juillet. En réaction à un reportage sur une jeune femme qui s’était pendue dans un camp de réfugié près de Srebrenica, Gore s’exclama : « Ma fille de 21 ans m’a questionné au sujet de cette photo [...] Que suis-je sensé lui dire? Ma fille est surprise que le monde laisse cela se produire [...] Je le suis aussi. » (Woodward, 1996 : 262) De vives émotions animèrent les discussions (Halberstam, 2001 : 331), alors que Gore enjoignit ses collègues à ne pas consentir passivement au génocide qui survenait alors en Bosnie (Daalder, 2000 : 73; Chollet, 2005 : 27-8). Bill Clinton saisit la balle au bond et clama que les « États-Unis ne peuvent plus servir de sac de sable » et encaisser les coups sur la scène internationale (Woodward, 1996 : 263). Les arguments en faveur d’une politique plus active avancées depuis le début de la présidence Clinton par Albright, Gore et Lake trouvèrent maintenant un écho régulier dans les propos du commandant en chef qui rejetait l’approche à tâtons caractérisant depuis plus de deux ans la réponse américaine à la guerre en Bosnie.

Pendant que la réflexion prospective pilotée par Alexander Versbow, responsable du groupe de travail sur la Bosnie, battait son plein à l’invitation du NSC au sein de l’appareil de sécurité nationale, les ministres des affaires étrangères et de la défense d’une quinzaine de pays se réunirent à Londres les 20 et 21 juillet afin d’évaluer la proposition française pour défendre Gorazde et discuter du conflit en Bosnie. En amont de cette conférence, la Maison-Blanche se rangea derrière la proposition de William Perry visant à défendre la zone de sécurité grâce à une campagne aérienne de l’OTAN, libérée de la contrainte de l’approbation préalable des volets civil et militaire de la mission l’ONU. Bill Clinton tenta de convaincre Jacques Chirac d’appuyer cette proposition lors d’une discussion téléphonique le 19 juillet. « Je suis d’accord avec vous que nous devons tracer une ligne à Gorazde », dit Clinton. Pour y parvenir, il fallait « faire intervenir la puissance aérienne de manière décisive et non pas timide comme cela a été fait dernièrement. » (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Chirac*, 1995a) Le président Clinton présenta cette solution comme une manière de dissuader un nouvel assaut bosno-serbe en restaurant la crédibilité de l’OTAN : « Nous proposons de lancer un avertissement clair aux Serbes de Bosnie pour leur dire que toute attaque sur Gorazde ou Sarajevo déclenchera une campagne aérienne soutenue qui



paralysera réellement leur capacité militaire. Si nous faisons cela, nous devons tous être prêts à aller jusqu'au bout, sans hésiter. » Chirac demeura réticent face à cette proposition, craignant que les Bosno-Serbes n'y répondent en prenant en otages des troupes de la FORPRONU, incluant des soldats français, comme ils l'avaient fait en mai dernier. Alors que les pourparlers à Londres progressaient entre les délégations américaine, française et britannique, Chirac se rangea derrière la proposition américaine. « Je suis toujours contre les frappes aériennes, mais je ne m'y opposerai pas » (*Memorandum of Telephone Conversation: Presidential Call with French President Jacques Chirac*, 1995), dit le président français à son homologue américain, le 20 juillet. Les participants à la conférence de Londres s'entendirent pour répondre aux attaques – et même aux menaces d'attaques – bosno-serbes sur les zones de sécurité par le biais de la puissance aérienne de l'OTAN. Pour éviter les écueils qui avaient empêché une réponse plus musclée lors des épisodes de crise précédents, l'autorité d'autoriser ces frappes fut confiée au commandement militaire de la FORPRONU, suspendant ainsi la double clé qui permettait aux dirigeants civils des Nations unies de bloquer les bombardements (Daalder, 2000 : 75-9). Les trois principaux membres de la délégation américaine, Christopher, Perry et Shalikhshvili, parlèrent tous d'un « tournant » (*William Perry Oral History*, 2006) pour décrire l'importance des décisions prises à Londres en juillet 1995. Les États-Unis et leurs alliés réussirent à transformer l'indignation collective en une réponse plus efficace à la guerre qui déchirait les Balkans depuis 1992.

L'un des premiers développements positifs dans les efforts de l'administration Clinton en matière de diplomatie coercitive pour renverser la vapeur en Bosnie depuis janvier 1993, la conférence de Londres galvanisa le président et son équipe de politique étrangère. Ils parvinrent enfin à convaincre leurs alliés de s'engager dans une réponse musclée face aux menaces et attaques serbes pour défendre les zones protégées. Cependant, cette victoire diplomatique ne régla pas le problème plus fondamental que décriait Anthony Lake : l'appareil de sécurité nationale concentrait l'essentiel de son temps et de ses ressources à gérer la crise de l'heure en Bosnie, en l'occurrence la défense de l'enclave de Gorazde. La réflexion initiée par Lake et son équipe au sujet de la finalité souhaitée pour cette guerre et la manière d'y parvenir n'était pas encore jugée prioritaire par toutes les organisations de l'appareil de sécurité nationale. Pourtant, une invitation leur avait été lancée lors de la rencontre du 17 juillet afin qu'elles contribuent avec leurs propres idées au processus de réflexion prospective entamé par le NSC.

À cette fin, Sandy Berger pilota un groupe de travail interdépartemental réunissant les adjoints des principaux décideurs et ayant pour mandat de générer des propositions concrètes pour mettre fin à la guerre en Bosnie<sup>206</sup>. Ce groupe se réunit sur une base quotidienne à partir du 22 juillet et ce, jusqu'à la fin du mois. La tâche de Berger ne fut pas simple. En effet, les premières réunions furent consacrées aux plus récents développements internationaux et nationaux en lien avec le conflit en Bosnie : les résultats de la conférence de Londres et les pourparlers subséquents au sein du Conseil de l'Atlantique Nord pour adopter les règles encadrant la défense de Goražde; l'attribution de l'autorité pour réclamer le déclenchement de frappes aériennes aux commandants militaires sur le terrain et la suspension du droit de regard civil à laquelle consentit Boutros Boutros-Ghali; l'extension des règles de Goražde aux autres zones protégées alors qu'une recrudescence des combats survenait dans les environs de Bihać; l'imminence d'une offensive croate dans la région à majorité serbe de Krajina; l'émergence d'une nouvelle proposition diplomatique pilotée par Carl Bildt avec le concours de Milosevic; et, au Sénat, l'adoption d'une résolution parrainée par le républicain Robert Dole pour lever unilatéralement l'embargo sur les ventes d'armes<sup>207</sup>. C'est seulement à partir du 26 juillet que Berger parvint à concentrer les discussions sur les initiatives diplomatiques visant à trouver une solution à la guerre en Bosnie. Une fois que, la veille, les membres de l'OTAN s'entendirent sur les modalités de défense de Goražde, les adjoints furent enfin disposés à débattre d'options à moyen et long terme. Jusqu'à ce moment, plusieurs d'entre eux s'étaient montrés très réticents aux nouvelles propositions, comme Robert Frasure. Le diplomate jugeait qu'il était « illusoire de structurer une stratégie diplomatique » pendant que la « situation sur le terrain était beaucoup plus compliquée » que ce qu'assumait l'approche mise de l'avant par Berger et l'équipe du NSC (Scheffer, 2019 : 202). En dépit du fait qu'ils parvinrent à surmonter cet écueil et qu'ils s'entendirent sur la nécessité d'agir avant l'automne 1995, des différences profondes persistaient quant à la finalité visée pour les prochains mois. Représentant la Défense, Walter Slocombe proposa d'abandonner l'approche à tâtons de l'administration pour

---

<sup>206</sup> Ce groupe réunit Alexander Vershbow du NSC, James Steinberg, Peter Tarnoff et Robert Frasure du Département d'État, Walter Slocombe et Joseph Kruzal de la Défense, ainsi que David Scheffer de la délégation américaine à l'ONU, qui fut parfois accompagné par l'ambassadrice Albright lors de ces réunions du comité des adjoints (Scheffer, 2019 : 191; Daalder, 2000 : 102). Pour lancer les discussions et en déterminer les termes, Berger (1995) partagea le document du NSC, le 20 juillet, avec ses collègues.

<sup>207</sup> Ayant pris part à ses réunions, David Scheffer (2019 : 195-208) propose un compte rendu détaillé de celles-ci dans son ouvrage. Sur les conclusions des rencontres du 24 et 25 juillet, voir : National Security Council, 1995r; Chollet, 2005 : 33-38.

endiguer et isoler les Bosno-Serbes tout en gardant l'objectif premier d'éviter un déploiement de soldats américains. Si l'administration poursuivait l'approche à tâtons, la situation sur le terrain se détériorait grandement d'ici l'automne, selon Slocombe (Scheffer, 2019 : 204). Cette remarque reflétait un consensus au sein du groupe des adjoints. Manifestement, la nouvelle approche proposée par le NSC ne faisait pas l'affaire de tous, comme Strobe Talbott et Frasure. Peter Tarnoff, pour sa part, affirma que les États-Unis devaient mener les efforts diplomatiques, sans quoi les chances de résolution du conflit demeureraient faibles. Après ces délibérations, Samuel Berger résuma ainsi les principaux objectifs se dégageant des positions énoncées par chaque organisation : ne pas déployer de troupes américaines au sol, contenir les violences des Serbes de Bosnie, protéger l'État bosniaque, rejeter l'agression et le nettoyage ethnique et fournir une aide humanitaire. En résumé, les adjoints reconnurent, collectivement, que la politique américaine à l'égard du conflit devait changer. Cependant, la plupart d'entre eux ne partageaient pas l'enthousiasme de l'équipe du NSC pour une approche impliquant une intervention militaire des États-Unis. Pour réussir, estimait Berger, « la diplomatie doit être associée au recours à la force » (Scheffer, 2019 : 204-5). Les mémorandums que produisirent le groupe de travail pour énoncer les propositions de leurs organisations respectives rendirent explicites cette tension profonde au yeux des principaux décideurs. Contrairement aux épisodes précédents lors desquels le groupe décisionnel fut divisé quant à la nécessité d'agir de manière plus vive et directe pour favoriser la résolution du conflit en Bosnie, Bill Clinton allait s'impliquer activement dans le processus décisionnel et prendre position de manière assumée en faveur de l'option la plus ambitieuse lui étant présentée.

En prévision d'une rencontre avec son équipe de politique étrangère, le président Clinton reçut un dossier comprenant quatre documents représentant les points de vue des principales organisations de l'appareil de sécurité nationale et un mémorandum introductif rédigé par Anthony Lake (1995) le 5 août. À la tête du NSC qui pilota cet exercice de réflexion stratégique, Lake eut l'occasion de préciser les termes des délibérations et d'orienter le président en faveur de la proposition qu'il avait présentée à la mi-juillet. Deux grandes lignes de fractures se dégageaient des documents soumis à Clinton (Daalder, 2000 : 107-8; Chollet, 2005 : 39). Premièrement, une mésentente profonde au sujet de l'objectif à poursuivre pour le gouvernement de Bosnie divisait le NSC et de la délégation à l'ONU d'une part, et le Département d'État et la Défense d'autre part. Les propositions d'Anthony Lake et de Madeleine Albright visaient l'établissement d'un plan de paix basé sur la

division territoriale proposée par le Groupe de Contact, selon le ratio 51-49 entre la fédération croato-musulmane et l'entité bosno-serbe, tout en maintenant une certaine marge de manœuvre pour mener à bien les négociations. « Tout autre résultat moindre [pour Sarajevo] équivaldrait à entériner l'agression [serbe] », expliqua Lake (1995g). Warren Christopher et William Perry proposaient quant à eux de consolider le territoire détenu par le gouvernement de Bosnie-Herzégovine au moment d'un éventuel cessez-le-feu, avec des gains marginaux si possible.

Deuxièmement, une ligne de fracture encore plus profonde persistait quant aux intérêts des États-Unis qui étaient en jeu en Bosnie et aux risques que devraient assumer Washington pour intervenir et favoriser la résolution du conflit. Lake et Albright estimaient qu'il était impératif pour les États-Unis d'assumer le leadership diplomatique et d'être prêt à recourir à la force pour punir les agressions commises par les Bosno-Serbes, de même que pour les contraindre à participer aux négociations de paix et concéder des territoires acquis à la pointe du fusil. Chose certaine, l'approche à tâtons qui domina pour deux ans et demi la réponse de l'administration Clinton n'était « plus une option » (Ibid). De plus, cette nouvelle orientation de la politique s'avérait nécessaire, selon Lake et Albright, car l'implication militaire américaine semblait inévitable avec l'obligation de participer à l'exécution du plan opérationnel 40104 de l'OTAN advenant le retrait de la FORPRONU, un scénario de plus en plus probable pour les prochains mois. L'« américanisation » de la guerre en Bosnie surviendrait tôt ou tard, indiqua Madeleine Albright, dans son document. Il valait donc mieux prendre le contrôle des événements et déterminer les conditions de l'éventuel envoi de troupes américaines que de demeurer à la remorque des développements sur le terrain.

Pour justifier cette nouvelle approche, Lake et Albright insistèrent sur les conséquences négatives de la dérive du conflit en Bosnie pour la réputation et la crédibilité des États-Unis. Ce justificatif était au cœur de l'argumentaire du mémorandum de Madeleine Albright, que Lake avait volontairement placé en premier dans le dossier soumis au président (Entretien avec A. Lake, 2022). L'« enjeu est devenu plus grand que la Bosnie » et « l'intérêt des États-Unis à résoudre le conflit s'est élargi », écrivit Albright (1995b). Ce dossier risquait de « porter ombrage à l'ensemble [des accomplissements de politique étrangère] de notre premier mandat », une allusion aux conséquences politiques au niveau national. À l'étranger, ce n'était rien de moins que le leadership américain dans le monde de l'après-guerre froide qui était en jeu, selon Albright. L'ambassadrice avait été particulièrement offusquée par la pointe lancée par le président français au G-7 à Halifax

en juin : « Le commentaire du Président Chirac – même s’il était intéressé – qu’“il n’y avait plus de leader de l’Alliance atlantique” me glace les os depuis des semaines. » Outre la réputation de leadership des États-Unis, l’image du pays auprès des États musulmans souffrait particulièrement du soutien timide offert par Washington aux musulmans de Bosnie. Un changement de cap de la politique américaine en Bosnie entraînerait un « rebond favorable à travers le monde musulman » permettant de « consolider des relations clés. »<sup>208</sup> En définitive, selon Albright, il était impératif pour les États-Unis d’assumer un plus grand leadership, autant sur le plan diplomatique que militaire, puisque la « gestion de la politique étrangère [par l’administration Clinton] sera évaluée – justement ou injustement – » par [sa] réponse » à la guerre en Bosnie (Ibid). En somme, les conséquences potentielles de l’inaction pour la réputation des États-Unis étaient si néfastes, autant au niveau international que national, que le président et son équipe n’avaient pas d’autres choix que d’intervenir pour résoudre le conflit et ce, le plus rapidement possible.

#### 5.8 Délibérations et adoption de la stratégie de « fin de partie »

Sachant que Bill Clinton était particulièrement sensible aux arguments soulignant les conséquences de la guerre en Bosnie pour son image et celle des États-Unis, surtout à un peu plus d’un an des élections présidentielles de novembre 1996, Anthony Lake s’appuya sur le mémorandum de Madeleine Albright pour convaincre le président et ses principaux conseillers de la nécessité d’agir. Dans leur document, Lake et son équipe du NSC évoquèrent des préoccupations de réputation de manière plus pragmatique pour justifier cette réorientation de la politique américaine en Bosnie. Au sommet de la liste des « intérêts vitaux des États-Unis », ils mentionnèrent le « maintien de notre relation stratégique avec des alliés clés et la crédibilité de l’OTAN ». Pour plusieurs au sein de l’administration Clinton, la crédibilité de l’alliance était intimement liée à celle des États-Unis. Ce fut le cas d’Alexander Vershbow, qui travaillait simultanément sur les dossiers de la Bosnie et de l’élargissement de l’OTAN : « La crédibilité de l’OTAN reposait en grande partie sur la prévention de futures Bosnies. [...] L’OTAN devait devenir un instrument efficace de gestion des crises si [l’alliance] voulait perdurer. » Les mentions de « notre crédibilité », selon Vershbow, pouvaient être liée à la fois à l’image projetée par l’OTAN ou par Washington (Entretien avec A.

---

<sup>208</sup> Anthony Lake souligne d’ailleurs que cet aspect de la réputation des États-Unis – soit l’image projetée auprès des États du monde musulman – était l’un des plus importants aux yeux des membres l’équipe décisionnelle (Entretien avec A. Lake, 2022).

Vershbow, 2022). Walter Slocombe partage cet avis, affirmant que le projet américain d'élargissement de l'alliance et de redéfinition de son rôle dans l'après-Guerre froide pouvait être sacrifié si la guerre se poursuivait : « [...] il s'agissait aussi de la crédibilité des États-Unis [qui était en jeu], puisque ce qui survenait en Bosnie était totalement incompatible avec ce qui devait se passer en Europe d'un point de vue humanitaire, mais aussi stratégique. » (Entretien avec W. Slocombe, 2022) Le lien entre la réputation ou la crédibilité des États-Unis et celle de l'OTAN était davantage implicite qu'explicite dans les délibérations du groupe décisionnel, selon Anthony Lake (Entretien avec A. Lake, 2022). Le mémorandum du NSC cité ci-haut fait foi de cette dynamique. Chose certaine, un consensus prévalait autour de l'idée que le conflit en Bosnie avait des conséquences négatives sur l'image des États-Unis et de leur principale alliance.

Reflétant leur caractère complexe, des préoccupations de réputation furent aussi évoquées dans les plaidoyers des figures de proue du Département d'État et de la Défense (Slocombe, 1995; U.S. State Department, 1995c). Absent lors des réunions durant lesquelles l'équipe de politique étrangère délibérèrent sur les options proposées, Warren Christopher, qui rentrait d'une mission diplomatique en Asie, communiqua ses réserves par rapport aux propositions du NSC et de l'ambassadrice aux Nations unies par téléphone à Bill Clinton. Contrairement à Madeleine Albright, Christopher estimait que c'était en accordant une trop grande attention à la Bosnie que l'administration Clinton risquait de compromettre ses accomplissements de politique étrangère. Il était surtout inquiet de la capacité des États-Unis d'être à la hauteur des promesses militaires qu'impliquaient ces propositions, surtout si le scénario d'un déploiement de troupes au sol venait à se matérialiser (Daalder, 2000 : 106; Chollet, 2005 : 40). Christopher avait en mémoire l'échec de l'initiative *lift-and-strike* du printemps 1993 et craignait qu'il soit encore une fois difficile de convaincre les alliés européens de se ranger derrière une telle proposition américaine. Sans leur appui, Washington serait contraint d'agir seul et d'assumer tous les risques d'une escalade du conflit. Pour Vershbow, le secrétaire d'État entrevoyait un piège pour l'image du pays : « Il [Christopher] estimait que lancer une initiative de grande envergure sans avoir la certitude qu'elle réussirait impliquait trop de risques pour le prestige et la réputation des États-Unis. » (Entretien avec A. Vershbow, 2022).

Du côté du département de la Défense, qui priorisait « la vitalité de l'OTAN et le leadership américain de l'alliance », on continuait de vouloir éviter « tout type d'action qui mènerait à

l'implication des troupes américaines au sol ». Cependant, si un tel déploiement survenait, le document de la Défense et des chefs d'État-major stipulait qu'une intervention au sol pour imposer un règlement aux parties prenantes au conflit nécessiterait l'envoi de 100 000 à 200 000 soldats américains qui participeraient à des opérations de contre-insurrection pendant plusieurs années (Slocombe, 1995). L'auteur de ce mémorandum, Walter Slocombe, souligne que ce passage avait pour but de calmer les ardeurs de ceux qui, comme Albright et Lake, souhaitaient employer la force pour contraindre les Bosno-Serbes à consentir à une paix favorable aux musulmans de Bosnie (Entretien avec W. Slocombe). Il permettait aussi d'évoquer, indirectement, les risques pour la crédibilité découlant d'une intervention militaire. En effet, tout déploiement inférieur à l'estimation proposée dans le document de la Défense aurait nui à la crédibilité de la puissance militaire américaine, car les forces armées n'auraient pas disposé des moyens nécessaires pour atteindre l'objectif de mettre un terme à la guerre en Bosnie (Correspondance avec W. Slocombe, 2022). Donc, les partisans d'approches plus prudentes, comme les représentants du Département d'État, de la Défense et des chefs militaires, invoquèrent également des préoccupations de réputation pour appuyer leurs plaidoyers. Toutefois, avec un président résolu à agir, une conjoncture internationale favorable et des pressions politiques internes, les propositions visant à contenir les violences et à favoriser un règlement du conflit sans l'imposer par la force n'avaient plus le même attrait qu'auparavant. Aux yeux de Bill Clinton, le *statu quo* était rendu trop coûteux pour la réputation et la crédibilité de sa présidence et des États-Unis.

Le 7 août, le président et ses principaux conseillers de politique étrangère se réunirent pour discuter des propositions détaillées dans les pages qui précèdent. Clinton exprima une préférence claire pour les approches du NSC et de l'ambassadrice Albright : « Nous devrions nous bouger le cul pour obtenir un accord dans les prochains mois. » (Daalder, 2000 :108) Il se rangea derrière la proposition diplomatique d'Anthony Lake et le mandata de se rendre en Europe pour vendre le plan aux alliés et partenaires. Clinton avisa Jacques Chirac et ses homologues allemand et britannique, Helmut Kohl et John Major, de la visite à venir de Lake par téléphone après la rencontre<sup>209</sup>. Le groupe décisionnel se réunit à nouveau le 8 août en soirée. Clinton réitéra son

---

<sup>209</sup> Dans une conversation téléphonique avec John Major le 7 août, Clinton expliqua pourquoi il proposait cette nouvelle approche : « [...] si nous ne faisons pas pression pour un règlement dans les prochaines semaines, la situation risque de se dégrader, rendant le retrait de la FORPRONU inévitable. » (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with British Prime Minister John Major*, 1995b)

appui à la stratégie de « fin de partie » du NSC et demanda à Lake de survoler point par point la liste d'une dizaine de pages comprenant les éléments qu'il allait présenter aux alliés et partenaires durant sa mission diplomatique. Cet exercice permit d'aplanir les différences entre les points de vue des membres du groupe décisionnel et de rallier les sceptiques derrière la stratégie de « fin de partie ». Comme le souligne le secrétaire d'État Warren Christopher (*Dayton History Project Interview with Warren Christopher*, 1996), cette étape de la prise de décision permit de surmonter les divergences et de faire converger les membres du groupe autour d'une liste d'instructions qui guiderait l'effort diplomatique d'Anthony Lake. Cependant, c'est surtout la nouvelle attitude du président et sa participation active au processus décisionnel qui contribuèrent à forger un plus haut niveau de cohésion entre les membres du groupe. Le « grand créateur de cohésion est le président », indique Anthony Lake en se remémorant les réunions du début août 1995 (Entretien avec A. Lake, 2022). Pour la première fois depuis le début de sa présidence, Bill Clinton était directement impliqué dans le processus de formulation des politiques au sujet de la Bosnie et donnait une direction claire à la politique de son administration.

Le président démocrate suggéra même à Lake de présenter d'abord les incitatifs positifs – les « carottes » - avant les menaces – les « bâtons » – durant sa mission, alors que l'équipe se réunit le matin du 9 août, une dernière fois avant son départ pour l'Europe (Daalder, 2000 : 110-111). Après des visites à Paris, Rome, Madrid, Sotchi et Londres, la mission du conseiller pour la sécurité nationale s'avéra un succès et il transmit les rênes des négociations à Richard Holbrooke dans la capitale britannique, à la mi-août. Les composantes diplomatiques et militaires de la stratégie de « fin de partie » s'avèrent cruciales pour en arriver à ce résultat.

En réponse à une attaque au mortier contre la place du marché de Markale qui fit 37 morts et plus de 80 blessés, l'OTAN déclencha l'opération *Deliberate Force* le 30 août. Totalisant près de 300 sorties d'avions de chasse, cette opération s'étala jusqu'au 20 septembre et eut un effet concret sur l'image projetée par les États-Unis et leurs alliés. Selon Harvey et Mitton (2016 : 116), « [...] la pression continue exercée par l'ODF [*Operation Deliberate Force*] était essentielle pour "restaurer" une réputation de détermination qui avait été fortement érodée lors des échanges précédents, et constituait un élément nécessaire de la stratégie diplomatique qui a permis, finalement, de mettre fin à la guerre. » C'est justement cette réputation de détermination, de même que celle de leader à l'échelle internationale qui préoccupèrent le plus les décideurs de



l'administration Clinton. Ces préoccupations contribuèrent à la réorientation de la politique américaine vis-à-vis cette guerre qui déchirait l'ex-Yougoslavie (Entretien avec A. Vershbow, 2022). Le recours à la force plus résolu de la part des États-Unis et de leurs alliés convint les dirigeants politiques et militaires bosno-serbes que cette fois-ci, ils ne reculeraient pas. Cette pression militaire permit à Richard Holbrooke et son équipe de forger les accords de Dayton, que les chefs d'État de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie paraphèrent à la base aérienne Wright-Patterson, en Ohio, le 21 novembre 1995. Après avoir avisé le président de la Chambre des représentants, le républicain Newt Gingrich (Géorgie)<sup>210</sup>, de son intention d'autoriser l'envoi de 20 000 soldats américains pour prendre part à la mission de l'OTAN visant à faire respecter les accords de Dayton (Sciolino, 1995), Bill Clinton s'adressa à la nation en direct du Bureau ovale, le 27 novembre. Durant ce discours, il insista sur la nécessité pour Washington de prendre part à la Force de mise en œuvre de la paix en Bosnie (IFOR) pour deux raisons liées à la réputation des États-Unis. Premièrement, le président souligna que la réputation de leadership des États-Unis souffrirait grandement si le pays ne contribuait pas au volet militaire de la mise en œuvre des Accords de Dayton :

[...] l'engagement de l'Amérique en matière de leadership sera remis en question si nous refusons de participer à la mise en œuvre d'un accord de paix que nous avons négocié ici même aux États-Unis [...] Lorsque les partenariats de l'Amérique sont faibles et que notre leadership est remis en question, cela nuit à notre capacité à protéger nos intérêts et à convaincre les autres de travailler avec nous. (Clinton, 1995d)

Deuxièmement, Clinton indiqua que l'IFOR enverrait un message clair quant au niveau de détermination des États-Unis et de leurs alliés à recourir de la force pour faire respecter la paix de Dayton :

En faisant une démonstration de force écrasante, [les pays de l'OTAN] réduiront la nécessité de recourir à la force. Mais contrairement aux soldats de l'ONU, ils auront l'autorité de répondre immédiatement, ainsi que l'entraînement et l'équipement nécessaires pour répondre avec une puissance écrasante à toute menace pour leur propre sécurité ou à toute violation des dispositions militaires de l'accord de paix. (Ibid)

---

<sup>210</sup> Sur la réaction du Congrès à cette annonce, voir : Hendrickson, 2002 : 87-98; Fisher, 2013 : 185-91.

Ces deux extraits du discours rédigé par Antony Blinken illustrent encore une fois l'importance des préoccupations pour deux types de réputation – leadership et détermination – qui animaient l'équipe de politique étrangère du président Clinton<sup>211</sup>. Après l'arrivée des 22 premiers fusiliers marins à Sarajevo le 10 décembre (Latal, 1995), ces préoccupations continuèrent d'être mises de l'avant pour justifier la présence de forces américaines en Bosnie, comme le rappelle ce point de discussion préparé pour les officiels de l'administration chargés de justifier le déploiement auprès des médias et du Congrès : « Si l'Amérique abdique sa responsabilité envers la paix en Bosnie, le leadership américain sera affaibli à travers le monde, particulièrement au Moyen-Orient et en Irlande du Nord. » (Office of Speechwriting ..., 1995) En somme, les préoccupations de réputation jouèrent un rôle important dans l'adoption de la stratégie de « fin de partie », en plus de servir d'arguments visant à justifier le déploiement de militaires américains en Bosnie, autant au sein de l'administration qu'auprès des élus du Congrès et de l'opinion publique

#### 5.9 Analyse des préoccupations de réputation exprimées lors des épisodes de crise survenus en 1995 à la lumière des perspectives stratégique et constitutive

Les conséquences potentielles pour la réputation des États-Unis furent fréquemment évoquées par le président Clinton et plusieurs des principaux décideurs à partir du printemps 1995. De plus, la déroute de la politique américaine en Bosnie et le massacre de Srebrenica générèrent des préoccupations qui ne se limitent pas à celles qui sont généralement observées selon la perspective stratégique. S'estimant responsables d'une politique n'ayant pas permis d'empêcher l'effusion de violence du début juillet 1995, Bill Clinton et plusieurs membres de son équipe décisionnelle énoncèrent leur désarroi en ce qui a trait aux conséquences de ces événements sur leur image et celle de l'administration à travers leurs inquiétudes pour celle du pays. Par l'analyse approfondie de sources primaires et secondaires, nous avons pu observer empiriquement ces préoccupations qui sont consignées dans les tableaux 5.1 et 5.2. Reprenant la typologie présentée au chapitre 3, nous

---

<sup>211</sup> Plusieurs versions annotées de ce discours sont disponibles dans les archives de la bibliothèque présidentielle Clinton. L'une d'elle, en provenance du bureau du secrétaire à la Défense William Perry, comprenait un document proposant quelques modifications. Pour mieux démontrer que la fin du conflit en Bosnie servait les intérêts américains, l'équipe de Perry suggérait notamment l'ajout d'un passage pour rappeler que les perceptions du leadership de Washington seraient négativement affectées par sa non-participation à l'IFOR : « Si nous ne sommes pas là, l'OTAN ne sera pas là. L'engagement de l'Amérique envers son leadership sera remis en question pas seulement en Europe, mais dans le monde entier. » Bien que ce passage ne soit pas inclus dans la version finale du discours prononcé par Bill Clinton le 27 novembre, la suggestion de son ajout par le département de la Défense, une institution dont les principaux représentants s'étaient, jusqu'à la fin de l'été 1995, opposés au déploiement de troupes américaines en Bosnie est particulièrement évocatrice (National Security Council, Speechwriting Office..., 1995d).

distinguons d'une part ces soucis en fonction de la perspective stratégique (réputation comme outil pour garantir les intérêts futurs) et la perspective constitutive (réputation comme élément de l'image de soi). Parallèlement, nous les différencions selon la logique temporelle autour de laquelle ils s'articulent : prospective lorsque les conséquences potentielles pour la réputation des décisions sont soupesées et rétrospective lorsque les répercussions des choix passés sont interprétées comme dommageables pour la réputation.

### 5.9.1 Les préoccupations de réputation selon la perspective stratégique

La perspective stratégique confirme l'importance maintes fois soulignée de l'inquiétude vive partagée par les membres de l'équipe décisionnelle du président Clinton pour la crédibilité de l'OTAN dans le contexte de la guerre en Bosnie (Tableau 5.1). Le corollaire de cette inquiétude, un souci important pour la réputation des États-Unis au sein de l'alliance, à titre de leader de l'alliance et d'allié fiable. Suivant la logique prospective, plusieurs conseillers évoquèrent les conséquences néfastes pour l'image du pays si l'administration Clinton ne tenait pas sa promesse advenant le départ de la FORPRONU du théâtre de conflit. Il était donc crucial d'entamer les étapes de prépositionnement militaire pour remplir cette promesse et la réaffirmer publiquement, malgré les réticences de certains membres de l'équipe décisionnelle. Anthony Lake exprima d'ailleurs cette préoccupation dans ses mémorandums adressés au président et veilla à ce que la promesse soit réaffirmée dans un discours prononcé par Clinton à la fin mai.

Pourtant, il ne s'agit du seul souci pour la réputation que la perspective stratégique révèle. En effet, plusieurs décideurs écartaient les propositions impliquant le recours à la force ou la levée unilatérale de l'embargo pour éviter d'« américaniser » la guerre. De plus, Nancy Soderberg estime que c'est sous l'angle de la dissuasion que la crédibilité et la réputation étaient perçues comme des outils importants des États-Unis pour atteindre les objectifs de politique extérieure de l'administration Clinton (Entretien avec N. Soderberg, 2023). C'est ce que confirme la réaction du président Clinton au massacre de Srebrenica. Le 14 juillet, Clinton affirma à John Major, le premier ministre britannique, que les États-Unis et leurs alliés devaient défendre Gorazde, sinon « les Serbes auraient carte blanche pour s'attaquer à Sarajevo ». Le sort de cette enclave était « psychologiquement et stratégiquement » important, car s'ils ne la protégeaient pas, les Bosno-Serbes tireraient des conclusions quant au niveau de détermination de Washington et de l'OTAN

(*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with British Prime Minister John Major, 1995a*). Ceux-ci concluraient qu'ils pourraient commettre d'autres exactions sans subir de conséquences. Clinton livra le même plaidoyer en faveur de la protection de Gorazde et des autres zones de sécurité à Jacques Chirac, le 19 juillet : « Nous proposons de formuler un avertissement clair aux Bosno-Serbes stipulant que toute attaque contre Gorazde et Sarajevo sera suivie par une campagne aérienne soutenue qui va affaiblir leur capacité militaire. » (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Chirac, 1995a*) La crédibilité des États-Unis et de leurs alliés étaient donc, aux yeux de Clinton, des outils essentiels pour dissuader les Serbes de Bosnie de récidiver après Srebrenica.

Tableau 5.1 Préoccupations de réputation selon la perspective stratégique (1995)

	<b>Logique prospective</b>	<b>Logique rétrospective</b>
<i>Perspective stratégique</i>	<p><i>Janvier 1995</i> Défense (W. Perry, J. Shalikashvili et W. Slocombe) : levée de l'embargo rendrait les États-Unis responsables du conflit (américanisation de la guerre)</p> <p><i>Février 1995</i> A. Vershbow : implication directe dans la guerre en Bosnie nuirait à la crédibilité des États-Unis auprès de ses alliés</p> <p>A. Vershbow : maintien du <i>statu quo</i> ou passage à la neutralité générerait des accusations que la Maison-Blanche acquiesce à l'agression serbe, ce qui créerait un dangereux précédent</p> <p><i>Mars 1995</i> B. Clinton : pré-positionnement des troupes pour le plan opérationnel 40104 afin d'assurer leadership des États-Unis à l'OTAN</p> <p>Chefs d'État-major : plan opérationnel 40104 est essentiel pour que les États-Unis demeurent le chef de file de l'OTAN</p> <p><i>Avril 1995</i> Département d'État : prétendre que le Groupe de Contact était « en bonne santé » « ne ferait qu'endommager notre crédibilité »</p>	<p><i>Février 1995</i> A. Vershbow : choisir l'unité de l'OTAN plutôt que la résolution du conflit a érodé la crédibilité des États-Unis</p> <p>W. Slocombe : situation incompatible avec ce qui devait se passer en Europe et le leadership américain</p> <p><i>Juillet 1995</i> Clinton : inaction depuis le printemps 1994 a pavé la voie à Srebrenica – manque de fermeté de la part des États-Unis et l'OTAN</p> <p><i>Août 1995</i> A. Vershbow : crédibilité des États-Unis et de l'OTAN était endommagée par la guerre</p>

	<p><i>Mai 1995</i></p> <p>M. Albright : tout changement sur l'établissement d'un tribunal de crimes de guerre générera des critiques considérables et érodera la crédibilité des États-Unis dans les négociations</p> <p>A. Vershbow : éviter la perte de crédibilité de l'OTAN</p> <p>A. Lake : crédibilité des États-Unis serait endommagée si « nous refusons une demande d'assistance pour extraire » la FORPRONU</p> <p>A. Lake : annonce sur l'engagement américain pour « le bien de notre crédibilité auprès de nos alliés de l'OTAN »</p> <p>W. Christopher : ne pas tenir notre engagement ébranlerait notre crédibilité en tant que leader de l'alliance</p> <p><i>Juillet 1995</i></p> <p>Comité des adjoints : crédibilité de l'OTAN est en jeu dans les zones protégées</p> <p>B. Clinton : enclave de Gorazde la plus importante à défendre en termes de symbole</p> <p><i>Août 1995</i></p> <p>A. Lake : appui à tout autre plan que celui du Groupe de Contact équivaut à entériner l'agression serbe</p> <p>M. Albright : action en Bosnie entraînerait un rebond favorable pour la crédibilité des États-Unis dans le monde musulman</p> <p>W. Christopher : risques pour la crédibilité de faire des promesses militaires difficiles à tenir</p> <p>W. Slocombe, W. Perry et J. Shalikashvili : si recours à la force, un déploiement militaire majeur est requis pour que la crédibilité des forces américaines</p> <p>A. Vershbow : stratégie de « fin de partie » adoptée pour préserver la crédibilité des États-Unis</p>	
--	---	--

Lorsque l'on se tourne vers les soucis exprimés dans une logique rétrospective, d'autres éléments importants se dégagent. Dans sa révision de la politique de l'administration en Bosnie en février

1995, Alexander Vershbow écrivit que le choix de sauver l'OTAN plutôt que l'enclave assiégée de Bihać en novembre avait érodé la crédibilité des États-Unis. Évidemment, c'est dans la foulée du massacre de Srebrenica que les décideurs exprimèrent les préoccupations les plus vives. Un consensus émergea autour de l'idée que la crédibilité des États-Unis et de l'OTAN avait été gravement endommagée par la guerre. Surtout, Bill Clinton était convaincu que les échecs répétés de la diplomatie coercitive menée par Washington et ses alliés avaient pavé la voie aux tragiques événements de juillet 1995. Le président américain expliqua son raisonnement en ce sens à Jacques Chirac, le 24 juillet :

C'est la menace d'une action [militaire] aérienne de plus grande envergure au début de 1994 qui nous a permis de créer des zones de sécurité et de demander aux Serbes de remettre leurs armes aux points de collecte. Cela nous a permis de gagner un an de paix et de tranquillité relatives, moins de morts et un an de négociations. Malheureusement, cela n'a pas conduit à un accord de paix. Dès que les Serbes ont réalisé que nous n'étions pas sérieux, ils ont repris leurs armes, bombardé Sarajevo, pris Srebrenica, vous savez ce qu'il se passe à Zepa et maintenant à Bihac. Mais je crois que cette approche fonctionne toujours. (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Chirac, 1995b*)

Bill Clinton fit un plaidoyer similaire au chancelier allemand, Helmut Kohl, le 25 juillet : « la seule fois où nous avons acheté la paix, c'était au début de 1994, quand les Serbes pensaient que nous allions prendre des mesures fortes » (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with Chancellor Kohl, 1995*). En somme, le président estimait qu'en manquant de fermeté lors de plusieurs épisodes de crises à partir du printemps de 1994, les États-Unis et leurs alliés avaient implicitement acquiescé aux assauts bosno-serbes sur les zones protégées. Il était donc impératif, qu'après Srebrenica, l'OTAN brandisse une menace crédible de représailles aériennes pour éviter qu'une telle tragédie se reproduise à Gorazde ou Sarajevo.

Autant la crédibilité des États-Unis que celle de l'OTAN étaient perçues comme des outils essentiels pour accomplir l'un des grands projets internationaux de l'administration Clinton : l'élargissement de l'alliance transatlantique. Du point de vue de la perspective stratégique, ces soucis de réputation s'ancrent dans une vision de l'image projetée comme un atout incontournable pour la préservation des intérêts des États-Unis, en l'occurrence la sécurité de l'Europe, garantie par une alliance unie et pérenne menée par le leadership déterminé de Washington dans le dossier bosniaque. Le sort de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, un projet pour lequel les États-Unis

avaient un « intérêt stratégique fondamental », dépendait de la résolution du conflit qui nuisait à la réputation du pays, rappelle Anthony Lake : « La Bosnie était devenue synonyme de la capacité de l'Amérique à projeter sa puissance et à faire avancer les choses. » (*Frontline: The Clinton Years – Interview with Tony Lake*, 2000) De manière cohérente avec la perspective stratégique, les différents types de réputations – État, administration et dirigeant – étaient perçus comme un capital à préserver, car essentiel pour la promotion des intérêts du pays dans l'exercice de sa politique extérieure, au-delà de l'enjeu contentieux.

Enfin, la perspective stratégique offre un éclairage sur la manière dont les préoccupations de réputation furent mobilisées à titre d'arguments pour rallier les membres du groupe décisionnel aux différentes options présentées dans le cadre des délibérations du début août 1995. En ce sens, l'objectif d'Anthony Lake et Madeleine Albright était clair : ils tentaient de rendre leurs propositions en faveur de l'implication accrue des États-Unis dans la résolution du conflit plus attrayantes aux yeux des décideurs soucieux de l'image qu'ils projetaient en tant que responsables de la politique extérieure du pays. Plus précisément, ils souhaitaient convaincre Bill Clinton qui était consterné par les répercussions de cette guerre sur son image, celle du pays et de l'OTAN. Par exemple, Albright affirma qu'une implication américaine accrue dans la résolution du conflit aurait des effets positifs pour la crédibilité des États-Unis dans le monde musulman. Parallèlement, les membres du groupe décisionnel qui demeuraient réticents au recours à la puissance militaire américaine pour mener à un règlement de la guerre en Bosnie évoquèrent également leurs inquiétudes en matière de réputation pour appuyer leurs points de vue. Par exemple, Warren Christopher confia au président Clinton qu'il devrait être prudent et éviter de faire des promesses, incluant le recours à la force, que les États-Unis ne seraient pas en mesure de tenir. Dans la même veine, les représentants de la Défense et des chefs militaires arguèrent qu'un déploiement de plusieurs centaines de milliers de soldats américains serait nécessaire pour imposer un règlement aux belligérants du conflit. En deçà de ces chiffres, une intervention militaire américaine risquerait de se transformer en un bourbier qui nuirait à la crédibilité des États-Unis.

### 5.9.2 Les préoccupations de réputation selon la perspective constitutive

Au premier abord, les préoccupations liées à l'image de soi des décideurs peuvent sembler difficiles à déceler. Sans surprise, les individus responsables de la politique étrangère d'un État évoquent

rarement de façon explicite leur volonté d'éviter l'adoption de politiques qui contribueraient à détériorer la réputation des États-Unis afin de prévenir l'émergence d'un sentiment de honte associé à l'insécurité identitaire. Cependant, la perspective constitutive permet d'identifier les moments où la relation entre soucis de réputation et l'insécurité identitaire de ces décideurs s'articulent dans la prise de décision (Tableau 5.2). Selon la logique temporelle prospective, c'est au printemps 1995 que certains conseillers du président Clinton commencèrent à soulever les risques de la promesse américaine de participer au retrait de la mission onusienne en termes de répercussions négatives pour la réputation. En s'engageant à la fin 1994 à déployer des soldats américains sous la bannière de l'OTAN pour assister la FORPRONU, Clinton et son équipe s'étaient lié les mains. La réputation de fiabilité du pays, du président et de l'administration était dès lors dépendante de l'évolution de la guerre en Bosnie. Si la FORPRONU pliait bagage, la Maison-Blanche ne pourrait se défilier sans risquer de ternir cette réputation, un scénario honteux que souhaitaient éviter les membres du groupe décisionnel. Non seulement cette promesse impliquait la crédibilité et les intérêts futurs des États-Unis, mais à titre d'individus responsables de sa politique extérieure, plusieurs conseillers cherchaient à éviter le sentiment d'insécurité identitaire qui découlerait d'une détérioration de la réputation du pays s'ils rompaient cet engagement. L'administration chercha des moyens de renforcer la mission onusienne tout au long du printemps 1995, mais elle fut confrontée à la réticence des alliés par rapport aux solutions les plus musclées. Au début avril, Clinton résuma ainsi son dilemme à John Major : « nous ne voulons pas mettre à risque les gens [les soldats de la mission], nous ne voulons pas voir la FORPRONU émasculée non plus » (*Memorandum of Conversation: Working Lunch with Prime Minister John Major*, 1995). Lorsque le retrait de la mission onusienne parut inévitable avec la crise des otages en mai 1995, le président et certains de ses conseillers se sentirent obligés de tenir une promesse qu'ils auraient préféré briser.

Tableau 5.2 Préoccupations de réputation selon la perspective constitutive (1995)

	<b>Logique prospective</b>	<b>Logique rétrospective</b>
<i>Perspective constitutive</i>	<i>Avril 1995</i> Bill Clinton : « nous ne voulons pas voir la FORPRONU émasculée »	<i>Janvier 1995</i> N. Soderberg : le prestige et l'autorité morale des É-U mis à mal
	<i>Mai 1995</i> A. Vershbow : éviter que la débâcle du retrait mené par les États-Unis et l'OTAN ne soit	<i>Juin 1995</i> A. Lake : la Bosnie est un « cancer » pour la présidence et sa politique étrangère



	<p>représenté comme le précurseur d'un nettoyage ethnique brutal</p> <p>W. Christopher : plan opérationnel 40104 est une utilisation « embarrassante et périlleuse » des forces américaines</p> <p>D. Morris : « vous ne voulez pas être Lyndon Johnson » – en référence aux risques d'embourbement des forces américaines dans le conflit</p> <p><i>Juin 1995</i></p> <p>A. Lake : éviter d'envoyer les troupes dans un contexte de défaite (retrait de la FORPRONU)</p> <p>M. Albright : Proposition musclée est nécessaire car la politique actuelle est en train de détruire la crédibilité des É-U</p>	<p>B. Clinton : la presse européenne dépeint les Américains comme « faibles et divisés »</p> <p><i>Juillet 1995</i></p> <p>A. Lake : horrifié et frustré par le massacre de Srebrenica</p> <p>A. Lake : « la Bosnie est devenue le symbole de notre politique étrangère »</p> <p>B. Clinton : « je me fais rouler dans la farine »</p> <p>B. Clinton : les États-Unis sont devenus le « sac de sable » du monde</p> <p>B. Clinton : « Cette politique cause d'énormes dommages aux États-Unis et à notre position dans le monde. Nous avons l'air faible. »</p> <p>B. Clinton : Bosno-Serbes ont pris Srebrenica gratuitement</p> <p>B. Clinton : prestige des États-Unis, de l'OTAN et de l'ONU terni par les événements de Srebrenica</p> <p>A. Gore : Comment le monde a pu laisser cela se produire ? (massacre de Srebrenica)</p> <p><i>Août 1995</i></p> <p>M. Albright : la guerre en Bosnie jette l'ombre sur l'ensemble de notre politique étrangère</p> <p>M. Albright : le commentaire de Jacques Chirac sur le leadership américain « me glace les os »</p> <p>W. Christopher : désire éviter une situation analogue à celle de la proposition <i>lift-and-strike</i></p>
--	---	---

En juin 1995, Anthony Lake, qui avait pourtant insisté le mois précédent pour que le président Clinton réaffirme publiquement son engagement envers l'OTAN, en vint à exprimer des réticences quant à la participation américaine à une mission de l'alliance pour permettre le retrait de la FORPRONU. Envoyer des militaires américains en Bosnie selon ce scénario équivaldrait à les déployer dans un contexte de défaite, ce qui impliquerait des conséquences néfastes pour la crédibilité de la puissance américaine, selon le conseiller pour la sécurité nationale. Cette volonté

d'éviter une « défaite stratégique » était partagée par plusieurs membres de l'administration (Entretien avec D. Kerrick, 2023). En ce sens, Lake rejoint le point de vue exprimé par Warren Christopher, qui qualifiait un tel déploiement d'utilisation « embarrassante et périlleuse » des troupes du pays. Le conseiller politique Dick Morris avait quant à lui évoqué le spectre de la guerre du Vietnam pour discréditer cette option aux yeux du président Clinton en disant qu'il ne voulait pas se retrouver dans une situation analogue à celle de Lyndon Johnson, dont la présidence dérailla en raison de l'enlisement de la puissance américaine dans un conflit insoluble. Ces préoccupations démontrent que les conseillers du président anticipaient une rupture potentielle des récits garantissant la sécurité identitaire dans la foulée de la crise des otages à Sarajevo. Tous s'entendirent sur le fait que remplir la promesse impliquait de déployer des troupes américaines alors que les États-Unis et leurs alliés cédaient devant l'intimidation bosno-serbe. La nécessité de repenser la politique de l'administration pour éviter d'envoyer ces soldats dans un contexte de défaite fit alors consensus. Ainsi, l'inaction n'était plus acceptable, car nuisible à l'image projetée par le pays.

Les préoccupations constitutives s'articulèrent également selon la logique rétrospective lorsque plusieurs membres de l'équipe décisionnelle, et surtout le président, se montrèrent exaspérés vis-à-vis la déroute de leur politique à l'égard du conflit à l'été 1995. Selon Donald Kerrick, le directeur du Bureau des affaires européennes du NSC, il ne fait aucun doute que Bill Clinton fut motivé par les conséquences pour son image personnelle de la détérioration de la situation en Bosnie lorsqu'il réclama avec empressement de nouvelles options pour gérer cet enjeu. Si rien n'était fait, « le président Clinton aurait été dépeint comme un leader raté » (Entretien avec D. Kerrick, 2023). Des soucis analogues furent exprimés par certains de ses proches conseillers. En juin 1995, Anthony Lake utilisait la métaphore d'un cancer pour que Clinton prenne la pleine mesure des répercussions néfastes de la Bosnie pour l'ensemble de sa politique étrangère et pour sa présidence. De plus, lors du passage de son homologue français Jacques Chirac à Washington, Clinton exprima son inquiétude par rapport à la représentation de son administration marquée par la faiblesse et la division véhiculée par la presse européenne. Cet inconfort par rapport aux conséquences du conflit en Bosnie sur l'image de l'administration après la crise des otages de Sarajevo ouvrit la porte à l'élaboration de nouvelles options au sein de l'appareil de sécurité nationale.

Les violences à Srebrenica, au début juillet 1995, exacerbèrent les soucis de réputation qui animaient le président et son équipe, selon une logique rétrospective. Ce massacre largement médiatisé galvanisa les membres du groupe décisionnel qui étaient demeurés jusqu'à ce moment moins favorable à une implication accrue des États-Unis. Rester passif devant une telle violence aurait certainement nui à l'image de Washington, arguèrent plusieurs des principaux décideurs. Il fallait éviter ce scénario, car consentir à une détérioration de la réputation du pays aurait générer un sentiment de honte associé à l'insécurité identitaire et une dépréciation de l'image de soi des membres du groupe décisionnel. Les réactions émotives à ces événements furent nombreuses. Anthony Lake se rappelle avoir été horrifié et frustré face au massacre. Le vice-président Al Gore exprima son embarras quant à l'inaction des États-Unis et du monde qui ont laissé se produire une telle catastrophe. Enfin, Bill Clinton fut parmi ceux qui réagirent le plus vivement à Srebrenica, autant en public qu'en privé, d'après les comptes-rendus de la prise de décision et les sources primaires disponibles. Plus que jamais depuis le début de la présidence, il croyait être à la remorque des événements et projeter une image de faiblesse. Même si l'échéance électorale de 1996 se profilait à l'horizon, ses préoccupations de réputation ne se limitaient pas à son destin politique. Elles traduisaient un sentiment d'insécurité identitaire qui découlait de l'impression d'apparaître faible aux yeux de ses interlocuteurs internationaux et de la population américaine. Les nombreuses références explicites du président Clinton au sujet de l'image de faiblesse qu'il avait l'impression de projeter illustrent de manière éloquente cette dynamique. De plus, en permettant aux forces bosno-serbes de prendre Srebrenica « gratuitement », selon les mots du président, les membres de l'administration Clinton étaient restés passifs devant l'horreur. Cette situation accentua les impératifs moraux à l'action aux yeux de faucons, comme Madeleine Albright, qui militait en ce sens depuis le tout début de la présidence Clinton. Cela dit, plusieurs des préoccupations de réputation exprimées relevaient autant des répercussions qu'avaient ces atrocités que sur la nécessité de les prévenir. En effet, l'inaction s'avérait incohérente avec les récits sur lesquels reposaient l'auto-conception identitaire du président et de plusieurs des principaux décideurs, comme Albright, Gore et Lake. Ne rien face à de telles horreurs était un scénario tout simplement inacceptable, selon le président et plusieurs membres du groupe décisionnel. Autrement, ils se retrouveraient dans une situation où ils risquaient de se heurter à un sentiment d'insécurité identitaire découlant de l'inaction devant de telles violences. Pour éviter une telle rupture dans les récits identitaires sur lesquels s'appuyaient leur image de soi, tous les principaux décideurs

appuyèrent l'idée de faire pression sur les alliés pour défendre Goražde en simplifiant les règles encadrant le déclenchement de frappes aériennes sous l'égide de l'OTAN. Surtout, la convergence des préoccupations de réputation liées à la crédibilité du pays et à l'image de soi des principaux décideurs, à la fin juillet et au début août 1995, contribua à l'émergence d'un contexte décisionnel propice à la réorientation de la politique américaine en Bosnie.

Les documents préparés pour exposer les principales organisations de l'appareil de sécurité nationale au président Clinton sont très révélateurs de la manière dont les préoccupations de réputation orientèrent la prise de décision qui mena à l'adoption de la stratégie de « fin de partie ». La perspective constitutive est particulièrement éclairante pour comprendre les répercussions de ces soucis sur la prise de décision. D'abord, le document signé par Madeleine Albright évoque plusieurs de ces préoccupations, notamment quant aux conséquences de la guerre civile d'ex-Yougoslavie pour l'entière des accomplissements internationaux du président démocrate. L'ambassadrice à l'ONU souligna aussi qu'elle était personnellement troublée par la remise en cause du leadership américain par le président Jacques Chirac, démontrant que sa perception de la détérioration de la réputation du pays découlant des échecs de la politique en Bosnie était liée à son image de soi.

Jumelées aux préoccupations pour la crédibilité d'allié des États-Unis et de l'OTAN (perspective stratégique), les inquiétudes s'apparentant à l'image de soi du président et des principaux décideurs créèrent un contexte favorable à la réorientation de la politique américaine en Bosnie. Malgré les divergences substantielles au sujet des options à l'étude par le président et son équipe au début août 1995, les membres du groupe décisionnel se rejoignaient sur la nécessité de préserver la réputation des États-Unis et du président. Selon la perspective stratégique, ils estimaient que la réputation du pays à titre de leader de l'OTAN et d'allié fiable était en jeu. Ainsi, la capacité de l'administration de préserver ses intérêts et d'atteindre ses objectifs futurs, comme l'élargissement de l'OTAN, serait compromise. Selon la perspective constitutive, les membres de l'équipe décisionnelle et le président se rejoignirent sur la nécessité de réagir face à l'horreur de Srebrenica et sur l'idée que la politique qui avait guidé l'administration jusqu'à l'été 1995 était devenue nuisible pour leur image. C'est la convergence de ces deux types de préoccupations de réputation qui générèrent un contexte décisionnel favorable pour un changement de cap majeur de la politique de l'administration Clinton en Bosnie.

## 5.10 Conclusion

La perspective duale (stratégique et constitutive) retenue dans cette thèse pour étudier les effets des préoccupations qu'entretiennent les décideurs responsables de la politique étrangère d'un État nous a permis de mettre en lumière plusieurs facettes de ce phénomène complexe souvent négligé dans la recherche en politique internationale. Tous les dirigeants et les principaux décideurs sont soucieux de leur réputation et de celle du pays qu'ils représentent. Ces préoccupations font presque toujours partie des facteurs évalués pour prendre des décisions en contexte de crise sécuritaire. Il est rare que les responsables de la politique extérieure d'un État prennent une décision en étant pleinement conscients qu'elle ternira leur image et celle du pays, ou en faisant abstraction de telles conséquences lorsqu'ils soupèsent leurs options. Ainsi, démontrer empiriquement que ces individus étaient soucieux de l'image projetée par le pays qu'ils représentent lors d'un épisode de crise sécuritaire ne fait que confirmer un présupposé de la sagesse populaire sur la politique internationale. Les traces observables de ces préoccupations de réputation exprimées dans le cadre des délibérations sont révélatrices du phénomène, mais n'améliorent pas elles seules notre compréhension du phénomène. Ce qui importe, c'est de comprendre quand ces soucis en viennent à rivaliser avec les autres facteurs, et même les supplanter, dans la prise de décision. Grâce à la perspective duale proposée dans cette thèse, nous sommes en mesure de mieux comprendre la convergence des inquiétudes quant aux conséquences de la crise de Srebrenica pour la réputation des États-Unis, celle du président Clinton, et l'image de soi de certains des principaux décideurs. Ensemble, ces préoccupations donnèrent au groupe décisionnel l'impulsion nécessaire pour réorienter la politique de l'administration démocrate au sujet de la Bosnie en août 1995. Le chapitre 6 qui suit évaluera les hypothèses avancées dans cette thèse à la lumière du récit décisionnel présenté dans les chapitres 4 et 5. Nous reviendrons sur notre approche décisionnelle ainsi que sur les différentes pistes d'explication alternatives proposées par les théories qui complètent notre cadre d'analyse pour mieux comprendre la manière dont les préoccupations de réputation orientèrent la prise de décision de l'administration Clinton sur cet enjeu.

## **CHAPITRE 6**

### **RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE CAS DES RÉACTIONS DE L'ADMINISTRATION CLINTON AUX ÉPISODES DE CRISES SÉCURITAIRES DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE**

Le récit détaillé de la prise de décision au sujet de la guerre en Bosnie durant le premier mandat de Bill Clinton présenté aux chapitres 4 et 5 nous a permis d'illustrer le rôle complexe que jouèrent les préoccupations de réputation dans l'orientation de la politique américaine, de janvier 1993 à août 1995. Évoquées à la fois par des conseillers favorables et défavorables à l'implication militaire des États-Unis dans la résolution du conflit, ces préoccupations marquèrent plusieurs des épisodes de crise durant les deux premières années et demie de l'administration. Pour mieux comprendre comment ces préoccupations orientèrent les décisions de politique étrangère au sujet du conflit en Bosnie, ce chapitre propose une analyse des résultats de l'étude de cas en deux temps. Premièrement, nous examinerons les indicateurs pertinents pour évaluer l'influence des principaux facteurs du cadre analytique de la présente thèse, qui réunit notre approche centrée sur le groupe décisionnel et les explications alternatives. Deuxièmement, cette analyse nous permettra d'effectuer la vérification systématique des hypothèses énoncées au chapitre 1.

#### 6.1 L'approche systémique et les intérêts matériels des États-Unis

Survenant à plusieurs milliers de kilomètres du territoire américain et longtemps considérée comme un problème européen, la guerre en Bosnie-Herzégovine ne représentait pas une menace directe à la sécurité des États-Unis et à ses intérêts dits vitaux. Selon Nancy Soderberg, l'adjointe d'Anthony Lake au NSC, Bill Clinton était animé par une « conviction claire » que les États-Unis avaient un rôle à jouer dans la prévention d'une guerre qui s'étendrait au continent européen. Ainsi, sa politique dans les Balkans « était motivée par un calcul d'intérêts de sécurité nationale et de ressources » disponibles (Entretien avec N. Soderberg, 2023). Certes, l'administration Clinton craignait que les violences ne débordent au-delà des frontières de la Bosnie, et potentiellement de celles de l'ex-Yougoslavie. Pour autant, le conflit ne remettait pas en cause les rapports de puissance en Europe et la structure unipolaire qui caractérisait le système international au début des années 1990. Comme pour les autres conflits marquants du premier mandat de Bill Clinton (Somalie et Haïti), les développements de la guerre dans les Balkans n'impliquaient pas une

perturbation de l'équilibre des puissances alors favorable à Washington, autant sur le plan des forces conventionnelles que nucléaires (Yarhi-Milo, 2018 : 260). Durant les années 1990, cette configuration du système international plaçait le pays dans une situation particulière pour l'exercice de sa puissance. Les États-Unis avaient relativement peu de contraintes systémiques quand venait le temps de recourir à la force militaire, même lorsque leurs intérêts immédiats n'étaient pas en jeu. De plus, la relation avec la principale grande puissance concernée par ce conflit, la Fédération de Russie, ne semble pas avoir été un facteur déterminant en ce qui a trait à l'influence des préoccupations de réputation. Affaibli par le démantèlement récent de l'empire soviétique, Moscou demeurait malgré tout une grande puissance, dotée de l'arme nucléaire, avec laquelle l'administration Clinton cherchait à établir une relation stable et propice à sa libéralisation et démocratisation. La volonté américaine de recourir à la puissance aérienne de l'OTAN pour punir les forces bosno-serbes et d'imposer des sanctions strictes contre la Serbie généra des tensions importantes avec les Russes, qui partagent des liens culturels et historiques importants avec les Serbes slaves et orthodoxes (Cross, 2002 : 2). Pour autant, ces tensions n'empêchèrent pas la Maison-Blanche de formuler des menaces à l'égard des Serbes de Bosnie, de les mettre à exécution avec leurs alliés et d'établir de zones d'exclusion, comme à Sarajevo en février 1994. À Gorazde en avril 1994, après avoir dénoncé les représailles initiales de l'OTAN, le gouvernement russe critiqua publiquement les Bosno-Serbes (Kubicek, 1999 : 552-53). Lors de leurs conversations téléphoniques, Clinton et Eltsine abordèrent fréquemment les développements du conflit et exprimèrent de manière franche leurs désaccords. Toutefois, ils insistèrent pour que ces différences ne fassent pas dérailler la relation russo-américaine, qui s'appuyait sur leurs très bons rapports interpersonnels<sup>212</sup>. Ce maintien de relations constructives entre Washington et Moscou fut l'un des facteurs que prirent en compte le président et les membres de son équipe lorsqu'ils évaluèrent leurs options (Trenta, 2016 : 189). Par exemple, avant d'adopter la stratégie de « fin de partie » en août 1995, le NSC identifia la nécessité « d'éviter un conflit avec la Russie qui nuirait à nos efforts de promotion de la réforme et de la coopération internationale » comme l'un des « intérêts vitaux »,

---

<sup>212</sup> Par exemple, le 20 avril 1994, les deux dirigeants discutèrent de la situation à Gorazde. Boris Eltsine écouta la proposition de Clinton pour la menace de frappes sous l'égide de l'OTAN et réaffirma l'importance de préserver une bonne relation avant d'exprimer ses réserves vis-à-vis cette avenue : « Cher Bill, je suis vraiment désolé que ce conflit en Yougoslavie soit perçu dans les médias américains, et dans nos médias, comme une entorse au partenariat que vous et moi avons, ainsi qu'au partenariat entre nos deux pays. Ce partenariat est toujours fort. » (*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Boris Yeltsin*, 1994).

derrière l'unité et la crédibilité de l'OTAN (*Strategy for the Balkan Conflict*, 1995)<sup>213</sup>. Or, Clinton adopta cette proposition agressive, en dépit des risques d'une détérioration des rapports avec Moscou qu'elle impliquait. Bien que le recours à la force par les États-Unis et leurs alliés pour favoriser le règlement du conflit choqua la Russie (Sloan, 1998 : 78), le partenariat n'en souffrit pas outre mesure. Les forces russes participèrent même à la mission de l'IFOR, aux côtés de celles de l'alliance transatlantique et sous le commandement américain, ce qui représenta le « point culminant de la coopération OTAN-Russie » (Antonenko et Giegerich, 2009 : 18). Ainsi, les décisions américaines prises lors des épisodes de crise en Bosnie depuis 1993 au sujet des menaces formulées contre les forces bosno-serbes, les pressions contre Belgrade et les frappes de l'OTAN n'envenimèrent pas les rapports entre les deux pays. Clinton et Eltsine évoquèrent même à plusieurs reprises dans leurs échanges en privé la collaboration sur ce dossier comme une preuve que leur partenariat « fonctionne bien »<sup>214</sup>. En somme, la nature des relations avec une grande puissance, la Russie, n'eut pas vraiment d'influence sur la manière dont les préoccupations de réputation orientèrent les décisions de l'administration Clinton sur la Bosnie. Ainsi, nous écartons d'emblée les facteurs relatifs à la répartition de la puissance dans le système international (conventionnelle et nucléaire) et aux relations avec les grandes puissances.

Néanmoins, les membres de l'administration Clinton s'inquiétèrent des « effets indirects des combats sur un éventail plus large d'intérêts américains » (Burg et Shoup, 1999 : 412). Selon cette perspective, les États-Unis avaient un « chien dans ce combat », contrairement à ce qu'avait affirmé le secrétaire d'État de la précédente administration. L'une des principales raisons pour laquelle Washington devait se soucier de ce conflit avait justement à voir avec la réputation du pays et le sort de sa principale alliance, comme l'énonce Nancy Soderberg (2005 : 95) : « La guerre dans les

---

<sup>213</sup> Dans son mémorandum, Madeleine Albright (1995b), qui proposait également une implication accrue des États-Unis dans la résolution du conflit, énonça qu'elle était prête à sacrifier la bonne entente avec Moscou pour atteindre cet objectif : « [...] le principal obstacle diplomatique serait la Russie. Nous ne devons pas sous-estimer l'effort diplomatique de haut niveau qui sera nécessaire pour éviter un veto russe au Conseil de sécurité et minimiser le soutien russe à la Serbie. Nous devons faire savoir clairement qu'une solution à la Bosnie est devenue la priorité principale de l'Amérique et que nous avons l'intention de calibrer nos relations en conséquence. »

<sup>214</sup> Discutant avec leur équipe respective lors d'une rencontre à Hyde Park, le 23 octobre 1995, Clinton et Eltsine tentait de s'entendre sur un message commun à véhiculer avant de rencontrer la presse. Le président américain cita la Bosnie comme un exemple qu'ils pouvaient brandir comme emblème de leurs relations : « En d'autres termes, que c'est la force de ce partenariat qui nous permet de résoudre les problèmes. Je recommande que nous utilisions la Bosnie comme un exemple : nous sommes tout à fait d'accord sur la nécessité de la paix; sur la mise en œuvre, que nous avons fait des progrès et que nous continuerons à travailler sur cette question [...] » (*Memorandum of Conversation: Lunch with Boris Yeltsin*, 1995).



Balkans menaçait l'intérêt fondamental de l'Amérique pour la stabilité en Europe, la crédibilité des engagements américains, voire la survie même de l'OTAN. » L'incapacité des États-Unis et de leurs alliés à dissuader les Serbes à travers leurs menaces et la difficulté à mettre celles-ci à exécution pour punir les transgressions compromettaient autant la réputation de Washington que celle de l'alliance transatlantique.

Au NSC, les responsables de la coordination entre les différentes organisations de l'appareil de sécurité nationale sur la Bosnie étaient hautement préoccupés par les conséquences de ce dossier pour la vigueur de l'OTAN en tant qu'alliance et la « crédibilité globale des États-Unis », selon le conseiller politique Dick Morris (1997 : 248). Pourtant, ces préoccupations de réputation liées à l'OTAN et au rôle des États-Unis au sein de l'alliance menèrent à des interprétations divergentes de l'enjeu et servirent de justification pour des recommandations de politiques parfois contradictoires. Les inquiétudes quant à la réputation de détermination motivèrent les efforts américains pour punir, de concert avec les alliés européens, les Bosno-Serbes lors des crises successives qui survinrent du début de l'année 1993 à l'été 1995. Malgré la mise en œuvre de réponses militaires coordonnées de la part des États-Unis et de leurs alliés à Sarajevo en septembre 1993 et en février 1994, les divisions à l'intérieur de l'alliance transatlantique empêchèrent le recours à la force lors d'épisodes de crise subséquents. Les réponses militaires proposées par les États-Unis à Gorazde en avril 1994, à Bihać en novembre 1994 et dans la capitale bosniaque en mai 1995 furent rejetées par les alliés, surtout la France et le Royaume-Uni, dont les soldats participaient à la FORPRONU. À ces occasions, l'administration Clinton jugea que l'unité et la cohésion de l'OTAN primaient sur la réputation de détermination des États-Unis, mais surtout, sur la nécessité de freiner les violences qui déchiraient les Balkans. Ne pas imposer unilatéralement une stratégie pour éviter de brusquer les alliés qui avaient des troupes sur le terrain était un principe directeur de la politique de la Maison-Blanche depuis l'entrée en poste de Bill Clinton, et ce malgré les promesses d'une politique plus active à l'égard du conflit. L'échec de la proposition *lift-and-strike* du printemps 1993 s'inscrivit dans cette logique, alors que le secrétaire d'État Warren Christopher reçut le mandat de proposer cette stratégie aux Européens et non pas de les placer devant un fait accompli. Le rejet catégorique de la proposition américaine par les alliés européens, dont les intérêts étaient plus directement touchés par le conflit que les États-Unis, marqua les esprits au sein de l'administration, surtout que Christopher eut l'impression d'avoir été jeté en pâture pour

une mission diplomatique quasi impossible pendant qu'à Washington, Clinton changeait son fusil d'épaule au sujet d'une proposition qu'il devait défendre, sans grand enthousiasme.

La promesse des États-Unis, en décembre 1994, de participer à une éventuelle mission d'extraction de la FORPRONU sous l'égide de l'OTAN transforma la manière dont l'administration Clinton aborda la guerre en Bosnie. Formulée dans la foulée de la décision de ne pas défendre la zone protégée de Bihać pour préserver l'unité de l'OTAN à la fin novembre, cette promesse redéfinit l'enjeu de la guerre en Bosnie aux yeux du président et de ses conseillers en liant la réputation des États-Unis à titre d'allié fiable et celle de leader de l'alliance transatlantique à l'évolution du conflit et au sort de la mission onusienne. De plus, elle rendit à moyen terme presque inévitable un déploiement de troupes américaines dans ce pays, motivant ainsi un leadership américain accru pour déterminer les circonstances de celui-ci. Durant le cessez-le-feu des premiers mois de 1995, les discussions internes portèrent sur les modalités d'une telle contribution américaine et ses implications tactiques et politiques. Or, quand les violences reprirent en avril et que les forces bosno-serbes empêchèrent une réponse ferme de l'OTAN en prenant en otages des Casques bleus dans les environs de Sarajevo en mai 1995, il devint de plus en plus évident que l'inaction incarnée par la posture d'endiguement privilégiée par l'administration démocrate portait atteinte à la réputation du président Clinton, des États-Unis et même de l'alliance transatlantique. De plus, les assauts impunis sur la mission onusienne rendirent de plus en plus probable un retrait de celle-ci. Malgré les réserves qu'il partageait avec plusieurs membres de son équipe décisionnelle au sujet de cet engagement, Bill Clinton réitéra publiquement sa promesse de participer à une opération de l'OTAN, le 31 mai. Encore une fois, les préoccupations pour la réputation de leadership et d'allié fiable des États-Unis, qui freinèrent initialement l'activisme américain en Bosnie, guidèrent les choix de l'administration avec pour objectif toujours de ne pas chambouler l'alliance transatlantique.

La tragédie de Srebrenica magnifia les répercussions néfastes pour l'image projetée par Bill Clinton, son administration et les États-Unis. De surcroît, l'incapacité de l'OTAN à freiner les violences sur le continent européen ternit la crédibilité de l'alliance, alors même que son rôle dans le monde de l'après-guerre froide était encore à définir. Avec l'effondrement de la FORPRONU de plus en plus probable, l'administration Clinton allait être contrainte de remplir sa promesse d'envoyer environ 20 000 soldats américains pour soutenir le retrait de la mission onusienne. Déployer des troupes au

sol en Bosnie, le scénario que cherchait à éviter le président Clinton depuis son entrée en poste, semblait maintenant inévitable durant les prochains mois, et ce sans que les États-Unis ne soient pleinement en contrôle de cette décision pourtant lourde de conséquences.

Au-delà des risques sécuritaires et politiques qu'impliquait un tel déploiement, le déclenchement d'une mission de l'OTAN pour sauver la FORPRONU n'était pas à la hauteur des projets et des ambitions qu'entretenait l'administration Clinton pour l'alliance. La guerre en Bosnie était perçue comme une occasion de redéfinir le rôle de l'OTAN et de repenser le recours à la force militaire dans le monde de l'après-guerre froide (Renshon, 1995 : 20; Rothkopf, 2005 : 325). Maintenir le *statu quo* pour préserver l'unité de l'OTAN n'était plus une position viable si la pertinence même de l'alliance était remise en cause par son incapacité à résorber un conflit d'un niveau de violence sans précédent sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, les soucis au sujet de l'unité de l'OTAN cessèrent d'empêcher la mise en œuvre d'une politique interventionniste après le massacre de Srebrenica en juillet 1995, lorsque Washington s'entendit avec ses partenaires européens pour défendre les zones protégées et suspendre le mécanisme de la double clé qui permettait aux civils de l'ONU de bloquer certaines frappes aériennes. Ayant exprimé son appétit pour une nouvelle politique impliquant davantage les États-Unis dans la résolution du conflit le mois précédent, le président Clinton participa activement aux délibérations du groupe décisionnel et se rangea derrière la stratégie de « fin de partie ». Il l'adopta avec enthousiasme en dépit du fait que la mise en œuvre de cette dernière aurait pu ternir la réputation des États-Unis à titre de leader de l'OTAN et d'allié fiable si l'administration ne parvenait pas à convaincre les Européens de la nécessité de l'appuyer (Entretien avec A. Lake, 2022). Les soucis pour l'unité de l'OTAN furent subordonnés à ceux qui étaient liés à l'image des États-Unis et à celle du président démocrate. Malgré tout, la volonté d'assumer ces risques découlait en partie d'une croyance partagée par plusieurs membres de l'administration selon laquelle la raison d'être de l'alliance transatlantique était « en cours de redéfinition en Bosnie » (*Samuel R. Berger Oral History*, 1995). Souhaitant faire de l'OTAN un outil de gestion de crises sécuritaires dans l'après-guerre froide (Entretien avec A. Vershbow, 2022), la Maison-Blanche prit l'initiative de proposer une façon d'y parvenir en Bosnie. La crédibilité du leadership américain au sein de l'alliance était aussi liée à un projet cher au président Clinton, soit l'expansion de l'OTAN, que portaient Vershbow, Daniel Fried et Nicholas Burns au NSC (Sarotte, 2019 : 31-2). La détérioration de la

crédibilité des États-Unis et des relations transatlantiques dans le contexte de cette guerre compliqua grandement ce processus d'élargissement. Aussi longtemps que cette guerre faisait rage dans les Balkans, l'alliance n'était pas en position d'offrir des garanties de sécurité à de nouveaux membres en Europe de l'Est et centrale (Asmus, 2004 : 100; Goldgeier, 2010 : 172). La réorientation de la politique américaine survenue à l'été 1995 constitue donc un moment charnière pour la Bosnie et les relations entre les États-Unis et ses alliés européens (Asmus, 2004 : 124-5), un développement sans lequel l'expansion de l'OTAN ne serait sans doute pas advenue.

En somme, durant les deux premières années de la présidence Clinton, la contradiction profonde entre, d'une part, la volonté des États-Unis de restaurer la réputation de détermination du pays et de l'OTAN et, d'autre part, le désir de préserver l'unité entre les membres de l'alliance contribua à maintenir l'administration démocrate dans une impasse décisionnelle au sujet de la guerre en Bosnie. Bill Clinton et son équipe parvinrent à surmonter cette contradiction à l'été 1995, lorsqu'ils perçurent d'importants coûts réputationnels à l'inaction pour le président et son administration, pour les États-Unis, ainsi que pour l'OTAN. Cet alignement des préoccupations de réputation se cimenta après Srebrenica et contribua à la création d'un climat favorable pour la réorientation de la politique américaine au début août 1995. Les préoccupations pour la réputation de détermination des États-Unis et la crédibilité de l'OTAN supplantèrent les inquiétudes quant à la cohésion de l'alliance et la fiabilité des États-Unis en tant que membre de celle-ci quand vint le temps de présenter la stratégie de « fin de partie » aux alliés européens. Ce risque en valait la chandelle, puisque l'enlisement du conflit et l'augmentation des violences en Bosnie menaçaient de nuire à de nombreux intérêts cruciaux des États-Unis, soient la sécurité des quelques 20 000 soldats américains qui auraient participé à la mission découlant du plan opérationnel 40104 de l'OTAN, la stabilité et la sécurité de l'Europe, ainsi que le sort du projet d'expansion de l'alliance. Les réputations de détermination des États-Unis et de l'OTAN étaient perçues, en concordance avec la perspective stratégique, comme des outils servant à préserver les intérêts nationaux des États-Unis. Les préoccupations à leur sujet influencèrent l'orientation de la politique américaine en Bosnie en convergeant, à l'été 1995, au moment où la faillite des approches américaine et européennes à la résolution du conflit fut confirmée par le massacre de Srebrenica. Or, il s'agissait essentiellement de perceptions selon lesquelles les intérêts américains étaient en jeu en Bosnie, indirectement, à travers les conséquences pour la réputation du président, du pays et de sa plus importante alliance.

Pour bien évaluer l'influence de ces perceptions sur la prise de décision, il est nécessaire de ne pas se limiter à l'approche systémique détaillée dans les pages qui précèdent. Élargissons donc notre analyse en examinant les autres facteurs du cadre analytique de la présente thèse, à commencer par ceux relatifs à l'approche individuelle.

## 6.2 L'approche individuelle : les prédispositions du président

La présidence de Bill Clinton est l'un des cas d'étude sur lesquels se penche Keren Yarhi-Milo pour démontrer l'influence des prédispositions psychologiques des présidents comme facteurs explicatifs du recours à la force motivé par les soucis de réputation. En tenant compte de son attitude à l'égard de la force militaire et de son niveau élevé d'autosurveillance, elle qualifie Clinton de « croyant de la réputation » (*reputation believer*), c'est-à-dire un président spécialement susceptible de percevoir les enjeux à travers le prisme de la réputation, mais qui demeure prudent quand vient le temps de recourir à la force pour faire la démonstration du niveau de détermination des États-Unis ou de son administration (Yarhi-Milo, 2018 : 227-30). Cette évaluation des prédispositions psychologiques de Bill Clinton est cohérente avec les conclusions de Stanley Renshon, qui affirmait que le souci constant du président démocrate pour les apparences au détriment de la substance fut manifeste dans un ensemble de dossiers, incluant la politique étrangère, durant son premier mandat (Renshon, 1995, 276). Concrètement, Keren Yarhi-Milo souligne que la réponse initiale du président démocrate aux crises internationales consistait souvent à s'appuyer sur la diplomatie et les négociations. Or, à titre de dirigeant faisant preuve d'un niveau d'autosurveillance « extrêmement élevé » qui était soucieux de sa réputation de détermination et de celle du pays qu'il représentait, Clinton fut prêt à assumer les risques qu'impliquait le recours à la force militaire « lorsqu'il sentait que des politiques le faisaient paraître faible aux yeux des adversaires et alliés » des États-Unis afin de « sauver la face » (Yarhi-Milo, 2018 : 263-4). Pour comprendre comment ces facteurs individuels influencèrent les choix de politiques effectués par le président démocrate au sujet du conflit en Bosnie, il faut tenir compte des autres dossiers qui préoccupaient simultanément son administration entre 1993 et 1995 (Entretien avec A. Lake, 2022)<sup>215</sup>. À ce titre, les échecs fortement médiatisés à Mogadishu et à Port-au-Prince d'octobre

---

<sup>215</sup> Samuel Berger rappelle l'importance de ces crises simultanées pour mieux comprendre le contexte décisionnel des premières années de la présidence Clinton : « Nous avons hérité de trois crises majeures lorsque nous sommes entrés en fonction [...] Vous essayez toujours de lancer vos propres initiatives en termes de choses que vous voulez voir se

1993 accentuèrent les inquiétudes qu'entretenait Clinton par rapport à l'image qu'il projetait à titre de dirigeant et celle des États-Unis sur la scène internationale. L'exemple de la gestion de la crise politique en Haïti par l'administration Clinton fait foi de la grande sensibilité du président pour les questions de réputation et de crédibilité, en plus d'être particulièrement éclairant pour mieux saisir comment les préoccupations de réputation ont pu influencer les décisions du cas à l'étude dans le présent chapitre.

L'incident de l'*USS Harlan County* à Haïti généra « une image d'impuissance et d'irrésolution, conséquence inévitable d'un président qui cherche avec incertitude son chemin dans le monde », selon John Harris (2005 :123). Cet événement marqua profondément le président et son équipe de sécurité nationale (Yarhi-Milo, 2018 : 244-5; Girard, 2004 : 43-4). « Je ne me dégonflerai plus jamais... comme je l'ai fait en Haïti », déclara Clinton dans la foulée de l'incident (Hamilton, 2005 : 197). Après l'échec des sanctions internationales imposées au régime de Raoul Cédras durant la première partie de l'année 1994, le président Clinton réclama le départ du dirigeant de la junte militaire et autorisa la participation des troupes américaines à une force multinationale qui envahit Haïti le 19 septembre afin de réinstaurer le président en exil Jean-Bertrand Aristide. Bill Clinton estimait que sa propre réputation de détermination et celle des États-Unis étaient engagées dans le dossier. Ainsi, il autorisa le déclenchement de cette opération militaire après avoir épuisé les moyens diplomatiques pour atteindre ses objectifs, même si cette décision représentait un risque politique de taille à moins de deux mois des élections de mi-mandat de novembre 1994. Rappelons que le recours à la force pour résoudre la crise en Haïti recevait l'appui de moins de 40% des Américains avant l'invasion. Pour Keren Yarhi-Milo, la volonté d'assumer ce risque dans un contexte où les intérêts vitaux des États-Unis n'étaient pas en jeu, que la situation en Haïti ne compromettait pas l'équilibre des puissances à l'échelle internationale et que les pressions internes en faveur d'une telle intervention étaient limitées, découlait d'abord et avant tout des prédispositions psychologiques de Bill Clinton. Lorsque l'enjeu de la réputation – du président et des États-Unis – devint critique après l'incident du *Harlan County*, le président démocrate

---

réaliser, mais vous héritez également des problèmes qui sont là lorsque vous arrivez. Dans notre cas, c'était la Somalie, Haïti et la Bosnie. Et nous avons passé une bonne partie des deux premières années à essayer de résoudre ces trois problèmes, tout en nous occupant de questions plus vastes comme l'expansion et la modernisation de nos alliances et l'aide à la transition de la Russie et de la Chine. Mais ces trois problèmes réunis ont constitué les grandes crises dont nous avons hérité. » (*Frontline: The Clinton Years – Interview with Samuel Berger*, 1995)

surmonta sa réticence à employer la force militaire (Yarhi Milo, 2018 : 250-2). Voilà effectivement un cas d'étude qui confirme la logique de sa théorie, mais la situation est plus complexe pour celui de la guerre en Bosnie.

Le processus qui mena à la décision d'août 1995, soit l'adoption de la stratégie de « fin de partie » incluant le recours à la force pour régler le conflit en Bosnie-Herzégovine, fut bien différent de celui qui précéda l'intervention à Haïti. Les deux dossiers divergent sur plusieurs points. D'abord, au niveau des intérêts, le président et ses conseillers abordèrent la guerre en Bosnie à travers le prisme de ses risques de débordement au continent européen et ses conséquences pour l'unité de l'OTAN et le rôle des États-Unis au sein de l'alliance, surtout à partir du moment où l'administration prit l'engagement envers ses alliés de participer à une éventuelle opération de retrait de la FORPRONU en décembre 1994. Bien que plusieurs membres du groupe décisionnel estimaient que, comme en Haïti, les intérêts vitaux des États-Unis n'étaient pas en jeu en Bosnie, ils étaient convaincus que l'avenir de l'alliance et son rôle à titre de mécanisme de gestion de crise dépendaient du dénouement de la guerre qui déchirait les Balkans. De plus, l'incapacité des États-Unis et l'OTAN à dissuader et punir les affronts bosno-serbes avaient ternis la réputation de détermination du pays et de l'alliance, surtout après Srebrenica. Au niveau national, les pressions du Congrès pour lever unilatéralement l'embargo créèrent un environnement politique interne plus difficile à naviguer sur le dossier de la Bosnie, surtout après les élections de mi-mandat de novembre 1994 qui permirent aux républicains de décrocher des majorités à la Chambre des représentants et au Sénat. En matière d'événement focalisateur, le massacre de Srebrenica choqua la Maison-Blanche, les pays européens et les opinions publiques partout en Occident, marquant un moment charnière dans le conflit. Néanmoins, la violence et les horreurs commises dans cette zone protégée et ses environs ne furent pas perçues comme une humiliation directe des États-Unis ou de son président, contrairement à l'incident du *USS Harlan County*. N'ayant pas de troupes déployées en Bosnie, le massacre de Srebrenica ne représentait pas un affront direct aux États-Unis. Enfin, une majorité de l'opinion publique américaine demeurait largement opposée à l'idée d'envoyer des soldats américains en Bosnie pour imposer un règlement du conflit<sup>216</sup>.

---

<sup>216</sup> Des données sur l'opinion publique américaine et la guerre en Bosnie seront présentées dans l'analyse des facteurs de politique intérieure relatifs aux coûts d'auditoires (voir 6.3).

Un facteur demeure invariable dans les deux cas : le président. Tout comme pour Haïti en 1993-94, on devrait s'attendre à ce que Bill Clinton, en tant que dirigeant faisant preuve d'un niveau d'autosurveillance extrêmement élevé, soit enclin à recourir à la force militaire après avoir épuisé les alternatives diplomatiques lorsqu'il estime projeter une image de faiblesse auprès des alliés et des adversaires des États-Unis. Toutefois, les réactions de Clinton furent beaucoup plus ambivalentes face à la détérioration de l'image américaine – et celle de sa présidence – dans le cas de la Bosnie. D'abord, il est important de noter que Clinton percevait l'enjeu de la Bosnie comme directement lié à l'image qu'il projetait, et ce dès le début de sa présidence. Durant la campagne de 1992, le démocrate adopta une position plus ferme à l'égard du conflit que son prédécesseur républicain pour tenter de rehausser sa crédibilité en se présentant comme un « leader fort dans le domaine de la politique étrangère » (Steinberg, 2016 : 244). Ayant travaillé avec Clinton durant cette campagne, Nancy Soderberg note que ses déclarations sur la Bosnie furent même « adoucies » par rapport à ce qu'il souhaitait véritablement faire pour freiner les violences. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, il réclama à ses conseillers de lui présenter des options pour favoriser un règlement du conflit. En consacrant leur première directive de révision des politiques de sécurité nationale (PDR/NSC-1) à la situation en ex-Yougoslavie, Anthony Lake et son équipe prouvèrent que cet enjeu se trouvait au sommet de la liste de priorités de Clinton (Entretien avec J. Holl Lute, 2023). Cependant, la prudence du Département d'État et la réticence des pays d'Europe à voir les États-Unis mener les efforts diplomatiques sur le sujet vinrent tempérer leurs ambitions (Entretien avec N. Soderberg, 2023). Quelques mois plus tard, Clinton accueillit Elie Wiesel, un survivant de l'holocauste, à Washington en avril 1993. Aux côtés du président, Wiesel déclara que les horreurs qu'il avait observées sur le terrain en ex-Yougoslavie l'empêchaient de dormir. En réponse à une question d'un journaliste qui revint sur les commentaires de Wiesel, Clinton démontra qu'il entrevoyait l'enjeu de la Bosnie à travers le prisme de l'image qu'il projetait et celle des États-Unis : « Je pense que c'est un défi lancé autant aux États-Unis qu'à moi et qu'à l'Ouest pour adopter des mesures supplémentaires en Bosnie, et je l'accepte comme tel. » (Harris, 2005 : 43). Si Bill Clinton était prédisposé à personnaliser l'enjeu du fait de son niveau élevé d'autosurveillance, cela ne signifie pas pour autant que la réorientation de la politique américaine à l'égard du conflit en août 1995 est due à sa personnalité. En effet, à plusieurs reprises, Clinton et son équipe tardèrent à changer d'approche face au conflit malgré le fait que la diplomatie et les négociations connurent des ratés à répétition et qu'ils percevaient des dommages en termes de réputation et de crédibilité



pour les États-Unis et leur administration. Les reculs de la Maison-Blanche lors des crises de Goražde en avril et de Bihać en novembre 1994 projetèrent une image de faiblesse et d'indécision qui marquèrent un contraste profond avec la fermeté dont avait fait preuve Washington et leurs alliés après le bombardement de la place du marché Markale en février de la même année. Or, cela prit des mois et plusieurs autres crises avant que Bill Clinton, pourtant très soucieux de son image et celle du pays, ne soit prêt à assumer les risques d'adopter et de mettre en œuvre une nouvelle politique impliquant le recours à la force. Entre temps, les efforts diplomatiques successifs montrèrent leurs limites à maintes reprises, que ce soit l'échec du plan Vance-Owens, les progrès timides du Groupe de Contact et l'essoufflement des pourparlers menés par le négociateur américain Robert Frasure.

Les choses commencèrent à changer à partir du printemps 1995, plus de deux ans après l'entrée en fonction d'un président spécialement à l'affût des perceptions de faiblesse. La crise des otages de la FORPRONU en mai et les pressions du nouveau président français Jacques Chirac rendirent encore plus évident le déficit de leadership américain sur ce dossier. Le massacre de Srebrenica fit grimper le coût de l'inaction pour l'image du président démocrate qui avait promis d'en faire plus que son prédécesseur républicain pour freiner les violences en Bosnie. « Je me fais écraser » dit Clinton, qui réaffirma son appétit pour de nouvelles propositions visant à réorienter la politique de son administration à l'égard du conflit (Hamilton, 2007 : 492). Cette image de faiblesse qu'il projetait à titre de dirigeant était directement liée à celle des États-Unis, comme l'illustre ce commentaire qu'il formula pour encourager ses conseillers à repenser la politique de l'administration, le 17 juillet : « Nous avons l'air faibles [...] Notre position est insoutenable : elle est en train de tuer la posture de force des États-Unis dans le monde » (Stephanopoulos, 1999 : 383)<sup>217</sup>. Plus qu'à n'importe quel autre moment depuis le début de sa présidence, les préoccupations de réputation – personnelle et étatique – de Clinton au sujet de la Bosnie convergèrent et contribuèrent à changer son attitude à l'égard du recours à la force. Cependant, il serait injuste d'attribuer ce changement de cap à ses prédispositions psychologiques à se soucier de sa réputation de détermination et de celle des États-Unis. En effet, comme le souligne Anthony Lake, son patron s'inquiétait bien plus de l'image qu'il projetait en raison de ses conséquences en matière de

---

<sup>217</sup> De manière analogue, Clinton affirma, le 18 juillet, que le pays était devenu le « sac de sable du monde » (Woodward, 1996 : 263).

politique interne que pour les conclusions que pouvaient tirer les autres pays sur le niveau de détermination des États-Unis : « Le président Clinton était plus préoccupé par sa crédibilité politique, avec le Congrès et le peuple américain, que par la crédibilité de l'Amérique avec ses alliés. » (Entretien avec A. Lake, 2022) Dans une courte vignette sur la gestion de la guerre en Bosnie par le président Clinton, Keren Yarhi-Milo (2018 : 262) conclut que la grande sensibilité du président à l'opinion publique et aux répercussions politiques de ses décisions sur ce dossier découlait de son niveau élevé d'autosurveillance. Certes, la personnalité du président joua un rôle dans la réorientation de la politique de son administration, mais d'autres facteurs découlant du contexte national, comme les pressions législatives et les coûts d'auditoires potentiels associés au décalage entre les déclarations de campagne formulées en 1992 et l'approche à tâtons préconisées par l'administration Clinton durant ses deux premières années, laissent croire qu'un autre dirigeant, indépendamment de son niveau d'autosurveillance, aurait aussi ressenti la nécessité d'agir de manière plus déterminée à l'été 1995. Enfin, nous écartons aussi l'explication relative au fait que les présidents originaires du Sud des États-Unis seraient plus enclins à recourir à la force pour des raisons liées à la réputation (Dafoe et Caughey, 2016). Même s'il est originaire de l'Arkansas, un état du Sud, Clinton est demeuré assez réticent par rapport à l'emploi de la force militaire jusqu'à l'été 1995, en dépit du fait qu'il estimait que le conflit avait des répercussions négatives pour sa réputation et celle du pays depuis le début de sa présidence<sup>218</sup>. Les analogies historiques ne semblent pas non plus avoir joué un rôle prépondérant dans l'émergence de préoccupations de réputation en lien avec la guerre en Bosnie. L'importance des analogies de Munich et du Vietnam a été soulignée dans quelques analyses préalables de la politique américaine en lien avec le conflit (Record, 2002 : 113-128; Bert, 1997). Pourtant, nous n'avons identifié très peu de preuves empiriques démontrant que ces analogies auraient structuré la formulation des politiques et les délibérations au sujet de la Bosnie au sein de l'administration Clinton. Comme le souligne Jenonne Walker, il ne fait aucun doute que certains des principaux décideurs voyaient l'enjeu à travers le prisme du Vietnam, comme Colin Powell, ou de Munich, comme Madeleine Albright. Cependant, ces parallèles historiques ne furent pratiquement pas directement invoqués durant les délibérations

---

<sup>218</sup> Comme dans le cas de Haïti, la culture de l'honneur du Sud, dans laquelle aurait été socialisé Clinton, ne semble pas avoir eu d'effet concret sur ses décisions (Yarhi-Milo, 2018 : 263).

(Entretien avec J. Walker, 2023). Notre analyse approfondie des documents d'archives de l'appareil de sécurité nationale confirme cette observation.

### 6.3 L'approche de politique intérieure et les coûts d'auditoire

Ayant promis durant la campagne électorale de 1992 d'agir de manière plus déterminée que le président sortant George H.W. Bush pour stopper les violences en Bosnie, Bill Clinton et plusieurs de ses conseillers estimaient que sa réputation de détermination à titre de dirigeant était en jeu, d'autant plus qu'il était très peu expérimenté dans le domaine des relations internationales. Pourtant, quelques mois à peine après le début de sa présidence, il devint clair que Clinton aurait beaucoup de difficulté à livrer la marchandise sur ses promesses (Rothkopf, 2005 : 319). Des crises survenant en parallèle, notamment celles en Somalie et à Haïti, et une réticence à se commettre en faveur d'une politique impliquant le déclenchement d'une intervention militaire dans un théâtre de conflit jugé particulièrement instable, restreignirent l'éventail de choix s'offrant au président et à son équipe décisionnelle. Conséquemment, l'approche mise en œuvre par l'administration Clinton ne fut pas à la hauteur des déclarations électorales du candidat démocrate.

Or, rien n'indique que la Maison-Blanche ou les membres du forum décisionnel se sentirent contraints par ce que Bill Clinton avait dit sur la Bosnie durant les présidentielles de 1992. D'abord, il convient de rappeler que ces déclarations électorales avaient été formulées de manière à ne pas lier les mains du candidat démocrate advenant qu'il remporte l'élection et doive gérer la guerre en Bosnie<sup>219</sup>. De plus, tout indique que l'équipe de sécurité nationale constituée pour servir le nouveau président n'estimait pas qu'ils devaient formuler des politiques sur la base des propos antérieurs formulés par leur patron. Se remémorant les premiers mois de l'administration Clinton, la directrice senior pour l'Europe du NSC, Jenonne Walker, note qu'« il est intéressant de constater le peu d'attention accordée à ce qui avait été dit pendant la campagne ». Les cartables contenant les énoncés électoraux de Bill Clinton et les politiques de l'administration distribués par Nancy Soderberg à l'interne furent rapidement écartés par le personnel du NSC (Entretien avec J. Walker, 2023). Les déclarations électorales du président au sujet du conflit furent même tournées en dérision par des membres de l'administration qui ne voyaient aucun problème à les écartier. « Je

---

<sup>219</sup> « Nous devons tenter ce que nous pouvons raisonnablement faire » est l'une des formules vagues d'appel à l'action sur la Bosnie qu'avait employées le candidat Clinton en 1992 (Marcus, 1993).

suppose que vous ne voudriez pas que quelqu'un tienne une promesse de campagne si c'était une politique très mal fondée [...] », affirma Warren Christopher en février 1993 (Drew, 1994 : 139). Certains conseillers étaient à l'affût des critiques qui circulaient dans les médias au sujet du décalage entre ce que Clinton avait dit en 1992 et ce qu'il accomplit en 1993-94 et tentaient de les réfuter (Entretien avec N. Soderberg, 2023; Soderberg, 1994). Au-delà de cette gestion des relations publiques, les conséquences politiques potentielles de ce décalage ne semblent pas avoir généré des soucis de réputation qui influencèrent les décisions de l'administration Clinton. Nous pouvons donc écarter d'emblée l'explication axée sur une volonté d'éviter les coûts d'auditoire interne découlant des propos tenus par Clinton sur la Bosnie avant son entrée en poste. Il fallut attendre plus de deux ans avant que des craintes au sujet des conséquences électorales potentielles de la gestion du conflit ne soient exprimées explicitement par le président et les principaux décideurs et elles n'eurent rien à voir avec la rhétorique de la campagne de 1992.

Les pressions politiques internes en faveur d'une implication plus musclée dans le conflit augmentèrent seulement à partir de juillet 1995, alors que les opinions publiques américaine et européennes réagirent avec vigueur aux images tragiques du massacre de Srebrenica. Déjà depuis quelques mois, le président « était de plus en plus préoccupé par les conséquences de cette situation sur l'image politique de l'administration en matière de politique étrangère », rappelle Anthony Lake (*Anthony Lake Oral History*, 2002). Même le conseiller politique Dick Morris changea son fusil d'épaule, jugeant qu'avec ce niveau de violence en Bosnie, le maintien du *statu quo* nuirait aux chances de réélection de Bill Clinton (Harris, 2005 : 196). Perçue à travers le prisme de la politique intérieure, cette guerre avait le potentiel de devenir un enjeu sur lequel le président Clinton s'exposerait de plus en plus à la critique. Certains craignaient que la gestion de ce dossier ne vienne cristalliser la perception d'un dirigeant faible dans l'esprit des électeurs américains en vue du scrutin de novembre 1996 (Halberstam, 2001 : 302 & 307; Bert, 1997 : 223)<sup>220</sup>. Ainsi, le président « avait tout intérêt à réduire le risque que la Bosnie perturbe la campagne » (Daalder,

---

<sup>220</sup> L'historien Michael Beschloss résume de manière élogieuse la logique de cette inquiétude électorale découlant en partie des coûts d'auditoires potentiels associés à l'inaction : « [...] le résultat en Bosnie découle du fait qu'il s'agissait d'un président qui voulait à la fois faire quelque chose pour mettre fin aux souffrances et en même temps désamorcer la Bosnie, en tant que question de politique intérieure en 1996, qui aurait pu être utilisée pour montrer Clinton comme un président faible... c'était un politicien très protecteur qui ne voulait pas que la Bosnie soit utilisée par Bob Dole et les républicains en 1996 comme la pièce à conviction A d'une promesse de campagne non tenue de Clinton, et aussi la pièce à conviction A de Clinton en tant que démocrate traditionnel opposé à l'usage de la force. » (*Frontline: Stories of Bill*, 1996)

2000 : 166). La « détermination à résoudre [ce conflit] avant les élections pour un deuxième mandat » était très élevée chez le président et le personnel politique de la Maison-Blanche, note Alexander Vershbow (Entretien avec A. Vershbow, 2022). Au début août 1995, le président Clinton fut enfin persuadé qu'il devait saisir l'opportunité qui se présentait devant lui de réorienter la politique américaine en Bosnie. « Si nous laissons ce moment filer, nous sommes cuits » dit-il à son équipe de sécurité nationale (Stephanopoulos, 1999 : 383). Plus que jamais, Clinton percevait le sort de la guerre en Bosnie comme directement lié à l'image qu'il projetait à titre de dirigeant et de son administration auprès de la population américaine.

Les membres de l'équipe de sécurité nationale étaient bien conscients que le président Clinton était extrêmement sensible aux conséquences politiques de l'enjeu de la guerre en Bosnie pour sa présidence et ses chances de réélection. Ils s'entendaient pour dire que la Bosnie nuisait à sa position sur d'autres enjeux. Les partisans d'une implication plus directe des États-Unis dans le règlement du conflit mobilisèrent des arguments en ce sens pour convaincre Bill Clinton et certains de leurs collègues moins sympathiques à leurs idées de la nécessité politique de réorienter la politique de l'administration. Le mémorandum signé Madeleine Albright au début août 1995 est sans doute le meilleur exemple du recours à ces préoccupations au sujet de la réputation de l'administration Clinton et des États-Unis pour tenter de rompre avec l'inaction. L'ambassadrice soulignait que le *statu quo* pourrait entraîner le déploiement de troupes américaines pour faciliter le retrait de la FORPRONU et que les soldats pourraient toujours se trouver en Bosnie au printemps et à l'été 1996, ce qui impliquait un « risque politique évident pour l'administration ». Cependant, il ne faut pas oublier que le document du NSC détaillant la stratégie de « fin de partie » présentait l'échéance électorale pour justifier un changement de cap de la politique de l'administration afin d'éviter que les États-Unis ne soient appelés à intervenir avec leurs alliées de l'OTAN pour accompagner le retrait de la mission onusienne durant les présidentielles de 1996 :

[...] il serait préférable de relever le défi de la mise en œuvre de l'OPLAN 40104 cette année, plutôt que d'avoir à mener une opération de retrait de l'OTAN longue et désordonnée en pleine campagne électorale, alors que les parties auront encore plus intérêt à nous mettre dans l'embarras ou à tenter de nous attirer dans le conflit. (*Bosnia Endgame Strategy*, 1995)

Sans aucun doute, de tels arguments retinrent l'attention de Bill Clinton qui appela son équipe de conseillers à « épuiser toutes les alternatives, lancer tous les dés, prendre des risques » durant la rencontre du 7 août. Le maintien du *statu quo* ne ferait que repousser le problème qui se transformerait en une situation inconfortable sur le plan politique pour Clinton. Sans changement drastique de la politique de son administration, il craignait que l'impératif de prendre une décision au sujet du recours à la force « tombe au milieu de la campagne » électorale de 1996 (Daalder, 2000 : 109). Le lien entre la Bosnie et ses chances de réélection était donc clair dans l'esprit du président démocrate.

Il ne fait nul doute qu'une partie importante des préoccupations de réputation qui contribuèrent à la réorientation de la politique de l'administration Clinton à l'égard du conflit en Bosnie portèrent sur les conséquences politiques de l'image de faiblesse que projetait le président Clinton et les États-Unis sur le dossier. Plus spécifiquement, les soucis entourant les répercussions de cette image pour le destin électoral du démocrate furent particulièrement aigus durant les délibérations qui précédèrent l'adoption de la stratégie de « fin de partie » durant l'été 1995. Or, ces considérations internes ne s'articulèrent pas selon la logique des coûts d'auditoire. En effet, les inquiétudes de Bill Clinton et de ses conseillers politiques n'avaient pas à voir avec le fait que sa gestion du conflit en Bosnie n'avait pas été à la hauteur des promesses formulées durant la campagne électorale de 1992, ou même avec les reculs de son administration lors des crises de Goražde et Bihać en 1994. L'analyse des documents d'archives et les entretiens avec des décideurs ayant œuvré dans cette administration indiquent que le président était davantage préoccupé par le fait que ses décisions cumulatives au sujet de la Bosnie lui accolaient l'image d'un dirigeant faible plutôt que de devoir assumer des coûts aux urnes pour ne pas avoir rempli ses promesses, ou agi en conséquence de ses menaces ou autres déclarations spécifiques sur l'enjeu. De plus, il ne semble pas que l'engagement du président Clinton à déployer des troupes pour assurer la mise en application d'un accord de paix en Bosnie était perçu comme une promesse à tenir sous peine de faire face aux mécontentements des électeurs qui le puniraient pour avoir terni la réputation du pays. Un tel déploiement demeurerait largement impopulaire auprès de l'opinion publique américaine. Rappelons que seulement 21% des Américains étaient favorables à l'envoi de soldats américains pour mettre un terme au conflit, selon des données d'un sondage *CBS News* effectué au début juin 1995 dont disposait le NSC (National Security Council, Speechwriting Office, and Robert Boorstin, 1995a). Enfin, le principal

engagement pris par Clinton au sujet de la Bosnie, celui de participer à une mission de l'OTAN pour aider la FORPRONU à se retirer du théâtre de conflit annoncé pour la première fois en décembre 1994 et réaffirmé publiquement à la fin mai 1995, aurait pu faire l'objet de coûts d'auditoires importants si le président démocrate l'avait rompu. Or, Clinton et les autres membres du groupe décisionnel estimèrent que les États-Unis ne pouvaient pas revenir sur cette promesse sous peine de nuire à la crédibilité du pays et de l'administration. Sur le plan interne, il est vraisemblable de penser que rompre cette promesse aurait pu amener une partie de l'électorat à sanctionner le président Clinton lors de la prochaine élection présidentielle, puisqu'une grande majorité appuyait un éventuel déploiement de troupes américaines en Bosnie. Selon des données de sondages dont disposait le NSC, au début juin 1995, 70% des Américains sondés par le *Los Angeles Times* étaient favorables à l'envoi de soldats pour permettre l'évacuation de la FORPRONU. Ce chiffre grimpa à 84% dans la foulée du massacre de Srebrenica, d'après un sondage *ABC/Washington Post* (National Security Council, Speechwriting Office, and Robert Boorstin, 1995b)<sup>221</sup>. Clinton ne dérogea donc pas de sa promesse, qui recevait un appui populaire d'envergure, envers l'OTAN et la mission onusienne.

### 6.3.1 Le massacre de Srebrenica et l'opinion publique américaine

Le massacre de Srebrenica transforma la perspective de l'administration Clinton, mais la couverture médiatique de cet événement et la réaction de l'opinion publique n'expliquent que partiellement la réorientation de la politique américaine au début août 1995. Les images diffusées en boucle sur les chaînes d'information en continu pressèrent les dirigeants et décideurs de part et d'autre de l'Atlantique à répondre avec fermeté à l'agression bosno-serbe<sup>222</sup>. Piers Robinson soutient que cette couverture médiatique influença la décision de l'administration Clinton d'autoriser la participation américaine à la défense de l'enclave de l'enclave de Gorazde (2002 :

---

<sup>221</sup> D'autres sondages recensés par l'Agence d'information des États-Unis indiquent que cet appui était moins élevé en juillet 1995, soit 53% selon un sondage *Times/Yankelovich*. L'appui fondait surtout lorsqu'on évoquait de potentielles victimes parmi les militaires américains. Seulement 47% se disaient en faveur d'un déploiement accompagné d'une conséquence tragique, selon le sondage *Los Angeles Times* de juin 1995. Kull et Ramsay (2003 : 91) estiment, qu'en moyenne, l'appui à la participation américaine au retrait de la FORPRONU se chiffrait à 62%.

<sup>222</sup> Autant Anthony Lake que Strobe Talbott parlèrent d'un « effet CNN » pour qualifier l'influence de la couverture médiatique sur les pressions de l'opinion publique en lien avec la guerre en Bosnie lors d'entrevues rétrospectives (Anthony Lake Oral History, 2002; *Dayton History Project Interview with Strobe Talbott*, 1996 : 15). Sur la couverture médiatique de la guerre en Bosnie et particulièrement du massacre de Srebrenica, voir : Robinson, 2000 : 619-22; Prémont, 2006 : 94-6 & 98-9.

72-92), rappelant la réponse musclée de la Maison-Blanche après le bombardement de la place du marché Markale en février 1994 (Gowing, 1994). Selon Robinson, la réaction de Bill Clinton au massacre de Srebrenica doit être interprétée à travers le prisme des soucis de réputation. Déjà très préoccupé par l'image que les États-Unis et son administration projetaient sur cet enjeu, il craignait les effets d'une couverture médiatique négative pour l'image du pays, de sa principale alliance et des Nations unies (2000 : 625-6; 2002 : 85). Durant une conférence de presse le 27 juillet 1995, Clinton statua que l'absence d'une réponse ferme à la crise d'otages du printemps avait mené à la chute de Srebrenica, ce qui ternit le prestige de l'ONU et de ceux qui l'appuyaient, comme Washington et l'OTAN. Surtout, il résuma ainsi les conséquences de la réponse américaine à la guerre en Bosnie pour l'image du pays :

La difficulté pour les États-Unis est la suivante : nous sommes toujours la seule superpuissance du monde ; les gens veulent que nous réparions les choses, ou du moins que nous disions que nous ne sommes absolument pas impliqués sur ces enjeux. Et voici un cas où nous avons décidé de laisser quelqu'un d'autre prendre la tête d'un problème – pour être juste envers eux, d'un problème très difficile – mais de nous impliquer dans un rôle de soutien. Et cela, dans une certaine mesure, a mis en danger notre propre prestige, le prestige de l'OTAN et le prestige des Nations Unies. (Clinton, 1995c)

La couverture médiatique du conflit augmenta certes dans la foulée du massacre de Srebrenica, mais il est important de noter qu'un consensus en faveur de l'interventionnisme militaire dominait les critiques véhiculées de l'administration Clinton dans les grands médias américains depuis 1993 (Halberstam, 2001; Entman, 2004 : 160; Prémont, 2006 : 75). Parallèlement, l'attention et l'intérêt de l'opinion publique américaine pour la guerre en Bosnie grimpèrent à partir de juin 1995 (Bennett *et al.*, 1997 : 94-5). Cet intérêt accru pour le conflit, découlant en partie de la couverture médiatique du massacre de Srebrenica, ne se traduit pas nécessairement par un appui plus important en faveur d'une intervention militaire. Bennett et ses collègues (1997 : 101) notent que les Américains les plus au fait du conflit étaient parmi les plus réticents à l'idée d'appuyer le recours à la force, sauf pour venir en aide à la FORPRONU. De plus, les représentations médiatiques de l'opinion publique américaine sur la guerre en Bosnie insistèrent largement sur l'opposition à une intervention plus directe des États-Unis dans le conflit, malgré l'appui de taille à certaines mesures plus limitées que le déploiement de troupes au sol (Sobel, 1998). Aux États-Unis, 59% des Américains sondés en juillet 1995 se montrèrent favorables aux frappes aériennes concertées avec les pays de l'OTAN



pour punir les agressions bosno-serbes contre les zones protégées. Cependant, la volonté de voir Washington assumer un rôle plus actif dans la résolution du conflit demeurait limitée. Seulement 36% des Américains sondés en juillet estimaient que les « intérêts vitaux » du pays étaient en jeu dans la guerre qui avait cours depuis 1992. Une majorité – 59% – estimait que les États-Unis en avaient déjà suffisamment fait pour freiner les violences en Bosnie. Seulement 35% étaient en faveur d'une campagne de bombardements visant les forces serbes à plus grande échelle.

En somme, le massacre de Srebrenica, sa couverture médiatique et la réaction de l'opinion publique américaine à celui-ci contribuèrent à créer un contexte favorable à la réorientation de la politique américaine à l'égard du conflit au début août 1995. Bien que ces événements tragiques magnifièrent les préoccupations de réputation du président et de ses conseillers, celles-ci étaient bien présentes auparavant et alimentèrent le processus de réflexion sur la politique de l'administration entamé au printemps à l'initiative du NSC et avec la bénédiction du président. De plus, l'appétit de l'opinion publique américaine en faveur d'une implication plus directe des États-Unis demeura assez faible en dépit de ces violences. En revanche, l'opinion publique, dans la foulée de Srebrenica, permit de définir les paramètres du débat dans le processus décisionnel en faveur d'une intervention militaire limitée aux frappes aériennes qui encouragea le président Clinton à adopter la stratégie de « fin de partie » en août 1995 (Foyle, 1999 : 249). Donc, les préoccupations de réputation n'influencèrent pas la prise de décision uniquement à travers les pressions médiatiques et populaires.

### 6.3.2 L'activisme des majorités républicaines au Congrès

En ce qui concerne les pressions du Congrès, il convient de proposer un portrait nuancé de l'influence de la législature fédérale sur la politique de l'administration Clinton par rapport à la Bosnie. La victoire républicaine aux élections de mi-mandat de novembre 1994 offrit une opportunité aux élus du parti adverse les plus actifs dans ce dossier de transformer leurs idées sur l'enjeu en politiques contraignantes pour l'administration démocrate. Parmi eux, le sénateur Bob Dole agit à titre d'entrepreneur de politique étrangère en proposant un projet de loi visant à lever unilatéralement l'embargo sur les ventes d'armes aux musulmans de Bosnie (Carter et Scott, 2009 : 162 ; Karčić, 2015). Ces efforts législatifs pour changer l'orientation de la politique des États-Unis en lien avec cette guerre furent surveillés de très près par le groupe décisionnel, comme l'illustrent la plupart des comptes rendus des réunions des comités des principaux décideurs et celles de leurs

adjoints disponibles dans les archives de la bibliothèque présidentielle Clinton. Les membres de l'administration estimaient que les législateurs républicains tenteraient de profiter de l'image de faiblesse associée au président démocrate dans la foulée de la défaite électorale de novembre 1994 et de la déroute de sa politique en Bosnie symbolisée par la chute de Bihać (Hendrickson, 2002 : 79-80). Durant la première moitié de 1995, la Maison-Blanche tenta de dissuader le leadership républicain d'aller de l'avant avec des projets de loi visant à lever unilatéralement l'embargo, par crainte qu'un tel scénario ne nuise à la crédibilité des États-Unis auprès de ses alliés qui comptaient des troupes parmi les rangs de la FORPRONU.

De surcroît, quand vint le temps de prendre de nouveaux engagements, l'opposition partisane de la législature compliqua la tâche pour l'administration Clinton, qui devait alors gérer les attentes de ses alliés. Ce fut le cas lors de la visite de Jacques Chirac à Washington à la mi-juin 1995, alors que le président français réclamait la participation financière des États-Unis à la FRR, une contribution qui nécessitait l'approbation législative. « Ce nouveau Congrès est [...] le plus isolationniste depuis les années 1930 » répondit Bill Clinton à son homologue pour expliquer la position ambivalente de son gouvernement (*Memorandum of Conversation: Bilateral Meeting with President Jacques Chirac*, 1995). À la fin juillet 1995, lorsque Bob Dole parvint à garantir l'adoption de son projet de loi visant à lever l'embargo et que la Chambre des représentants emboîta le pas, la Maison-Blanche ne fut pas prise au dépourvu. Au contraire, le président Clinton imposa son veto le 11 août, affirmant que cette loi forcerait les États-Unis à effectuer « le mauvais pas au mauvais moment » (*Bosnian War Sparks Conflict at Home*, 1996). Il profita de la levée des travaux législatifs durant le mois d'août pour mettre en œuvre sa nouvelle stratégie dont les succès initiaux persuadèrent les dirigeants de la majorité républicaine de ne pas tenter de renverser le veto présidentiel malgré le fait que cette loi avait été adoptée par des majorités suffisantes pour y parvenir. En privé, Bob Dole confia au secrétaire d'État Warren Christopher qu'il voulait offrir un plus grand levier à l'administration Clinton dans ses négociations avec ses alliés européens qui seraient plus ouverts aux propositions de la Maison-Blanche si le spectre d'une levée unilatérale de l'embargo initiée par le Capitole planait au-dessus des pourparlers (Woodward, 1996 : 264). Quand vint le temps de présenter la stratégie de « fin de partie » aux Européens, ce projet de loi s'avéra en effet un argument fort utile pour les convaincre d'appuyer la proposition de l'administration (Entretien avec A. Lake, 2022). Notons que les élus républicains n'entravèrent pas

le déploiement de troupes américaines pour participer à l'IFOR, la mission visant à faire respecter la paix de Dayton. Même Bob Dole appuya cette décision, de peur d'être dépeint comme un obstructionniste (Hendrickson, 2002 : 90-1). Le Congrès n'usa pas de ses prérogatives en matière de pouvoirs de guerre à cette occasion, acceptant tacitement de déléguer son autorité au président Clinton qui ordonna ce déploiement (Weissman, 1995; Hendrickson, 2002; Fisher, 2013).

En somme, les pressions du Congrès, même après la victoire républicaine lors des élections de mi-mandat de 1994, eurent un effet marginal sur les calculs stratégiques et politiques de l'administration Clinton au sujet de la guerre en Bosnie. En dépit de la volonté annoncée de plusieurs leaders des nouvelles majorités républicaines d'adopter une loi visant à lever unilatéralement l'embargo, l'administration Clinton ne se pressa pas pour changer sa politique. Or, l'activisme des élus républicains du Congrès sur cet enjeu projeta l'image d'un pays divisé et surtout d'un président affaibli par une législature contrôlée par le parti adverse. De plus, les réticences initiales du Sénat et de la Chambre des représentants à l'idée de débloquent les fonds nécessaires pour appuyer la FRR en juin 1995 permirent à la Maison-Blanche de gagner du temps avant de confirmer son appui à la proposition française, qui fut initialement accueillie avec un certain scepticisme par les membres du groupe décisionnel. En définitive, le défi que représenta l'adoption d'une levée unilatérale de l'embargo initiée par le Congrès au début août 1995 se transforma rapidement en opportunité pour l'administration Clinton, qui put brandir le spectre d'une loi aux effets indésirables pouvant potentiellement survivre au veto présidentiel afin de convaincre les alliés d'appuyer la stratégie de « fin de partie ».

#### 6.4 L'approche décisionnelle : le leadership du président et le niveau de cohésion du groupe décisionnel

Le cas de la guerre en Bosnie sous l'administration Clinton s'avère assez probant pour démontrer la pertinence de notre approche centrée sur le groupe décisionnel. Analysons les deux variables sur lesquelles elle s'appuie : le niveau d'implication du président dans la prise de décision et le niveau de cohésion du groupe décisionnel.

#### 6.4.1 L'implication du président dans la prise de décision

D'abord, l'implication limitée du président dans la formulation de la politique étrangère de son administration, surtout sur la guerre en Bosnie, marqua les deux premières années de son mandat. « Je ne suis pas venu ici pour faire de la politique étrangère » disait Bill Clinton alors qu'il faisait face à plusieurs problèmes d'affaires internationales après un an en poste (Berman, 2002 : 35). Sa promesse électorale de se concentrer « comme un rayon laser sur l'économie » (Mufson, 1992) eut préséance sur celle d'être beaucoup plus actif que son prédécesseur pour freiner les violences dans les Balkans. Anthony Lake reconnaît qu'il était évident que les affaires internationales n'étaient pas la priorité du 42<sup>e</sup> président : « [...] ce n'est un secret pour personne que la politique étrangère n'était pas sa première préoccupation. Je ne me souviens pas qu'il ne l'ait jamais ignorée, car c'est un sujet sérieux. Et ça l'intéressait. Mais sa passion était la politique intérieure [...] » (*Anthony Lake Oral History* 2004). Malgré tout, son intérêt limité pour la politique étrangère demeure l'un des traits marquants de son style décisionnel (Rothkopf, 2005 : 324; Dumbrell, 2009 : 32; David, 2015 : 727-8). Dans son étude du style de leadership présidentiel et de ses effets sur la prise de décision dans le domaine des affaires étrangères, Thomas Preston décrit Clinton comme un président ayant une expérience très limitée dans le domaine de la politique extérieure et s'impliquant peu dans ces dossiers. Par conséquent, le président démocrate s'appuyait beaucoup sur l'expertise de ses conseillers et n'hésitait pas à leur déléguer l'autorité dans la formulation et la mise en œuvre de la politique étrangère de son administration (Preston, 2001 : 222 & 226-7; Boucher, David et Prémont, 2020 : 216). Parallèlement, Clinton faisait preuve d'un besoin très élevé pour une information complexe et diversifiée, ainsi que d'une grande sensibilité au contexte politique dans lequel il évoluait (Preston, 2001 : 227-30; Renshon, 1996 : 260, 266 & 270; Bert, 1997 : 218; Rothkopf, 2005 : 324). Lecteur avide et dirigeant à l'affût des conséquences politiques à court terme de ses choix, Clinton pouvait changer d'avis sur un enjeu après avoir lu un article de presse, un texte d'opinion ou un livre, et ce même si une décision avait été préalablement prise (Bert, 1997 : 189; Preston, 2001 : 231; Halberstam : 2001 : 228; Dumbrell, 2009 : 81; Blumenthal, 2004 : 153).

À l'intérieur du groupe décisionnel, le manque d'implication du président, sa tendance à vouloir forger un consensus avant de prendre une décision et sa volonté d'éviter le conflit interpersonnel contribuèrent au maintien de l'impasse décisionnelle qui affligea la gestion de la guerre en Bosnie durant les deux premières années de son administration. En souhaitant atténuer les différences de

points de vue de ses conseillers, Bill Clinton favorisa l'adoption de politiques « sous optimales » qui le rebutaient, comme la fameuse proposition *lift-and-strike* du printemps 1993 (Mitchell, 2005 : 148). De plus, Bill Clinton avait la fâcheuse tendance à laisser le processus décisionnel partir à la dérive dans l'attente qu'un consensus entre ses conseillers émerge – une approche qui a mené au chaos de la prise de décision et de la politique à l'égard de la Bosnie durant l'année 1994 (Dumbrell, 2009 : 35). À la « paralysie par l'analyse » (Preston, 2001 : 219-250, cité dans David, 2015 : 737) découlant de son appétit pour l'information diversifiée et complexe s'ajoutait une procrastination décisionnelle aussi motivée par les risques importants qui accompagneraient une implication plus active des États-Unis dans la résolution du conflit. Quand le président consentait à prendre une décision durant la première année, c'était d'abord et avant tout pour diminuer les querelles décisionnelles, notamment entre les positions les plus irréconciliables, comme celles de Madeleine Albright et de Colin Powell en 1993. En somme, Bill Clinton, qui détestait prendre des décisions difficiles sur la Bosnie (Entretien avec J. Walker, 2023), « éleva l'indécision au rang d'un art », pour reprendre l'expression de Jason DeParle (1995). En 1993 et 1994, ce déficit de leadership eut des conséquences beaucoup plus importantes sur la politique de l'administration dans les Balkans que le niveau d'autosurveillance élevé du président démocrate.

Pour organiser le travail de l'équipe de sécurité nationale, Bill Clinton et Anthony Lake optèrent pour le maintien du modèle Bush-Scowcroft qui laisse au comité des principaux décideurs la tâche de formuler les politiques et favorise les délibérations collégiales (Burke, 2009 : 339; Rothkopf, 2005 : 313; Daalder et Destler, 2009 : 213). Or, si ce modèle avait bien fonctionné pour George H.W. Bush, un président expérimenté en matière d'affaires internationales et très impliqué dans le processus décisionnel, ce ne fut pas le cas pour Clinton. « L'équipe de Clinton n'avait pas de capitaine », affirment Daalder et Destler (2009 : 212). En effet, la structure décisionnelle collégiale et faiblement centralisée qu'il mit en place s'avéra particulièrement mal adaptée au style de leadership dont il faisait preuve. Le « chaos créatif » dans le processus décisionnel durant les années 1993-94 était en bonne partie due à la volonté de Bill Clinton de ne pas s'impliquer activement dans la prise de décision, alors que le modèle qu'il avait choisi requérait un tel rôle de la part du président pour bien fonctionner (David, 2015 : 735-6). Pendant que Clinton demeurait en retrait, aucun de ses conseillers n'assuma un rôle de leadership clair sur la Bosnie avant l'été 1995, en dépit du fait que le président désirait volontiers leur déléguer une grande partie de son autorité

décisionnelle. Après l'échec de la proposition *lift-and-strike*, Warren Christopher pilota la transition vers la politique d'endiguement du conflit visant à éviter le débordement des violences au-delà des frontières de la Bosnie-Herzégovine. Cette politique, autant son processus d'adaptation que son objectif stratégique, s'avéra cohérente avec la conception du rôle qu'il assignait à son équipe de conseillers. En effet, comme le souligne Bert Rockman, Clinton estimait que « [...] l'appareil de politique étrangère devait le préserver des problèmes et non l'y plonger » (1997 : 37)<sup>223</sup>. Entre temps, Anthony Lake continuait d'aspirer à l'idéal de l'honnête courtier (*honest broker*) dans l'exercice de ses fonctions de conseiller pour la sécurité nationale (Burke, 2009 : 340-9; Daalder et Destler, 2009 : 214-16 & 228-31; David, 2015 : 745-6). Essentiellement, les principaux conseillers remplirent une mission qui se résumait à « ne pas laisser la politique étrangère entraver le chemin du président alors qu'il se concentrait sur la politique intérieure » (Drew, 1994 : 28). Lake, Christopher et Les Aspin à la Défense héritèrent de l'autorité déléguée par le président Clinton (Harris, 2005 : 121) sans pour autant donner une direction claire et cohérente à la politique de l'administration sur la Bosnie. En l'absence de directives structurantes (Greenstein, 1995 : 141-42) de la part du président qui préférait les interactions informelles avec ses conseillers (Dumbrell, 2009 : 32), cette délégation s'avéra peu productive (Preston, 2001 : 224), comme en fait foi la gestion du dossier de la Bosnie en 1993-94.

La participation de Bill Clinton aux réunions du forum décisionnel du NSC demeura assez épisodique durant son premier mandat (Preston, 2001 : 224), au grand désarroi de ses conseillers<sup>224</sup>. Pourtant, lorsque le président se donnait la peine de prendre part à ces réunions, les discussions pouvaient s'étirer et partir dans plusieurs directions, reflétant sa volonté d'analyser un enjeu sous toutes ses coutures, d'atténuer les divisions et de forger un consensus parmi les membres du groupe décisionnel. Certains déploraient ce manque de structure qui transformaient ces réunions en «

---

<sup>223</sup> Traduction de Charles-Philippe David (2015 : 736).

<sup>224</sup> Le conseiller politique David Gergen se remémore les efforts mis en branle par les conseillers du président Clinton pour que celui-ci s'implique davantage dans la formulation de sa politique étrangère : « [...] Tony Lake et Warren Christopher et d'autres, Sandy Berger, ont réussi à le persuader : " Écoutez, vous êtes bon dans les affaires de la politique étrangère. Vous savez, vous avez fait des études de politique étrangère à Georgetown, vous aimez cela. Mais vous n'y consacrez pas une attention soutenue et vous devez vraiment le faire." Et ils ont commencé à corriger [son] emploi du temps. Mais pendant les premiers mois, l'accent était mis sur autre chose. Et je dois dire que sa capacité d'attention sur la politique étrangère est restée épisodique pendant une grande partie de sa présidence. » (*Frontline: The Clinton Years – Interview with David Gergen*, 2000)

discussions à bâtons rompus comme des séminaires d'étudiants »<sup>225</sup>, pour reprendre les mots de Colin Powell (1995 : 576). Au printemps 1993, une telle rencontre eut lieu en amont de la décision d'envoyer Warren Christopher en mission en Europe pour promouvoir la proposition *lift-and-strike*, se remémora Samuel Berger : « Nous avons eu une très longue réunion de quatre heures à la Maison Blanche, qui était atroce. » (*Samuel R. Berger Oral History*, 2005) Ces délibérations longues et ardues sont emblématiques du style décisionnel de Bill Clinton (Hess et Pfiffner, 2002 : 156). Cependant, les répercussions de ce style se faisaient particulièrement ressentir lorsqu'il n'avait pas de préférence bien définie sur un enjeu, comme le souligne Margaret Hermann :

[...] lorsqu'il a peu d'expertise dans le domaine d'un problème ou qu'il n'a pas encore arrêté son choix sur une option, Clinton est plus intéressé à recueillir des informations – à jouer le rôle d'analyste et d'innovateur. Il se concentre sur la résolution de problèmes, et il souhaite obtenir toutes les perspectives et tous les points de vue possibles – les plus larges et les plus diversifiés étant les meilleurs. (1995 : 158)

Couplés à la faible tolérance au conflit et à la recherche du consensus typique du président démocrate, le style décisionnel de Clinton, et le système collégial sur lequel il reposait, engendrèrent « plusieurs politiques fondées sur le plus petit dénominateur commun » (David, 2015 : 736). La proposition *lift-and-strike* est l'exemple le plus emblématique de sa tendance qui marqua la gestion de la guerre en Bosnie (Hyland, 1999 : 38). Même si la participation de Clinton aux délibérations sur cet enjeu demeura limitée durant les deux premières années de son mandat, cette culture décisionnelle imprégna son équipe de politique étrangère qui, en l'absence du président pour la grande majorité de ses réunions, favorisa l'évitement et la procrastination.

Bien que ce dossier ait été de plus en plus perçu comme dommageable pour la réputation du président et des États-Unis, l'implication directe de Bill Clinton dans la prise de décision sur la Bosnie demeura sporadique durant les deux premières années de sa présidence. À l'exception de la réponse musclée initiée par le président démocrate aux bombardements de Sarajevo en février 1994, il fallut attendre la troisième année de son mandat pour le voir redéfinir son rôle dans le processus décisionnel. Plus précisément, le moment charnière pour Clinton survint dans les premiers mois de 1995. Le président démocrate se montra alors prêt à être plus directif dans le domaine de la politique étrangère, incluant sur le dossier de la Bosnie (Dumbrell, 2009 : 218; Harris,

---

<sup>225</sup> Traduction de Charles-Philippe David (2015 : 736).

2005 : 221). Clinton consentit à prendre part à un plus grand nombre de réunions, notamment les rencontres informelles de son équipe de politique étrangère, lui permettant ainsi de prendre une meilleure mesure des tenants et aboutissants des enjeux sur lesquels il était appelé à prendre des décisions (Daalder et Destler, 2009 : 226-7). Son implication accrue dans le processus décisionnel, incluant la formulation des options et les délibérations de son équipe de conseillers, s'accrut à partir de la fin juin, au moment où sa volonté de modifier la politique de son administration devint manifeste. Le Bill Clinton de la mi-1995 s'avéra beaucoup plus disposé à assumer les risques, à la fois en politique étrangère et en politique intérieure, d'une implication plus directe des États-Unis dans la résolution du conflit. Pour expliquer cette transformation, Charles-Philippe David souligne que plusieurs facteurs d'ordre national et international demeurèrent relativement constants, mais que « [...] ce qui avait changé était l'interprétation que Clinton faisait de la réputation de son Administration. Sa détermination personnelle, encouragée par plusieurs de ses conseillers, constituera un facteur crucial dans le changement de cap » (David, 2015 : 798). La participation intense du président dans la prise de décision au début août 1995 est attribuable, selon David Mitchell, à l'évolution rapide des événements de juillet 1995, ainsi qu'au contexte décisionnel qui s'apparentait à celui d'une cellule de crise dans la foulée du massacre de Srebrenica (2005 : 168). Depuis juin, Bill Clinton se sentait enfermé dans une approche au conflit en Bosnie qui nuisait à son image et à celle du pays et réclamait des idées nouvelles à ses conseillers. Dès lors, il changea son comportement lors des réunions du groupe décisionnel au sujet de la Bosnie.

Cette transformation s'avéra particulièrement remarquable quand vint le temps d'examiner les quatre propositions s'offrant à lui durant le *blitz* décisionnel du début août 1995. Cette fois, Clinton se montra plus directif, car il était maintenant résolu à accroître l'implication des États-Unis dans la résolution de la guerre en Bosnie. Il ne cherchait plus à amalgamer les préférences des membres de son groupe décisionnel pour forger un consensus de façade. Ce faisant, Clinton travailla, de concert avec Anthony Lake, à rallier les membres du groupe décisionnel en faveur de l'option qu'il privilégiait. Cet épisode montra une autre facette du style décisionnel du président démocrate que Margaret Hermann résume comme suit : « [...] quand Clinton sait ce qu'il veut et qu'il a un objectif particulier en tête, il est intéressé à prendre les choses en main – à jouer le rôle de président-directeur général (PDG) » (1995 : 158). Moins manifeste durant le premier mandat sur les dossiers de politique étrangère, cette facette du leadership décisionnel de Bill Clinton se révéla davantage



dans le second mandat, tandis que son niveau d'implication dans le processus décisionnel augmenta de manière importante. L'épisode de la Bosnie fut déterminant pour l'approche à la prise de décision du président et de son équipe de politique étrangère après sa réélection en 1996, au premier chef dans la gestion du dossier du Kosovo en 1998-9 (David, 2015 : 782 & 789). L'année 1995 ne marqua pas seulement un changement majeur dans le rôle assumé par Bill Clinton, mais aussi dans les dynamiques au sein du groupe décisionnel, qui eurent pour effet de favoriser la réorientation de la politique américaine en Bosnie d'août 1995. Étudions ce facteur qui demeure encore négligé dans la recherche sur ce cas d'étude.

#### 6.4.2 La cohésion du groupe décisionnel

Le contexte décisionnel fut aussi influencé par les variations du niveau de cohésion au sein du groupe décisionnel responsable des dossiers de sécurité nationale et d'affaires internationales de l'administration Clinton. Les premiers mois furent un « désastre » en termes d'inefficacité du processus décisionnel au sujet de la guerre en Bosnie (Entretien avec J. Walker, 2023). Force est de constater que le travail de l'équipe de sécurité nationale initialement constituée par Bill Clinton ne fut pas à la hauteur de ses attentes. En sélectionnant Warren Christopher, Les Aspin et Anthony Lake, le président espérait jeter les bases d'une équipe solide qui éviterait les divisions et luttes intestines analogues à celles qui eurent cours entre les principaux conseillers du dernier président démocrate, Jimmy Carter (Drew, 1994 : 139; Daalder et Destler, 2009 : 213). Lake, qui avait servi au sein de cette précédente administration démocrate, s'était retrouvé aux premières loges des querelles bureaucratiques entre Cyrus Vance et Zbigniew Brzezinski. Il était déterminé à ne pas reproduire cette dynamique conflictuelle (Boucher, David et Prémont, 2020 : 209-10). Incluant aussi Al Gore, Madeleine Albright, Colin Powell, James Woolsey, Leon Fuerth et Samuel Berger, le groupe décisionnel initial se distinguait par les relations solides entre ses membres. Selon David Mitchell, « [c]e groupe était unique dans la mesure où ils avaient tous servi ensemble dans des administrations précédentes ou s'étaient rencontrés en dehors du gouvernement. » (Mitchell, 2005 : 142).<sup>226</sup> Pour autant, ces liens interpersonnels préalables ne garantissent pas l'unité et la cohésion d'un groupe décisionnel. Cette familiarité entre plusieurs des conseillers eut plutôt pour effet de

---

<sup>226</sup> Pour une analyse approfondie de la composition initiale de l'équipe de politique étrangère de Bill Clinton, voir : Dumbrell, 2009 : 13-20; David, 2015 : 743-50.

favoriser les échanges décomplexés et antagoniques, une tendance renforcée par la structure décisionnelle collégiale et le caractère informel des délibérations prôné par Bill Clinton.

Les vœux de bonne entente professés par Clinton et Lake n'empêchèrent pas des tensions sous-jacentes d'émerger. Ces tensions contribuèrent à la paralysie décisionnelle de l'administration sur la Bosnie (Drew, 1994 : 141-4 & 357; Stevenson, 2006 : 94-5). La principale ligne de fracture apparut rapidement dans les délibérations sur cet enjeu quand les partisans d'une approche plus musclée – Albright, Lake et Gore – et ceux de la retenue – Christopher, Aspin et Powell – s'opposèrent à plusieurs reprises durant la première année (Preston, 2001 : 243). Déléguant l'essentiel de la formulation des politiques aux membres du groupe décisionnel et incapable de donner une direction claire à la politique de son administration, le président créa un terreau fertile pour ce genre de conflit (Mitchell, 2005 : 150). La ligne de fracture évoquée ci-haut alimenta l'immobilisme et fut manifeste lors des délibérations sur la proposition *lift-and-strike* au printemps 1993 (Katsavara, 2012 : 210-12). Ces « divisions profondes » (Entretien avec J. Walker, 2023) ne furent pas les seuls symptômes du faible niveau de cohésion du groupe décisionnel durant la première année du mandat de Bill Clinton.

Sans surprise, Colin Powell émergea rapidement comme le principal opposant au recours à la force pour favoriser le règlement du conflit dans les Balkans. Donald Kerrick, qui assistait Powell au comité des chefs d'état-major en 1993, se rappelle qu'il était « inflexible » sur la question. « Je fais tout ce que je peux pour que les États-Unis restent en dehors des Balkans », lui dit Powell sous son porche, un dimanche matin durant les premiers mois de l'administration Clinton (Entretien avec D. Kerrick, 2023). L'influence qu'exerçait Powell sur les délibérations au sujet de la guerre en Bosnie est « sous-estimée », selon Nancy Soderberg. Elle se rappelle que l'enthousiasme du président fut rapidement refroidi lorsque le président du comité des chefs d'état-major lui dit que 200 000 soldats américains seraient nécessaires pour imposer un règlement aux belligérants. Alors un jeune président inexpérimenté, « Clinton n'allait pas outrepasser Powell », le général qui venait de remporter la guerre du Golfe. Lorsque le général présentait les options militaires qui s'offrait à lui selon un choix binaire entre « 200 000 soldats ou rien », la volonté du président démocrate d'agir fut grandement contrainte par les réalités et les responsabilités de la fonction qu'il occupait (Entretien avec N. Soderberg). En l'absence d'un leadership assumé proportionnel à sa volonté d'agir pour régler le conflit dès le début de sa présidence, Bill Clinton se retrouva avec un groupe

décisionnel au sein duquel primait l'idée qu'en faire trop militairement serait plus dommageable pour la réputation du pays.

Le trio Lake-Christopher-Aspin ne parvint ni à dissiper les conséquences de ces conflits sur la prise de décision, ni à établir une orientation cohérente pour la politique l'administration Clinton à l'égard de la Bosnie. D'abord, des tensions entre ces trois individus ne tardèrent pas à émerger, en dépit de l'apparence de relations cordiales entretenues par leurs déjeuners hebdomadaires dans le bureau d'Anthony Lake situé dans l'aile ouest de la Maison-Blanche (Drew, 1994 : 141; Devroy et Williams, 1993). Après l'échec de sa mission diplomatique de mai 1993, Warren Christopher contourna le processus régulier de formulation des politiques et imposa avec succès la politique d'endiguement qui guida par la suite l'administration jusqu'en juillet 1995 (Mitchell, 2005 : 152-3). Opposé à cette avenue, Lake l'appuya à reculer avant de revenir à la charge lors des crises qui survinrent dans les années suivantes. En dépit d'un nombre restreint d'épisodes de confrontation entre le personnel du NSC et celui du Département d'État (DeParle, 1995), les divergences de points de vue entre les deux organisations, notamment quant au rôle de la force militaire dans la résolution du conflit en Bosnie, persistèrent et contribuèrent à l'impasse décisionnelle.

Les divisions étaient aussi présentes parmi les conseillers qui partageaient des positions similaires sur l'enjeu, que ce soit entre Les Aspin et Colin Powell (Drew, 1994 : 356), ou entre Madeleine Albright et Lake. La représentante au Nations unies se rappela que, au début de l'administration Clinton, Lake lui reprochait souvent d'être trop émotive par rapport à la situation en Bosnie, surtout lorsqu'elle confrontait ses collègues du groupe décisionnel aux dommages qu'impliquait l'inaction pour leurs réputations respectives et celle du pays (*Madeleine K. Albright Oral History*, 2006). Pourtant, le côté idéaliste de Lake, qui se décrivait comme un « néo-wilsonien pragmatique » (Friedman, 1993), l'emporta lorsqu'il en vint à définir la position américaine en des termes analogues, comme l'illustre ce passage de ses mémoires :

[...] il y a un impératif moral qui est d'autant plus profond avec notre statut de superpuissance. Comment l'Amérique peut-elle rester sur la touche alors que des civils innocents sont massacrés, affamés ou mis à mal sous nos yeux ? Nous perdons notre crédibilité sur d'autres sujets si nous tournons le dos aux tragédies humanitaires. » (Lake, 2006 : 115).

De plus, en l'absence d'un président engagé dans la formulation des politiques et les délibérations, Lake, Christopher et Aspin n'arrivèrent pas à dénouer l'impasse décisionnelle qui caractérisa la première année de la présidence Clinton (Sciolino, 1993). « [I]ls n'étaient pas assez influents pour contrer les effets néfastes de l'approche collégiale que sont l'apparence de consensus et l'absence d'explication des politiques », conclut Charles-Philippe David (2015 : 736). Ce faisant, le processus décisionnel déstructuré continua de tourner en rond, en dépit des efforts de ses conseillers pour redresser la barque (Devroy et Williams, 1993). La faible cohésion du groupe décisionnel renforça la tendance du président à repousser les décisions difficiles au sujet de la Bosnie (Bert, 1997 : 197). Ces dynamiques commencèrent à évoluer au tournant de l'année 1993-94, lorsque Bill Clinton apporta des modifications importantes à la composition du groupe décisionnel.

L'arrivée en poste de John Shalikashvili, qui remplaça Powell, et William Perry, qui remplaça Aspin, sembla raffermir la détermination de l'administration Clinton qui punit avec aplomb les Bosno-Serbes en février 1994. Selon Jenonne Walker, Shalikashvili était plus faucon que Powell, c'est-à-dire qu'il était plus enclin à autoriser le recours à la force que ce dernier, dont la prudence était guidée par sa doctrine éponyme (Entretien avec J. Walker, 2023). Il était beaucoup plus ouvert que son prédécesseur à envisager le recours à la force, notamment des frappes aériennes, pour intervenir dans le conflit (Entretien avec D. Kerrick, 2023; Entretien avec N. Soderberg, 2023). Sa nomination fut, aux yeux de certains partisans d'une approche plus musclée, un « tournant dans la lente réorientation de la politique » américaine en Bosnie (Halberstam, 2001 : 324). Même chose pour Perry, qui se montra plus disposé qu'Aspin à soutenir le recours à la force dans le contexte de cette guerre (Ibid : 329). Pourtant, il fallut plus d'un an et demi avant que ces changements de personnel ne se traduisirent en une transformation définitive de cette politique. Le tandem Perry-Shalikashvili s'opposa au recours à la force lors de la crise de Goražde d'avril 1994 et prêcha la retenue au nom de l'unité de l'OTAN à la fin de l'année à Bihać. Bien qu'ils se montrèrent plus ouverts que leurs prédécesseurs à appuyer une implication accrue des États-Unis en Bosnie, ils se rangèrent du même côté de la ligne de fracture que ceux-ci en s'opposant aux propositions interventionnistes d'Albright, Lake et Gore (Dumbrell, 2009 : 84). Cette réaction de John Shalikashvili lors des épisodes de crise de Goražde et Bihać s'explique en partie par le fait qu'il ne voulait pas outrepasser ses généraux, qui demeuraient assez réticents face aux solutions militaires proposées par les faucons du groupe décisionnel (Entretien avec J. Walker, 2023). Comme pour

plusieurs des autres membres du groupe décisionnel, il fallut attendre les événements de juillet 1995 pour que Perry et Shalikhavili soutiennent enfin une position plus active. Les deux réagirent vivement aux violences de Srebrenica (Harris, 2005 : 197; Halberstam, 2001 : 324-29) et firent front commun avec un autre sceptique du groupe décisionnel, Warren Christopher, au sommet de Londres pour convaincre les alliés européens d'agir de manière plus décisive pour prévenir les futures agressions bosno-serbes.

Ce portrait de l'évolution de la cohésion du groupe décisionnel peut donner l'impression que les changements de personnel n'eurent qu'un effet marginal sur les dynamiques de groupe, puisqu'il fallut attendre un événement focalisateur, le massacre de Srebrenica en juillet 1995, pour que les divisions s'atténuent suffisamment pour permettre une réorientation de la politique américaine à l'égard du conflit en Bosnie. Pourtant, la cohésion, en apparence faible, avait déjà commencé à augmenter alors que les membres du groupe décisionnel s'entendirent, dès la fin novembre 1994, sur la nécessité de préserver l'unité de l'OTAN et, par conséquent, de protéger la réputation des États-Unis à titre de leader de l'alliance et d'allié fiable. Même les faucons de l'administration se rangèrent derrière cette position, qui allait contribuer à redéfinir l'enjeu en impliquant directement la crédibilité des États-Unis dans le conflit, comme l'a illustré ce chapitre. De plus, notons qu'au niveau du comité des adjoints, les relations entre les membres demeurèrent pour la plupart cordiales, et ce malgré les divergences découlant des positions parfois contradictoires défendues par leurs organisations respectives (Entretien avec A. Vershbow, 2022). L'arrivée d'Alexander Vershbow dans les rangs de ce groupe au printemps 1994 fut un développement majeur, alors que cet acteur bureaucratique favorable à un rôle plus actif des États-Unis dans le règlement du conflit allait contribuer directement à la réorientation de la politique de l'administration au courant de l'année qui suivit (Gans, 2019). La contribution de Vershbow se fit aussi ressentir au niveau du groupe décisionnel tant sur le plan idéal, à travers l'élaboration de la stratégie de « fin de partie », que sur le plan bureaucratique, alors qu'il épaula Anthony Lake dans le développement et l'adoption de sa proposition pour réorienter la politique américaine en Bosnie.

Le changement de la manière dont Anthony Lake concevait son rôle à titre de conseiller pour la sécurité nationale fut aussi déterminant pour cette réorientation. Avant qu'il ne s'impose à titre d'entrepreneur décisionnel à l'été 1995 (Boucher, David et Prémont, 2020 : 234-236), le groupe était aux prises avec un déficit de leadership, comme le souligne Stanley Renshon (1996, 264) : «

[...] parmi les conseillers en politique étrangère de l'administration, personne n'avait la stature, l'ampleur de la réflexion géopolitique ou la confiance en sa propre vision stratégique pour assurer la direction du groupe. » Dès son entrée en poste, Anthony Lake aspira à maintenir une certaine neutralité dans l'exercice de son rôle en adoptant la posture d'honnête courtier, tout en reconnaissant qu'il devait fournir son propre point de vue au président pour éclairer ses décisions (DeParle, 1995). Malgré le déficit de leadership présidentiel et la tendance de Clinton à déléguer son autorité sur ces dossiers, le conseiller pour la sécurité nationale « ne chercha pas à obtenir la primauté sur la politique étrangère » (Daalder et Destler, 2009 : 214). Il essaya en vain de rallier les principaux décideurs autour de propositions consensuelles au détriment du développement d'une politique cohérente qui servirait les intérêts du président et du pays (Entretien avec J. Walker, 2023). Cette tension entre deux rôles contradictoires caractérisa le comportement de Lake sur le dossier de la Bosnie en 1993 et 1994. Pendant qu'il se permit de briser cette tension afin de « surmonter la résistance » bureaucratique sur certains dossiers, comme l'expansion de l'OTAN (Burke, 2009 : 342), Lake maintint le cap sur la neutralité dans l'exercice de ses fonctions sur le conflit dans les Balkans. Ce faisant, il utilisa son accès quotidien au président pour présenter au président Clinton une diversité de points de vue et encouragea la collégialité qui prévalait au sein du groupe décisionnel. Paradoxalement, Anthony Lake, qui souhaitait éviter qu'une dynamique de pensée groupale ne s'installe à l'intérieur de l'équipe décisionnelle (Friedman, 1993), favorisa l'émergence d'un consensus autour d'une solution « sous-optimale », l'endiguement des violences, et ne parvint pas à briser l'impasse dans laquelle s'embourba l'administration sur cet enjeu. De plus, en exposant un président qui voyait la Bosnie comme une distraction aux positions conflictuelles de ses conseillers, Lake contribua à maintenir Bill Clinton dans l'indécision, lui qui cherchait désespérément à forger le consensus entre ces conseillers (Drew, 1994 : 145; Burke, 2009 : 348; Daalder et Destler, 2009 : 215). Cette quête du consensus s'avéra vaine et contribua à la dérive de la politique américaine en Bosnie sous l'administration démocrate (Entretien avec J. Walker, 2023).

Profondément insatisfait de la gestion de la guerre en Bosnie par l'administration, Anthony Lake réévaluera son rôle au moment où le président Clinton, frustré par le manque d'options qui s'offrait à lui sur un enjeu qui ternissait son image et celle du pays, lui donna sa bénédiction pour développer une nouvelle politique audacieuse visant à mettre fin au conflit. Agissant à titre d'entrepreneur

décisionnel, Lake s'appuya sur l'équipe du NSC et son accès privilégié au président pour développer cette stratégie (Boucher, David et Prémont, 2020 : 233-6). Pour arriver à ses fins, Anthony Lake tenta d'instrumentaliser les préoccupations de réputation de Bill Clinton et de certains de ses collègues pour les convaincre de se ranger derrière la proposition du NSC. Pour preuve, les arguments misant sur les conséquences de l'inaction pour la crédibilité des États-Unis que l'on retrouve dans le dossier qu'il prépara pour Bill Clinton en août 1995 avaient d'abord pour but d'« aider à convaincre les autres de la valeur de l'approche que nous proposons pour régler le problème de la Bosnie. » (Entretien avec A. Lake, 2022). Au-delà de son objectif premier, stopper la catastrophe humanitaire qui sévissait en Bosnie, le conseiller pour la sécurité nationale estimait lui aussi que les dommages à la réputation des États-Unis et celle de l'administration Clinton étaient trop importants pour maintenir le *statu quo* :

Chaque jour fut une agonie, parce que c'était plus qu'un engagement moral que nous avons pris. Cela nous faisait très mal, non seulement ici aux États-Unis, mais aussi dans le monde entier, parce que la Bosnie était devenue synonyme de la capacité de l'Amérique à projeter sa puissance et à faire avancer les choses. (*Frontline: The Clinton Years – Interview with Tony Lake, 2000*)

Continuant de tenir plusieurs rencontres de l'équipe de politique étrangère, en plus des déjeuners hebdomadaires avec Christopher et Perry, Anthony Lake demeura en apparence un honnête courtier. Lorsqu'il présenta son plan à ses collègues le 17 juillet, il leur demanda de soumettre leurs propositions pour considération par le président et son équipe. Ainsi, il conserva l'apparence d'un processus régulier de formulation des politiques dans lequel ses collègues pouvaient faire valoir leurs points de vue divergents auprès du président (Daalder et Destler, 2009 : 229). Dans les faits, Lake tira profit de la perception que ces derniers avaient de son travail. Christopher et Perry voyaient toujours en Lake un honnête courtier, ce qui lui permit de maintenir une cohésion au sein du groupe décisionnel, en dépit des manœuvres qu'il mettait en œuvre pour contourner le processus afin de garantir l'adoption de la stratégie préparée par son équipe du NSC (Boucher, David et Prémont, 2020 : 235). La structure et le déroulement des réunions qui eurent lieu entre le 7 et le 9 août 1995 permirent de maintenir le niveau de cohésion modéré du groupe décisionnel établi dans la foulée du massacre de Srebrenica. En somme, en recourant à des stratagèmes pour favoriser la proposition du NSC, tout en conservant en apparence son rôle d'honnête courtier et en permettant aux autres membres du groupe décisionnel d'avoir voix au chapitre dans les délibérations, Lake

réussit à ne pas sacrifier la cohésion du groupe décisionnel nécessaire à la réorientation de la politique de l'administration en faveur d'une approche risquée et audacieuse. Cette unité décisionnelle était alors devenue une caisse de résonance pour les préoccupations de réputation de plusieurs des principaux décideurs, dont celles du président, qui contribuèrent à la création d'un contexte favorable à l'adoption de la stratégie de « fin de partie ».

En somme, l'évolution du niveau de cohésion du groupe décisionnel peut se résumer comme suit (Figure 6.1)<sup>227</sup>. Après la « division profonde » qui caractérisa les dynamiques de groupe entourant l'adoption de la proposition *lift-and-strike* et le virage vers la politique d'endiguement au printemps 1993 (**faible**), les principaux décideurs se rangèrent majoritairement derrière l'option d'un ultimatum de l'OTAN pour faire cesser l'étranglement de Sarajevo en août 1993 (Entretien avec J. Walker, 2023). Le niveau de cohésion **modéré** du groupe se solidifia durant l'automne avec les départs de deux colombes (Powell et Aspin) et l'arrivée de deux conseillers plus favorables à l'usage de la force (Shalikashvili et Perry). Le groupe atteint un niveau **élevé** de cohésion lors du bombardement de la place du marché Markale, en février 1994. Bill Clinton et son équipe répondirent de manière ferme à cette crise pour rétablir la réputation de détermination des États-Unis et de l'OTAN, en plus de dissiper l'image de faiblesse que l'on estimait associée au président. La cohésion retomba à un niveau **faible** en avril 1994, avec la division importante qui se dégagait des débats sur l'enclave de Goražde. Elle resta relativement **faible** durant le reste de l'année 1994, comme le recul du président Clinton durant la crise de Bihać l'illustre bien. Après cet événement, le groupe décisionnel se rallia autour de l'idée de promettre aux alliés de l'OTAN que les États-Unis participeraient militairement à une mission pour aider le retrait de la FORPRONU, démontrant un niveau de cohésion un peu plus **modéré**. Cette entente relative s'éroda durant les premiers mois de 1995, alors que le scénario d'un retrait de la FORPRONU devint de plus en plus probable. Les principaux décideurs se heurtèrent à la nécessité de devoir tenir leur promesse envers les alliés de l'OTAN au moment où l'intimidation des forces de maintien de la paix par les Bosno-Serbes autour de Sarajevo atteignit son paroxysme, en mai et juin 1995. Par conséquent, les fractures latentes au sein du groupe décisionnel s'accrochèrent (niveau **faible**). Le massacre de Srebrenica, au début juillet, transforma les dynamiques au sein du groupe. Les principaux décideurs

---

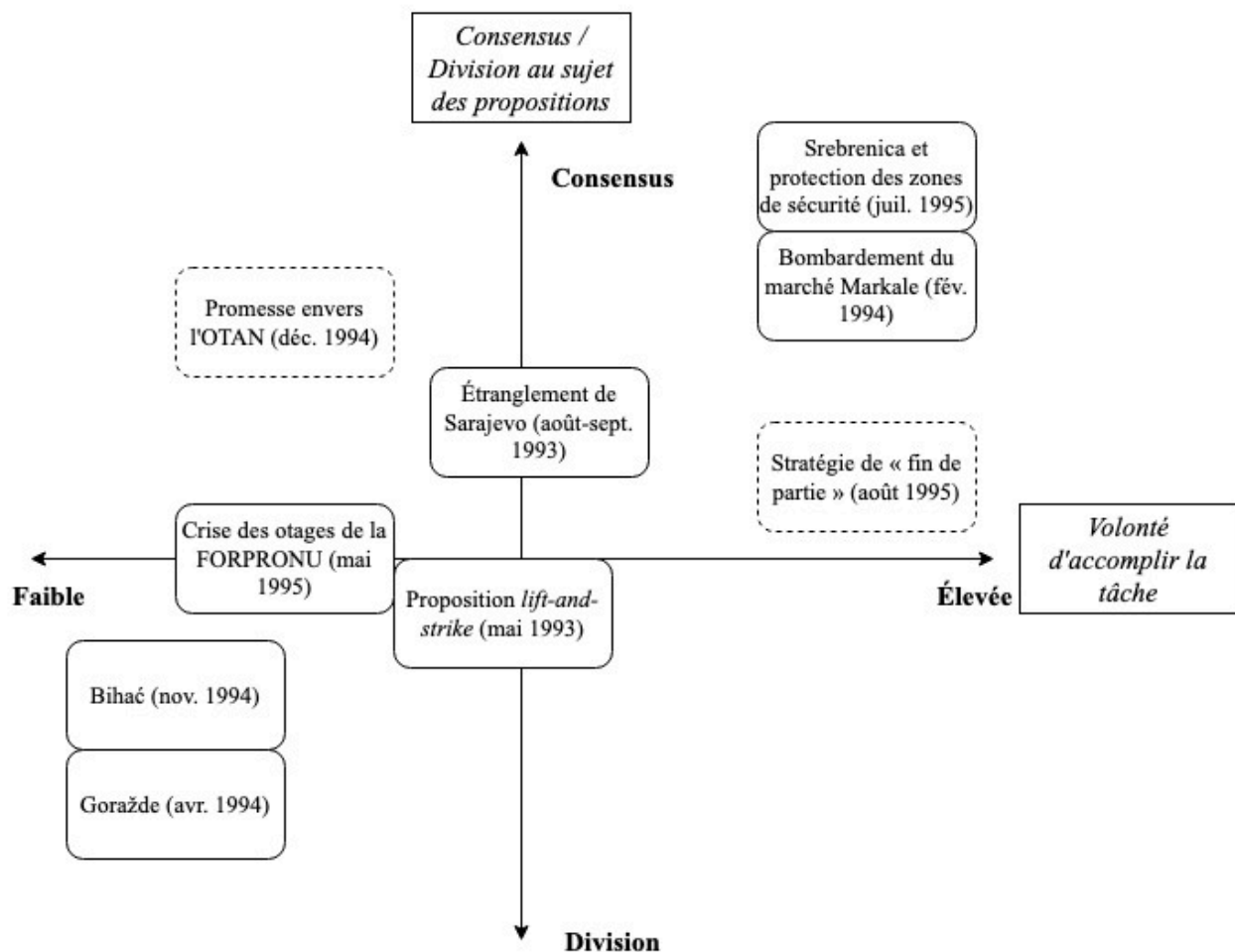
<sup>227</sup> Pour plus de détails au sujet des indicateurs retenus pour l'analyse de l'évolution du niveau de cohésion du groupe décisionnel de l'administration Clinton sur l'enjeu de la guerre en Bosnie, voir le tableau présenté à l'Annexe C.



se rallièrent derrière la nécessité de formuler une politique pour dissuader et punir les assauts bosno-serbes sur les zones protégées (niveau **élevé**). Enfin, l'implication directe du président dans la prise de décision dans la foulée de Srebrenica contribua au maintien d'un niveau de cohésion **modéré**, en dépit des divisions importantes qui persistaient entre les membres de l'unité décisionnelle. Le leadership de Clinton, qui rallia les sceptiques derrière l'idée que les États-Unis devaient agir pour favoriser le règlement du conflit, permit de surmonter les divisions au sujet des risques que l'administration était prête à assumer pour y parvenir.

Figure 6.1 Niveaux de cohésion du groupe décisionnel de l'administration Clinton lors des crises sécuritaires de la guerre en Bosnie, 1993-95

### Niveaux de cohésion du groupe décisionnel lors des crises sécuritaires de la guerre en Bosnie, 1993-95



## 6.5 Évaluation des hypothèses

Cette étude de cas fut l'occasion de tester une série d'hypothèses sur la dimension constitutive de la réputation ainsi que sur les effets des préoccupations selon notre approche centrée sur le groupe décisionnel et le rôle joué par le président en son sein. Évaluons chacune de ces quatre hypothèses à la lumière du travail empirique effectué dans les chapitres 4 et 5 et de l'analyse approfondie des principaux facteurs de notre approche et des explications alternatives proposée dans le présent chapitre.

### 6.5.1 *Les préoccupations de réputation dans une perspective constitutive*

- H1 : Le président et ses conseillers sont soucieux des conséquences de leurs décisions sur la réputation de l'État qu'ils représentent lors d'épisodes de crise sécuritaire, car elles sont intimement liées à leur image de soi positive et à leur auto-conception identitaire, ainsi qu'à leur désir d'éviter l'émergence d'un sentiment d'insécurité identitaire qui entacherait à leurs yeux la réputation de l'État.

L'analyse des décisions prises par Bill Clinton et ses principaux conseillers nous permet de confirmer **H1**, dans la mesure où les préoccupations de réputation liées à la sécurité identitaire furent d'abord et avant tout évoquées par les principaux faucons du groupe, surtout par Madeleine Albright, et relayées au président par Anthony Lake dans sa capacité de conseiller pour la sécurité nationale. Clinton exprima lui-même des préoccupations de réputation dans une perspective constitutive lorsqu'il opta pour le recours à la force en février 1994, en réponse au bombardement de la place du marché Markale, ou en août 1995, après le massacre de Srebrenica. La dimension identitaire de la sécurité liée aux soucis de réputation s'avéra particulièrement évidente dans la foulée des violences à Srebrenica, un événement qui galvanisa les membres du groupe décisionnel, incluant les colombes comme Warren Christopher, William Perry et le Général John Shalikashvili. La présence de ce type de préoccupations dans la prise de décision lors d'épisodes de crise sécuritaire ne signifie pas pour autant que l'administration fut plus susceptible de recourir à la force, comme le démontrent les réactions de Lake ou de Richard Holbrooke face à l'incapacité de l'administration d'agir pour freiner les violences à Bihać, en novembre 1994.

En parallèle des soucis s'apparentant à la sécurité identitaire évoqués dans cette première hypothèse, lors de chaque épisode de crise étudié, le président Clinton et ses conseillers exprimèrent des préoccupations au sujet de la réputation qui s'inscrivent dans la logique de la perspective stratégique dominante. De manière intéressante, celle-ci servit souvent à appuyer le recours à la force, mais aussi à le rejeter et à privilégier le *statu quo*. De plus, la logique instrumentale voulant que la réputation serve à préserver la sécurité et les intérêts futurs de l'État joua un rôle déterminant dans la réorientation de la politique de l'administration en août 1995. En effet, la réputation de leadership des États-Unis au sein de l'OTAN était directement liée au projet d'expansion de l'alliance cher à l'administration Clinton. À la fin de 1994, les inquiétudes concernant l'unité de l'OTAN et la réputation d'allié fiable des États-Unis freinèrent les ardeurs de l'administration Clinton, qui préféra sauver l'alliance plutôt qu'intervenir militairement pour secourir l'enclave de Bihac. Après le massacre de Srebrenica (juillet 1995), pour faire la démonstration du leadership américain et de la pertinence de l'alliance dans la période post-guerre froide, Clinton et ses conseillers optèrent pour le recours à la force. Ils menèrent ensuite un effort diplomatique pour convaincre plusieurs alliés américains d'appuyer la stratégie de « fin de partie » pour mettre fin à la guerre en Bosnie qui ternissait l'image des États-Unis et de l'OTAN.

#### 6.5.2 La personnalité du président : le niveau d'autosurveillance et les soucis de réputation

- H2 : Un président faisant preuve d'un niveau d'autosurveillance élevé est susceptible de vouloir recourir à la force pour des raisons liées à la réputation lors d'épisodes de crise survenant tôt dans son mandat, car elles mettent en cause les perceptions au sujet de son niveau de détermination.

L'étude des décisions prises par Bill Clinton, un « croyant de la réputation » pour reprendre l'expression de Keren Yarhi-Milo, dans le cadre de la guerre en Bosnie nous permet d'invalidier cette hypothèse. En effet, contrairement à ce que prévoit la théorie de Yarhi-Milo, Clinton a longuement tardé avant de réorienter la politique de son administration à l'égard du conflit pour autoriser le recours à la force en vue de favoriser la conclusion d'un accord de paix. Deux ans et

de mi s'écoulèrent et de multiples échecs diplomatiques s'accumulèrent avant que le président démocrate choisisse finalement de rompre définitivement avec son approche à tâtons qui plaçait constamment les États-Unis à la remorque des événements, dérivant d'un épisode de crise à l'autre et se contenant d'endiguer les violences aux frontières de la Bosnie. Notons également que la première année en poste d'un nouveau président est considérée comme une période charnière pour l'établissement de sa réputation par le biais d'actions et de déclarations. Un nouveau président, comme Clinton en 1993, aurait donc eut intérêt à agir résolument sur le dossier de la Bosnie pour tenter d'influencer les perceptions nationales à son égard. L'exception à cette tendance est bien entendu la décision d'imposer un ultimatum aux Bosno-Serbes après le bombardement de la place du marché Markale, en février 1994. Clinton avait, en janvier, affirmé publiquement qu'il était déterminé à faire respecter la zone d'exclusion de Sarajevo. En février, il réagit émotivement aux tirs d'artillerie et choisit de répondre avec fermeté à cette crise de peur d'apparaître faible. De plus, sur le plan national, les déclarations de Clinton, très critiques de la politique de l'administration Bush dans les Balkans durant la campagne présidentielle de 1992, créèrent des attentes par rapport à sa politique à l'égard du conflit. Or, le président écarta d'emblée le recours à la force pour imposer un accord de paix et se tourna vers une politique d'endiguement des violences dès le printemps 1993, même si ce décalage par rapport à sa rhétorique de campagne aurait pu l'exposer à des coûts d'auditoire interne. En somme, les prédispositions psychologiques, soit le niveau d'autosurveillance élevé, de Bill Clinton ne peuvent expliquer seules les politiques de son administration lors des épisodes de crise successifs découlant de la guerre en Bosnie.

### 6.5.3 Le niveau d'implication dans la prise de décision

- H3 : Un président soucieux de sa réputation et de celle du pays (niveau d'autosurveillance élevé) est plus susceptible de recourir à la force en situation de crise sécuritaire lorsqu'il est activement impliqué dans la formulation des politiques et le processus décisionnel que lorsqu'il est peu impliqué.

L'analyse des comportements du président Clinton lors des sept épisodes de crise sécuritaire de la guerre en Bosnie confirme cette troisième hypothèse. Pendant la plupart des épisodes de crise étudiée, Clinton était peu ou pas impliqué dans la formulation des politiques et le processus

décisionnel de son administration sur l'enjeu du conflit dans les Balkans. Il augmenta son niveau d'implication au début de l'année 1994 et opta pour une réponse ferme à la crise de février à Sarajevo. Pourtant, cette implication déclina à nouveau lors des crises subséquentes, jusqu'au printemps 1995. Réalisant qu'il serait contraint de tenir sa promesse de déployer plus de 20 000 soldats américains si la FORPRONU quittait la Bosnie, Bill Clinton réclama de nouvelles options et encouragea son conseiller pour la sécurité nationale à préparer une proposition ambitieuse et risquée pour mettre fin au conflit. La catastrophe de Srebrenica accentua sa volonté de changement et son niveau d'implication, qui culmina, au début août 1995, durant les délibérations du groupe décisionnel qui se soldèrent par l'adoption de la stratégie de « fin de partie ». En définitive, nous reconnaissons qu'il est difficile de déterminer hors de tout doute si les préoccupations de réputation furent le facteur prépondérant permettant d'expliquer pourquoi le président Clinton accentua son implication dans le processus décisionnel sur la Bosnie à l'été 1995. De plus, il est aussi possible que Clinton devint plus soucieux des répercussions néfastes du conflit sur son image et celle du pays en s'exposant davantage aux arguments de ses conseillers qui évoquaient des préoccupations de réputation pour justifier la nécessité de transformer la politique américaine en Bosnie. Néanmoins, l'analyse des archives et les entretiens semi-dirigés nous permettent de conclure que le président Clinton était très soucieux de la détérioration de la réputation des États-Unis et des répercussions pour sa propre image à un peu plus d'un an des élections présidentielles de 1996. À travers l'implication accrue du président dans la prise de décision à l'été 1995, ces préoccupations de réputation contribuèrent à la réorientation de la politique de l'administration Clinton en Bosnie.

#### 6.5.4 Le niveau de cohésion du groupe décisionnel

- H4 : Les membres d'un groupe décisionnel marqué par un niveau élevé de cohésion sont plus susceptibles de recourir à la force pour des raisons liées à la réputation que ceux d'un groupe décisionnel marqué par un faible niveau de cohésion.

Les décisions de recourir à la force dans la foulée des épisodes de crise sont survenus alors que le niveau de cohésion du groupe décisionnel était élevé (février 1994) et modéré (août 1995). Nous pouvons donc confirmer cette dernière hypothèse. Les changements de personnel à la fin de l'année 1994 ont contribué à cette tendance, notamment avec l'entrée en poste de conseillers plus

favorables au recours à la force (Perry et Shalikashvili) que leurs prédécesseurs (Aspin et Powell). Cependant, le niveau de cohésion du groupe fluctua durant l'année 1994 et la première moitié de 1995. Le massacre de Srebrenica galvanisa les membres du groupe décisionnel et le processus décisionnel inclusif du début août 1995 permit de dissiper les conséquences des désaccords sur les dynamiques de l'unité décisionnelle. Ultimement, le leadership présidentiel demeure un facteur déterminant pour l'augmentation du niveau de cohésion de l'unité décisionnelle, comme l'a démontrée l'implication accrue du président Clinton dans la prise de décision lors de cet épisode. Ajoutons à cela le caractère évolutif, d'une crise à l'autre, des préoccupations de réputation exprimées par les membres du groupe, qui nous rappelle l'importance d'analyser la présence de ces soucis dans les délibérations lors de plusieurs épisodes de crise consécutifs. Certains conseillers changèrent leur fusil d'épaule, en fonction des crises et de leur contexte, quant aux conséquences de la guerre en Bosnie pour la réputation des États-Unis. Par exemple, après avoir milité pour l'adoption d'une politique d'endiguement des violences à la suite de l'échec de la proposition *lift-and-strike*, Warren Christopher réclama une intervention militaire lors de la crise de Gorazde pour préserver la crédibilité de Washington et de l'OTAN, en avril 1994, puis évoqua les risques pour la crédibilité de la puissance américaine pour justifier son opposition initiale à la stratégie de « fin de partie ». Enfin, nous avons pu constater qu'un niveau de cohésion élevé ou modéré ne signifie pas que tous les membres du groupe perçoivent les mêmes risques et conséquences des politiques sur la réputation du pays, de l'administration et du président. Certains points de convergence, comme la croyance largement partagée que la réputation de leadership au sein de l'OTAN et celle d'allié fiable des États-Unis, permettent de dissiper les effets de ces désaccords entre les membres quant aux propositions de politiques évaluées par le groupe.

## 6.6 Conclusion

Le portrait dépeint de Bill Clinton durant son premier mandat est souvent celui d'un président désintéressé par les affaires internationales, mais particulièrement à l'affût des conséquences internes de ses décisions de politique étrangère. Pourtant, en ce qui concerne le conflit en Bosnie, il ne serait pas juste de conclure que ses choix se résumèrent à une tentative d'anticiper les conséquences politiques de ses décisions ou à une réponse aux pressions internes. La réticence à recourir à la force, au-delà de frappes aériennes sous l'égide de l'OTAN, durant les deux premières années de la présidence Clinton, peut s'expliquer en partie par l'impopularité d'une intervention

directe des États-Unis auprès de la population américaine. Cependant, la réorientation de la politique américaine vis-à-vis la guerre en Bosnie, à l'été 1995, est survenue en dépit du fait que le *statu quo*, soit le maintien de l'engagement américain envers l'OTAN et la FORPRONU et des frappes aériennes ponctuelles de l'alliance en réponse aux agressions bosno-serbes, recevait encore l'appui d'une grande majorité au sein de l'opinion publique. Ainsi, en adoptant la stratégie de « fin de partie », Bill Clinton démontrait qu'il était prêt à assumer un risque politique de grande envergure, surtout dans l'éventualité d'un déploiement des troupes américaines à l'aube d'une année d'élections présidentielles. Il était bien au fait de ce qu'impliquait sa décision sur le plan de la politique interne : « Je risque ma présidence », disait-il au début août 1995 (Woodward, 1996 : 265). En somme, Clinton estimait que ce risque en valait la chandelle pour restaurer une image d'un président qui fait preuve d'un leadership vigoureux avant les prochaines élections (Drew, 1996 : 347). Son désir d'apparaître comme un dirigeant fort et déterminé était motivé autant par des considérations de politique intérieure qu'extérieure (Rockman, 1996 : 347). Ainsi, résumer l'effet des préoccupations de réputation aux considérations de politique intérieure, tout comme pour les prédispositions psychologiques du président, ne permet qu'une compréhension partielle de leurs conséquences sur la prise de décision.

Dans ce chapitre, nous avons analysé la manière dont les préoccupations de réputation façonnèrent le processus décisionnel de l'administration Clinton lors de plusieurs épisodes de crise sécuritaire découlant de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Ces préoccupations jouèrent un rôle important dans les délibérations qui précédèrent l'adoption de la stratégie de « fin de partie » en août 1995. Cette décision réorienta la politique des États-Unis à l'égard de ce conflit et contribua à redynamiser un processus de paix qui mena à la signature des accords de Dayton, quatre mois plus tard. Les partisans d'une implication plus directe des États-Unis dans la résolution du conflit, comme Anthony Lake et Madeleine Albright, évoquèrent les conséquences négatives du *statu quo* pour l'image des États-Unis, de l'administration et du président. Leurs collègues moins enclins à appuyer le recours à la force, Warren Christopher, William Perry et le Général Shalikashvili, invoquèrent les conséquences potentielles d'une telle politique pour la crédibilité des États-Unis, autant sur le plan diplomatique que militaire, advenant qu'elle se traduise en échec. Il ne s'agissait pas de la première fois que cette contradiction se manifestait dans les débats internes de l'administration Clinton au sujet de la guerre en Bosnie. Elle fut présente lors de la plupart des

crises sécuritaires qui survinrent dans le contexte de ce conflit durant les deux premières années et demie du mandat du 42<sup>e</sup> président.



## CONCLUSION

« Je vous exhorte à vous concentrer sur les tâches qui permettront de restaurer la réputation de notre pays et d'assurer notre sécurité. » – Madeleine Albright (2008 : 12)

En 2008, l'ancienne ambassadrice aux Nations unies, puis secrétaire d'État, de l'administration Clinton publia un ouvrage dans lequel elle professait des conseils pour le prochain président. Le sous-titre de ce livre, « Comment nous pouvons restaurer le leadership et la réputation de l'Amérique », réitère l'impératif de se soucier de l'image projetée par le pays qui pèse sur les individus responsables de sa politique étrangère. Madeleine Albright enjoignit les candidats à la présidence de s'atteler à la tâche de restaurer la réputation des États-Unis, qui avait été ternie durant la présidence de George W. Bush, notamment par l'invasion d'Irak de 2003. Cet exemple peut sembler anecdotique, mais il incarne le présupposé largement partagé et trop peu problématisé selon lequel la réputation est d'une importance capitale aux yeux des dirigeants et des décideurs responsables de la politique extérieure d'un État.

Dans cette thèse, nous avons démontré comment ces préoccupations orientent les décisions prises lors de crises sécuritaires. Pour ce faire, nous avons repensé la réputation en dépassant la perspective stratégique dominante, qui soutient que les dirigeants et les décideurs sont soucieux de la réputation et celle de l'État, puisqu'ils la perçoivent comme un moyen pour préserver leurs intérêts matériels futurs et la sécurité physique de l'État. En introduisant une perspective constitutive pour aborder ce concept, nous avons démontré que ces individus se préoccupent également de leur réputation et celle de l'État parce qu'ils souhaitent maintenir une image de soi positive et un sentiment de sécurité identitaire. En élargissant ainsi la conception de la réputation en politique internationale, cette thèse a jeté les bases d'une meilleure compréhension des soucis qui découlent de cette dimension de l'image projetée par l'État et les individus aux commandes de ses décisions de sécurité nationale. L'histoire de la politique étrangère des États-Unis regorge d'exemples de telles préoccupations exprimées par le président et sa garde rapprochée quant aux conséquences de leurs décisions de politique internationale pour l'honneur, le prestige et la crédibilité. Ces préoccupations s'articulent selon la logique de la réputation : les autres acteurs observent attentivement nos comportements, écoutent nos déclarations, les interprètent et tirent des conclusions au sujet de notre caractère qui influencent ensuite leur lecture de nos intentions lors

d'interactions futures. Pour mieux comprendre les effets de ces préoccupations de réputation sur les décisions prises en situation de crise sécuritaire, nous avons effectué une étude de cas des réactions de l'administration Clinton à sept épisodes de crises survenus dans le contexte de la guerre en Bosnie-Herzégovine, de janvier 1993 à août 1995. Agissant de manière cohérente avec les conseils qu'elle professa dans un livre une quinzaine d'année plus tard, Madeleine Albright fut l'une des principales protagonistes de l'histoire décisionnelle relatée dans cette thèse. Elle fit partie d'un groupe décisionnel au sein duquel les préoccupations de réputation furent régulièrement évoquées à l'occasion des délibérations qui suivirent les épisodes de crises étudiés.

### **Avenues de recherches futures**

Si l'analyse approfondie des décisions de l'administration prises dans la foulée de sept épisodes de crise découlant de la guerre en Bosnie-Herzégovine nous a permis d'évaluer nos hypothèses portant sur la double dimension – stratégique et constitutive – de la réputation et sur le rôle que jouent les préoccupations à son sujet dans le processus décisionnel, les conclusions qu'il est possible de tirer de celles-ci sont limitées. L'étude d'un seul cas, bien que décliné en plusieurs décisions distinctes, mais interreliées, permet d'abord et avant tout de tester la plausibilité d'une approche, de raffiner certaines des hypothèses qui en découlent et de les écarter complètement, si nécessaire. Au minimum, après avoir mené une étude de cas par le biais de la méthode du *process-tracing*, le chercheur peut écarter la plupart des explications alternatives. La recherche effectuée dans cette thèse s'est justement concentrée sur l'évaluation de facteurs généralement identifiés dans la littérature. Nous avons pu en écarter certains, comme les pressions systémiques et les coûts d'auditoire interne, de même que nuancer l'influence généralement prêtée à d'autres, comme les intérêts futurs et, surtout, les prédispositions psychologiques du président (niveau d'autosurveillance). Parallèlement, cette recherche a démontré la pertinence d'une approche centrée sur le groupe décisionnel, qui se concentre sur les niveaux de cohésion de cette unité et d'implication du président en son sein. Pour autant, les conclusions tirées de l'étude des décisions prises face aux crises sécuritaires de la guerre en Bosnie par l'administration Clinton restent difficilement généralisables. Afin de surmonter cet écueil caractéristique de l'étude d'un seul cas, nous proposons quatre pistes pour mettre davantage à l'épreuve le cadre d'analyse proposé dans cette thèse.

Premièrement, il est primordial de tester ces hypothèses à travers l'étude de décisions prises dans le contexte de crises sécuritaires survenues durant le premier mandat d'un autre président. En l'occurrence, la première administration du républicain Ronald Reagan (1981-1985) nous semble un point de départ tout désigné pour les raisons suivantes. D'abord et avant tout, ce serait l'occasion d'évaluer la validité de notre approche pour l'étude de décisions prises dans le contexte de la rivalité bipolaire qui prévalait durant la guerre froide, permettant ainsi d'évaluer l'effet de la variation des pressions systémiques. De plus, Ronald Reagan était, comme Clinton, un président dont le niveau d'autosurveillance s'avéra très élevé. Or, il était plus enclin à recourir à la force militaire pour défendre sa réputation et celle du pays que son successeur démocrate, comme le souligne Yarhi-Milo (2018 : 172-180) qui le qualifie de « croisé de la réputation » (*reputation crusader*). Les soucis de crédibilité et de réputation furent au cœur de sa politique à l'égard de l'Amérique latine et centrale, de même qu'envers le bassin des Caraïbes. Malgré ses prédispositions psychologiques, Ronald Reagan s'avéra un président peu impliqué dans la formulation des politiques de sécurité nationale de son administration, préférant déléguer son autorité aux principaux décideurs qui composaient son équipe décisionnelle (Kowert, 2002 : 125-150). Ensuite, cette équipe, comme celle de Bill Clinton, fut aux prises avec des divisions importantes entre ses membres et, par conséquent, marquée par un faible niveau de cohésion. Les tensions interpersonnelles entre le secrétaire d'État George Shultz et le secrétaire à la Défense Casper Weinberger, de même que les tensions de nature bureaucratique entre leurs organisations respectives, furent emblématiques de la présidence Reagan. Cependant, le niveau de cohésion du groupe décisionnel fut faible dès l'entrée en fonction de cette nouvelle administration républicaine, alors que le prédécesseur de Shultz, Alexander Haig, militait en faveur du recours à la force militaire pour démontrer la volonté américaine de repousser l'influence soviétique dans l'hémisphère ouest. Les décisions d'appui par le biais d'une aide militaire sans intervention des forces armées au Salvador (1981) et d'intervention militaire américaine à la Grenade (1983) pour lutter contre l'influence soviéto-cubaine dans les Caraïbes nous semblent être des cas particulièrement intéressants pour tester les hypothèses formulées à partir de notre approche. Ces deux dossiers sont reconnus pour avoir fait l'objet d'importantes préoccupations de réputation de la part du président Reagan et de ses principaux conseillers (Kenworthy, 1984; Beck, 2019 : 227; LeoGrande, 1998; Schoultz, 1998 : 364-66; Grandin, 2006 : 68-71; Williams, 2007 : 56 & 116-17; 170-71; Crandall, 2015 : 281 & 301). Il conviendrait donc d'étudier comment ces soucis orientèrent

les décisions prises par le 40<sup>e</sup> président des États-Unis au sujet des épisodes de crise sécuritaire au Salvador et en Grenada survenu durant son premier mandat.

Deuxièmement, l'analyse des décisions prises par le Bill Clinton et ses conseillers durant son second mandat au sujet du Kosovo (1998-9) nous permettrait de comparer le cas de la Bosnie étudié en détail dans cette thèse à une autre décision d'intervention militaire dont les paramètres sont très similaires. En effet, cette décision implique le même président et plusieurs des conseillers ayant joué un rôle important entre 1993 et 1995, au premier chef Madeleine Albright et Samuel Berger. Les délibérations au sujet du Kosovo furent également marquées par des préoccupations importantes au sujet de la crédibilité de l'OTAN (Redd, 2005)<sup>228</sup>. Cependant, la valeur de certaines variables clés diffèrent : les niveaux d'expérience et d'implication du président Clinton dans la prise de décision et une équipe décisionnelle dont la cohésion était plus élevée que celle du premier mandat. Ce cas serait d'autant plus pertinent à étudier étant donné que les principaux décideurs mobilisèrent l'analogie de la Bosnie pour réagir aux exactions commises par le régime de Slobodan Milošević au Kosovo (Record, 2002; Barthe et David, 2007; Steinberg, 2016). « Je crois qu'il faut tirer des leçons, et j'ai estimé, à l'époque, que nous avons été beaucoup trop lents à réagir à ce que Milosevic faisait en Bosnie. Ce n'est pas souvent que l'on a une deuxième chance », dit Madeleine Albright à la fin de la présidence Clinton (*Frontline: The Clinton Years – Interview with Madeleine Albright*, 2000). Connaissant les préoccupations d'Albright pour la réputation des États-Unis, autant dans une perspective constitutive que stratégique, il est raisonnable d'assumer que ces leçons concernaient les conséquences de l'inaction pour l'image projetée par les décideurs et le pays.

Troisièmement, en évoquant l'évolution du style de leadership de Bill Clinton durant son premier mandat sur l'enjeu de la Bosnie, de même que pendant son second mandat sur le Kosovo, nous ouvrons la porte aux facteurs qui peuvent expliquer pourquoi, sur le plan individuel, un dirigeant devient plus susceptible à travers le temps de recourir à la force pour des raisons liées à la réputation. Si le niveau d'autosurveillance d'un président ne change pas vraiment une fois en poste, comme le

---

<sup>228</sup> Ce commentaire rétrospectif du conseiller pour la sécurité nationale Samuel Berger illustre qu'il percevait cet enjeu à travers le prisme de ses conséquences pour la réputation des États-Unis et de l'OTAN : « L'importance du Kosovo est que, dans une situation où nos intérêts étaient en jeu, en raison du danger de conflits plus vastes, et où nos valeurs en tant qu'êtres humains et en tant qu'Américains étaient en jeu, les États-Unis et l'OTAN ont pris position - ont eu la détermination de tenir bon - et l'ont emporté. » (*Frontline: The Clinton Years – Interview with Samuel Berger*, 2000)

soutient Keren Yarhi-Milo (2018), il ne faut pas écarter la possibilité que d'autres caractéristiques individuelles liées à la personnalité d'un dirigeant varient et, incidemment, modifient la probabilité de « combattre pour la réputation ». En effet, comme le soulignait récemment Juliet Kaarbo (2021), plusieurs aspects de la personnalité des dirigeants en politique internationale sont susceptibles d'évoluer avec le temps. Elle affirme que les effets psychologiques du vieillissement, de l'acquisition d'expérience, de l'apprentissage et du pouvoir sont des pistes qui méritent d'être explorées pour mieux comprendre comment la personnalité de ces individus peut évoluer ou se transformer durant l'exercice de leurs fonctions (Kaarbo, 2021 : 424). Certaines de ces pistes pourraient s'avérer intéressantes pour comprendre pourquoi la volonté d'un président d'employer la force pour défendre sa réputation, celle du pays ou d'une alliance comme l'OTAN, peut varier à travers le temps, au-delà de son niveau d'autosurveillance. De plus, il serait pertinent d'examiner ces changements potentiels et leurs effets sur le rôle que joue le président au sein du groupe décisionnel et, par conséquent, sur le niveau de cohésion de cette unité. L'acquisition d'expérience et l'apprentissage de Bill Clinton semblent à première vue avoir eu un effet substantiel sur son niveau d'implication dans le processus décisionnel sur la guerre en Bosnie entre 1993 et 1995. Kaarbo cite justement des recherches sur la présidence de Clinton concluant que son ambition a diminué après avoir été confronté aux limites du pouvoir en politique intérieure et que l'apprentissage en politique extérieure a augmenté sa confiance en sa capacité à contrôler les événements (Kaarbo, 2021 : 430-32). Cette dernière évolution est spécialement pertinente pour nos recherches, puisque la croyance en l'importance de la réputation en politique internationale s'appuie justement sur l'idée que les dirigeants peuvent, à travers leurs comportements et leurs déclarations, influencer le cours des événements et les perceptions de leurs vis-à-vis.

Quatrièmement, notre approche centrée sur le processus décisionnel pourrait être bonifiée en intégrant davantage de nuances pour mieux rendre compte de l'importance des relations qu'entretient le président avec ses conseillers dans l'étude des préoccupations de réputation. À ce titre, le modèle de William W. Newmann (2023 : 33-41), qui se concentre sur l'évolution de la structure du processus décisionnel durant une présidence, s'avère particulièrement pertinent. Ce modèle nous permettrait de raffiner nos hypothèses portant sur le niveau de cohésion du groupe et sur le niveau d'implication du président dans la prise de décision en spécifiant les différentes structures décisionnelles – formelle, informelle et de confiance (*confidence*) – qui coexistent

parallèlement au sein d'une même administration. Étudier les transformations de ces structures et l'équilibre entre l'influence relative de chacune d'elles pourraient nous aider à mieux saisir dans quel contexte les préoccupations de réputation d'un dirigeant très sensible à l'image qu'il projette, comme Bill Clinton, sont plus susceptibles d'orienter les décisions de politique étrangère de son administration. De plus, en analysant le rôle crucial que jouent certains conseillers, comme Anthony Lake, dans l'évolution des structures décisionnelles d'une administration (Newmann, 2022 : 328), nous pourrions déterminer quand et comment les arguments fondés sur ces préoccupations pourraient potentiellement orienter le calcul décisionnel du président. Cela nous permettrait de prendre la pleine mesure des transformations qui surviennent dans les structures de la prise de décision durant des périodes charnières, comme celle de l'été 1995 pour la politique de l'administration Clinton à l'égard de la guerre en Bosnie.

### **Élargir l'étude décisionnelle des préoccupations de réputation dans la politique étrangère des États-Unis**

Au-delà des tests empiriques supplémentaires qui s'avèrent nécessaires pour évaluer la validité de notre approche et pour déterminer s'il est possible de généraliser les conclusions tirées, nous identifions deux autres avenues prometteuses pour la recherche sur les effets qu'ont les préoccupations de réputation partagées par les dirigeants et les décideurs responsables de la politique étrangère des États. Ces pistes additionnelles nous apparaissent particulièrement intéressantes pour élargir notre compréhension de ce phénomène dans le cadre de la formulation de la politique étrangère des États-Unis.

D'une part, le lien entre les préoccupations de réputation des dirigeants et la composition du groupe décisionnel mérite d'être étudié de manière approfondie. Cette thèse a démontré que les changements de personnel peuvent influencer l'importance de ces soucis dans la prise de décision lorsqu'ils contribuent à augmenter le niveau de cohésion du groupe. Cependant, la relation entre ces changements et la volonté du président de façonner sa réputation et celle du pays demeure une dynamique négligée par la recherche (Wu et Wolford, 2018 : 2109). Grâce à leur réputation personnelle, qui repose en partie sur leurs préférences au sujet des outils diplomatiques et militaires de la politique étrangère, les conseillers peuvent influencer la manière dont les politiques d'une administration sont perçues par l'opinion publique lorsqu'ils se prononcent à leur sujet (Saunders,

2018). Suivant cette logique, nous pouvons supposer qu'un président qui souhaiterait modifier la manière dont il est perçu aux États-Unis et à l'étranger peut choisir d'effectuer des changements à la composition de son équipe décisionnelle en sélectionnant un conseiller reconnu pour sa fermeté sur des dossiers importants pour son administration. Par exemple, le choix de John Bolton à titre de troisième conseiller pour la sécurité nationale de l'administration Trump, en avril 2018, a été interprété comme un signe avant-coureur du durcissement de la politique à l'égard de l'Iran, qui s'est concrétisé, un mois plus tard, avec le retrait unilatéral de l'accord sur le nucléaire de 2015 (Bergman et Mazzetti, 2019). À l'inverse, un président peut tenter de capitaliser sur la réputation de colombe d'un conseiller pour influencer les perceptions à son égard et au sujet de ses politiques. Par exemple, au début de l'année 2003, l'administration de George W. Bush tenta de tabler sur la crédibilité du secrétaire d'État Colin Powell en lui donnant le mandat de présenter le plaidoyer en faveur de l'invasion de l'Irak au Conseil de Sécurité des Nations unies (Saunders 2018 : 2121). En somme, il conviendrait d'explorer sous quelles conditions les choix de personnel des présidents reflètent leurs préoccupations de réputation et s'ils en sont parfois potentiellement des conséquences.

D'autre part, des travaux récents sur les conséquences des décisions prises par les dirigeants en politique intérieure pour leur réputation de détermination en politique internationale (Goldfien, Joseph et McManus, 2022) nous poussent à nous interroger sur une autre dimension des préoccupations de réputation qu'entretiennent ces individus. Dans quelle mesure les présidents américains et leurs conseillers se soucient-ils des conséquences des soubresauts et crises politiques internes pour l'image du pays et de leur administration lorsqu'ils prennent des décisions concernant l'orientation de la politique étrangère des États-Unis? Nous savons que les dirigeants cherchent parfois à utiliser la politique étrangère pour faire diversion lorsqu'ils sont affligés par des scandales à l'échelle nationale, allant même parfois jusqu'à déclencher des interventions militaires (Smith, 1996; Oakes, 2006). D'intenses pressions politiques exercées sur des présidents aux prises avec de tels scandales – le *Watergate* de Richard Nixon, l'affaire Lewinsky de Bill Clinton et l'affaire ukrainienne de Donald Trump – ont également exercé une influence sur leurs décisions lors d'épisodes de crise sécuritaire internationale (Naftali, 2020a; 2020b). Or, les implications de la question qui précède sont plus subtiles lorsqu'il s'agit d'événements et de dynamiques politiques nationales qui dépassent le cadre des scandales présidentiels. Par exemple, l'historienne Mary

Dudziak (2011) s'est penchée sur la relation entre les avancements générés par l'activisme du mouvement pour les droits civiques des Afro-Américains et les tentatives de dissiper les conséquences néfastes des politiques ségrégationnistes en vigueur aux États-Unis pour la réputation du pays et l'image de la démocratie américaine dans le contexte de la guerre froide. Une telle réflexion sur le rapport entre le contexte politique national et la réputation du pays à l'international demeure des plus pertinentes, surtout à une époque où l'image de la démocratie américaine est grandement ternie par la polarisation partisane et idéologique et l'instabilité politique qui en découle, dont l'insurrection au Capitole du 6 janvier 2021 est devenue le symbole emblématique. Ces développements internes nuisent à la réputation de leader des États-Unis dans la promotion de la démocratie dans le monde, alors que l'administration Biden présente la compétition stratégique avec les grandes puissances (Chine et Russie) comme une lutte entre le modèle démocratique, porté par Washington et ses alliés, et le modèle autocratique, préconisé par Beijing et Moscou. Dans ce contexte, Joe Biden et son équipe tentent, par le biais de réformes internes et de choix de politique extérieure, de redorer l'image de la démocratie américaine, reflétant le caractère intermestique des préoccupations de réputation. Cette dynamique illustre la complexité des soucis relatifs à l'image projetée par l'État, qui ne sont pas cantonnés aux politiques de sécurité nationale. Voilà une autre raison de poursuivre l'étude de ce phénomène, autant en politique internationale que dans le sous-champ de l'analyse de la politique étrangère.



**ANNEXE A**  
**CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE**

**CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE**

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (Janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet:	Dynamiques de groupe et préoccupations de réputation dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis
Nom de l'étudiant:	Vincent BOUCHER
Programme d'études:	Doctorat en science politique
Direction de recherche:	Charles-Philippe DAVID

**Modalités d'application**

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Raoul Graf  
Président du CERPE plurifacultaire  
Professeur, Département de marketing

## CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE RENOUVELLEMENT

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (janvier 2016) de l'UQAM.

- Titre du projet : Dynamiques de groupe et préoccupations de réputation dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis
- Nom de l'étudiant : Vincent Boucher
- Programme d'études : Doctorat en science politique
- Direction(s) de recherche : Charles-Philippe David

### Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

**Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission.** Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2023-01-21**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

Caroline Vrignaud

Pour le président, **Raoul Graf**, M.A., Ph.D.

Président CERPÉ plurifacultaire et Professeur titulaire, département de marketing



## CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE RENOUVELLEMENT

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (janvier 2016) de l'UQAM.

- Titre du projet : Dynamiques de groupe et préoccupations de réputation dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis
- Nom de l'étudiant : Vincent Boucher
- Programme d'études : Doctorat en science politique
- Direction(s) de recherche : Charles-Philippe David

### Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

**Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission.** Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2024-01-21**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Caroline Coulombe  
Professeure, Département de management  
Présidente du CERPÉ plurifacultaire

## ANNEXE B

### GRILLE D'ENTRETIENS SEMI-DIRIGÉS

#### Reminder about consent and ethics requirements:

When the form was not signed and received prior to the interview: present the consent form to the participant and ensure that consent is clearly provided orally. The participant must read and understand the following section of the form prior to asking them for consent:

“ I acknowledge having read about and understood the present research project, including the nature and extent of my participation as well as the potential risks and disadvantages to which I will be exposed, as indicated in this consent form. I have had the opportunity to ask questions concerning the various aspects of the study and to receive answers to my satisfaction.

I, the undersigned, voluntarily consent to participate in this study. I understand that I can withdraw at any time without prejudice of any kind. I certify that I have been given the time needed to make my decision.

A signed copy of this consent form will be given to me.

*If applicable, describe study options available to the participant using clear YES/NO options.*

- Yes     No    You consent to be identified by name in reports ;  
Yes     No    You consent to have your organization's name used ;  
Yes     No    You consent to be audio-recorded ;”

---

### QUESTIONS

1) What was your role and level of involvement in the making of U.S. Bosnia policy between 1993-95?

2) To what extent were concerns for U.S. credibility or reputation taken into consideration by Principals and Deputies when crafting policy responses to the following crisis episodes?

Year / Month	Bosnian War crisis episodes during the Clinton administration
1993 – Apr.-May	Bosnian-Serb assault on Srebrenica
1993 July-Sept.	Strangulation of Sarajevo
1994 – Feb.	Shelling of the Markale marketplace (Sarajevo)
1994 – March-Apr.	Bosnian-Serb assault on Goražde
1994 – Nov.	Bosnian-Serb assault on Bihać
1995 – May-June	UNPROFOR hostage crisis
1995 - July	Srebrenica massacre

3) What types of U.S. reputation were President Clinton, Principals, and Deputies most concerned with?

- Reputation for resolve
- Reputation for reliability (as an ally within NATO)
- Reputation for honesty (fulfilling its promises)
- Reputation for leadership in the post-Cold War international order

4) Did other events on the ground in Bosnia raise the perceived costs of action/inaction for US credibility or reputation?

5) Did specific developments in the relationship between the US and its allies (NATO and others) raise the perceived costs of action/inaction for US credibility or reputation?

6) How did the level of cohesion within the decision-making groups – Principals and Deputies committees – evolve during the 1993-95 period?

7) Was there a significant consensus or disagreement among Principals and/or Deputies regarding which events or policy options involved a potential blow to U.S. credibility or reputation?

8) How were congressional efforts to unilaterally lift the arms embargo perceived by President Clinton and Principals?

**ANNEXE C**

**L'ÉVOLUTION DE LA COHÉSION DU GROUPE DÉCISIONNEL DE  
L'ADMINISTRATION CLINTON SUR LA GUERRE EN BOSNIE (1993-95)**

Tableau 6.1- Évolution de la cohésion du groupe décisionnel de l'administration Clinton sur la guerre en Bosnie, 1993-95

<b>Années</b>	<b>Mois et Événements</b>	<b>Positions défendues et développements au sein du groupe</b>	<b>Niveau de cohésion du groupe décisionnel</b>
<b>1993</b>	Avril-Mai : Attaques sur Srebrenica et Proposition <i>lift-and-strike</i>	Conflit entre les «faucons» (Albright, Lake et Gore) et les «colombes» (Aspin, Christopher et Powell)	Faible
	Août-Septembre : Assaut bosno-serbe sur Sarajevo	Accord sur la menace de frappes de l'OTAN pour faire cesser l'étranglement de Sarajevo, mais désaccord sur le recours à la force pour favoriser le règlement du conflit	Modéré
	Octobre-Février (1994)	Départs d'Aspin et Powell / Entrées en poste de Shalikashvili et Perry	Modéré
<b>1994</b>	Février : bombardement du marché Markale	Consensus autour de la nécessité de formuler une menace de représailles de l'OTAN menées par les États-Unis	Élevé
	Avril : assaut bosno-serbe sur Goražde	Conflit pour (Lake et Christopher) et contre (Perry et Shalikashvili) des frappes aériennes	Faible
	Novembre : assaut serbe sur Bihać	Conflit entre volonté d'intervention (Lake et Vershbow) et les positions plus prudentes (Christopher, Perry et Shalikashvili)	Faible
	Décembre : annonce de la promesse américaine envers l'OTAN	Consensus autour de la nécessité de de préserver l'unité et la réputation des États-Unis à titre de leader de l'alliance et d'allié fiable	Modéré
<b>1995</b>	Février-Mars : révision de la	Consensus autour de l'idée que la politique de l'administration avait des conséquences	

	politique menée par le NSC	négatives pour l'image des États-Unis à l'international	Modéré
	Mai-Juin : Crise des otages de la FORPRONU dans la région de Sarajevo	Réaffirmation de l'engagement auprès de l'OTAN au sujet d'un retrait de la FORPRONU pour préserver la crédibilité des États-Unis, de l'administration et du président	Faible
	Juillet : Massacre de Srebrenica et assaut bosno-serbe sur Gorazde	Événement focalisateur qui galvanisa les membres du groupe décisionnel en faveur d'une réponse ferme démontrant la détermination des États-Unis et de l'OTAN à punir les violences contre les zones de sécurité  Pressions sur les alliés pour suspendre le mécanisme de la double-clé au sommet de Londres	Élevé
	Août : Adoption de la stratégie de « fin de partie » par l'équipe de politique étrangère du président Clinton	Consensus relatif au sujet de la nécessité pour les États-Unis d'agir pour mettre fin au conflit  Division au sujet des risques à assumer et du recours à la force militaire pour favoriser le règlement de la guerre en Bosnie  Processus décisionnel ouvert aux points de vue divergents et ajustements de la stratégie choisie qui reflètent les préoccupations des membres du groupe – un processus décisionnel qui permet de forger un consensus relatif	Modéré

## BIBLIOGRAPHIE

- Aberbach, J. D. et Rockman, B. A. (2002). Conducting and Coding Elite Interviews. *PS: Political Science & Politics*, 35(4), 673-676.
- Abrams, E. (dir). (1998) *Honor Among Nations: Intangible Interests and Foreign Policy*. Ethics and Public Policy Center.
- Acheson, D. (1961, 28 juin). *Report by Dean Acheson* [Rapport]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (Berlin Crisis, 1961-1962, 1961-1963, Volume XIV, Document no 49). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v14/d49>
- Acheson, D. (1969). *Present at the Creation: My Years in the State Department*. W.W. Norton.
- Agnew, J., Checkel, J. T., Deudney, D., Mitzen, J., et Guzzini, S. (2017). Symposium on Stefano Guzzini's (Ed.) *The Return of Geopolitics in Europe? Social Mechanisms and Foreign Policy Identity Crises*. *Cooperation and Conflict*, 52(3): 399-422. <https://doi.org/10.1177/0010836717706985>.
- Albert, S. et Whetten, D. (2003). Organizational Identity. Dans J. M. T. Balmer et S. A. Greyser (dir.), *Revealing the Corporation: Perspectives on Identity, Image, Corporate Branding, and Corporate-Level Marketing* (77-105). Routledge.
- Albright, M. K. (1993, 14 avril). *Memorandum for the National Security Adviser from Ambassador Madeleine K. Albright* [Mémorandum]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12326>
- Albright, M. K. (1995a, 25 mai). *Memorandum to Anthony Lake from Ambassador Madeleine K. Albright: The FRY and the Outer Wall of Sanctions* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Vershbow Alexander Box 9 of 15, Bosnia - May 1995 Mid-Late [3]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Albright, M. K. (1995b, 3 août). *Memorandum for the National Security Advisor from Ambassador Albright* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Vershbow, Box 32 of 41, Vershbow Chron Files August 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Albright, M. K. (2013). *Madam Secretary: A memoir*. HarperCollins.
- Albright, M. K. et Woodward, W. (2008). *Memo to the President elect: how we can restore America's reputation and leadership*. Harper.
- Aldrich, R. (2002). 'Grow your own': cold war intelligence and history supermarkets. *Intelligence and National Security*, 17(1), 135-152. <https://doi.org/10.1080/02684520412331306450>
- Allison, G. (2018 [2017]). *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* Mariner Books.
- Ambrose, S. E. (1989). *Nixon: The triumph of a politician, 1962-1972*. Simon and Schuster.



- Ambrosius, L. E. (1990). *Woodrow Wilson and the American Diplomatic Tradition: The Treaty Fight in Perspective*. Cambridge University Press.
- Ang, S. H. et Wight, A.-M. (2009). Building Intangible Resources: The Stickiness of Reputation. *Corporate Reputation Review*, 12(1), 21-32. <https://doi.org/10.1057/crr.2009.3>
- Anonyme (1999, 18 avril). Crisis in the Balkans: Statements of United States' policy on Kosovo. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1999/04/18/world/crisis-in-the-balkans-statements-of-united-states-policy-on-kosovo.html>
- Anthony Lake Oral History* (2002, 22 mai). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/anthony-lake-oral-history-2002>
- Anthony Lake Oral History* (2004, 6 novembre). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/anthony-lake-oral-history-2004>
- Antonenko, O. et Giegerich, B. (2009). Rebooting NATO–Russia Relations. *Survival*, 51(2), 13-21. <https://doi.org/10.1080/00396330902860751>
- Aran, A. et Yishayahu, G. (2022). Updating the Study of Foreign Policy Crisis: The Case of the *Mavi Marmara Flotilla*. *Foreign Policy Analysis*, 18(3), orac007. <https://doi.org/10.1093/fpa/orac007>
- Archibald, M. M., Ambagtsheer, R. C., Casey, M. G. et Lawless, M. (2019). Using Zoom Videoconferencing for Qualitative Data Collection: Perceptions and Experiences of Researchers and Participants. *International Journal of Qualitative Methods*, 18, <https://doi.org/10.1177/1609406919874596>
- Aron, R. (1962). *Paix et guerres entre les nations*. Calmann-Lévy.
- Ashford, E. (2020, 28 mai). Build a Better Blob. *Foreign Affairs*. [https://www.foreignaffairs.com/united-states/build-better-blob?check\\_logged\\_in=1](https://www.foreignaffairs.com/united-states/build-better-blob?check_logged_in=1)
- Asmus, R. D. (2004). *Opening NATO's Door: How the Alliance Remade Itself for a New Era*. Columbia University Press.
- Axelrod, Robert (1984). *The Evolution of Cooperation*. Basic Books.
- Bacevich, A. (2010). *Washington Rules: America's Path to Permanent War*. Henry Holt and Company.
- Badie, B. (2014). *Le temps des humiliés: pathologie des relations internationales*. Odile Jacob.
- Badie, B. (2017). *Humiliation in International Relations: A Pathology of Contemporary International Systems*. Bloomsbury Publishing.
- Badie, D. (2010). Groupthink, Iraq, and the War on Terror: Explaining US Policy Shift toward Iraq. *Foreign Policy Analysis*, 6(4), 277-296. <https://doi.org/10.1111/j.1743-8594.2010.00113.x>
- Bailey, B. et Immerman, R. H. (2015). *Understanding the U.S. Wars in Iraq and Afghanistan*. NYU Press.
- Baker, P. et Glasser, S. (2020). *The Man Who Ran Washington: The Life and Times of James A. Baker III*. Doubleday.

- Ball, G. W. (1964, 5 octobre). *How Valid Are the Assumptions Underlying our Viet-Nam Policies?* [Rapport]. Lyndon B. Johnson Presidential Library (NSF, Vietnam Country File, Box 222, Report by George Ball, Validity of Assumptions Underlying Vietnam Policies), LBJ Presidential Library and Museum, Austin, Texas.
- Ball, G. W. (1965, 1er juillet). Paper prepared by the Undersecretary of State (Ball): A Compromise Solution for South Viet-Nam [Mémorandum]. Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1964-1968, Volume III Vietnam June-December 1965, Document no 40). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v03/d40>
- Ball, G. W. (1982). *The Past Has Another Pattern: Memoirs*. Norton.
- Barnhart, J. (2017). Humiliation and Third-Party Aggression. *World Politics*, 69(3), 532-568. <https://doi.org/10.1017/S0043887117000028>
- Barnhart, J. (2021). *The Consequences of Humiliation: Anger and Status in World Politics. The Consequences of Humiliation*. Cornell University Press.
- Barr, K. et Mintz, A. (2018). Public Policy Perspective on Group Decision-Making Dynamics in Foreign Policy. *Policy Studies Journal*, 46(S1), S69-S90. <https://doi.org/10.1111/psj.12249>
- Barthe, S. et C.-P. David (2004, 9 décembre). *Foreign Policy-Making in the Clinton Administration: Reassessing Bosnia and the "Turning Point" of 1995*. [Occasional paper – Raoul-Dandurand Chair in Strategic and Diplomatic Studies]. <https://ieim.uqam.ca/foreign-policy-making-in-the-clinton-administration-reassessing-bosnia-and-the-turning-point-of-1995/>
- Barthe, S. et David, C.-P. (2007). Kosovo 1999: Clinton, Coercive Diplomacy, and the Use of Analogies in Decision Making Decision Making from Experience. *Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, 8(2), 85-102.
- Bass, W. (1998). The Triage of Dayton. *Foreign Affairs*, 77(5), 95-108. <https://doi.org/10.2307/20049053>
- Baum, M. A. et Potter, P. B. K. (2015). *War and democratic constraint: how the public influences foreign policy*. Princeton University Press.
- Beach, D. (2016). It's all about mechanisms - what process-tracing case studies should be tracing. *New Political Economy*, 21(5), 463-472. <https://doi.org/10.1080/13563467.2015.1134466>
- Beach, Derek, et Kaas, J. G. (2020). The Great Divides: Incommensurability, the Impossibility of Mixed-Methodology, and What to Do about It. *International Studies Review*, 22(2): 214-235. <https://doi.org/10.1093/isr/viaa016>.
- Beach, D. et Pedersen, R. B. (2019). *Process-tracing Methods: Foundations and Guidelines*. University of Michigan Press.
- Beale, H. K. (1984 [1956]) *Theodore Roosevelt and the Rise of America to World Power* (reedition). Johns Hopkins University Press.
- Beasley, R. K., Kaarbo, J., Hermann, C. F. et Hermann, M. G. (2001). People and Processes in Foreign Policymaking: Insights from Comparative Case Studies. *International Studies Review*, 3(2), 217-250.

- Beauregard, P. (2022). Resolving Conflicting Emotions: Obama's Quandaries on the Red Line and the Fight against ISIS. *Foreign policy analysis*, 18(4).
- Beck, R. J. (2019 [1993]). *The Grenada Invasion: Politics, Law, And Foreign Policy Decisionmaking*. Routledge.
- Beckmann, M. N., et Hall, R. L. (2013). Elite Interviewing in Washington, DC. Dans L. Mosley (dir.), *Interview Research in Political Science (196-208)*. Cornell University Press.
- Bennett, A. et Checkel, J. T. (2015). Process Tracing: From Philosophical Roots to Best Practices. Dans A. Bennett et J. T. Checkel (dir.), *Process Tracing: From Metaphor to Analytic Tool (3-37)*. Cambridge University Press.
- Bennett, S. E., Flickinger, R. S. et Rhine, S. L. (1997). American Public Opinion and the Civil War in Bosnia: Attention, Knowledge, and the Media. *Harvard International Journal of Press/Politics*, 2(4), 87-105. <https://doi.org/10.1177/1081180X97002004007>
- Berger, S. (1995, 20 juillet). *Memorandum for Madeleine Albright et al. from Samuel Berger: Bosnia Strategy* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Vershbow Alexander, Box 11 of 15, Bosnia – July 1995 Mid-Late [1]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Bergman, R. et Mazzetti, M. (2019, 4 septembre). The Secret History of the Push to Strike Iran. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2019/09/04/magazine/iran-strike-israel-america.html>
- Berman, W. C. (2001). *From the Center to the Edge: The Politics and Policies of the Clinton Presidency*. Rowman & Littlefield.
- Berry, J. M. (2002). Validity and Reliability Issues in Elite Interviewing. *PS: Political Science & Politics*, 35(4), 679-682.
- Bert, W. (1997). *The Reluctant Superpower: United States' Policy in Bosnia, 1991-95*. St. Martin's Press.
- Best, G. (1982). *Honour among Men and Nations: Transformation of an Idea*. University of Toronto Press.
- Beuscart, J.-S., Chauvin, P.-M., Jourdain, A. et Naulin, S. (2015). La réputation et ses dispositifs. Introduction. *Terrains & travaux*, 26(1), 5-22. <https://doi.org/10.3917/tt.026.0005>
- Biden, J. (2021, 4 février). *Remarks by President Biden on America's Place in the World* [Transcription de discours]. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/>
- Biden, J. R. J. (2020). Why American Must Lead Again: Recusing U.S. Foreign Policy after Trump. *Foreign Affairs*, 99(2), 64-76.
- Biden, J. R. J. (2021, 4 février). *Remarks by President Biden on America's Place in the World* [Transcription de discours]. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/>
- Blackwell, R. (1993, 10 février). *Memorandum for the Record: Deputies Committee Meeting on Bosnia 10-Feb-93* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80c993294098d5174e1) <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174e1>

- Blatter, J. et Haverland, M. (2012). *Designing Case Studies: Explanatory Approaches in Small-N Research*. Springer.
- Bleiker, R. et Hutchison, E. (2014). Introduction: Emotions and world politics. *International Theory*, 6(3), 490-491. <https://doi.org/10.1017/S1752971914000220>
- Blumenthal, S. (2004). *The Clinton Wars*. Plume.
- Boin, A., 't Hart, P., Stern, E. et Sundelius, B. (2005). *The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure*. Cambridge University Press.
- Boin, A., Hart, P. 't, Stern, E. et Sundelius, B. (2017). *The politics of crisis management: public leadership under pressure* (2e éd.). Cambridge University Press.
- Bolton, J. (2020). *The Room Where It Happened*. Simon & Schuster.
- Borneman, W. (2005). *1812: The War that Forged a Nation*. Harper.
- Bosnia Endgame Strategy* [Mémorandum] (1995, 17 juillet). William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Alexander, Box 11 of 15, Bosnia – July 1995 End July – Early August [3]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Bosnia Talking Points* (s.d.). Clinton Digital Library (National Security Council and European Affairs, [Bosnia - Hercegovina, February 1994] [2]). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/62672>
- Bosnian War Sparks Conflict at Home* (1996). Dans J. Austin, *CQ Almanac 1995*. Congressional Quarterly Press. <http://library.cqpress.com/cqalmanac/cqal95-1099599>
- Bostdorff, D.M. (1994). *The Presidency and the Rhetoric of Foreign Crises*. The University of South Carolina Press.
- Bosworth, S. (1983, 3 septembre). *Information Memorandum From the Chairman of the Policy Planning Council (Bosworth) to Secretary of State Shultz* [Mémorandum]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume IV, Soviet Union, January 1981 – March 1983, Document no 93). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1981-88v04>
- Boucher, V. (2021). La quête de l'honneur dans la politique étrangère de Donald Trump. Dans *Annuaire français de relations internationales* (p. 355-365). Éditions Panthéon-Assas. <https://doi.org/10.3917/epas.ferna.2021.01.0355>
- Boucher, V. et Prémont, K. (2021). « I Alone Can Fix It » : les conséquences de l'hostilité de Donald Trump envers l'expertise sur la politique étrangère des États-Unis. *Études internationales*, 52(1-2), 23-49. <https://doi.org/10.7202/1086928ar>
- Boucher, V., David, C.-P. et Prémont, K. (2020). *National Security Entrepreneurs and the Making of American Foreign Policy*. McGill-Queen's University Press.
- Boulding, K. E. (1959). National images and international systems. *Journal of Conflict Resolution*, 3(2), 120-131. <https://doi.org/10.1177/002200275900300204>

- Bowen, W., Knopf, J. W. et Moran, M. (2020). The Obama Administration and Syrian Chemical Weapons: Deterrence, Compellence, and the Limits of the “Resolve plus Bombs” Formula. *Security Studies*, 29(5), 797-831. <https://doi.org/10.1080/09636412.2020.1859130>
- Brands H., Edelman, E. S., et Mahnken, T. G. (2018, 8 mars). *Credibility Matters: Strengthening American Deterrence in an Age of Geopolitical Turmoil* [Rapport du Center for Strategic and Budgetary Assessments]. <https://csbaonline.org/research/publications/credibility-matters-strengthening-american-deterrence-in-an-age-of-geopolit>
- Brands, H. W. (1997). *T.R.: The Last Romantic*. Basic Books.
- Brands, H. W. (2006). *Andrew Jackson: His Life and Times*. Knopf Doubleday Publishing Group.
- Brands, H. W. (2015). *Reagan: The Life*. Doubleday.
- Brands, H. W. (2018). *Heirs of the Founders: The Epic Rivalry of Henry Clay, John Calhoun and Daniel Webster, the Second Generation of American Giants*. Doubleday.
- Brands, H. W. Jr. (1988). Testing Massive Retaliation: Credibility and Crisis Management in the Taiwan Strait. *International Security*, 12(4), 124-151.
- Brands, H., Feaver, P. et Inboden, W. (2020, 29 avril). In Defense of the Blob. *Foreign Affairs*. <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-04-29/defense-blob>
- Brecher, M. (2017). *A Century of Crisis and Conflict in the International System: Theory and Evidence: Intellectual Odyssey III*. Springer.
- Brecher, M., Wilkenfeld, J. et Moser, S. (1988). *Crises in the Twentieth Century. Vol. 2, Handbook of Foreign Policy Crises*. Pergamon.
- Brent Scowcroft Oral History Part II* (2000, 10 août). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/brent-scowcroft-oral-history-part-ii>
- Breuning, M. (2011). Role Theory Research in International Relations: State of the Art and Blind Spots. Dans S. Harnisch, C. Frank et H. W. Maull (dir.), *Role Theory in International Relations Approaches and Analyses* (16-35). Routledge.
- Brinkmann, S. (2014). Unstructured and Semistructured Interviewing. Dans P. Leavy (dir.), *The Oxford Handbook of Qualitative Research* (277-300). Oxford University Press.
- Brinkmann, S. (2017). The Interview. Dans N. K. Dezin et Y. S. Lincoln (dir.), *The SAGE Handbook of Qualitative Research* (5e éd., 997-1038). Sage.
- Bromley, D. B. (1993). *Reputation, Image, and Impression Management*. Wiley.
- Brown, R. H. (1964). The War Hawks of 1812: An Historical Myth. *Indiana Magazine of History*, 60(2), 137-151.
- Brown, R. P. (2016). *Honor Bound: How a Cultural Ideal Has Shaped the American Psyche*. Oxford University Press.

- Brummer, K. (2022). Leadership Trait Analysis 17. Dans P. A. Mello et F. Ostermann (dir.), *Routledge Handbook of Foreign Policy Analysis Methods* (238-254). Routledge.
- Brunnstrom, D. et Hunnicutt, T. (2022, 19 septembre). Biden says U.S. Forces Would Defend Taiwan in the Event of a Chinese Invasion. *Reuters*, section World. <https://www.reuters.com/world/biden-says-us-forces-would-defend-taiwan-event-chinese-invasion-2022-09-18/>
- Brutger, R. et Kertzer, J. D. (2018). A Dispositional Theory of Reputation Costs. *International Organization*, 72(3), 693-724. <https://doi.org/10.1017/S0020818318000188>
- Bull, H. (1977). *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*. Macmillan.
- Bundy, M. (1965, 27 janvier). *Memorandum for the President from McGeorge Bundy – Re: Basic Policy in Vietnam* [Mémorandum]. 27 janvier 1965. Lyndon B. Johnson Presidential Library (NSC Histories - Deployment of Major U.S. Forces to Vietnam July, 1965, Box 40, Deployment of Major U.S. Forces to Vietnam July, 1965 Tabs 1-10), LBJ Presidential Library and Museum, Austin, Texas.
- Bundy, W. P. (1965, 6 janvier). *Memorandum from the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Bundy) to Secretary of State Rusk* [Mémorandum]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1964-1968, Volume II, Vietnam, January-June 1965, Document no. 15). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v02/d15>
- Burg, S.L. et Shoup, P.S. (1999). *The War in Bosnia: Ethnic Conflict and International Intervention*. Routledge.
- Burnette, J. L., Pollack, J. M. et Forsyth, D. R. (2011). Leadership in extreme contexts: A groupthink analysis of the May 1996 Mount Everest disaster. *Journal of Leadership Studies*, 4(4), 29-40. <https://doi.org/10.1002/jls.20190>
- Burstein, A. (2004). *The Passions of Andrew Jackson*. Vintage Books.
- Burton, D. H. (1968). *Theodore Roosevelt: Confident Imperialist*. University of Pennsylvania Press.
- Busby, J., Cafura, C., Smeltz, D., Tama, J., Monten, J., Kertzer, J. D., et Helm, B. (2020, mars). *Coming Together or Coming Apart: Attitudes of Foreign Policy Opinion Leaders and the Public in the Trump Era* [Rapport du Chicago Council on Foreign Affairs]. [https://www.thechicagocouncil.org/sites/default/files/2020-11/report\\_coming-together-or-coming-apart\\_20200305.pdf](https://www.thechicagocouncil.org/sites/default/files/2020-11/report_coming-together-or-coming-apart_20200305.pdf)
- Bush, G. H. W. et Scowcroft, B. (1999). *A World Transformed*. Vintage Books.
- Bush, G. W. (2002, 21 mars). *President, Vice-President Discuss the Middle East. Remarks by the President and the Vice-President Upon the Conclusion of Breakfast* [Transcription d'une conférence de presse]. George W. Bush White House Website – Archives.org. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/03/text/20020321-6.html>
- Butt, A. I. (2019). Why did the United States invade Iraq in 2003? *Security Studies*, 28(2), 250-285. <https://doi.org/10.1080/09636412.2019.1551567>
- Caillaud, S., et Flick, U. (2021). Triangulation. Dans J.-F. Morin, C. Olsson et E. Ö. Atikcan (dir.), *Research Methods in the Social Sciences: An A-Z of Key Concepts* (292-296). Oxford University Press.



- Campbell, D. (1998). *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. University of Minnesota Press.
- Campbell, J. E. et Mann, T. E. (1992). Forecasting the 1992 Presidential Election: A User's Guide to the Models. *The Brookings Review*, 10(4), 22-27. <https://doi.org/10.2307/20080338>
- Cantir, C. et Kaarbo, J. (2016). Unpacking Ego in Role Theory: Vertical and Horizontal Role Contestation and Foreign Policy. Dans C. Cantir et J. Kaarbo (dir.), *Domestic Role Contestation, Foreign Policy, and International Relations* (1-22). Routledge.
- Carr, E. H. (2016). *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939*. Reissued with a new preface from Michael Cox. Springer.
- Carron, A. V. et Brawley, L. R. (2000). Cohesion: Conceptual and Measurement Issues. *Small Group Research*, 31(1), 89-106. <https://doi.org/10.1177/104649640003100105>
- Carson, A. (2018). *Secret Wars: Covert Conflict in International Politics*. Princeton University Press.
- Carter, J. (1994, 24 décembre). *Letter from Former President Jimmy Carter to President Bill Clinton* [Lettre]. Clinton Digital Library (National Security Council, European Affairs, and Alexander Vershbow, "Bosnia Post-Bihac (Mid-Nov. - Early-Dec. 1994): Bosnia DC 12/23/1994 [2]"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/72023>
- Carter, R. G. et Scott, J. M. (2009). *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. Duke University Press.
- Casey-Campbell, M. et Martens, M. L. (2009). Sticking it all together: A critical assessment of the group cohesion–performance literature. *International Journal of Management Reviews*, 11(2), 223-246. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2370.2008.00239.x>
- Casler, D. P. (2022). *Credible to Whom? The Organizational Politics of Credibility in International Relations* [Thèse de doctorat, Columbia University]. Proquest. <https://www.proquest.com/docview/2658846498/abstract/1CF9FB49F9914386PQ/1>
- Cha, V. D. (2016). *Powerplay: The Origins of the American Alliance System in Asia*. Princeton University Press.
- Chan, S. (2020). *Thucydides's Trap?: Historical Interpretation, Logic of Inquiry, and the Future of Sino-American Relations*. University of Michigan Press.
- Chauvin, P.-M. (2013). La sociologie des réputations. Une définition et cinq questions. *Communications*, 93(2), 131-145. <https://doi.org/10.3917/commu.093.0131>
- Cheney, D., (avec Cheney, L.). (2011). *In My Time: A Personal and Political Memoir*. Simon and Schuster.
- Chernobrov, D. (2019). *Public Perception of International Crises: Identity, Ontological Security and Self-Affirmation*. Rowman & Littlefield.
- Chervinsky, L. M. (2020). *The Cabinet: George Washington and the Creation of an American Institution*. Harvard University Press.
- Chiozza, G. et Goemans, H. E. (2011). *Leaders and international conflict*. Cambridge University Press.

- Chollet, D. H. (2005). *The Road to the Dayton Accords: A Study of American Statecraft*. Palgrave Macmillan.
- Christopher, W. (1993, 10 février). *Special Briefing on Former Yugoslavia* [Transcription d'une conférence de presse]. C-SPAN. <https://www.c-span.org/video/?37869-1/special-briefing-yugoslavia>
- Christopher, W. (1998). *In the Stream of History: Shaping Foreign Policy for a New Era*. Stanford University Press.
- Clare, J. et Danilovic, V. (2010). Multiple Audiences and Reputation Building in International Conflicts. *Journal of Conflict Resolution*, 54(6), 860-882. <https://doi.org/10.1177/0022002710372741>
- Clare, J. et Danilovic, V. (2012). Reputation for Resolve, Interests, and Conflict. *Conflict Management and Peace Science*, 29(1), 3-27. <https://doi.org/10.1177/0738894211430190>
- Clark, W. P. (1983, 14 octobre). *Memorandum from Clark to the President: National Security Planning Group Meeting* [Mémorandum]. CREST, General CIA Records (CIA-RDP85M00363R000400680019-8). <https://www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp85m00363r000400680019-8>
- Clark, W. P. (1983, 22 avril). *National Security Planning Group Meeting Paper* [Mémorandum]. CREST, General CIA Record (CIA-RDP85M00363R000300570003-8). <https://www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp85m00363r000300570003-8>
- Clark, W. P. (1983, 9 mars). *Memorandum From the President's Assistant for National Security Affairs (Clark) to President Reagan, March 9, 1983* [Mémorandum]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume IV, Soviet Union, January 1983 – March 1985, 57-8). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1981-88v04>
- Clarke, M. et Ricketts, A. (2017). Donald Trump and American foreign policy: The return of the Jacksonian tradition. *Comparative Strategy*, 36(4), 366-379. <https://doi.org/10.1080/01495933.2017.1361210>
- Clary, M. Q. (2020). *From Pariah to Phoenix: Improving a National Reputation from the Ashes of the Past*. Lexington Books.
- Clément, M. et Sangar, E. (2018). *Researching Emotions in International Relations: Methodological Perspectives on the Emotional Turn*. Springer.
- Clinton, B. (2004). *My Life*. Knopf.
- Clinton, W. J. (1992, 11 octobre). *Presidential Debate in St. Louis – George Bush – 41<sup>st</sup> President of the United States* [Transcription d'un débat]. *The American Presidency Project*. <https://www.presidency.ucsb.edu/node/217078>
- Clinton, W. J. (1993a, 21 mai). *William J. Clinton, Exchange with Reporters on Bosnia – William J. Clinton – 42<sup>nd</sup> President of the United States* [Transcription d'une conférence de presse]. *The American Presidency Project*. <https://www.presidency.ucsb.edu/node/219748>
- Clinton, W. J. (1993b, 30 août). *U.S.-Caribbean Relations* [Retranscription d'une conférence de presse]. CSPAN. <https://www.c-span.org/video/?49675-1/us-caribbean-relations>
- Clinton, W. J. (1994a, 10 janvier) *Remarks to the North Atlantic Council in Brussels* [Transcription de discours]. Clinton Digital Library (Office of Speechwriting and Carolyn Curiel, "International"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/32792>



- Clinton, W. J. (1994b, 11 janvier). *The President's News Conference With European Union Leaders in Brussels – William J. Clinton – 42<sup>nd</sup> President of the United States* [Transcription de conférence de presse]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/node/219043>
- Clinton, W. J. (1994c, 20 avril). *The President's News Conference – William J. Clinton – 42<sup>nd</sup> President of the United States* [Transcription d'une conférence de presse]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/node/219091>
- Clinton, W. J. (1995a, 17 avril). *Handwritten Note by President Clinton: "Lee H. Hamilton – In Bosnia: No Peace, No Peacekeepers"* *Washington Post Op-Ed, April 16 1995* [Article de presse annoté]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Vershbow Alexander Box 8 of 15, April 1995 DC/PC 04/27-28 [4]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Clinton, W. J. (1995b, 3 juin). *The President's Radio Address – William J. Clinton – 42<sup>nd</sup> President of the United States* [Transcription d'une conférence de presse]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-presidents-radio-address-302>
- Clinton, W. J. (1995c, 27 juillet). *Press Conference by President Clinton and President Kim of South Korea* [Transcription d'une conférence de presse]. The White House. <https://clintonwhitehouse6.archives.gov/1995/07/1995-07-27-press-conference-of-presidents-clinton-and-kim.html>
- Clinton, W. J. (1995d, 27 novembre). *November 27, 1995: Address on Bosnia* [Transcription de discours], Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/november-27-1995-address-bosnia>
- CNN Presidential Town Hall with President Joe Biden (2021, 21 octobre). CNN. <https://transcripts.cnn.com/show/se/date/2021-10-21/segment/01>
- Cogliano, F. D. (2014). *Emperor of Liberty: Thomas Jefferson's Foreign Policy*. Yale University Press.
- Cohen, R. (1994a, 22 janvier). Finger-Pointing by NATO Allies Delays Help for a Bosnian Town. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1994/01/22/world/finger-pointing-by-nato-allies-delays-help-for-a-bosnian-town.html>
- Cohen, R. (1994b). Fighting Rages as NATO Debates How to Protect Bosnian Enclave: Battle Rages in Bosnia; NATO Split On Next Step. *The New York Times*, A1.
- Coleman, D. et Selverstone, M. (s. d.). *Lyndon B. Johnson and the Vietnam War*. Miller Center - Presidential Recordings Digital Edition. <https://prde.upress.virginia.edu/content/Vietnam#fn23>
- Coles, H. L. (1966). *The War of 1812*. University of Chicago Press.
- Colgan, J. D., Machain, C. M., Poznansky, M., Schultz, K. A., Whitlark, R. E. et Yarhi-Milo, K. (2020, 31 janvier). *Roundtable 11-10 on Who Fights for Reputation: The Psychology of Leaders in International Conflict*. H-Diplo | ISSF. <https://issforum.org/roundtables/11-10-reputation>
- Converse, R. (1994, 16 décembre). *Memorandum for the Acting Director of Central Intelligence from the Acting Chief of the DCI Balkan Interagency Task Force: Deputies' Committee Meeting on Bosnia 19 December 1994* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517591). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517591>

- Converse, R. (1995a, 7 mars). *Memorandum for the Record: Deputies' Committee on 22 February 1995* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517513).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517513>
- Converse, R. (1995b, 2 mars). *Memorandum for Acting Director of Central Intelligence from the Acting Chief of the DCI Balkan Task Force: Probable March 3 1995 Principals' Committee Meeting* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d51752f).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d51752f>
- Converse, R. (1995c, 10 mars). *Memorandum for the Record: Deputies' Committee on 2 March 1995* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517580).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517580>
- Converse, R. (1995d, 20 juin). *Memorandum for the Director of Central Intelligence from the Deputy Chief DCI Interagency Balkan Task Force: Meeting of the President's Foreign Policy Team, 21 June 1995* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d5174e4).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d5174e4>
- Cooley, A. (2015). The Emerging Politics of International Rankings and Ratings. Dans A. Cooley et J. Snyder (dir.), *Ranking the World: Grading States as a Tool of Global Governance* (1-38). Cambridge University Press.
- Copeland, D. C. (2015). *Economic Interdependence and War*. Princeton University Press.
- Cottam, M. L. (1994) *Images and Intervention: U.S. Policies in Latin America*. University of Pittsburgh Press.
- Cottam, R.W. (1977). *Foreign Policy Motivation: A General Theory and a Case Study*. University of Pittsburgh Press.
- Craik, K. H. (2009). *Reputation: A Network Interpretation*. Oxford University Press.
- Crandall, R. (2015). *The Salvador option: the United States in El Salvador, 1977-1992*. Cambridge University Press.
- Crawford, N. C. (2000). The Passion of World Politics: Propositions on Emotion and Emotional Relationships. *International Security*, 24(4), 116-156.
- Crescenzi, M. J. C. (2007). Reputation and Interstate Conflict. *American Journal of Political Science*, 51(2), 382-396.
- Crescenzi, M. J. C. (2018). *Of Friends and Foes: Reputation and Learning in International Politics*. Oxford University Press.
- Crescenzi, M. J. C. et Donahue, B. (2017). Rediscovering Reputation Through Theory and Evidence. In *Oxford Research Encyclopedia of Empirical International Relations Theory*, 303-16, Oxford University Press.
- Crescenzi, M. J. C., Kathman, J. D., Kleinberg, K. B. et Wood, R. M. (2012). Reliability, Reputation, and Alliance Formation. *International Studies Quarterly*, 56(2), 259-274. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2011.00711.x>

- Croft, S. et Vaughan-Williams, N. (2017). Fit for Purpose? Fitting Ontological Security Studies ‘into’ the Discipline of International Relations: Towards a Vernacular Turn. *Cooperation and Conflict*, 52(1), 12-30. <https://doi.org/10.1177/0010836716653159>
- Cross, S. (2002). Russia and NATO toward the Twenty-First Century: Conflicts and Peacekeeping in Bosnia-Herzegovina and Kosovo. *The Journal of Slavic Military Studies*, 15(2), 1-58. <https://doi.org/10.1080/13518040208430519>
- Crossette, B. (1994, 28 septembre). Bosnian Leader Agrees to 6-Month Delay in Lifting Arms Embargo. *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/1994/09/28/world/bosnian-leader-agrees-to-6-month-delay-in-lifting-arms-embargo.html>
- Daalder, I. H. (2000). *Getting to Dayton: The Making of America’s Bosnia Policy*. Brookings Institution Press.
- Daalder, Ivo H. et Lindsay, J. M. (2003). *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*. Brookings Institution Press.
- Daalder, Ivo H., et O’Hanlon, M. E. (2004). *Winning Ugly: NATO’s War to Save Kosovo*. Brookings Institution Press.
- Dafoe, A. et Caughey, D. (2016). Honor and War: Southern US Presidents and the Effects of Concern for Reputation. *World Politics*, 68(2), 341-381. <https://doi.org/10.1017/S0043887115000416>
- Dafoe, A., Renshon, J. et Huth, P. (2014). Reputation and Status as Motives for War. *Annual Review of Political Science*, 17(1), 371-393. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-071112-213421>
- Danilovic, V., Clare, J. et Tucker, C. (2020). *Reputation in Deterrence & Decision-Making*. Oxford Research Encyclopedia of International Studies. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.583>
- Darnton, C. (2018). Archives and Inference: Documentary Evidence in Case Study Research and the Debate over U.S. Entry into World War II. *International Security*, 42(3), 84-126. [https://doi.org/10.1162/ISEC\\_a\\_00306](https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00306)
- David, C.-P. (1995). A Strategy of ‘Circumvention’: American Policy Towards the Yugoslav Crisis. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 3(4), 195-214. <https://doi.org/10.1111/j.1468-5973.1995.tb00100.x>
- David, C.-P. (2015). *Au sein de la Maison-Blanche: de Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis* (3e éd. entièrement revue et augmentée). Presses de l’Université Laval.
- David, C.-P. (2020). *L’effet Trump: Quels impacts sur la politique étrangère des États-Unis*. Presses de l’Université de Montréal.
- Dayton History Project Interview with Madeleine Albright October 28, 1996* (1996, 28 octobre). Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12627>
- Dayton History Project Interview with Strobe Talbott July 30, 1996* (1996, 30 juillet). Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12623>
- Dayton History Project Interview with Warren Christopher October 22, 1996* (1996, 22 octobre). Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12624>

- DCI Interagency Balkan Task Force (1994, 3 novembre). *Intelligence Report: Grave Humanitarian Conditions Loom In Bihac Region 03-Nov-94* [Rapport]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d51759e).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d51759e>
- DCI Interagency Balkan Task Force (1995a, 23 février). *The Balkans: The Next Three Months* [Rapport]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d51751c).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d51751c>
- DCI Interagency Balkan Task Force (1995b, 27 avril). *UNPROFOR: The Withdrawal Option* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80c993294098d5174d9).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174d9>
- DCI Interagency Balkan Task Force (1995c, 27 avril). *UNPROFOR: Watchful Waiting* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517545).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517545>
- DCI Interagency Balkan Task Force (1995d, 1er juin). *Intelligence Report: Bosnian Military Situation After the Withdrawal of UN Peacekeepers* [Rapport]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Alexander, Box 10 of 15, Bosnia – June 1995 Early [4]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- De Graaff, B. et Wiebes, C. (2014). Fallen Off the Priority List: Was Srebrenica an Intelligence Failure?. Dans T. R. Walton (dir.), *The Role of Intelligence in Ending the War in Bosnia in 1995* (149-166). Lexington Books.
- DeConde, A. (1964). The War Hawks of 1812: A Critique. *Indiana Magazine of History*, 60(2), 152-154.
- Denzin, N. K. (1978). *The Research Act: A Theoretical Introduction to Sociological Methods* (2<sup>e</sup> éd.). McGraw Hill.
- DeParle, J. (1995, 20 août). The Man Inside Bill Clinton's Foreign Policy. *The New York Times*, section Magazine. <https://www.nytimes.com/1995/08/20/magazine/the-man-inside-bill-clinton-s-foreign-policy.html>
- Desch, M. C. (2019). *Cult of the Irrelevant: The Waning Influence of Social Science on National Security*. Princeton University Press.
- Devroy, A. (1993, 31 août). Clinton Outlines Conditions For Use of Troops in Bosnia: Peace Agreement Must Be 'Fair, Fully Embraced ... Enforceable'. *The Washington Post*. A16.
- Devroy, A. et Gellman, B. (1993, 16 décembre). Defense Chief Aspin Quits. *The Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1993/12/16/defense-chief-aspin-quits/ee843902-1b6c-4741-887a-d4f6c3cf8c2e/>
- Devroy, A. et Graham, B. (1994, 9 décembre). U.S. to Send Forces if U.N. Quits Bosnia: Ground Troops Would Help in Evacuation, *The Washington Post*, A1.
- Devroy, A. et Williams, D. (1993, 3 décembre). New Face of Foreign Policy. *The Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1993/12/03/new-face-of-foreign-policy/f15d886d-0849-40f6-b996-92c0dcabc46e/>

- Dimitrova, A. (2017). Trump's "America First" Foreign Policy: The Resurgence of the Jacksonian Tradition? *L'Europe en Formation*, n° 382(1), 33-46.
- Dion, K. L. (2000). Group cohesion: From « field of forces » to multidimensional construct. *Group Dynamics: Theory, Research, and Practice*, 4, 7-26. <https://doi.org/10.1037/1089-2699.4.1.7>
- Dionne, S. D., Gooty, J., Yammarino, F. J. et Sayama, H. (2018). Decision Making in Crisis: A Multilevel Model of the Interplay between Cognitions and Emotions. *Organizational Psychology Review*, 8(2-3), 95-124. <https://doi.org/10.1177/2041386618756063>
- Doenecke, J. D. (2010). *Nothing Less than War: A New History of America's Entry into World War I*. University Press of Kentucky.
- Donelan, M. D. (2007). *Honor and Foreign policy: A History and Discussion*. Palgrave Macmillan.
- Donilon, T. (1993, 22 mai). *Joint Action Program – Final Draft – for Samuel Berger* [Mémorandum]. Clinton Digital Library (National Security Council and European Affairs, Bosnia - Hercegovina, May - June 1993 [2]). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/62633>
- Doshi, R., Kelley, J. G. et Simmons, B. A. (2019). The Power of Ranking: The Ease of Doing Business Indicator and Global Regulatory Behavior. *International Organization*, 73(3), 611-643. <https://doi.org/10.1017/S0020818319000158>
- Dowling, G. (2009). *Creating Corporate Reputations: Identity, Image and Performance: Identity, Image and Performance*. Oxford University Press.
- Downs, G. W. et Jones, M. A. (2002). Reputation, Compliance, and International Law. *The Journal of Legal Studies*, 31(S1), S95-S114. <https://doi.org/10.1086/340405>
- Doyle, M. W. (1997). *Ways of War and Peace: Realism, Liberalism, and Socialism*. Norton.
- Draft: Lifting the Arms Embargo on Bosnia - - Let's Not Go It Alone* [Brouillon d'un texte d'opinion] (1994, 30 décembre). Clinton Digital Library (National Security Council, European Affairs, and Alexander Vershbow, "Bosnia Post-Bihac (Mid-Nov. - Early-Dec. 1994): Bosnia DC 12/23/1994 [2]"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/72023>
- Drew, E. (1994). *On the Edge: The Clinton Presidency*. Simon & Schuster.
- Drew, E. (1996). *Showdown: The Struggle Between the Gingrich Congress and the Clinton White House*. Simon & Schuster.
- Drezner, D. W. (2021, 15 août). Afghanistan's Effect on American Foreign Policy. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/outlook/2021/08/15/afghanistans-effect-american-foreign-policy/>
- Drezner, D.W. (2020). *The Toddler-in-Chief: What Donald Trump Teaches Us About the Modern Presidency*. University Press of Chicago.
- Dudziak, M. L. (2011). *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*. Princeton University Press.
- Dulles, J. F., et Allison, J. (1950, 25 juin). *Telegram Extract, John Foster Dulles and John Allison to Dean Acheson and Dean Rusk, June 25, 1950* [Télégramme]. Harry S. Truman Library and Museum (The



Korean War and Its Origins, Telegram Extract, John Foster Dulles and John Allison to Dean Acheson and Dean Rusk). <https://www.trumanlibrary.gov/library/research-files/telegram-extract-john-foster-dulles-and-john-allison-dean-acheson-and-dean>

- Dumbrell, J. (2009). *Clinton's Foreign Policy: Between the Bushes, 1992-2000*. Routledge.
- Durrieu, M. (2021). *Du conflit israélo-palestinien au nucléaire iranien: l'humiliation, la variable oubliée des négociations*. L'Harmattan.
- Eberle, J., et Handl, V. (2020). Ontological Security, Civilian Power, and German Foreign Policy Toward Russia, *Foreign Policy Analysis*, 16(1), 41-58. <https://doi.org/10.1093/fpa/ory012>
- Eder, F. (2019). Making Concurrence-Seeking Visible: Groupthink, Discourse Networks, and the 2003 Iraq War. *Foreign Policy Analysis*, 15(1), 21-42. <https://doi.org/10.1093/fpa/orx009>
- Eisenhower, D. D. (1954, 7 avril) *The President's News Conference – Dwight D. Eisenhower – 34th President of the United States* [Transcription de conférence de presse]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/the-presidents-news-conference-361>
- Elster, J. (1999). *Alchemies of the mind rationality and the emotions*. Cambridge University Press.
- Elster, J. (2009). *Reason and Rationality*. Princeton University Press.
- Elster, J. (2013). Réputation et caractère. *Communications*, 93(2), 29-47. <https://doi.org/10.3917/commu.093.0029>
- Emler, N. (1990). A Social Psychology of Reputation. *European Review of Social Psychology*, 1(1), 171-193. <https://doi.org/10.1080/14792779108401861>
- Emler, N. (2013). La réputation comme instrument social. *Communications*, 93(2), 85-99. <https://doi.org/10.3917/commu.093.0085>
- Emler, N. et Hopkins, N. (1990) Reputation, Social Identity and the Self. Dans D. Abrams et M. A. Hogg (dir.), *Social Identity Theory: Constructive and Critical Advances* (113-130). Springer-Verlag.
- Engel, J. A. (2017). *When the World Seemed New: George H. W. Bush and the End of the Cold War*. Houghton Mifflin Harcourt.
- Engerman, D. (2003). Rethinking Cold War Universities: Some Recent Histories. *Journal of Cold War Studies*, 5(3), 80-95. <https://doi.org/10.1162/152039703322286782>
- Entman, R. M. (2004). *Projections of Power: Framing News, Public Opinion, and U.S. Foreign Policy*. University of Chicago Press.
- Erickson, J. (2015). *Dangerous Trade: Arms Exports, Human Rights, and International Reputation*. Columbia University Press.
- Evans, A. T. et Potter, A. B. (2019). When Do Leaders Change Course? Theories of Success and the American Withdrawal from Beirut, 1983–1984. *Texas National Security Review* 2(2), 10-38. <http://dx.doi.org/10.26153/tsw/1945>

- Farrell, J. A. (2017). *Richard Nixon: The Life*. New York, Doubleday.
- Fattah, K. et Fierke, K. M. (2009). A Clash of Emotions: The Politics of Humiliation and Political Violence in the Middle East. *European Journal of International Relations*, 15(1), 67-93.  
<https://doi.org/10.1177/1354066108100053>
- Fearon, J. D. (1994). Domestic Political Audiences and the Escalation of International Disputes. *American Political Science Review*, 88(3), 577-592. <https://doi.org/10.2307/2944796>
- Fearon, J. D. (1995). Rationalist Explanations for War. *International Organization*, 49(3), 379-414.  
<https://doi.org/10.1017/S0020818300033324>
- Fearon, J. D. (1997). Signaling Foreign Policy Interests: Tying Hands versus Sinking Costs. *Journal of Conflict Resolution*, 41(1), 68-90. <https://doi.org/10.1177/0022002797041001004>
- Feldman, N. (2017). *The Three Lives of James Madison: Genius, Partisan, President*. Random House.
- Ferguson, T. J., Brugam, D., White, J., et Eyre, H. L. (2007). Shame and Guilt as Morally Warranted Experiences. Dans J. L. Tracy, R. W. Robins et J. Price Tangney (dir.), *The Self-Conscious Emotions: Theory and Research* (330-350). Guilford Press.
- Fettweis, C. J. (2007). Credibility and the War on Terror. *Political Science Quarterly*, 122(4), 607-633.  
<https://doi.org/10.1002/j.1538-165X.2007.tb00611.x>
- Fettweis, C. J. (2013). *The Pathologies of Power: Fear, Honor, Glory, and Hubris in U.S. Foreign Policy*. Cambridge University Press.
- Fettweis, C. J. (2014). Threatlessness and US Grand Strategy. *Survival*, 56(5), 43-68.  
<https://doi.org/10.1080/00396338.2014.962793>
- Fettweis, C. J. (2018). *Psychology of a superpower: security and dominance in U.S. foreign policy*. Columbia University Press.
- Fine, G. A. (1996). Reputational Entrepreneurs and the Memory of Incompetence: Melting Supporters, Partisan Warriors, and Images of President Harding. *American Journal of Sociology*, 101(5), 1159-1193.  
<https://doi.org/10.1086/230820>
- Fine, G. A. (2012). *Sticky Reputations: The Politics of Collective Memory in Midcentury America*. Routledge.
- Fischer, B. A. (1997). *The Reagan Reversal: Foreign Policy and the End of the Cold War*. University of Missouri Press.
- Fischer, B. A. (2019). *The Myth of Triumphalism: Rethinking President Reagan's Cold War Legacy*. University Press of Kentucky.
- Fisher, L. (2013). *Presidential War Power* (3<sup>e</sup> éd.). University Press of Kansas.
- Fisher, M. (2016, 29 avril). *The Credibility Trap: Why Does a Long-Debunked Theory Keep Leading the US into War?* Vox. <https://www.vox.com/2016/4/29/11431808/credibility-foreign-policy-war>
- Fisher, M. (2021, 20 août). The Interpreter: The Credibility Trap. *The New York Times*. <https://messaging-custom->

[newsletters.nytimes.com/template/oakv2?campaign\\_id=30&emc=edit\\_int\\_20210820&instance\\_id=38350&nl=the-interpreter&productCode=INT&regi\\_id=57806557&segment\\_id=66759&te=1&uri=nyt%3A%2F%2Fnewsletter%2Fd44efedd-9cfe-50a1-b00b-46a62e9ae510&user\\_id=9aa4b6ac6a6bfa9626d966e353fed48b](https://www.nytimes.com/template/oakv2?campaign_id=30&emc=edit_int_20210820&instance_id=38350&nl=the-interpreter&productCode=INT&regi_id=57806557&segment_id=66759&te=1&uri=nyt%3A%2F%2Fnewsletter%2Fd44efedd-9cfe-50a1-b00b-46a62e9ae510&user_id=9aa4b6ac6a6bfa9626d966e353fed48b)

- Flick, U. (2017). Mantras and Myths: The Disenchantment of Mixed-Methods Research and Revisiting Triangulation as a Perspective. *Qualitative Inquiry*, 23(1), 46-57. <https://doi.org/10.1177/1077800416655827>
- Flick, U. (2018). *Doing Triangulation and Mixed Methods*. SAGE.
- Flockhart, T. (2016). The Problem of Change in Constructivist Theory: Ontological Security Seeking and Agent Motivation. *Review of International Studies*, 42(5), 799-820. <https://doi.org/10.1017/S026021051600019X>
- Fombrun, C. J. (2012). The Building Blocks of Corporate Reputations: Definitions, Antecedents, Conditions. Dans M. L. Barnett et T. G. Pollock (dir.), *The Oxford Handbook of Corporate Reputation* (94-113). Oxford University Press.
- Fordham, B. O. et Asal, V. (2007). Billiard Balls or Snowflakes? Major Power Prestige and the International Diffusion of Institutions and Practices. *International Studies Quarterly*, 51(1), 31-52. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2007.00438.x>
- Forsberg, T., Heller, R. et Wolf, R. (2014). Status and Emotions in Russian Foreign Policy. *Communist and Post-Communist Studies*, 47(3), 261-268. <https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2014.09.007>
- Forsyth, D. R. (2021). Recent advances in the study of group cohesion. *Group Dynamics: Theory, Research, and Practice*, 25(3), 213. <https://doi.org/10.1037/gdn0000163>
- Foyle, D. C. (1999). *Counting the Public in: Presidents, Public Opinion, and Foreign Policy*. Columbia University Press.
- Franz, T. M. (2012). *Group Dynamics and Team Interventions: Understanding and Improving Team Performance*. John Wiley & Sons.
- Frasure, R. C. (1995, 12 mai). *Memorandum to The Secretary through Acting Secretary Tarnoff from EUR – Robert C. Frasure: Contact Group Consensus in Frankfurt – Next Stop is Belgrade* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner PC/DC Principals Committee/Deputies Committee Meetings on Bosnia 1995, Box 3 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia May 1995 [3]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Freeman, J. B. (2002). *Affairs of Honor: National Politics in the New Republic*. Yale University Press.
- Friedman, B. H. et Logan, J. (2016). Why Washington Doesn't Debate Grand Strategy. *Strategic Studies Quarterly*, 10(4), 14-45.
- Friedman, T. L. (1993, 31 octobre). Clinton's Foreign Policy: Top Adviser Speaks Up. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1993/10/31/world/clinton-s-foreign-policy-top-adviser-speaks-up.html>
- Friedman, U. (2018, 9 janvier). *The World According to H.R. McMaster*. The Atlantic. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/01/hr-mcmaster-trump-north-korea/549341/>



- From *Thomas Jefferson to John Adams, 11 July 1786* (s.d.). Founders Online National Archives.  
<https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-10-02-0058>
- Frontline: Stories of Bill – Michael Beschloss, Presidential Historian* (1996, 13 juin). PBS.  
<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/choice/bill/beschloss.html>
- Frontline: The Clinton Years – Interview with David Gergen* (2000, juin). PBS.  
<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/clinton/interviews/gergen.html>
- Frontline: The Clinton Years – Interview with Madeleine Albright* (2000, novembre). PBS.  
<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/clinton/interviews/albright.html>
- Frontline: The Clinton Years – Interview with Samuel Berger* (2000, novembre). PBS.  
<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/clinton/interviews/berger.html>
- Frontline: The Clinton Years – Interview with Tony Lake* (2000, septembre). PBS.  
<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/clinton/interviews/lake.html>
- Fry, J. A. (2019). *Lincoln, Seward, and US Foreign Relations in the Civil War Era*. Lexington, University Press of Kentucky.
- Fuerth, L. (1995, 27 mars). *Office of the Vice President Discussion Paper, "Sanctions Improvements Practical Steps"* [Mémorandum]. CREST (5235e80d993294098d517500).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517500>
- Fujii, L. A. (2008). The Power of Local Ties: Popular Participation in the Rwandan Genocide. *Security Studies*, 17(3): 568-597. <https://doi.org/10.1080/09636410802319578>.
- Fujii, L. A. (2018). *Interviewing in Social Science Research: A Relational Approach*. Routledge.
- Gaddis, J. L. (1987). Expanding the Data Base: Historians, Political Scientists, and the Enrichment of Security Studies. *International Security*, 12(1), 3-21. <https://muse.jhu.edu/article/446331>
- Gaddis, J. L. (1997). *We Now Know: Rethinking Cold War History*. Oxford University Press.
- Gaddis, J. L. (2005). *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of American National Security Policy During the Cold War*. Oxford University Press.
- Gaddis, J. L. et Nitze, P. (1980). NSC 68 and the Soviet Threat Reconsidered. *International Security*, 4(4), 164-176.
- Gallagher, M. (2013). Capturing Meaning and Confronting Measurement. Dans L. Mosley (dir.), *Interview Research in Political Science* (182-195). Cornell University Press.
- Gannon, J. C. (1993, 8 février). *Memorandum for the Record: Deputies Committee Meeting on The Former Yugoslavia 08-Feb-93* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST, General CIA Records (5235e80c993294098d5174b9).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174b9>
- Gans, J. (2019). *White House Warriors: How the National Security Council Transformed the American Way of War*. Liveright Publishing.

- Garrison, J. A. (2003). Foreign Policymaking and Group Dynamics: Where We've Been and Where We're Going. *International Studies Review*, 5(2), 155-202. <https://doi.org/10.1111/1521-9488.5020015>
- Garrison, J. A. (2010, 1<sup>er</sup> mars). *Small Group Effects on Foreign Policy Decision Making*. Oxford Research Encyclopedia of International Studies. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.298>
- Gartzke, E. A., Carcelli, S., Gannon, J. A. et Zhang, J. J. (2017, 22 août). *Signaling in Foreign Policy*. Oxford Research Encyclopedia of Politics. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.481>
- Gates, R. M. (1982, 22 novembre). *Memorandum From the Deputy Director for Intelligence (Gates) to Director of Central Intelligence Casey and the Deputy Director of Intelligence (McMahon)* [Mémorandum]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume III, Soviet Union, January 1981 – January 1983, Document 256). <https://static.history.state.gov/frus/frus1981-88v03/pdf/frus1981-88v03.pdf>
- Gates, R. M. (2014). *Duty: Memoirs of a Secretary at War*. Knopf Doubleday.
- Gegout, C. (2018) *Why Europe Intervenes in Africa: Security Prestige and the Legacy of Colonialism. Why Europe Intervenes in Africa*. Oxford University Press. <http://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/oso/9780190845162.001.0001/oso-9780190845162>
- Gelb, L. H. et Betts, R. K. (2016 [1979]). *The Irony of Vietnam: The System Worked*. Brookings Institution Press.
- George, A. L. et Bennett, A. (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. MIT Press.
- George, A. L. et J. L. George (1964 [1956]). *Woodrow Wilson and Colonel House: A Personality Study*. Dover Publications.
- George, A. L. et Smoke, R. (1974). *Deterrence in American Foreign Policy: Theory and Practice*. Columbia University Press
- George, R. Z. (1995, 8 mars). *Memorandum for Joseph Nye, Jr. Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs, Office of the Secretary of Defense from Roger Z. George National Intelligence Officer for Europe: Macedonia and UNPROFOR* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d5174f6). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d5174f6>
- George, R. Z. et Kolt, G. (1993, 5 août). *NIC Memorandum for Director of Central Intelligence. Re: Likely Allied Reactions to Unilateral U.S. Actions in Bosnia 05-Aug-93* [Mémorandum]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12333>
- Gerring, J. (2004). What Is a Case Study and What Is It Good for? *American Political Science Review*, 98(2), 341-354. <https://doi.org/10.1017/S0003055404001182>
- Gerring, J. (2007). *Case Study Research: Principles and Practices*. Cambridge University Press.
- Gerring, J. (2012). *Social Science Methodology: A Unified Framework* (2<sup>e</sup> éd.). Cambridge University Press.
- Gerson, N. B. (1966). *Mr. Madison's War; 1812: The Second War for Independence*. J. Messner.

- Ghalehdar, P. (2021). *The Origins of Overthrow: How Emotional Frustration Shapes US Regime Change Interventions*. Oxford University Press.
- Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. University of California Press.
- Giddens, A. (1991). *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age* (1st edition). Stanford University Press.
- Gilady, L. (2018). *The Price of Prestige: Conspicuous Consumption in International Relations*. University of Chicago Press.
- Gillham, B. (2005). *Research Interviewing: The Range of Techniques*. Open University Press.
- Gilpin, Robert. (1981). *War and Change in World politics*. Cambridge University Press.
- Girard, P. (2004). *Clinton in Haiti: The 1994 US Invasion of Haiti*. Springer.
- Glaser, J. (2018). Status, Prestige, Activism and the Illusion of American Decline. *The Washington Quarterly*, 41(1), 173-197. <https://doi.org/10.1080/0163660X.2018.1445903>
- Goldberg, J. (2016, 10 mars). *The Obama Doctrine*. The Atlantic. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/>
- Goldfien, M. A., Joseph, M. F., et McManus, R. W. (2022). The Domestic Sources of International Reputation. *American Political Science Review*, 1-20. <https://doi.org/10.1017/S0003055422000855>
- Goldgeier, J. M. (2010). *Not Whether but When: The U.S. Decision to Enlarge NATO*. Brookings Institution Press.
- Goldstein, G. M. (2008). *Lessons in disaster: McGeorge Bundy and the path to war in Vietnam*. Times Books/Henry Holt and Co.
- Goldstein, K. (2002). Getting in the Door: Sampling and Completing Elite Interviews. *PS: Political Science & Politics*, 35(4), 669-672.
- Goldstein, L. J. (2000). General John Shalikashvili and the Civil-Military Relations of Peacekeeping. *Armed Forces & Society*, 26(3), 387-411. <https://doi.org/10.1177/0095327X0002600303>
- Gordon, M. R. (1992, 28 septembre). Powell Delivers a Resounding No on Using Limited Force in Bosnia. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1992/09/28/world/powell-delivers-a-resounding-no-on-using-limited-force-in-bosnia.html>
- Gordon, M. R. (1993a, 23 avril). 12 in Syate Dept. Ask Military Move Against the Serbs. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1993/04/23/world/12-in-state-dept-ask-military-move-against-the-serbs.html>
- Gordon, M. R. (1993b, 16 juin). Christopher, in Unusual Cable, Defends State Dept. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1993/06/16/world/christopher-in-unusual-cable-defends-state-dept.html>

- Götz, E. (2021). Status Matters in World Politics. *International Studies Review*, 23(1), 228-247.  
<https://doi.org/10.1093/isr/viaa046>
- Gowing, N. (1994). *Real Time Television Coverage of Armed Conflicts and Diplomatic Crises: Does it Pressure or Distort Foreign Policy Decisions* [Rapport – Shorenstein Center Working Paper Series].  
[https://shorensteincenter.org/wp-content/uploads/2012/03/1994\\_01\\_gowing.pdf](https://shorensteincenter.org/wp-content/uploads/2012/03/1994_01_gowing.pdf)
- Grandin, G. (2006). *Empire's Workshop: Latin America, the United States, and the Rise of the New Imperialism*. Macmillan.
- Grandin, G. (2015). *Kissinger's Shadow: The Long Reach of America's Most Controversial Statesman*. Metropolitan Books.
- Gray, L. M., Wong-Wylie, G., Rempel, G. R. et Cook, K. (2020). Expanding Qualitative Research Interviewing Strategies: Zoom Video Communications. *The Qualitative Report*, 25(5), 1292-1301.
- Greenstein, F. I. (1995). Political Style and Political Leadership: The Case of Bill Clinton. Dans S. A. Renshon (dir.), *The Clinton Presidency: Campaigning, Governing, and the Psychology of Leadership* (137-147). Westview Press.
- Grow, M. (2008). *U.S. Presidents and Latin American Interventions: Pursuing Regime Change in the Cold War*. University of Kansas Press.
- Guisinger, A. et Smith, A. (2002). Honest Threats: The Interaction of Reputation and Political Institutions in International Crises. *Journal of Conflict Resolution*, 46(2), 175-200.  
<https://doi.org/10.1177/0022002702046002001>
- Guzzini, S. (2012). The Framework of Analysis: Geopolitics Meets Foreign Policy Identity Crises. Dans S. Guzzini (dir.), *The Return of Geopolitics in Europe?: Social Mechanisms and Foreign Policy Identity Crises* (45-74). Cambridge University Press.
- Hafner-Burton, E. M., Haggard, S., Lake, D. A. et Victor, D. G. (2017). The Behavioral Revolution and International Relations. *International Organization*, 71(S1), S1-S31.  
<https://doi.org/10.1017/S0020818316000400>
- Hafner-Burton, E. M., Narang, N. et Rathbun, B. C. (2019). Introduction: What Is Populist Nationalism and Why Does It Matter? *Journal of Politics*, 81(2), 707-711. <https://doi.org/10.1086/702235>
- Haglund, D. G. et Onea, T. (2008). Victory without Triumph: Theodore Roosevelt, Honour, and the Alaska Panhandle Boundary Dispute. *Diplomacy & Statecraft*, 19(1), 20-41.  
<https://doi.org/10.1080/09592290801913692>
- Hagström, L. (2021). Great Power Narcissism and Ontological (In)Security: The Narrative Mediation of Greatness and Weakness in International Politics. *International Studies Quarterly*, 65(2), 331-342.  
<https://doi.org/10.1093/isq/sqab011>
- Halberstam, D. (2001). *War in a Time of Peace: Bush, Clinton, and the Generals*. Simon and Schuster.
- Haldeman, H.R. avec DiMona, J. (1978). *The Ends of Power*. Times Books.
- Hall, T. H. (2019). *Emotional Diplomacy: Official Emotion on the International Stage*. Cornell University Press.

- Hall, W. M. (2018). *The Power of Will in International Conflict: How to Think Critically in Complex Environments*. Praeger.
- Hamilton, N. (2007). *Bill Clinton: Mastering the Presidency*. PublicAffairs.
- Hanhimaki, J. M. (2004). *The Flawed Architect: Henry Kissinger and American Foreign Policy*. Oxford University Press.
- Hannigan, R. E. (2017). *The Great War and American foreign policy, 1914-24*. University of Pennsylvania Press.
- Hansen, L. (2006). *Security as Practice: Discourse Analysis and the Bosnian War*. Routledge.
- Harden, J. P. (2022). Looking Like a Winner: Leader Narcissism and War Duration. *Journal of Conflict Resolution*, 00220027221123757. <https://doi.org/10.1177/00220027221123757>
- Harkavy, R. E. (2000). Defeat, National Humiliation, and the Revenge Motif in International Politics. *International Politics*, 37(3), 345-368. <https://doi.org/10.1057/palgrave.ip.8890515>
- Harnisch, S. (2011). Role Theory: Operationalization of Key Concepts. Dans S. Harnisch, C. Frank et H. W. Maull (dir.). *Role Theory in International Relations Approaches and Analyses* (7-15). Routledge.
- Harrison, B. T. et Mosher, C. L. (2007). John T. McNaughton and Vietnam: The Early Years as Assistant Secretary of Defense, 1964–1965. *History*, 92(308), 496-514. <https://doi.org/10.1111/j.1468-229X.2007.00404.x>
- Hart, P. ‘t, E. K. Stern, B. Sundelius (1997). Foreign Policy-making at the Top: Political Group Dynamics. Dans P. ‘t Hart, E. K. Stern et B. Sundelius (dir.), *Beyond Groupthink: Political Group Dynamics and Foreign Policy-making* (5-34). University of Michigan Press.
- Hart, P. ‘t, Tindall, K. et Brown, C. (2009). Crisis Leadership of the Bush Presidency: Advisory Capacity and Presidential Performance in the Acute Stages of the 9/11 and Katrina Crises. *Presidential Studies Quarterly*, 39(3), 473-493. <https://doi.org/10.1111/j.1741-5705.2009.03687.x>
- Hart, P. ‘t. (1994). *Groupthink in Government: A Study of Small Groups and Policy Failure*. Johns Hopkins University Press.
- Harvey, F. P. et Mitton, J. (2016). *Fighting for Credibility: US Reputation and International Politics*. University of Toronto Press.
- Harvey, W. S. (2011). Strategies for Conducting Elite Interviews. *Qualitative Research*, 11(4), 431-441.
- Hatzenbuehler, R. L. et Ivie, R. L. (1980). Justifying the War of 1812: Toward a Model of Congressional Behavior in Early War Crises. *Social Science History*, 4(4), 453-477. <https://doi.org/10.2307/1171017>
- Hawley, J. D. (2008). *Theodore Roosevelt: Preacher of Righteousness*. Yale University Press.
- Heidler, D. S., et Heidler, J. T. (2011). *Henry Clay: The Essential American*. Random House Trade Paperbacks.

- Hemmer, C. (1999). Historical Analogies and the Definition of Interests: The Iranian Hostage Crisis and Ronald Reagan's Policy Toward the Hostages in Lebanon. *Political Psychology*, 20(2), 267-289. <https://doi.org/10.1111/0162-895X.00145>
- Hennessey, S., et Wittes, B. (2020). *Unmaking the Presidency: Donald Trump's War on the World's Most Powerful Office*. Farrar, Straus and Giroux.
- Henry, I. D. 2020. What Allies Want: Reconsidering Loyalty, Reliability, and Alliance Interdependence. *International Security*, 44(4): 45-83. [https://doi.org/10.1162/isec\\_a\\_00375](https://doi.org/10.1162/isec_a_00375).
- Herbert, J., McCrisken, T. et Wroe, A. (2019). *The Ordinary Presidency of Donald J. Trump*. Palgrave Macmillan.
- Hermani, J. (2019, 9 mai). *Trump: I "temper" Bolton's hawkish instincts*. POLITICO. <https://politi.co/2JuKESy>
- Hermann, C. F. (1972). *International crises: insights from behavioral research*. Free Press.
- Hermann, C. F. (2011). What We Do When Things Go Wrong. Dans C. F. Hermann (dir.), *When Things Go Wrong: Foreign Policy Decision Making under Adverse Feedback* (1-10). Routledge.
- Hermann, M. G. (1995). Advice and Advisors in the Clinton Presidency: The Impact of Leadership Style. Dans S. A. Renshon (dir.), *The Clinton Presidency: Campaigning, Governing, and the Psychology of Leadership* (149-164). Westview Press.
- Hermann, M. G. (2001). How Decision Units Shape Foreign Policy: A Theoretical Framework. *International Studies Review*, 3(2), 47-81. <https://doi.org/10.1111/1521-9488.00234>
- Hermann, M. (2005). Leadership Trait Analysis. Dans J. M. Post (dir.), *The Psychological Assessment of Political Leaders: With Profiles of Saddam Hussein and Bill Clinton* (178-214). University of Michigan Press.
- Hermann, R. K. (2013). Perceptions and Image Theory in International Relations. Dans L. Huddy, D. O. Sears et J. S. Levy (dirs.), *The Oxford Handbook of Political Psychology* (2<sup>e</sup> éd., 334-363). Oxford University Press.
- Hermann, R. K., Voss, J. F., Schooler, T. Y. E. et Ciarrochi, J. (1997). Images in International Relations: An Experimental Test of Cognitive Schemata. *International Studies Quarterly*, 41(3), 403-433. <https://doi.org/10.1111/0020-8833.00050>
- Herrmann, R. K. (1985). *Perceptions and Behavior in Soviet Foreign Policy*. University of Pittsburgh Press.
- Hess, G. R. (2015). *Vietnam: Explaining America's Lost War* (2e éd.). Wiley Blackwell.
- Hickey, D. R. (dir.) (2013). *The War of 1812: Writings from America's Second War of Independence*. The Library of America.
- Hogan, R. T. et Roberts, B. W. (2001). Introduction: Personality and Industrial and Organizational Psychology. Dans B. W. Robert et R. T. Hogan (dir.), *Personality Psychology in the Workplace* (3-16), American Psychological Association.



- Hoganson, K. L. (1998). *Fighting for American Manhood: How Gender Politics Provoked the Spanish-American and Philippine-American Wars*. New Haven: Yale University Press.
- Hogg, M. A. (1992). *The Social Psychology of Group Cohesiveness: From Attraction to Social Identity*. Harvester Wheatsheaf.
- Hogg, M. A. (1993). Group Cohesiveness: A Critical Review and Some New Directions. *European Review of Social Psychology*, 4(1), 85-111. <https://doi.org/10.1080/14792779343000031>
- Holbrooke, R. (1999). *To End a War*. Modern Library.
- Holland, J. et Fermor, B. (2021). The Discursive Hegemony of Trump's Jacksonian Populism: Race, Class, and Gender in Constructions and Contestations of US National Identity, 2016–2018. *Politics*, 41(1), 64-79. <https://doi.org/10.1177/0263395720936867>
- Holmes, M., Jordan, R. et Parajon, E. (2021). Assessing the Renaissance of Individuals in International Relations Theory. *PS: Political Science & Politics*, 54(2), 214-219. <https://doi.org/10.1017/S1049096520001699>
- Holsti, K. J. (1970). National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy. *International Studies Quarterly*, 14(3), 233-309. <https://doi.org/10.2307/3013584>
- Hopf, T. (1994). *Peripheral visions: Deterrence Theory and American Foreign Policy in the Third World, 1965-1990*. University of Michigan Press.
- Hopf, T. (2002). *Social Construction of International Politics: Identities & Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*. Cornell University Press.
- Horowitz, M. C. et Fuhrmann, M. (2018). Studying Leaders and Military Conflict: Conceptual Framework and Research Agenda. *Journal of Conflict Resolution*, 62(10), 2072-2086. <https://doi.org/10.1177/0022002718785679>
- Horowitz, M., Stam, A. C. et Ellis, C. M. (2015). *Why Leaders Fight*. Cambridge University Press.
- Horowitz, M., Stewart, B. M., Tingley, D., Bishop, M., Resnick Samotin, L., Roberts, M., Chang, W., Mellers, B. et Tetlock, P. (2019). What Makes Foreign Policy Teams Tick: Explaining Variation in Group Performance at Geopolitical Forecasting. *The Journal of Politics*, 81(4), 1388-1404. <https://doi.org/10.1086/704437>
- Horsman, R. (2016 [1961]). *The Causes of the War of 1812*. University of Pennsylvania Press.
- Houghton, D. P. (2020, 30 janvier). *Multiple Perspectives and Comparative Case Studies of Crisis Decision Making*. Oxford Research Encyclopedia of Politics. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.1509>
- Houghton, D. P. et Mendez, A. (2022). Visceral Politics and Its Impact on US Foreign Policy Decision-Making. *Foreign Policy Analysis*, 19(1), orac025. <https://doi.org/10.1093/fpa/orac025>
- Hudson, V. M. (2014). *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory* (2<sup>e</sup> éd.). Rowman & Littlefield.
- Hurst, S. (1996). *The Carter Administration and Vietnam*. Springer.

- Huth, P. K. (1997). Reputations and Deterrence: A Theoretical and Empirical Assessment. *Security Studies*, 7(1), 72-99. <https://doi.org/10.1080/09636419708429334>
- Hyland, W. G. (1999). *Clinton's World: Remaking American Foreign Policy*. Greenwood Publishing Group.
- Hymans, J. E. C. (2006). *The Psychology of Nuclear Proliferation: Identity, Emotions and Foreign policy*. Cambridge University Press.
- Hymans, J. E. C. (2010). The Arrival of Psychological Constructivism. *International Theory*, 2(3), 461-467. <https://doi.org/10.1017/S1752971910000199>
- H.Amdt.611 to H.R.4301 - 103rd Congress (1993-1994)* (1994, juin 8). Congress.gov. <https://www.congress.gov/amendment/103rd-congress/house-amendment/611/text>
- H.R.4650 - 103rd Congress (1993-1994): Department of Defense Appropriations Act, 1995* (1994, septembre 30). Congress.gov. <https://www.congress.gov/bill/103rd-congress/house-bill/4650>
- Ifill, G. (1992, 10 août). Conflict in the Balkans: Clinton Takes Aggressive Stances on Role of U.S. in Bosnia Conflict. *The New York Times*, section U.S. <https://www.nytimes.com/1992/08/10/us/conflict-balkans-clinton-takes-aggressive-stances-role-us-bosnia-conflict.html>
- Irgil, E., Kreft, A.-K., Lee, M., Willis, C. N. et Zvobgo, K. (2021). Field Research: A Graduate Student's Guide. *International Studies Review*, 23(4), 1495-1517.
- Isaacs, A. R. (1999). *Without Honor: Defeat in Vietnam and Cambodia*. Johns Hopkins University Press.
- Isaacson, W. (2005). *Kissinger: A Biography*. Simon and Schuster.
- Jackson, J. W. (2011). Intragroup Cooperation as a Function of Group Performance and Group Identity. *Group Dynamics: Theory, Research, and Practice*, 15, 343-356. <https://doi.org/10.1037/a0024575>
- Jackson, V. (2016). *Rival reputations: coercion and credibility in US-North Korea relations*. Cambridge University Press.
- Janis, I. L. (1982). *Groupthink: Psychological Studies of Policy Decisions and Fiascoes* (2e éd.). Houghton Mifflin Company.
- Jervis, R. (1989). *The Logic of Images in International Relations* (Revised ed.). Columbia University Press.
- Jervis, R. (2001). International History and International Politics: Why Are They Studied Differently?. Dans C. Elman et M. F. Elman (dir.), *Bridges and Boundaries: Historians, Political Scientists, and the Study of International Relations* (389-393). MIT Press.
- Jervis, R. (2017). *Perception and misperception in international politics: with a new preface by the author*. Princeton University Press.
- Jervis, R. (2019). Decisions and Politics. Dans T. A. Sayle, J. A. Engel, H. Brands et W. Inboden (dir.), *The Last Card: Inside George W. Bush's Decision to Surge in Iraq* (260-277). Cornell University Press.
- Jervis, R., Yarhi-Milo, K. et Casler, D. (2021). Redefining the Debate Over Reputation and Credibility in International Security: Promises and Limits of New Scholarship. *World Politics*, 73(1), 167-203. <https://doi.org/10.1017/S0043887120000246>



- Johnson, L. B. (1965, 4 janvier). *January 4, 1965: State of the Union* [Transcription de discours]. Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-4-1965-state-union>
- Johnston, A. I. (1995). Thinking about Strategic Culture. *International Security*, 19(4), 32-64.
- Jones, H. (2010). *Blue and Gray Diplomacy: A History of Union and Confederate Foreign Relations*. University of North Carolina Press.
- Jost, T. (2022, 7 novembre). Leaders, Bureaucracy, and Miscalculation in International Crises [Rapport de recherche – Working paper]. [http://www.tylerjost.com/uploads/1/1/0/4/110425699/leaders\\_bureaucracy\\_and\\_miscalculation\\_in\\_international\\_crises.pdf](http://www.tylerjost.com/uploads/1/1/0/4/110425699/leaders_bureaucracy_and_miscalculation_in_international_crises.pdf)
- Jost, T., Kertzer, J. D., Min, E., et Schub, R. (2022, 13 octobre). Advisers and Aggregation in Foreign Policy Decision-Making [Rapport de recherche – Working paper]. [http://www.tylerjost.com/uploads/1/1/0/4/110425699/adviser\\_hawkishness\\_web.pdf](http://www.tylerjost.com/uploads/1/1/0/4/110425699/adviser_hawkishness_web.pdf)
- Kaarbo, J. (2021). New directions for leader personality research: breaking bad in foreign policy. *International Affairs*, 97(2), 423-441. <https://doi.org/10.1093/ia/iaa221>
- Kaarbo, J. et Beasley, R. K. (1999). A Practical Guide to the Comparative Case Study Method in Political Psychology. *Political Psychology*, 20(2), 369-391. <https://doi.org/10.1111/0162-895X.00149>
- Kagan, D. (1995). *On the Origins of War and the Preservation of Peace*. Doubleday.
- Kandel, M. (2018). La communauté internationale face à la guerre de Bosnie. D'une logique multilatérale à une logique de puissances. *Relations internationales*, 175(3), 123-136.
- Kaplowitz, N. (1990). National Self-Images, Perception of Enemies, and Conflict Strategies: Psychopolitical Dimensions of International Relations. *Political Psychology*, 11(1), 39-82. <https://doi.org/10.2307/3791515>
- Karčić, H. (2015). Saving Bosnia on Capitol Hill: the case of Senator Bob Dole. *Journal of Transatlantic Studies*, 13(1), 20-39. <https://doi.org/10.1080/14794012.2014.990734>
- Katsavara, E. (2012). The Aerial War in Kosovo. Dans M. White (dir.), *The Presidency of Bill Clinton: The Legacy of a New Domestic and Foreign Policy* (207-230). I.B. Tauris.
- Kaufmann, C. D. (1994). Out of the Lab and into the Archives: A Method for Testing Psychological Explanations of Political Decision Making. *International Studies Quarterly*, 38(4), 557-586. <https://doi.org/10.2307/2600865>
- Keefer, E. C., Yee, C. (2006). 68. Editorial Note. *Foreign Relations of the United States, 1969-1976, Volume VI, Vietnam, January 1969 – July 1970*. U.S. Department of State, Office of the Historian. U.S. Government Printing Office. <https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76v06/pdf/frus1969-76v06.pdf>
- Keller, J. W., Kaussler, B. et Yang, Y. E. (2017). American Power and Security during the Bosnian War (1993–1995): National Identity, Credibility, and the ‘Stalemate Machine’. *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 19(4), 446-460. <https://doi.org/10.1080/19448953.2017.1280988>
- Kelley, J. G. (2017). *Scorecard Diplomacy: Grading States to Influence their Reputation and Behavior*. Cambridge University Press.

- Kelley, J. G. et Simmons, B. A. (2020) Introduction: The Power of Global Performance Indicators. Dans J. G. Kelley et B. A. Simmons (dir.), *The Power of Global Performance Indicators* (1-22). Cambridge University Press.
- Kengor, P. (2006). *The Crusader: Ronald Reagan and the Fall of Communism*. HarperCollins.
- Kennedy, R. A. (2009). *The Will to Believe: Woodrow Wilson, World War I, and America's Strategy for Peace and Security*. Kent State University Press.
- Kennedy, R. A. (2018). Strategic Calculations in Woodrow Wilson's Neutrality Policy, 1914-1917. *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 17(4), 608-618. <https://doi.org/10.1017/S1537781418000269>
- Kenwick, M. R. et Maxey, S. (2022). You and Whose Army? How Civilian Leaders Leverage the Military's Prestige to Shape Public Opinion. *The Journal of Politics*, 84(4), 1963-1978. <https://doi.org/10.1086/718355>
- Kenworthy, E. (1984). Grenada as Theater. *World Policy Journal*, 1(3), 635-651.
- Kertzer, J. D. (2016). *Resolve in International Politics*. Princeton University Press.
- Kertzer, J. D. (2017). Microfoundations in international relations. *Conflict Management and Peace Science*, 34(1), 81-97. <https://doi.org/10.1177/0738894216665488>
- Kertzer, J. D. et Tingley, D. (2018). Political Psychology in International Relations: Beyond the Paradigms. *Annual Review of Political Science*, 21(1), 319-339. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-041916-020042>
- Kertzer, J. D., Holmes, M., LeVeck, B. L. et Wayne, C. (2022). Hawkish Biases and Group Decision Making. *International Organization*, 76(3), 513-548. <https://doi.org/10.1017/S0020818322000017>
- Kezar, A. (2008). Understanding Leadership Strategies for Addressing the Politics of Diversity. *The Journal of Higher Education*, 79(4), 406-441.
- Khong, Y. F. (1990). Credibility and the Trauma of Vietnam. Dans L. C. Brown (dir.), *Centerstage: American Diplomacy since World War II* (232-252). Holmes & Meier.
- Khong, Y. F. (1992). *Analogies at War: Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*. Princeton University Press.
- Khong, Y. F. (2019). Power as Prestige in World Politics. *International Affairs*, 95(1), 119-142. <https://doi.org/10.1093/ia/iyy245>
- Khrouchtchev, N. (1961, 29 septembre). *Letter From Chairman Khrushchev to President Kennedy* [Lettre]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1961-1963, Volume XIV, Berlin Crisis, 1961-1962, Document no. 162). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v14/d162>
- King, G., Keohane, R. O., et Verba, S. (2004). The Importance of Research Design. Dans H.E. Brady et D. Collier (dir.), *Rethinking Social Inquiry: Diverse Tools, Shared Standards* (181-192). Rowman & Littlefield.

- Kinnvall, C. (2004). Globalization and Religious Nationalism: Self, Identity, and the Search for Ontological Security. *Political Psychology*, 25(5), 741-767. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9221.2004.00396.x>
- Kinzer, S. (2017). *The True Flag: Theodore Roosevelt, Mark Twain, and the Birth of American Empire*. Henry Holt and Company.
- Kissinger, H. A. (1969). The Viet Nam Negotiations. *Foreign Affairs* 47(2), 212-34.
- Kissinger, H. A. (1975, 12 mai). *Memorandum for the President from Henry A. Kissinger: Lessons of Vietnam* [Mémorandum]. Gerald R. Ford Presidential Library (Presidential Country Files for East Asia and the Pacific, National Security Adviser, Box 20, "Vietnam (23)"). <https://www.fordlibrarymuseum.gov/library/exhibits/vietnam/032400091-002.pdf>
- Kissinger, H. A. (1976, 29 janvier). *S. Hrg. 94 - Angola: hearings before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, Ninety-fourth Congress, second session, on U.S. involvement in civil war in Angola, January 29, February 3, 4, and 6, 1976* [Transcription d'une audience publique]. U.S. Congress, Congressional Hearings, Committee on Foreign Affairs. <https://www.govinfo.gov/app/details/CHRG-94shrg67055/CHRG-94shrg67055>
- Klinger, J. M. (2019). *Social Science and National Security Policy: Deterrence, Coercion, and Modernization Theories*. Palgrave Macmillan.
- Knock, T. J. (2019 [1992]). *To end all wars: Woodrow Wilson and the quest for a new world order*. Princeton University Press.
- Koschut, S. (dir.) (2020). *The Power of Emotions in World Politics*. Routledge.
- Kowert, P. A. (2002). *Groupthink or Deadlock: When Do Leaders Learn from their Advisors?* State University of New York Press.
- Kowert, P. A. (2017 [2010]). Foreign Policy and Social Construction of State Identity. Dans R. A. Denemark et R. Marlin-Bennett (dir.), *The International Studies Encyclopedia*, Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.397>
- Kowert, P., et Legro, J. (1996) Norms, Identity, and Their Limits: A Theoretical Reprise. Dans P. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (451-497). Columbia University Press.
- Koziak, B. (2010). *Retrieving Political Emotion: Thumos, Aristotle, and Gender*. Penn State University Press.
- Krebs, R. R. et Spindel, J. (2021, 1<sup>er</sup> septembre). Did the Afghanistan exit diminish U.S. credibility among its allies? Probably not. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2021/09/01/did-afghanistan-exit-diminish-us-credibility-among-its-allies-probably-not/>
- Krolikowski, A. (2008). State Personhood in Ontological Security Theories of International Relations and Chinese Nationalism: A Sceptical View. *The Chinese Journal of International Politics*, 2(1), 109-133. <https://doi.org/10.1093/cjip/pon003>
- Kubáľková, V. (2001). Foreign Policy, International Politics, and Constructivism. Dans V. Kubáľková (dir.), *Foreign Policy in a Constructed World* (17-37). M.E. Sharpe.

- Kull, S. et Ramsay, C. (2003). US Public Opinion on Intervention in Bosnia. Dans R. Sobel et E. Shiraev (dir.), *International Public Opinion and the Bosnia Crisis* (69-106). Lexington Books.
- Kvale, S. et Brinkmann, S. (2008). *InterViews: Learning the Craft of Qualitative Research Interviewing* (2e éd.). SAGE.
- Lake, A. (1993a, 19 février). *Memorandum from Anthony Lake to President Clinton: Presidential Decision on Humanitarian Air Drops for Bosnia* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST, General CIA Records (523c39e5993294098d51765b).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/523c39e5993294098d51765b>
- Lake, A. (1993b, 25 août). *Memorandum from Anthony Lake to President Clinton: Bosnian End Game Strategy* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST, General CIA Records (523c39e5993294098d51765e).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/523c39e5993294098d51765e>
- Lake, A. (1993c, 21 septembre). *Tony Lake - "From Containment to Enlargement"* [Transcription de discours]. Clinton Digital Library (National Security Council, Speechwriting Office, and Antony Blinken).  
<https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/9013>
- Lake, A. (1993d, 18 octobre). *Memorandum for the President from Anthony Lake – Haiti: Strategic Options* [Mémorandum]. Clinton Digital Library (Haiti 1994 [Folder 2] [5]: 9402520). WJC Presidential Library and Museum.
- Lake, A. (1993e, 16 décembre). *Memorandum for the President from Anthony Lake: Haiti Policy Options* [Mémorandum]. Clinton Digital Library (Haiti 1994 [Folder 2] [5]: 9402520). WJC Presidential Library and Museum.
- Lake, A. (1994a, 7 avril). *Lake - Bosnia - Johns Hopkins - 4/7/94* (Transcription de discours). Clinton Digital Library (National Security Council, Speechwriting Office, and Antony Blinken).  
<https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/9019>
- Lake, A. (1994b, 19 juillet). *Memorandum from Anthony Lake for the President: Bosnia - Next Steps* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (523c39e5993294098d517659).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/523c39e5993294098d517659>
- Lake, A. (1994c, juillet). *Memorandum for the President from Anthony Lake – Haiti and the UN* [Mémorandum]. Clinton Digital Library (Haiti 1994 [Folder 2] [5]: 9402520).
- Lake, A. (1994d, 14 septembre). *Memorandum from Anthony Lake to President Clinton: Principals Committee Review of Bosnia Policy, September 14, 1994* [Mémorandum]. CREST (523c39e5993294098d517648).  
<https://www.cia.gov/readingroom/docs/1994-09-14.pdf>
- Lake, A. (1994e, 27 novembre). *Memorandum from Anthony Lake to President Clinton: Bosnia Policy After the Fall of Bihac* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (523c39e5993294098d517664).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/523c39e5993294098d517664>
- Lake, A. (1995a, 1er janvier). *NBC News: Meet the Press – Sunday, January 1, 1995* [Transcription d’une entrevue]. Clinton Digital Library (National Security Council, Speechwriting Office, and Robert Boorstin, “[Anthony] Lake - Transcripts”). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/10496>

- Lake, A. (1995b, 13 janvier). *Memorandum for the President from Anthony Lake: Update on Bosnia and Croatia* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on Bosnia 1995, Box 1 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia January 1995 [4]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Lake, A. (1995c, 29 avril). *Memorandum for the President From Anthony Lake: Principals' Review of Bosnia, April 28, 1995* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Vershbow Alexander Box 8 of 15, Bosnia - April 1995 DC/PC 04/27-28 [1]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Lake, A. (1995d, 29 mai). *Memorandum for the President From Anthony Lake: Policy for Bosnia – Use of U.S. Ground Forces to Support NATO Assistance for Redeployment of UNPROFOR Within Bosnia* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Vershbow Alexander, Box 10 of 15, Bosnia - June 1995 Early [5]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Lake, A. (1995e, 20 juin). *Memorandum for the President from Anthony Lake: Foreign Policy Group Meeting on Bosnia 21 June, 1995* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on Bosnia 1995, Box 4 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia-Herzegovina June 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Lake, A. (1995f, 15 juillet). *Memorandum for the President from Anthony Lake: Principals' July 14 Conclusions on Bosnia* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow, Box 32 of 41, Vershbow Chron Files July 1995 [2]). William Jefferson Clinton Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Lake, A. (1995g). *Memorandum for the President from Anthony Lake: Balkan Strategy: Options for Discussion at Foreign Policy Group Meeting, August 7, 1995* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow, Box 32 of 41 Vershbow Chron Files August 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Lake, Anthony. (2000). *6 Nightmares: Real Threats in a Dangerous World and How America Can Meet Them*. Little, Brown & Company.
- Lamb, C. J. (2018). *The Mayaguez Crisis, Mission Command, and Civil-Military Relations*. Joint History Office, Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, Government Printing Office.
- Lanoszka, A. et Hunzeker, M. A. (2015). Rage of Honor: Entente Indignation and the Lost Chance for Peace in the First World War. *Security Studies*, 24(4), 662-695. <https://doi.org/10.1080/09636412.2015.1103135>
- Lareau, A. (2021). *Listening to People: A Practical Guide to Interviewing, Participant Observation, Data analysis, and Writing it All Up*. The University of Chicago Press.
- Larson, D. W. (1994). The Role of Belief Systems and Schemas in Foreign Policy Decision-Making. *Political Psychology*, 15(1), 17-33. <https://doi.org/10.2307/3791437>
- Larson, D. W. et Shevchenko, A. (2019a). Lost in Misconceptions about Social Identity Theory. *International Studies Quarterly*, 63(4), 1189-1191. <https://doi.org/10.1093/isq/sqz071>



- Larson, D. W. et Shevchenko, A. (2019b). *Quest for Status: Chinese and Russian Foreign Policy. Quest for Status*. Yale University Press.
- Larson, D. W., Paul, T. V., et Wohlforth, W. C. (2014). Status and World Order. Dans T. V. Paul, D. W. Larson et W. C. Wohlforth (dir.), *Status and World Politics* (3-30). Cambridge University Press.
- Larson, D.W. (2001). Sources and Methods in Cold War History: The Need for a New Theory-Based Archival Approach. Dans C. Elman et M. F. Elman (dir.), *Bridges and Boundaries: Historians, Political Scientists and the Study of International Relations* (327-350). MIT Press.
- Latal, S. (1995, 10 décembre). U.S. Marines Land in Sarajevo. *AP NEWS*.  
<https://apnews.com/article/9651844651555b57bb3d6153d8698429>
- Lay, J. S. Jr. (1954, 12 septembre. *Memorandum of Discussion at the 214th Meeting of the National Security Council, Denver, September 12, 1954* [Résumé de rencontre]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1952-1954, Volume XIV, Part 1, Office of the Historian, State Department, Document no 293). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1952-54v14p1/d293>
- Lebow, R. N. (1989). Conclusions. Dans R. Jervis, R. N. Lebow et J. G. Stein (dir.), *Psychology and Deterrence* (203-232). Johns Hopkins University Press.
- Lebow, R. N. (2008). *A Cultural Theory of International Relations*. Cambridge University Press.
- Lebow, R. N. (2010). *Why Nations Fight: Past and Future Motives for War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Leech, B. L. (2002). Asking Questions: Techniques for Semistructured Interviews. *PS: Political Science & Politics*, 35(4), 665-668.
- Leffler, M, P. (1992). *A Preponderance of Power: National Security, the Truman Administration, and the Cold War*. Stanford University Press.
- Leffler, M. P. et Legro, J. W. (2008). *To Lead the World: American Strategy after the Bush Doctrine*. Oxford University Press.
- Leigh-Phippard, H. (1998). The Contact Group on (And in) Bosnia: An Exercise in Conflict Mediation? *International Journal*, 53(2), 306-324. <https://doi.org/10.2307/40203296>
- LeoGrande, W. M. (1998). *Our own backyard: the United States in Central America, 1977-1992*. University of North Carolina Press.
- Lerner, J. S., Li, Y., Valdesolo, P. et Kassam, K. S. (2015). Emotion and Decision Making. *Annual Review of Psychology*, 66(1), 799-823. <https://doi.org/10.1146/annurev-psych-010213-115043>
- Leverenz, D. (2012). *Honor Bound: Race and Shame in America*. Rutgers University Press.
- Levy, J. S. (2001). Explaining Events and Developing Theories: History, Political Science, and the Analysis of International Relations.” Dans C. Elman et M. F. Elman (dir.), *Bridges and Boundaries: Historians, Political Scientists, and the Study of International Relations* (39-84). MIT Press.

- Levy, J. S. (2012). Coercive Threats, Audience Costs, and Case Studies. *Security Studies*, 21(3), 383-390. <https://doi.org/10.1080/09636412.2012.706477>
- Lewis, P. (1993, 30 août). U.N. Told by U.S. It Will Send Troops for a Bosnian Accord. *The New York Times*, section International, A7.
- Lewis, P. (1994, 10 avril). U.N. Warns Serbs on Gorazde; Move Could Lead to Air Strikes. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1994/04/10/world/un-warns-serbs-on-gorazde-move-could-lead-to-air-strikes.html>
- Lincoln, A. (1861, 4 juillet). July 4th Message to Congress [Transcription de discours]. Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/july-4-1861-july-4th-message-congress>.
- Lind, M. (1999). *Vietnam, The Necessary War: A Reinterpretation of America's Most Disastrous Military Conflict*. Free Press.
- Lindemann, T. (2011). *Causes of War: The Struggle for Recognition*. ECPR Press.
- Löfflmann, G. (2019). America First and the Populist Impact on US Foreign Policy. *Survival*, 61(6), 115-138. <https://doi.org/10.1080/00396338.2019.1688573>
- Logevall, F. (1999). *Choosing war: the lost chance for peace and the escalation of war in Vietnam*. University of California Press.
- Löwenheim, O. et Heimann, G. (2008). Revenge in International Politics. *Security Studies*, 17(4), 685-724. <https://doi.org/10.1080/09636410802508055>
- Luard, E. (1987). *War in International Society: A Study in International Sociology*. Yale University Press.
- Luke, T. W. (1989). What's Wrong with Deterrence? A Semiotic Interpretation of National Security Policy. Dans J. Der Derian et M. J. Shapiro (dir.), *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings of World Politics* (207-230). Lexington Books.
- Lupovici, A. (2009). Constructivist Methods: A Plea and Manifesto for Pluralism." *Review of International Studies*, 35(1): 195-218. <https://doi.org/10.1017/S0260210509008389>.
- Lupovici, A. (2016). *The Power of Deterrence*. Cambridge University Press.
- Lupton, D. L. (2018a). Signaling Resolve: Leaders, Reputations, and the Importance of Early Interactions. *International Interactions*, 44(1), 59-87. <https://doi.org/10.1080/03050629.2017.1316268>
- Lupton, D. L. (2018b). Reexamining Reputation for Resolve: Leaders, States, and the Onset of International Crises. *Journal of Global Security Studies*, 3(2), 198-216. <https://doi.org/10.1093/jogss/ogy004>
- Lupton, D. L. (2020). *Reputation for Resolve: How Leaders Signal Determination in International Politics*. Cornell University Press.
- Lupton, D., McManus, R. et Yarhi-Milo, K. (2021, 7 décembre). Trump is trying to send North Korea a message. He's got a long way to go. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/04/26/trump-is-trying-to-send-north-korea-a-message-leaders-can-signal-but-its-hard-to-pull-off/>

- Lustick, I. S. (1996). History, Historiography, and Political Science: Multiple Historical Records and the Problem of Selection Bias. *American Political Science Review*, 90(3), 605-618. <https://doi.org/10.2307/2082612>
- Lyall, S. (2021, 16 septembre). For Some, Afghanistan Outcome Affirms a Warning: Beware the Blob. *The New York Times*, section U.S. <https://www.nytimes.com/2021/09/16/us/politics/blob-afghanistan-withdrawal-biden.html>
- Mabee, B. (2011). Historical Institutionalism and Foreign Policy Analysis: The Origins of the National Security Council Revisited. *FPA Foreign Policy Analysis*, 7(1), 27-44.
- MacDonald, P. K. et Parent, J. M. (2021). The Status of Status in World Politics. *World Politics*, 73(2), 358-391. <https://doi.org/10.1017/S0043887120000301>
- MacMillan, M. (2020). *War: How Conflict Shaped Us*. Random House.
- Madeleine K. Albright Oral History (2006, 30 août). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/madeleine-k-albright-oral-history>
- Mahoney, J. (2015). Process Tracing and Historical Explanation. *Security Studies*, 24(2), 200-218. <https://doi.org/10.1080/09636412.2015.1036610>
- Mahoney, R. J. (2011). *The Mayaguez Incident: Testing America's Resolve in the Post-Vietnam Era*. Texas Tech University Press.
- Mann, J. (2009). *The Rebellion of Ronald Reagan*. Viking.
- Mann, J. (2012). *The Obamians: The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*. Viking.
- Marcus, R. (1993, 20 décembre). Anthony Lake's Secretive Mission. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1993/12/20/anthony-lakes-secretive-mission/469a2a9b-18b3-4417-b74d-7fac38b80d56/>
- Markey, D. (1999). Prestige and the origins of war: Returning to realism's roots. *Security Studies*, 8(4), 126-172. <https://doi.org/10.1080/09636419908429388>
- Marks, F. W. (1978). Morality as a Drive Wheel in the Diplomacy of Theodore Roosevelt. *Diplomatic History*, 2(1), 43-62. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7709.1978.tb00421.x>
- Marks, F. W. (1982). *Velvet on Iron: The Diplomacy of Theodore Roosevelt*. Lincoln, University of Nebraska Press.
- Markwica, R. (2018). *Emotional choices: how the logic of affect shapes coercive diplomacy*. Oxford University Press.
- Markwica, R. et Yarhi-Milo, K. (2020). Debate or Dialogue: The Psychology of Leaders in World Politics. *Political Psychology*, 41(1), 199-207.
- May, E. R. (1977). *The Making of the Monroe Doctrine*. Harvard University Press.
- May, E. R. (1993). *American Cold War Strategy: Interpreting NSC 68*. St. Martin's Press.



- May, E. R. et Zelikow, P. (2000 [1997]). *The Kennedy Tapes: Inside the White House during the Cuban Missile Crisis*. The Belknap Press of Harvard University Press.
- Mazarr, M. J. (2007). The Iraq War and Agenda Setting. *Foreign Policy Analysis*, 3(1), 1-23.  
<https://doi.org/10.1111/j.1743-8594.2007.00039.x>
- Mazarr, M. J. (2019). *Leap of Faith: Hubris, Negligence, and America's Greatest Foreign Policy Tragedy*. PublicAffairs.
- McCauley, C. (1998). Group Dynamics in Janis's Theory of Groupthink: Backward and Forward. *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, 73(2), 142-162.  
<https://doi.org/10.1006/obhd.1998.2759>
- McCone, J. A. (1964, 9 juin). *Memorandum from the Board of National Estimates to the Director of Central Intelligence (McCone)* [Mémorandum]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1964-1968, Vietnam, 1964, Volume I, Document no. 209).  
<https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v01/d209>
- McCormick, E. D., Natsios, A. S., Yoshitani, G. E.S., Sarkar, J., et Muzas, B. K. (2018, 9 octobre). *Policy Roundtable: Does Reagan's Foreign Policy Legacy Live on?* Texas, National Security Review.  
<https://tnsr.org/roundtable/policy-roundtable-does-reagans-foreign-policy-legacy-live-on/>
- McDermott, R. (2001). *Risk-Taking in International Politics: Prospect Theory in American Foreign Policy*. University of Michigan Press.
- McDermott, R. (2014). The Biological Bases for Aggressiveness and Nonaggressiveness in Presidents. *Foreign Policy Analysis*, 10(4), 313-327. <https://doi.org/10.1111/fpa.12009>
- McDermott, R. (2020). Political Psychology, Social Psychology and Behavioral Economics. Dans L. Curini et R. Franzese (dir.), *The SAGE Handbook of Research Methods in Political Science and International Relations* (161-172). SAGE.
- McFarlane, R. (1983, 18 octobre). Lebanon: Litmus Test for U.S. Credibility and Commitment [Mémorandum]. Ronald Reagan Presidential Library (NSC Executive Secretariat National Security Decision Directive Records, National Security Decision Directive 103 (1), Box 91290). Ronald Reagan Presidential Library and Museum, Simi Valley, Californie.
- McFarlane, R. (1988, 16 décembre). *Memorandum for the Record* [Mémorandum]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume IV, Soviet Union, January 1981 – March 1983, 1424). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1981-88v04>
- McGann, J. G. (2016). *The Fifth Estate: Think Tanks, Public Policy, and Governance*. Brookings Institution Press.
- McKinley, W. (1897, 4 mars) *Inaugural address – William McKinley – 25th President of the United States* [Transcription de discours]. The American Presidency Project.  
<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/inaugural-address-43>
- McKinley, W. (1901, 4 mars) *Inaugural address – William McKinley – 25th President of the United States* [Transcription de discours]. The American Presidency Project.  
<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/inaugural-address-44>

- McMahon, R. J. (1991). Credibility and World Power: Exploring the Psychological Dimension in Postwar American Diplomacy. *Diplomatic History*, 15(4), 455-472. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7709.1991.tb00142.x>
- McMahon, R. J. (2008). *Dean Acheson and the Creation of an American World Order*. Potomac Books.
- McManus, R. W. (2017). *Statements of Resolve: Achieving Coercive Credibility in International Conflict*. Cambridge University Press.
- McMaster, H.R. (1997). *Dereliction of Duty: Lyndon Johnson, Robert McNamara, The Joint Chiefs of Staff, and the Lies that Led to Vietnam*. Harper.
- McNaughton, J. M. (1965, 10 mars). *Paper Prepared by the Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs (McNaughton)* [Rapport]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1964-1968, Volume II, Vietnam, January-June 1965, Document no 193). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v02/d193>
- McNaughton, J. T. (1964, novembre). *Memorandum from John T. McNaughton to Robert S. McNamara: Action for South Vietnam* [Mémorandum]. Lyndon B. Johnson Presidential Library (NSF, Vietnam Country File, Box 9, Vietnam Vol. XXI Memos 11 / 1- 15 / 64), LBJ Presidential Library and Museum, Austin, Texas.
- Meacham, J. (2009). *American Lion: Andrew Jackson in the White House*. Random House Trade Paperbacks
- Mead, W. R. (1993, 22 février). Opinion | Put American Troops in Macedonia. *The New York Times*, section Opinion. <https://www.nytimes.com/1993/02/22/opinion/put-american-troops-in-macedonia.html>
- Mead, W. R. (1999). The Jacksonian Tradition: And American Foreign Policy. *The National Interest*, (58), 5-29.
- Mead, W. R. (2002). *Special Providence: American Foreign Policy and how it Changed the World*. Psychology Press.
- Meerts, P. et Vuković, S. (2015). Reputation an Egotiation: The Impact of Self-Image on the Negotiator. Dans B. Matinovsky (dir.), *Emotion in Group Decision and Negotiations* (73-99). Springer.
- Melo, D. F. (2019). Outmaneuvering Kissinger: Role Theory, US Intra-elite Conflict, and the Portuguese Revolution. *Foreign Policy Analysis*, 15(2), 224-243. <https://doi.org/10.1093/isafpa/ory007>
- Memorandum of Conversation* [Transcription d'une conversation]. (1961, 6 octobre). U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1961-1963, Volume XIV, Berlin Crisis, 1961-1962, Document no. 170). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v14/d170>
- Memorandum of Conversation* [Transcription d'une conversation]. (1982, 24 juin). U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume III, Soviet Union, January 1981 – January 1983, Document 1190). <https://static.history.state.gov/frus/frus1981-88v03/pdf/frus1981-88v03.pdf>
- Memorandum of Conversation: Bilateral Meeting with President Jacques Chirac of France* [Transcription d'une conversation]. (1995, 14 juin). Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/101088>

*Memorandum of Conversation: Lunch with Boris Yeltsin, President of Russian Federation* [Transcription d'une rencontre] (1995, 23 octobre). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning Russian President Boris Yeltsin"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57568>

*Memorandum of Conversation: Working Lunch with Prime Minister John Major of the United Kingdom* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995, 4 avril). Clinton Digital Library (National Security Council, "Declassified Documents Concerning British Prime Minister John Major"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/49407>

*Memorandum of Telephone Conversation: Presidential Call with French President Jacques Chirac, 20 July, 1995* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995, 20 juillet). William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Box 32 of 41, Vershbow Chron Files July 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with British Prime Minister John Major* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995a, 14 juillet). Clinton Digital Library (National Security Council, "Declassified Documents Concerning British Prime Minister John Major"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/49407>

*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with British Prime Minister John Major* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995b, 7 août). Clinton Digital Library (National Security Council, "Declassified Documents Concerning British Prime Minister John Major"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/49407>

*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with Chancellor Kohl of Germany on December 13, 1994* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1994, 13 décembre). (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning German Chancellor Helmut Kohl"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57651>

*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with Chancellor Kohl of Germany on July 25, 1995* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995, 25 juillet). (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning German Chancellor Helmut Kohl"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57651>

*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Boris Yeltsin of Russia on April 20, 1994* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1994, 20 avril). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning Russian President Boris Yeltsin"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57568>

*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Chirac* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995a, 19 juillet). William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Box 32 of 41, Vershbow Chron Files July 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

*Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Chirac* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995b, 24 juillet). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning Memcons and Telcons with French President Jacques Chirac"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/100539>

- Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Francois Mitterrand of France on April 20, 1994* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1994, 20 avril). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning Russian President Boris Yeltsin"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57568>
- Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Jacques Chirac of France on May 27, 1995* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995a, 27 mai). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning Memcons and Telcons with French President Jacques Chirac"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/100539>
- Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with President Jacques Chirac of France on July 13, 1995* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1995b, 13 juillet). Clinton Digital Library (National Security Council, European Affairs, and Alexander Vershbow, "Declassified Documents concerning Genocide in the former Yugoslavia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36593>
- Memorandum of Telephone Conversation: Telcon with Prime Minister Jean Chretien of Canada on April 20, 1994* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1994, 20 avril). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning Russian President Boris Yeltsin"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57568>
- Memorandums of Telephone Conversation: Telcon with President Francois Mitterrand of France on November 23 & 24, 1994* [Transcription d'une conversation téléphonique] (1994, 23-24 novembre). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning French President Francois Mitterrand"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57567>
- Mercer, J. (1996). *Reputation and international politics*. Cornell University Press.
- Mercer, J. (2010). Emotional Beliefs. *International Organization*, 64(1), 1-31. <https://doi.org/10.1017/S0020818309990221>
- Mercer, J. (2013). Emotion and Strategy in the Korean War. *International Organization (Cambridge University Press)*, 67(2), 221-252. <https://doi.org/10.1017/S0020818313000015>
- Mercer, J. (2014). Feeling like a state: social emotion and identity. *International Theory*, 6(3), 515-535. <https://doi.org/10.1017/S1752971914000244>
- Mercer, J. (2017). The Illusion of International Prestige. *International Security*, 41(4), 133-168. [https://doi.org/10.1162/ISEC\\_a\\_00276](https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00276)
- Merriam, S. B. et Tisdell, E. J. (2016). *Qualitative Research: A Guide to Design and Implementation* (4e éd.). Jossey-Bass.
- Meyers, J. S. (2015). Reputation Matters: Evidence from the Korean War. *Journal of International and Area Studies*, 22(2), 19-37.
- Mikecz, R. (2012). Interviewing Elites: Addressing Methodological Issues. *Qualitative Inquiry*, 18(6), 482-493.
- Miles, S. (2020). *Engaging the Evil Empire: Washington, Moscow, and the Beginning of the End of the Cold War*. Cornell University Press.

- Miller, G. D. (2011). *The Shadow of the Past: Reputation and Military Alliances before the First World War*. Cornell University Press.
- Milne, D. (2007). “Our Equivalent of Guerrilla Warfare”: Walt Rostow and the Bombing of North Vietnam, 1961-1968. *The Journal of Military History*, 71(1), 169-203. <https://doi.org/10.1353/jmh.2007.0056>
- Milne, D. (2015). *Worldmaking: The Art and Science of American Diplomacy*. Farrar, Straus and Giroux.
- Mintz, A. (2004). How Do Leaders Make Decisions?: A Polyheuristic Perspective. *The Journal of Conflict Resolution*, 48(1), 3-13.
- Mintz, A. et DeRouen, K. R. Jr. (2010). *Understanding Foreign Policy Decision Making*. Cambridge University Press.
- Mintz, A. et Wayne, C. (2016). *The Polythink Syndrome: U.S. Foreign Policy Decisions on 9/11, Afghanistan, Iraq, Iran, Syria, and ISIS*. Stanford University Press.
- Mitchell, D. (2005). *Making Foreign Policy: Presidential Management of the Decision-Making Process*. Ashgate.
- Mitton, J. L. (2022). Lessons in Deterrence: Evaluating Coercive Diplomacy in Syria, 2012–2019. *Journal of Strategic Studies*, 45(3), 411-438. <https://doi.org/10.1080/01402390.2019.1692659>
- Mitzen, J. (2006). Ontological Security in World Politics: State Identity and the Security Dilemma. *European Journal of International Relations*, 12(3), 341-370. <https://doi.org/10.1177/1354066106067346>
- Mitzen, J. et Larson, K. (2017, 22 août). *Ontological Security and Foreign Policy*. Oxford Research Encyclopedia of Politics. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.458>
- Modeste, D. M. (2020). *The Monroe Doctrine in a Contemporary Perspective*. Routledge.
- Moravcsik, A. (2010). Active Citation: A Precondition for Replicable Qualitative Research. *PS: Political Science & Politics*, 43(1), 29-35. <https://doi.org/10.1017/S1049096510990781>
- Morgan, P. M. (1989). Saving Face for the Sake of Deterrence. Dans R. Jervis, R. N. Lebow et J. G. Stein (dir.), *Psychology and Deterrence* (125-152). Johns Hopkins University Press.
- Morgan, P. M. (2003). *Deterrence Now*. Cambridge University Press.
- Morgenthau, H. J. (1997 [1948]). *Politics Among Nations: The Struggle of Power and Peace*. 6e éd. révisée par K. W. Thompson. Peking University Press.
- Morin, J.-F. et J. Paquin (2018). *Foreign Policy Analysis - A Toolbox*. Palgrave Macmillan.
- Morris, D. (1997). *Behind the Oval Office: Winning the Presidency in the Nineties*. Random House.
- Morris, E. (2000). *Dutch: A Memoir of Ronald Reagan*. Modern Library.
- Morris, E. (2010a). *The Rise of Theodore Roosevelt*. Random House.
- Morris, E. (2010b). *Theodore Rex*. Random House.



- Morris, R., Lord, W., et Lake, A. (1970, 22 avril). *Memorandum From Roger Morris, Winston Lord, and Anthony Lake of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger)* [Mémorandum]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1969-1976, Volume VI, Vietnam, January 1969-July 1970, Document no 250). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76v06/d250>
- Morse, J. M. (2012). The Implications of Interview Type and Structure in Mixed-Methods Designs. Dans J. F. Gubrium, J. A. Holstein, A. B. Marvasti et K. D. McKinney (dir.), *The Sage Handbook of Interview Research: The Complexity of the Craft* (2e éd., 193-204). SAGE.
- Mudrack, P. E. (1989). Defining Group Cohesiveness: A Legacy of Confusion? *Small Group Behavior*, 20(1), 37-49. <https://doi.org/10.1177/104649648902000103>
- Mufson, S. (1992, 8 novembre). Clinton to Send Message with Economic Choices. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1992/11/08/clinton-to-send-message-with-economic-choices/cdef6ea3-3ea9-4d04-946c-f6e3c18819cd/>
- Mukherjee, R. (2022). *Ascending Order: Rising Powers and the Politics of Status in International Relations*. Cambridge University Press.
- Murray, M. (2018). *The Struggle for Recognition in International Relations: Status, Revisionism, and Rising Powers*. Oxford University Press.
- Naftali, T. (2020, 28 janvier). The Wounded Presidency, Part One. *Foreign Affairs*. [https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/impeachment\\_nixon\\_wounded\\_presidency\\_part\\_one](https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/impeachment_nixon_wounded_presidency_part_one)
- Naftali, T. (2020, 29 janvier). The Wounded Presidency, Part Two. *Foreign Affairs*. [https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/impeachment\\_billclinton\\_wounded\\_presidency\\_part\\_two](https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/impeachment_billclinton_wounded_presidency_part_two)
- Nardon, L. (2018). Politique étrangère américaine : la sombre vision de Monsieur Trump. *Etudes, Mars*(3), 7-18.
- Narozhna, T. (2020). State–Society Complexes in Ontological Security-Seeking in IR. *Journal of International Relations and Development*, 23(3), 559-583. <https://doi.org/10.1057/s41268-018-0164-y>
- National Intelligence Council (1994a, 1er août). *Special Estimate- Ending US Compliance with the Bosnian Arms Embargo, Military and Political Implications* [Rapport]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (523c39e5993294098d517648). <https://www.cia.gov/readingroom/document/523c39e5993294098d517648>
- National Intelligence Council (1994b, 1er décembre). *Special Estimate: Prospects for UNPROFOR Withdrawal from Bosnia 01-Dec-94* [Rapport]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517592). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517592>
- National Military Command Center (1995, 22 mai). *UN Forces in the Former Yugoslavia: Alternatives to NATO-Led Withdrawal* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner PC/DC Principals Committee/Deputies Committee Meetings on Bosnia 1995, Box 3 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia May 1995 [1]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

- National Security Council (1981, 16 octobre). *Minutes of a National Security Council Meeting* [Transcription du rencontre]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume III, Soviet Union, January 1981 – January 1983, Document 94). <https://static.history.state.gov/frus/frus1981-88v03/pdf/frus1981-88v03.pdf>
- National Security Council (1982a, 26 février). *Minutes of a National Security Council Meeting* [Transcription du rencontre]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume III, Soviet Union, January 1981 – January 1983, Document 145). <https://static.history.state.gov/frus/frus1981-88v03/pdf/frus1981-88v03.pdf>
- National Security Council (1982b, 24 mai). *Minutes of a National Security Council Meeting* [Transcription du rencontre]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume III, Soviet Union, January 1981 – January 1983, Document 174). <https://static.history.state.gov/frus/frus1981-88v03/pdf/frus1981-88v03.pdf>
- National Security Council (1993a, 5 février). *Minutes of the Principals Committee Meeting on Bosnia, February 5, 1993*. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12307>
- National Security Council (1994, 23 avril). *Minutes of the Principals Committee Meeting on Bosnia, April 23, 1994* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12351>
- National Security Council (1995a, 25 janvier). *Summary of Conclusions of the Deputies Committee Meeting on Bosnia and Croatia* [Transcription d'une rencontre]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517567). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517567>
- National Security Council (1995b, 4 février). *Summary of Conclusions of the Deputies Committee Meeting on Bosnia and Croatia, February 2, 1995* [Transcription d'une rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on Bosnia 1995, Box 1 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia February 1995 [3]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- National Security Council (1995c, 8 février). *Summary of Conclusions for the Principals Committee Meeting on Bosnia and Croatia February 7, 1995* [Transcription d'une rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Alexander, Box 7 of 15, Bosnia - February 1995 [7]) WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- National Security Council (1995d, 14 février). *Summary of Conclusions for the Principals Committee Meeting on Bosnia and Croatia February 13, 1995* [Transcription d'une rencontre]. WJC Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Alexander, Box 7 of 15, Bosnia - February 1995 [5]) WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- National Security Council (1995e, 24 février). *Summary of Conclusions for the Principals Committee Meeting on Bosnia and Croatia, February 21, 1995* [Transcription d'une rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on Bosnia 1995, Box 1 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia February 1995 [1]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- National Security Council (1995f, 22 février). *Summary of Conclusions, Deputies Committee Meeting on Bosnia and Croatia, February 22, 1995* [Transcription d'une rencontre]. William J. Clinton Presidential

Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Alexander, Box 6 of 15, Bosnia - February 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995g, 27 février). *Decision Timeline* [Schéma]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on Bosnia 1995, Box 1 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia February 1995 [4]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995h, 9 mars). *Summary of Conclusions of Deputies Committee Meeting on Bosnia and Croatia* [Transcription de rencontre]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517557).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517557>

National Security Council (1995i, 2 mars). *Summary of Conclusions of Deputies Committee Meeting on Bosnia and Croatia* [Transcription d'une rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner PC/DC Principals Committee/Deputies Committee Meetings on Bosnia 1995 Box 2 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia March 1995 [7]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995j, 17 mars). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia and Croatia* [Transcription de rencontre]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d51756d).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d51756d>

National Security Council (1995k, 28 mars). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia and Croatia* [Transcription de rencontre]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517534).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517534>

National Security Council (1995l, 19 avril). *Summary of Conclusions, Principals Committee Meeting on Bosnia and Croatia*, April 14, 1995 [Transcription de rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner PC/DC Principals Committee/Deputies Committee Meetings on Bosnia 1995 Box 2 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia March 1995 [4]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995m, 28 avril). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription de rencontre]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517554).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517554>

National Security Council (1995n, 19 mai). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription de rencontre]. National Security Council (1995n, 19 mai). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription de rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner PC/DC Principals Committee/Deputies Committee Meetings on Bosnia 1995 Box 3 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia May 1995 [3]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995o, 23 mai). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription de rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on



Bosnia 1995, Box 3 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia May 1995 [3]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995p, 6 juin). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia, June 6, 1995* [Transcription de rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on Bosnia 1995, Box 4 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia-Hercegovina June 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995q, 27 juillet). *Summary of Conclusions of the Deputies Committee Meeting on Bosnia, July 11-12, 1995* [Transcription de rencontre]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Alexander, Box 11 of 15, Bosnia – July 1995 Mid-Late [5]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.

National Security Council (1995r, 25 juillet). *Summary of Conclusions of Deputies Committee Meeting on Bosnia* [Transcription de rencontre]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517517).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517517>

National Security Council and National Security Council Records Management Office (1993, 22 janvier). *PRD-1 - U.S. Policy Regarding the Situation in the Former Yugoslavia*. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/44141>

National Security Council and Records Management Office (1994a, 20 mai). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>

National Security Council and Records Management Office (1994b, 31 mai). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>

National Security Council and Records Management Office (1994c, 27 juillet). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>

National Security Council and Records Management Office (1994d, 10 août). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>

National Security Council and Records Management Office (1994e, 17 août). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>

National Security Council and Records Management Office (1994f, 13 septembre). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>

National Security Council and Records Management Office (1994g, 18 octobre). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>

- National Security Council and Records Management Office (1994h, 17 novembre). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>
- National Security Council and Records Management Office (1994i, 28 novembre). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>
- National Security Council and Records Management Office (1994j, 12 décembre). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>
- National Security Council and Records Management Office (1994k, 19 décembre). *Summary of Conclusions of Principals Committee Meeting on Bosnia* [Transcription d'une rencontre]. Clinton Digital Library ("Declassified Documents concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/36614>
- National Security Council, Speechwriting Office, and Antony Blinken (1995a). *Air Force Academy - Drafts May 31, 1995 [1]* [Brouillons de discours]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/9226>
- National Security Council, Speechwriting Office, and Antony Blinken (1995b). *Air Force Academy - Drafts May 31, 1995 [2]* [Brouillons de discours]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/9227>
- National Security Council, Speechwriting Office, and Antony Blinken (1995c). *Air Force Academy - Drafts May 31, 1995 [3]* [Brouillons de discours]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/9228>
- National Security Council, Speechwriting Office, and Antony Blinken (1995d). "*Bosnia - Oval Address [3]*" [Brouillons de discours]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/9343>
- National Security Council, Speechwriting Office, and Robert Boorstin (1995a). "*Bosnia - Public Opinion*" [Données de sondages]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/10102>
- National Security Council, Speechwriting Office, and Robert Boorstin (1995b). "*Bosnia - Public Opinion*" [Données de sondages]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/11215>
- National Security Council. (1948, 23 novembre). *Report to the President by the National Security Council* [Rapport]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (General, The United Nations, Volume I, Part 2, document no 60).
- National Security Council. (1950, 7 avril). *A Report to the President Pursuant to the President's Directive of January 31, 1950* [Rapport]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1950, National Security Affairs, Foreign Economic Policy, Volume I, document no 85). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1950v01/d85>
- National Security Council. (1965, 27 juillet). *Summary Notes of the 553d Meeting of the National Security Council* [Résumé de rencontre]. Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1964-1968, Volume III Vietnam June-December 1965, Document no 93). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v03/d93>

- Natow, R. S. (2020). The Use of Triangulation in Qualitative Studies Employing Elite Interviews. *Qualitative Research*, 20(2), 160-173.
- Neumann, I. B. (2013). Which Honor? *International Studies Review*, 15(4), 620-621. <https://doi.org/10.1111/misr.12058>
- Neustadt, R. E. (1960). *Presidential Power: The Politics of Leadership*. Wiley.
- Newmann, W. (2022). *Isolation and Engagement: Presidential Decision Making on China from Kennedy to Nixon*. University of Michigan Press.
- Newmann, W. W. (2003). *Managing National Security Policy: The President and the Process*. University of Pittsburgh Press.
- Ninkovich, F. (1994). *Modernity and Power: A History of the Domino Theory in the Twentieth Century*. University of Chicago Press.
- Nisbett, R. E. et Cohen, D. (1996). *Culture Of Honor: The Psychology of Violence in The South*. Avalon Publishing.
- Norman, L. (2021). Rethinking Causal Explanation in Interpretive International Studies. *European Journal of International Relations*, 27(3): 936-959. <https://doi.org/10.1177/13540661211006454>.
- Ó Tuathail, G. (2002). Theorizing practical geopolitical reasoning: the case of the United States' response to the war in Bosnia. *Political Geography*, 21(5), 601-628. [https://doi.org/10.1016/S0962-6298\(02\)00009-4](https://doi.org/10.1016/S0962-6298(02)00009-4)
- Ó Tuathail, G. (2003). "Just Out Looking for a Fight": American Affect and the Invasion of Iraq. *Antipode*, 35(5), 856-870. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2003.00361.x>
- O'Neill, B. (1999). *Honor, Symbols, and War*. University of Michigan Press.
- Oakes, A. (2006). Diversionary War and Argentina's Invasion of the Falkland Islands. *Security Studies*, 15(3), 431-463. <https://doi.org/10.1080/09636410601028354>
- Obama, B. (2020). *A Promised Land*. Crown.
- Office of Speechwriting and James (Terry) Edmonds (1995). "Bosnia" [Extraits de discours]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/33600>
- Office of the Secretary of Defense (1969a) *Pentagon Papers* [Rapport du Vietnam Task Force – United States – Vietnam Relations 1945-1967]. (National Archives – [Part IV. B. 1.] Evolution of the War. Counterinsurgency: The Kennedy Commitments and Programs, 1961). <https://www.archives.gov/research/pentagon-papers>
- Office of the Secretary of Defense (1969b) *Pentagon Papers* [Rapport du Vietnam Task Force – United States – Vietnam Relations 1945-1967]. (National Archives – [Part I.V. C. 2. c.] Evolution of the War, Military Pressures Against North Vietnam, November – December 1964, Part III). <https://www.archives.gov/research/pentagon-papers>
- Office of the Secretary of Defense (1969c) *Pentagon Papers* [Rapport du Vietnam Task Force – United States – Vietnam Relations 1945-1967]. (National Archives – [Part IV. C. 7. a.] Evolution of the War. Air War in North Vietnam: 1965 – 1968. Volume I). <https://www.archives.gov/research/pentagon-papers>

- Oliffe, J. L., Kelly, M. T., Gonzalez Montaner, G. et Yu Ko, W. F. (2021). Zoom Interviews: Benefits and Concessions. *International Journal of Qualitative Methods*, 20, <https://doi.org/10.1177/16094069211053522>
- Onea, T. (2013). *US Foreign Policy in the Post-Cold War Era: Restraint versus Assertiveness from George H. W. Bush to Barack Obama*. Springer.
- Oppermann, K. (2014). Delineating the Scope Conditions of the Poliheuristic Theory of Foreign Policy Decision Making: The Noncompensatory Principle and the Domestic Salience of Foreign Policy. *Foreign Policy Analysis*, 10(1), 23-41. <https://doi.org/10.1111/j.1743-8594.2012.00182.x>
- Origgi, G. (2013). Présentation. *Communications*, 93(2), 5-10. <https://doi.org/10.3917/commu.093.0005>
- Origgi, G. (2015). *La réputation*. Presses Universitaires de France.
- Origgi, G. (2018). *Reputation: What it is and Why it Matters* (S. Holmes et N. Arikha, trad.). Princeton University Press.
- Origgi, G. (2020). Trust and Reputation. Dans *The Routledge Handbook of Trust and Philosophy*, J. Simon (dir.). Routledge, 88-96.
- Orme, J. D. (1992). *Deterrence, Reputation and Cold-War Cycles*. Palgrave Macmillan.
- Orme, J. D. (2018). *Human Nature and the Causes of War*. Palgrave Macmillan.
- Ostrander, S. A. (1995). “Surely You’re Not in This Just to Be Helpful”: Access, Rapport and Interviews in Three Studies of Elites. Dans R. Hertz et J. B. Imber (dir.), *Studying Elites Using Qualitative Methods* (133-150). SAGE.
- Owen, J. M. (1994). How Liberalism Produces Democratic Peace. *International Security*, 19(2), 87-125.
- Packer, G. (2019). *Our Man: Richard Holbrooke and the End of the American Century*. Knopf Doubleday Publishing Group.
- Palier, B. et Trampusch, C. (2018). Comment retracer les mécanismes causaux ? Les différents usages du process tracing. *Revue française de science politique*, 68(6), 967-990. <https://doi.org/10.3917/rfsp.686.0967>
- Paquin S. (2013). *Théories de l'économie politique internationale*. Presses de Sciences Po.
- Paquin, J. (2010). *A Stability-Seeking Power: U.S. Foreign Policy and Secessionist Conflicts*. McGill-Queen's University Press.
- Paul, T. V., Larson, D. W. et Wohlforth, W. C. (2014). *Status in world politics*. Cambridge University Press.
- Payne, J. L. (1970). *The American Threat: The Fear of War as an Instrument of Foreign Policy*. Markham Publishing Company.
- Peabody, R. L., Hammond, S. W., Torcom, J., Brown, L. P., Thompson, C. et Kolodny, R. (1990). Interviewing Political Elites. *PS: Political Science & Politics*, 23(3), 451-455.

- Peake, J. S. (2001). Presidential Agenda Setting in Foreign Policy. *Political Research Quarterly*, 54(1), 69-86. <https://doi.org/10.1177/106591290105400104>
- Peifer, C. D. (2018). *Choosing War: Presidential Decisions in the Maine, Lusitania, and Panay Incidents*. Oxford University Press.
- Perkins, B. (1961). *Prologue to War: England and the United States, 1805-1812*. University of California Press.
- Perkins, B. (1962). *The Causes of the War of 1812: National Honor or National Interest?* Holt, Rinehart and Winston.
- Perry, W. (1994, 29 novembre). *Memorandum for the Assistant to the President for National Security Affairs: US Participation in UNPROFOR Withdrawal Operations* [Mémorandum]. Clinton Digital Library (National Security Council and Records Management Office, “Declassified Documents Concerning Bosnia”). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/49410>
- Peter Feaver Oral History* (2012, 10 janvier). Miller Center. <https://millercenter.org/node/52366>
- Petersson, B. (2017). *National Self-Images and Regional Identities in Russia*. Routledge.
- Pinker, S. (2011). *The Better Angels of our Nature: The Decline of Violence in History and its Causes*. Allen Lane.
- Pipes, R. (1982, 22 mai). *Letter From Richard Pipes of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Clark)* [Lettre]. U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1981-1988, Volume III, Soviet Union, January 1981 – January 1983, Document 172). <https://static.history.state.gov/frus/frus1981-88v03/pdf/frus1981-88v03.pdf>
- Points to Be Made for the Presidential Calls to Chretien, Makor, and Mitterrand on U.S. Bosnia Initiative* (1994, 9 février). Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, “Declassified Documents Concerning French President Francois Mitterrand”). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/57567>
- Popescu, I. (2017). *Emergent Strategy and Grand Strategy: How American Presidents Succeed in Foreign Policy*. Johns Hopkins University Press.
- Porter, P. (2018). Why America’s Grand Strategy Has Not Changed: Power, Habit, and the U.S. Foreign Policy Establishment. *International Security*, 42(4), 9-46.
- Porter, P. (2020). *The False Promise of Liberal Order: Nostalgia, Delusion and the Rise of Trump*. Polity.
- Potter, P. B. K. (2010, 1<sup>er</sup> mars). *Methods of Foreign Policy Analysis*. Oxford Research Encyclopedia of International Studies. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.34>
- Pouliot, V. (2015). Practice Tracing. Dans A. Bennett et J. T. Checkel (dir.), *Process Tracing: From Metaphor to Analytic Tool* (237-259). Cambridge University Press.
- Powell, C. L. (1992, 8 octobre). Opinion | Why Generals Get Nervous. *The New York Times*, section Opinion. <https://www.nytimes.com/1992/10/08/opinion/why-generals-get-nervous.html>
- Powell, C. L. avec J. E. Persico. (1995). *My American Journey*. Random House.



- Power, S. (2002). *A Problem from Hell: America and the Age of Genocide*. Basic Books.
- Prémont, K. (2006). *La Télévision Mène-t-elle le Monde?: Le Mythe de L'Effet Cnn Sur la Politique Étrangère Des États-Unis*. Presses de l'Université du Québec.
- Prémont, K., David, C.-P. et Boucher, V. (2018). The Clash of Historical Analogies and Their Influence on Decision-Making: The Case of Iraqi Reconstruction Under George W. Bush. *Diplomacy & Statecraft*, 29(2), 298-327. <https://doi.org/10.1080/09592296.2018.1453983>
- Press, D. G. (2005). *Calculating credibility: how leaders evaluate military threats*. Cornell University Press. <http://catdir.loc.gov/catdir/toc/ecip0512/2005012279.html>
- Preston, T. (2001). *The President and his Inner Circle: Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*. Columbia University Press.
- Preston, T. (2020, 19 novembre). *Advisory Groups and Crisis*. Oxford Research Encyclopedia of Politics. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.1533>
- Preston, T. (2021). Deterrence, Compellence, and Containment in the Trump Foreign Policy: Comparing Present and Past Strategies of American Leadership. Dans S. A. Renhson et P. Suefeld (dir.), *The Trump Doctrine and the Emerging International System* (155-79). Palgrave Macmillan.
- Prior, A. et van Hoef, Y. (2018). Interdisciplinary Approaches to Emotions in Politics and International Relations. *Politics and Governance*, 6(4), 48-52. <https://doi.org/10.17645/pag.v6i4.1822>
- Proposed US Policy Principles During NATO-Led UNPROFOR Withdrawal OSD/JCS Paper* [Mémorandum] (1995, 12 mai). Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80c993294098d5174be). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174be>
- Pursiainen, C. et Forsberg, T. (2021). *The Psychology of Foreign Policy*. Springer.
- Quek, K. (2021). Four Costly Signaling Mechanisms. *American Political Science Review*, 115(2), 537-549. <https://doi.org/10.1017/S0003055420001094>
- Ragouet, P. (2000). Notoriété Professionnelle et Organisation Scientifique. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 109, 317-341.
- Randal, J. (1994a, 10 avril). U.N. Ordered to Stem Fighting in Gorazde: Boutros-Ghali Tells Serbs to Give Up Gains. *The Washington Post*, A22.
- Randal, J. (1994b, 22 avril). Serb Shelling of Gorazde Goes on Despite Threat. *The Washington Post*, A15.
- Reagan, R. (1981, 20 janvier). *Inaugural address – Ronald Reagan – 40th President of the United States* [Transcription de discours]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/inaugural-address-11>
- Reagan, R. (1982, 28 octobre). *National Security Decision Directive 64*. Ronald Reagan Presidential Library and Museum. <https://www.reaganlibrary.gov/public/archives/reference/scanned-nsdds/nsdd64.pdf>
- Reagan, R. (1983a, 17 janvier). *National Security Decision Directive 75*. Ronald Reagan Presidential Library and Museum. <https://www.reaganlibrary.gov/public/archives/reference/scanned-nsdds/nsdd75.pdf>

- Reagan, R. (1983b, 27 avril). *Address Before a Joint Session of the Congress on Central America – 40th President of the United States* [Transcription de discours]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-the-congress-central-america>
- Reagan, R. (1983c, 27 octobre). *Address to the Nations on Events in Lebanon and Grenada* [Transcription de discours]. Ronald Reagan Presidential Library & Museum. <https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/address-nation-events-lebanon-and-grenada>
- Reagan, R. (1984, 25 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union– 40th President of the United States* [Transcription de discours]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-the-congress-the-state-the-union-4>
- Reagan, R. (1990). *An American Life*. Simon and Schuster.
- Rearden, S. L. (2009). Paul H. Nitze and NSC 68: ‘Militarizing’ the Cold War. Dans A. K. Nelson (dir.), *The Policy Makers: Shaping American Foreign Policy From 1947 to the Present* (5-28). Rowman & Littlefield.
- Recchia, S. (2020). Pragmatism over principle: US intervention and burden shifting in Somalia, 1992–1993. *Journal of Strategic Studies*, 43(3), 341-365. <https://doi.org/10.1080/01402390.2018.1441712>
- Record, J. (2002). *Making War, Thinking History: Munich, Vietnam, and Presidential Uses of Force from Korea to Kosovo*. Naval Institute Press.
- Redd, S. B. (2005). The Influence of Advisers and Decision Strategies on Foreign Policy Choices: President Clinton’s Decision to Use Force in Kosovo. *International Studies Perspectives*, 6(1), 129-150. <https://doi.org/10.1111/j.1528-3577.2005.00198.x>
- Redd, S. B. et Mintz, A. (2013). Policy Perspectives on National Security and Foreign Policy Decision Making. *Policy Studies Journal*, 41(S1), S11-S37. <https://doi.org/10.1111/psj.12010>
- Renshon, J. (2017). *Fighting for Status: Hierarchy and Conflict in World Politics*. Princeton University Press.
- Renshon, J., Dafoe, A. et Huth, P. (2018). Leader Influence and Reputation Formation in World Politics. *American Journal of Political Science*, 62(2), 325-339. <https://doi.org/10.1111/ajps.12335>
- Renshon, S. (2020). *The Real Psychology of the Trump Presidency*. Springer Nature.
- Renshon, S. A. (2021). The Trump Doctrine and Conservative American Nationalism. Dans S. A. Renshon et P. Suefeld (dir.), *The Trump Doctrine and the Emerging International System* (3-38). Palgrave Macmillan.
- Rhodes, B. (2018). *The World as It Is: A Memoir of the Obama White House*. Random House.
- Richard B. Cheney Oral History* (2000, 16-17 mars). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/richard-b-cheney-oral-history>
- Ricks, J. I. et Liu, A. H. (2018). Process-Tracing Research Designs: A Practical Guide. *PS: Political Science & Politics*, 51(4), 842-846. <https://doi.org/10.1017/S1049096518000975>
- Riding, A. (1994, 6 janvier). France Presses U.S. for Stronger Stand on Bosnia. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1994/01/06/world/france-presses-us-for-stronger-stand-on-bosnia.html>

- Rioux, J. S. (1997). US Crises and Domestic Politics: Crisis Outcomes, Reputation, and Domestic Consequences. *Southeastern Political Review*, 25(2), 199-239. <https://doi.org/10.1111/j.1747-1346.1997.tb00837.x>
- Risjord, N. K. (1961). 1812: Conservatives, War Hawks and the Nation's Honor. *The William and Mary Quarterly*, 18(2), 196-210. <https://doi.org/10.2307/1918543>
- Rivera, W. A. (2016). Discursive Practices of Honor: Rethinking Iran's Nuclear Program. *Foreign Policy Analysis*, 12(3), 395-412. <https://doi.org/10.1093/fpa/orw005>
- Robert Gates Oral History* (2013, 8 juillet). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/robert-gates-oral-history>
- Roberti, J. A. (1995, 13 avril). *Information Paper: DOD Discussion Paper on Strengthening UNPROFOR* [Mémorandum]. CREST (5235e80d993294098d517510). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517510>
- Robin, R. T. (2009). *The Making of the Cold War Enemy: Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*. Princeton University Press.
- Robinson, P. (2001). Misperception in Foreign Policy Making: Operation 'Deliberate Force' and the Ending of War in Bosnia. *Civil Wars*, 4(4), 115-126. <https://doi.org/10.1080/13698240108402490>
- Rockman, B. A. (1996). Leadership Style and the Clinton Presidency. Dans C. Campbell et B. A. Rockman (dir.), *The Clinton Presidency: First Appraisals* (325-362). Chatham House Publishers.
- Rockman, B. A. (1997). The Presidency and Bureaucratic Change After the Cold War, dans R. Ripley et J. Lindsay (dir.), *U.S. Foreign Policy After the Cold War* (21-41). University of Pittsburgh Press.
- Rolf, J. N. (2021). Donald Trump's Jacksonian and Jeffersonian foreign policy. *Policy Studies*, 42(5-6), 662-681. <https://doi.org/10.1080/01442872.2021.1934431>
- Roosevelt, T. (1904, 6 décembre). Fourth Annual Message – Theodore Roosevelt – 26th President of the United States [Transcription de discours]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/fourth-annual-message-15>
- Roper, S. et Fil, C. (2012). *Corporate Reputation: Brand and Communication*. Pearson.
- Rosato, S. (2015). The Inscrutable Intentions of Great Powers. *International Security*, 39(3), 48-88.
- Ross, R. S. (2000). The 1995–96 Taiwan Strait Confrontation: Coercion, Credibility, and the Use of Force. *International Security*, 25(2), 87-123. <https://doi.org/10.1162/016228800560462>
- Rothkopf, D. J. (2005). *Running the World: The Inside Story of the National Security Council and the Architects of American Power*. PublicAffairs.
- Rottinghaus, B. (2012). The Search for the Elusive Executive: Archival Data Collection Methods at Presidential Libraries. Dans S.C. Frisch, D.B. Harris, S.Q. Kelly et D.C.W. Parker (dir.), *Doing Archival Research in Political Science* (199-222). Cambria Press.
- Rubin, H. et Rubin, I. (2012). *Qualitative Interviewing: The Art of Hearing Data* (3e éd.). SAGE.



- Rubinstein, A.Z., Shavevich, A. et Zlotnikov, B. (2000). *The Clinton Foreign Policy Reader: Presidential Speeches with Commentary*. M.E. Sharpe.
- Rumelili, B. (2018). Ontological (in)security and peace anxieties. Dans B. Rumelili (dir.), *Conflict Resolution and Ontological Security: Peace Anxieties* (10-29). Routledge.
- Rumelili, B. et Çelik, A. B. (2017). Ontological Insecurity in Asymmetric Conflicts: Reflections on Agonistic Peace in Turkey's Kurdish Issue. *Security Dialogue*, 48(4), 279-296.  
<https://doi.org/10.1177/0967010617695715>
- Rumsfeld, D. (2011). *Known and Unknown: A Memoir*. Penguin.
- Rushkoff, B. C. (1981). Eisenhower, Dulles and the Quemoy-Matsu Crisis, 1954-1955. *Political Science Quarterly*, 96(3), 465-480. <https://doi.org/10.2307/2150556>
- Rusk, D. et McNamara, R. (1961, 11 novembre). *Memorandum for the President – Subject: South Viet-Nam* [Mémorandum]. Pentagon Papers – National Archives ([Part IV. B. 1.] Evolution of the War. Counterinsurgency: The Kennedy Commitments and Programs, 1961, 125-137).  
<https://www.archives.gov/research/pentagon-papers>
- Ryan, D. et Tanner, E. (2019). Forgetting Kissinger: Re-membling Credibility and World Order? *Journal of Transatlantic Studies*, 17(1), 81-109. <https://doi.org/10.1057/s42738-019-00007-z>
- S.Amdt.1851 to S.2182 - 103rd Congress (1993-1994) (1994, juin 30). Congress.gov.  
<https://www.congress.gov/amendment/103rd-congress/senate-amendment/1851?s=1&r=22>
- S.Amdt.2524 to H.R.4650 - 103rd Congress (1993-1994). (1994, août 10). Congress.gov.  
<https://www.congress.gov/amendment/103rd-congress/senate-amendment/2524>
- Saltzman, I. Z. (2015). Honor as Foreign Policy: The Case of Israel, Turkey, and the Mavi Marmara. *International Studies Review*, 17(2), 249-273. <https://doi.org/10.1111/misr.12224>
- Samuel R. Berger Oral History* (2005, 24-25 mars). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/samuel-r-berger-oral-history>
- Samuels, D. (2016, 5 mai). The Aspiring Novelist Who Became Obama's Foreign-Policy Guru. *The New York Times*, section Magazine. <https://www.nytimes.com/2016/05/08/magazine/the-aspiring-novelist-who-became-obamas-foreign-policy-guru.html>
- Sanger, D. E. (2012). *Confront and Conceal: Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*. Crown Publishers.
- Sarotte, M. E. (2019). How to Enlarge NATO: The Debate inside the Clinton Administration, 1993–95. *International Security*, 44(1), 7-41. [https://doi.org/10.1162/isec\\_a\\_00353](https://doi.org/10.1162/isec_a_00353)
- Sartori, A. E. (2002). The Might of the Pen: A Reputational Theory of Communication in International Disputes. *International Organization*, 56(1), 121-149. <https://doi.org/10.1162/002081802753485151>
- Sartori, A. E. (2005). *Deterrence by Diplomacy*. Princeton University Press.
- Sauder, M. et Fine, G. A. (2008). Arbiters, Entrepreneurs, and the Shaping of Business School Reputations. *Sociological Forum*, 23(4), 699-723. <https://doi.org/10.1111/j.1573-7861.2008.00091.x>

- Saunders, E. N. (2011). *Leaders at War: How Presidents Shape Military Interventions*. Cornell University Press.
- Saunders, E. N. (2017). No Substitute for Experience: Presidents, Advisers, and Information in Group Decision Making. *International Organization*, 71(S1), S219-S247. <https://doi.org/10.1017/S002081831600045X>
- Saunders, E. N. (2018). Leaders, Advisers, and the Political Origins of Elite Support for War. *Journal of Conflict Resolution*, 62(10), 2118-2149. <https://doi.org/10.1177/0022002718785670>
- Saunders, E. N. (2022). Elites in the Making and Breaking of Foreign Policy. *Annual Review of Political Science*, 25(1), 219-240. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-041719-103330>
- Saurette, P. (2005). *The Kantian Imperative: Humiliation, Common Sense, Politics*. University of Toronto Press.
- Saurette, P. (2006). You Dissin Me? Humiliation and post 9/11 Global Politics. *Review of International Studies*, 32(3), 495-522. <https://doi.org/10.1017/S0260210506007133>
- Sayle, T. A., Engel, J. A., Brands, H. et Inboden, W. (2019). *The Last Card: Inside George W. Bush's Decision to Surge in Iraq*. Cornell University Press.
- Schafer, M. et Crichlow, S. (2010). *Groupthink versus High-Quality Decision Making in International Relations*. Columbia University Press.
- Schafer, M. et Walker, S. G. (2021). *Operational Code Analysis and Foreign Policy Roles: Crossing Simon's Bridge*. Routledge.
- Scheffer, D. (2019). *The Sit Room: In the Theater of War and Peace*. Oxford University Press.
- Schell, J. (1975). *Time of Illusion*. New York, Knopf.
- Schell, J. (1990). Credibility and Limited War. Dans J. P. Kimball (dir.), *To Reason Why: The Debate about the Causes of U.S. Involvement in Vietnam* (121-140). Temple University Press.
- Schelling, T. C. (2008 [1966]). *Arms and Influence*. Yale University Press.
- Schemeil, Y. (2013). Charles L. Glaser Rational Theory of International Politics: The Logic of Competition and Cooperation. *Critique internationale*, N° 58(1), 169-174.
- Schimmelfennig, F. (2015). Efficient process tracing: Analyzing the causal mechanisms of European integration. Dans *Process Tracing: From Metaphor to Analytical Tool*. A. Bennett et J. T. Checkel (dirs.). Cambridge University Press, 98-125.
- Schindler, A. N. (1994a, 13 avril). *Memorandum for the Record: Principals Committee Meeting on Bosnia, 10 April 1994 - 13-Apr-94* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d5174fa). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d5174fa>
- Schindler, A. N. (1994b, 22 avril). *Memorandum for the Record: Principals Committee Meeting on Bosnia, 18 April 1994 - 22-Apr-94* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d5174f3). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d5174f3>

- Schindler, A. N. (1994c, 12 septembre). *CIA Pre-Meeting Memo on 13 SEP 1994 Principals Committee Meeting on Bosnia 12-Sep-94* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517527).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517527>
- Schindler, A. N. (1994d, 17 octobre). *CIA Pre-Meeting Memo on 18 Oct 1994 Principals Committee Meeting on Bosnia 17-Oct-94* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80c993294098d5174d4).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174d4>
- Schindler, A. N. (1994e, 18 novembre). *Memorandum for the Acting Director of Central Intelligence from the Chief of the DCI Balkan Interagency Task Force: Principals' Committee Meeting on Bosnia 18 November 1994* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517556).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517556>
- Schindler, A. N. (1994f, 22 novembre). *Memorandum for the Record: Principals' Committee Meeting on Bosnia on 18 November 1994* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d51751b). <https://www.cia.gov/readingroom/docs/1994-11-21.pdf>
- Schindler, A. N. (1994g, 27 novembre). *Memorandum for the Acting Director of Central Intelligence from the Chief of the DCI Balkan Interagency Task Force: Principals' Committee Meeting on Bosnia 28 November 1994* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d51758e).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d51758e>
- Schindler, A. N. (1994h, 29 novembre). *Memorandum for the Record: Principals' Committee Meeting on Bosnia 28 November 1994* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d51756a).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d51756a>
- Schindler, A. N. (1994i, 2 décembre). *Memorandum for the Acting Director of Central Intelligence from the Chief of the DCI Balkan Interagency Task Force: Principals' Committee Meeting on Bosnia 2 December 1994* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517540).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517540>
- Schindler, A. N. (1995a, 7 février). *Memorandum for the Record: Deputies' Committee Meeting on Bosnia 2 February 1995* [Mémorandum]. Clinton Digital Library.  
<https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12403>
- Schindler, A. N. (1995b, 6 février). *Memorandum for the Acting Director of Central Intelligence from the Chief of the DCI Balkan Interagency Task Force: Principals' Committee Meeting on Bosnia 7 February 1994* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517519).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517519>
- Schindler, A. N. (1995c, 16 mars). *Memorandum for the Deputy Director for Intelligence from the Chief of the DCI Interagency Balkan Task Force: Principals' Committee Meeting on Bosnia 17 March 1995* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80c993294098d5174cb).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174cb>

- Schindler, A. N. (1995d, 13 juillet). *Memorandum for the Director of Central Intelligence and Associate Director of Central Intelligence for Military Support from the Chief of the DCI Interagency Balkan Task Force: Principals' Committee Meeting on Bosnia, 14 July 1995* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517514).  
<https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517514>
- Schlesinger, A. M. (2002). *A Thousand Days: John F. Kennedy in the White House*. Houghton Mifflin Harcourt.
- Schmitt, E. (1993, 23 septembre). President's Nominee as Head of Military Backs Bosnia Force. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1993/09/23/world/president-s-nominee-as-head-of-military-backs-bosnia-force.html>
- Schmitz, D. F. (2014). *Richard Nixon and the Vietnam War: The End of the American Century*. Rowman & Littlefield.
- Schoultz, L. (1998). *Beneath the United States: A History of U. S. Policy Toward Latin America*. Harvard University Press.
- Schub, R. (2022). Informing the Leader: Bureaucracies and International Crises. *American Political Science Review*, 116(4), 1460-1476. <https://doi.org/10.1017/S0003055422000168>
- Sciolino, E. (1993, 8 novembre). 3 Players Seek a Director for Foreign Policy Story. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1993/11/08/world/3-players-seek-a-director-for-foreign-policy-story.html>
- Sciolino, E. (1994a, 8 janvier). U.S. and France Resolve Dispute on NATO Talks. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1994/01/08/world/us-and-france-resolve-dispute-on-nato-talks.html>
- Sciolino, E. (1994b, April 8). U.S. Says Force Is Still a Choice In Bosnia Crisis: White House Says U.S. May Use Jets to Defend the Bosnians. *The New York Times*, A1.
- Sciolino, E. (1995, 15 novembre). Clinton Makes Case to Congress For Putting U.S. Troops in Bosnia. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1995/11/15/world/clinton-makes-case-to-congress-for-putting-us-troops-in-bosnia.html>
- Sciolino, E. et Jehl, D. (1994, 14 février). From Indecision to Ultimatum -- A special report; As U.S. Sought a Bosnia Policy, The French Offered a Good Idea. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1994/02/14/world/indecision-ultimatum-special-report-us-sought-bosnia-policy-french-offered-good.html>
- Sciutto, J. (2020). *The Madman Theory: Trump Takes on the World*. Harper.
- Seawright, J. et Gerring, J. (2008). Case Selection Techniques in Case Study Research: A Menu of Qualitative and Quantitative Options. *Political Research Quarterly*, 61(2), 294-308.  
<https://doi.org/10.1177/1065912907313077>
- Sechser, T. S. (2018). Reputations and Signaling in Coercive Bargaining. *Journal of Conflict Resolution*, 62(2), 318-345. <https://doi.org/10.1177/0022002716652687>
- Sexton, J. (2011). *The Monroe Doctrine: Empire and Nation in Nineteenth-Century America*. Farrar, Straus and Giroux.

- Sharman, J. C. (2007). Rationalist and Constructivist Perspectives on Reputation. *Political Studies*, 55(1), 20-37. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9248.2007.00643.x>
- Shlaim, A. (1983). *The United States and the Berlin Blockade, 1948-1949: A Study in Crisis Decision-Making*. University of California Press.
- Shultz, G. P. (1983, 13 octobre). *Memorandum from Shultz to the President: Our Strategy in Lebanon and the Middle East* [Mémorandum]. The Reagan Files. <https://www.thereaganfiles.com/shultz101383memo.pdf>
- Shultz, G. P. (1993). *Turmoil and Triumph: Diplomacy, Power, and the Victory of the American Deal*. Charles Scribner's Sons.
- Siebold, G. L. (2007). The Essence of Military Group Cohesion. *Armed Forces & Society*, 33(2), 286-295. <https://doi.org/10.1177/0095327X06294173>
- Slocombe, W. (1995, 5 août). *Bosnia Endgame Strategy: What Kind of Bosnian State?* [Mémorandum]. Clinton Digital Library (National Security Council and NSC Records Management System, "Declassified Documents Concerning Bosnia"). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/101134>
- Smith, A. (1996). Diversionary Foreign Policy in Democratic Systems. *International Studies Quarterly*, 40(1), 133-153. <https://doi.org/10.2307/2600934>
- Smith, C. B. (2018). *American Honor: The Creation of the Nation's Ideals during the Revolutionary Era*. UNC Press Books.
- Smith, T. (2017). *Why Wilson Matters: the origin of American liberal internationalism and its crisis today*. Princeton University Press.
- Smolnikov, S. (2018). *Great Power Conduct and Credibility in World Politics*. Palgrave Macmillan.
- Snyder, G. H. et Diesing, P. (1977). *Conflict Among Nations: Bargaining, Decision Making, and System Structure in International Crises*. Princeton University Press.
- Snyder, J. (2020). Backlash against human rights shaming: emotions in groups. *International Theory*, 12(1), 109-132. <https://doi.org/10.1017/S1752971919000216>
- Sobel, R. (1998). Portraying American Public Opinion toward the Bosnia Crisis. *Harvard International Journal of Press/Politics*, 3(2), 16-33. <https://doi.org/10.1177/1081180X98003002003>
- Soderberg, N. E. (1994, 25 mai). Promises Clinton Kept. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1994/05/25/promises-clinton-kept/0007ec37-9236-489f-a385-d3a3aaf60634/>
- Soderberg, N. E. (2005). *The Superpower Myth: The Use and Misuse of American Might*. John Wiley.
- Sparrow, B. (2015). *The Strategist: Brent Scowcroft and the Call of National Security*. PublicAffairs.
- Stagg, J. C. A. (2012). *The War of 1812: Conflict for a Continent*. Cambridge University Press.
- Steele, B. J. (2005). Ontological security and the power of self-identity: British neutrality and the American Civil War. *Review of International Studies*, 31(3), 519-540. <https://doi.org/10.1017/S0260210505006613>



- Steele, B. J. (2007). Making Words Matter: The Asian Tsunami, Darfur, and “Reflexive Discourse” in International Politics. *International Studies Quarterly*, 51(4), 901-925. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2007.00482.x>
- Steele, B. J. (2008). *Ontological Security in International Relations: Self-Identity and the IR State*. Routledge.
- Steele, B. J. (2017). Organizational processes and ontological (in)security: Torture, the CIA and the United States. *Cooperation and Conflict*, 52(1), 69-89. <https://doi.org/10.1177/0010836716653156>
- Stein, R. M. (2019). *Vengeful Citizens, Violent States*. Cambridge University Press.
- Steinberg, B. S. (1996). *Shame and humiliation: presidential decision making on Vietnam*. McGill-Queen’s University Press.
- Steinberg, J. B. (2016). History, Policymaking, and the Balkans: Lessons Imported and Lessons Learned. Dans H. Brands et J. Suri (dir.), *The Power of the Past: History and Statecraft* (237-251). Brookings Institution Press.
- Stephanopoulos, G. (1999). *All Too Human: A Political Education*. Thorndike Press.
- Stephen J. Hadley Oral History*. (2011, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/stephen-j-hadley-oral-history>
- Stern, E. et Sundelius, B. (2002). Crisis Management Europe: An Integrated Regional Research and Training Program. *International Studies Perspectives*, 3(1), 71-88. <https://doi.org/10.1111/1528-3577.00080>
- Stern, E. K. (2003). Crisis Studies and Foreign Policy Analysis: Insights, Synergies, and Challenges. *International Studies Review*, 5(2), 155-202. <https://doi.org/10.1111/1521-9488.5020016>
- Stern, E. K., et Sundelius, B. (1997) Understanding Small Group Decisions in Foreign Policy. Dans P. ‘t Hart, E. K. Stern et B. Sundelius (dir.), *Beyond Groupthink: Political Group Dynamics and Foreign Policy-making* (123-150). University of Michigan Press.
- Stern, S. M. (2003). *Averting “the Final Failure”: John F. Kennedy and the Secret Cuban Missile Crisis Meetings*. Stanford University Press.
- Stevenson, C. A. (2006). *SECDEF: The Nearly Impossible Job of Secretary of Defense*. Potomac Books, Inc.
- Stewart, F. H. (1994). *Honor*. University of Chicago Press.
- Strategy for the Balkan Conflict* [Mémorandum] (1995, 4 août). William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow, Box 32 of 41 Vershbow Chron Files August 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Striner, R. (2014). *Woodrow Wilson and World War I: A Burden Too Great to Bear*. Rowman & Littlefield.
- Strobel, W. P. (1997). *Late-Breaking Foreign Policy: The News Media’s Influence on Peace Operations*. U.S. Institute of Peace Press.
- Subotić, J. (2016). Narrative, Ontological Security, and Foreign Policy Change. *Foreign Policy Analysis*, 12(4), 610-627. <https://doi.org/10.1111/fpa.12089>

- Subotić, J. et Steele, B. J. (2018). Moral Injury in International Relations. *Journal of Global Security Studies*, 3(4), 387-401. <https://doi.org/10.1093/jogss/ogy021>
- Sudetic, C. (1994, 6 avril). Serbian Attacks Breach Defenses of Muslim Town: Bosnia Says 73 Have Died. *The New York Times*, A1.
- Sulzberger, C. L. (1961, 10 septembre). *Editorial Note* [Note des archivistes], U.S. State Department, Office of the Historian, Foreign Relations of the United States (1961-1963, Volume XIV, Berlin Crisis, 1961-1962, Document no. 146). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v14/d146>
- Tajfel, H., et Turner, J. C. (2004). The Social Identity Theory of Intergroup Behavior. Dans J. T. Jost et J. Sidanius (dir.), *Political Psychology: Key Readings* (276–293). Psychology Press.
- Tardy, T. (2015). United Nations Protection Force (UNPROFOR – Bosnia and Herzegovina). Dans J.A Koops, N. Macqueen, T. Tardy et P.D. Williams (dir.), *The Oxford Handbook of United Nations Peacekeeping Operations* (338-394). Oxford University Press.
- Tarrow, S. (1995). Bridging the Quantitative-Qualitative Divide in Political Science. *American Political Science Review*, 89(2), 471-474. <https://doi.org/10.2307/2082444>
- Tarrow, S. (2019). Comparison, Triangulation, and Embedding Research in History: A Methodological Self-Analysis. *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 141(1), 17-29.
- The Johnson Transition*. (2017, 20 septembre). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/educational-resources/johnson-transition>
- The National Security Council Project (1999, 29 avril). *Oral History Roundtables: The Bush Administration National Security Council*. The Brookings Institution. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/19990429.pdf>
- The White House (2017, 18 décembre). *National Security Strategy of the United States of America*. The White House. <https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>
- The White House (2021, 3 mars). *Interim National Security Strategic Guidance*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/03/NSC-1v2.pdf>
- Thies, C. (2017 [2010]) Role Theory and Foreign Policy. *Oxford Research Encyclopedia on International Studies*, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.291>.
- Thies, C. G. (2002). A Pragmatic Guide to Qualitative Historical Analysis in the Study of International Relations. *International Studies Perspectives*, 3(4), 351-372. <https://doi.org/10.1111/1528-3577.t01-1-00099>
- Thies, C. G. (2013). The Roles of Bipolarity: A Role Theoretic Understanding of the Effects of Ideas and Material Factors on the Cold War. *International Studies Perspectives*, 14(3), 269-288. <https://doi.org/10.1111/j.1528-3585.2012.00486.x>
- Thomas, E. (2010). *The War Lovers: Roosevelt, Lodge, Hearst, and the Rush to Empire, 1898*. Little, Brown and Company.
- Thompson, J. A. (2015). *Woodrow Wilson*. Routledge.

- Thompson, N. (2009). *The Hawk and the Dove: Paul Nitze, George Kennan, and the History of the Cold War*. Henry Holt and Company.
- Tilchin, W. N. (2007). Theodore Roosevelt (1901-1909). Dans C. C Hodge et C. J. Nolan (dir.), *U.S. Presidents and Foreign Policy from 1789 to the Present (191-200)*. ABC-CLIO.
- Tilchin, W. N. (2008). For the Present and the Future: The Well-Conceived, Successful, and Farsighted Statecraft of President Theodore Roosevelt. *Diplomacy & Statecraft*, 19(4), 658-670. <https://doi.org/10.1080/09592290802564387>
- Tomz, M. (2007). Domestic Audience Costs in International Relations: An Experimental Approach. *International Organization*, 61(4), 821-840. <https://doi.org/10.1017/S0020818307070282>
- Tomz, M. (2011). *Reputation and International Cooperation: Sovereign Debt across Three Centuries*. Princeton University Press.
- Top General Admits US Credibility Damaged after Afghanistan Withdrawal* (2021, 28 septembre). Yahoo News. <https://uk.news.yahoo.com/top-general-admits-us-credibility-213200137.html>
- Trachtenberg, M. (2006). *The Craft of International History: A Guide to Method*. Princeton, Princeton University Press.
- Trenta, L. (2016). *Risk and Presidential Decision-making: The Emergence of Foreign Policy Crises*. Routledge.
- Trenta, L. (2021). Death by Reinterpretation: Dynamics of Norm Contestation and the US Ban on Assassination in the Reagan Years. *Journal of Global Security Studies*, 6(4). <https://doi.org/10.1093/jogss/ogab012>
- Truman, H. S. et Acheson, D. (2010). *Affection and Trust: The Personal Correspondence of Harry S. Truman and Dean Acheson, 1953-1971* (1<sup>ère</sup> éd.). Alfred A. Knopf.
- Tsygankov, A. P. (2012). *Russia and the West from Alexander to Putin: Honor in International Relations*. Cambridge University Press.
- Tucker, M. E., Pratkanis, A. et Struckman, C. K. (2007). Groupthink as Social Identity Maintenance. Dans A. Pratkanis (dir.), *The Science of Social Influence: Advances and Future Progress* (223-246). Psychology Press.
- Tucker, R. W. (2007). *Woodrow Wilson and the Great War: Reconsidering America's Neutrality, 1914-1917*. University of Virginia Press.
- Tulis, J. K. (1987). *The Rhetorical Presidency*. Princeton University Press.
- Tunç, H. (2008). Reputation and U.S. Withdrawal from Iraq. *Orbis*, 52(4), 657-669. <https://doi.org/10.1016/j.orbis.2008.07.004>
- Turner, J. C. (1988). *Rediscovering the Social Group: A Self-Categorization Theory*. B. Blackwell.
- Turner, M. E. et Pratkanis, A. R. (1998). A Social Identity Maintenance Model of Groupthink. *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, 73(2), 210-235. <https://doi.org/10.1006/obhd.1998.2757>
- Turner, M. E. et Pratkanis, A. R. (2014, 1<sup>er</sup> janvier). *Preventing Groupthink Risk through Deliberative Discussion: Further Experimental Evidence for a Social Identity Maintenance Model* [article].



International Journal of Risk and Contingency Management (IJRCM). [www.igi-global.com/article/preventing-grouthink-risk-through-deliberative-discussion/111122](http://www.igi-global.com/article/preventing-grouthink-risk-through-deliberative-discussion/111122)

- Turner, M. E., Pratkanis, A. R., Probasco, P. et Leve, C. (1993). Threat, Cohesion, and Group Effectiveness: Testing a Social Identity Maintenance Perspective on Groupthink. *Journal of Personality and Social Psychology*, 63(5), 781-796. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.63.5.781>
- U.S. Embassy in Belgrade (1995, 12 avril). *Cable – American Embassy Belgrade to Secretary of State, Subject: Milosevic On Bosnia Recognition: No* [Cable diplomatique]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80c993294098d5174a8). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174a8>
- U.S. Embassy in Sarajevo (1995a, 27 mai). Cable, From American Embassy Sarajevo to Secretary of State: “I’ve Broken The Machine” [Cable diplomatique]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d517523). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d517523>
- U.S. Embassy in Sarajevo (1995b, 28 mai). Cable, From American Embassy Sarajevo to Secretary of State: Smith: “We either fight or we don’t” [Cable diplomatique]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80d993294098d5174ef). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80d993294098d5174ef>
- U.S. State Department (1995a, 14 avril). *State Department Discussion Paper, "Bosnia Going For A Small War"* [Mémorandum]. CREST (5235e80c993294098d5174ad). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d5174ad>
- U.S. State Department (1995b, 16 mai). *Bosnia: Formulating a Post-UNPROFOR Withdrawal Strategy* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, European Affairs, Vershbow Alexander, Box 9 of 15, Bosnia - May 1995 Mid-Late [5]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- U.S. State Department (1995c, août). *Endgame Strategy: A Sustainable Defense of a Viable Bosnia after UNPROFOR Withdrawal* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow, Box 32 of 41 Vershbow Chron Files August 1995 [2]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- U.S. Support for UNPORFOR Withdrawal* (1994, 7 décembre). Clinton Digital Library (National Security Council, European Affairs, and Alexander Vershbow, “Bosnia Post-Bihac (Mid-Nov. - Early-Dec. 1994) [4]”). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/72018>
- Ulriksen, M. S. et Dadalauri, N. (2016). Single case studies and theory-testing: the knots and dots of the process-tracing method. *International Journal of Social Research Methodology*, 19(2), 223-239. <https://doi.org/10.1080/13645579.2014.979718>
- Unilaterally Lifting the Arms Embargo on Bosnia: The Path to an Americanized Fourth Balkan War – 6 Jan 95: 1200 version - - with USDP incorporated NSC/JCS suggested revisions*[Brouillon d’un texte d’opinion] (1995, 17 janvier). Clinton Digital Library (National Security Council, European Affairs, and Alexander Vershbow, “Bosnia Post-Bihac (Mid-Nov. - Early-Dec. 1994): Bosnia DC 12/23/1994 [1]”). <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/72022>
- Väisse, J. (2010). *Neoconservatism: The Biography of a Movement*. Harvard University Press.

- Valent, P. (2016). Survivor Guilt. Dans G. Fink (dir.), *Stress: Concepts, Cognition, Emotion, and Behavior – Handbook of Stress* (vol. 1, 373-375). Academic Press.
- Van Evera, S. (1997). *Guide to methods for students of political science*. Cornell University Press.
- van Ham, P. (2001). The Rise of the Brand State: The Postmodern Politics of Image and Reputation. *Foreign Affairs*, 80(5), 2-6.
- Van Meegdenburg, H. (2023). Process Tracing: An Analyticist Approach. Dans P. A. Mello et F. Ostermann, (dir.), *Routledge Handbook of Foreign Policy Analysis Methods* (405-420). Routledge.
- Van Rythoven, E. et Sucharov, M. (dir.). (2020). *Methodology and emotion in international relations: parsing the passions*. Routledge.
- VanDeMark, B. (2006). *Into the Quagmire: Lyndon Johnson and the Escalation of the Vietnam War*. Oxford University Press.
- Vershbow, A. (1995a, 27 février). *Former Yugoslavia Policy Review* [Rapport]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner, PC/DC Principals Committee/Deputies Committee, Meetings on Bosnia 1995, Box 1 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia February 1995 [1]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Vershbow, A. (1995b, 16 mars). *Former Yugoslavia Policy Review: Update for Principals* [Rapport]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Vershbow Alexander Box 8 of 15, Bosnia - March 1995 Late March [4]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Vershbow, A., et Drew, N. (1995, 17 mai). *Bosnia: Strategic Choices – NSC Discussion Paper* [Mémorandum]. William J. Clinton Presidential Library (NSC Files, Europeans Affairs, Drew Nelson/Sue Bremner PC/DC Principals Committee/Deputies Committee Meetings on Bosnia 1995 Box 3 of 11, PC/DC Meetings on Bosnia May 1995 [1]). WJC Presidential Library and Museum, Little Rock, Arkansas.
- Vertzberger, Y. Y. I. (1997) Collective Risk-Taking: The Decision-making Group. Dans P. ‘t Hart, E. K. Stern et B. Sundelius (dir.), *Beyond Groupthink: Political Group Dynamics and Foreign Policy-making* (275-307). University of Michigan Press.
- Vieira, M. A. (2016). Understanding Resilience in International Relations: The Non-Aligned Movement and Ontological Security. *International Studies Review*, 18(2), 290-311. <https://doi.org/10.1093/isr/viw002>
- Wagner, D. W. (1993, 19 février). *Reactions to Secretary Christopher’s 10 February Announcement of US Policy Toward the Former Yugoslavia* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (523c39e5993294098d517653). <https://www.cia.gov/readingroom/document/523c39e5993294098d517653>
- Wagner, D. W. (1993a, 29 janvier). *Memorandum for the Record: Principals Committee Meeting on the Former Yugoslavia, 28 January 1993* [Mémorandum]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12303>
- Wagner, D. W. (1993b, 4 février). *CIA Post-Meeting MFR on 3 FEB 1993 Principals Committee Meeting on "Yugoslavia"* [Mémorandum]. Bosnia, Intelligence, and the Clinton Presidency, CREST (5235e80c993294098d517490). <https://www.cia.gov/readingroom/document/5235e80c993294098d517490>

- Walker, S. G., Malici, A. et Schafer, M. (2011). *Rethinking foreign policy analysis: states, leaders, and the microfoundations of behavioral international relations*. Routledge.
- Walt, S. M. (2012, 11 septembre). Why are U.S. Leaders so Obsessed with Credibility? *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2012/09/11/why-are-u-s-leaders-so-obsessed-with-credibility/>
- Walt, S. M. (2015, 6 janvier). The Credibility Addiction. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2015/01/06/the-credibility-addiction-us-iraq-afghanistan-unwinnable-war/>
- Walt, S. M. (2018). *The Hell of Good Intentions: America's Foreign Policy Elite and the Decline of U.S. Primacy*. Farrar, Straus and Giroux.
- Ward, S. M. (2017a). Lost in Translation: Social Identity Theory and the Study of Status in World Politics. *International Studies Quarterly*, 61(4), 821-834. <https://doi.org/10.1093/isq/sqx042>
- Ward, S. (2017b). *Status and the Challenge of Rising Powers*. Cambridge University Press.
- Warner, M. G. (1987, 19 octobre). *Bush Battles the "Wimp Factor"*. Newsweek. <https://www.newsweek.com/bush-battles-wimp-factor-207008>
- Warren Christopher and Strobe Talbott Oral History (2002, 15-16 avril). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/warren-christopher-and-strobe-talbott-oral-history>
- Warren Christopher and Strobe Talbott Oral History (2002, 15-16 avril). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/warren-christopher-and-strobe-talbott-oral-history>
- Washington, G. (1793, 3 décembre). *Fifth Annual Address to Congress – George Washington – 1<sup>st</sup> President of the United States* [Transcription de discours]. The MAmerican Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/fifth-annual-address-congress>
- Weeks, W. E. (1992). *John Quincy Adams and American Global Empire*. University Press of Kentucky.
- Weinberger, C. (1990). *Fighting for Peace: Seven Critical Years in the Pentagon*. Warner Books.
- Weisiger, A. et Yarhi-Milo, K. (2015). Revisiting Reputation: How Past Actions Matter in International Politics. *International Organization*, 69(2), 473-495. <https://doi.org/10.1017/S0020818314000393>
- Weissman, S. R. (1996). *A Culture of Deference: Congress' Failure of Leadership in Foreign Policy*. Basic Books.
- Weldes, J. (1999). *Constructing national interests: the United States and the Cuban missile crisis*. University of Minnesota Press.
- Welsh, A. (2008). *What is Honor?: A Question of Moral Imperatives*. Yale University Press.
- Wendt, A. (1999). *Social Theory of International Politics*. Cambridge University Press.
- Wendt, A. (2004). The state as person in international theory. *Review of International Studies*, 30(2), 289-316. <https://doi.org/10.1017/S0260210504006084>

- Western, J. (2002). Sources of Humanitarian Intervention: Beliefs, Information, and Advocacy in the U.S. Decisions on Somalia and Bosnia. *International Security*, 26(4), 112-142.
- Whetten, D. A. et Mackey, A. (2002). A Social Actor Conception of Organizational Identity and Its Implications for the Study of Organizational Reputation. *Business & Society*, 41(4), 393-414. <https://doi.org/10.1177/0007650302238775>
- Whitney, C. R. (1994, 23 avril). Conflict in The Balkans: NATO Warns Serbs To Cease Attacks or Face Bombings. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/1994/04/23/world/conflict-in-the-balkans-nato-nato-warns-serbs-to-cease-attacks-or-face-bombings.html>
- Whyte, G. (1998). Recasting Janis's Groupthink Model: The Key Role of Collective Efficacy in Decision Fiascoes. *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, 73(2), 185-209. <https://doi.org/10.1006/obhd.1998.2761>
- Wicklund, G. (1993, 2 août). *BTF Memorandum for the Record: Deputies Committee Meeting, 26 July 1993* [Mémoire]. Clinton Digital Library. <https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/12332>
- Widenor, W. C. (1980). *Henry Cabot Lodge and the Search for an American Foreign Policy*. University of California Press.
- William Perry Oral History* (2006, 21 février). Miller Center. <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/william-perry-oral-history>
- Williams, D. (1993, 22 mai). U.S. Offers to Protect Forces in Bosnia Plan, Official Says. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1993/05/22/us-offers-to-protect-forces-in-bosnia-plan-official-says/933847db-4aed-4822-863f-d25ae91d1c5e/>
- Williams, D. et Devroy, A. (1994, 22 avril). U.S. Bombing, Credibility Linked: Christopher Raises Stakes in Bosnia Before Skeptical Panel. *The Washington Post*, A1.
- Williams, G. (2007). *US-Grenada Relations: Revolution and Intervention in the Backyard*. Springer.
- Wills, D. C. (2003). *The First War on Terrorism: Counter-terrorism Policy During the Reagan Administration*. Rowman & Littlefield.
- Wilson, W. (1917a, 3 février). *Address to a Joint Session of Congress on the Severance of Diplomatic Relations with Germany – Woodrow Wilson – 28<sup>th</sup> president of the United States* [Transcription de discours]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-joint-session-congress-the-severance-diplomatic-relations-with-germany>
- Wilson, W. (1917b, 2 avril). *Address to a Joint Session of Congress Requesting a Declaration of War Against Germany – Woodrow Wilson – 28<sup>th</sup> president of the United States* [Transcription de discours]. The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-joint-session-congress-requesting-declaration-war-against-germany>
- Winters, F. X. (1997). *The Year of the Hare: America in Vietnam, January 25, 1963-February 15, 1964*. University of Georgia Press.
- Wohlforth, W. C. (2009). Unipolarity, Status Competition, and Great Power War. *World Politics*, 61(1), 28-57.

- Wolf, R. (2011). Respect and Disrespect in International Politics: The Significance of Status Recognition. *International Theory*, 3(1), 105-142. <https://doi.org/10.1017/S1752971910000308>
- Wolford, S. (2007). The Turnover Trap: New Leaders, Reputation, and International Conflict. *American Journal of Political Science*, 51(4), 772-788. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2007.00280.x>
- Wolford, S. (2012). Incumbents, Successors, and Crisis Bargaining: Leadership Turnover as a Commitment Problem. *Journal of Peace Research*, 49(4), 517-530. <https://doi.org/10.1177/0022343312440807>
- Wood, B. D. et Peake, J. S. (1998). The Dynamics of Foreign Policy Agenda Setting. *American Political Science Review*, 92(1), 173-184. <https://doi.org/10.2307/2585936>
- Woodrow Wilson to William J. Stone, 1916* (2012). America in Class. <http://americainclass.org/wp-content/uploads/2012/02/wilson-stonefeb1916.pdf>
- Woodward, B. (1996). *The Choice*. Simon & Schuster.
- Woodward, B. (2004). *Plan of Attack*. Simon & Schuster.
- Woodward, B. (2006). *State of Denial*. Simon and Schuster.
- Woodward, B. (2018). *Fear: Trump in the White House*. Simon and Schuster.
- Woodward, B. (2020). *Rage*. Simon & Schuster.
- Wörner, M. (1993, 2 août). *Press Statement by the Secretary General* [Transcription de discours]. NATO Online Library. <https://www.nato.int/docu/comm/49-95/c930802a.htm>
- Wu, C. X. et Wolford, S. (2018). Leaders, States, and Reputations. *Journal of Conflict Resolution*, 62(10), 2087-2117. <https://doi.org/10.1177/0022002718786001>
- Wu, C. X., Licht, A. A. et Wolford, S. (2021). Same as the Old Boss? Domestic Politics and the Turnover Trap. *International Studies Quarterly*, 65(1), 173-183. <https://doi.org/10.1093/isq/sqaa074>
- Wyatt-Brown, B. (1997). Andrew Jackson's Honor. *Journal of the Early Republic*, 17(1), 1-36. <https://doi.org/10.2307/3124641>
- Wyatt-Brown, B. (2001). *The Shaping of Southern Culture: Honor, Grace, and War, 1760s-1890s*. University of North Carolina Press.
- Wyatt-Brown, B. (2007 [1983]). *Southern Honor: Ethics and Behavior in the Old South*. Oxford University Press.
- Yanow, D. et Schwartz-Shea, P. (2014). Wherefore "Interpretive": An Introduction. Dans Yanow, D. et Schwartz-Shea, P. (dir.), *Interpretation and Method: Empirical Research Methods and the Interpretive Turn*, 2e éd. (xiii-xxii). M.E. Sharpe.
- Yarhi-Milo, K. (2014). *Knowing the Adversary: Leaders, Intelligence, and Assessment of Intentions in International Relations*. Princeton University Press.
- Yarhi-Milo, K. (2018). After Credibility: American Foreign Policy in the Trump Era. *Foreign Affairs*, 97(1), 68-77.

- Yarhi-Milo, K. (2018). *Who Fights for Reputation: The Psychology of Leaders in International Conflict*. Princeton University Press.
- Young, K. (2013). Revisiting NSC 68. *Journal of Cold War Studies*, 15(1), 3-33. [https://doi.org/10.1162/JCWS\\_a\\_00306](https://doi.org/10.1162/JCWS_a_00306)
- Zagare, F. C. (1987). *The Dynamics of Deterrence*. University of Chicago Press.
- Zarakol, A. (2010). Ontological (In)security and State Denial of Historical Crimes: Turkey and Japan. *International Relations*, 24(1), 3-23. <https://doi.org/10.1177/0047117809359040>
- Zarakol, A. (2011). *After Defeat: How the East Learned to Live with the West*. Cambridge University Press.
- Zimmermann, W. (1994, 24 avril). The Balkan Imperative: Why It's Up to America to Save A Besieged Multi-Ethnic Society. *The Washington Post*, C1.